



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

Έν Αθήναις
τῆ 5 Ἰανουαρίου 1956

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

Ἀριθμὸς φύλλου 3

ΝΟΜΟΙ

ΝΟΜΟΣ ὑπ' ἀριθ. 3481.

*Περὶ κυρώσεως τῶν Συμβάσεων τῆς Γενεύης τῆς 12ης
Αὐγούστου 1949.*

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ψηφισθέντες ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀποφασίζομεν καὶ
διατάσσομεν :

* Ἄρθρον μόνον.

Κυροῦνται καὶ ἔχουσι πλήρη καὶ νόμιμον ἰσχύν, ἡ ἀπὸ
12ης Αὐγούστου 1949 τελικὴ πρᾶξις τῆς Διπλωματικῆς
Διασκέψεως τῆς Γενεύης τοῦ αὐτοῦ ἔτους, αἱ ὑπὸ τῆς Δια-
σκέψεως ταύτης υἱοθετηθεῖσαι 11 ἀποφάσεις, ὡς καὶ αἱ ἐξ
αὐτῆς προκύψασαι τέσσαρες, μετὰ τῶν παραρτημάτων αὐτῶν,
Συμβάσεις, ἴτοι: α') ἡ Σύμβασις τῆς Γενεύης περὶ βελτιώ-
σεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρα-
τεία στρατευμάτων, τῆς 12ης Αὐγούστου 1949, β') ἡ Σύμ-
βασις τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυμα-
τιῶν, ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν τῶν κατὰ θάλασσαν ἐνόπλων
δυνάμεων, τῆς 12ης Αὐγούστου 1949, γ') ἡ Σύμβασις τῆς
Γενεύης περὶ μεταχειρίσεως τῶν ἀιχμαλώτων πολέμου, τῆς

12ης Αὐγούστου 1949 καὶ δ') ἡ Σύμβασις περὶ προστασίας
τοῦ ἀμάχου πληθυσμοῦ ἐν καιρῷ πολέμου, τῆς 12ης Αὐγού-
στου 1949.

Ἡ ἰσχὺς διὰ τὴν Ἑλλάδα τῶν ἐν λόγω πράξεων, αἰτι-
νες ὑπεγράφησαν ἐν ἀγγλικῷ καὶ γαλλικῷ πρωτοτύπῳ
καὶ ὧν τὰ κείμενα ἔπονται ἐν γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ ἐν
μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικὴν, ἀρχεται, συμφώνως πρὸς
τὰ οἰκεία ἀρθρα 58, 57, 138 καὶ 153 τῶν ἀνωτέρω Συμβά-
σεων, ἐξ μηνῶς μετὰ τὴν ὑπὸ τῆς Ἑλλάδος ἐν Βέρνη κατὰ-
ρθεῖν τοῦ ὄργανου κυρώσεως.

Ὁ παρῶν Νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡ-
μῶν σήμερον κυρωθεὶς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος
τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Έν Αθήναις τῆ 30 Δεκεμβρίου 1955

ΠΑΥΛΟΣ
Β.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΣΤΕΡΙΚΩΝ
ΣΠ. ΘΕΟΤΟΚΗΣ

ΕΠΙ ΤΗΣ ΕΘΝ. ΑΜΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΔΗΜ. ΒΟΥΡΑΟΥΜΠΑΣ

Ἐδωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Έν Αθήναις τῆ 31 Δεκεμβρίου 1955

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
Κ. ΑΔΑΜΟΠΟΥΛΟΣ

CONVENTION DE GENÈVE

du 12 août 1949

Pour la Protection des victimes de la guerre

TABLE DES MATIERES

	Page
Acte final de la Conférence Diplomatique de Genève	
Signatures	
Déclarations	
Résolutions de la Conférence Diplomatique de Genève	
Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne du 12 Août 1949	
Signatures	
Annexes	
Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des ferées armées sur mer du 12 Août 1949.	
Signatures	
Annexe	
Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre du 12 Août 1949	
Signatures	
Annexes	
Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre du 12 Août 1949	
Signatures	
Annexes	
Réserves	

ACTE FINAL
DE LA
CONFERENCE DIPLOMATIQUE
CONVOQUEE POUR LA REVISION

DE LA
CONVENTION DE GENEVE DU 27 JUILLET 1929
POUR L'AMELIORATION DU SORT DES BLESSES
ET DES MALADES DANS LES ARMEES EN
CAMPAGNE

DE LA
Xme CONVENTION DE LA HAYE DU 18 OCTOBRE
1907,
POUR L'ADAPTATION A LA GUERRE MARITIME
DES PRINCIPES DE LA CONVENTION DE GENEVE
DU 6 JUILLET 1906

DE LA
CONVENTION CONCLUE A GENEVE LE 27 JUILLET
1929
ET RELATIVE AU TRAITEMENT DES PRISONNIERS
DE GUERRE
ET POUR L'ELABORATION
D'UNE

CONVENTION POUR LA PROTECTION DES
PERSONNES CIVILES EN TEMPS DE GUERRE

La conférence convoquée par le Conseil fédéral suisse en vue de reviser la convention de Genève du 27 juillet 1929 pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne, la Xme Convention de La Haye du 18 octobre 1907, pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève du 6 juillet 1906, la Convention conclue à Genève le 27 juillet 1929 et relative au traitement des prisonniers de guerre, et d'élaborer une Convention pour la protection des personnes civiles en temps de guerre, a délibéré, à Genève, du 21 avril au 12 août 1949, sur la base des quatre projets de Conventions examinés et approuvés par la XVIIème Conférence internationale de la Croix-Rouge qui s'est tenue à Stockholm.

La Conférence a arrêté les textes des Conventions indiquées ci-après :

I. Convention de Genève pour l'Amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne.

II. Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer.

III. Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre.

IV. Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre.

Ces Conventions, dont le texte a été établi dans les langues française et anglaise, sont annexées au présent Acte. La traduction officielle de ces Conventions dans les langues espagnole et russe sera établie par les soins du Conseil fédéral suisse.

La Conférence a, en outre, adopté II résolutions, qui sont également annexées au présent Acte.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Acte Final.

Fait à Genève, le 12 août 1949, en langues française et anglaise, l'original et les documents qui l'accompagnent devant être déposés dans les Archives de la Confédération suisse.

Pour l'Afghanistan

M. OSMAN AMIRI N. BAMMATE
MOHAMMED ALI CHERZAD

Pour la République Populaire d'Albanie :
HALIM BUDO

Pour l'Argentine :

B. LLAMBI GUILLERMO A. SPERONI

Pour l'Australie :

W. R. HODGSON

Pour l'Autriche

Dr. RUD BLUEHDORN

Pour la Belgique :

MAURICE BOURQUIN M. MINEUR

H. ADAM R. DU MOULIN

Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie: 1)
M. KOUTEINIKOV

Pour la République de l'Union de Birmanie :

TUN HLA OUNG

Pour le Brésil

JOAO PINTO DA SILVA

Pour la République Populaire de Bulgarie :

K.B. SVETLOV

Pour le Canada :

EMILE VAILLANCOURT MAX H. WERSHOF

Pour le Chili :

F. CISTERNAS ORTIZ RAMON RODRIGUEZ

Pour la Chine :

WU NAN-JU

Pour la Colombie :

RAFAEL ROCHA SCHLOSS

Pour Costa Rica :

M. BOURLA

Pour Cuba :

J. DE LA LUZ LEON

Pour le Danemark :

GEORG COHN PAUL IPSEN BAGGE

Pour l'Egypte :

A. K. SAFWA M. S. GUENENA

Pour l'Equateur :

ALEX GASTELU

Pour l'Espagne :

LUIS CALDERON LE MARQUIS DE VILLALOBAR

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

LELAND HARRISON RAYMUND J. YINGLING

Pour l'Ethiopie :

GACHAOU ZELLEKE

Pour la Finlande :

V. AHOKAS

Pour la France :

Dr. PIERRE PUYO G. CAHEN-SALVADOR

Pour la Grèce :

R. AX. AGATHOCLES

Pour le Guatemala :

A. DUPONT-WILLEMIN

Pour la République Populaire :

Hongroise

Dr. G. HARASZTI KARA ANNA

Pour l'Inde.

B.M. RAO Colonel P.N. HAKSAR R.A. NARAYANAN

Pour l'Iran :

ABDOL HOSSEIN MEYKADEH

Pour la République d'Irlande :

MICHAEL RYNNE GEORGE P. HODNETT

WILLIAM M. CASHMAN

Pour Israël :

MAURICE FISCHER ZVI LOKER

1) Voir déclaration p. 4

Pour l'Italie :

GIACINTO AURITI MARIO PERUZZI
ETTORE BAISTROCCHI ADOLFO MARESCA

Pour le Liban :
MIKAOUÏ

Pour le Liechtenstein :
COMTE F. WILCZEK

Pour le Luxembourg :
J. STURM

Pour le Mexique :
PEDRO DE ALBA T. SANCHEZ-HERNANDEZ
J. OROZCO

Pour la Principauté de Monaco
M. LOZE

Pour le Nicaragua :
LIFSCHITZ

Pour la Norvège :
ROLF ANDERSEN

Pour la Nouvelle-Zélande :
R. QUENTIN-BAXTER

Pour le Pakistan :
S.M.A. FARUKI, M.G. A.H. SHAIKH
Pour les Pays-Bas :

J. BOSCH DE ROSENTHAL

Pour le Pérou :
GONZALO PIZARRO

Pour la Pologne :
STANISLAW KALINA

Pour le Portugal :
General LUIZ PINTO LELLO

Pour la République Populaire Roumaine :
E. LUCA Dr. V. DIMITRIU OCTAVIAN FENESAN
Pour le Royaume-Uni de grande-Bretagne et d'Irlande
du Nord :

ROBERT CRAIGIE W. H. GARDNER

Pour le Saint-Siège
PAUL BERTOLI CHARLES COMTE

Pour la Suède :
STAFFAN SODERBLOM

Pour la Suisse
MAX PETITPIERRE PLINIO BOLLA
COLONEL DIV. DU PASQUIER PH. ZUTTER
H. MEULI

Pour la Syrie :
Omar El DJABRI A. GENNAOUI

Pour la Tchécoslovaquie
Dr. P. WINKLER

Pour la Thaïlande
L.D. BHAKDI

Pour la Turquie :
RANA TARHAN NEDIM ABUT
H. MAYATEPEK

Pour la République Socialiste Soviétique d'Ukraine: (1)
N. BARAN

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques:
With the reservations attached thereto²
H. CHABNH П. МОПОЗОВ

Pour l'Uruguay :
Conseiller Colonel Hector J. BLANCO

Pour le Venezuela :
A. POSSE DE RIVAS :

Pour la République Fédérative Populaire de Yougoslavie
Consul PLEIC RATKO

DECLARATION DE LA DELEGATION
DE LA REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE
DE BIELORUSSIE FAITE AU MOMENT DE LA
SIGNATURE DE L'ACTE FINAL DE LA CONFÉ-
RENCE DIPLOMATIQUE

«La délégation de la République Socialiste Soviétique de Biélorussie constate avec regret que la résolution présentée par la délégation de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques condamnant l'emploi des moyens d'extermination en masse de la population a été repoussée par la Conférence. Or, l'adoption de cette résolution qui répond aux intérêts de tous les peuples du monde aimant la liberté aurait considérablement augmenté le rôle et la portée de cette Conférence et aurait contribué à la protection la plus efficace des victimes de la guerre contre ses conséquences les plus désastreuses.»

DECLARATION DE LA DELEGATION
DE LA REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE
D'UKRAINE FAITE AU MOMENT DE LA SIGNA-
TURE DE L'ACTE FINAL DE LA CONFERENCE
DIPLOMATIQUE

«La délégation de la République Socialiste Soviétique d'Ukraine constate avec regret que la résolution présentée par la délégation de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques condamnant l'emploi des moyens d'extermination en masse de la population a été repoussée par la Conférence. Or, l'adoption de cette résolution qui répond aux intérêts de tous les peuples du monde aimant la liberté aurait considérablement augmenté le rôle et la portée de cette Conférence et aurait contribué à la protection la plus efficace des victimes de la guerre contre ses conséquences les plus désastreuses.»

DECLARATION DE LA DELEGATION
DE L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES
SOVIETIQUES FAITE AU MOMENT DE LA SIGNA-
TURE DE L'ACTE FINAL DE LA CONFERENCE
DIPLOMATIQUE

«En signant l'Acte final de la Conférence diplomatique la délégation de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques fait les réserves suivantes:

1. La délégation soviétique constate avec regret que la résolution présentée par elle, condamnant l'emploi des moyens d'extermination en masse de la population, a été repoussée par la Conférence. Or, l'adoption de cette résolution, qui répond aux intérêts de tous les peuples du monde aimant la liberté, aurait considérablement renforcé le rôle et la portée de cette Conférence et aurait contribué à la protection la plus efficace des victimes de la guerre contre ses conséquences les plus désastreuses.

2. En ce qui concerne l'adoption par la Conférence d'une résolution qui recommande d'examiner la question de la création d'un organisme international devant se substituer à la Puissance protectrice, la délégation soviétique déclare qu'elle ne voit pas la nécessité d'examiner cette question et moins encore de créer un tel organisme, car le problème des Puissances protectrices est suffisamment réglé par les Conventions élaborées à la présente Conférence.»

1. Voir déclaration p. 4

2. Voir déclaration p. 4

Résolutions de la Conférence diplomatique de Genève,
1949

Résolution 1

La Conférence recommande que, dans le cas d'un différend sur l'interprétation ou l'application des présentes Conventions qui ne peut pas être résolu d'une autre manière, les Hautes Parties contractantes intéressées s'efforcent de se mettre d'accord pour soumettre le différend à la Cour internationale de Justice.

Résolution 2

Attendu que, dans le cas où un conflit international éclaterait il pourrait éventuellement se produire des circonstances où il n'y ait pas de Puissance protectrice avec le concours et sous le contrôle de laquelle les Conventions pour la protection des victimes de la guerre puissent être appliquées;

attendu que l'article 10 de la Convention de Genève du 12 août 1949 pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne, l'article 10 de la Convention de Genève du 12 août 1949 pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer, l'article 10 de la Convention de Genève du 12 août 1949 relative au traitement des prisonniers de guerre, et l'article 9 de la Convention de Genève du 12 août 1949 relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, prévoient que les Hautes Parties contractantes pourront en tout temps s'entendre pour confier un organisme présentant toutes garanties d'impartialité et d'efficacité les tâches dévolues aux Puissances protectrices par lesdites Conventions,

La Conférence recommande de mettre aussitôt que possible à l'étude l'opportunité de la création d'un organisme international dont les fonctions seraient, lorsqu'une Puissance protectrice fait défaut, de remplir les tâches accomplies par les Puissances protectrices dans le domaine de l'application des Conventions pour la protection des victimes de la guerre.

Résolution 3

Attendu qu'il est difficile de conclure des accords au cours des hostilités;

attendu que l'article 28 de la Convention de Genève du 12 août 1949 pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne prévoit qu'au cours des hostilités les Parties au conflit s'entendront au sujet d'une relève éventuelle du personnel retenu et en fixeront les modalités;

attendu que l'article 31 de cette même Convention prévoit que dès le début des hostilités les Parties au conflit pourront fixer par accords spéciaux le pourcentage du personnel à retenir en fonction du nombre des prisonniers ainsi que sa répartition dans les camps.

La Conférence prie le Comité international de la Croix-Rouge d'établir le texte d'un accord-type concernant les deux questions soulevées dans les deux articles susmentionnés et de soumettre celui-ci à l'approbation des Hautes Parties contractantes.

Résolution 4

Attendu que l'article 33 de la Convention de Genève du 27 juillet 1929 pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne, relatif aux pièces d'identité dont le personnel sanitaire doit être porteur, n'a trouvé qu'une application limitée au cours de la seconde guerre mondiale et qu'il en est résulté un grave préjudice pour de nombreux membres de ce personnel.

la Conférence émet le vœu que les Etats et les Sociétés nationales de la Croix-Rouge prennent dès 1-temps de paix toutes mesures pour que le personnel sanitaire soit dûment muni des insignes et cartes d'identité prévus par l'article 40 de la nouvelle Convention.

Résolution 5

Attendu que de nombreux abus ont été commis dans l'emploi du signe de la croix rouge.

la Conférence émet le vœu que les Etats veillent scrupuleusement à ce que la croix rouge ainsi que les emblèmes de protection prévus à l'article 38 de la Convention de Genève du 12 août 1949 pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne ne soient utilisés que dans les limites des Conventions de Genève, afin de sauvegarder leur autorité et de maintenir leur haute signification.

Résolution 6

Attendu que l'étude technique des moyens de transmission entre les navires-hôpitaux, d'une part, et les navires de guerre et aéronefs militaires, d'autre part n'a pu être abordée par la présente Conférence, parce qu'elle sortait des limites qui avaient été fixées à cette dernière ;

attendu que cette question est pourtant de la plus haute importance pour la sécurité des navires-hôpitaux et pour l'efficacité de leur action.

la Conférence émet le vœu que les Hautes Parties contractantes confient dans un avenir rapproché à une Commission d'Experts le soin d'étudier la mise au point technique des moyens modernes de transmission entre les navires-hôpitaux, d'une part, et les navires de guerre et aéronefs militaires, d'autre part, ainsi que l'élaboration d'un code international réglementant de façon précise l'usage de ces moyens; cela dans le but d'assurer aux navires-hôpitaux le maximum de protection et d'efficacité.

Résolution 7

La Conférence, désireuse d'assurer la plus grande protection possible aux navires-hôpitaux, exprime l'espoir que toutes les Hautes Parties contractantes signataires de la Convention de Genève du 12 août 1949 pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer, prendront toutes dispositions utiles pour que, toutes les fois que cela est possible, lesdits navires hôpitaux diffusent à intervalles fréquents et réguliers tous renseignements relatifs à leur position, à leur direction et à leur vitesse.

Résolution 8

La Conférence tient à affirmer, devant tous les peuples : que, ses travaux ayant été inspirés uniquement par des préoccupations humanitaires, elle forme le vœu ardent que jamais les Gouvernements n'aient besoin dans l'avenir d'appliquer les Conventions de Genève pour la protection des victimes de la guerre ;

que son plus vif désir est en effet que grandes et petites Puissances puissent toujours trouver une solution amiable à leurs différends par la voie de la collaboration et de l'entente internationale, afin que la paix règne définitivement sur la terre.

Résolution 9

Attendu que l'article 71 de la Convention de Genève du 12 août relative au traitement des prisonniers de guerre, prévoit que les prisonniers de guerre qui sont depuis longtemps sans nouvelles de leur famille ou qui se trouvent dans l'impossibilité d'en recevoir ou de lui en donner par voie ordinaire, de même que ceux qui sont

séparés des leurs par des distances considérables, seront autorisés à expédier des télégrammes dont les taxes seront passées au débit de leur compte auprès de la Puissance détentrice ou payées avec l'argent dont ils disposent, mesure dont les prisonniers bénéficieront également en cas d'urgence;

attendu que pour réduire le coût parfois très élevé de ces télégrammes, il serait nécessaire de prévoir un système de groupement de messages ou de séries de brefs messages types, concernant la santé du prisonnier, celle de sa famille, les renseignements scolaires et financiers, etc., messages qui pourraient être rédigés et chiffrés à l'usage des prisonniers de guerre se trouvant dans les conditions indiquées au premier alinéa.

la Conférence invite le Comité international de la Croix-Rouge à établir une série de messages types répon-

dant à ces exigences, et à les soumettre à l'approbation des Hautes Parties.

Résolution 10

.La Conférence estime que les conditions de la reconnaissance d'une Partie à un conflit comme belligérant, par les Puissances demeurant hors de ce conflit, sont régies par le droit international public et ne sont pas modifiées par les Conventions de Genève.

Résolution II

Attendu que les Conventions de Genève imposent au Comité international de la Croix-Rouge l'obligation de se tenir prêt en tout temps et en toutes circonstances à remplir les tâches humanitaires que lui confient ces Conventions,

la Conférence reconnaît la nécessité d'assurer au Comité international de la Croix-Rouge un appui financier régulier.

CONVENTION DE GENEVE

Pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne, du 12 Août 1949.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements représentés à la Conférence diplomatique qui s'est réunie à Genève du 21 avril au 12 août 1949 en vue de reviser la Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne du 27 juillet 1929, sont convenus de ce qui suit :

CHAPITRE I.

Dispositions Générales.

Article 1.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à respecter et à faire respecter la présente Convention en toutes circonstances.

Article 2.

En dehors des dispositions qui doivent entrer en vigueur dès le temps de paix, la présente Convention s'appliquera en cas de guerre déclarée ou de tout autre conflit armé surgissant entre deux ou plusieurs des Hautes Parties contractantes, même si l'état de guerre n'est pas reconnu par l'une d'elles.

La Convention s'appliquera également dans tous les cas d'occupation de tout ou partie du territoire d'une Haute Partie contractante, même si cette occupation ne rencontre aucune résistance militaire.

Si l'une des Puissances en conflit n'est pas partie à la présente Convention, les Puissances parties à celle-ci resteront néanmoins liées par elle dans leurs rapports réciproques. Elles seront liées en outre par la Convention envers ladite Puissance, si celle-ci en accepte et en applique les dispositions.

Article 3.

En cas de conflit armé ne présentant pas un caractère international et surgissant sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, chacune des Parties au conflit sera tenue d'appliquer au moins les dispositions suivantes :

1. Les personnes qui ne participent pas directement aux hostilités, y compris les membres de forces armées qui ont déposé les armes et les personnes qui ont été mises hors de combat par maladie, blessure, détention, ou pour toute autre cause, seront, en toutes circonstances, traitées avec humanité, sans aucune distinction de caractère défavorable basée sur la race, la couleur, la religion ou la croyance, le sexe, la naissance ou la fortune, ou tout autre critère analogue.

A cet effet, sont et demeurent prohibés en tout temps et en tout lieu, à l'égard des personnes mentionnées ci-dessus :

a) les atteintes portées à la vie et à l'intégrité corporelle, notamment le meurtre sous toutes ses formes, les mutilations les traitements cruels, tortures et supplices;

b) les prises d'otages;

c) les atteintes à la dignité des personnes, notamment les traitements humiliants et dégradants;

d) les condamnations prononcées et les exécutions effectuées sans un jugement préalable, rendu par un tribunal régulièrement constitué, assorti des garanties judiciaires reconnues comme indispensables par les peuples civilisés.

2. Les blessés et malades seront recueillis et soignés.

Un organisme humanitaire impartial, tel que le Comité international de la Croix-Rouge, pourra offrir ses services aux Parties au conflit.

Les Parties au conflit s'efforceront, d'autre part, de mettre en vigueur par voie d'accords spéciaux tout ou partie des autres dispositions de la présente Convention.

L'application des dispositions qui précèdent n'aura pas d'effet sur le statut juridique des Parties au conflit.

Article 4.

Les Puissances neutres appliqueront par analogie les dispositions de la présente Convention aux blessés et malades ainsi qu'aux membres du personnel sanitaire et religieux, appartenant aux forces armées des Parties au conflit, qui seront reçus ou internés sur leur territoire, de même qu'aux morts recueillis.

Article 5.

Pour les personnes protégées qui sont tombées au pouvoir de la Partie adverse, la présente Convention s'appliquera jusqu'au moment de leur rapatriement définitif.

Article 6.

En dehors des accords expressément prévus par les articles 10, 15, 23, 28, 31, 36, 37 et 52, les Hautes Parties contractantes pourront conclure d'autres accords spéciaux sur toute question qu'il leur paraîtrait opportun de régler particulièrement. Aucun accord spécial ne pourra porter préjudice à la situation des blessés et malades, ainsi que des membres du personnel sanitaire et religieux, telle qu'elle est réglée par la présente Convention, ni restreindre les droits que celle-ci leur accorde.

Les blessés et malades, ainsi que les membres du personnel sanitaire et religieux, resteront au bénéfice de ces accords aussi longtemps que la Convention leur est applicable, sauf stipulations contraires contenues expressément dans les susdits accords ou dans des accords ultérieurs, ou également sauf mesures plus favorables prises à leur égard par l'une ou l'autre des Parties au conflit.

Article 7.

Les blessés et malades, ainsi que les membres du personnel sanitaire et religieux, ne pourront en aucun cas renoncer partiellement ou totalement aux droits que leur assurent la présente Convention et, le cas échéant, les accords spéciaux visés à l'article précédent.

Article 8.

La présente Convention sera appliquée avec le concours et sous le contrôle des Puissances protectrices chargées de sauvegarder les intérêts des Parties au conflit. A cet effet, les Puissances protectrices pourront, en dehors de leur personnel diplomatique ou consulaire, désigner des délégués parmi leurs propres ressortissants ou parmi les ressortissants d'autres Puissances neutres. Ces délégués devront être soumis à l'agrément de la Puissance auprès de laquelle ils exerceront leur mission.

Les Parties au conflit faciliteront, dans la plus large mesure possible, la tâche des représentants ou délégués des Puissances protectrices.

Les représentants ou délégués des Puissances protectrices ne devront en aucun cas dépasser les limites de leur mission, telle qu'elle ressort de la présente Convention; ils devront notamment tenir compte des nécessités impérieuses de sécurité de l'Etat auprès duquel ils exercent leurs fonctions. Seules des exigences mili-

taires impérieuses peuvent autoriser, à titre exceptionnel et temporaire, une restriction de leur activité.

Article 9.

Les dispositions de la présente Convention ne font pas obstacle aux activités humanitaires que le Comité international de la Croix-Rouge, ainsi que tout autre organisme humanitaire impartial, entreprendra pour la protection des blessés et malades, ainsi que des membres du personnel sanitaire et religieux, et pour les secours à leur apporter, moyennant l'agrément des Parties au conflit intéressées.

Article 10.

Les Hautes Parties contractantes pourront, en tout temps, s'entendre pour confier à un organisme présentant toutes garanties d'impartialité et d'efficacité les tâches dévolues par la présente Convention aux Puissances protectrices.

Si des blessés et malades ou des membres du personnel sanitaire et religieux ne bénéficient pas ou ne bénéficient plus, quelle qu'en soit la raison, de l'activité d'une Puissance protectrice ou d'un organisme désigné conformément à l'alinéa premier, la Puissance détentrice devra demander soit à un Etat neutre, soit à un tel organisme, d'assumer les fonctions dévolues par la présente Convention aux Puissances protectrices désignées par les Parties au conflit.

Si une protection ne peut être ainsi assurée, la Puissance détentrice devra demander à un organisme humanitaire, tel que le Comité international de la Croix-Rouge, d'assumer les tâches humanitaires dévolues par la présente Convention aux Puissances protectrices ou devra accepter, sous réserve des dispositions du présent article, les offres de services émanant d'un tel organisme.

Toute Puissance neutre ou tout organisme invité par la Puissance intéressée ou s'offrant aux fins susmentionnées devra, dans son activité, rester conscient de sa responsabilité envers la Parties au conflit dont relèvent les personnes protégées par la présente Convention, et devra fournir des garanties suffisantes de capacité pour assumer les fonctions en question et les remplir avec impartialité.

Il ne pourra être dérogé aux dispositions qui précèdent par accord particulier entre des Puissances dont l'une se trouverait, même temporairement, vis-à-vis de l'autre Puissance ou de ses alliés, limitée dans sa liberté de négociation par suite des événements militaires, notamment en cas d'une occupation de la totalité ou d'une partie importante de son territoire.

Toutes les fois qu'il est fait mention dans la présente Convention de la Puissance protectrice, cette mention désigne également les organismes qui la remplacent au sens du présent article.

Article 11.

Dans tous les cas où elles le jugeront utile dans l'intérêt des personnes protégées, notamment en cas de désaccord entre les Parties au conflit sur l'application ou l'interprétation des dispositions de la présente Convention, les Puissances protectrices prêteront leurs bons offices aux fins de règlement du différend.

A cet effet, chacune des Puissances protectrices pourra, sur l'invitation d'une Partie ou spontanément, proposer aux Parties au conflit une réunion de leurs représentants et, en particulier, des autorités chargées du sort des blessés et malades, ainsi que des membres du personnel sanitaire et religieux, éventuellement sur un territoire neutre convenablement choisi. Les Parties au conflit seront tenues de donner suite aux propositions

qui leur seront faites dans ce sens. Les Puissances protectrices pourront, le cas échéant, proposer à l'agrément des Parties au conflit une personnalité appartenant à une Puissance neutre, ou une personnalité déléguée par le Comité international de la Croix-Rouge, qui sera appelée à participer à cette réunion.

CHAPITRE II.

Des blessés et des malades

Article 12.

Les membres des forces armées et les autres personnes mentionnées à l'article suivant, qui seront blessés ou malades, devront être respectés et protégés en toutes circonstances.

Ils seront traités et soignés avec humanité par la Partie au conflit qui les aura en son pouvoir, sans aucune distinction de caractère défavorable basée sur le sexe, la race, la nationalité, la religion, les opinions politiques ou tout autre critère analogue. Est strictement interdite toute atteinte à leur vie et à leur personne et, entre autres, le fait de les achever ou de les exterminer, de les soumettre à la torture, d'effectuer sur eux des expériences biologiques, de les laisser de façon préméditée sans secours médical, ou sans soins, ou de les exposer à des risques de contagion ou d'infection créés à cet effet.

Seules des raisons d'urgence médicale autoriseront une priorité dans l'ordre des soins.

Les femmes seront traitées avec tous les égards particuliers dus à leur sexe.

La Partie au conflit, obligée d'abandonner des blessés ou des malades à son adversaire, laissera avec eux, pour autant que les exigences militaires le permettront, une partie de son personnel et de son matériel sanitaires pour contribuer à les soigner.

Article 13.

La présente Convention s'appliquera aux blessés et malades appartenant aux catégories suivantes:

1. les membres des forces armées d'une Partie au conflit, de même que les membres des milices et des corps de volontaires faisant partie de ces forces armées;

2. les membres des autres milices et les membres des autres corps de volontaires, y compris ceux des mouvements de résistance organisés, appartenant à une Partie au conflit et agissant en dehors ou à l'intérieur de leur propre territoire, même si ce territoire est occupé, pourvu que ces milices ou corps de volontaires, y compris ces mouvements de résistance organisés, remplissent les conditions suivantes:

a) d'avoir à leur tête une personne responsable pour ses subordonnés;

b) d'avoir un signe distinctif fixe et reconnaissable à distance;

c) de porter ouvertement les armes;

d) de se conformer, dans leurs opérations, aux lois et coutumes de la guerre;

3. les membres des forces armées régulières qui se réclament d'un gouvernement ou d'une autorité non reconnus par la Puissance détentrice;

4. les personnes qui suivent les forces armées sans en faire directement partie, telles que membres civils d'équipages d'avions militaires, correspondants de guerre, fournisseurs, membres d'unités de travail ou de services chargés du bien-être des militaires, à condition qu'elles en aient reçu l'autorisation des forces armées qu'elles accompagnent;

5. les membres des équipages, y compris les commandants, pilotes et apprentis de la marine marchande et les équipages de l'aviation civile des Parties au conflit, qui ne bénéficient pas d'un traitement plus favorable en vertu d'autres dispositions du droit international;

6. la population d'un territoire non occupé qui, à l'approche de l'ennemi, prend spontanément les armes pour combattre les troupes d'invasion sans avoir eu le temps de se constituer en forces armées régulières, si elle porte ouvertement les armes et si elle respecte les lois et coutumes de la guerre.

Article 14.

Compte tenu des dispositions de l'article précédent, les blessés et les malades d'un belligérant, tombés au pouvoir de l'adversaire, seront prisonniers de guerre et les règles du droit des gens concernant les prisonniers de guerre leur seront applicables.

Article 15.

En tout temps et notamment après un engagement, les Parties au conflit prendront sans tarder toutes les mesures possibles pour rechercher et recueillir les blessés et les malades, les protéger contre le pillage et les mauvais traitements et leur assurer les soins nécessaires, ainsi que pour rechercher les morts et empêcher qu'ils ne soient dépouillés.

Toutes les fois que les circonstances le permettront, un armistice, une interruption de feu ou des arrangements locaux seront convenus pour permettre l'enlèvement, l'échange et le transport des blessés laissés sur le champ de bataille.

De même, des arrangements locaux pourront être conclus entre les Parties au conflit pour l'évacuation ou l'échange des blessés et malades d'une zone assiégée ou encerclée et pour le passage de personnel sanitaire et religieux et de matériel sanitaire à destination de cette zone.

Article 16.

Les Parties au conflit devront enregistrer, dans le plus bref délai possible, tous les éléments propres à identifier les blessés, les malades et les morts de la partie adverse tombés en leur pouvoir. Ces renseignements devront si possible comprendre ce qui suit:

- a) indication de la Puissance dont ils dépendent;
- b) affectation ou numéro matricule;
- c) nom de famille;
- d) le ou les prénoms;
- e) date de naissance;
- f) tout autre renseignement figurant sur la carte ou la plaque d'identité;
- g) date et lieu de la capture ou du décès;
- h) renseignements concernant les blessures, la maladie ou la cause du décès.

Dans le plus bref délai possible, les renseignements mentionnés ci-dessus devront être communiqués au bureau de renseignements, visé à l'article 122 de la Convention de Genève du 12 août 1949 relative au traitement des prisonniers de guerre, qui les transmettra à la Puissance dont dépendent ces personnes, par l'intermédiaire de la Puissance protectrice et de l'Agence centrale des prisonniers de guerre.

Les Parties au conflit établiront et se communiqueront, par la voie indiquée à l'alinéa précédent, les actes de décès ou les listes de décès dûment authentifiées. Elles recueilleront et se transmettront également, par l'intermédiaire du même bureau, la moitié d'une double plaque d'identité, les testaments ou autres documents présentant de l'importance pour la famille

des décédés, les sommes d'argent, et, en général tous les objets ayant une valeur intrinsèque ou affective, trouvés sur les morts. Ces objets, ainsi que les objets non identifiés, seront envoyés dans des paquets scellés, accompagnés d'une déclaration donnant tous les détails nécessaires à l'identification du possesseur décédé, ainsi que d'un inventaire complet du paquet.

Article 17.

Les Parties au conflit veilleront à ce que l'inhumation ou l'incinération des morts, faite individuellement dans toute la mesure où les circonstances le permettent, soit précédée d'un examen attentif et si possible médical des corps, en vue de constater la mort, d'établir l'identité et de pouvoir en rendre compte. La moitié de la double plaque d'identité ou la plaque elle-même, s'il s'agit d'une plaque simple, restera sur le cadavre.

Les corps ne pourront être incinérés que pour d'impérieuses raisons d'hygiène ou des motifs découlant de la religion des décédés. En cas d'incinération, il en sera fait mention circonstanciée, avec indication des motifs, sur l'acte de décès ou sur la liste authentifiée de décès.

Les Parties au conflit veilleront, en outre, à ce que les morts soient enterrés honorablement, si possible selon les rites de la religion à laquelle ils appartenaient, que leurs tombes soient respectées, rassemblées si possible selon la nationalité des décédés, convenablement entretenues et marquées de façon à pouvoir toujours être retrouvées. A cet effet et au début des hostilités, elles organiseront officiellement un Service des tombes, afin de permettre des exhumations éventuelles, d'assurer l'identification des cadavres, quel que soit l'emplacement des tombes, et leur retour éventuel dans leur pays d'origine. Ces dispositions s'appliquent de même aux cendres qui seront conservées par le Service des tombes jusqu'à ce que le pays d'origine fasse connaître les dernières dispositions qu'il désire prendre à ce sujet.

Dès que les circonstances le permettront et au plus tard à la fin des hostilités, ces services échangeront, par l'intermédiaire du bureau de renseignements mentionné au deuxième alinéa de l'article 16, des listes indiquant l'emplacement exact et la désignation des tombes, ainsi que les renseignements relatifs aux morts qui y sont enterrés.

Article 18.

L'autorité militaire pourra faire appel au zèle charitable des habitants pour recueillir et soigner bénévolement, sous son contrôle, des blessés et des malades, en accordant aux personnes ayant répondu à cet appel la protection et les facilités nécessaires. Au cas où la Partie adverse viendrait à prendre ou à reprendre le contrôle de la région, elle maintiendra à ces personnes cette protection et ces facilités.

L'autorité militaire doit autoriser les habitants et les sociétés de secours, même dans les régions envahies ou occupées, à recueillir et à soigner spontanément les blessés ou malades à quelque nationalité qu'ils appartiennent. La population civile doit respecter ces blessés et malades et notamment n'exercer contre eux aucun acte de violence.

Nul ne devra jamais être inquiété ou condamné pour le fait d'avoir donné des soins à des blessés ou à des malades.

Les dispositions du présent article ne dispensent pas la Puissance occupante des obligations qui lui incombent, dans le domaine sanitaire et moral, à l'égard des blessés et malades.

CHAPITRE III.

Des formations et des établissements sanitaires.

Article 19.

Les établissements fixes et les formations sanitaires mobiles du Service de santé ne pourront en aucune circonstance être l'objet d'attaques, mais seront en tout temps respectés et protégés par les Parties au conflit. S'ils tombent aux mains de la partie adverse, ils pourront continuer à fonctionner tant que la Puissance caprice n'aura pas elle-même assuré les soins nécessaires aux blessés et malades se trouvant dans ces établissements et formations.

Les autorités compétentes veilleront à ce que les établissements et les formations sanitaires mentionnés ci-dessus soient, dans la mesure du possible, situés de telle façon que des attaques éventuelles contre des objectifs militaires ne puissent mettre ces établissements et formations sanitaires en danger.

Article 20.

Les navires-hôpitaux ayant droit à la protection de la Convention de Genève du 12 août 1949 pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer, ne devront pas être attaqués de la terre.

Article 21.

La protection due aux établissements fixes et aux formations sanitaires mobiles du Service de santé ne pourra cesser que s'il en est fait usage pour commettre, en dehors de leurs devoirs humanitaires, des actes nuisibles à l'ennemi. Toutefois, la protection ne cessera qu'après sommation fixant, dans tous les cas opportuns, un délai raisonnable eut qui serait demeurée sans effet.

Article 22.

Ne seront pas considérés comme étant de nature à priver une formation ou un établissement sanitaire de la protection assurée par l'article 19:

1. le fait que le personnel de la formation ou de l'établissement est armé et qu'il use de ses armes pour sa propre défense ou celle de ses blessés et de ses malades;

2. le fait qu'à défaut d'infirmiers armés, la formation ou l'établissement est gardé par un piquet ou des sentinelles ou une escorte;

3. le fait que dans la formation ou l'établissement se trouvent des armes portatives et des munitions retirées aux blessés et aux malades et n'ayant pas encore été versées au service compétent;

4. le fait que du personnel et du matériel du service vétérinaire se trouvent dans la formation ou l'établissement, sans en faire partie intégrante;

5. le fait que l'activité humanitaire des formations et établissements sanitaires ou de leur personnel est étendue à des civils blessés ou malades.

Article 23.

Dès le temps de paix, les Hautes Parties contractantes et, après l'ouverture des hostilités, les Parties au conflit, pourront créer sur leur propre territoire et, s'il en est besoin, sur les territoires occupés, des zones et localités sanitaires organisées de manière à mettre à l'abri des effets de la guerre les blessés et les malades ainsi que le personnel chargé de l'organisation et de l'administration de ces zones et localités et des soins à donner aux personnes qui s'y trouveront concentrées.

Dès le début d'un conflit et au cours de celui-ci, les Parties intéressées pourront conclure entre elles des accords pour la reconnaissance des zones et localités

sanitaires qu'elles auraient établies. Elles pourront à cet effet mettre en vigueur les dispositions prévues dans le projet d'accord annexé à la présente Convention, en y apportant éventuellement des modifications qu'elles jugeraient nécessaires.

Les Puissances protectrices et le Comité international de la Croix-Rouge sont invités à prêter leurs bons offices pour faciliter l'établissement et la reconnaissance de ces zones et localités sanitaires.

CHAPITRE IV.

Du personnel

Article 24.

Le personnel sanitaire exclusivement affecté à la recherche à l'enlèvement, au transport ou au traitement des blessés et des malades ou à la prévention des maladies, le personnel exclusivement affecté à l'administration des formations et établissements sanitaires ainsi que les aumôniers attachés aux forces armées seront respectés et protégés en toutes circonstances.

Article 25.

Les militaires spécialement instruits pour être, le cas échéant, employés comme infirmiers ou brancardiers auxiliaires à la recherche ou à l'enlèvement, au transport ou au traitement des blessés et malades, seront également respectés et protégés s'ils remplissent ces fonctions au moment où ils viennent au contact de l'ennemi ou tombent en son pouvoir.

Article 26.

Sont assimilés au personnel visé à l'article 24, le personnel des Sociétés nationales de la Croix-Rouge et celui des autres sociétés de secours volontaires, dûment reconnues et autorisées par leur gouvernement, qui sera employé aux mêmes fonctions que celles du personnel visé audit article, sous la réserve que le personnel de ces sociétés sera soumis aux lois et règlements militaires.

Chaque Haute Partie contractante notifiera à l'autre, soit dès le temps de paix, soit à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant tout emploi effectif, les noms des sociétés qu'elle aura autorisées à prêter leur concours, sous sa responsabilité, au service sanitaire officiel de ses armées.

Article 27.

Une société reconnue d'un pays neutre ne pourra prêter le concours de son personnel et de ses formations sanitaires à une Partie au conflit qu'avec l'assentiment préalable de son propre gouvernement et l'autorisation de la Partie au conflit elle-même. Ce personnel et ces formations seront placés sous le contrôle de cette Partie au conflit.

Le gouvernement neutre notifiera cet assentiment à la partie adverse de l'Etat qui accepte ce concours. La Partie au conflit qui aura accepté ce concours est tenue, avant tout emploi, d'en faire la notification à la partie adverse.

En aucune circonstance ce concours ne devra être considéré comme une ingérence dans le conflit.

Les membres du personnel visé au premier alinéa devront être dûment munis des pièces d'identité prévues à l'article 40 avant de quitter le pays neutre auquel ils appartiennent.

Article 28.

Le personnel désigné aux articles 24 et 26 ne sera retenu, s'il tombe au pouvoir de la partie adverse, que dans la mesure où l'état sanitaire, les besoins spirituels et le nombre de prisonniers de guerre l'exigeront.

Les membres du personnel qui seront ainsi retenus ne seront pas considérés comme prisonniers de guerre. Toutefois, ils bénéficieront pour le moins de toutes les dispositions de la Convention de Genève du 12 août 1949 relative au traitement des prisonniers de guerre. Ils continueront à exercer, dans le cadre des lois et règlements militaires de la Puissance détentrice, sous l'autorité de ses services compétents et en accord avec leur conscience professionnelle, leurs fonctions médicales ou spirituelles au profit des prisonniers de guerre appartenant de préférence aux forces armées dont ils relèvent. Ils jouiront en outre, pour l'exercice de leur mission médicale ou spirituelle, des facilités suivantes:

a) Ils seront autorisés à visiter périodiquement les prisonniers de guerre se trouvant dans des détachements de travail ou dans des hôpitaux situés à l'extérieur du camp. L'autorité détentrice mettra à leur disposition, à cet effet, les moyens de transport nécessaires.

b) Dans chaque camp, le médecin militaire le plus ancien dans le grade le plus élevé sera responsable auprès des autorités militaires du camp pour tout ce qui concerne les activités du personnel sanitaire retenu. À cet effet, les Parties au conflit s'entendront dès le début des hostilités au sujet de la correspondance des grades de leur personnel sanitaire, y compris celui des sociétés visées à l'article 26. Pour toutes les questions relevant de leur mission, ce médecin, ainsi que les aumôniers, auront accès direct auprès des autorités compétentes du camp. Celles-ci leur donneront toutes les facilités nécessaires pour la correspondance ayant trait à ces questions.

c) Bien qu'il soit soumis à la discipline intérieure du camp dans lequel il se trouve, le personnel retenu ne pourra être astreint à aucune travail étranger à sa mission médicale ou religieuse.

Au cours des hostilités, les Parties au conflit s'entendront au sujet d'une relève éventuelle du personnel retenu et en fixeront les modalités.

Aucune des dispositions qui précèdent ne dispense la Puissance détentrice des obligations qui lui incombent à l'égard des prisonniers de guerre dans les domaines sanitaire et spirituel.

Article 29.

Le personnel désigné à l'article 25, tombé aux mains de l'ennemi, sera considéré comme prisonnier de guerre, mais il sera employé à des missions sanitaires pour autant que le besoin s'en fasse sentir.

Article 30.

Les membres du personnel dont la rétention ne sera pas indispensable en vertu des dispositions de l'article 28, seront rendus à la Partie au conflit dont ils relèvent dès qu'une voie sera ouverte pour leur retour et que les nécessités militaires le permettront.

En attendant leur renvoi, ils ne seront pas considérés comme prisonniers de guerre. Toutefois, ils bénéficieront pour le moins de toutes les dispositions de la Convention de Genève du 12 août 1949 relative au traitement des prisonniers de guerre. Ils continueront à remplir leurs fonctions sous la direction de la partie adverse et seront de préférence affectés aux soins des blessés et malades de la Partie au conflit dont ils relèvent.

À leur départ, ils emporteront les effets, objets personnels, valeurs et instruments qui leur appartiennent en propre.

Article 31.

Le choix du personnel dont le renvoi à la Partie au conflit est prévu aux termes de l'article 30 s'opérera à

l'exclusion de toute considération de race, de religion ou d'opinion politique, de préférence selon l'ordre chronologique de leur capture et leur état de santé.

Dès le début des hostilités, les Parties au conflit pourront fixer par accords spéciaux le pourcentage du personnel à retenir en fonction du nombre des prisonniers ainsi que sa répartition dans les camps.

Article 32.

Les personnes désignées dans l'article 27, qui seront tombées au pouvoir de la Partie adverse, ne pourront être retenues.

Sauf accord contraire, elles seront autorisées à regagner leur pays ou à défaut le territoire de la Partie au conflit au service de laquelle elles se trouvaient placées; dès qu'une voie sera ouverte pour leur retour et que les exigences militaires le permettront.

En attendant leur renvoi, elles continueront à remplir leurs fonctions sous la direction de la Partie adverse; elles seront de préférence affectées aux soins des blessés et malades de la Partie au conflit au service de laquelle elles se trouvaient placées.

À leur départ, elles emporteront les effets, objets personnels et valeurs, les instruments, les armes et si possible les moyens de transport qui leur appartiennent.

Les Parties au conflit assureront à ce personnel, pendant qu'il sera en leur pouvoir, le même entretien, le même logement, les mêmes allocations et la même solde qu'au personnel correspondant de leur armée. La nourriture sera en tout cas suffisante en quantité, qualité et variété pour assurer aux intéressés un équilibre normal de santé.

CHAPITRE V.

Des bâtiments et du matériel.

Article 33.

Le matériel des formations sanitaires mobiles des forces armées qui seront tombées au pouvoir de la partie adverse, demeurera affecté aux blessés et malades.

Les bâtiments, le matériel et les dépôts des établissements sanitaires fixes des forces armées demeureront soumis au droit de la guerre, mais ne pourront être détournés de leur emploi tant qu'ils seront nécessaires aux blessés et aux malades. Toutefois, les commandants des armées en campagne pourront les utiliser, en cas de nécessité militaire urgente, sous réserve d'avoir pris au préalable les mesures nécessaires au bien-être des malades et des blessés qui y sont soignés.

Le matériel et les dépôts visés par le présent article ne devront pas être intentionnellement détruits.

Article 34.

Les biens mobiliers et immobiliers des sociétés de secours admises au bénéfice de la Convention seront considérés comme propriété privée.

Le droit de réquisition reconnu aux belligérants par les lois et usages de la guerre ne s'exercera qu'en cas de nécessité urgente et une fois le sort des blessés et des malades assuré.

CHAPITRE VI.

Des transports sanitaires.

Article 35.

Les transports de blessés et malades ou de matériel sanitaire seront respectés et protégés au même titre que les formations sanitaires mobiles.

Lorsque ces transports ou véhicules tomberont aux mains de la partie adverse, ils seront soumis aux lois de

la guerre, à la condition que la Partie au conflit qui les aura capturés se charge, dans tous les cas, des blessés et des malades qu'ils contiennent.

Le personnel civil et tous les moyens de transport provenant de la réquisition seront soumis aux règles générales du droit des gens.

Article 36.

Les aéronefs sanitaires, c'est-à-dire les aéronefs exclusivement utilisés pour l'évacuation des blessés et des malades ainsi que pour le transport du personnel et du matériel sanitaires, ne seront pas l'objet d'attaques mais seront respectés par les belligérants pendant les vols qu'ils effectueront à des altitudes, à des heures et suivant des itinéraires spécifiquement convenus entre tous les belligérants intéressés.

Ils porteront ostensiblement le signe distinctif prévu à l'article 38, à côté des couleurs nationales, sur leurs faces inférieure, supérieure et latérales. Ils seront dotés de toute autre signalisation ou moyen de reconnaissance fixés par accord entre les belligérants soit au début, soit au cours des hostilités.

Sauf accord contraire, le survol du territoire ennemi ou occupé par l'ennemi sera interdit.

Les aéronefs sanitaires devront obéir à toute sommation d'atterrir. En cas d'atterrissage ainsi imposé, l'aéronef, avec ses occupants, pourra reprendre son vol après contrôle éventuel.

En cas d'atterrissage fortuit sur territoire ennemi ou occupé par l'ennemi, les blessés et malades, ainsi que l'équipage de l'aéronef, seront prisonniers de guerre. Le personnel sanitaires sera traité conformément aux articles 24 et suivants.

Article 37.

Les aéronefs sanitaires des Parties au conflit pourront, sous réserve du deuxième alinéa, survoler le territoire des Puissances neutres et y atterrir ou amerrir en cas de nécessité ou pour y faire escale. Ils devront notifier préalablement aux Puissances neutres leur passage sur leur territoire et obéir à toute sommation d'atterrir ou d'amerrir. Ils ne seront à l'abri des attaques que durant leur vol à des altitudes, à des heures et suivant un itinéraire spécifiquement convenu entre les Parties au conflit et les Puissances neutres intéressées.

Toutefois, les Puissances neutres pourront fixer des conditions ou restrictions quant au survol de leur territoire par les aéronefs sanitaires ou à leur atterrissage. Ces conditions ou restrictions éventuelles seront appliquées d'une manière égale à toutes les Parties au conflit.

Les blessés ou malades débarqués, avec le consentement de l'autorité locale sur un territoire neutre par un aéronef sanitaire, devront, à moins d'un arrangement contraire de l'Etat neutre avec les Parties au conflit, être gardés par l'Etat neutre, lorsque le droit international le requiert, de manière qu'ils ne puissent pas de nouveau prendre part aux opérations de la guerre. Les frais d'hospitalisation et d'internement seront supportés par la Puissance dont dépendent les blessés et malades.

CHAPITRE VII

Du signe distinctif

Article 38

Par hommage pour la Suisse, le signe héraldique de la croix rouge sur fond blanc, formé par interversion des couleurs fédérales, est maintenu comme emblème et signe distinctif du Service sanitaire des armées.

Toutefois, pour les pays qui emploient déjà comme signe distinctif à la place de la croix rouge, le croissant rouge ou le lion et le soleil rouges sur fond blanc, ces emblèmes sont également admis dans le sens de la présente Convention.

Article 39

Sous le contrôle de l'autorité militaire compétente, l'emblème figurera sur les drapeaux, les brassards ainsi que sur tout le matériel se rattachant au Service sanitaire.

Article 40

Le personnel visé à l'article 24, et aux articles 26 et 27, portera, fixé au bras gauche, un brassard résistant à l'humidité et muni du signe distinctif, délivré et timbré par l'autorité militaire.

Ce personnel, outre la plaque d'identité prévue à l'article 16, sera également porteur d'une carte d'identité spéciale munie du signe distinctif. Cette carte devra résister à l'humidité et être de dimensions telles qu'elle puisse être mise dans la poche. Elle sera rédigée dans la langue nationale, mentionnera au moins les noms et prénoms, la date de naissance, le grade et le numéro matricule de l'intéressé. Elle établira en quelle qualité il a droit à la protection de la présente Convention. La carte sera munie de la photographie du titulaire et, en outre, soit de sa signature, soit de ses empreintes digitales, soit des deux à la fois. Elle portera le timbre sec de l'autorité militaire.

La carte d'identité devra être uniforme dans chaque armée et autant que possible du même type dans les armées des Hautes Parties contractantes. Les Parties au conflit pourront s'inspirer du modèle annexé à titre d'exemple à la présente Convention. Ils se communiqueront, au début des hostilités, le modèle qu'ils utilisent. Chaque carte d'identité sera établie, si possible, en deux exemplaires au moins, dont l'un sera conservé par la Puissance d'origine.

En aucun cas, le personnel mentionné ci-dessus ne pourra être privé de ses insignes ni de sa carte d'identité ni du droit de porter son brassard. En cas de perte, il aura le droit d'obtenir des duplicata de la carte et le remplacement des insignes.

Article 41

Le personnel désigné à l'article 25 portera, seulement pendant qu'il remplit des fonctions sanitaires, un brassard blanc portant en son milieu le signe distinctif, mais de dimensions réduites, délivré et timbré par l'autorité militaire.

Les pièces d'identité militaires dont ce personnel sera porteur spécifieront l'instruction sanitaire reçue par le titulaire, le caractère temporaire de ses fonctions et le droit qu'il a au port du brassard.

Article 42.

Le drapeau distinctif de la Convention ne pourra être arboré que sur les formations et les établissements sanitaires qu'elle ordonne de respecter et seulement avec le consentement de l'autorité militaire.

Dans les formations mobiles comme dans les établissements fixes, il pourra être accompagné du drapeau national de la Partie au conflit dont relève la formation ou l'établissement.

Toutefois, les formations sanitaires tombées au pouvoir de l'ennemi n'arboreront que le drapeau de la Convention.

Les Parties au conflit prendront, pour autant que les exigences militaires le permettront, les mesures nécessaires pour rendre nettement visibles aux forces en-

nemies terrestres, aériennes et maritimes, les emblèmes distinctifs signalant les formations et les établissements sanitaires, en vue d'écarter la possibilité de toute action agressive.

Article 43

Les formations sanitaires des pays neutres qui, dans les conditions prévues par l'article 27, auraient été autorisées à prêter leurs services à un belligérant, devront arborer, avec le drapeau de la Convention, le drapeau national de ce belligérant, si celui-ci use de la faculté que lui confère l'article 42.

Sauf ordre contraire de l'autorité militaire compétente, elles pourront en toutes circonstances arborer leur drapeau national, même si elles tombent au pouvoir de la partie adverse.

Article 44

L'emblème de la croix rouge sur fond blanc et les mots «croix rouge» ou «croix de Genève» ne pourront, à l'exception des cas visés dans les alinéas suivants du présent article être employés, soit en temps de paix, soit en temps de guerre que pour désigner ou protéger les formations et les établissements sanitaires, le personnel et le matériel protégés par la présente Convention et par les autres Conventions internationales réglant semblable matière. Il en sera de même en ce qui concerne les emblèmes visés à l'article 38, deuxième alinéa, pour les pays qui les emploient. Les Sociétés nationales de la Croix-Rouge et les autres sociétés visées à l'article 26 n'auront droit à l'usage du signe distinctif conférant la protection de la Convention que dans le cadre des dispositions de cet alinéa.

En outre, les Sociétés nationales de la Croix-Rouge (Croissant-Rouge, Lion et Soleil Rouges) pourront en temps de paix, conformément à la législation nationale, faire usage du nom et de l'emblème de la Croix-Rouge pour leurs autres activités conformes aux principes formulés par les Conférences internationales de la Croix-Rouge. Lorsque ces activités se poursuivront en temps de guerre, les conditions de l'emploi de l'emblème devront être telles qu'il ne puisse être considéré comme visant à conférer la protection de la Convention; l'emblème sera relativement de petites dimensions et il ne pourra être apposé sur un brassard ou une toiture.

Les organismes internationaux de la Croix-Rouge et leur personnel dûment légitimé seront autorisés à se servir en tout temps du signe de la croix rouge sur fond blanc.

A titre exceptionnel, conformément à la législation nationale, et avec l'autorisation expresse de l'une des Sociétés nationales de la Croix-Rouge (Croissant-Rouge, Lion et Soleil Rouges), il pourra être fait usage de l'emblème de la Convention en temps de paix, pour signaler les véhicules utilisés comme ambulances et pour marquer l'emplacement des postes de secours exclusivement réservés aux soins gratuits à donner à des blessés ou à des malades.

CHAPITRE VIII.

De l'exécution de la Convention

Article 45.

Chaque Partie au conflit, par l'intermédiaire de ses commandants en chef, aura à pourvoir aux détails d'exécution des articles précédents, ainsi qu'aux cas non prévus, conformément aux principes généraux de la présente Convention.

Article 46.

Les mesures de représailles contre les blessés, les

malades, le personnel, les bâtiments ou le matériel protégés par la Convention sont interdites.

Articles 47.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à diffuser le plus largement possible, en temps de paix et en temps de guerre, le texte de la présente Convention dans leurs pays respectifs, et notamment à en incorporer l'étude dans les programmes d'instruction militaire et, si possible, civile, de telle manière que les principes en soient connus de l'ensemble de la population, notamment des forces armées combattantes, du personnel sanitaire et des aumôniers.

Article 48.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront par l'entremise du Conseil fédéral suisse et, pendant les hostilités, par l'entremise des Puissances protectrices les traductions officielles de la présente Convention, ainsi que les lois et règlements qu'elles pourront être amenées à adopter pour en assurer l'application.

CHAPITRE IX.

De la répression des abus et des infractions.

Article 49.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre toute mesure législative nécessaire pour fixer les sanctions pénales adéquates à appliquer aux personnes ayant commis, ou donné l'ordre de commettre, l'une ou l'autre des infractions graves à la présente Convention définies à l'article suivant.

Chaque Partie contractante aura l'obligation de rechercher les personnes prévenues d'avoir commis, ou d'avoir ordonné de commettre, l'une ou l'autre de ces infractions graves, et elle devra les déférer à ses propres tribunaux, quelle que soit leur nationalité. Elle pourra aussi, si elle le préfère, et selon les conditions prévues par sa propre législation, les remettre pour jugement à une autre Partie contractante intéressée à la poursuite, pour autant que cette Partie contractante ait retenu contre lesdites personnes des charges suffisantes.

Chaque Partie contractante prendra les mesures nécessaires pour faire cesser les actes contraires aux dispositions de la présente Convention, autres que les infractions graves définies à l'article suivant.

En toutes circonstances, les inculpés bénéficieront de garanties de procédure et de libre défense qui ne seront pas inférieures à celles prévues par les articles 105 et suivants de la Convention de Genève du 12 août 1949, relative au traitement des prisonniers de guerre.

Article 50.

Les infractions graves visées à l'article précédent sont celles qui comportent l'un ou l'autre des actes suivants, s'ils sont commis contre des personnes ou des biens protégés par la Convention: l'homicide intentionnel, la torture ou les traitements inhumains, y compris les expériences biologiques, le fait de causer intentionnellement de grandes souffrances ou de porter des atteintes graves à l'intégrité physique ou à la santé, la destruction et l'appropriation de biens non justifiées par des nécessités militaires et exécutées sur une grande échelle de façon illicite et arbitraire.

Article 51.

Aucune Partie contractante ne pourra s'exonérer elle-même, ni exonérer une autre Partie contractante, des responsabilités encourues par elle-même ou par une autre Partie contractante en raison des infractions prévues à l'article précédent.

Article 52.

A la demande d'une Partie au conflit, une enquête devra être ouverte, selon le mode à fixer entre les Parties intéressées, au sujet de toute violation alléguée de la Convention.

Si un accord sur la procédure d'enquête n'est pas réalisé, les Parties s'entendront pour choisir un arbitre, qui décidera de la procédure à suivre.

Une fois la violation constatée, les Parties au conflit y mettront fin et la réprimeront le plus rapidement possible.

Article 53.

L'emploi par des particuliers, sociétés ou maisons de commerce tant publiques que privées, autres que ceux y ayant droit en vertu de la présente Convention, de l'emblème ou de la dénomination de «croix rouge» ou de «croix de Genève», de même que de tout signe ou de toute dénomination en constituant une imitation, sera interdit en tout temps, quel que soit le but de cet emploi et quelle qu'ait pu en être la date antérieure d'adoption.

En raison de l'hommage rendu à la Suisse par l'adoption des couleurs fédérales interverties et de la confusion qui peut naître entre les armoiries de la Suisse et le signe distinctif de la Convention, l'emploi par des particuliers, sociétés ou maisons de commerce, des armoiries de la Confédération suisse, de même que de tout signe en constituant une imitation, soit comme marque de fabrique ou de commerce ou comme élément de ces marques, soit dans un but contraire à la loyauté commerciale, soit dans des conditions susceptibles de blesser le sentiment national suisse, sera interdit en tout temps.

Toutefois, les Hautes Parties contractantes qui n'étaient pas parties à la Convention de Genève du 27 juillet 1929 pourront accorder aux usagers antérieurs des emblèmes, dénominations ou marques visés au premier alinéa, un délai maximum de trois ans, dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, pour en abandonner l'usage, étant entendu que pendant ce délai, l'usage ne pourra apparaître, en temps de guerre, comme visant à conférer la protection de la Convention.

L'interdiction établie par le premier alinéa de cet article s'applique également, sans effet sur les droits acquis des usagers antérieurs, aux emblèmes et dénominations prévus au deuxième alinéa de l'article 38.

Article 54.

Les Hautes Parties contractantes, dont la législation ne serait pas dès à présent suffisante, prendront les mesures nécessaires pour empêcher et réprimer en tout temps les abus visés à l'article 53.

Dispositions finales

Article 55.

La présente Convention est établie en français et en anglais. Les deux textes sont également authentiques.

Le Conseil fédéral suisse fera établir des traductions officielles de la Convention en langue russe et en langue espagnole.

Article 56.

La présente Convention, qui portera la date de ce jour, pourra, jusqu'au 12 février 1950, être signée au nom des Puissances représentées à la Conférence qui s'est ouverte à Genève le 21 avril 1949, ainsi que des Puissances non représentées à cette Conférence qui participent aux Conventions de Genève de 1864, de 1906 ou de 1929, pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne.

Article 57.

La présente Convention sera ratifiée aussitôt que possible et les ratifications seront déposées à Berne.

Il sera dressé du dépôt de chaque instrument de ratification un procès-verbal dont une copie, certifiée conforme, sera remise par le Conseil fédéral suisse à toutes les Puissances au nom desquelles la Convention aura été signée ou l'adhésion notifiée.

Article 58.

La présente Convention entrera en vigueur six mois après que deux instruments de ratification au moins auront été déposés.

Ultérieurement, elle entrera en vigueur pour chaque Haute Partie contractante six mois après le dépôt de son instrument de ratification.

Article 59.

La présente Convention remplace les Conventions du 22 août 1864, du 6 juillet 1906 et du 27 juillet 1929 dans les rapports entre les Hautes Parties contractantes.

Article 60.

Dès la date de son entrée en vigueur, la présente Convention sera ouverte à l'adhésion de toute Puissance au nom de laquelle cette Convention n'aura pas été signée.

Article 61.

Les adhésions seront notifiées par écrit au Conseil fédéral suisse et produiront leurs effets six mois après la date à laquelle elles lui seront parvenues.

Le Conseil fédéral suisse communiquera les adhésions à toutes les Puissances au nom desquelles la Convention aura été signée ou l'adhésion notifiée.

Article 62.

Les situations prévues aux articles 2 et 3 donneront effet immédiat aux ratifications déposées et aux adhésions notifiées par les Parties au conflit avant ou après le début des hostilités ou de l'occupation. La communication des ratifications ou adhésions reçues des Parties au conflit sera faite par le Conseil fédéral suisse par la voie la plus rapide.

Article 63.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté de dénoncer la présente Convention.

La dénonciation sera notifiée par écrit au Conseil fédéral suisse. Celui-ci communiquera la notification aux Gouvernements de toutes les Hautes Parties contractantes.

La dénonciation produira ses effets un an après sa notification au Conseil fédéral suisse. Toutefois la dénonciation notifiée alors que la Puissance dénonçante est impliquée dans un conflit ne produira aucun effet aussi longtemps que la paix n'aura pas été conclue et, en tout cas, aussi longtemps que les opérations de libération et de rapatriement des personnes protégées par la présente Convention ne seront pas terminées.

La dénonciation vaudra seulement à l'égard de la Puissance dénonçante. Elle n'aura aucun effet sur les obligations que les Parties au conflit demeureront tenues de remplir en vertu des principes du droit des gens tels qu'ils résultent des usages établis entre nations civilisées, des lois de l'humanité et des exigences de la conscience publique.

Article 64.

Le Conseil fédéral suisse fera enregistrer la présente Convention au Secrétariat des Nations Unies. Le Conseil fédéral suisse informera également le Secrétariat des Nations Unies de toutes les ratifications, adhésions et dénonciations qu'il pourra recevoir au sujet de la présente Convention.

En foi de quoi les soussignés, ayant déposé leurs pleins pouvoirs respectifs, ont signé la présente Convention.

Fait à Genève, le 12 août 1949, en langues française et anglaise, l'original devant être déposé dans les ar-

chives de la Confédération suisse. Le Conseil fédéral suisse transmettra une copie certifiée conforme de la Convention à chacun des Etats signataires, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré à la Convention.

Pour l'Afghanistan :

M. OSMAN AMIRI

Pour la République Populaire d'Albanie :

Avec la réserve pour l'article 10 ci-jointé¹

J. MALO

Pour l'Argentine :

Avec la réserve ci-jointe²

GUILLERMO A. SPERONI

Pour l'Australie

NCRMANN R. MICHELL

Subject to ratification³

Pour l'Autriche :

Dr. RUD. BLUEHDORN :

Pour la Belgique :

MAURICE BOURQUIN

Pour la République Socialiste Soviétique de

Biélorussie⁴

I, KOUTSENIKOV

Pour la Bolivie :

G. MEDEIROS

Pour le BRESIL :

JOAO PINTO DA SILVA

General Floriano de LIMA BRAYNER

Pour la République Populaire de Bulgarie :

Avec la réserve ci-jointe⁵

K.B. SVETLOV

Pour le Canada :

MAX H. WERSHOF

Pour Ceylan :

V. COOMARASWAMY

Pour le Chili :

F. CISTERNAS ORTIZ

Pour la Chine :

WU NAN-JU

Pour la Colombie :

RAFAEL ROCHA SCHLOSS

Pour Cuba :

J. DE LA LUZ LEON

Pour le Danemark :

GEORG COHN Paul IPSEN BAGGE

A.K. SAFWAT Pour l'Egypte :

ALEX. GASTELU Pour l'Equateur :

LUIS CALDERON : Pour l'Espagne :

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

Leland Harrison RAYMUND J. YINGLING

Pour l'Ethiopie :

GACHAOU ZELLEKE

REINHOLD SVENTO Pour la Finlande :

Pour la France :

JACQUINOT G. CAHEN-SALVADOR

Pour la Grèce :

M. PESMAZOGLOU

Pour le Guatemala :

A. DUPONT-WILLEMEN

Pour la République Populaire Hongroise :

Avec les réserves ci-jointes ⁶

ANNA KARA

D.B. DESAI Pour l'Inde :

A.H. MEYKADEH Pour l'Iran :

Pour la République d'Irlande :

SEAN MACBRIDE

Pour Israël :

Avec la réserve ci-jointe ⁷

M. KAHANY

Pour l'Italie :

GIACINTO AURITI ETTORE BAISTROCCHI

Pour le Liban :

MIKAOUI

Pour le Liechtenstein :

Comte F. WILCZEK

J. STURM

Pour le Luxembourg :

Pour le Mexique :

PEDRO DE ALBA W.R. CASTRO

Pour la Principauté de Monaco :

M. LOZE

Pour le Nicaragua :

Ad referendum

LIFSCHITZ

Pour la Norvège :

ROLF ANDERSEN

Pour la Nouvelle-Zélande

G.R. LAKING

Pour le Pakistan

S.M. A. FARUKI, M.G. A H. SHAIKH

CONRAD FEHR

Pour le Paraguay

Pour les Pays-Bas

J. BOSCH DE ROSENTHAL

GONZALO PIZARRO

Pour le Pérou :

Pour la République des Philippines : ⁸

P. SEBASTIANS

Pour la Pologne :

Avec la réserve ci-jointe ⁹

JULIAN PRZYBOS

Pour le Portugal :

Avec les réserves ci-jointes ¹⁰

G. CALDEIRA COELHO

Pour la République Populaire Roumaine :

Avec la réserve ci-jointe ¹¹

I. DRAGOMIR

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

ROBERT CRAIGIE H.A. STRUTT W.H. GARDNER

Pour le Saint-Siège

PHILIPPE BERNARDINI

R.A. BUSTAMANTE

Pour El Salvador :

Pour la Suède

Sous réserve de ratification par S.M. le Roi de Suède avec l'approbation du Riksdag

STAFFAN SODERBLOM

Pour la Suisse :

MAX PETITPIERRE PLINIO BOLLA

Colonel div. du Pasquier Ph. ZUTTER H. MEULI

Pour la Syrie :

OMAR EL DJABRI A. GENNAOUI

Pour la Tchécoslovaquie :

Avec la réserve ci-jointe ¹²

TAUBER

RANA TARHAN

Pour la Turquie :

Pour la République Socialiste Soviétique d'Ukraine: ¹³

O. BOGOMOLETZ

1. Voir le texte de la réserve à la page 78

2. Voir le texte de la réserve à la page 78

3. When signing, the Australian Plenipotentiary declared that his Government retained the right to enter reservations at the time of ratification.

4. Voir le texte de la réserve à la page 78

5. Voir le texte de la réserve à la page 79

6. Voir le texte des réserves à la page 80

7. Voir le texte de la réserve à la page 81

8. This signature is subject to ratification by the Philippines Senate in accordance with the provisions of their Constitution».

9. Voir le texte de la réserve à la page 82

10. Voir le texte des réserves à la page 82

11. Voir le texte de la réserve à la page 83

12. Voir le texte de la réserve à la page 84

13. Voir le texte de la réserve à la page 84

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques: 14

M. SLAVIN

Pour l'Uruguay ;

Conseiller Colonel HECTOR J. BLANCO

Pour le Vénézuéla :

A. POSSE DE RIVAS

Pour la République Fédérative Populaire de Yougoslavie :

MILAN RISTIC

Avec la réserve ci-jointe 15

ANNEXE I.

Projet d'accord relatif aux zones et localités sanitaires.

Article 1.

Les zones sanitaires seront réservées strictement aux personnes mentionnées à l'article 23 de la Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les forces armées en campagne du 12 août 1949, ainsi qu'au personnel chargé de l'organisation et de l'administration de ces zones et localités et des soins à donner aux personnes qui s'y trouveront concentrées.

Toutefois, les personnes qui ont leur résidence permanente à l'intérieur de ces zones auront le droit d'y séjourner.

Article 2.

Les personnes se trouvant, à quelque titre que ce soit, dans une zone sanitaire, ne devront se livrer à aucun travail qui aurait un rapport direct avec les opérations militaires ou la production du matériel de guerre ni à l'intérieur ni à l'extérieur de cette zone.

Article 3.

La Puissance qui crée une zone sanitaire prendra toutes mesures appropriées pour en interdire l'accès à toutes les personnes qui n'ont pas le droit de s'y rendre ou de s'y trouver.

Article 4.

Les zones sanitaires répondront aux conditions suivantes:

a) elles ne représenteront qu'une faible partie du territoire contrôlé par la Puissance qui les a créées;

b) elles devront être faiblement peuplées par rapport à leur possibilité d'accueil;

c) elles seront éloignées et dépourvues de tout objectif militaire et de toute installation industrielle ou administrative importante;

d) elles ne seront pas situées dans des régions qui, selon toute probabilité, peuvent avoir une importance pour la conduite de la guerre.

Article 5.

Les zones sanitaires seront soumises aux obligations suivantes:

a) les voies de communication et les moyens de transport qu'elles peuvent comporter ne seront pas utilisés pour des déplacements de personnel ou de matériel militaire, même en simple transit;

b) elles ne seront militairement défendues en aucune circonstance.

Article 6.

Les zones sanitaires seront désignées par des croix rouges (croissants rouges, lions et soleils rouges) sur fond blanc apposées à la périphérie et sur les bâtiments.

De nuit, elles pourront l'être également par un éclairage approprié.

Article 7.

Dès le temps de paix ou à l'ouverture des hostilités, chaque Puissance communiquera à toutes les Hautes Parties contractantes, la liste des zones sanitaires établies sur le territoire qu'elle contrôle. Elle les informera de toute nouvelle zone créée au cours d'un conflit.

Dès que la partie adverse aura reçu la notification mentionnée ci-dessus, la zone sera régulièrement constituée.

Si, toutefois, la partie adverse estime qu'une des conditions posées par le présent accord n'est manifestement pas remplie, elle pourra refuser de reconnaître la zone en communiquant d'urgence son refus à la partie dont relève la zone, ou subordonner sa reconnaissance à l'institution du contrôle prévu à l'article 8.

Article 8.

Chaque Puissance, qui aura reconnu une ou plusieurs zones sanitaires établies par la partie adverse, aura le droit de demander qu'une ou plusieurs commissions spéciales contrôlent si les zones remplissent les conditions et obligations énoncées dans le présent accord.

A cet effet, les membres des commissions spéciales auront en tout temps libre accès aux différentes zones et pourront même y résider de façon permanente. Toute facilité leur sera accordée pour qu'ils puissent exercer leur mission de contrôle.

Article 9.

Au cas où les commissions spéciales constateraient des faits qui leur paraîtraient contraires aux stipulations du présent accord elles en avertiraient immédiatement la Puissance dont relève la zone et lui impartiraient un délai de cinq jours au maximum pour y remédier; elles en informeront la Puissance qui a reconnu la zone.

Si, à l'expiration de ce délai, la Puissance dont dépend la zone n'a pas donné suite à l'avertissement qui lui a été adressé, la partie adverse pourra déclarer qu'elle n'est plus liée par le présent accord à l'égard de cette zone.

Article 10.

La Puissance qui aura créé une ou plusieurs zones et localités sanitaires, ainsi que les parties adverses auxquelles leur existence aura été notifiée, nommeront, ou feront désigner par des Puissances neutres, les personnes qui pourront faire partie des commissions spéciales dont il est fait mention aux articles 8 et 9.

Article 11.

Les zones sanitaires ne pourront, en aucune circonstance, être attaquées, mais seront en tout temps protégées et respectées par les Parties au conflit.

Article 12.

En cas d'occupation d'un territoire, les zones sanitaires qui s'y trouvent devront continuer à être respectées et utilisées comme telles.

Cependant, la Puissance occupante pourra en modifier l'affectation après avoir assuré le sort des personnes qui y étaient recueillies.

Article 13.

Le présent accord s'appliquera également aux localités que les Puissances affecteraient au même but que les zones sanitaires.

14. Voir le texte de la réserve à la page 85

15. Voir le texte de la réserve à la page 86

ANNEXE II.

Recto

(Place réservée à l'indication du pays et de l'autorité militaire qui délivrent la présente carte).

CARTE D'IDENTITE

pour les membres du personnel sanitaire et religieux attaché aux armées.

Nom

Prénoms

Date de naissance.....

Grade

Numéro matricule

Le titulaire de la présente carte est protégé par la Convention de Genève du 12 août 1949 pour l'amélioration du sort des blessés, des malades dans les forces armées en campagne, en qualité de

Date de l'établissement de la carte

Numéro de la carte

CONVENTION DE GENEVE

Pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer, du 12 août 1949.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements représentés à la Conférence diplomatique qui s'est réunie à Genève du 21 avril au 12 août 1949 en vue de reviser la Xe Convention de la Haye du 18 octobre 1907 pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève de 1906 sont convenus de ce qui suit;

CHAPITRE I.

Dispositions générales.

Article 1.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à respecter et à faire respecter la présente Convention en toutes circonstances.

Article 2.

En dehors des dispositions qui doivent entrer en vigueur dès le temps de paix, la présente Convention s'appliquera en cas de guerre déclarée ou de tout autre conflit armé surgissant entre deux ou plusieurs des Hautes Parties contractantes même si l'état de guerre n'est pas reconnu par l'une d'elles.

La Convention s'appliquera également dans tous les cas d'occupation de tout ou partie du territoire d'une Haute Partie contractante, même si cette occupation ne rencontre aucune résistance militaire.

Si l'une des Puissances en conflit n'est pas partie à la présente Convention, les Puissances parties à celles-ci resteront néanmoins liées par elle dans leurs rapports réciproques. Elles seront liées en outre par la Convention envers ladite Puissance, si celle-ci en accepte et en applique les dispositions.

Article 3.

En cas de conflit armé ne présentant pas un caractère international et surgissant sur le territoire de

Verso

Photographie
du porteurSignature ou empreintes
digitales ou les deux

Timbre sec
de l'autorité
militaire
délivrante la
carte.

Taille

Yeux

Cheveux

Autres éléments éventuels d'identification:

l'une des Hautes Parties contractantes, chacune des Parties au conflit sera tenue d'appliquer au moins les dispositions suivantes:

1. Les personnes qui ne participent pas directement, aux hostilités y compris les membres de forces armées qui ont déposé les armes et les personnes qui ont été mises hors de combat par maladie, blessure, détentions ou pour toute autre cause, seront, en toutes circonstances, traitées avec humanité, sans aucune distinction de caractère défavorable basée sur la race, la couleur, la religion ou la croyance, le sexe, la naissance ou la fortune, ou tout autre critère analogue.

A cet effet, sont et demeurent prohibés, en tout temps et en tout lieu, à l'égard des personnes mentionnées ci-dessus:

a) les atteintes portées à la vie et à l'intégrité corporelle, notamment le meurtre sous toutes ses formes, les mutilations, les traitements cruels, tortures et supplices;

b) les prises d'otages;

c) les atteintes à la dignité des personnes, notamment les traitements humiliants et dégradants;

d) les condamnations prononcées et les exécutions effectuées sans un jugement préalable, rendu par un tribunal régulièrement constitué, assorti des garanties judiciaires reconnues comme indispensables par les peuples civilisés.

2. Les blessés, les malades et les naufragés seront recueillis et soignés.

Un organisme humanitaire impartial, tel que le Comité international de la Croix-Rouge, pourra offrir ses services aux Parties au conflit.

Les Parties au conflit s'efforceront, d'autre part, de mettre en vigueur par voie d'accords spéciaux tout ou partie des autres dispositions de la présente Convention.

L'application des dispositions qui précèdent n'aura pas d'effet sur le statut juridique des Parties au conflit.

Article 4.

En cas d'opérations de guerre entre les forces de terre et de mer des Parties au conflit, les dispositions de la présente Convention ne seront applicables qu'aux forces embarquées.

Les forces débarquées seront immédiatement soumises aux dispositions de la Convention de Genève du 12 août 1949 pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les forces armées en campagne.

Article 5.

Les Puissances neutres appliqueront par analogie les dispositions de la présente Convention aux blessés, malades et naufragés, aux membres du personnel sanitaire et religieux, appartenant aux forces armées des Parties au conflit, qui seront reçus ou internés sur leur territoire, de même qu'aux morts recueillis.

Article 6.

En dehors des accords expressément prévus par les articles 10, 18, 31, 38, 39, 40, 43 et 53, les Hautes Parties contractantes pourront conclure d'autres accords spéciaux sur toute question qu'il leur paraîtrait opportun de régler particulièrement. Aucun accord spécial ne pourra porter préjudice à la situation des blessés, malades et naufragés, ainsi que les membres du personnel sanitaire et religieux, telle qu'elle est réglée par la présente Convention, ni restreindre les droits que celle-ci leur accorde.

Les blessés, malades et naufragés, ainsi que les membres du personnel sanitaire et religieux, resteront au bénéfice de ces accords aussi longtemps que la Convention leur est applicable, sauf stipulations contraires contenues expressément dans les susdits accords ou dans des accords ultérieurs, ou également sauf mesures plus favorables prises à leur égard par l'une ou l'autre des Parties au conflit.

Article 7.

Les blessés et malades, ainsi que les membres du personnel sanitaire et religieux, ne pourront en aucune cas renoncer partiellement ou totalement aux droits que leur assurent la présente Convention et, le cas échéant, les accords spéciaux visés à l'article précédent.

Article 8.

La présente Convention sera appliquée avec le concours et sous le contrôle des Puissances protectrices chargées de sauvegarder les intérêts des Parties au conflit. A cet effet, les Puissances protectrices pourront, en dehors de leur personnel diplomatique ou consulaire, désigner des délégués parmi leurs propres ressortissants ou parmi les ressortissants d'autres Puissances neutres. Ces délégués devront être soumis à l'agrément de la Puissance auprès de laquelle ils exerceront leur mission.

Les Parties au conflit faciliteront, dans la plus large mesure possible, la tâche des représentants ou délégués des Puissances protectrices.

Les représentants ou délégués des Puissances protectrices ne devront en aucun cas dépasser les limites de leur mission, telle qu'elle ressort de la présente Convention; ils devront notamment tenir compte des nécessités impérieuses de sécurité de l'Etat auprès duquel ils exercent leurs fonctions. Seules des exigences militaires impérieuses peuvent autoriser, à titre exceptionnel et temporaire, une restriction de leur activité.

Article 9.

Les dispositions de la présente Convention ne font pas obstacle aux activités humanitaires que le Comité international de la Croix-Rouge, ainsi que tout autre organisme humanitaire impartial, entreprendra pour

la protection des blessés, malades et naufragés, ainsi que des membres du personnel sanitaire et religieux, et pour les secours à leur apporter, moyennant l'agrément des Parties au conflit intéressées.

Article 10.

Les Hautes Parties contractantes pourront, au tout temps, s'entendre pour confier à un organisme présentant toutes garanties d'impartialité et d'efficacité les tâches dévolues par la présente Convention aux Puissances protectrices.

Si, des blessés, malades ou naufragés, ou des membres du personnel sanitaire ou religieux, ne bénéficient pas ou ne bénéficient plus, quelle qu'en soit la raison, de l'activité d'une Puissance protectrice ou d'un organisme désigné conformément à l'alinéa premier, la Puissance détentrice devra demander soit à un Etat neutre, soit à un tel organisme, d'assumer les fonctions dévolues par la présente Convention aux Puissances protectrices désignées par les Parties au conflit.

Si une protection ne peut être ainsi assurée, la Puissance détentrice devra demander à un organisme humanitaire, tel que le Comité international de la Croix-Rouge, d'assumer les tâches humanitaires dévolues par la présente Convention aux Puissances protectrices ou devra accepter, sous réserve des dispositions du présent article, les offres de services émanant d'un tel organisme.

Toute Puissance neutre ou tout organisme invité par la Puissance intéressée ou s'offrant aux fins susmentionnées devra, dans son activité, rester conscient de sa responsabilité envers la Partie au conflit dont relèvent les personnes protégées par la présente Convention, et devra fournir des garanties suffisantes de capacité pour assumer les fonctions en question et les remplir avec impartialité.

Il ne pourra être dérogé aux dispositions qui précèdent par accord particulier entre des Puissances dont l'une se trouverait, même temporairement, vis-à-vis de l'autre Puissance ou de ses alliées, limités dans sa liberté de négociations par suite des événements militaires, notamment en cas d'une occupation de la totalité ou d'une partie importante de son territoire.

Toutes les fois qu'il est fait mention dans la présente Convention de la Puissance protectrice, cette mention désigne également les organismes qui la remplacent au sens du présent article.

Article 11.

Dans tous les cas où elles le jugeront utile dans l'intérêt des personnes protégées, notamment en cas de désaccord entre les Parties au conflit sur l'application ou l'interprétation des dispositions de la présente Convention, les Puissances protectrices prêteront leurs bons offices aux fins de règlement du différend.

A cet effet, chacune des Puissances protectrices pourra, sur l'invitation d'une Partie ou spontanément, proposer aux Parties en conflit une réunion de leurs représentants et, en particulier, des autorités chargées du sort des blessés, malades et naufragés, ainsi que des membres du personnel sanitaire et religieux, éventuellement sur un territoire neutre convenablement choisi. Les Parties au conflit seront tenues de donner suite aux propositions qui leur seront faites dans ce sens. Les Puissances protectrices pourront, le cas échéant, proposer à l'agrément des Parties au conflit une personnalité appartenant à une Puissance neutre, ou une personnalité déléguée par le Comité international de la Croix-Rouge, qui sera appelée à participer à cette réunion.

CHAPITRE II

Des Blessés, des Malades et des Naufragés

Article 12.

Les membres des forces armées et les autres personnes mentionnées à l'article suivant qui se trouveront en mer et qui seront blessés, malades ou naufragés, devront être respectés et protégés en toutes circonstances, étant entendu que le terme de naufrage sera applicable à tout naufrage, quelles que soient les circonstances dans lesquelles il s'est produit, y compris l'amerrissage forcé ou la chute en mer.

Ils seront traités et soignés avec humanité par la Partie au conflit qui les aura en son pouvoir, sans aucune distinction de caractère défavorable basée sur le sexe, la race, la nationalité, la religion, les opinions politiques ou tout autre critère analogue. Est strictement interdite toute atteinte à leur vie et à leur personne et, entre autres, le fait de les achever ou de les exterminer, de les soumettre à la torture, d'effectuer sur eux des expériences biologiques, de les laisser de façon préméditée sans secours médical ou sans soins ou de les exposer à des risques de contagion ou d'infection créés à cet effet.

Seules des raisons d'urgence médicale autoriseront une priorité dans l'ordre des soins.

Les femmes seront traitées avec tous les égards particuliers dus à leur sexe.

Article 13.

La présente Convention s'appliquera aux naufragés, blessés et malades en mer appartenant aux catégories suivantes :

1. les membres des forces armées d'une Partie au conflit, de même que les membres des milices et des corps de volontaires faisant partie de ces forces armées ;

2. les membres des autres milices et les membres des autres corps de volontaires, y compris ceux des mouvements de résistance organisés, appartenant à une Partie au conflit et agissant en dehors ou à l'intérieur de leur propre territoire, même si ce territoire est occupé, pourvu que ces milices ou corps de volontaires, y compris ces mouvements de résistance organisés, remplissent les conditions suivantes :

a) d'avoir à leur tête une personne responsable pour ses subordonnés ;

b) d'avoir un signe distinctif fixe et reconnaissable à distance ;

c) de porter ouvertement les armes ;

d) de se conformer, dans leurs opérations, aux lois et coutumes de la guerre ;

3. les membres des forces armées régulières qui se réclament d'un gouvernement ou d'une autorité non reconnus par la Puissance détentricice ;

4. les personnes qui suivent les forces armées sans en faire directement partie, telles que les membres civils d'équipages d'avions militaires, correspondants de guerre, fournisseurs, membres d'unités de travail ou de services chargés du bien-être des militaires, à condition qu'elles en aient reçu l'autorisation des forces armées qu'elles accompagnent ;

5. les membres des équipages, y compris les commandants, pilotes et apprentis de la marine marchande et les équipages de l'aviation civile des Parties au conflit qui ne bénéficient pas d'un traitement plus favorable en vertu d'autres dispositions du droit international ;

6. la population d'un territoire non occupé qui, à l'approche de l'ennemi, prend spontanément les armes pour combattre les troupes d'invasion sans avoir eu le temps de se constituer en forces armées régulières, si elle porte ouvertement les armes et si elle respecte les lois et coutumes de la guerre.

Article 14.

Tout vaisseau de guerre d'une Partie belligérante pourra réclamer la remise des blessés, des malades ou des naufragés qui sont à bord de navires-hôpitaux militaires, de navires-hôpitaux de sociétés de secours ou de particuliers ainsi que de navires de commerce, yachts et embarcations, quelle que soit leur nationalité, pour autant que l'état de santé des blessés et malades en permette la remise et que le vaisseau de guerre dispose d'installations permettant d'assurer à ceux-ci un traitement suffisant.

Article 15.

Si des blessés, des malades ou des naufragés sont recueillis à bord d'un vaisseau de guerre neutre ou par un aéronef militaire neutre, il devra être pourvu, lorsque le droit international le requiert, à ce qu'ils ne puissent pas de nouveau prendre part à des opérations de guerre.

Article 16.

Compte tenu des dispositions de l'article 12, les blessés, les malades et les naufragés d'un belligérant, tombés au pouvoir de l'adversaire, seront prisonniers de guerre et les règles du droit des gens concernant les prisonniers de guerre leur seront applicables. Il appartiendra au capteur de décider, suivant les circonstances, s'il convient de les garder, de les diriger sur un port de son pays, sur un port neutre, ou même sur un port de l'adversaire. Dans ce dernier cas, les prisonniers de guerre ainsi rendus à leur pays ne pourront servir pendant la durée de la guerre.

Article 17.

Les blessés, les malades ou les naufragés qui seront débarqués dans un port neutre, du consentement de l'autorité locale, devront, à moins d'un arrangement contraire de la Puissance neutre avec les Puissances belligérantes, être gardés par la Puissance neutre, lorsque le droit international le requiert, de telle manière qu'ils ne puissent pas de nouveau prendre part aux opérations de guerre.

Les frais d'hospitalisation et d'internement seront supportés par la Puissance dont relèvent les blessés, les malades ou les naufragés.

Article 18.

Après chaque combat, les Parties au conflit prendront sans tarder toutes les mesures possibles pour rechercher et recueillir les naufragés, les blessés et les malades, les protéger contre le pillage et les mauvais traitements et leur assurer les soins nécessaires, ainsi que pour rechercher les morts et empêcher qu'ils ne soient dépouillés.

Toutes les fois que les circonstances le permettront, les Parties au conflit concluront des arrangements locaux pour l'évacuation par mer des blessés et malades d'une zone assiégée ou encerclée et pour le passage de personnel sanitaire et religieux et de matériel sanitaire à destination de cette zone.

Article 19.

Les Parties au conflit devront enregistrer, dans le plus bref délai possible, tous les éléments propres à identifier les naufragés, les blessés, les malades et les morts de la partie adverse tombés en leur pouvoir.

Ces renseignements devront si possible comprendre ce qui suit:

- a) indication de la Puissance dont ils dépendent;
- b) affectation ou numéro matricule;
- c) nom de famille;
- d) le ou les prénoms;
- e) date de naissance;
- f) tout autre renseignement figurant sur la carte ou la plaque d'identité;
- g) date et lieu de la capture ou du décès;
- h) renseignements concernant les blessures, la maladie ou la cause du décès.

Dans le plus bref délai possible, les renseignements mentionnés ci-dessus devront être communiqués au bureau de renseignements visé à l'article 122 de la Convention de Genève du 12 août 1949, relative au traitement des prisonniers de guerre, qui les transmettra à la Puissance dont dépendent ces prisonniers, par l'intermédiaire de la Puissance protectrice et de l'Agence centrale des prisonniers de guerre.

Les Parties au conflit établiront et se communiqueront, par la voie indiquée à l'alinéa précédent, les actes de décès ou les listes de décès dûment authentifiés. Elles recueilleront et se transmettront également, par l'intermédiaire du même bureau, la moitié de la double plaque d'identité ou la plaque elle-même, s'il s'agit d'une plaque simple, les testaments ou autres documents présentant de l'importance pour la famille des décédés, les sommes d'argent et, en général, tous les objets ayant une valeur intrinsèque ou affective trouvés sur les morts. Ces objets, ainsi que les objets non identifiés, seront envoyés dans des paquets scellés, accompagnés d'une déclaration donnant tous les détails nécessaires à l'identification du possesseur décédé, ainsi que d'un inventaire complet du paquet.

Article 20.

Les Parties au conflit veilleront à ce que l'immersion des morts, faite individuellement dans toute la mesure où les circonstances le permettront, soit précédée d'un examen attentif et si possible médical des corps, en vue de constater la mort, d'établir l'identité et de pouvoir en rendre compte. S'il est fait usage d'une double plaque d'identité, la moitié de cette plaque restera sur le cadavre.

Si des morts sont débarqués, les dispositions de la Convention de Genève du 12 août 1949 pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne leur seront applicables.

Article 21.

Les Parties au conflit pourront faire appel au zèle charitable des commandants de bateaux de commerce, yachts ou embarcations neutres, pour prendre à bord et soigner des blessés, des malades ou des naufragés ainsi que pour recueillir des morts.

Les bateaux de tous genres qui auront répondu à cet appel, ainsi que ceux qui spontanément auront recueilli des blessés, des malades ou des naufragés, jouiront d'une protection spéciale et de facilités pour l'exécution de leur mission d'assistance.

En aucun cas ils ne pourront être capturés pour le fait d'un tel transport: mais, sauf promesses contraires qui leur auraient été faites, ils restent exposés à la capture pour les violations de neutralité qu'ils pourraient avoir commises.

CHAPITRE III

Des Navires-Hôpitaux

Article 22.

Les navires-hôpitaux militaires, c'est-à-dire les navires construits ou aménagés par les Puissances, spécialement et uniquement en vue de porter secours aux blessés, malades et naufragés, de les traiter et de les transporter, ne pourront en aucune circonstance être attaqués, ni capturés, mais seront en tout temps respectés et protégés, à condition que leurs noms et caractéristiques aient été communiqués aux Parties au conflit, dix jours, avant leur emploi.

Les caractéristiques qui doivent figurer dans la notification comprendront le tonnage brut enregistré, la longueur de la poupe à la proue et le nombre de mâts et de cheminées.

Article 23.

Les établissements situés sur la côte et qui ont droits à la protection de la Convention de Genève du 12 août 1949 pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les forces armées en campagne ne devront être ni attaqués ni bombardés de la mer.

Article 24.

Les navires-hôpitaux utilisés par des Sociétés nationales de la Croix-Rouge, par des Sociétés de secours officiellement reconnues ou par des particuliers jouiront de la même protection que les navires-hôpitaux militaires et seront exempts de capture, si la Partie au conflit dont ils dépendent leur a donné une commission officielle et pour autant que les dispositions de l'article 22 relatives à la notification auront été observées.

Ces navires devront être porteurs d'un document observés de l'autorité compétente déclarant qu'ils ont été soumis à son contrôle pendant leur armement et à leur départ.

Article 25.

Les navires-hôpitaux utilisés par des Sociétés nationales de la Croix-Rouge, par des Sociétés de secours officiellement reconnues ou par des particuliers de pays neutres, jouiront de la même protection que les navires-hôpitaux militaires et seront exempts de capture, à condition qu'ils se soient mis sous la direction de l'une des Parties au conflit, avec l'assentiment préalable de leur propre gouvernement et avec l'autorisation de cette Partie et pour autant que les dispositions de l'article 22 concernant la notification auront été observées.

Article 26.

La protection prévue aux articles 22, 24 et 25 s'appliquera aux navires-hôpitaux de tous tonnages et à leurs canots de sauvetage, en quelque lieu qu'ils opèrent. Toutefois, pour assurer le maximum de confort et de sécurité, les Parties au conflit s'efforceront de n'utiliser, pour le transport des blessés, malades et naufragés, sur de longues distances et en haute mer, que des navires-hôpitaux jaugeant plus de 2.000 tonnes brutes.

Article 27.

Aux mêmes conditions que celles qui sont prévues aux articles 22 et 24, les embarcations utilisées par l'Etat ou par des Sociétés de secours officiellement reconnues pour les opérations de sauvetage côtières seront également respectées et protégées dans la mesure où les nécessités des opérations le permettront.

Il en sera de même, dans la mesure du possible, pour les installations côtières fixes utilisées exclusi-

vement par ces embarcations pour leurs missions humanitaires

Article 28.

Dans le cas d'un combat à bord de vaisseaux de guerre, les infirmeries seront respectées et épargnées autant que faire se pourra. Ces infirmeries et leur matériel demeureront soumis aux lois de la guerre, mais ne pourront pas être détournés de leur emploi tant qu'ils seront nécessaires aux blessés et malades. Toutefois, le commandant qui les a en son pouvoir aura la faculté d'en disposer, en cas de nécessités militaires urgentes, en assurant au préalable le sort des blessés et des malades qui y sont traités.

Article 29.

Tout navire-hôpital se trouvant dans un port qui tombe au pouvoir de l'ennemi sera autorisé à en sortir

Article 30.

Les navires et embarcations mentionnées aux articles 22, 24, 25 et 27 porteront secours et assistance aux blessés, aux malades et aux naufragés, sans distinction de nationalité.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à n'utiliser ces navires et embarcations pour aucun but militaire.

Ces navires et embarcations ne devront gêner en aucune manière les mouvements des combattants.

Pendant et après le combat, ils agiront à leurs risques et périls.

Article 31.

Les Parties au conflit auront le droit de contrôle et de visite sur les navires et embarcations visés aux articles 22, 24, 25 et 27. Elles pourront refuser le concours de ces navires et embarcations, leur enjoindre de s'éloigner, leur imposer une direction déterminée, régler l'emploi de leur T. S. F. et de tous autres moyens de communication et même de les retenir pour une durée maximum de sept jours à partir du moment de l'arraisonnement, si la gravité des circonstances l'exigeait.

Elles pourront mettre temporairement à bord un commissaire, dont la tâche exclusive consistera à assurer l'exécution des ordres donnés en vertu des dispositions de l'alinéa précédent.

Autant que possible, les Parties au conflit inscriront sur le journal de bord des navires-hôpitaux, dans une langue compréhensible pour le commandant du navire-hôpital, les ordres qu'elles leur donneront.

Les Parties au conflit pourront, soit unilatéralement, soit par accord spécial, placer à bord de leurs navires-hôpitaux des observateurs neutres qui constateront la stricte observance des dispositions de la présente Convention.

Article 32.

Les navires et embarcations désignés aux articles 22, 24, 25 et 27 ne sont pas assimilés aux navires de guerre quant à leur séjour dans un port neutre.

Article 33.

Les navires de commerce qui auront été transformés en navires-hôpitaux ne pourront être désaffectés pendant toute la durée des hostilités.

Article 34.

La protection due aux navires-hôpitaux et aux infirmeries de vaisseaux ne pourra cesser que s'il en est fait usage pour commettre, en dehors de leurs devoirs humanitaires, des actes nuisibles à l'ennemi. Toutefois, la protection ne cessera qu'après sommation li-

xant, dans tous les cas opportuns, un délai raisonnable et qui serait demeurée sans effet.

En particulier, les navires-hôpitaux ne pourront posséder ni utiliser de code secret pour leurs émissions par T. S. F. ou par tout autre moyen de communication.

Article 35.

Ne seront pas considérés comme étant de nature à priver les navires-hôpitaux ou les infirmeries de vaisseaux de la protection qui leur est due:

1. le fait que le personnel de ces navires ou infirmeries est armé et qu'il use de ses armes pour le maintien de l'ordre, pour sa propre défense ou celle de ses blessés et de ses malades;

2. le fait de la présence à bord d'appareils destinés exclusivement à assurer la navigation ou les transmissions;

3. le fait qu'à bord des navires-hôpitaux ou dans les infirmeries de vaisseaux se trouvent des armes portatives et des munitions retirées aux blessés, aux malades et aux naufragés, et n'ayant pas encore été versées au service compétent;

4. le fait que l'activité humanitaire des navires-hôpitaux et infirmeries de vaisseaux ou de leur personnel est étendue à des civils blessés, malades ou naufragés;

5. le fait que des navires-hôpitaux transportent du matériel et du personnel exclusivement destiné à des fonctions sanitaires, en plus de celui qui leur est habituellement nécessaire.

CHAPITRE IV.

Du personnel

Article 36.

Le personnel religieux, médical et hospitalier des navires-hôpitaux et leur équipage seront respectés et protégés; ils ne pourront être capturés pendant le temps où ils sont au service de ces navires, qu'il y ait ou non des blessés et malades à bord.

Article 37.

Le personnel religieux, médical et hospitalier, affecté au service médical ou spirituel des personnes désignées aux articles 12 et 13, qui tombe au pouvoir de l'ennemi, sera respecté et protégé; il pourra continuer à exercer ses fonctions aussi longtemps que ce sera nécessaire pour les soins à donner aux blessés et malades. Il devra ensuite être renvoyé aussitôt que le commandant en chef qui l'a en son pouvoir le jugera possible. Il pourra emporter, en quittant le navire, les objets qui sont sa propriété personnelle.

Si toutefois il se révélait nécessaire de retenir une partie de ce personnel par suite des besoins sanitaires ou spirituels des prisonniers de guerre, toutes mesures seront prises pour le débarquer le plus rapidement possible.

A son débarquement, le personnel retenu sera soumis aux dispositions de la Convention de Genève du 12 août 1949 pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne.

CHAPITRE V.

Des transports sanitaires

Article 38.

Les navires affrétés à cette fin seront autorisés à transporter du matériel exclusivement destiné au traitement des blessés et des malades des forces armées ou à la prévention des maladies, pourvu que les conditions

de leur voyage soient signalées à la Puissance adverse et agréées par elle. La Puissance adverse conservera le droit de les arraisonner, mais non de les capturer ni de saisir le matériel transporté.

D'accord entre les Parties au conflit, des observateurs neutres pourront être placés à bord de ces navires pour contrôler le matériel transporté. A cette fin, ce matériel devra être aisément accessible.

Article 39.

Les aéronefs sanitaires, c'est-à-dire les aéronefs exclusivement utilisés pour l'évacuation des blessés, des malades et des naufragés, ainsi que pour le transport du personnel et du matériel sanitaires, ne seront pas l'objet d'attaques mais seront respectés par les Parties au conflit pendant les vols qu'ils effectueront à des altitudes, à des heures et suivant des itinéraires spécifiquement convenus entre toutes les Parties au conflit intéressées.

Ils porteront ostensiblement le signe distinctif prévu à l'article 41, à côté des couleurs nationales, sur leurs faces inférieure, supérieure et latérales. Ils seront dotés de toute autre signalisation ou moyen de reconnaissance fixés par accord entre les Parties au conflit soit au début, soit au cours des hostilités.

Sauf accord contraire, le survol du territoire ennemi ou occupé par l'ennemi sera interdit.

Les aéronefs sanitaires devront obéir à toute sommation d'atterrir ou d'amerrir. En cas d'atterrissage ou d'amerrissage ainsi imposés, l'aéronef, avec ses occupants, pourra reprendre son vol après contrôle éventuel.

En cas d'atterrissage ou d'amerrissage fortuits sur territoire ennemi ou occupé par l'ennemi, les blessés, malades et naufragés, ainsi que l'équipage de l'aéronef seront prisonniers de guerre. Le personnel sanitaire sera traité conformément aux articles 36 et 37.

Article 40.

Les aéronefs sanitaires des Parties au conflit pourront, sous réserve du deuxième alinéa, survoler le territoire des Puissances neutres et y atterrir ou amerrir en cas de nécessité ou pour y faire escale. Ils devront notifier préalablement aux Puissances neutres leur passage sur leur territoire et obéir à toute sommation d'atterrir ou d'amerrir. Ils ne seront à l'abri des attaques que durant leur vol à des altitudes, à des heures, et suivant un itinéraire spécifiquement convenu entre les Parties au conflit et les Puissances neutres intéressées.

Toutefois, les Puissances neutres pourront fixer des conditions ou restrictions quant au survol de leur territoire par les aéronefs sanitaires ou à leur atterrissage. Ces conditions ou restrictions éventuelles seront appliquées d'une manière égale à toutes les Parties au conflit.

Les blessés, malades ou naufragés débarqués, avec le consentement de l'autorité locale, sur un territoire neutre par un aéronef sanitaire, devront, à moins d'un arrangement contraire de l'Etat neutre avec les Parties au conflit, être gardés par l'Etat neutre, lorsque le droit international le requiert, de manière qu'ils ne puissent pas de nouveau prendre part aux opérations de la guerre. Les frais d'hospitalisation et d'internement seront supportés par la Puissance dont dépendent les blessés, malades ou naufragés.

CHAPITRE VI.

Du signe distinctif

Article 41.

Sous le contrôle de l'autorité militaire compétente, l'emblème de la croix rouge sur fond blanc figurera sur les drapeaux, les brassards, ainsi que sur tout le matériel se rattachant au Service sanitaire.

Toutefois, pour les pays qui emploient déjà comme signe distinctif à la place de la croix rouge, le croissant rouge ou le lion et le soleil rouges sur fond blanc, ces emblèmes sont également admis dans le sens de la présente Convention.

Article 42.

Le personnel visé aux articles 36 et 37, portera, fixé au bras gauche, un brassard résistant à l'humidité et muni du signe distinctif, délivré et timbré par l'autorité militaire.

Ce personnel, outre la plaque d'identité prévue à l'article 19, sera également porteur d'une carte d'identité spéciale munie du signe distinctif. Cette carte devra résister à l'humidité et être de dimensions telles qu'elle puisse être mise dans la poche. Elle sera rédigée dans la langue nationale, mentionnera au moins les noms et prénoms, la date de naissance, le grade et le numéro matricule de l'intéressé. Elle établira en quelle qualité il a droit à la protection de la présente Convention. La carte sera munie de la photographie du titulaire et, en outre, soit de sa signature, soit de ses empreintes digitales, soit des deux à la fois. Elle portera le timbre sec de l'autorité militaire.

La carte d'identité devra être uniforme dans chaque armée et autant que possible du même type dans les armées des Hautes Parties contractantes. Les Parties au conflit pourront s'inspirer du modèle annexé à titre d'exemple à la présente Convention. Elles se communiqueront, au début des hostilités, le modèle qu'elles utilisent. Chaque carte d'identité sera établie, si possible, en deux exemplaires au moins, dont l'un sera conservé par la Puissance d'origine.

En aucun cas, le personnel mentionné ci-dessus ne pourra être privé de ses insignes ni de sa carte d'identité, ni du droit de porter son brassard. En cas de perte, il aura le droit d'obtenir des duplicata de la carte et le remplacement des insignes.

Article 43.

Les navires et embarcations désignés aux articles 22, 24, 25 et 27 se distingueront de la manière suivante :

- toutes leurs surfaces extérieures seront blanches ;
- une ou plusieurs croix rouge foncé aussi grandes que possible seront peintes de chaque côté de la coque ainsi que sur les surfaces horizontales, de façon à assurer de l'air et de la mer la meilleure visibilité.

Tous les navires-hôpitaux se feront reconnaître en hissant leur pavillon national et en outre, s'ils ressortissent à un Etat neutre, le pavillon de la Partie au conflit sous la direction de laquelle ils se sont placés. Un pavillon blanc à croix rouge devra flotter au grand mât, le plus haut possible.

Les canots de sauvetage des navires-hôpitaux, les canots de sauvetage côtiers et toutes les petites embarcations employées par le Service de Santé seront peints en blanc avec des croix rouge foncé nettement visibles et, d'une manière générale, les modes d'identification stipulés ci-dessus pour les navires-hôpitaux leur seront applicables.

Les navires et embarcations ci-dessus mentionnés, qui veulent s'assurer de nuit et en temps de visibilité réduite la protection à laquelle ils ont droit, devront prendre, avec l'assentiment de la Partie au conflit au pouvoir de laquelle ils se trouvent, les mesures nécessaires pour rendre leur peinture et leurs emblèmes distinctifs suffisamment apparents.

Les navires-hôpitaux qui, en vertu de l'article 31, sont retenus provisoirement par l'ennemi, devront renter le pavillon de la Partie au conflit au service de laquelle ils se trouvent., ou dont ils ont accepté la direction.

Les canots de sauvetage côtiers, s'ils continuent, avec le consentement de la Puissance occupante, à opérer d'une base occupée, pourront être autorisés à continuer à arborer leurs propres couleurs nationales en même temps que le pavillon à croix rouge, lorsqu'ils seront éloignés de leur base, sous réserve de notification préalable à toutes les Parties au conflit intéressées.

Toutes les stipulations de cet article relatives à l'emblème de la croix rouge s'appliquent également aux autres emblèmes mentionnés à l'article 41.

Les Parties au conflit devront, en tout temps, s'efforcer d'aboutir à des accords en vue d'utiliser les méthodes les plus modernes se trouvant à leur disposition, pour faciliter l'identification des navires et embarcations visés dans cet article.

Article 44.

Les signes distinctifs prévus à l'article 43 ne pourront être utilisés, en temps de paix comme en temps de guerre, que pour désigner ou protéger les navires qui y sont mentionnés, sous réserve des cas qui seraient prévus par une autre Convention internationale ou par accord entre toutes les Parties au conflit intéressées.

Article 45.

Les Hautes Parties contractantes, dont la législation ne serait pas dès à présent suffisante, prendront les mesures nécessaires pour empêcher et réprimer en tout temps tout emploi abusif des signes distinctifs prévus à l'article 43.

CHAPITRE VII.

De l'exécution de la Convention

Article 46.

Chaque Partie au conflit, par l'intermédiaire de ses commandants en chef, aura à pouvoir aux détails d'exécution des articles précédents, ainsi qu'aux cas non prévus, conformément aux principes généraux de la présente Convention.

Article 47.

Les mesures de représailles contre les blessés, les malades, les naufragés, le personnel, les navires ou le matériel protégés par la Convention sont interdites.

Article 48.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à diffuser le plus largement possible, en temps de paix et en temps de guerre, le texte de la présente Convention dans leurs pays respectifs, et notamment à en incorporer l'étude dans les programmes d'instruction militaire et, si possible, civile, de telle manière que les principes en soient connus de l'ensemble de la population, notamment des forces armées combattantes, du personnel sanitaire et des aumôniers.

Article 49.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront par l'entremise du Conseil fédéral suisse et, pendant les hostilités, par l'entremise des Puissances

protectrices les traductions officielles de la présente Convention, ainsi que les lois et règlements qu'elles pourront être amenées à adopter pour en assurer l'application.

CHAPITRE VIII.

De la répression des abus et des infractions

Article 50.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre toute mesure législative nécessaire pour fixer les sanctions pénales adéquates à appliquer aux personnes ayant commis, ou donné l'ordre de commettre, l'une ou l'autre des infractions graves à la présente Convention définies à l'article suivant.

Chaque Partie contractante aura l'obligation de rechercher les personnes prévenues d'avoir commis, ou d'avoir ordonné de commettre, l'une ou l'autre de ces infractions graves, et elle devra les déférer à ses propres tribunaux, quelle que soit leur nationalité. Elle pourra aussi, si elle le préfère, et selon les conditions prévues par sa propre législation, les remettre pour jugement à une autre Partie contractante intéressée à la poursuite, pour autant que cette Partie contractante ait retenu contre lesdites personnes des charges suffisantes.

Chaque Partie contractante prendra les mesures nécessaires pour faire cesser les actes contraires aux dispositions de la présente Convention, autres que les infractions graves définies à l'article suivant.

En toutes circonstances, les inculpés bénéficieront de garanties de procédure et de libre défense qui ne seront pas inférieures à celles prévues par les articles 105 et suivants de la Convention de Genève du 12 août 1949, relative au traitement des prisonniers de guerre.

Article 51.

Les infractions graves visées à l'article précédent sont celles qui comportent l'un ou l'autre des actes suivants, s'ils sont commis contre des personnes ou des biens protégés par la Convention: l'homicide intentionnel, la torture ou les traitements inhumains y compris les expériences biologiques, le fait de causer intentionnellement de grandes souffrances ou de porter des atteintes graves à l'intégrité physique ou à la santé, la destruction et l'appropriation de biens, non justifiées par des nécessités militaires et exécutées sur une grande échelle de façon illicite et arbitraire.

Article 52.

Aucune Partie contractante ne pourra s'exonérer elle-même, ni exonérer une autre Partie contractante, des responsabilités encourues par elle-même ou par une autre Partie contractante en raison des infractions prévues à l'article précédent.

Article 53.

A la demande d'une Partie au conflit, une enquête devra être ouverte, selon le mode à fixer entre les Parties intéressées, au sujet de toute violation alléguée de la Convention.

Si un accord sur la procédure d'enquête n'est pas réalisé, les Parties s'entendront pour choisir un arbitre, qui décidera de la procédure à suivre.

Une fois la violation constatée, les Parties au conflit y mettront fin et la réprimeront le plus rapidement possible.

Dispositions finales

Article 54.

La présente Convention est établie en français et en anglais. Les deux textes sont également authentiques.

Le Conseil fédéral suisse fera établir des traductions officielles de la Convention en langue russe et en langue espagnole.

Article 55.

La présente Convention, qui portera la date de ce jour, pourra, jusqu'au 12 février 1950, être signée au nom des Puissances représentées à la Conférence qui s'est ouverte à Genève le 21 avril 1949, ainsi que des Puissances non représentées à cette Conférence qui participent à la X^{me} Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève de 1906, ou aux Conventions de Genève, de 1864, de 1906 ou de 1929, pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne.

Article 56.

La présente Convention sera ratifiée aussitôt que possible et les ratifications seront déposées à Berne.

Il sera dressé du dépôt de chaque instrument de ratification un procès-verbal dont une copie, certifiée conforme, sera remise par le Conseil fédéral suisse à toutes les Puissances au nom desquelles la Convention aura été signée ou l'adhésion notifiée.

Article 57.

La présente Convention entrera en vigueur six mois après que deux instruments de ratification au moins auront été déposés.

Ultérieurement, elle entrera en vigueur pour chaque Haute Partie contractante six mois après le dépôt de son instrument de ratification.

Article 58.

La présente Convention remplace la X^{me} Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève de 1906, dans les rapports entre les Hautes Parties contractantes.

Article 59.

Dès la date de son entrée en vigueur, la présente Convention sera ouverte à l'adhésion de toute Puissance au nom de laquelle cette Convention n'aura pas été signée.

Article 60.

Les adhésions seront notifiées par écrit au Conseil fédéral suisse et produiront leurs effets six mois après la date à laquelle elles lui seront parvenues.

Le Conseil fédéral suisse communiquera les adhésions à toutes les Puissances au nom desquelles la Convention aura été signée ou l'adhésion notifiée.

Article 61.

Les situations prévues aux articles 2 et 3 donneront effet immédiat aux ratifications déposées et aux adhésions notifiées par les Parties au conflit avant ou après le début des hostilités ou de l'occupation. La communication des ratifications ou adhésions reçues des Parties au conflit sera faite par le Conseil fédéral suisse par la voie la plus rapide.

Article 62.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté de dénoncer la présente Convention.

La dénonciation sera notifiée par écrit au Conseil fédéral suisse. Celui-ci communiquera la notification aux Gouvernements de toutes les Hautes Parties contractantes.

La dénonciation produira ses effets un an après sa

notification au Conseil fédéral suisse. Toutefois la dénonciation notifiée alors que la Puissance dénonçante est impliquée dans un conflit ne produira aucun effet aussi longtemps que la paix n'aura pas été conclue, et en tout cas, aussi longtemps que les opérations de libération et de rapatriement des personnes protégées par la présente Convention ne seront pas terminées.

La dénonciation vaudra seulement à l'égard de la Puissance dénonçante. Elle n'aura aucun effet sur les obligations que les Parties au conflit demeureront tenues de remplir en vertu des principes du droit des gens tels qu'ils résultent des usages établis entre nations civilisées, des lois de l'humanité et des exigences de la conscience publique.

Article 63.

Le Conseil fédéral suisse fera enregistrer la présente Convention au Secrétariat des Nations Unies. Le Conseil fédéral suisse informera également le Secrétariat des Nations Unies de toutes les ratifications, adhésions et dénonciations qu'il pourra recevoir au sujet de la présente Convention.

En foi de quoi les soussignés, ayant déposé leurs pleins pouvoirs respectifs, ont signé la présente Convention.

Fait à Genève, le 12 août 1949, en langues française et anglaise, l'original devant être déposé dans les archives de la Confédération suisse. Le Conseil fédéral suisse transmettra une copie certifiée conforme de la Convention à chacun des Etats signataires, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré à la Convention.

Pour l'Afghanistan :

M. OSMAN AMIRI

Pour la République Populaire d'Albanie :

Avec la réserve pour l'article 10 ci-jointe¹

J. MALO

Pour l'Argentine :

Avec la réserve ci-jointe²

GUILLERMO A. SPERONI

Pour l'Australie :

NORMAN R. MIGHELL

Subject to ratification³

Pour l'Autriche :

WILDMANN

Pour la Belgique :

MAURICE BOURQUIN

Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie :⁴

I. KOUITZEIKOV

Pour la Bolivie :

G. MEDEIROS

Pour le Brésil :

General FLORIANO DE LIMA BRAYNER

Pour la République Populaire de Bulgarie :

Avec la réserve ci-jointe⁵

K.B. SVETLOV

Pour le Canada :

MAX H. WERSHOF

1. Voir le texte de la réserve à la page 78

2. Voir le texte de la réserve à la page 78

3. When signing, the Australian Plenipotentiary declared that his Government retained the right to enter reservations at the time of ratification.

4. Voir le texte de la réserve à la page 78

5. Voir le texte de la réserve à la page 79

Pour Ceylan :
V. COOMARASWAMY

Pour le Chili :
F. CISTERNAS ORTIZ

Pour la Chine
WU NAN-JU

Pour la Colombie :
RAFAEL ROCHA SCHLOSS

Pour Cuba :
J. DE LA LUZ LEON

Pour le Danemark :
GEORG COHN PAUL IPSEN BAGGE

Pour l'Égypte :
A.K. SAFWAT

Pour l'Équateur :
ALEX GASTELU

Pour l'Espagne :
LUIS CALDERON

Pour les États-Unis d'Amérique :
RAYMUND J. YINGLING

Pour l'Éthiopie :
GACHAOU ZELLEKE

Pour la Finlande :
REINHOLD SVENTO

Pour la France :
G. CAHEN-SALVADOR JACQUINOT

Pour la Grèce :
M. PESMAZOGLOU

Pour le GUATEMALA
A. DUPONT-WILLEMEN

Pour la République Populaire Hongroise :
Avec les réserves ci-jointes 6
ANNA KARA

Pour l'Inde :
D.B. DESAI

Pour l'Iran :
A.H. MEYKADEH

Pour la République d'Irlande :
SEAN MACBRIDE

Pour Israël :
Avec la réserve ci-jointe 7
M. KAHANY

Pour l'Italie
GIACINTO AURITI ETTORE BAISTROCCHI

Pour le Liban :
MIKAOUI

Pour le Liechtenstein :
Comte F. WILCZEK

Pour le Luxembourg :
J. STURM

Pour le Mexique :
PEDRO DE ALBA W.R. CASTRO

Pour la Principauté de Monaco :
M. LOZE

Pour le Nicaragua :
Ad referendum
LIFSCHITZ

Pour la Norvège:
ROLF ANDERSEN

Pour la Nouvelle-Zélande
G. R. LAKING

Pour le Pakistan :
S.M.A. FARUKI, M.G. A.H. SHAIKH

Pour le Paraguay :
CONRAD FEHR

Pour les Pays-Bas
J. BOSCH DE ROSENTHAL

Pour le Pérou :
GONZALO PIZARRO

Pour la République des Philippines:
P. SEBASTIAN 8

Pour la Pologne :
Avec la réserve ci-jointe 9
JULIAN PRZYBOS

Pour le Portugal :
Avec les réserves ci-jointes 10
G. CALDEIRA COELHO

Pour la République Populaire Roumaine :
Avec la réserve ci-jointe 11
I. DRAGOMIR

Pour le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord :
ROBERT CRAIGIE H.A. STRUTT W.H. GARDNER

Pour le Saint-Siège
Philippe BERNARDINI

Pour El Salvador :
R.A. BUSTAMANTE

Pour la Suède :
Sous réserve de ratification par S.M. le Roi de Suède
avec l'approbation du Riksfag
STAFFAN SODERBLOM

Pour la Suisse :
MAX PETITPIERRE PLINIO BOLLA
Colonel div. DU PASQUIER PH. ZUTTER
H. MEULI

Pour la Syrie :
OMAR EL DJABRI A. GENNAOUI

Pour la Tchécoslovaquie 12
Avec la réserve ci-jointe 1
TAUBER

Pour la Turquie :
RANA TARHAN

Pour la République Socialiste Soviétique d'Ukraine: 13
O. BOGOMOLETZ

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques 14
N. SLAVIN

Pour l'Uruguay :
Conseiller Colonel Hector J. BLANCO

Pour le Vénézuéla :
A. POSSE DE RIVAS

Pour la République Fédérative Populaire de Yougoslavie :
Avec la réserve ci-jointe 15
MILAN RISTIC

6. Voir le texte des réserves à la page 80
7. Voir le texte de la réserve à la page 81
8. This signature is subject to ratification by the Philippines Senate in accordance with the provisions of Constitution».

9. Voir le texte de la réserve à la page 82
10. Voir le texte des réserves à la page 82
11. Voir le texte de la réserve à la page 83
12. Voir le texte de la réserve à la page 84
13. Voir le texte de la réserve à la page 84
14. Voir le texte de la réserve à la page 85
15. Voir le texte de la réserve à la page 86

ANNEXE II.

Recto

(Place réservée à l'indication du pays et de l'autorité militaire qui délivrent la présente carte).

CARTE D'IDENTITÉ

pour les membres du personnel sanitaire et religieux attaché aux forces armées sur mer.

Nom

Prénoms

Date de naissance

Grade

Numéro matricule

Le titulaire de la présente carte est protégé par la Convention de Genève du 12 août 1949 pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer en qualité de

Date de l'établissement de la carte

Numéro de la carte

CONVENTION DE GENEVE

Relative au traitement des prisonniers de guerre, du 12 Août 1949.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements représentés à la Conférence diplomatique qui s'est réunie à Genève du 21 avril au 12 août 1949 en vue de réviser la Convention conclue à Genève le 27 juillet 1929 et relative au traitement des prisonniers de guerre, sont convenus de ce qui suit;

TITRE I.

Dispositions Générales.

Article 1.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à respecter et à faire respecter la présente Convention en toutes circonstances.

Article 2.

En dehors des dispositions qui doivent entrer en vigueur dès le temps de paix, la présente Convention s'appliquera en cas de guerre déclarée ou de tout autre conflit armé surgissant entre deux ou plusieurs des Hautes Parties contractantes même si l'état de guerre n'est pas reconnu par l'une d'elles.

La Convention s'appliquera également dans tous les cas d'occupation de tout ou partie du territoire d'une Haute Partie contractante, même si cette occupation ne rencontre aucune résistance militaire.

Si l'une des Puissances en conflit n'est pas partie à la présente Convention, les Puissances parties à celle-ci resteront néanmoins liées par elle dans leurs rapports réciproques. Elles seront liées en outre par la Convention envers ladite Puissance, si celle-ci en accepte et en applique les dispositions.

Verso

Photographie
du porteur

Signature ou empreintes
digitales ou les deux

Timbre sec
de l'autorité
militaire
délivrante la
carte

Taille

Yeux

Cheveux

.....

Autres éléments éventuels d'identification:

.....
.....
.....
.....
.....

Article 3.

En cas de conflit armé ne présentant pas un caractère international et surgissant sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, chacune des Parties au conflit sera tenue d'appliquer au moins les dispositions suivantes:

1. Les personnes qui ne participent pas directement aux hostilités, y compris les membres de forces armées qui ont déposé les armes et les personnes qui ont été mises hors de combat par la maladie, blessure, détention, ou pour toute autre cause, seront, en toutes circonstances, traitées avec humanité, sans aucune distinction de caractère défavorable basée sur la race, la couleur, la religion ou la croyance, le sexe, la naissance ou la fortune, ou tout autre critère analogue.

A cet effet, sont et demeurent prohibés, en tout temps et en tout lieu, à l'égard des personnes mentionnées ci-dessus:

a) les atteintes portées à la vie et à l'intégrité corporelle, notamment le meurtre sous toutes ses formes, les mutilations, les traitements cruels, tortures et supplices;

b) les prises d'otages;

c) les atteintes à la dignité des personnes, notamment les traitements humiliants et dégradants;

d) les condamnations prononcées et les exécutions effectuées sans un jugement préalable rendu par un tribunal régulièrement constitué, assorti des garanties judiciaires reconnues comme indispensables par les peuples civilisés.

2. Les blessés et malades seront recueillis et soignés.

Un organisme humanitaire impartial, tel que le Comité international de la Croix-Rouge, pourra offrir ses services aux Parties au conflit.

Les Parties au conflit s'efforceront, d'autre part, de mettre en vigueur par voie d'accords spéciaux tout ou partie des autres dispositions de la présente Convention.

L'application des dispositions qui précèdent n'aura pas d'effet sur le statut juridique des Parties au conflit.

Article 4.

A. Sont prisonniers de guerre, au sens de la présente Convention, les personnes qui, appartenant à l'une des catégories suivantes, sont tombées au pouvoir de l'ennemi:

1. Les membres des forces armées d'une Partie au conflit, de même que les membres des milices et des corps de volontaires faisant partie de ces forces armées ;

2. les membres des autres milices et les membres des autres corps de volontaires, y compris ceux des mouvements de résistance organisés, appartenant à une Partie au conflit et agissant en dehors ou à l'intérieur de leur propre territoire, même si ce territoire est occupé, pourvu que ces milices ou corps de volontaires, y compris ces mouvements de résistance organisés, remplissent les conditions suivantes :

a) d'avoir à leur tête une personne responsable pour ses subordonnés ;

b) d'avoir un signe distinctif fixe et reconnaissable à distance ;

c) de porter ouvertement les armes ;

d) de se conformer, dans leurs opérations, aux lois et coutumes de la guerre ;

3. les membres des forces armées régulières qui se réclament d'un gouvernement ou d'une autorité non reconnus par la Puissance détentrice ;

4. les personnes qui suivent les forces armées sans en faire directement partie, telles que les membres civils d'équipages d'avions militaires, correspondants de guerre, fournisseurs, membres d'unités de travail ou de services chargés du bien-être des forces armées, à condition qu'elles en aient reçu l'autorisation des forces armées qu'elles accompagnent, celles-ci étant tenues de leur délivrer à cet effet une carte d'identité semblable au modèle annexé ;

5. les membres des équipages, y compris les commandants, pilotes et apprentis, de la marine marchande et les équipages de l'aviation civile des Parties au conflit qui ne bénéficient pas d'un traitement plus favorable en vertu d'autres dispositions du droit international ;

6. la population d'un territoire non occupé qui à l'approche de l'ennemi, prend spontanément les armes pour combattre les troupes d'invasion sans avoir eu le temps de se constituer en forces armées régulières, si elle porte ouvertement les armes et si elle respecte les lois et coutumes de la guerre.

B. Bénéficieront également du traitement réservé par la présente Convention aux prisonniers de guerre :

1. les personnes appartenant ou ayant appartenu aux forces armées du pays occupé si, en raison de cette appartenance, la Puissance occupante, même si elle les a initialement libérées pendant que les hostilités se poursuivent en dehors du territoire qu'elle occupe, estime nécessaire de procéder à leur internement, notamment après une tentative de ces personnes non couronnée de succès pour rejoindre les forces armées auxquelles elles appartiennent et qui sont engagées dans le combat, ou lorsqu'elles n'obtempèrent pas à une sommation qui leur est faite aux fins d'internement ;

2. les personnes appartenant à l'une des catégories énumérées au présent article que des Puissances neutres ou non belligérantes ont reçues sur leur territoire et qu'elles sont tenues d'interner en vertu du droit internatio-

nal, sous réserve de tout traitement plus favorable que ces Puissances jugeraient bon de leur accorder et exception faite des dispositions des articles 8, 10, 15, 30, cinquième alinéa, 58 à 67 inclus, 92, 126 et, lorsque des relations diplomatiques existent entre les Parties au conflit et la Puissance neutre ou non belligérante intéressée, des dispositions qui concernent la Puissance protectrice. Lorsque de telles relations diplomatiques existent, les Parties au conflit dont dépendent ces personnes seront autorisées à exercer à l'égard de celles-ci les fonctions dévolues aux Puissances protectrices par la présente Convention sans préjudice de celles que ces Parties exercent normalement en vertu des usages et des traités diplomatiques et consulaires.

C. Le présent article réserve le statut du personnel médical et religieux tel qu'il est prévu à l'article 33 de la présente Convention.

Article 5.

La présente Convention s'appliquera aux personnes visées à l'article 4 dès qu'elles seront tombées au pouvoir de l'ennemi et jusqu'à leur libération et leur rapatriement définitifs.

S'il y a doute sur l'appartenance à l'une des catégories énumérées à l'article 4 des personnes qui ont commis un acte de belligérance et qui sont tombées aux mains de l'ennemi, lesdites personnes bénéficieront de la protection de la présente Convention en attendant que leur statut ait été déterminé par un tribunal compétent.

Article 6.

En dehors des accords expressément prévus par les articles 10, 23, 28, 33, 60, 65, 66, 67, 72, 73, 75, 109, 110, 118, 119, 122 et 132, les Hautes Parties contractantes pourront conclure d'autres accords spéciaux sur toute question qu'il leur paraîtrait opportun de régler particulièrement. Aucun accord spécial ne pourra porter préjudice à la situation des prisonniers, telle qu'elle est réglée par la présente Convention, ni restreindre les droits que celle-ci leur accorde.

Les prisonniers de guerre resteront au bénéfice de ces accords aussi longtemps que la Convention leur est applicable, sauf stipulations contraires contenues expressément dans les susdits accords ou dans des accords ultérieurs, ou également sans mesures plus favorables prises à leur égard par l'une ou l'autre des Parties au conflit.

Article 7.

Les prisonniers de guerre ne pourront en aucun cas renoncer partiellement ou totalement aux droits que leur assurent la présente Convention et, le cas échéant, les accords spéciaux visés à l'article précédent.

Article 8.

La présente Convention sera appliquée avec le concours et sous le contrôle des Puissances protectrices chargées de sauvegarder les intérêts des Parties au conflit. A cet effet, les Puissances protectrices pourront, en dehors de leur personnel diplomatique ou consulaire, désigner des délégués parmi leurs propres ressortissants ou parmi les ressortissants d'autres Puissances neutres. Ces délégués devront être soumis à l'agrément de la Puissance auprès de laquelle ils exerceront leur mission.

Les Parties au conflit faciliteront, dans la plus large mesure possible, la tâche des représentants ou délégués des Puissances protectrices.

Les représentants ou délégués des Puissances protectrices ne devront en aucun cas dépasser les limites

de leur mission, telle qu'elle ressort de la présente Convention; ils devront notamment tenir compte des nécessités impérieuses de sécurité de l'Etat auprès duquel ils exercent leurs fonctions.

Article 9.

Les dispositions de la présente Convention ne font pas obstacle aux activités humanitaires que le Comité international de la Croix-Rouge, ainsi que tout autre organisme humanitaire impartial, entreprendra pour la protection des prisonniers de guerre et pour les secours à leur apporter, moyennant l'accrément des Parties au conflit intéressées.

Article 10.

Les Hautes Parties contractantes pourront, en tout temps, s'entendre pour confier à un organisme présentant toutes garanties d'impartialité et d'efficacité les tâches dévolues par la présente Convention aux Puissances protectrices.

Si des prisonniers de guerre ne bénéficient pas ou ne bénéficient plus, quelle qu'en soit la raison, de l'activité d'une Puissance protectrice ou d'un organisme désigné conformément à l'alinéa premier, la Puissance détentrice devra demander soit à un Etat neutre, soit à un tel organisme, d'assumer les fonctions dévolues par la présente Convention aux Puissances protectrices désignées par les Parties au conflit.

Si une protection ne peut être ainsi assurée, la Puissance détentrice devra demander à un organisme humanitaire, tel que le Comité international de la Croix-Rouge, d'assumer les tâches humanitaires dévolues par la présente Convention aux Puissances protectrices ou devra accepter, sous réserve des dispositions du présent article, les offres de services émanant d'un tel organisme.

Toute Puissance neutre ou tout organisme invité par la Puissance intéressée ou s'offrant aux fins susmentionnées devra, dans son activité, rester conscient de sa responsabilité envers la Partie au conflit dont relèvent les personnes protégées par la présente Convention, et devra fournir des garanties suffisantes de capacité pour assumer les fonctions en question et les remplir avec impartialité.

Il ne pourra être dérogé aux dispositions qui précèdent par accord particulier entre des Puissances dont l'une se trouverait, même temporairement, vis-à-vis de l'autre Puissance ou de ses alliés, limitée dans sa liberté de négociation par suite des événements militaires, notamment en cas d'une occupation de la totalité ou d'une partie importante de son territoire.

Toutes les fois qu'il est fait mention dans la présente Convention de la Puissance protectrice, cette mention désigne également les organismes qui la remplacent au sens du présent article.

Article 11.

Dans tous les cas où elles le jugeront utile dans l'intérêt des personnes protégées, notamment en cas de désaccord entre les Parties au conflit sur l'application ou l'interprétation des dispositions de la présente Convention, les Puissances protectrices prêteront leurs bons offices aux fins de règlement du différend.

A cet effet, chacune des Puissances protectrices pourra, sur l'invitation d'une Partie ou spontanément, proposer aux Parties au conflit une réunion de leurs représentants et, en particulier, des autorités chargées du sort des prisonniers de guerre éventuellement sur un territoire neutre convenablement choisi. Les Parties au conflit seront tenues de donner suite aux propositions qui leur seront faites dans ce sens. Les Puissances

protectrices pourront, le cas échéant, proposer à l'agrément des Parties au conflit une personnalité appartenant à une Puissance neutre, ou une personnalité déléguée par le Comité international de la Croix-Rouge, qui sera appelée à participer à cette réunion.

TITRE II

Protection Générale des Prisonniers de guerre

Article 12.

Les prisonniers de guerre sont au pouvoir de la Puissance ennemie, mais non des individus ou des corps de troupe qui les ont fait prisonniers. Indépendamment des responsabilités individuelles qui peuvent exister, la Puissance détentrice est responsable du traitement qui leur est appliqué.

Les prisonniers de guerre ne peuvent être transférés par la Puissance détentrice qu'à une Puissance partie à la Convention et lorsque la Puissance détentrice s'est assurée que la Puissance en question est désireuse et à même d'appliquer la Convention. Quand des prisonniers sont ainsi transférés, la responsabilité de l'application de la Convention incombera à la Puissance qui a accepté de les accueillir pendant le temps qu'ils lui seront confiés.

Néanmoins, au cas où cette Puissance manquerait à ses obligations d'exécuter les dispositions de la Convention, sur tout point important, la Puissance par laquelle les prisonniers de guerre ont été transférés doit, à la suite d'une notification de la Puissance protectrice, prendre des mesures efficaces pour remédier à la situation, ou demander que lui soient renvoyés les prisonniers de guerre. Il devra satisfaire à cette demande.

Article 13.

Les prisonniers de guerre doivent être traités en tout temps avec humanité. Tout acte ou omission illicite de la part de la Puissance détentrice entraînant la mort ou mettant gravement en danger la santé d'un prisonnier de guerre en son pouvoir est interdit et sera considéré comme une grave infraction à la présente Convention. En particulier, aucun prisonnier de guerre ne pourra être soumis à une mutilation physique ou à une expérience médicale ou scientifique de quelque nature qu'elle soit qui ne serait pas justifiée par le traitement médical du prisonnier intéressé et qui ne serait pas dans son intérêt.

Les prisonniers de guerre doivent de même être protégés en tout temps, notamment contre tout acte de violence ou d'intimidation, contre les insultes et la curiosité publique.

Les mesures de représailles à leur égard sont interdites.

Article 14.

Les prisonniers de guerre ont droit en toutes circonstances au respect de leur personne et de leur honneur.

Les femmes doivent être traitées avec tous les égards dus à leur sexe et bénéficier en tous cas d'un traitement aussi favorable que celui qui est accordé aux hommes.

Les prisonniers de guerre conservent leur pleine capacité civile telle qu'elle existait au moment où ils ont été faits prisonniers. La Puissance détentrice ne pourra en limiter l'exercice soit sur son territoire, soit en dehors, que dans la mesure où la captivité l'exige.

Article 15.

La Puissance détentrice des prisonniers de guerre sera tenue de pourvoir gratuitement à leur entretien et de leur accorder gratuitement les soins médicaux que nécessite leur état de santé.

Article 16.

Compte tenu des dispositions de la présente Convention relatives au grade ainsi qu'au sexe, et sous réserve de tout traitement privilégié qui serait accordé aux prisonniers de guerre en raison de leur état de santé, de leur âge ou de leurs aptitudes professionnelles, les prisonniers doivent tous être traités de la même manière par la Puissance détentrice, sans aucune distinction de caractère défavorable, de race, de nationalité, de religion, d'opinions politiques ou autre, fondée sur des critères analogues.

TITRE III. CAPTIVITE SECTION I.

Début de la Captivité

Article 17.

Chaque prisonnier de guerre ne sera tenu de déclarer, quand il est interrogé à ce sujet, que ses nom, prénoms et grade, sa date de naissance et son numéro matricule ou, à défaut, une indication équivalente.

Dans le cas où il enfreindrait volontairement cette règle, il risquerait de s'exposer à une restriction des avantages accordés aux prisonniers de son grade ou statut.

Chaque Partie au conflit sera tenue de fournir à toute personne placée sous sa juridiction, qui est susceptible de devenir prisonnier de guerre, une carte d'identité indiquant ses nom, prénoms et grade, numéro matricule ou indication équivalente, et sa date de naissance. Cette carte d'identité pourra en outre comporter la signature ou les empreintes digitales ou les deux, ainsi que toutes autres indications que les Parties au conflit peuvent être désireuses d'ajouter concernant les personnes appartenant à leurs forces armées. Autant que possible, elle mesurera 6,5 X 10 cm et sera établie en double exemplaire. Le prisonnier de guerre devra présenter cette carte d'identité à toute réquisition, mais elle ne pourra en aucun cas lui être enlevée.

Aucune torture physique ou morale ni aucune contrainte ne pourra être exercée sur les prisonniers de guerre pour obtenir d'eux des renseignements de quelque sorte que ce soit. Les prisonniers qui refuseront de répondre ne pourront être ni menacés, ni insultés, ni exposés à des désagréments ou désavantages de quelque nature que ce soit.

Les prisonniers de guerre qui se trouvent dans l'incapacité, en raison de leur état physique ou mental, de donner leur identité, seront confiés au service de santé. L'identité de ces prisonniers sera établie par tous les moyens possible, sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent.

L'interrogatoire des prisonniers de guerre aura lieu dans une langue qu'ils comprennent.

Article 18.

Tous les effets et objets d'usage personnel sauf les armes, les chevaux, l'équipement militaire et les documents militaires - resteront en la possession des prisonniers de guerre, ainsi que les casques métalliques, les

masques contre les gaz et tous les autres articles qui leur ont été remis pour leur protection personnelle. Resteront également en leur possession les effets et objets servant à leur habillement et à leur alimentation, même si ces effets et objets appartiennent à leur équipement militaire officiel.

A aucun moment les prisonniers de guerre ne devront se trouver sans document d'identité. La Puissance détentrice en fournira un à ceux qui n'en possèdent pas.

Les insignes de grade et de nationalité, les décorations et les objets ayant surtout une valeur personnelle ou sentimentale ne pourront pas être enlevés aux prisonniers de guerre.

Les sommes dont sont porteurs les prisonniers de guerre ne pourront leur être enlevées que sur l'ordre d'un officier et après qu'auront été consignés dans un registre spécial le montant de ces sommes et le signalement de leur possesseur, et après que ce dernier se sera vu délivrer un reçu détaillé portant la mention lisible du nom, du grade et de l'unité de la personne qui aura délivré le reçu en question. Les sommes qui sont dans la monnaie de la Puissance détentrice ou qui, à la demande du prisonnier, sont converties en cette monnaie, seront portées au crédit du compte du prisonnier, conformément à l'article 64.

Une Puissance détentrice ne pourra retirer à des prisonniers de guerre des objets de valeur que pour des raisons de sécurité. Dans ce cas, la procédure appliquée sera la même que pour le retrait des sommes d'argent.

Ces objets, ainsi que les sommes retirées qui seraient dans une autre monnaie que celle de la Puissance détentrice et dont le possesseur n'aurait pas demandé la conversion, devront être gardés par la Puissance détentrice et rendus au prisonnier, sous leur forme initiale, à la fin de sa captivité.

Article 19.

Les prisonniers de guerre seront évacués, dans le plus bref délai possible après avoir été faits prisonniers, vers des camps situés assez loin de la zone de combat pour être hors de danger.

Ne pourront être maintenus, temporairement, dans une zone dangereuse que les prisonniers de guerre qui, en raison de leurs blessures ou de leurs maladies, courraient de plus grands risques à être évacués qu'à rester sur place.

Les prisonniers de guerre ne seront pas inutilement exposés au danger, en attendant leur évacuation d'une zone de combat.

Article 20.

L'évacuation du prisonnier de guerre s'effectuera toujours avec humanité et dans des conditions semblables à celles qui sont faites aux troupes de la Puissance détentrice dans leurs déplacements.

La Puissance détentrice fournira aux prisonniers de guerre évacués de l'eau potable et de la nourriture en suffisance ainsi que les vêtements et les soins médicaux nécessaires ; elle prendra toutes les précautions utiles pour assurer leur sécurité pendant l'évacuation et elle établira aussitôt que possible la liste des prisonniers évacués.

Si les prisonniers de guerre doivent passer, durant l'évacuation, par des camps de transit, leur séjour dans ces camps sera aussi bref que possible.

SECTION II

Internement des Prisonniers de Guerre

CHAPITRE

Article 21.

Généralités

La Puissance detentricice pourra soumettre les prisonniers de guerre à l'internement. Elle pourra leur imposer l'obligation de ne pas s'éloigner au-delà d'une certaine limite du camp où ils sont internés ou, si ce camp est clôturé, de ne pas en franchir l'enceinte. Sous réserve des dispositions de la présente Convention relatives aux sanctions pénales et disciplinaires, ces prisonniers ne pourront être enfermés ou consignés que si cette mesure s'avère nécessaire à la protection de leur santé ; cette situation ne pourra en tout cas se prolonger au-delà des circonstances qui l'auront rendue nécessaire.

Les prisonniers de guerre pourront être mis partiellement ou totalement en liberté sur parole ou sur engagement, pour autant que les lois de la Puissance dont ils dépendent le leur permettent. Cette mesure sera prise notamment dans le cas où elle peut contribuer à l'amélioration de l'état de santé des prisonniers. Aucun prisonnier ne sera contraint d'accepter sa liberté sur parole ou sur engagement.

Dès l'ouverture des hostilités, chaque Partie au conflit notifiera à la Partie adverse les lois et règlements qui permettent ou interdisent à ses ressortissants d'accepter la liberté sur parole ou sur engagement. Les prisonniers mis en liberté sur parole ou sur engagement conformément aux lois et règlements ainsi notifiés seront obligés, sur leur honneur personnel, de remplir scrupuleusement, tant envers la Puissance dont ils dépendent qu'envers celle qui les a faits prisonniers, les engagements qu'ils auraient contractés. Dans de tels cas la Puissance dont ils dépendent sera tenue de n'exiger ni d'accepter d'eux aucun service contraire à la parole ou à l'engagement donnés.

Article 22.

Les prisonniers de guerre ne pourront être internés que dans des établissements situés sur terre ferme et présentant toutes garanties d'hygiène et de salubrité ; sauf dans des cas spéciaux justifiés par l'intérêt des prisonniers eux-mêmes, ceux-ci ne seront pas internés dans des pénitenciers.

Les prisonniers de guerre internés dans des régions malsaines ou dont le climat leur est pernicieux seront transportés aussitôt que possible sous un climat plus favorable.

La Puissance detentricice groupera les prisonniers de guerre dans les camps ou sections de camps en tenant compte de leur nationalité, de leur langue et de leurs coutumes, sous réserve que ces prisonniers ne soient pas séparés des prisonniers de guerre appartenant aux forces armées dans lesquelles ils servaient au moment où ils ont été fait prisonniers, à moins qu'ils n'y consentent.

Article 23.

Aucun prisonnier de guerre ne pourra, à quelque moment que ce soit, être envoyé ou retenu dans une région où il serait exposé au feu de la zone de combat, ni être utilisé pour mettre par sa présence certains points ou certaines régions à l'abri des opérations militaires.

Les prisonniers de guerre disposeront, au même degré que la population civile locale, d'abris contre les

bombardements aériens et autres dangers de guerre ; à l'exception de ceux d'entre eux qui participeraient à la protection de leurs cantonnements contre ces dangers, ils pourront se rendre dans les abris aussi rapidement que possible, dès que l'alerte aura été donnée. Toute autre mesure de protection qui serait prise en faveur de la population leur sera également appliquée.

Les Puissances detentricices se communiqueront réciproquement, par l'entremise des Puissances protectrices, toutes indications utiles sur la situation géographique des camps de prisonniers de guerre.

Chaque fois que les considérations d'ordre militaire le permettront, les camps de prisonniers de guerre seront signalés de jour au moyen des lettres PG ou PW placées de façon à être vues distinctement du haut des airs ; toutefois, les Puissances intéressées pourront convenir d'un autre moyen de signalisation. Seuls les camps de prisonniers de guerre pourront être signalés de cette manière.

Article 24.

Les camps de transit ou de triage à caractère permanent seront aménagés dans des conditions semblables à celles qui sont prévues à la présente section, et les prisonniers de guerre y bénéficieront du même régime que dans les autres camps.

CHAPITRE II

Logement, Alimentation et Habillement des Prisonniers de guerre

Article 25.

Les conditions de logement des prisonniers de guerre seront aussi favorables que celles qui sont réservées aux troupes de la Puissance detentricice cantonnées dans la même région. Ces conditions devront tenir compte des mœurs et coutumes des prisonniers et ne devront, en aucun cas, être préjudiciables à leur santé.

Les stipulations qui précèdent s'appliqueront notamment aux dortoirs des prisonniers de guerre, tant pour la surface totale et le cube d'air minimum que pour l'aménagement et le matériel de couchage, y compris les couvertures.

Les locaux affectés à l'usage tant individuel que collectif des prisonniers de guerre devront être entièrement à l'abri de l'humidité, suffisamment chauffés et éclairés, notamment entre la tombée de la nuit et l'extinction des feux. Toutes précautions devront être prises contre les dangers d'incendie.

Dans tous les camps où des prisonnières de guerre se trouvent cantonnées en même temps que des prisonniers, des dortoirs séparés leur seront réservés.

Article 26.

La ration quotidienne de base sera suffisante en quantité, qualité et variété pour maintenir les prisonniers en bonne santé, et empêcher une perte de poids ou des troubles de carence. On tiendra compte également du régime auquel sont habitués les prisonniers.

La Puissance detentricice fournira aux prisonniers de guerre qui travaillent les suppléments de nourriture nécessaires pour l'accomplissement du travail auquel ils sont employés.

De l'eau potable en suffisance sera fournie aux prisonniers de guerre. L'usage du tabac sera autorisé.

Les prisonniers de guerre seront associés dans toute la mesure du possible à la préparation de leur ordinaire ; à cet effet, ils pourront être employés aux cuisines.

Ils recevront en outre les moyens d'accommoder eux-mêmes les suppléments de nourriture dont ils disposeront.

Des locaux convenables seront prévus comme réfectoires et mess.

Toutes mesures disciplinaires collectives portant sur la nourriture sont interdites.

Article 27.

L'habillement, le linge et les chaussures seront fournis en quantité suffisante aux prisonniers de guerre par la Puissance détentrice, qui tiendra compte du climat de la région où se trouvent les prisonniers. Les uniformes des armées ennemies saisis par la Puissance détentrice seront utilisés pour l'habillement des prisonniers de guerre s'ils conviennent au climat du pays.

Le remplacement et les réparations de ces effets seront assurés régulièrement par la Puissance détentrice. En outre, les prisonniers de guerre qui travaillent recevront une tenue appropriée partout où la nature du travail l'exigera.

Article 28.

Dans tous les camps seront installées des cantines où les prisonniers de guerre pourront se procurer des denrées alimentaires, des objets usuels, du savon et du tabac, dont le prix de vente ne devra en aucun cas dépasser le prix du commerce local.

Les bénéfices des cantines seront utilisés au profit des prisonniers de guerre ; un fonds spécial sera créé à cet effet. L'homme de confiance aura le droit de collaborer à l'administration de la cantine et à la gestion de ce fonds.

Lors de la dissolution d'un camp, le solde créditeur du fonds spécial sera remis à une organisation humanitaire internationale pour être employé au profit des prisonniers de guerre de la même nationalité que ceux qui ont contribué à constituer ce fonds. En cas de rapatriement général, ces bénéfices seront conservés par la Puissance détentrice, sauf accord contraire conclu entre les Puissances intéressées.

CHAPITRE III

Hygiène et soins médicaux

Article 29.

La Puissance détentrice sera tenue de prendre toutes les mesures d'hygiène nécessaires pour assurer la propreté et la salubrité des camps et pour prévenir les épidémies.

Les prisonniers de guerre disposeront, jour et nuit, d'installations conformes aux règles de l'hygiène et maintenues en état constant de propreté. Dans les camps où séjournent des prisonnières de guerre, des installations séparées devront leur être réservées.

En outre, et sans préjudice des bains et des douches dont les camps seront pourvus, il sera fourni aux prisonniers de guerre de l'eau et du savon en quantité suffisante pour leurs soins quotidiens de propreté corporelle et pour le blanchissage de leur linge ; les installations, les facilités et les temps nécessaires leur seront accordés à cet effet.

Article 30.

Chaque camp possédera une infirmerie adéquate où les prisonniers de guerre recevront les soins dont ils pourront avoir besoin, ainsi qu'un régime alimentaire approprié. Le cas échéant, des locaux d'isolement seront réservés aux malades atteints d'affections contagieuses ou mentales.

Les prisonniers de guerre atteints d'une maladie grave ou dont l'état nécessite un traitement spécial,

une intervention chirurgicale ou l'hospitalisation devront être admis dans toute formation militaire ou civile qualifiée pour les traiter, même si leur rapatriement est envisagé dans un proche avenir. Des facilités spéciales seront accordées pour les soins à donner aux invalides, en particulier aux aveugles, et pour leur rééducation, en attendant leur rapatriement.

Les prisonniers de guerre seront traités de préférence par un personnel médical de la Puissance dont ils dépendent et, si possible, de leur nationalité.

Les prisonniers de guerre ne pourront pas être empêchés de se présenter aux autorités médicales pour être examinés. Les autorités détentrices remettront, sur demande, à tout prisonnier traité une déclaration officielle indiquant la nature de ses blessures ou de sa maladie, la durée du traitement et les soins reçus. Un duplicata de cette déclaration sera envoyé à l'Agence centrale des prisonniers de guerre.

Les frais de traitement, y compris ceux de tout appareil nécessaire au maintien des prisonniers de guerre en bon état de santé, notamment des prothèses, dentaires ou autres, et des lunettes, seront à la charge de la Puissance détentrice.

Article 31.

Des inspections médicales des prisonniers de guerre seront faites au moins une fois par mois. Elles comprendront le contrôle et l'enregistrement du poids de chaque prisonnier. Elles auront pour objet, en particulier, le contrôle de l'état général de santé et de nutrition, de l'état de propreté, ainsi que le dépistage des maladies contagieuses, notamment de la tuberculose, du paludisme et des affections vénériennes. A cet effet, les méthodes les plus efficaces disponibles seront employées, par exemple la radiographie périodique en série sur microfilm pour la détection de la tuberculose dès ses débuts.

Article 32.

Les prisonniers de guerre qui, sans avoir été attachés au Service de santé de leurs forces armées, sont médecins, dentistes, infirmiers ou infirmières, pourront être requis par la Puissance détentrice d'exercer leurs fonctions médicales dans l'intérêt des prisonniers de guerre dépendant de la même Puissance qu'eux-mêmes. Dans ce cas, ils continueront à être prisonniers de guerre mais ils devront cependant être traités de la même manière que les membres correspondants du personnel médical retenus par la Puissance détentrice. Ils seront exemptés de tout autre travail qui pourrait leur être imposé aux termes de l'article 49.

CHAPITRE IV.

Personnel médical et religieux retenu pour assister les prisonniers de guerre.

Article 33.

Les membres du personnel sanitaire et religieux retenus au pouvoir de la Puissance détentrice en vue d'assister les prisonniers de guerre, ne seront pas considérés comme prisonniers de guerre. Toutefois, ils bénéficieront au moins de tous les avantages et de la protection de la présente Convention, ainsi que de toutes les facilités nécessaires pour leur permettre d'apporter leurs soins médicaux et leurs secours religieux aux prisonniers de guerre.

Ils continueront à exercer, dans le cadre des lois et règlements militaires de la Puissance détentrice, sous l'autorité de ses services compétents et en accord avec leur conscience professionnelle, leurs fonctions médi-

cales ou spirituelles au profit des prisonniers de guerre appartenant de préférence aux forces armées dont ils relèvent. Ils jouiront, en outre, pour l'exercice de leur mission médicale ou spirituelle, des facilités suivantes:

a) Ils seront autorisés à visiter périodiquement les prisonniers de guerre se trouvant dans des détachements de travail ou dans des hôpitaux situés à l'extérieur du camp. L'autorité détentrice mettra à leur disposition, à cet effet, les moyens de transport nécessaires.

b) Dans chaque camp, le médecin militaire le plus ancien dans le grade le plus élevé sera responsable auprès des autorités militaires du camp pour tout ce qui concerne les activités du personnel sanitaire retenu. A cet effet, les Parties au conflit s'entendront dès le début des hostilités au sujet de la correspondance des grades de leur personnel sanitaire, y compris celui des sociétés visés à l'article 26 de la Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne du 12 août 1949. Pour toutes les questions relevant de leur mission, ce médecin, ainsi d'ailleurs que les aumôniers, auront accès direct auprès des autorités compétentes du camp. Celles-ci leur donneront toutes les facilités nécessaires pour la correspondance ayant trait à ces questions.

c) Bien qu'il soit soumis à la discipline intérieure du camp dans lequel il se trouve, le personnel retenu ne pourra être astreint à aucun travail étranger à sa mission médicale ou religieuse.

Au cours des hostilités, les Parties au conflit s'entendront au sujet d'une relève éventuelle du personnel retenu et en fixeront les modalités.

Aucune des dispositions qui précèdent ne dispense la Puissance détentrice des obligations qui lui incombent à l'égard des prisonniers de guerre dans les domaines sanitaire et spirituel.

CHAPITRE V.

Religion, activités intellectuelles et physiques.

Article 34.

Toute latitude sera laissée aux prisonniers de guerre pour l'exercice de leur religion, y compris l'assistance aux offices de leur culte, à condition qu'ils se conforment aux mesures de discipline courantes prescrites par l'autorité militaire.

Des locaux convenables seront réservés aux offices religieux.

Article 35.

Les aumôniers qui tombent aux mains de la Puissance ennemie et qui seront restés ou retenus en vue d'assister les prisonniers de guerre, seront autorisés à leur apporter les secours de leur ministère et à l'exercer librement parmi leurs coreligionnaires en accord avec leur conscience religieuse. Ils seront répartis entre les différents camps et détachements de travail où se trouvent des prisonniers de guerre appartenant aux mêmes forces armées, parlant la même langue ou appartenant à la même religion. Ils bénéficieront des facilités nécessaires, et, en particulier, des moyens de transport prévus à l'article 33, pour visiter les prisonniers de guerre à l'extérieur de leur camp. Ils jouiront de la liberté de correspondance, sous réserve de la censure, pour les actes religieux de leur ministère, avec les autorités ecclésiastiques du pays de détention et les organisations religieuses internationales. Les lettres et cartes qu'ils enverront dans ce but viendront s'ajouter au contingent prévu à l'article 71.

Article 36.

Les prisonniers de guerre qui sont ministres d'un

culte sans avoir été aumôniers dans leur propre armée recevront l'autorisation, quelle que soit la dénomination de leur culte, d'exercer pleinement leur ministère parmi leurs coreligionnaires. Ils seront traités à cet effet comme des aumôniers retenus par la Puissance détentrice. Ils ne seront astreints à aucun autre travail.

Article 37.

Lorsque des prisonniers de guerre ne disposent pas du secours d'un aumônier retenu ou d'un prisonnier ministre de leur culte, un ministre appartenant soit à leur confession, soit à une confession similaire ou, à défaut, un laïque qualifié, lorsque cela est possible au point de vue confessionnel, sera désigné à la demande des prisonniers intéressés pour remplir cet office. Cette désignation, soumise à l'approbation de la Puissance détentrice, aura lieu en accord avec la commune des prisonniers intéressés et, là où cela sera nécessaire avec l'approbation de l'autorité religieuse locale de la même confession. La personne ainsi désignée devra se conformer à tous les règlements établis par la Puissance détentrice dans l'intérêt de la discipline et de la sécurité militaire.

Article 38.

Tout en respectant les préférences individuelles de chaque prisonnier, la Puissance détentrice encouragera les activités intellectuelles, éducatives, récréatives et sportives des prisonniers de guerre; elle prendra les mesures nécessaires pour en assurer l'exercice, en mettant à leur disposition des locaux adéquats et l'équipement nécessaire.

Les prisonniers de guerre devront avoir la possibilité de se livrer à des exercices physiques, y compris sports et jeux, et de bénéficier du plein air. Des espaces libres suffisants seront réservés à cet usage dans tous les camps.

CHAPITRE VI

Discipline

Article 39.

Chaque camp de prisonniers de guerre sera placé sous l'autorité directe d'un officier responsable appartenant aux forces armées régulières de la Puissance détentrice. Cet officier possédera le texte de la présente Convention, veillera à ce que ses dispositions soient connues du personnel qui est sous ses ordres et sera responsable de son application, sous le contrôle de son gouvernement.

Les prisonniers de guerre, à l'exception des officiers, devront le salut et les marques extérieures de respect prévus par les règlements en vigueur dans leur propre armée à tous les officiers de la Puissance détentrice.

Les officiers prisonniers de guerre ne seront tenus de saluer que les officiers de grade supérieur de cette Puissance; toutefois, ils devront le salut au commandant du camp quel que soit son grade.

Article 40.

Le port des insignes de grade et de nationalité, ainsi que des décorations, sera autorisé.

Article 41.

Dans chaque camp, le texte de la présente Convention, de ses annexes et le contenu de tous accords spéciaux prévus à l'article 6, seront affichés, dans la langue des prisonniers de guerre, à des emplacements où ils pourront être consultés par tous les prisonniers. Ils seront communiqués, sur demande, aux prisonniers qui se trouveraient dans l'impossibilité de prendre connaissance de texte affiché.

Les règlements, ordres, avertissements et publications de toute nature relatifs à la conduite des prisonniers de guerre leur seront communiqués dans une langue qu'ils comprennent; ils seront affichés dans les conditions prévues ci-dessus, et des exemplaires en seront transmis à l'homme de confiance. Tous les ordres et commandements adressés individuellement à des prisonniers devront également être donnés dans une langue qu'ils comprennent.

Article 42.

L'usage des armes contre les prisonniers de guerre, en particulier contre ceux qui s'évadent ou tentent de s'évader, ne constituera qu'un moyen extrême qui sera toujours précédé de sommations appropriées aux circonstances.

CHAPITRE VII

Grades des Prisonniers de Guerre

Article 43.

Dès l'ouverture des hostilités, les Parties au conflit se communiqueront réciproquement les titres et grades de toutes les personnes mentionnées à l'article 4 de la présente Convention, en vue d'assurer l'égalité de traitement entre les prisonniers de grade équivalent; si des titres et grades sont créés postérieurement, ils feront l'objet d'une communication analogue.

La Puissance détentrice reconnaîtra les promotions de grade sont les prisonniers de guerre feraient l'objet et qui lui seront régulièrement notifiées par la Puissance dont ils dépendent.

Article 44.

Les officiers et assimilés prisonniers de guerre seront traités avec les égards dus à leur grade et à leur âge.

En vue d'assurer le service des camps d'officiers, des soldats prisonniers de guerre des mêmes forces armées, et autant que possible parlant la même langue, y seront détachés, en nombre suffisant, en tenant compte du grade des officiers et assimilés; ils ne pourront être astreints à aucun autre travail.

La gestion de l'ordinaire par les officiers eux-mêmes sera favorisée de toute manière.

Article 45.

Les prisonniers de guerre autres que les officiers et assimilés seront traités avec les égards dus à leur grade et à leur âge.

La gestion de l'ordinaire par les prisonniers eux-mêmes sera favorisée de toute manière.

CHAPITRE VIII

Transfert des prisonniers de guerre après leur arrivée dans un camp

Article 46.

La Puissance détentrice, en décidant le transfert des prisonniers de guerre, devra tenir compte des intérêts des prisonniers eux-mêmes, en vue, notamment, de ne pas accroître les difficultés de leur rapatriement.

Le transfert des prisonniers de guerre s'effectuera toujours avec humanité et dans des conditions qui ne devront pas être moins favorables que celles dont bénéficient les troupes de la Puissance détentrice dans leurs déplacements. Il sera toujours tenu compte des conditions climatiques auxquelles les prisonniers de guerre sont accoutumés et les conditions du transfert ne seront en aucun cas préjudiciables à leur santé.

La Puissance détentrice fournira aux prisonniers de guerre, pendant le transfert, de l'eau potable et de la nourriture en suffisance pour les maintenir en bonne

santé, ainsi que les vêtements, le logement et les soins médicaux nécessaires. Elles prendra toutes les précautions utiles, notamment en cas de voyage par mer ou par la voie des airs, pour assurer leur sécurité pendant le transfert et elle établira, avant leur départ, la liste complète des prisonniers transférés.

Article 47.

Les prisonniers de guerre malades ou blessés ne seront pas transférés tant que leur guérison pourrait être compromise par le voyage, à moins que leur sécurité ne l'exige impérieusement.

Si le front se rapproche d'un camp, les prisonniers de guerre de ce camp ne seront transférés que si leur transfert peut s'effectuer dans des conditions suffisantes de sécurité, ou s'ils courent de plus grands risques à rester sur place qu'à être transférés.

Article 48.

En cas de transfert, les prisonniers de guerre seront avisés officiellement de leur et de leur nouvelle adresse postale; cet avis leur sera donné assez tôt pour qu'ils puissent préparer leurs bagages et avertir leur famille.

Ils seront autorisés à emporter leurs effets personnels, leur correspondance et les colis arrivés à leur adresse; le poids de ces effets pourra être limité, si les circonstances du transfert l'exigent, à ce que le prisonnier peut raisonnablement porter, mais en aucun cas le poids autorisé ne dépassera vingt-cinq kilos.

La correspondance et les colis adressés à leur ancien camp leur seront transmis sans délai. Le commandant du camp prendra, d'entente avec l'homme de confiance, les mesures nécessaires pour assurer le transfert des biens collectifs des prisonniers de guerre et des bagages enb les prisonniers ne pourraient emporter avec eux en raison d'une limitation prise en vertu du deuxième alinéa du présent article.

Les frais causés par les transferts seront à la charge de la Puissance détentrice.

SECTION III

Travail des prisonniers de guerre

Article 49.

La Puissance détentrice pourra employer les prisonniers de guerre valides comme travailleurs, en tenant compte de leur âge, de leur sexe, de leur grade ainsi que de leurs aptitudes physiques, et en vue notamment de les maintenir dans un bon état de santé physique et morale. Ressortissants de la Puissance détentrice. Sous réserve des dispositions de l'article 52, les prisonniers pourront être soumis aux risques normaux encourus par la main-d'oeuvre civile.

Les sous-officiers prisonniers de guerre ne pourront être astreints qu'à des travaux de surveillance. Deux qui n'y seraient pas astreints pourront demander un autre travail qui leur convienne et qui leur sera procuré dans la mesure du possible.

Si les officiers ou assimilés demandent un travail qui leur convienne, celui-ci leur sera procuré dans la mesure du possible. Ils ne pourront en aucun cas être astreints au travail

Article 50.

En dehors des travaux en rapport avec l'administration, l'aménagement ou l'entretien de leur camp, les prisonniers de guerre ne pourront être astreints qu'à des travaux appartenant aux catégories énumérées ci-après :

- a) agriculture;
- b) industries productives, extractives, ou manu-

facturières, à l'exception des industries métallurgiques, mécaniques et chimiques, des travaux publics et des travaux du bâtiment de caractère militaire ou à destination militaire ;

c) transports et manutentions, sans caractère ou destination militaire ;

d) activités commerciales ou artistiques ;

e) services domestiques ;

f) services publics sans caractère ou destination militaire.

En cas de violation des prescriptions ci-dessus, les prisonniers de guerre seront autorisés à exercer leur droit de plainte, conformément à l'article 78.

Article 51.

Les prisonniers de guerre devront bénéficier de conditions de travail convenables, particulièrement en ce qui concerne le logement, la nourriture, l'habillement et le matériel ; ces conditions ne devront pas être inférieures à celles qui sont réservées aux nationaux de la Puissance détentrice employés à des travaux similaires ; il sera également tenu compte des conditions climatiques.

La Puissance détentrice qui utilise le travail des prisonniers de guerre assurera, dans les régions où ces prisonniers travaillent, l'application des lois nationales sur la protection du travail et, plus particulièrement, des règlements sur la sécurité des ouvriers.

Les prisonniers de guerre devront recevoir une formation et être pourvus de moyens de protection appropriés au travail qu'ils doivent accomplir et semblables à ceux prévus pour les ressortissants de la Puissance détentrice. Sous réserve des dispositions de l'article 52, les prisonniers pourront être soumis aux risques normaux encourus par la main-d'œuvre civile.

En aucun cas, les conditions de travail ne pourront être rendues plus pénibles par des mesures disciplinaires.

Article 52.

A moins qu'il ne soit volontaire, aucun prisonnier de guerre ne pourra être employé à des travaux de caractère malsain ou dangereux.

Aucun prisonnier de guerre ne sera affecté à un travail pouvant être considéré comme humiliant pour un membre des forces armées de la Puissance détentrice.

L'enlèvement des mines ou d'autres engins analogues sera considéré comme un travail dangereux.

Article 53.

La durée du travail journalier des prisonniers de guerre, y compris celle du trajet d'aller et de retour, ne sera pas excessive et ne devra, en aucun cas, dépasser celle qui est admise pour des ouvriers civils de la région, ressortissants de la Puissance détentrice, employés au même travail.

Il sera obligatoirement accordé aux prisonniers de guerre, au milieu du travail quotidien, un repos d'une heure au moins ; ce repos sera le même que celui qui est prévu pour les ouvriers de la Puissance détentrice si ce dernier est de plus longue durée. Il leur sera également accordé un repos de vingt-quatre heures consécutives chaque semaine, de préférence le dimanche ou le jour de repos observé dans leur pays d'origine. De plus, tout prisonnier ayant travaillé une année bénéficiera d'un repos de huit jours consécutifs pendant lequel son indemnité de travail lui sera payée.

Si des méthodes de travail telles que le travail aux pièces sont employées, elles ne devront pas rendre excessive la durée du travail.

Article 54.

L'indemnité de travail due aux prisonniers de guerre sera fixée selon les stipulations de l'article 62 de la présente Convention.

Les prisonniers de guerre qui sont victimes d'accidents de travail ou qui contractent une maladie au cours ou à cause de leur travail recevront tous les soins que nécessite leur état. En outre, la Puissance détentrice leur remettra un certificat médical leur permettant de faire valoir leurs droits auprès de la Puissance dont ils dépendent, et elle en fera tenir un double à l'Agence centrale des prisonniers de guerre prévue à l'article 123.

Article 55.

L'aptitude au travail des prisonniers de guerre sera contrôlée périodiquement par des examens médicaux, au moins une fois par mois. Dans ces examens, il devra être tenu particulièrement compte de la nature des travaux auxquels les prisonniers de guerre sont astreints.

Si un prisonnier de guerre s'estime incapable de travailler, il sera autorisé à se présenter devant les autorités médicales de son camp ; les médecins pourront recommander que les prisonniers qui, à leur avis, sont inaptes au travail, en soient exemptés.

Article 56.

Le régime des détachements de travail sera semblable à celui des camps de prisonniers de guerre.

Tout détachement de travail continuera à être placé sous le contrôle d'un camp de prisonniers de guerre et à en dépendre administrativement. Les autorités militaires et le commandant de ce camp seront responsables, sous le contrôle de leur gouvernement, de l'observation, dans le détachement de travail, des dispositions de la présente Convention.

Le commandant du camp tiendra à jour une liste des détachements de travail dépendant de son camp et la communiquera aux délégués de la Puissance protectrice, du Comité international de la Croix-Rouge ou d'autres organismes venant en aide aux prisonniers de guerre, qui visiteraient le camp.

Article 57.

Le traitement des prisonniers de guerre travaillant pour le compte de particuliers, même si ceux-ci en assurent la garde et la protection sous leur propre responsabilité, sera au moins égal à celui qui est prévu par la présente Convention ; la Puissance détentrice, les autorités militaires et le commandant du camp auquel appartiennent ces prisonniers assumeront l'entière responsabilité de l'entretien, des soins, du traitement et du paiement de l'indemnité de travail de ces prisonniers de guerre.

Ces prisonniers de guerre auront le droit de rester en contact avec les hommes de confiance des camps dont ils dépendent.

SECTION IV.

Ressources pécuniaires des prisonniers de guerre.

Article 58.

Dès le début des hostilités et en attendant de s'être mise d'accord à ce sujet avec la Puissance protectrice, la Puissance détentrice pourra fixer la somme maximum en espèces ou sous une forme analogue que les prisonniers de guerre pourront avoir sur eux. Tout excédent légitimement en leur possession, retiré ou retenu, sera, de même que tout dépôt d'argent effectué par eux, porté à leur compte et ne pourra être converti en une autre monnaie sans leur assentiment.

Quand les prisonniers de guerre seront autorisés à faire des achats ou à recevoir des services, contre paiements en espèces à l'extérieur du camp, ces paiements seront effectués par les prisonniers eux-mêmes ou par l'administration du camp, qui portera ces paiements au débit du compte des prisonniers intéressés. La Puissance détentricice édictera les dispositions nécessaires à ce sujet.

Article 59.

Les sommes en monnaie de la Puissance détentricice retirées aux prisonniers de guerre, conformément à l'article 18, au moment où ils sont faits prisonniers, seront portées au crédit du compte de chacun d'eux, conformément aux dispositions de l'article 64 de la présente section.

Seront également portées au crédit de ce compte les sommes en monnaie de la Puissance détentricice qui proviennent de la conversion des sommes en d'autres monnaies, retirées aux prisonniers de guerre à ce même moment.

Article 60.

La Puissance détentricice versera à tous les prisonniers de guerre une avance de solde mensuelle, dont le montant sera fixé par la conversion dans la monnaie de ladite Puissance des sommes suivantes:

Catégorie I: prisonniers de grade inférieur à sergent: huit francs suisses;

Catégorie II. sergents et autres sous-officiers ou prisonniers de grade équivalent: douze francs suisses;

Catégorie III: officiers jusqu'au grade de capitaine ou prisonniers de grade équivalent: cinquante francs suisses;

Catégorie IV: commandants ou majors, lieutenants-colonels, colonels ou prisonniers de grade équivalent: soixante francs suisses;

Catégorie V: officiers généraux ou prisonniers de grade équivalent: soixante-quinze francs suisses.

Toutefois, les Parties au conflit intéressées pourront modifier par accords spéciaux le montant des avances de solde dû aux prisonniers de guerre des différentes catégories énumérées ci-dessus.

En outre, si les montants prévus au premier alinéa ci-dessus étaient trop élevés comparés à la solde payée aux membres des forces armées de la Puissance détentricice ou si pour toute autre raison, ils devaient causer un embarras sérieux à cette Puissance, celle-ci, en attendant la conclusion d'un accord spécial avec la Puissance dont dépendent les prisonniers de guerre en vue de modifier ces montants:

a) continuera de créditer les comptes des prisonniers de guerre des montants indiqués au premier alinéa;

b) pourra temporairement limiter à des sommes qui sont raisonnables les montants, prélevés sur les avances de solde, qu'elle mettra à la disposition des prisonniers de guerre pour leur usage; toutefois, pour les prisonniers de la catégorie I, ces sommes ne seront jamais inférieures à celles que verse la Puissance détentricice aux membres de ses propres forces armées.

Les raisons d'une telle limitation seront communiquées sans délai à la Puissance protectrice.

Article 61.

La Puissance détentricice acceptera les envois d'argent que la Puissance dont dépendent les prisonniers de guerre leur fera parvenir à titre de supplément de solde, à condition que les montants soient les mêmes

pour chaque prisonnier de la même catégorie, qu'ils soient versés à tous les prisonniers de cette catégorie dépendant de cette Puissance, et qu'ils soient portés, dès que possible, au crédit des comptes individuels des prisonniers, conformément aux dispositions de l'article 64. Ces suppléments de solde ne dispenseront la Puissance détentricice d'aucune des obligations qui lui incombent aux termes de la présente Convention.

Article 62.

Les prisonniers de guerre recevront, directement des autorités détentricices, une indemnité de travail équitable, dont le taux sera fixé par ces autorités, mais qui ne pourra jamais être inférieure à un quart de franc suisse par journée entière de travail. La Puissance détentricice fera connaître aux prisonniers ainsi qu'à la Puissance dont ils dépendent, par l'entremise de la Puissance protectrice, le taux des indemnités de travail journalières qu'elle aura fixée.

Une indemnité de travail sera également versée par les autorités détentricices aux prisonniers de guerre affectés d'une manière permanente à des fonctions ou à un travail artisanal en rapport avec l'administration, l'aménagement intérieur ou l'entretien des camps, ainsi qu'aux prisonniers requis d'exercer des fonctions spirituelles ou médicales au profit de leurs camarades.

L'indemnité de travail de l'homme de confiance, de ses auxiliaires et, éventuellement, de ses conseillers sera prélevée sur le fonds alimenté par les bénéfices de cantine: le taux en sera fixé par l'homme de confiance et approuvé par le commandant du camp. Si ce fonds n'existe pas, les autorités détentricices verseront à ces prisonniers une indemnité de travail équitable.

Article 63.

Les prisonniers de guerre seront autorisés à recevoir les envois d'argent qui leur seront adressés individuellement ou collectivement.

Chaque prisonnier de guerre disposera du solde créditeur de son compte, tel qu'il est prévu à l'article suivant, dans les limites fixées par la Puissance détentricice, qui effectuera les paiements demandés. Sous réserve des restrictions financières ou monétaires qu'elle estime essentielles, les prisonniers de guerre seront autorisés à effectuer des paiements à l'étranger. Dans ce cas, la Puissance détentricice favorisera spécialement les paiements que les prisonniers adressent aux personnes qui sont à leur charge.

En tout état de cause, les prisonniers de guerre, pourront, si la Puissance dont ils dépendent y consent, faire exécuter des paiements dans leur propre pays selon la procédure suivante: la Puissance détentricice fera parvenir à ladite Puissance, par l'entremise de la Puissance protectrice, un avis qui comprendra toutes indications utiles sur l'auteur et le bénéficiaire du paiement ainsi que le montant de la somme à payer, exprimé en monnaie de la Puissance détentricice; cet avis sera signé par le prisonnier intéressé et contresigné par le commandant du camp. La Puissance détentricice débitera le compte du prisonnier de ce montant; les sommes ainsi débitées seront portées par elle au crédit de la Puissance dont dépendent les prisonniers.

Pour appliquer les prescriptions qui précèdent, la Puissance détentricice pourra utilement consulter le règlement-type figurant dans l'annexe V de la présente Convention.

Article 64.

La Puissance détentricice tiendra pour chaque prison-

nier de guerre un compte qui contiendra au moins les indications suivantes :

1. les montants dus au prisonnier ou reçus par lui à titre d'avance de solde, d'indemnité de travail ou à tout autre titre ; les sommes, en monnaie de la Puissance détentrice, retirées au prisonnier ; les sommes retirées au prisonnier et converties, sur sa demande, en monnaie de ladite Puissance ;

2. les sommes remises au prisonnier en espèces ou sous une forme analogue ; les paiements faits pour son compte et à sa demande ; les sommes transférées selon le troisième alinéa de l'article précédent.

Article 65.

Toute écriture passée au compte d'un prisonnier de guerre sera contresignée ou paraphée par lui ou par l'homme de confiance agissant en son nom.

Les prisonniers de guerre recevront en tout temps des facilités raisonnables pour consulter leur compte et en recevoir une copie ; le compte pourra être vérifié également par les représentants de la Puissance protectrice lors des visites de camp.

Lors du transfert des prisonniers de guerre d'un camp dans un autre, leur compte personnel les suivra. En cas de transfert d'une Puissance détentrice à une autre, les sommes leur appartenant qui ne sont pas dans la monnaie de la Puissance détentrice les suivront ; une attestation leur sera délivrée pour toutes les autres sommes qui resteraient au crédit de leur compte.

Les Parties au conflit intéressées pourront s'entendre pour se communiquer, par l'entremise de la Puissance protectrice et à des intervalles déterminés les relevés des comptes des prisonniers de guerre.

Article 66.

Lorsque la captivité du prisonnier de guerre prendra fin, par libération ou rapatriement, la Puissance détentrice lui délivrera une déclaration signée par un officier compétent et attestant le solde créditeur qui lui est dû à la fin de sa captivité. D'autre part, la Puissance détentrice fera parvenir à la Puissance dont dépendent les prisonniers de guerre, par l'entremise de la Puissance protectrice, des listes donnant toutes les indications sur les prisonniers dont la captivité a pris fin par rapatriement, libération, évasion, décès ou toute autre manière, et attestant notamment les soldes créditeurs de leurs comptes. Chaque feuille de ces listes sera authentifiée par un représentant autorisé de la Puissance détentrice.

Les Puissances intéressées pourront, par accord spécial, modifier tout ou partie des dispositions prévues ci-dessus.

La Puissance dont le prisonnier de guerre dépend sera responsable du soin de régler avec lui le solde créditeur lui restant dû par la Puissance détentrice à la fin de sa captivité.

Article 67.

Les avances de solde versées aux prisonniers de guerre conformément à l'article 60 seront considérées comme faites au nom de la Puissance dont ils dépendent ; ces avances de solde, ainsi que tous les paiements exécutés par ladite Puissance en vertu de l'article 63, troisième alinéa, et de l'article 68, feront l'objet d'arrangements entre les Puissances intéressées, à la fin des hostilités.

Article 68.

Toute demande d'indemnité faite par un prisonnier de guerre en raison d'un accident ou d'une autre invalidité résultant du travail sera communiquée à la Puissance

dont il dépend par l'entremise de la Puissance protectrice. Conformément aux dispositions de l'article 54, la Puissance détentrice remettra dans tous les cas au prisonnier de guerre une déclaration attestant la nature de la blessure ou de l'invalidité, les circonstances dans lesquelles elle s'est produite et les renseignements relatifs aux soins médicaux ou hospitaliers qui lui ont été donnés. Cette déclaration sera signée par un officier responsable de la Puissance détentrice et les renseignements d'ordre médical seront certifiés conformes par un médecin du Service de santé.

La Puissance détentrice communiquera également à la Puissance dont dépendent les prisonniers de guerre toute demande d'indemnité présentée par un prisonnier au sujet des effets personnels, sommes ou objets de valeur, qui lui ont été retirés aux termes de l'article 18 et qui ne lui ont pas été restitués lors de son rapatriement, de même que toute demande d'indemnité relative à une perte que le prisonnier attribue à la faute de la Puissance détentrice ou d'un de ses agents. En revanche, la Puissance détentrice remplacera à ses frais les effets personnels dont le prisonnier aurait besoin durant sa captivité. Dans tous les cas, la Puissance détentrice remettra au prisonnier une déclaration signée par un officier responsable et donnant toutes les informations utiles sur les raisons pour lesquelles ces effets, sommes ou objets de valeur ne lui ont pas été restitués. Une duplicata de cette déclaration sera adressé à la Puissance dont dépend le prisonnier par l'entremise de l'Agence centrale des prisonniers de guerre prévue à l'article 123.

SECTION V.

Relations des prisonniers de guerre avec l'extérieur.

Article 69.

Dès qu'elle aura en son pouvoir des prisonniers de guerre, la Puissance détentrice portera à leur connaissance ainsi qu'à celle de la Puissance dont ils dépendent par l'entremise de la Puissance protectrice, les mesures prévues pour l'exécution des dispositions de la présente section ; elle notifiera de même toute modification apportée à ces mesures.

Article 70.

Chaque prisonnier de guerre sera mis en mesure, dès qu'il aura été fait prisonnier ou, au plus tard, une semaine après son arrivée dans un camp, même s'il s'agit d'un camp de transit, et de même en cas de maladie ou de transfert dans un lazaret ou dans un autre camp, d'adresser directement à sa famille, d'une part, et à l'Agence centrale des prisonniers de guerre prévue à l'article 123, d'autre part, une carte établie si possible selon le modèle annexé à la présente Convention, les informant de sa captivité, de son adresse et de son état de santé. Lesdites cartes seront transmises avec toute la rapidité possible et en pourront être retardées d'aucune manière.

Article 71.

Les prisonniers de guerre seront autorisés à expédier ainsi qu'à recevoir des lettres et des cartes. Si la Puissance détentrice estime nécessaire de limiter cette correspondance, elle devra au moins autoriser l'envoi de deux lettres et quatre cartes par mois, établies autant que possible selon les modèles annexés à la présente Convention (et ceci sans compter les cartes prévues à l'article 70). D'autres limitations ne pourront être imposées que si la Puissance protectrice a tout lieu de les estimer dans l'intérêt des prisonniers eux-mêmes,

vu les difficultés que la Puissance détentrice rencontre dans le recrutement d'un nombre suffisant de traducteurs qualifiés pour effectuer la censure nécessaire. Si la correspondance adressée aux prisonniers doit être restreinte, cette décision ne pourra être prise que par la Puissance dont ils dépendent, éventuellement à la demande de la Puissance détentrice. Ces lettres et cartes devront être acheminées par les moyens les plus rapides dont dispose la Puissance détentrice; elles ne pourront être retardées ni retenues pour des raisons de discipline.

Les prisonniers de guerre qui sont depuis longtemps sans nouvelles de leur famille ou qui se trouvent dans l'impossibilité d'en recevoir ou de lui en donner par la voie ordinaire, de même que ceux qui sont séparés des leurs par des distances considérables, seront autorisés à expédier des télégrammes dont les taxes seront passées au débit de leur compte auprès de la Puissance détentrice ou payées avec l'argent dont ils disposent. Les prisonniers bénéficieront également d'une telle mesure en cas d'urgence.

En règle générale, la correspondance des prisonniers sera rédigée dans leur langue maternelle. Les Parties au conflit pourront autoriser la correspondance en d'autres langues.

Les sacs contenant le courrier des prisonniers seront soigneusement scellés, étiquetés de façon à indiquer clairement leur contenu et adressés aux bureaux de poste de destination.

Article 72.

Les prisonniers de guerre seront autorisés à recevoir par voie postale ou par tout autre moyen des envois individuels ou collectifs contenant notamment des denrées alimentaires, des vêtements, des médicaments et des articles destinés à satisfaire à leurs besoins en matière de religion, d'études ou de loisirs, y compris des livres, des objets de culte, du matériel scientifique, des formules d'examen, des instruments de musique, des accessoires de sport et du matériel permettant aux prisonniers de poursuivre leurs études ou d'exercer une activité artistique.

Ces envois ne pourront en aucune façon libérer la Puissance détentrice des obligations qui lui incombent en vertu de la présente Convention.

Les seules restrictions qui pourront être apportées à ces envois seront celles qui seront proposées par la Puissance protectrice, dans l'intérêt des prisonniers de guerre eux-mêmes, ou, en ce qui concerne leurs envois respectifs seulement, en raison de l'encombrement exceptionnel des moyens de transport et de communication, par le Comité international de la Croix-Rouge ou tout autre organisme venant en aide aux prisonniers de guerre.

Les modalités relatives à l'expédition des envois individuels ou collectifs feront l'objet, s'il y a lieu, d'accords spéciaux entre les Puissances intéressées, qui ne pourront en aucun cas retarder la distribution des envois de secours aux prisonniers de guerre. Les envois de vivres ou de vêtements ne contiendront pas de livres; les secours médicaux seront, en général, envoyés dans des colis collectifs.

Article 73.

A défaut d'accords spéciaux entre les Puissances intéressées sur les modalités relatives à la réception ainsi qu'à la distribution des envois de secours collectifs, le règlement concernant les secours collectifs annexé à la présente Convention sera appliqué.

Les accords spéciaux prévus ci-dessus ne pourront en aucun cas restreindre le droit des hommes de con-

fiance de prendre possession des envois de secours collectifs destinés aux prisonniers de guerre, de procéder à leur distribution et d'en disposer dans l'intérêt des prisonniers.

Ces accords ne pourront pas non plus restreindre le droit qu'auront les représentants de la Puissance protectrice, du Comité international de la Croix-Rouge ou de tout autre organisme venant en aide aux prisonniers qui serait chargé de transmettre ces envois collectifs, d'en contrôler la distribution à leur destinataires.

Article 74.

Tous les envois de secours destinés aux prisonniers de guerre seront exempts de tous droits d'entrée, de douane et autres.

La correspondance, les envois de secours et les envois autorisés, d'argent adressés aux prisonniers de guerre ou expédiés par eux, par voie postale, soit directement, soit par l'entremise des Bureaux de renseignements prévus à l'article 122 et de l'Agence centrale des prisonniers de guerre prévue à l'article 123, seront exonérés de toutes taxes postales, aussi bien dans les pays d'origine et de destination que dans les pays intermédiaires.

Les frais de transport des envois de secours destinés aux prisonniers de guerre, qui, en raison de leurs poids ou pour tout autre motif, ne peuvent pas leur être transmis par voie postale, seront à la charge de la Puissance détentrice dans tous les territoires placés sous son contrôle. Les autres Puissances parties à la Convention supporteront les frais de transport dans leurs territoires respectifs.

En l'absence d'accords spéciaux entre les Puissances intéressées, les frais résultant du transport de ces envois, qui ne seraient pas couverts par les franchises prévues ci-dessus, seront à la charge de l'expéditeur.

Les Hautes Parties contractantes s'efforceront de réduire autant que possible les taxes télégraphiques pour les télégrammes expédiés par les prisonniers de guerre ou qui leur sont adressés.

Article 75.

Au cas où les opérations militaires empêcheraient les Puissances intéressées de remplir l'obligation qui leur incombe d'assurer le transport des envois prévus aux articles 70, 71, 72 et 77, les Puissances protectrices intéressées, le Comité international de la Croix-Rouge ou tout autre organisme agréé par les Parties au conflit, pourront entreprendre d'assurer le transport de ces envois avec les moyens adéquats (wagons, camions, bateaux ou avions, etc.). A cet effet, les Hautes Parties contractantes s'efforceront de leur procurer ces moyens de transport et d'autoriser la circulation, notamment en accordant les sauf-conduits nécessaires.

Ces moyens de transports pourront être également utilisés pour acheminer :

a) la correspondance, les listes et les rapports échangés entre l'Agence centrale de renseignements prévue à l'article 123, et les Bureaux nationaux prévus à l'article 122 ;

b) la correspondance et les rapports concernant les prisonniers de guerre que les Puissances protectrices, le Comité international de la Croix-Rouge ou tout autre organisme venant en aide aux prisonniers échangeront soit avec leurs propres délégués, soit avec les Parties au conflit.

Les présentes dispositions ne restreignent en rien le droit de toute Partie au conflit d'organiser, si elle le préfère, d'autres transports et de délivrer des sauf-conduits aux conditions qui pourront être convenues.

En l'absence d'accords spéciaux, les frais occasionnés par l'emploi de ces moyens de transport seront supportés proportionnellement par les Parties au conflit dont les ressortissants bénéficient de ces services.

Article 76.

La censure de la correspondance adressée aux prisonniers de guerre ou expédiée par eux devra être faite dans le plus bref délai possible. Elle ne pourra être effectuée que par les Etats expéditeur et destinataire, et une seule fois par chacun d'eux.

Le contrôle des envois destinés aux prisonniers de guerre ne devra pas s'effectuer dans des conditions telles qu'il compromette la conservation des dentrées qu'ils contiennent et il se fera, à moins qu'il ne s'agisse d'un écrit ou d'un imprimé, en présence du destinataire ou d'un camarade dûment mandaté par lui. La remise des envois individuels ou collectifs aux prisonniers ne pourra être retardée sous prétexte de difficultés de censure.

Toute interdiction de correspondance édictée par les Parties au conflit, pour des raisons militaires ou politiques, ne pourra être que temporaire et d'une durée aussi brève que possible.

Article 77.

Les Puissances détentrices assureront toutes facilités pour la transmission, par l'entremise de la Puissance protectrice ou de l'Agence centrale des prisonniers de guerre prévue à l'article 123, des actes, pièces et documents, destinés aux prisonniers de guerre ou qui émanent d'eux, en particulier des procurations ou des testaments.

Dans tous les cas, les Puissances détentrices faciliteront aux prisonniers de guerre l'établissement de ces documents; elles les autoriseront en particulier à consulter un juriste et prendront les mesures nécessaires pour faire attester l'authenticité de leur signature.

SECTION VI.

Rapports des prisonniers de guerre avec les autorités.

CHAPITRE I.

Plaintes des prisonniers de guerre en raison du régime de la captivité.

Article 78.

Les prisonniers de guerre auront le droit de présenter aux autorités militaires au pouvoir desquelles ils se trouvent des requêtes concernant le régime de captivité auquel ils sont soumis.

Ils auront également, sans restriction, le droit de s'adresser soit par l'entremise de l'homme de confiance, soit directement s'ils l'estiment nécessaire, aux représentants des Puissances protectrices, pour leur indiquer les points sur lesquels ils auraient des plaintes à formuler à l'égard du régime de la captivité.

Ces requêtes et plaintes ne seront pas limitées ni considérées comme faisant partie du contingent de correspondance mentionné à l'article 71. Elles devront être transmises d'urgence. Elles ne pourront donner lieu à aucune punition, même si elles sont reconnues non fondées.

Les hommes de confiance pourront envoyer aux représentants des Puissances protectrices des rapports périodiques sur la situation dans les camps et les besoins des prisonniers de guerre.

CHAPITRE II.

Représentants des prisonniers de guerre.

Article 79.

Dans tous les lieux où se trouvent des prisonniers de guerre, à l'exception de ceux où se trouvent des officiers, les prisonniers éliront librement et au scrutin secret, tous les six mois, et de même en cas de vacance, des hommes de confiance chargés de les représenter auprès des autorités militaires, des Puissances protectrices, du Comité international de la Croix-Rouge et de tout autre organisme qui leur viendrait en aide. Ces hommes de confiance seront rééligibles.

Dans les camps d'officiers et assimilés ou dans les camps mixtes, l'officier prisonnier de guerre le plus ancien dans le grade le plus élevé sera reconnu comme l'homme de confiance. Dans les camps d'officiers, il sera assisté d'un ou de plusieurs conseillers choisis par les officiers; dans les camps mixtes, ses assistants seront choisis parmi les prisonniers de guerre autres que les officiers et élus par eux.

Dans les camps de travail pour prisonniers de guerre, des officiers prisonniers de guerre de même nationalité seront placés afin de remplir les fonctions administratives du camp incombant aux prisonniers de guerre. En outre, ces officiers pourront être élus aux postes d'hommes de confiance conformément aux dispositions du premier alinéa du présent article. Dans ce cas, les assistants de l'homme de confiance seront choisis parmi les prisonniers de guerre autres que des officiers.

Tout homme de confiance élu devra être agréé par la Puissance détentrice avant de pouvoir entrer en fonction. Si la Puissance détentrice refuse d'agréer un prisonnier de guerre élu par ses compagnons de captivité, elle devra donner à la Puissance protectrice les raisons de son refus.

Dans tous les cas, l'homme de confiance sera de même nationalité, langue et coutumes que les prisonniers de guerre qu'il représente. Ainsi, les prisonniers de guerre répartis dans des sections différentes d'un camp selon leur nationalité, langue ou coutumes, auront, pour chaque section, leur propre homme de confiance, conformément aux dispositions des alinéas précédents.

Article 80.

Les hommes de confiance devront contribuer au bien-être physique, moral et intellectuel des prisonniers de guerre.

En particulier, si les prisonniers décidaient d'organiser entre eux un système d'assistance mutuelle, cette organisation serait de la compétence des hommes de confiance, indépendamment des tâches spéciales qui leur sont confiées par d'autres dispositions de la présente Convention.

Les hommes de confiance ne seront pas responsables, du seul fait de leurs fonctions, des infractions commises par les prisonniers de guerre.

Article 81.

Les hommes de confiance ne seront astreints à aucun autre travail, si l'accomplissement de leur fonction devait en être rendue plus difficile.

Les hommes de confiance pourront désigner parmi les prisonniers les assistants qui leur sont nécessaires. Toutes facilités matérielles leur seront accordées et notamment certaines libertés de mouvement nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches (visites de détachements de travail, réception des envois de secours, etc)

Les hommes de confiance seront autorisés à visiter les locaux où sont internés les prisonniers de guerre et ceux-ci auront le droit de consulter librement leur homme de confiance.

Toutes facilités seront également accordées aux hommes de confiance pour leur correspondance postale et télégraphique avec les autorités détentrices, avec les Puissances protectrices, le Comité international de la Croix-Rouge et leurs délégués, avec les Commissions médicales mixtes, ainsi qu'avec les organismes qui viendraient en aide aux prisonniers de guerre. Les hommes de confiance des détachements de travail jouiront des mêmes facilités pour leur correspondance avec l'homme de confiance du camp principal. Ces correspondances ne seront pas limitées ni considérées comme faisant partie du contingent mentionné à l'article 71.

Aucun homme de confiance ne pourra être transféré sans que le temps raisonnablement nécessaire lui ait été laissé pour mettre son successeur au courant des affaires en cours.

En cas de destitution, les motifs de cette décision seront communiqués à la Puissance protectrice.

CHAPITRE III.

Sanctions pénales et disciplinaires.

I. Dispositions générales.

Article 82.

Les prisonniers de guerre seront soumis aux lois, règlements et ordres généraux en vigueur dans les forces armées de la Puissance détentrice. Celle-ci sera autorisée à prendre des mesures judiciaires ou disciplinaires à l'égard de tout prisonniers de guerre ayant commis une infraction à ces lois, règlements ou ordres généraux. Cependant, aucune poursuite ou sanction contraire aux dispositions du présent chapitre ne seront autorisées.

Si des lois, règlements ou ordres généraux de la Puissance détentrice déclarent punissables des actes commis par un prisonnier de guerre alors que ses actes ne le sont pas quand ils sont commis par un membre des forces armées de la Puissance détentrice, ils ne pourront comporter que des sanctions disciplinaires.

Article 83.

Lorsqu'il s'agira de savoir si une infraction commise par un prisonnier de guerre doit être punie disciplinairement ou judiciairement, la Puissance détentrice veillera à ce que les autorités compétentes usent de la plus grande indulgence dans l'appréciation de la question et recourent à des mesures disciplinaires plutôt qu'à des poursuites judiciaires, chaque fois que cela sera possible.

Article 84.

Seuls les tribunaux militaires pourront juger un prisonnier de guerre, à moins que la législation de la Puissance détentrice n'autorise expressément des tribunaux civils à juger un membre des forces armées de cette Puissance pour la même infraction que celle pour laquelle le prisonnier de guerre est poursuivi.

En aucun cas, un prisonnier de guerre ne sera traduit devant quelque tribunal que ce soit qui n'offrirait pas les garanties essentielles d'indépendance et d'impartialité généralement reconnues et, en particulier, dont la procédure ne lui assurerait pas les droits et moyens de la défense prévus à l'article 105.

Article 85.

Les prisonniers de guerre poursuivis en vertu de la législation de la Puissance détentrice pour des actes qu'ils ont commis avant d'avoir été faits prisonniers resteront, même s'ils sont condamnés, au bénéfice de la présente Convention.

Article 86.

Un prisonnier de guerre ne pourra être puni qu'une seule fois en raison du même fait ou du même chef d'accusation.

Article 87.

Les prisonniers de guerre ne pourront être frappés par les autorités militaires et les tribunaux de la Puissance détentrice d'autres peines que celles qui sont prévues pour les mêmes faits à l'égard des membres des forces armées de cette Puissance.

Pour fixer la peine, les tribunaux ou autorités de la Puissance détentrice prendront en considération, dans la plus large mesure possible, le fait que le prévenu n'étant pas un ressortissant de la Puissance détentrice n'est lié à elle par aucun devoir de fidélité et qu'il se trouve en son pouvoir à la suite de circonstances indépendantes de sa propre volonté. Ils auront la faculté d'atténuer librement la peine prévue pour l'infraction reprochée au prisonnier et ne seront pas tenus, à cet effet, d'appliquer le minimum de cette peine.

Sont interdites toute peine collective pour des actes individuels, toute peine corporelle, toute incarcération dans des locaux non éclairés par la lumière du jour et, d'une manière générale, toute forme quelconque de torture ou de cruauté.

De plus, aucun prisonnier de guerre ne pourra être privé de son grade par la Puissance détentrice, ni empêché d'en porter les insignes.

Article 88.

A grade équivalent, les officiers, sous-officiers ou soldats prisonniers de guerre, subissant une peine disciplinaire ou judiciaire, ne seront pas soumis à un traitement plus sévère que celui prévu, en ce qui concerne la même peine, pour les membres des forces armées de la Puissance détentrice.

Les prisonnières de guerre ne seront pas condamnées à une peine plus sévère, ou, pendant qu'elles subissent leur peine, traitées plus sévèrement que les femmes appartenant aux forces armées de la Puissance détentrice punies pour une infraction analogue.

En aucun cas, les prisonnières de guerre ne pourront être condamnées à une peine plus sévère, ou, pendant qu'elles subissent leur peine, traitées plus sévèrement qu'un homme membre des forces armées de la Puissance détentrice, puni pour une infraction analogue.

Les prisonniers de guerre ne pourront, après avoir subi des peines disciplinaires ou judiciaires qui leur auront été infligées, être traités différemment des autres prisonniers.

II. Sanctions disciplinaires

Article 89.

Les peines disciplinaires applicables aux prisonniers de guerre seront :

1. l'amende jusqu'à concurrence de 50 pour cent de l'avance de solde et de l'indemnité de travail prévues aux articles 60 et 62, et cela, pendant une période qui n'excédera pas trente jours ;

2. la suppression d'avantages accordés en sus du traitement prévu par la présente Convention ;

3. les corvées n'excédant pas deux heures par jour ;
4. les arrêts.

Toutefois, la peine visée sous chiffre 3 ne pourra pas être appliquée aux officiers.

En aucun cas, les peines disciplinaires ne seront inhumaines, brutales ou dangereuses pour la santé des prisonniers de guerre.

Article 90.

La durée d'une même punition ne dépassera jamais trente jours. En cas de faute disciplinaire les périodes de détention préventive subies avant l'audience ou le prononcé de la peine seront déduites de la peine prononcée.

Le maximum de trente jours prévu ci-dessus ne pourra pas être dépassé, même si un prisonnier de guerre avait à répondre disciplinairement de plusieurs faits au moment où il est statué à son égard, que ces faits soient connexes ou non.

Il ne s'écoulera pas plus d'un mois entre la décision disciplinaire et son exécution.

Au cas où un prisonnier de guerre serait frappé d'une nouvelle peine disciplinaire, un délai de trois jours au moins séparera l'exécution de chacune des peines, dès que la durée de l'une d'elles sera de dix jours ou plus.

Article 91.

L'évasion d'un prisonnier de guerre sera considérée comme réussie lorsque :

1. il aura rejoint les forces armées de la Puissance dont il dépend ou celles d'une Puissance alliée ;
2. Il aura quitté le territoire placé sous le pouvoir de la Puissance détentrice ou d'une Puissance alliée à celle-ci.
3. il aura rejoint un navire battant pavillon de la Puissance dont il dépend ou d'une Puissance alliée et qui se trouverait dans les eaux territoriales de la Puissance détentrice, à condition que ce navire ne soit pas placé sous l'autorité de cette dernière.

Les prisonniers de guerre qui, après avoir réussi leur évasion au sens du présent article, seraient de nouveau faits prisonniers, ne seront passibles d'aucune peine pour leur évasion antérieure.

Article 92.

Un prisonnier de guerre qui tente de s'évader et qui est repris avant d'avoir réussi son évasion, au sens de l'article 91, ne sera passible pour cet acte, même en cas de récidive, que d'une peine disciplinaire.

Le prisonnier repris sera remis aussitôt que possible aux autorités militaires compétentes.

En dérogation à l'article 83, quatrième alinéa, les prisonniers de guerre punis à la suite d'une évasion non réussie pourront être soumis à un régime de surveillance spécial, à condition toutefois que ce régime n'affecte pas leur état de santé, qu'il soit subi dans un camp de prisonniers de guerre et qu'il ne comporte la suppression d'aucune des garanties qui leur sont accordées par la présente Convention.

Article 93.

L'évasion, ou la tentative d'évasion, mêmes s'il y a récidive, ne sera pas considérée comme une circonstance aggravante dans le cas où le prisonnier de guerre serait déféré aux tribunaux pour une infraction commise au cours de l'évasion ou de la tentative d'évasion.

Conformément aux stipulations de l'article 83, les infractions commises par les prisonniers de guerre dans le seul dessein de faciliter leur évasion et qui n'auront comporté aucune violence contre les personnes,

qu'il s'agisse d'infractions contre la propriété publique, de vol sans dessein d'enrichissement, de l'établissement et de l'usage de faux papiers, de port d'habits civils, ne donneront lieu qu'à des peines disciplinaires.

Les prisonniers de guerre qui auront coopéré à une évasion ou à une tentative d'évasion ne seront passibles de ce chef que d'une peine disciplinaire.

Article 94.

Si un prisonnier de guerre évadé est repris, notification en sera faite, selon les modalités prévues à l'article 122, à la Puissance dont il dépend, pour autant que son évasion aura été notifiée.

Article 95.

Les prisonniers de guerre prévenus de fautes disciplinaires ne seront pas maintenus en détention préventive dans l'attente de la décision, à moins que la même mesure ne soit applicable aux membres des forces armées de la Puissance détentrice pour des infractions analogues ou que les intérêts supérieurs du maintien de l'ordre et de la discipline dans le camp ne l'exigent.

Pour tous les prisonniers de guerre, la détention préventive en cas de fautes disciplinaires sera réduite au strict minimum et n'excédera pas quatorze jours.

Les dispositions des articles 97 et 98 du présent chapitre s'appliqueront aux prisonniers de guerre en détention préventive pour fautes disciplinaires.

Article 96.

Les faits constituant une faute contre la discipline feront l'objet d'une enquête immédiate.

Sans préjudice de la compétence des tribunaux et des autorités militaires supérieures, les peines disciplinaires ne pourront être prononcées que par un officier muni de pouvoirs disciplinaires en sa qualité de commandant de camp, ou par un officier responsable qui le remplace ou à qui il a délégué ses pouvoirs disciplinaires.

En aucun cas, ces pouvoirs ne pourront être délégués à un prisonnier de guerre ni exercés par un prisonnier de guerre.

Avant tout prononcé d'une peine disciplinaire, le prisonnier de guerre inculpé sera informé avec précision des faits qui lui sont reprochés. Il sera mis à même d'expliquer sa conduite et de se défendre. Il sera autorisé à faire entendre des témoins et à recourir, si nécessaire, aux offices d'un interprète qualifié. La décision sera annoncée au prisonnier de guerre et à l'homme de confiance.

Le commandant du camp devra tenir un registre des peines disciplinaires prononcées; ce registre sera tenu à la disposition des représentants de la Puissance protectrice.

Article 97.

Les prisonniers de guerre ne seront en aucun cas transférés dans des établissements pénitentiaires (prisons, pénitenciers, bagnes, etc.) pour y subir des peines disciplinaires.

Tous les locaux dans lesquels seront subies les peines disciplinaires seront conformes aux exigences de l'hygiène prévues à l'article 25. Les prisonniers de guerre punis seront mis à même de se tenir en état de propreté, selon les dispositions de l'article 29.

Les officiers et assimilés ne seront pas détenus dans les mêmes locaux que les sous-officiers ou hommes de troupe.

Les prisonnières de guerre subissant une peine disciplinaire seront détenues dans des locaux distincts

de ceux des hommes et seront placées sous la surveillance immédiate de femmes.

Article 98.

Les prisonniers de guerre détenus à la suite d'une peine disciplinaire continueront à bénéficier des dispositions de la présente Convention, sauf dans la mesure où leur détention même les rend inapplicables. Toutefois, le bénéfice des articles 78 et 126 ne pourra en aucun cas leur être retiré.

Les prisonniers de guerre punis disciplinairement ne pourront être privés des prérogatives attachées à leur grade.

Les prisonniers de guerre punis disciplinairement auront la faculté de prendre chaque jour de l'exercice et d'être en plein air pendant au moins deux heures.

Ils seront autorisés, sur leur demande, à se présenter à la visite médicale quotidienne; ils recevront les soins que nécessite leur état de santé et, le cas échéant, seront évacués sur l'infirmerie du camp ou sur un hôpital.

Ils seront autorisés à lire et à écrire, ainsi qu'à expédier et à recevoir des lettres. En revanche, les colis et les envois d'argent pourront ne leur être délivrés qu'à l'expiration de la peine; ils seront confiés, en attendant, à l'homme de confiance, qui remettra à l'infirmerie les denrées périssables se trouvant dans ces colis.

III. Poursuites judiciaires

Article 99.

Aucun prisonnier de guerre ne pourra être poursuivi ou condamné pour un acte qui n'est pas expressément réprimé par la législation de la Puissance détentrice ou par le droit international qui sont en vigueur au jour où cet acte a été commis.

Aucune pression morale ou physique ne pourra être exercée sur un prisonnier de guerre pour l'amener à se reconnaître coupable du fait dont il est accusé.

Aucun prisonnier de guerre ne pourra être condamné sans avoir eu la possibilité de se défendre et sans avoir été assisté par un défenseur qualifié.

Article 100.

Les prisonniers de guerre et les Puissances protectrices seront informés aussitôt que possible des infractions passibles de la peine de mort en vertu de la législation de la Puissance détentrice.

Par la suite, aucune infraction ne pourra être rendue passible de la peine de mort sans l'accord de la Puissance dont dépendent les prisonniers.

La peine de mort ne pourra être prononcée contre un prisonnier que si l'attention du tribunal, conformément à l'article 87, deuxième alinéa, été spécialement appelée sur le fait que le prévenu, n'étant pas un ressortissant de la Puissance détentrice n'est lié à elle par aucun de voir de fidélité et qu'il se trouve en son pouvoir à la suite de circonstances indépendantes de sa propre volonté.

Article 101.

Si la peine de mort est prononcée contre un prisonnier de guerre, le jugement ne sera pas exécuté avant l'expiration d'un délai d'au moins six mois à partir du moment où la communication détaillée prévue à l'article 107 sera parvenue à la Puissance protectrice à l'adresse indiquée.

Article 102.

Un jugement ne pourra être valablement rendu contre un prisonnier de guerre que s'il a été prononcé par les mêmes tribunaux et suivant la même procédure qu'à l'égard des personnes appartenant aux forces ar-

mées de la Puissance détentrice et si, en outre, les dispositions du présent chapitre ont été observées.

Article 103.

Toute instruction judiciaire contre un prisonnier de guerre sera conduite aussi rapidement que le permettront les circonstances et de telle façon que le procès ait lieu le plus tôt possible. Aucun prisonnier de guerre ne sera maintenu en détention préventive, à moins que la même mesure ne soit applicable aux membres des forces armées de la Puissance détentrice pour des infractions analogues, ou que l'intérêt de la sécurité nationale ne l'exige. Cette détention préventive ne durera en aucun cas plus de trois mois.

La durée de la détention préventive d'un prisonnier de guerre sera déduite de celle de la peine privative de liberté à laquelle il aura été condamné; il en sera d'ailleurs tenu compte au moment de fixer la peine.

Durant leur détention préventive, les prisonniers de guerre continueront de bénéficier des dispositions des articles 97 et 98 du présent chapitre.

Article 104.

Dans tous les cas où la Puissance détentrice aura décidé d'entamer des poursuites judiciaires contre un prisonnier de guerre, elle en avisera la Puissance protectrice aussitôt que possible et au moins trois semaines avant l'ouverture des débats. Ce délai de trois semaines ne courra qu'à partir du moment où cet avis sera parvenu à la Puissance protectrice, à l'adresse préalablement indiquée par cette dernière à la Puissance détentrice.

Cet avis contiendra les indications suivantes :

1. les nom et prénoms du prisonnier de guerre, son grade, son numéro matricule, sa date de naissance, et, s'il y a lieu, sa profession ;
2. le lieu d'internement ou de détention ;
3. la spécification du ou des chefs d'accusation, avec la mention des dispositions légales applicables ;
4. l'indication du tribunal qui jugera l'affaire ainsi que celle de la date et du lieu prévus pour l'ouverture des débats.

La même communication sera faite par la Puissance détentrice à l'homme de confiance du prisonnier de guerre.

Si, à l'ouverture des débats, la preuve n'est pas apportée que la Puissance protectrice, le prisonnier de guerre et l'homme de confiance intéressé ont reçu l'avis mentionné ci-dessus au moins trois semaines avant l'ouverture des débats, ceux-ci ne pourront avoir lieu et seront ajournés.

Article 105.

Le prisonnier de guerre aura le droit d'être assisté par un de ses camarades prisonniers, d'être défendu par un avocat qualifié de son choix, de faire citer des témoins et de recourir, s'il estime nécessaire, aux offices d'un interprète compétent. Il sera avisé de ces droits en temps utile, avant les débats, par la Puissance détentrice.

Si le prisonnier de guerre n'a pas choisi de défenseur, la Puissance protectrice lui en procurera un; elle disposera d'au moins une semaine à cet effet. A la demande de la Puissance protectrice, la Puissance détentrice lui remettra une liste de personnes qualifiées pour assurer la défense. Au cas où ni le prisonnier de guerre ni la Puissance protectrice n'aurait fait choix d'un défenseur, la Puissance détentrice désignera d'office un avocat qualifié pour défendre le prévenu.

Pour préparer la défense du prévenu, le défenseur disposera d'un délai de deux semaines au moins avant

l'ouverture des débats, ainsi que des facilités nécessaires; il pourra notamment rendre librement visite au prévenu et s'entretenir sans témoins avec lui. Il pourra s'entretenir avec tous les témoins à décharge, y compris des prisonniers de guerre. Il bénéficiera de ces facilités jusqu'à l'expiration des délais de recours.

Le prisonnier de guerre prévenu recevra, assez tôt avant l'ouverture des débats, communication, dans une langue qu'il comprenne, de l'acte d'accusation ainsi que des actes qui sont, en général, communiqués au prévenu en vertu des lois en vigueur dans les armées de la Puissance détentric. La même communication devra être faite dans les mêmes conditions à son défenseur.

Les représentants de la Puissance protectrice auront le droit d'assister aux débats sauf si ceux-ci devaient, exceptionnellement, avoir lieu à huis-clos dans l'intérêt de la sûreté de l'Etat dans ce cas la Puissance détentric en avisera la Puissance protectrice.

Article 106.

Tout prisonnier de guerre aura le droit, dans les mêmes conditions que les membres des forces armées de la Puissance détentric, de recourir en appel, en cassation ou en revision, contre tout jugement rendu à son endroit. Il sera pleinement informé de ses droits de recours ainsi que des délais requis pour les exercer.

Article 107.

Tout jugement rendu à l'égard d'un prisonnier de guerre sera immédiatement porté à la connaissance de la Puissance protectrice, sous forme d'une communication sommaire, indiquant également si le prisonnier a le droit de recourir en appel, en cassation ou en revision. Cette communication sera faite aussi à l'homme de confiance intéressé. Elle sera faite également au prisonnier de guerre et dans une langue qu'il comprenne, si le jugement n'a pas été prononcé en sa présence. De plus, la Puissance détentric communiquera immédiatement à la Puissance protectrice la décision du prisonnier de guerre d'user ou non de ses droits de recours.

En outre, en cas de condamnation devenue définitive et, s'il s'agit de la peine de mort, en cas de condamnation prononcée en première instance, la Puissance détentric adressera, aussitôt que possible, à la Puissance protectrice, une communication détaillée contenant:

1. le texte exact du jugement;
2. un rapport résumé de l'instruction et des débats, soulignant en particulier les éléments de l'accusation et de la défense;
3. l'indication, le cas échéant, de l'établissement où sera purgée la peine.

Les communications prévues aux alinéas précédents seront faites à la Puissance protectrice à l'adresse qu'elle aura fait connaître au préalable à la Puissance détentric.

Article 108.

Les peines prononcées contre les prisonniers de guerre en vertu de jugements régulièrement devenus exécutoires seront purgées dans les mêmes établissements et dans les mêmes conditions que pour les membres des forces armées de la Puissance détentric. Ces conditions seront dans tous les cas conformes aux exigences de l'hygiène et de l'humanité.

Une prisonnière de guerre contre laquelle une telle peine aura été prononcée sera placée dans des locaux séparés et sera soumise à la surveillance de femmes.

En tous cas, les prisonniers de guerre condamnés à une peine privative de liberté resteront au bénéfice des

dispositions des articles 78 et 126 de la présente Convention. En outre, ils seront autorisés à recevoir et à expédier de la correspondance, à recevoir au moins un colis de secours par mois et à prendre régulièrement de l'exercice en plein air; ils recevront les soins médicaux nécessités par leur état de santé ainsi que l'aide spirituelle qu'ils pourraient désirer. Les punitions qui devraient leur être infligées seront conformes aux dispositions de l'article 87, troisième alinéa.

TITRE IV.

Fin de la Captivité

SECTION I.

Rapatriement direct et hospitalisation en pays neutre

Article 109.

Les Parties au conflit seront tenues, sous réserve du troisième alinéa du présent article, de renvoyer dans leur pays, sans égard au nombre ni au grade et après les avoir mis en état d'être transportés, les prisonniers de guerre grands malades et grands blessés, conformément au premier alinéa de l'article suivant.

Pendant la durée des hostilités, les Parties au conflit s'efforceront, avec le concours des Puissances neutres intéressées, d'organiser l'hospitalisation en pays neutre des prisonniers blessés ou malades visés par le deuxième alinéa de l'article suivant; elles pourront, en outre, conclure des accords en vue du rapatriement direct ou de l'internement en pays neutre des prisonniers valides ayant subi une longue captivité.

Aucun prisonnier de guerre blessé ou malade prévu pour le rapatriement aux termes du premier alinéa du présent article ne pourra être rapatrié contre sa volonté pendant les hostilités.

Article 110.

Seront rapatriés directement :

1. les blessés et les malades incurables, dont l'aptitude intellectuelle ou physique paraît avoir subi une diminution considérable;
2. les blessés et les malades qui, d'après les prévisions médicales, ne sont pas susceptibles de guérison dans l'espace d'une année, dont l'état exige un traitement et dont l'aptitude intellectuelle ou physique paraît avoir subi une diminution considérable;
3. les blessés et les malades guéris dont l'aptitude intellectuelle ou physique paraît avoir subi une diminution considérable et permanente.

Pourront être hospitalisés en pays neutre. :

1. les blessés et les malades dont la guérison peut être envisagée dans l'année qui suit la date de la blessure ou le début de la maladie, si un traitement en pays neutre laisse prévoir une guérison plus certaine et plus rapide;

2. les prisonniers de guerre dont la santé intellectuelle ou physique est, selon les prévisions médicales, menacée sérieusement par le maintien en captivité, mais qu'une hospitalisation en pays neutre pourrait soustraire à cette menace.

Les conditions devront remplir les prisonniers de guerre hospitalisés en pays neutre pour être rapatriés seront fixées, de même que leur statut, par accord entre les Puissances intéressées. En général, seront rapatriés les prisonniers de guerre hospitalisés en pays neutre qui appartiennent aux catégories suivantes :

1. ceux dont l'état de santé s'est aggravé de manière à remplir les conditions du rapatriement direct ;

2. ceux dont l'aptitude intellectuelle ou physique demeure, après traitement, considérablement diminuée.

A défaut d'accords spéciaux passés entre les Parties au conflit intéressées en vue de déterminer les cas d'invalidité ou de maladie entraînant le rapatriement direct ou l'hospitalisation en pays neutre, ces cas seront fixés conformément aux principes contenus dans l'accord-type concernant le rapatriement direct et l'hospitalisation et pays neutre des prisonniers de guerre blessés et malades et dans le règlement concernant les Commissions médicales mixtes annexés à la présente Convention.

Article 111.

La Puissance détentrice, la Puissance dont dépendent les prisonniers de guerre et une Puissance neutre agréée par ces deux Puissances s'efforceront de conclure des accords qui permettront l'internement des prisonniers de guerre sur le territoire de ladite Puissance neutre jusqu'à la cessation des hostilités.

Article 112.

Dès le début du conflit, des Commissions médicales mixtes seront désignées en vue d'examiner les prisonniers malades et blessés, et de prendre toutes décisions utiles à leur égard. La désignation, les devoirs et le fonctionnement de ces Commissions seront conformes aux dispositions du règlement annexé à la présente Convention.

Cependant, les prisonniers qui, de l'avis des autorités médicales de la Puissance détentrice, sont manifestement de grands blessés ou de grands malades, pourront être rapatriés sans devoir être examinés par une Commission médicale mixte.

Article 113.

Outre ceux qui auront été désignés par les autorités médicales de la Puissance détentrice, les prisonniers blessés ou malades appartenant aux catégories énumérées ci-après auront la faculté de se présenter à l'examen des Commissions médicales mixtes prévues à l'article précédent :

1. les blessés et les malades proposés par un médecin compatriote ou ressortissant d'une Puissance partie au conflit alliée à la Puissance dont ils dépendent, exerçant ses fonctions dans le camp ;

2. les blessés et les malades proposés par leur homme de confiance ;

3. les blessés et les malades qui ont été proposés par la Puissance dont ils dépendent ou par un organisme reconnu par cette Puissance, qui viendrait en aide aux prisonniers.

Les prisonniers de guerre qui n'appartiennent pas à l'une des trois catégories ci-dessus pourront néanmoins se présenter à l'examen des Commissions médicales mixtes, mais ne seront examinés qu'après ceux desdites catégories.

Les médecins compatriotes des prisonniers de guerre soumis à l'examen de la Commission médicale mixte et leur homme de confiance seront autorisés à assister à cet examen.

Article 114.

Les prisonniers de guerre victimes d'accidents, à l'exception des blessés volontaires, seront mis, en ce qui concerne le rapatriement ou éventuellement l'hospitalisation en pays neutre, au bénéfice des dispositions de la présente Convention.

Article 115.

Aucun prisonnier de guerre frappé d'une peine disciplinaire, qui se trouverait dans les conditions prévues pour le rapatriement ou l'hospitalisation dans un pays neutre, ne pourra être retenu pour la raison qu'il n'a pas subi sa peine.

Les prisonniers de guerre poursuivis ou condamnés judiciairement, qui seraient prévus pour le rapatriement ou l'hospitalisation en pays neutre, pourront bénéficier de ces mesures avant la fin de la procédure ou de l'exécution de la peine, si la Puissance détentrice y consent.

Les Parties au conflit se communiqueront les noms de ceux qui seront retenus jusqu'à la fin de la procédure ou de l'exécution de la peine.

Article 116.

Les frais de rapatriement des prisonniers de guerre ou de leur transport dans un pays neutre seront à la charge de la Puissance dont dépendent ces prisonniers à partir de la frontière de la Puissance détentrice.

Article 117.

Aucun rapatrié ne pourra être employé à un service militaire actif.

SECTION II

Libération et rapatriement des prisonniers de guerre à la fin des hostilités

Article 118.

Les prisonniers de guerre seront libérés et rapatriés sans délai après la fin des hostilités actives.

En l'absence de dispositions à cet effet dans une convention passée entre les Parties au conflit pour mettre fin aux hostilités, ou à défaut d'une telle convention, chacune des Puissances détentrices établira elle-même et exécutera sans délai un plan de rapatriement conforme au principe énoncé à l'alinéa précédent.

Dans l'un et l'autre cas, les mesures adoptées seront portées à la connaissance des prisonniers de guerre.

Les frais de rapatriement des prisonniers de guerre seront en tout cas répartis d'une manière équitable entre la Puissance détentrice et la Puissance dont dépendent les prisonniers. A cet effet, les principes suivants seront observés dans cette répartition :

a) lorsque ces deux Puissances sont limitrophes, la Puissance dont dépendent les prisonniers de guerre assumera les frais de leur rapatriement à partir de la frontière de la Puissance détentrice ;

b) lorsque ces deux Puissances ne sont pas limitrophes, la Puissance détentrice assumera les frais de transport des prisonniers de guerre sur son territoire jusqu'à sa frontière ou à son port d'embarquement le plus proche de la Puissance dont ils dépendent. Quant au reste des frais entraînés par le rapatriement, les Parties intéressées se mettront d'accord pour les répartir équitablement entre elles. La conclusion d'un tel accord ne pourra en aucun cas justifier le moindre délai dans le rapatriement des prisonniers de guerre.

Article 119.

Les rapatriements seront effectués dans des conditions analogues à celles qui sont prévues par les articles 46 à 48 inclus de la présente Convention pour le transfert des prisonniers de guerre et en tenant compte des dispositions de l'article 118 ainsi que de celles qui suivent.

Lors du rapatriement, les objets de valeur retirés aux prisonniers de guerre, conformément aux dispositions de l'article 18, et les sommes en monnaie étrangère qui n'auraient pas été converties dans la monnaie

de la Puissance détentrice leur seront restitués. Les objets de valeur et les sommes en monnaie étrangère qui, pour quelque raison que — ce soit, n'auraient pas été restitués aux prisonniers de guerre lors de leur rapatriement, seront remis au Bureau de renseignements prévu par l'article 122.

Les prisonniers de guerre seront autorisés à emporter leurs effets personnels, leur correspondance et les colis arrivés à leur adresse ; le poids de ces effets pourra être limité, si les circonstances du rapatriement l'exigent, à ce que le prisonnier peut raisonnablement porter ; en tout cas, chaque prisonnier sera autorisé à emporter au moins vingt-cinq kilos.

Les autres effets personnels du prisonnier rapatrié seront gardés par la Puissance détentrice ; celle-ci les lui fera parvenir dès qu'elle aura conclu avec la Puissance dont dépend le prisonnier un accord fixant les modalités de leur transport et le paiement des frais qu'il occasionnera.

Les prisonniers de guerre qui seraient sous le coup d'une poursuite pénale pour un crime ou un délit de droit pénal pourront être retenus jusqu'à la fin de la procédure et, le cas échéant, jusqu'à l'expiration de la peine. Il en sera de même de ceux qui sont condamnés pour un crime ou délit de droit pénal.

Les Parties au conflit se communiqueront les noms des prisonniers de guerre qui seront retenus jusqu'à la fin de la procédure ou de l'exécution de la peine.

Les Parties au conflit s'entendront pour instituer des commissions en vue de rechercher les prisonniers dispersés et d'assurer leur rapatriement dans le plus bref délai.

SECTION III

Décès des Prisonniers de guerre

Article 120.

Les testaments des prisonniers de guerre seront établis de manière à satisfaire aux conditions de validité requises par la législation de leur pays d'origine, qui prendra les mesures nécessaires pour porter ces conditions à la connaissance de la Puissance détentrice. A la demande du prisonnier de guerre et en tout cas après sa mort, le testament sera transmis sans délai à la Puissance protectrice et une copie certifiée conforme sera remise à l'Agence centrale de renseignements.

Les certificats de décès, conformes au modèle annexé à la présente Convention, ou des listes, certifiées conformes par un officier responsable, de tous les prisonniers de guerre morts en captivité, seront adressés dans le plus bref délai au Bureau de renseignements des prisonniers de guerre institué conformément à l'article 122. Les renseignements d'identité dont la liste est donnée au troisième alinéa de l'article 17, le lieu et la date du décès, la cause du décès, le lieu et la date de l'inhumation ainsi que tous les renseignements nécessaires pour identifier les tombes devront figurer dans ces certificats ou dans ces listes.

L'enterrement ou l'incinération devront être précédés d'un examen médical du corps afin de constater le décès, de permettre la rédaction d'un rapport et, s'il y a lieu, d'établir l'identité du décédé.

Les autorités détentrices veilleront à ce que les prisonniers de guerre décédés en captivité soient enterrés honorablement, si possible selon les rites de la religion à laquelle ils appartenaient, et que leurs tombes soient respectées, convenablement entretenues et

marquées de façon à pouvoir toujours être retrouvées. Chaque fois que cela sera possible, les prisonniers de guerre décédés qui dépendaient de la même Puissance seront enterrés au même endroit.

Les prisonniers de guerre décédés seront enterrés individuellement, sauf cas de force majeure qui imposerait une tombe collective. Les corps ne pourront être incinérés que si d'impérieuses raisons d'hygiène ou la religion du décédé l'exigent ou encore s'il en a exprimé le désir. En cas d'incinération, il en sera fait mention avec indication des motifs sur l'acte de décès.

Afin que les tombes puissent toujours être retrouvées, tous les renseignements relatifs aux inhumations et aux tombes devront être enregistrés par un Service des tombes créé par la Puissance détentrice. Les listes des tombes et les renseignements relatifs aux prisonniers de guerre inhumés dans les cimetières ou ailleurs seront transmis à la Puissance dont dépendaient ces prisonniers de guerre. Il incombera à la Puissance contrôlant le territoire, si elle est partie à la Convention, de prendre soin de ces tombes et d'enregistrer tout transfert ultérieur des corps. Ces dispositions s'appliquent de même aux cendres qui seront conservées par le Service des tombes jusqu'à ce que le pays d'origine fasse connaître les dispositions définitives qu'il désire prendre à ce sujet.

Article 121

Tous décès ou toute blessure grave d'un prisonnier de guerre causés ou suspects d'avoir été causés par une sentinelle, par un autre prisonnier de guerre ou par toute autre personne, ainsi que tout décès dont la cause est inconnue, seront suivis immédiatement d'une enquête officielle de la Puissance détentrice.

Une communication à ce sujet sera faite immédiatement à la Puissance protectrice. Les dispositions des témoins seront recueillies, notamment celles des prisonniers de guerre; un rapport les contenant sera communiqué à ladite Puissance.

Si l'enquête établit la culpabilité d'une ou de plusieurs personnes, la Puissance détentrice prendra toutes mesures pour la poursuite judiciaire du ou des responsables.

TITRE V.

Bureau de renseignements et sociétés de secours concernant les prisonniers de guerre.

Article 122.

Dès le début d'un conflit et dans tous les cas d'occupation, chacune des Parties au conflit constituera un Bureau officiel de renseignements sur les prisonniers de guerre se trouvant en son pouvoir; les Puissances neutres ou non belligérantes qui auront reçu sur leur territoire des personnes appartenant à l'une des catégories visées à l'article 4 agiront de même à l'égard de ces personnes. La Puissance intéressée veillera à ce que le Bureau de renseignements dispose des locaux, du matériel et du personnel nécessaires pour qu'il puisse fonctionner de manière efficace. Elle sera libre d'y employer des prisonniers de guerre en respectant les conditions stipulées à la section de la présente Convention concernant le travail des prisonniers de guerre.

Dans le plus bref délai possible, chacune des Parties au conflit donnera à son Bureau les informations dont il est fait état aux quatrième, cinquième et sixième alinéas du présent article, au sujet de toute personne ennemie appartenant à l'une des catégories visées à l'article 4 et tombées en son pouvoir. Les Puissance neu-

tres ou non belligérantes agiront de même à l'égard des personnes de ces catégories qu'elles auront reçues sur leur territoire.

Le Bureau fera parvenir d'urgence par les moyens les plus rapides ces informations aux Puissances intéressées, par l'entremise, d'une part, des Puissances protectrices, et d'autre part, de l'Agence centrale prévue à l'article 123.

Ces informations devront permettre d'aviser rapidement les familles intéressées. Pour autant qu'elles sont en possession du Bureau de renseignements, ces informations comporteront pour chaque prisonnier de guerre, sous réserve des dispositions de l'article 17, les nom, prénoms, grade, numéro matricule, lieu et date complète de naissance, indication de la Puissance dont il dépend, prénom du père et nom de la mère, nom et adresse de la personne qui doit être informée, ainsi que l'adressé à laquelle la correspondance peut être adressée au prisonnier.

Le Bureau de renseignements recevra des divers services compétents les indications relatives aux mutations, libérations, rapatriements, évasions, hospitalisations, décès, et les transmettra de la manière prévue au troisième alinéa ci-dessus.

De même, des renseignements sur l'état de santé des prisonniers de guerre malades ou blessés gravement atteints seront transmis régulièrement, et si possible chaque semaine.

Le Bureau de renseignements sera également chargé de répondre à toutes les demandes qui lui seraient adressées concernant les prisonniers de guerre, y compris ceux qui sont morts en captivité; il procédera aux enquêtes nécessaires, afin de se procurer les renseignements demandés qu'il ne posséderait pas.

Toutes les communications écrites faites par le Bureau seront authentifiées par une signature ou par un sceau.

Le Bureau de renseignements sera, en outre, chargé de recueillir et de transmettre aux Puissances intéressées tous les objets personnels de valeur y compris les sommes en une autre monnaie que celle de la Puissance détentrice et les documents présentant de l'importance pour les proches parents, laissés par les prisonniers de guerre lors de leur rapatriement, libération, évasion ou décès. Ces objets seront envoyés dans des paquets scellés par le Bureau; seront joints à ces paquets des déclarations établissant avec précision l'identité des personnes auxquelles les objets appartenaient, ainsi qu'un inventaire complet du paquet. Les autres effets personnels des prisonniers en question seront renvoyés conformément aux arrangements conclus entre les Parties au conflit intéressées.

Article 123.

Une Agence centrale de renseignements sur les prisonniers de guerre sera créée en pays neutre. Le Comité international de la Croix-Rouge proposera aux Puissances intéressées, s'il le juge nécessaire, l'organisation d'une telle Agence.

Cette Agence sera chargée de concentrer tous les renseignements intéressant les prisonniers de guerre qu'elle pourra obtenir par les voies officielles ou privées; elle les transmettra le plus rapidement possible au pays d'origine des prisonniers ou à la Puissance dont ils dépendent. Elle recevra de la part des Parties au conflit toutes facilités pour effectuer ces transmissions.

Les Hautes Parties contractantes, et en particulier celles dont les ressortissants bénéficient des services de

l'Agence centrale, sont invitées à fournir à celle-ci l'appui financier dont elle aurait besoin.

Ces dispositions ne devront pas être interprétées comme restreignant l'activité humanitaire du Comité international de la Croix-Rouge et des sociétés de secours mentionnées à l'article 125.

Article 124.

Les Bureaux nationaux de renseignements et l'Agence centrale de renseignements jouiront de la franchise de port en matière postale, ainsi que de toutes les exemptions prévues à l'article 74 et, dans toute la mesure du possible, de la franchise télégraphique ou, tout au moins, d'importantes réductions de taxes.

Article 125.

Sous réserve des mesures qu'elles estimeraient indispensables pour garantir leur sécurité ou faire face à toute autre nécessité raisonnable, les Puissances détentrices réserveront le meilleur accueil aux organisations religieuses, sociétés de secours ou tout autre organisme qui viendrait en aide aux prisonniers de guerre. Elles leur accorderont toutes facilités nécessaires, ainsi qu'à leurs délégués dûment accrédités, pour visiter les prisonniers, pour leur distribuer des secours, du matériel de toute provenance destiné à des fins religieuses, éducatives, récréatives ou pour les aider à organiser leurs loisirs à l'intérieur des camps. Les sociétés ou organismes précités peuvent soit être constitués sur le territoire de la Puissance détentrice, soit dans un autre pays, soit encore avoir un caractère international.

La Puissance détentrice pourra limiter le nombre des sociétés et organismes dont les délégués seront autorisés à exercer leur activité sur son territoire et sous son contrôle, à condition toutefois qu'une telle limitation n'empêche pas d'apporter une aide efficace et suffisante à tous les prisonniers de guerre.

La situation particulière du Comité international de la Croix-Rouge dans ce domaine sera en tout temps reconnue et respectée.

Au moment où seront remis à des prisonniers de guerre des secours ou du matériel aux fins ci-dessus indiquées, ou du moins dans un bref délai, des reçus signés par l'homme de confiance de ces prisonniers et se rapportant à chaque envoi seront adressés à la société de secours ou à l'organisme expéditeur. Des reçus concernant ces envois seront remis simultanément par les autorités administratives qui ont la garde des prisonniers.

TITRE VI.

Exécution de la Convention

SECTION I.

Dispositions Générales

Article 126.

Les représentants ou les délégués des Puissances protectrices seront autorisés à se rendre dans tous les lieux où se trouvent des prisonniers de guerre, notamment dans les lieux d'internement, de détention et de travail; ils auront accès à tous les locaux utilisés par les prisonniers. Ils seront également autorisés à se rendre dans les lieux de départ, de passage ou d'arrivée des prisonniers transférés. Ils pourront s'entretenir sans témoin avec les prisonniers, et en particulier avec leur homme de confiance, par l'entremise d'un interprète si cela est nécessaire.

Toute liberté sera laissée aux représentants et aux délégués des Puissances protectrices quant au choix

des endroits qu'ils désirent visiter; la durée et la fréquence de ces visites ne seront pas limitées. Elles ne sauraient être interdites qu'en raison d'impérieuses nécessités militaires et seulement à titre exceptionnel et temporaire.

La Puissance détentrice et la Puissance dont dépendent les prisonniers de guerre à visiter pourront s'entendre, le cas échéant, pour que des compatriotes de ces prisonniers soient admis à participer aux visites.

Les délégués du Comité international de la Croix-Rouge bénéficieront des mêmes prérogatives. La désignation de ces délégués sera soumise à l'agrément de la Puissance au pouvoir de laquelle se trouvent les prisonniers de guerre à visiter.

Article 127.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à diffuser le plus largement possible, en temps de paix et en temps de guerre, le texte de la présente Convention dans leurs pays respectifs, et notamment à en incorporer l'étude dans les programmes d'instruction militaire et, si possible, civile, de telle manière que les principes en soient connus de l'ensemble de leurs forces armées et de la population.

Les autorités militaires ou autres qui, en temps de guerre, assumeront des responsabilités à l'égard des prisonniers de guerre, devront posséder le texte de la Convention et être instruites spécialement de ses dispositions.

Article 128.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront par l'entremise du Conseil fédéral suisse et, pendant les hostilités, par l'entremise des Puissances protectrices les traductions officielles de la présente Convention, ainsi que les lois et règlements qu'elles pourront être amenées à adopter pour en assurer l'application.

Article 129.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre toute mesure législative nécessaire pour fixer les sanctions pénales adéquates à appliquer aux personnes ayant commis, ou donné l'ordre de commettre, l'une ou l'autre des infractions graves à la présente Convention définies à l'article suivant.

Chaque Partie contractante aura l'obligation de rechercher les personnes prévenues d'avoir commis, ou d'avoir ordonné de commettre, l'une ou l'autre de ces infractions graves, et elle devra les déférer à ses propres tribunaux, quelle que soit leur nationalité. Elles pourra aussi, si elle le préfère, et selon les conditions prévues par sa propre législation, les remettre pour jugement à une autre Partie contractante intéressée à la poursuite, pour autant que cette Partie contractante ait retenu contre lesdites personnes des charges suffisantes.

Chaque Partie contractante prendra les mesures nécessaires pour faire cesser les actes contraires aux dispositions de la présente Convention, autres que les infractions graves définies à l'article suivant.

En toutes circonstances, les inculpés bénéficieront de garanties de procédure et de libre défense qui ne seront pas inférieures à celles prévues par les articles 105 et suivants de la présente Convention.

Article 130.

Les infractions graves visées à l'article précédent sont celles qui comportent l'un ou l'autre des actes suivants, s'ils sont commis contre des personnes ou des biens protégés par la Convention : l'homicide intention-

nel, la torture ou les traitements inhumains, y compris les expériences biologiques, le fait de causer intentionnellement de grandes souffrances ou de porter des atteintes graves à l'intégrité physique ou à la santé, le fait de contraindre un prisonnier de guerre à servir dans les forces armées de la Puissance ennemie, ou celui de le priver de son droit d'être jugé régulièrement et impartialement selon les prescriptions de la présente Convention.

Article 131.

Aucune Partie contractante ne pourra s'exonérer elle-même, ne exonérer une autre Partie contractante, des responsabilités encourues par elle-même ou par une autre Partie contractante en raison des infractions prévues à l'article précédent.

Article 132.

A la demande d'une Partie au conflit, une enquête devra être ouverte, selon le mode à fixer entre les Parties intéressées, au sujet de toute violation alléguée de la convention.

Si un accord sur la procédure d'enquête n'est pas réalisé, les Parties s'entendront pour choisir un arbitre, qui décidera de la procédure à suivre.

Une fois la violation constatée, les Parties au conflit y mettront fin et la réprimeront le plus rapidement possible.

SECTION II

Dispositions finales

Article 113.

La présente Convention est établie en français et en anglais. Les deux textes sont également authentiques.

Le Conseil fédéral suisse fera établir des traductions officielles de la Convention en langue russe et en langue espagnole.

Article 134.

La présente Convention remplace la Convention du 27 juillet 1929 dans les rapports entre les Hautes Parties contractantes.

Article 135.

Dans les rapports entre Puissances liées par la Convention de La Haye concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, qu'il s'agisse de celle du 29 juillet 1899 ou de celle du 18 octobre 1907, et qui participent à la présente Convention, celle-ci complétera le chapitre II du Règlement annexé aux susdites Conventions de La Haye.

Article 136.

La présente Convention, qui portera la date de ce jour, pourra jusqu'au 12 février 1950, être signée au nom des Puissances représentées à la Conférence qui s'est ouverte à Genève le 21 avril 1949, ainsi que des Puissances non représentées à cette Conférence qui participent à la Convention du 27 juillet 1929.

Article 137.

La présente Convention sera ratifiée aussitôt que possible et les ratifications seront déposées à Berne.

Il sera dressé du dépôt de chaque instrument de ratification un procès verbal dont une copie, certifiée conforme, sera remise par le Conseil fédéral suisse à toutes les Puissances au nom desquelles la Convention aura été signée ou l'adhésion notifiée.

Article 138.

La présente Convention entrera en vigueur six mois après que deux instruments de ratification au moins auront été déposés.

Ultérieurement, elle entrera en vigueur pour chaque Haute Partie contractante six mois après le dépôt de son instrument de ratification.

Article 139.

Dès la date de son entrée en vigueur, la présente Convention sera ouverte à l'adhésion de toute Puissance au nom de laquelle cette Convention n'aura pas été signée.

Article 140.

Les adhésions seront notifiées par écrit au Conseil fédéral suisse et produiront leurs effets six mois après la date à laquelle elles lui seront parvenues.

Le Conseil fédéral suisse communiquera les adhésions à toutes les Puissances au nom desquelles la Convention aura été signée ou l'adhésion notifiée.

Article 141.

Les situations prévues aux articles 2 et 3 donneront effet immédiat aux ratifications déposées et aux adhésions notifiées par les Parties au conflit avant ou après le début des hostilités ou de l'occupation. La communication des notifications ou adhésions reçues des Parties au conflit sera faite par le Conseil fédéral suisse par la voie la plus rapide.

Article 142.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté de dénoncer la présente Convention.

La dénonciation sera notifiée par écrit au Conseil fédéral suisse. Celui-ci communiquera la notification aux Gouvernements de toutes les Hautes Parties contractantes.

La dénonciation produira ses effets un an après sa notification au Conseil fédéral suisse. Toutefois la dénonciation notifiée alors que la Puissance dénonçante est impliquée dans un conflit ne produira aucun effet aussi longtemps que la paix n'aura pas été conclue et, en tout cas, aussi longtemps que les opérations de libération et de rapatriement des personnes protégées par la présente Convention ne seront pas terminées.

La dénonciation vaudra seulement à l'égard de la Puissance dénonçante. Elle n'aura aucun effet sur les obligations que les Parties au conflit demeureront tenues de remplir en vertu des principes du droit des gens tels qu'ils résultent des usages établis entre nations civilisées, des lois de l'humanité et des exigences de la conscience publique.

Article 143.

Le Conseil fédéral suisse fera enregistrer la présente Convention au Secrétariat des Nations Unies. Le Conseil fédéral suisse informera également le Secrétariat des Nations Unies de toutes les ratifications, adhésions et dénonciations qu'il pourra recevoir au sujet de la présente Convention.

En foi de quoi les soussignés, ayant déposé leurs pleins pouvoirs respectifs, ont signé la présente Convention.

Fait à Genève, le 12 août 1949, en langues français et anglaise, l'original devant être déposé dans les archives de la Confédération suisse. Le Conseil fédéral suisse transmettra une copie certifiée conforme de la Convention à chacun des Etats signataires, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré à la Convention.

Pour l'Afghanistan :

M. OSMAN AMIRI

Pour la République Populaire d'Albanie :

Avec les réserves aux articles 10, 12 et 85 ci-jointes 1.

J. MALO

Pour l'Argentine :

Avec la réserve ci-jointe 2.

GUILLERMO A. SPERONI Pour l'Australie :

Norman R. MIGHELL

Subject to Ratification 3.

Pour l'Autriche :

Dr. RUD. BLUEHDORN Pour la Belgique :

MAURICE BOURQUIN

Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie: 4

J. KOUTZENIKOV Pour la Bolivie :

G. MEDEIROS Pour le Brésil :

General Floriano DE LIMA BRAYNER

Pour la République Populaire de Bulgarie :

Avec les réserves ci-jointes 5.

K.B. SVETLOV Pour le Canada :

MAX H. WERSHOF Pour Ceylan

V. COOMARASWAMY Pour le Chili :

F. CISTERNAS ORTIZ Pour la Chine:

WU NAN-JU Pour la Colombie :

RAFAEL ROCHA SCHLOSS

Pour Cuba :

J. DE LA LUZ LEON

Pour le Danemark :

GEORG COHN PAUL IPSEN BAGGE

Pour l'Egypte :

A.K. SAFWAT

Pour l'Equateur :

ALEX GASTELU

Pour l'Espagne :

Avec les réserves ci-jointes 6.

LUIS CALDERON

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

RAYMUND J. YINGLING

Pour l'Ethiopie :

GACHAOU ZELLEKE

Pour la Finlande :

REINHOLD SVENTO

Pour la France :

G. CAHEN-SALVADOR JACQUINOT

Pour la Grèce :

M. PESMAZOGLOU

Pour le Guatemala :

A. DUPONT-WILLEMEN

Pour la République Populaire Hongroise :

Avec les réserves ci-jointes 7.

ANNA KARA

Pour l'Inde :

D.B. DESAI

Pour l'Iran :

A.H. MEYKADEH

Pour la République d'Irlande :

SEAN MACBRIDE

Pour Israël :

M. KAHANY

Pour la Syrie :

OMAR EL DJABRI A. GENNAOUI

2. Voir le texte de la réserve à la page 78

3. When signing, the Australian Plenipotentiary declared that his Government retained the right to enter reservations at the time of ratification.

4. Voir le texte des réserves à la page 78

5. Voir le texte des réserves à la page 79

6. Voir le texte des réserves à la page 80

7. Voir le texte des réserves à la page 80

Pour la Tchécoslovaquie :
Avec les réserves ci-jointes 14. TAUBER
Pour la Turquie :
RANA TARHAN
Pour la République Socialiste Soviétique d'Ukraine: 15.
O. BOGOMOLETZ
Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques: 16.
N. SLAVIN
Pour l'Uruguay :
Conseiller Colonel Hector J. BLANCO
Pour le Venezuela :
A POSSE DE RIVAS
Pour la République Fédérative Populaire de Yougoslavie
Avec les réserves ci-jointes 17.
MILAN RISTIC Pour l'Italie :
GIACINTO AURITI ETTORE BAISTROCCHI
Avec la réserve ci-jointe 8.
Pour le Liban :
MIKAOUI Pour le Liechtenstein :
Comte F. WILCZEK Pour le Luxembourg :
J. STURM
Avec la réserve ci-annexée 9. Pour le Mexique :
PEDRO DE AILBA W.R. CASTRO
Pour la Principauté de Monaco :
M. LOZE Pour le Nicaragua :
Ad referendum
LIFSCHITZ Pour la Norvège :
ROLF ANDERSEN
Pour la Nouvelle-Zélande :
G.R. LAKIN G Pour le Pakistan :
S.M.A. FARUKI, M.G. A.H. SHAIKH
Pour le Paraguay :
CONRAD FEHR Pour les Pays-Bas :
J. BOSCH DE ROSENTHAL Pour le Pérou :
GONZALO PIZZARO
Pour la République des Philippines :
P. SEBASTIAN 10.
Pour la Pologne :
Avec les réserves ci-jointes 11.
JULIAN PRZYBOS
Pour le Portugal :
Avec les réserves ci-jointes 12.
G. CALDEIRA COELHO
Pour la République Populaire Roumaine :
Avec les réserves ci-jointes 13.
I. DRAGOMIR
Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :
H.A. STRUTT W. H. GARDNER
Pour le Saint-Siège :
PHILIPPE BERNARDINI
Pour El Salvador
R.A. BUSTAMANTE Pour la Suède :
Sous réserve de ratification par S. M. le Roi de Suède
avec l'approbation du Riksdag
STAFFAN SODERBLOM
Pour la Suisse :
MAX PETITPIERRE PLINIO BOLLA
Colonel div. DU PASQUIER PH. ZUTTER
H. MEULI

8. Voir le texte de la réserve à la page 81
9. Voir le texte de la réserve à la page 81
10. «This signature is subject to ratification by the Philippines Senate in accordance with the provisions of their Constitution».

11. Voir le texte des réserves à la page 82
12. Voir le texte des réserves à la page 82
13. Voir le texte des réserves à la page 83
14. Voir le texte des réserves à la page 84
15. Voir le texte des réserves à la page 84
16. Voir le texte des réserves à la page 85
17. Voir le texte des réserves à la page 86

ANNEXE I.

Accord-type concernant le rapatriement direct et l'hospitalisation en pays neutre des prisonniers de guerre blessés et malades.

(avoir article 110).

I. Principes pour le rapatriement direct ou l'hospitalisation en pays neutre.

A. Rapatriement direct.

Seront rapatriés directement :

1. Tous les prisonniers de guerre atteints des infirmités suivantes, résultant de traumatismes: perte d'un membre, paralysie, infirmités articulaires ou autres, à condition que l'infirmité soit pour le moins la perte d'une main ou d'un pied ou qu'elle soit équivalente à la perte d'une main ou d'un pied.

Sans qu'il soit, pour autant, porté préjudice à une interprétation plus large, les cas suivants seront considérés comme équivalents à la perte d'une main ou d'un pied :

a) Perte de la main, de tous les doigts ou du pouce et de l'index d'une main; perte du pied ou de tous les orteils et des métatarsiens d'un pied.

b) Ankylose, perte de tissu osseux, rétrécissement cicatriciel abolissant la fonction d'une des grandes articulations ou de toutes les articulations digitales d'une main.

c) Pseudarthrose des os longs.

d) Difformités résultant de fractures ou autre accident et comportant un sérieux amoindrissement de l'activité et de l'aptitude à porter des poids.

2. Tous les prisonniers de guerre blessés dont l'état est devenu chronique au point que le pronostic semble exclure, malgré les traitements, le rétablissement dans l'année qui suit la date de la blessure, comme par exemple en cas de :

a) Projectile dans le coeur, même si la Commission médicale mixte, lors de son examen, n'a pu constater de troubles graves.

b) Eclat métallique dans le cerveau ou dans les poumons, même si la Commission médicale mixte, lors de son examen, ne peut constater de réaction locale ou générale.

c) Ostéomyélite dont la guérison est imprévisible au cours de l'année qui suit la blessure et qui semble devoir aboutir à l'ankylose d'une articulation ou à d'autres altérations équivalant à la perte d'une main ou d'un pied.

d) Blessure pénétrante et suppurante des grandes articulations.

e) Blessure du crâne avec perte ou déplacement de tissu osseux.

f) Blessure ou brûlure de la face avec perte de tissu et lésions fonctionnelles.

g) Blessure de la moelle épinière.

h) Lésion des nerfs périphériques dont les séquelles équivalent à la perte d'une main ou d'un pied et dont la guérison demande plus d'une année après la blessure, par exemple: blessure du plexus brachial ou lombosacré, des nerfs médian ou sciatique, ainsi que la blessure combinée des nerfs radial et cubital ou des nerfs péronier commun et tibia, etc. La blessure isolée des nerfs radial, cubital, péronier ou tibial ne justifie pas le rapatriement, sauf en cas de contractures ou de troubles neurotrophiques sérieux.

i) Blessure de l'appareil urinaire compromettant sérieusement son fonctionnement.

3. Tous les prisonniers de guerre malades dont l'état est devenu chronique au point que le pronostic semble exclure; malgré les traitements, le rétablissement dans l'année qui suit le début de la maladie, comme par exemple en cas de:

a) Tuberculose évolutive, de quelque organe que ce soit, qui ne peut plus, selon les pronostics médicaux, être guérie ou au moins sérieusement améliorée par un traitement en pays neutre.

b) La pleurésie exsudative.

c) Les maladies graves des organes respiratoires, d'étiologie non tuberculeuse, présumées incurables, par exemple : emphysème pulmonaire grave (avec ou sans bronchite); asthme chronique*; bronchite chronique* se prolongeant pendant plus d'une année en captivité; bronchectasie*; etc.

d) Les affections chroniques graves de la circulation, par exemple : affections valvulaires et du myocarde* ayant manifesté des signes de décompensation durant la captivité, même si la Commission médicale mixte, lors de son examen, ne peut constater aucun de ces signes; affections du péricarde et des vaisseaux (maladie de Buerger, anévrysmes des grands vaisseaux); etc.

e) Les affections chroniques graves des organes digestifs, par exemple : ulcère de l'estomac ou du duodénum; suite d'intervention chirurgicale sur l'estomac faite en captivité; gastrite, entérite ou colique chroniques durant plus d'une année et affectant gravement l'état général; cirrhose hépatique; cholécystopathie chronique*; etc.

f) Les affections chroniques graves des organes génito-urinaires, par exemple : maladies chroniques du rein avec troubles consécutifs; néphrectomie pour un rein tuberculeux; pyélite chronique ou cystite chronique; hydro ou pyonéphrose; affections gynécologiques chroniques graves; grossesses et affections obstétricales, lorsque, l'hospitalisation en pays neutre est impossible; etc.

g) Les maladies chroniques graves du système nerveux central et périphérique, par exemple toutes les psychoses et psychonévroses manifestes, telles que hystérie grave, sérieuse psychonévrose de captivité, etc., dûment constatées par un spécialiste*; toute épilepsie dûment constatée par le médecin du cap*; artériosclérose cérébrale; névrite chronique durant plus d'une année etc.

h) Les maladies chroniques graves du système neurovégétatif avec diminution considérable de l'aptitude intellectuelle ou corporelle, perte appréciable de poids et asthénie générale.

i) La cécité des deux yeux ou celle d'un oeil lorsque la vue de l'autre oeil est moins de 1, malgré l'emploi de verres correcteurs; la diminution de l'acuité visuelle ne pouvant être corrigée à 1/2 pour un oeil au moins*; les autres affections oculaires graves, par exemple : glaucome; iritis; chloroïdite; trachome etc.

r) Les troubles de l'audition tels que surdité complète unilatérale, si l'autre oreille ne perçoit plus la parole ordinaire à un mètre de distance*; etc.

1) Les maladies graves du métabolisme, par exem-

ple : diabète sucré nécessitant un traitement à l'insuline; etc.

m) Les troubles graves des glandes à sécrétion interne, par exemple : thyrotoxicose; hypothyroïdisme; maladie d'Addison; cachexie de Simmonds; tétanie; etc.

n) Les maladies graves et chroniques du système hématopoïétique.

o) Les intoxications chroniques graves, par exemple : saturnisme, hydrargyrisme; morphinisme, cocaïnisme, alcoolisme; intoxications par les gaz et par les radiations; etc.

p) Les affections chroniques des organes locomoteurs avec troubles fonctionnels manifestes, par exemple : arthroses déformantes; polyarthrite chronique évolutive primaire et secondaire; rhumatisme avec manifestations cliniques graves; etc.

q) Les affections cutanées chroniques et graves, rebelles au traitement.

r) Tout néoplasme malin.

s) Les maladies infectieuses chroniques graves persistant une année après le début, par exemple : paludisme avec altérations organiques prononcées; dysenterie amibienne ou bacillaire avec troubles considérables; syphilis viscérale tertiaire, résistant au traitement; lèpre; etc.

t) Les avitaminoses graves ou l'inanition grave.

B. Hospitalisation en pays neutre

Seront présentés en vue de l'hospitalisation en pays neutre :

1. Tous les prisonniers de guerre blessés qui ne sont pas susceptibles de guérir en captivité, mais qui pourraient être guéris ou dont l'état pourrait être nettement amélioré s'ils étaient hospitalisés en pays neutre.

2. Les prisonniers de guerre atteints de toute forme de tuberculose quel que soit l'organe affecté, dont le traitement en pays neutre amènerait vraisemblablement la guérison ou du moins une amélioration considérable, exception faite de la tuberculose primaire guérie avant la captivité.

3. Les prisonniers de guerre atteints de toute affection justiciable d'un traitement des organes respiratoires, circulatoires, digestifs, nerveux, sensoriels, génito-urinaires, cutanés, locomoteurs, etc., et dont celui-ci aurait manifestement de meilleurs résultats en pays neutre qu'en captivité.

4. Les prisonniers de guerre ayant subi une néphrectomie en captivité pour une affection rénale non tuberculeuse, ou atteints d'ostéomyélite en voie de guérison ou latente, ou de diabète sucré n'exigeant pas de traitement à l'insuline, etc.

5. Les prisonniers de guerre atteints de névroses engendrées par la guerre ou la captivité.

Les cas de névrose de captivité qui ne sont pas guéris après trois mois d'hospitalisation en pays neutre ou qui, après ce délai, ne sont pas manifestement en voie de guérison définitive, seront rapatriés.

6. Tous les prisonniers de guerre atteints d'intoxication chronique (les gaz, les métaux, les alcaloïdes, etc.), pour lesquels les perspectives de guérison en pays neutre sont particulièrement favorables.

7. Toutes les prisonnières de guerre enceintes et les prisonnières qui sont mères avec leurs nourrissons et enfants en bas âge.

Seront exclus de l'hospitalisation et pays neutre :

1. Tous les cas psychoses dûment constatées.

*La décision de la Commission médicale mixte se fondera en bonne partie sur les observations des médecins de camp et des médecins compatriotes des prisonniers de guerre ou sur l'examen de médecins spécialistes appartenant à la Puissance détentrice.

2. Toutes les affections nerveuses organiques ou fonctionnelles réputées incurables.

3. Toutes les maladies contagieuses dans la période où elles sont transmissibles, à l'exception de la tuberculose.

II. Observations générales

1. Les conditions fixées ci-dessus doivent, d'une manière générale, être interprétées et appliquées dans un esprit aussi large que possible.

Les états névropathiques et psychopathiques engendrés par la guerre ou la captivité, ainsi que les cas de tuberculose à tous les degrés, doivent surtout bénéficier de cette largeur d'esprit. Les prisonniers de guerre ayant subi plusieurs blessures, dont aucune, considérée isolément, ne justifie le rapatriement seront examinés dans le même esprit, compte tenu du traumatisme psychique dû au nombre des blessures.

2. Tous les cas incontestables donnant droit au rapatriement direct (amputation, cécité ou surdité totale, tuberculose pulmonaire ouverte, maladie mentale, néoplasme malin, etc.) seront examinés et rapatriés le plus tôt possible par les médecins de camp ou par des commissions de médecins militaires désignées par la Puissance détentrice.

3. Les blessures et maladies antérieures à la guerre, et qui ne se sont pas aggravées, ainsi que les blessures de guerre qui n'ont pas empêché la reprise du service militaire, ne donneront pas droit au rapatriement direct.

4. Les présentes dispositions bénéficieront d'une interprétation et d'une application analogues dans tous les Etats parties au conflit. Les Puissances et autorités intéressées donneront aux Commissions médicales mixtes toutes les facilités nécessaires à l'accomplissement de leur tâche.

5. Les exemples mentionnés ci-dessus sous chiffre I ne représentant que des cas typiques. Ceux qui ne sont pas exactement conformes à ces dispositions seront jugés dans l'esprit des stipulations de l'article 110 de la présente Convention et des principes contenus dans le présent accord.

ANNEXE II

Règlement concernant les Commissions médicales mixtes

(voir article 112)

Article 1.

Les Commissions médicales mixtes prévues à l'article 112 de la Convention seront composées de trois membres, dont deux appartiendront à un pays neutre, le troisième étant désigné par la Puissance détentrice. Un des membres neutres présidera.

Article 2.

Les deux membres neutres seront désignés par le Comité international de la Croix-Rouge, d'accord avec la Puissance protectrice, sur la demande de la Puissance détentrice. Ils pourront être indifféremment domiciliés dans leur pays d'origine, ou dans un autre pays neutre ou sur le territoire de la Puissance détentrice.

Article 3.

Les membres neutres seront agréés par les Parties au conflit intéressées, qui notifieront leur agrément au Comité international de la Croix-Rouge et à la Puissance protectrice. Dès cette notification, les membres seront considérés comme effectivement désignés.

Article 4.

Des membres suppléants seront également désignés

en nombre suffisant pour remplacer les membres titulaires en cas de nécessité. Cette désignation sera effectuée en même temps que celle des membres titulaires, ou, du moins, dans le plus bref délai possible.

Article 5.

Si, pour une raison quelconque, le Comité international de la Croix-Rouge ne peut procéder à la désignation des membres neutres, il y sera procédé par la Puissance protectrice.

Article 6.

Dans la mesure du possible, l'un des deux membres neutres devra être chirurgien, et l'autre médecin.

Article 7.

Les membres neutres jouiront d'une entière indépendance à l'égard des Parties au conflit, qui devront leur assurer toutes facilités dans l'accomplissement de leur mission.

Article 8.

D'accord avec la Puissance détentrice, le Comité international de la Croix-Rouge fixera les conditions de service des intéressés, lorsqu'il fera les désignations indiquées aux articles 2 et 4 du présent règlement.

Article 9.

Dès que les membres neutres auront été agréés, les Commissions médicales mixtes commenceront leurs travaux aussi rapidement que possible et, en tout cas, dans un délai de trois mois à compter de la date de l'agrément.

Article 10.

Les Commissions médicales mixtes examineront tous les prisonniers visés par l'article 113 de la Convention. Elles proposeront le rapatriement, l'exclusion du rapatriement ou l'ajournement à un examen ultérieur. Leurs décisions seront prises à la majorité.

Article 11.

Dans le mois qui suivra la visite, la décision prise par la Commission dans chaque cas d'espèce sera communiquée à la Puissance détentrice, à la Puissance protectrice et au Comité international de la Croix-Rouge. La Commission médicale mixte informera également chaque prisonnier ayant passé la visite de la décision prise, et délivrera une attestation semblable au modèle annexé à la présente Convention à ceux dont elle aura proposé le rapatriement.

Article 12.

La Puissance détentrice sera tenue d'exécuter les décisions de la Commission médicale mixte dans un délai de trois mois après qu'elle en aura été dûment informée.

Article 13.

S'il y a aucun médecin neutre dans un pays où l'activité d'une Commission médicale mixte paraît nécessaire, et s'il est impossible, pour une raison quelconque, de désigner des médecins neutres résidents dans un autre pays, la Puissance détentrice, agissant d'accord avec la Puissance protectrice, constituera une Commission médicale qui assumera les mêmes fonctions qu'une Commission médicale mixte, réserve faite des dispositions des articles 1, 2, 3, 4, 5 et 8 du présent règlement.

Article 14.

Les Commissions médicales mixtes fonctionneront en permanence et visiteront chaque camp dans des intervalles ne dépassant pas six mois.

ANNEXE III

Règlement Concernant les secours collectifs aux prisonniers de guerre

(voir article 73)

Article 1.

Les hommes de confiance seront autorisés à distribuer les envois de secours collectifs dont ils ont la charge à tous les prisonniers rattaché administrativement à leur camp, y compris ceux qui se trouvent dans les hôpitaux, ou dans des prisons ou autres établissements pénitentiaires.

Article 2.

La distribution des envois de secours collectifs s'effectuera selon les instructions des donateurs et conformément au plan établi par les hommes de confiance; toute fois, la distribution des secours médicaux se fera, de préférence, d'entente avec les médecins-chefs et ceux-ci pourront, dans les hôpitaux et lazarets déroger aux dites instructions dans la mesure où les besoins de leurs malades le commandent. Dans le cadre ainsi défini, cette distribution se fera toujours d'une manière équitable.

Article 3.

Afin de pouvoir vérifier la qualité ainsi que la quantité des marchandises reçues, et établir à ce sujet des rapports détaillés à l'intention des donateurs, les hommes de confiance ou leurs adjoints seront autorisés à se rendre aux points d'arrivée des envois de secours proches de leur camp.

Article 4.

Les hommes de confiance recevront les facilités nécessaires pour vérifier si la distribution des secours collectifs dans toutes les subdivisions et annexes de leur camp s'est effectué conformément à leurs instructions.

Article 5.

Les hommes de confiance seront autorisés à remplir, ainsi qu'à faire remplir par les hommes de confiance des détachements de travail ou par les médecins-chefs des lazarets et hôpitaux, des formules ou questionnaires destinés aux donateurs et ayant trait aux secours collectifs (distribution, besoins, quantités, etc). Ces formules et questionnaires, dûment remplis, seront transmis aux donateurs sans délai.

Article 6.

Afin d'assurer une distribution régulière de secours collectifs aux prisonniers de guerre de leur camp et, éventuellement, de faire face aux besoins que provoquerait l'arrivée de nouveaux contingents de prisonniers, les hommes de confiance seront autorisés à constituer et à maintenir des réserves suffisantes de secours collectifs. Ils disposeront, à cet effet, d'entrepôts adéquats; chaque entrepôt sera muni de deux serrures, l'homme de confiance possédant les clefs de l'une et le commandant du camp celles de l'autre.

Article 7.

Dans le cas d'envois collectifs de vêtements, chaque prisonnier de guerre conservera la propriété d'un jeu complet d'effets au moins. Si un prisonnier possède plus d'un jeu de vêtement, l'homme de confiance sera autorisé à retirer à ceux qui sont le mieux partagés les effets en excédent ou certains articles en nombre supérieur à l'unité s'il est nécessaire de procéder ainsi pour satisfaire aux besoins des prisonniers moins bien pourvus. Il ne pourra pas toutefois retirer un second jeu de sous-vêtements, de chaussettes, ou de chaussures, à moins qu'il n'y ait pas d'autre moyen d'en fournir à un prisonnier de guerre qui n'en possède pas.

Article 8.

Les Hautes Parties contractantes, et les Puissances détentrices en particulier, autoriseront, dans toute la mesure du possible et sous réserve de la réglementation relative à l'approvisionnement de la population tous achats qui seraient faits sur leur territoire en vue de distribuer des secours collectifs aux prisonniers de guerre; elles faciliteront d'une manière analogue les transferts de fonds et autres mesures financières, techniques ou administratives effectuées en vue de ces achats.

Article 9.

Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle au droit des prisonniers de guerre de recevoir des secours collectifs avant leur arrivée dans un camp ou en cours de transfert, non plus qu'à la possibilité pour les représentants de la Puissance protectrice du Comité international de la Croix-Rouge ou de tout autre organisme venant en aide aux prisonniers qui serait chargé de transmettre ces secours, d'en assurer la distribution à leurs destinataires par tous autres moyens qu'ils jugeraient opportuns.

ANNEXE IV.

A'. Carte d'identité

(voir article 4.)

Hauteur	Poids	Yeux	Cheveux
Timbre de l'autorité (délivrante la carte).	Type sanguin	Empreintes digitales (facultatif) (Index gauche) | (Index droit) Autre élément éventuel d'identification.	
	Religion		
AVIS			
La présente carte d'identité est délivrée aux personnes qui suivent les forces armées de sans en faire directement partie. Elle doit être portée en tout temps par la personne à qui elle est délivrée. Si le porteur est fait prisonnier de guerre, il remettra spontanément cette carte aux autorités qui le détiennent afin qu'elles puissent l'identifier.			
(Indication du pays et de l'autorité militaire qui délivrent la présente carte)			
(Photographie du porteur)		CARTE D'IDENTITÉ	
pour personne suivant les forces armées			
Nom		Signature du porteur	
Prénoms			
Date et lieu de naissance.....			
Suivant les forces armées en qualité de.....			
Date d'établissement de la carte			

Remarques.-- Cette carte devrait être établie, de préférence, en deux ou trois langues, dont une d'un usage international. Dimensions réelles de la carte, qui se plie suivant le trait pointillé: 13X10 cm.

ANNEXE IV.
B'. Carte de capture
(voir article 70.)

poste pour prisonniers de guerre Franc de port
Carte de capture de prisonniers de guerre

Important

Cette carte doit être remplie par chaque prisonnier immédiatement après qu'il aura été fait prisonnier et chaque fois qu'il aura changé d'adresse, par suite de son transfert dans un hôpital ou dans un autre camp.

agence centrale des prisonniers de guerre
Comité international de la croix-rouge

Cette carte est indépendante de la carte spéciale que le prisonnier est autorisé à envoyer à sa famille.

Genève.
(Suisse)

Ecrire lisiblement et en lettres capitales

1. Puissance dont le prisonnier dépend

2. Nom

3. Prénoms (en toutes lettres) 4. Prénom du père

5. Date de naissance

6. Lieu de naissance

7. Grade

8. No matricule

9. Adresse de la famille

†10. Fait prisonnier le: (ou)
Venant de (camp no, hôpital, etc)

†11. a) Bonne santé—b) Non blessé—c) Guéri—d) Convalescent—e) Malade—f) Légèrement blessé—g) Grièvement blessé.

12. Mon adresse actuelle: Numéro de prisonnier
Désignation du camp

13. Date 14. Signature

† Biffer ce qui ne convient pas—Ne rien ajouter à ces indications—Voir explications au verso.

Remarques.—Cette formule devrait être établie en deux ou trois langues, notamment dans la langue maternelle du prisonnier et dans celle de la Puissance détentrice. Dimensions réelles: 15X10,5 cm.

ANNEXE IV.

C. Carte et lettre de correspondance
(voir article 71.)

1. Carte

Correspondance des prisonniers de guerre

Carte postale A

Franc de port

Expéditeur Nom et prénoms	A Lieu de destination
Date et lieu de naissance	
No de prisonnier	Rue
Désignation du camp	Pays
Pays d'expédition	Département

Date:

N'écrire que sur les lignes et très lisiblement.

Remarques.—Cette formule devrait être établie en deux ou trois langues, notamment dans la langue maternelle du prisonnier et dans celle de la Puissance détentrice. Dimensions réelles de la formule: 15X10 cm.

ANNEXE IV.

C. Carte et lettre de correspondance
(voir article 71.)

2. Lettre

CORRESPONDANCE
DES PRISONNIERS DE GUERRE

Franc de port.

A.....
.....
Lieu de destination.....
Rue.....
Pays.....
Département.....
Expéditeur
Nom et prénoms.....
Date et lieu de naissance.....
No de prisonnier.....
Désignation du camp.....
Pays d'expédition.....

Remarques.— Cette formule devrait être établie en deux ou trois langues, notamment dans la langue maternelle du prisonnier et dans celle de la Puissance détentrice. Elle se plie suivant les traits pointillés, la partie supérieure se glissant dans la fente (marquée par un trait en †), et elle apparaît alors comme une enveloppe. Le verso, ligné comme le verso de la carte postale figurant ci-dessus (voir annexe IV C1), est réservé à la correspondance du prisonnier et peut contenir environ 250 mots. Dimensions réelles de la formule dépliée: 29X15 cm.

ANNEXE IV.

D. AVIS DE DECES

(voir article 120)

(Désignation de l'autorité compétente)	AVIS DE DECES
	Puissance dont le prisonnier dépendait
Nom et prénoms	
Prénom du père	
Lieu et date de naissance	
Lieu et date du décès	
Grade et no matricule (inscriptions figurant sur la plaque d'identité)	
Adresse de la famille	
Où et quand a-t-il été fait prisonnier?	
Cause et circonstances de la mort.	
Lieu de sépulture.	
La tombe est-elle marquée et pourra-t-elle être retrouvée plus tard par la famille?	
Des objets de succession sont-ils conservés par la Puissance détentrice ou expédiés en même temps que cet avis de décès?	
S'ils sont expédiés, par quel intermédiaire?	
Une personne ayant assisté le défunt dans la maladie ou à ses derniers moments (médecin infirmier, ministre d'un culte, camarade prisonnier) pourrait-elle donner, ci-contre ou ci-joint quelques détails sur les derniers moments et l'ensevelissement.	
(Date, timbre et signature de l'autorité compétente)	Signature et adresse de deux témoins:

Remarques. — Cette formule devrait être établie en deux ou trois langues, notamment dans la langue maternelle du prisonnier et dans celle de la Puissance détentrice. Dimensions réelles de la formule : 21 X 30 cm.

ANNEXE IV

E. Certificat de Rapatriement

(voir annexe II, article 11)

Certificat de Rapatriement

Date :
Camp :
Hôpital :
Nom :
Prénoms :
Date de naissance :
Grade :
No matricule :
No du prisonnier :
Blessure-maladie :
Décision de la Commission :

Le Président de la
Commission médicale mixte :

A =rapatriement direct
B =hospitalisation dans un pays neutre
NC=nouvel examen par la prochaine Commission

ANNEXE V

Règlement-Type relatif aux paiements envoyés par les prisonniers de guerre dans leur propre pays
(voir article 63)

1. L'avis mentionné à l'article 63, troisième alinéa, contiendra les indications suivantes :

a) le numéro matricule prévu à l'article 17, le grade les noms et prénoms du prisonnier de guerre auteur du paiement ;

b) le nom et l'adresse du destinataire du paiement dans le pays d'origine ;

c) la somme qui doit être payée exprimée en monnaie de la Puissance détentrice.

2. Cet avis sera signé par le prisonnier de guerre. Si ce dernier ne sait pas écrire, il y apposera un signe authentifié par un témoin. L'homme de confiance contresignera également cet avis.

3. Le commandant du camp ajoutera à cet avis un certificat attestant que le solde créditeur du compte du prisonnier de guerre intéressé n'est pas inférieur à la somme qui doit être payée.

4. Ces avis pourront se faire sous forme de listes. Chaque feuille de ces listes sera authentifiée par l'homme de confiance et certifiée conforme par le commandant du camp.

Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 Août 1949

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements représentés à la Conférence diplomatique qui s'est réunie à Genève du 21 avril au 12 août 1949, en vue d'élaborer une convention pour la protection des personnes civiles en temps de guerre, sont convenus de ce qui suit :

TITRE I

Dispositions Générales

Article 1

Respect de la Convention

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à respecter et à faire respecter la présente Convention en toutes circonstances.

Article 2

Application de la Convention

En dehors des dispositions qui doivent entrer en vigueur dès le temps de paix, la présente Convention s'appliquera en cas de guerre déclarée ou de tout autre conflit armé surgissant entre deux ou plusieurs des Hautes Parties contractantes, même si l'état de guerre n'est pas reconnu par l'une d'elles.

La Convention s'appliquera également dans tous les cas d'occupation de tout ou partie du territoire d'une Haute Partie contractante, même si cette occupation ne rencontre aucune résistance militaire.

Si l'une des Puissances en conflit n'est pas partie à la présente Convention, les Puissances parties à celle-ci resteront néanmoins liées par elle dans leurs rapports réciproques. Elles seront liées en outre par la Convention envers ladite Puissance, si celle-ci en accepte et en applique les dispositions.

Article 3.

Conflits de caractère non-international

En cas de conflit armé ne présentant pas un caractère international et surgissant sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, chacune des Parties au conflit sera tenue d'appliquer au moins les dispositions suivantes :

1. Les personnes qui ne participent pas directement aux hostilités, y compris les membres de forces armées qui ont déposé les armes et les personnes qui ont été mises hors de combat par maladie blessure, détention, ou pour toute autre cause, seront, en toutes circonstances, traitées avec humanité, sans aucune distinction de caractère défavorable basée sur la race, la couleur, la religion ou la croyance, le sexe, la naissance ou la fortune, ou tout autre critère analogue.

A cet effet, sont et demeurent prohibés, en tout temps et en tout lieu, à l'égard des personnes mentionnées ci-dessus :

a) les atteintes portées à la vie et à l'intégrité corporelle, notamment le meurtre sous toutes ses formes, les mutilations, les traitements cruels, tortures et supplices;

b) les prises d'otages ;

c) les atteintes à la dignité des personnes, notamment les traitements humiliants et dégradants ;

d) les condamnations prononcées et les exécutions effectuées sans un jugement préalable, rendu par un tribunal régulièrement constitué, assorti des garanties

judiciaires reconnues comme indispensables par les peuples civilisés.

2. Les blessés et les malades seront recueillis et soignés.

Un organisme humanitaire impartial, tel que le Comité international de la Croix-Rouge, pourra offrir ses services aux Parties au conflit.

Les Parties au conflit s'efforceront, d'autre part, de mettre en vigueur par voie d'accords spéciaux tout ou partie des autres dispositions de la présente Convention.

L'application des dispositions qui précèdent n'aura pas d'effet sur le statut juridique des Parties au conflit.

Article 4

Définition des personnes protégées

Sont protégées par la Convention les personnes qui, à un moment quelconque et de quelque manière que ce soit, se trouvent en cas de conflit ou d'occupation, au pouvoir d'une Partie au conflit ou d'une Puissance occupante dont elles ne sont pas ressortissantes.

Les ressortissants d'un Etat qui n'est pas liés par la Convention ne sont pas protégés par elle. Les ressortissants d'un Etat neutre se trouvant sur le territoire d'un Etat belligérant et les ressortissants d'un Etat co-belligérant ne seront pas considérés comme des personnes protégées aussi longtemps que l'Etat dont ils sont ressortissants aura une représentation diplomatique normale auprès de l'Etat au pouvoir duquel ils se trouvent .

Les dispositions du Titre II ont toutefois un champ d'application plus étendu, défini à l'article 13.

Les personnes protégées par la Convention de Genève du 12 août 1949 pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne, ou par celle de Genève du 12 août 1949 pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer, ou par celle de Genève du 12 août 1949 relative au traitement des prisonniers de guerre ne seront pas considérées comme personnes protégées au sens de la présente Convention.

Article 5

Déroptions

Si, sur le territoire d'une Partie au conflit, celle-ci a de sérieuses raisons de considérer qu'une personne protégée par la présente Convention fait individuellement l'objet d'une suspicion légitime de se livrer à une activité préjudiciable à la sécurité de l'Etat ou s'il est établi qu'elle se livre en fait à cette activité, ladite personne ne pourra se prévaloir des droits et privilèges conférés par la présente Convention qui, s'ils étaient exercés en sa faveur, pourraient porter préjudice à la sécurité de l'Etat.

Si, dans un territoire occupé, une personne protégée par la Convention est appréhendée en tant qu'espion ou saboteur ou parce qu'elle fait individuellement l'objet d'une suspicion légitime de se livrer à une activité préjudiciable à la sécurité de la Puissance occupante, ladite personne pourra, dans les cas où la sécurité militaire l'exige absolument, être privée des droits de communication prévus par la présente Convention.

Dans chacun de ces cas, les personnes visées par les alinéas précédents seront toutefois traitées avec humanité et, en cas de poursuites, ne seront pas privées de leur droit à un procès équitable et régulier tel qu'il est prévu par la présente Convention. Elles recouvreront également le bénéfice de tous les

droits et privilèges d'une personne protégée, au sens de la présente Convention, à la date la plus proche possible eu égard à la sécurité de l'Etat ou de la Puissance occupante, suivant le cas.

Article 6.

La présente convention s'appliquera dès le début de tout conflit ou occupation mentionnés à l'article 2.

Sur le territoire des Parties au conflit, l'application de la Convention cessera à la fin générale des opérations militaires.

En territoire occupé, l'application de la présente Convention cessera un an après la fin générale des opérations militaires; néanmoins, la Puissance occupante sera liée pour la durée de l'occupation—pour autant que cette Puissance exerce les fonctions de gouvernement dans le territoire en question— par les dispositions des articles suivants de la présente Convention : 1 à 12, 27, 29 à 34, 47, 49, 51, 52, 53, 59, 61 à 77 et 143.

Les personnes protégées, dont la libération, le rapatriement ou l'établissement auront lieu après ces délais resteront dans l'intervalle au bénéfice de la présente Convention.

Article 7.

En dehors des accords expressément prévus par les articles 11, 14, 15, 17, 36, 108, 109, 132, 133 et 149, les Hautes Parties contractantes pourront conclure d'autres accords spéciaux sur toute question qu'il leur paraîtrait opportun de régler particulièrement. Aucun accord spécial ne pourra porter préjudice à la situation des personnes protégées, telle qu'elle est réglée par la présente Convention, ni restreindre les droits que celle-ci leur accorde.

Les personnes protégées resteront au bénéfice de ces accords aussi longtemps que la Convention leur est applicable, sauf stipulations contraires contenues expressément dans les susdits accords ou dans des accords ultérieurs, ou également sauf mesures plus favorables prises à leur égard par l'une ou l'autre des Parties au conflit.

Article 8.

Les personnes protégées ne pourront en aucun cas reconcer partiellement ou totalement aux droits que leur assurent la présente Convention et, le cas échéant, les accords spéciaux visés à l'article précédent.

Article 9.

La présente Convention sera appliquée avec le concours et sous le contrôle des Puissances protectrices chargées de sauvegarder les intérêts des Parties au conflit. A cet effet, les Puissances protectrices pourront, en dehors de leur personnel diplomatique ou consulaire, désigner des délégués parmi leurs propres ressortissants ou parmi les ressortissants d'autres Puissances neutres. Ces délégués devront être soumis à l'agrément de la Puissance auprès de laquelle ils exerceront leur mission.

Les Parties au conflit faciliteront, dans la plus large mesure possible, la tâche des représentants ou délégués des Puissances protectrices.

Les représentants ou délégués des Puissances protectrices ne devront en aucun cas dépasser les limites de leur mission, telle qu'elle ressort de la présente Convention; ils devront notamment tenir compte des nécessités impérieuses de sécurité de l'Etat auprès de quel ils exercent leurs fonctions.

Article 10.

Les dispositions de la présente Convention ne font pas obstacle aux activités humanitaires que le Comité

international de la Croix-Rouge, ainsi que tout autre organisme humanitaire impartial, entreprendra pour la protection des personnes civiles et pour les secours à leur apporter, moyennant l'agrément des Parties au conflit intéressées.

Article 11.

Les Hautes Parties contractantes pourront, en tout temps, s'entendre pour confier à un organisme international présentant toutes garanties d'impartialité et d'efficacité les tâches dévolues par la présente Convention aux Puissances protectrices.

Si des personnes protégées ne bénéficient pas ou ne bénéficient plus, quelle qu'en soit la raison, de l'activité d'une Puissance protectrice ou d'un organisme désigné conformément à l'alinéa premier, la Puissance détentrice devra demander soit à un Etat neutre, soit à un tel organisme, d'assumer les fonctions dévolues par la présente Convention aux Puissances protectrices désignées par les Parties au conflit.

Si une protection ne peut être ainsi assurée, la Puissance détentrice devra demander à un organisme humanitaire, tel que le Comité international de la Croix-Rouge, d'assumer les tâches humanitaires dévolues par la présente Convention aux Puissances protectrices ou devra accepter, sous réserve des dispositions du présent article, les offres de services émanant d'un tel organisme.

Toute Puissance neutre ou tout organisme invité par la Puissance intéressée ou s'offrant aux fins susmentionnées devra, dans son activité, rester conscient de sa responsabilité envers la Partie au conflit dont relèvent les personnes protégées par la présente Convention, et devra fournir des garanties suffisantes de capacité pour assumer les fonctions en question et les remplir avec impartialité.

Il ne pourra être dérogé aux dispositions qui précèdent par accord particulier entre des Puissances dont l'une se trouverait, même temporairement, vis à vis de l'autre Puissance ou de ses alliés, limitée dans sa liberté de négociation par suite des événements militaires, notamment en cas d'une occupation de la totalité ou d'une partie importante de son territoire.

Toutes les fois qu'il est fait mention dans la présente Convention de la Puissance protectrice, cette mention désigne également les organismes qui la remplacent au sens du présent article.

Les dispositions du présent article s'étendront et seront adaptées au cas des ressortissants d'un Etat neutre se trouvant sur un territoire occupé ou sur le territoire d'un Etat belligérant auprès duquel l'Etat dont ils sont ressortissants ne dispose pas d'une représentation diplomatique normale.

Article 12.

Dans tous les cas où elles le jugeront utile dans l'intérêt des personnes protégées, notamment en cas de désaccord entre les Parties au conflit sur l'application ou l'interprétation des dispositions de la présente Convention les Puissances protectrices prêteront leurs bons offices aux fins de règlement du différend.

A cet effet, chacune des Puissances protectrices pourra, sur l'invitation d'une Partie ou spontanément, proposer aux Parties au conflit une réunion de leurs représentants et, en particulier, des autorités chargées du sort des personnes protégées, éventuellement sur un territoire neutre convenablement choisi. Les Parties au conflit seront tenues de donner suite aux propositions qui leur seront faites dans ce sens. Les Puis-

sances protectrices pourront, le cas échéant, proposer à l'agrément des Parties au conflit une personnalité appartenant à une Puissance neutre, ou une personnalité déléguée par le Comité international de la Croix-Rouge, qui sera appelée à participer à cette réunion.

TITRE II

Protection Générale des Populations contre Certains effets de la Guerre

Article 13.

Les dispositions du présent titre visent l'ensemble des populations des pays en conflit, sans aucune distinction défavorable, notamment de race, de nationalité, de religion ou d'opinions politiques et tendent à atténuer les souffrances engendrées par la guerre.

Article 14.

Dès le temps de paix, les Hautes Parties contractantes et, après l'ouverture des hostilités, les Parties au conflit, pourront créer sur leur propre territoire et, s'il en est besoin, sur les territoires occupés, des zones et localités sanitaires et de sécurité organisées de manière à mettre à l'abri des effets de la guerre les blessés et les malades, les infirmes, les personnes âgées, les enfants de moins de quinze ans, les femmes enceintes et les mères d'enfants de moins de sept ans.

Dès le début d'un conflit et au cours de celui-ci les Parties intéressées pourront conclure entre elles des accords pour la reconnaissance des zones et localités qu'elles auraient établies. Elles pourront à cet effet mettre en vigueur les dispositions prévues dans le projet d'accord annexé à la présente Convention, en y apportant éventuellement les modifications qu'elles jugeraient nécessaires.

Les Puissances protectrices et le Comité international de la Croix-Rouge sont invités à prêter leurs bons offices pour faciliter l'établissement et la reconnaissance de ces zones et localités sanitaires et de sécurité.

Article 15.

Toute Partie au conflit pourra, soit directement, soit par l'entremise d'un Etat neutre ou d'un organisme humanitaire, proposer à la Partie adverse la création, dans les régions où ont lieu des combats de zones neutralisées destinées à mettre à l'abri des dangers des combats, sans aucune distinction, les personnes suivantes :

a) les blessés et les malades, combattants ou non-combattants ;

b) les personnes civiles qui ne participent pas aux hostilités et qui ne se livrent à aucun travail de caractère militaire pendant leur séjour dans ces zones.

Dès que les Parties au conflit se seront mises d'accord sur la situation géographique, l'administration, l'approvisionnement et le contrôle de la zone neutralisée envisagée, un accord sera établi par écrit et signé par les représentants des Parties au conflit. Cet accord fixera le début et la durée de la neutralisation de la zone.

Article 16.

Les blessés et les malades, ainsi que les infirmes et les femmes enceintes seront l'objet d'une protection et d'un respect particuliers.

Pour autant que les exigences militaires le permettront, chaque Partie au conflit favorisera les mesures prises pour rechercher les tués ou blessés, venir en aide aux naufragés et autres personnes exposées à un grave

danger et les protéger contre le pillage et les mauvais traitements.

Article 17.

Les Parties au conflit s'efforceront de conclure des arrangements locaux pour l'évacuation d'une zone assiégée ou encerclée, des blessés, des malades, des infirmes, des vieillards, des enfants et des femmes en couches, et pour le passage, des ministres de toutes religions, du personnel et du matériel sanitaires à destination de cette zone.

Article 18.

Les hôpitaux civils organisés pour donner des soins aux blessés, aux malades, aux infirmes et aux femmes en couches ne pourront, en aucune circonstance, être l'objet d'attaques ; ils seront, en tout temps, respectés et protégés par les Parties au conflit.

Les Etats qui sont parties à un conflit devront délivrer à tous les hôpitaux civils un document attestant leur caractère d'hôpital civil et établissant que les bâtiments qu'ils occupent ne sont pas utilisés à des fins qui, au sens de l'article 19, pourraient les priver de protection.

Les hôpitaux civils seront signalés, s'ils y sont autorisés par l'Etat, au moyen de l'emblème prévu à l'article 38 de la Convention de Genève du 12 août 1949, pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne.

Les Parties au conflit prendront, autant que les exigences militaires le permettront, les mesures nécessaires pour rendre nettement visibles aux forces ennemis, terrestres, aériennes et maritimes, les emblèmes distinctifs signalant les hôpitaux civils, en vue d'écartier la possibilité de toute action agressive.

En raison des dangers que peut présenter pour les hôpitaux la proximité d'objectifs militaires, il conviendra de veiller à ce qu'ils en soient éloignés dans toute la mesure du possible.

Article 19.

La protection due aux hôpitaux civils ne pourra cesser que s'il en est fait usage pour commettre, en dehors des devoirs humanitaires, des actes nuisibles à l'ennemi. Toutefois, la protection ne cessera qu'après une sommation fixant, dans tous les cas opportuns, un délai raisonnable et demeurée sans effet.

Ne sera pas considéré comme acte nuisible le fait que des militaires blessés ou malades sont traités dans ces hôpitaux ou qu'il s'y trouve des armes portatives et des munitions retirées à ces militaires et n'ayant pas encore été versées au service compétent.

Article 20.

Le personnel régulièrement et uniquement affecté au fonctionnement ou à l'administration des hôpitaux civils, y compris celui qui est chargé de la recherche, de l'enlèvement, du transport et du traitement des blessés et des malades civils, des infirmes et des femmes en couches, sera respecté et protégé.

Dans les territoires occupés et les zones d'opérations militaires, ce personnel se fera reconnaître au moyen d'une carte d'identité attestant la qualité du titulaire, munie de sa photographie et portant le timbre sec de l'autorité responsable, et également, pendant qu'il est en service, par un brassard timbré résistant à l'humidité, porté au bras gauche. Ce brassard sera délivré par l'Etat et muni de l'emblème prévu à l'article 38 de la Convention de Genève du 12 août 1949 pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne.

Tout autre personnel, affecté au fonctionnement ou à l'administration des hôpitaux civils, sera respecté et protégé et aura droit au port du brassard comme ci-dessus prévu et sous les conditions prescrites au présent article, pendant l'exercice de ces fonctions. Sa carte d'identité indiquera les tâches qui lui sont dévolues.

La direction de chaque hôpital civil tiendra en tout temps à la disposition des autorités compétentes, nationales ou occupantes, la liste à jour de son personnel.

Article 21.

Les transports de blessés et de malades civils, d'infirmes et de femmes en couches effectués sur terre par convois de véhicules et trains-hôpitaux, ou, sur mer, par des navires affectés à ces transports, seront respectés et protégés au même titre que les hôpitaux prévus à l'article 18 et se signaleront en arborant, avec l'autorisation de l'Etat, l'emblème distinctif prévu à l'article 38 de la Convention de Genève du 12 août 1949 pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne.

Article 22.

Les aéronefs exclusivement employés pour le transport des blessés et des malades civils, des infirmes et des femmes en couches, ou pour le transport du personnel et du matériel sanitaires, ne seront pas attaqués, mais seront respectés lorsqu'ils voleront à des altitudes, des heures et des routes spécialement convenues d'un commun accord, entre toutes les Parties au conflit intéressées.

Ils pourront être signalés par l'emblème distinctif prévu à l'article 38 de la Convention de Genève du 12 août 1949 pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne.

Sauf accord contraire, le survol du territoire ennemi ou de territoires occupés par l'ennemi est interdit.

Ces aéronefs obéiront à tout ordre d'atterrissage. En cas d'atterrissage ainsi imposé, l'aéronef et ses occupants pourront continuer leur vol, après examen éventuel.

Article 23.

Chaque Haute Partie contractante accordera le libre passage de tout envoi de médicaments et de matériel sanitaire ainsi que des objets nécessaires au culte, destinés uniquement à la population civile d'une autre Partie contractante, même ennemie. Elle autorisera également le libre passage de tout envoi de vivres indispensables, de vêtements et de fortifiants réservés aux enfants de moins de quinze ans, aux femmes enceintes ou en couches.

L'obligation pour une Partie contractante d'accorder le libre passage des envois indiqués à l'alinéa précédent est subordonnée à la condition que cette Partie soit assurée de n'avoir aucune raison sérieuse de craindre que:

- a) les envois puissent être détournés de leur destination, ou
- b) que le contrôle puisse ne pas être efficace, ou
- c) que l'ennemi puisse en tirer un avantage manifeste pour ses efforts militaires ou son économie, en substituant ces envois à des marchandises qu'il aurait autrement dû fournir ou produire, ou en libérant des matières, produits ou services qu'il aurait autrement dû affecter à la production de telles marchandises.

La Puissance qui autorise le passage des envois indiqués dans le premier alinéa du présent article, peut poser comme condition à son autorisation que la distri-

bution aux bénéficiaires soit faite sous le contrôle effectué sur place par les Puissances protectrices.

Ces envois devront être acheminés le plus vite possible et l'Etat qui autorise leur libre passage aura le droit de fixer les conditions techniques auxquelles il sera autorisé.

Article 24.

Les Parties au conflit prendront les mesures nécessaires pour que les enfants de moins de quinze ans, devenus orphelins ou séparés de leur famille du fait de la guerre, ne soient pas laissés à eux-mêmes, et pour que soient facilités, en toutes circonstances, leur entretien, la pratique de leur religion et leur éducation. Celle-ci sera si possible confiée à des personnes de même tradition culturelle.

Les Parties au conflit favoriseront l'accueil de ces enfants en pays neutre pendant la durée du conflit, avec le consentement de la Puissance protectrice, s'il y en a une, et si elles ont la garantie que les principes énoncés au premier alinéa soient respectés.

En outre, elles s'efforceront de prendre les mesures nécessaires pour que tous les enfants de moins de douze ans puissent être identifiés, par le port d'une plaque d'identité ou par tout autre moyen.

Article 25.

Toute personne se trouvant sur le territoire d'une Partie au conflit ou dans un territoire occupé par elle, pourra donner aux membres de sa famille, où qu'ils se trouvent, des nouvelles de caractère strictement familial et en recevoir. Cette correspondance sera acheminée rapidement et sans retard injustifié.

Si, du fait des circonstances, l'échange de la correspondance familiale par la voie postale ordinaire est rendu difficile ou impossible, les Parties au conflit intéressées s'adresseront à un intermédiaire neutre, tel que l'Agence centrale prévue à l'article 140, pour déterminer avec lui les moyens d'assurer l'exécution de leurs obligations dans les meilleures conditions, notamment avec le concours des Sociétés nationales de la Croix-Rouge (du Croissant-Rouge, du Lion et Soleil Rouges).

Si les Parties au conflit estiment nécessaire de restreindre la correspondance familiale, elles pourront tout au plus imposer l'emploi de formules-type contenant vingt-cinq mots librement choisis et en limiter l'envoi à une seule par mois.

Article 26.

Chaque Partie au conflit facilitera les recherches entreprises par les membres des familles dispersées par la guerre pour reprendre contact les uns avec les autres et si possible se réunir. Elle favorisera notamment l'action des organismes qui se consacrent à cette tâche, à condition qu'elle les ait agréés et qu'ils se conforment aux mesures de sécurité qu'elle a prises.

TITRE III.

Statut et traitement des personnes protégées.

SECTION I.

Dispositions communes aux territoires des parties au conflit et aux territoires occupés.

Article 27.

Les personnes protégées ont droit, en toutes circonstances, au respect de leur personne, de leur honneur, de leurs droits familiaux, de leurs convictions et pratiques religieuses, de leurs habitudes et de leurs coutumes. Elles seront traitées, en tout temps, avec humanité et protégées notamment contre tout acte de violence ou

d'indimidation, contre les insultes et la curiosité publique.

Les femmes seront spécialement protégées contre toute atteinte à leur honneur, et notamment contre le viol, la contrainte à la prostitution et tout attentat à leur pudeur.

Compte tenu des dispositions relatives à l'état de santé, à l'âge et au sexe, les personnes protégées seront toutes traitées par la Partie au conflit au pouvoir de laquelle elles se trouvent, avec les mêmes égards, sans aucune distinction défavorable, notamment de race, de religion ou d'opinions politiques.

Toutefois, les Parties au conflit pourront prendre, à l'égard des personnes protégées, les mesures de contrôle ou de sécurité qui seront nécessaires du fait de la guerre.

Article 28.

Aucune personne protégée ne pourra être utilisée pour mettre, par sa présence, certains points ou certaines régions à l'abri des opérations militaires.

Article 29.

La Partie au conflit au pouvoir de laquelle se trouvent des personnes protégées est responsable du traitement qui leur est appliqué par ses agents, sans préjudice des responsabilités individuelles qui peuvent être encourues.

Article 30.

Les personnes protégées auront toutes facilités pour s'adresser aux Puissances protectrices, au Comité international de la Croix-Rouge, à la Société nationale de la Croix-Rouge (du Croissant-Rouge, du Lion et Soleil Rouges) du pays où elles se trouvent, ainsi qu'à tout organisme qui pourrait leur venir en aide.

Ces différents organismes recevront à cet effet, de la part des autorités, toutes facilités dans les limites tracées par les nécessités militaires ou de sécurité.

En dehors des visites des délégués des Puissances protectrices et du Comité international de la Croix-Rouge prévues par l'article 143, les Puissances détentrices ou occupantes faciliteront autant que possible les visites que désireraient faire aux personnes protégées les représentants d'autres institutions dont le but est d'apporter à ces personnes une aide spirituelle ou matérielle.

Article 31.

Aucune contrainte d'ordre physique ou moral ne peut être exercée à l'égard des personnes protégées, notamment pour obtenir d'elles, ou de tiers, des renseignements.

Article 32.

Les Hautes Parties contractantes s'interdisent expressément toute mesure de nature à causer soit des souffrances physiques, soit l'extermination des personnes protégées en leur pouvoir. Cette interdiction vise non seulement le meurtre, la torture, les peines corporelles, les mutilations et les expériences médicales ou scientifiques non nécessitées par le traitement médical d'une personne protégée, mais également toutes autres brutalités qu'elles soient le fait d'agents civils ou d'agents militaires.

Article 33.

Aucune personne protégée ne peut être punie pour une infraction qu'elle n'a pas commise personnellement. Les peines collectives, de même que toute mesure d'intimidation ou de terrorisme, sont interdites.

Le pillage est interdit.

Les mesures de représailles à l'égard des personnes protégées et de leurs biens sont interdites.

Article 34.

La prise d'otages est interdite.

SECTION II.

Etrangers sur le territoire d'une partie au conflit.

Article 35.

Toute personne protégée qui désirerait quitter le territoire au début ou au cours d'un conflit, aura le droit de le faire, à moins que son départ ne soit contraire aux intérêts nationaux de l'Etat. Il sera statué sur sa demande de quitter le territoire selon une procédure régulière et la décision devra intervenir le plus rapidement possible. Autorisée à quitter le territoire, elle pourra se munir de l'argent nécessaire à son voyage et emporter avec elle un volume raisonnable d'effets et d'objets d'usage personnel.

Les personnes à qui la permission de quitter le territoire est refusée auront le droit d'obtenir qu'un tribunal ou un collège administratif compétent, créé à cet effet par la Puissance détentrice, reconsidère ce refus dans le plus bref délai.

Si demande en est faite, des représentants de la Puissance protectrice pourront, à moins que des motifs de sécurité ne s'y opposent ou que les intéressés ne soulevaient des objections, obtenir communication des raisons pour lesquelles des personnes qui en avaient fait la demande se sont vu refuser l'autorisation de quitter le territoire et, le plus rapidement possible, des noms de toutes celles qui se trouveraient dans ce cas.

Article 36.

Les départs autorisés aux termes de l'article précédent seront effectués dans des conditions satisfaisantes de sécurité, d'hygiène, de salubrité et d'alimentation. Tous les frais encourus, à partir de la sortie du territoire de la Puissance détentrice, seront à la charge du pays de destination ou, en cas de séjour en pays neutre, à la charge de la Puissance dont les bénéficiaires sont les ressortissants. Les modalités pratiques de ces déplacements seront, au besoin, fixées par des accords spéciaux entre les Puissances intéressées.

Sont réservés les accords spéciaux qui auraient pu être conclus entre les Parties au conflit à propos de l'échange et du rapatriement de leurs ressortissants tombés au pouvoir de l'ennemi.

Article 37.

Les personnes protégées se trouvant en détention préventive ou purgeant une peine privative de liberté seront, pendant leur détention, traitées avec humanité.

Elles pourront, dès leur libération, demander à quitter le territoire, conformément aux articles précédents.

Article 38.

Exception faite des mesures spéciales qui peuvent être prises en vertu de la présente Convention, notamment des articles 27 et 41, la situation des personnes protégées restera, en principe, régie, par les dispositions relatives au traitement des étrangers en temps de paix. En tout cas, les droits suivants leur seront accordés :

1. elles pourront recevoir les secours individuels ou collectifs qui leur seraient adressés ;
2. elles recevront, si leur état de santé le demande, un traitement médical et des soins hospitalitiers, dans la même mesure que les ressortissants de l'Etat intéressé ;
3. elles pourront pratiquer leur religion et recevoir l'assistance spirituelle des ministres de leur culte ;

4. si elles résident dans une région particulièrement exposée aux dangers de la guerre, elles seront autorisées à se déplacer dans la même mesure que les ressortissants de l'Etat intéressé ;

5. les enfants de moins de quinze ans, les femmes enceintes et les mères d'enfants de moins de sept ans bénéficieront, dans la même mesure que les ressortissants de l'Etat intéressé, de tout traitement préférentiel.

Article 39.

Les personnes protégées qui auraient perdu, du fait du conflit, leur activité lucrative, seront mises en mesure de trouver un travail rémunéré et jouiront à cet effet, sous réserve de considérations de sécurité et des dispositions de l'article 40, des mêmes avantages que les ressortissants de la Puissance sur le territoire de laquelle elles se trouvent.

Si une Partie au conflit soumet une personne protégée à des mesures de contrôle qui la mettent dans l'impossibilité de pourvoir à sa subsistance, notamment quand cette personne ne peut pour des raisons de sécurité trouver un travail rémunéré à des conditions raisonnables, ladite Partie au conflit subviendra à ses besoins et à ceux des personnes qui sont à sa charge.

Les personnes protégées pourront, dans tous les cas, recevoir des subsides de leur pays d'origine, de la Puissance protectrice ou des sociétés de bienfaisance mentionnées à l'article 30.

Article 40.

Les personnes protégées ne peuvent être astreintes au travail que dans la même mesure qu'elles ressortissent de la Partie au conflit sur le territoire de laquelle elles se trouvent.

Si les personnes protégées sont de nationalité ennemie, elles ne pourront être astreintes qu'aux travaux qui sont normalement nécessaires pour assurer l'alimentation, le logement, l'habillement, le transport et la santé d'êtres humains et qui ne sont pas en relation directe avec la conduite des opérations militaires.

Dans les cas mentionnés aux alinéas précédents, les personnes protégées astreintes au travail bénéficieront des mêmes conditions de travail et des mêmes mesures de protection que les travailleurs nationaux, notamment en ce qui concerne le salaire, la durée du travail, l'équipement, la formation préalable et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles.

En cas de violation des prescriptions mentionnées ci-dessus, les personnes protégées seront autorisées à exercer leur droit de plainte, conformément à l'article 30.

Article 41.

Si la Puissance au pouvoir de laquelle se trouvent les personnes protégées n'estime pas suffisantes les autres mesures de contrôle mentionnées dans la présente Convention, les mesures de contrôle le plus sévères auxquelles elle pourra recourir seront la mise en résidence forcée ou l'internement, conformément aux dispositions des articles 42 et 43.

En appliquant les dispositions du deuxième alinéa de l'article 39 au cas de personnes contraintes d'abandonner leur résidence habituelle en vertu d'une décision qui les astreint à la résidence forcée dans un autre lieu, la Puissance détentrice se conformera aussi exactement que possible aux règles relatives au traitement des internés (section IV, titre III de la présente Convention).

Article 42.

L'internement ou la mise en résidence forcée des personnes protégées ne pourra être ordonné que si la sécurité de la Puissance au pouvoir de laquelle ces personnes se trouvent le rend absolument nécessaire.

Si une personne demande, par l'entremise des représentants de la Puissance protectrice, son internement volontaire et si sa propre situation le rend nécessaire, il y sera procédé par la Puissance au pouvoir de laquelle elle se trouve.

Article 43.

Toute personne protégée qui aura été internée ou mise en résidence forcée aura le droit d'obtenir qu'un tribunal ou un collège administratif compétent, créé à cet effet par la Puissance détentrice, reconsidère dans le plus bref délai la décision prise à son égard. Si l'internement ou la mise en résidence forcée est maintenu, le tribunal ou le collège administratif procédera périodiquement, et au moins deux fois l'an, à un examen du cas de cette personne en vue d'amender en sa faveur la décision initiale, si les circonstances le permettent.

A moins que les personnes protégées intéressées ne s'y opposent, la Puissance détentrice portera, aussi rapidement que possible, à la connaissance de la Puissance protectrice les noms des personnes protégées qui ont été internées ou mises en résidence forcée et les noms de celles qui ont été libérées de l'internement ou de la résidence forcée. Sous la même réserve, les décisions des tribunaux ou collèges indiqués au premier alinéa du présent article seront également notifiées aussi rapidement que possible à la Puissance protectrice.

Article 44.

En prenant les mesures de contrôle prévues par la présente Convention, la Puissance détentrice ne traitera pas comme étrangers ennemis, exclusivement sur la base de leur appartenance juridique à un Etat ennemi, les réfugiés qui ne jouissent et fait de la protection d'aucun gouvernement.

Article 45.

Les personnes protégées ne pourront être transférées à une Puissance non partie à la Convention.

Cette disposition ne saurait faire obstacle au rapatriement des personnes protégées ou à leur retour au pays de leur domicile après la fin des hostilités.

Les personnes protégées ne pourront être transférées par la Puissance détentrice à une Puissance partie à la Convention qu'après que la Puissance détentrice s'est assurée que la Puissance en question est désireuse et à même d'appliquer la Convention. Quand les personnes protégées sont ainsi transférées, la responsabilité de l'application de la Convention incombera à la Puissance qui a accepté de les accueillir pendant le temps qu'elles lui seront confiées. Néanmoins, au cas où cette Puissance n'appliquerait pas les dispositions de la Convention, sur tout point important, la Puissance par laquelle les personnes protégées ont été transférées devra, à la suite d'une notification de la Puissance protectrice, prendre des mesures efficaces pour remédier à la situation, ou demander que les personnes protégées lui soient renvoyées. Il devra être satisfait à cette demande.

Une personne protégée ne pourra, en aucun cas, être transférée dans un pays où elle peut craindre des persécutions en raison de ses opinions politiques ou religieuses.

Les dispositions de cet article ne font pas obstacle à l'extradition, en vertu des traités d'extradition conclus avant le début des hostilités, de personnes protégées inculpées de crimes de droit commun.

Article 46.

Pour autant qu'elles n'auront pas été rapportées antérieurement, les mesures restrictives prises à l'égard des personnes protégées prendront fin aussi rapidement que possible après la fin des hostilités.

Les mesures restrictives prises à l'égard de leurs biens cesseront aussi rapidement que possible après la fin des hostilités, conformément à la législation de la Puissance détentrice.

SECTION III

Territoires occupés

Article 47.

Les personnes protégées qui se trouvent dans un territoire occupé ne seront privées, en aucun cas ni d'aucune manière, du bénéfice de la présente Convention, soit en vertu d'un changement quelconque intervenu du fait de l'occupation dans les institutions ou le gouvernement du territoire en question, soit par un accord passé entre les autorités du territoire occupé et la Puissance occupante, soit encore en raison de l'annexion par cette dernière de tout ou partie du territoire occupé.

Article 48.

Les personnes protégées non ressortissantes de la Puissance dont le territoire est occupé, pourront se prévaloir du droit de quitter le territoire aux conditions prévus à l'article 35 et les décisions seront prises selon la procédure que la Puissance occupante doit instituer conformément au dit article.

Article 49.

Les transferts forcés, en masse ou individuels, ainsi que les déportations de personnes protégées hors du territoire occupé dans le territoire de la Puissance occupante ou dans celui de tout autre Etat, occupé ou non, sont interdits, quel qu'en soit le motif.

Toutefois, la Puissance occupante pourra procéder à l'évacuation totale ou partielle d'une région occupée déterminée, si la sécurité de la population ou d'impérieuses raisons militaires l'exigent. Les évacuations ne pourront entraîner le déplacement de personnes protégées qu'à l'intérieur du territoire occupé, sauf en cas d'impossibilité matérielle. La population ainsi évacuée sera ramenée dans ses foyers aussitôt que les hostilités dans ce secteur auront pris fin.

La Puissance occupante, en procédant à ces transferts ou à ces évacuations, devra faire en sorte, dans toute la mesure du possible, que les personnes protégées soient accueillis dans des installations convenables, que les déplacements soient effectués dans des conditions satisfaisantes de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'alimentation et que les membres d'une même famille ne soient pas séparés les uns des autres.

La Puissance protectrice sera informée des transferts et évacuations dès qu'ils auront eu lieu.

La Puissance occupante ne pourra retenir les personnes protégées dans une région particulièrement exposée aux dangers de la guerre, sauf si la sécurité de la population ou d'impérieuses raisons militaires l'exigent.

La Puissance occupante ne pourra procéder à la déportation ou au transfert d'une partie de sa propre population civile dans le territoire occupé par elle.

Article 50

La Puissance occupante facilitera, avec le concours des autorités nationales et locales, le bon fonctionnement des établissements consacrés aux soins et à l'éducation des enfants.

Elle prendra toutes les mesures nécessaires pour faciliter l'identification des enfants et l'enregistrement de leur filiation. Elle ne pourra, en aucun cas, procéder à une modification de leur statut personnel, ni les enrôler dans des formations ou organisations dépendant d'elle.

Si les institutions locales sont défaillantes, la Puissance occupante devra prendre des dispositions pour assurer l'entretien et l'éducation, si possible par des personnes de leurs nationalité, langue et religion, des enfants orphelins ou séparés de leurs parents du fait de la guerre, en l'absence d'un proche parent ou d'un ami qui pourrait y pourvoir.

Une section spéciale du bureau créé en vertu des dispositions de l'article 136 sera chargée de prendre toutes les mesures nécessaires pour identifier les enfants dont l'identité est incertaine. Les indications que l'on posséderait sur leurs père et mère ou sur d'autres proches parents seront toujours consignées.

La puissance occupante ne devra pas entraver l'application des mesures préférentielles qui auraient pu être adoptées, avant l'occupation, en faveur des enfants de moins de quinze ans, des femmes enceintes et des mères d'enfants de moins de sept ans, en ce qui concerne la nourriture, les soins médicaux et la protection contre les effets de la guerre.

Article 51.

La Puissance occupante ne pourra pas astreindre des personnes protégées à servir dans ses forces armées ou auxiliaires. Toute pression ou propagande tendant à des engagements volontaires est prohibée.

Elle ne pourra astreindre au travail des personnes protégées que si elles sont âgées de plus de dix-huit ans; il ne pourra s'agir toutefois que de travaux nécessaires aux besoins de l'armée d'occupation ou aux services d'intérêt public, à l'alimentation, au logement, à l'habillement, aux transports ou à la santé de la population du pays occupé. Les personnes protégées ne pourront être astreintes à aucun travail qui les obligerait à prendre part à des opérations militaires. La Puissance occupante ne pourra contraindre les personnes protégées à assurer par la force la sécurité des installations où elles exécutent un travail imposé.

Le travail ne sera exécuté qu'à l'intérieur du territoire occupé où les personnes dont il s'agit se trouvent. Chaque personne requise sera, dans la mesure du possible, maintenue à son lieu habituel de travail. Le travail sera équitablement rémunéré et proportionné aux capacités physiques et intellectuelles des travailleurs. La législation en vigueur dans le pays occupé concernant les conditions de travail et les mesures de protection, notamment en ce qui concerne le salaire, la durée du travail, l'équipement, la formation préalable et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, sera applicable aux personnes protégées soumises aux travaux dont il est question au présent article.

En tout état de cause, les réquisitions de main d'œuvre ne pourront jamais aboutir à une mobilisation de travailleurs placés sous régime militaire ou semi-militaire.

Article 52.

Aucun contrat, accord ou règlement ne pourra porter atteinte au droit de chaque travailleur, volontaire ou non, où qu'il se trouve, de s'adresser aux représentants de la Puissance protectrice pour demander l'intervention de celle-ci.

Toute mesure tendant à provoquer le chômage ou à restreindre les possibilités de travail des travailleurs d'un pays occupé, en vue de les amener à travailler pour la Puissance occupante, est interdite.

Article 53.

Il est interdit à la Puissance occupante de détruire des biens mobiliers ou immobiliers, appartenant individuellement ou collectivement à des personnes privées, à l'Etat ou à des collectivités publiques, à des organisations sociales ou coopératives, sauf dans les cas où ces destructions seraient rendues absolument nécessaires par les opérations militaires.

Article 54.

Il est interdit à la Puissance occupante de modifier le statut des fonctionnaires ou des magistrats du territoire occupé ou de prendre à leur égard des sanctions ou des mesures quelconques de coercition ou de discrimination parce qu'ils s'abstiendraient d'exercer leurs fonctions pour des considérations de conscience.

Cette dernière interdiction ne fait pas obstacle à l'application du deuxième alinéa de l'article 51. Elle laisse intact le pouvoir de la Puissance occupante d'écarter de leurs charges les titulaires de fonctions publiques.

Article 55.

Dans toute la mesure de ses moyens, la Puissance occupante a le devoir d'assurer l'approvisionnement de la population en vivres et en produits médicaux: elle devra notamment importer les vivres, les fournitures médicales et tout autre article nécessaire lorsque les ressources du territoire occupé seront insuffisantes.

La Puissance occupante ne pourra réquisitionner des vivres, des articles ou des fournitures médicales se trouvant en territoire occupé que pour les forces et l'administration d'occupation; elle devra tenir compte des besoins de la population civile. Sous réserve des stipulations d'autres conventions internationales, la Puissance occupante devra prendre les dispositions nécessaires pour que toute réquisition soit indemnisée à sa juste valeur.

Les Puissances protectrices pourront, en tout temps, vérifier sans entrave l'état de l'approvisionnement en vivres et médicaments dans les territoires occupés, sous réserve des restrictions temporaires qui seraient imposées par d'impérieuses nécessités militaires.

Article 56.

Dans toute la mesure de ses moyens, la Puissance occupante a le devoir d'assurer et de maintenir avec le concours des autorités nationales et locales, les établissements et les services médicaux et hospitaliers, ainsi que la santé et l'hygiène publiques dans le territoire occupé, notamment en adoptant et en appliquant des mesures prophylactiques et préventives nécessaires pour combattre la propagation des maladies contagieuses et des épidémies. Le personnel médical de toutes catégories sera autorisé à accomplir sa mission.

Si de nouveaux hôpitaux sont créés en territoire occupé et si les organes compétents de l'Etat occupé n'y sont plus en fonction, les autorités d'occupation procéderont s'il y a lieu, à la reconnaissance prévue à l'article 18. Dans des circonstances analogues, les autorités

d'occupation devront également procéder à la reconnaissance du personnel des hôpitaux et des véhicules de transport en vertu des dispositions des articles 20 et 21.

En adoptant les mesures de santé et d'hygiène, ainsi qu'en les mettant en vigueur, la Puissance occupante tiendra compte des exigences morales et éthiques de la population du territoire occupé.

Article 57.

La Puissance occupante ne pourra réquisitionner les hôpitaux civils que temporairement et qu'en cas de nécessité urgente, pour soigner des blessés et des malades militaires, et à la condition que les mesures appropriées soient prises en temps utile pour assurer les soins et le traitement des personnes hospitalisées et répondre aux besoins de la population civile.

Le matériel et les dépôts des hôpitaux civils ne pourront être réquisitionnés, tant qu'ils seront nécessaires aux besoins de la population civile.

Article 58.

La Puissance occupante permettra aux ministres des cultes d'assurer l'assistance spirituelle de leurs co-religionnaires.

Elles acceptera également les envois de livres et d'objets nécessaires aux besoins religieux et facilitera leur distribution en territoire occupé.

Article 59.

Lorsque la population d'un territoire occupé ou une partie de celle-ci est insuffisamment approvisionnée, la Puissance occupante acceptera les actions de secours faites en faveur de cette population et les facilitera dans toute la mesure de ses moyens.

Ces actions, qui pourront être entreprises soit par des Etats, soit par un organisme humanitaire impartial, tel que le Comité international de la Croix-Rouge, consisteront notamment en des envois de vivres, produits médicaux et vêtements.

Tous les Etats contractants devront autoriser le libre passage de ces envois et en assurer la protection.

Une Puissance accordant le libre passage d'envois destinés à un territoire occupé par une Partie adverse au conflit aura toutefois le droit de vérifier les envois, de réglementer leur passage selon des horaires et itinéraires prescrits, et d'obtenir de la Puissance protectrice une assurance suffisante que ces envois sont destinés à secourir la population dans le besoin, et ne sont pas utilisés au profit de la Puissance occupante.

Article 60.

Les envois de secours ne dégageront en rien la Puissance occupante des responsabilités que lui imposent les articles 55, 56 et 59. Elle ne pourra détourner d'aucune manière les envois de secours de l'affectation qui leur a été assignée, sauf dans les cas de nécessité urgente, dans l'intérêt de la population du territoire occupé et avec l'assentiment de la Puissance protectrice.

Article 61.

La distribution des envois de secours mentionnés aux articles qui précèdent sera faite avec le concours et sous le contrôle de la Puissance protectrice. Cette fonction pourra également être déléguée, à la suite d'un accord entre la Puissance occupante et la Puissance protectrice, à un Etat neutre, au Comité international de la Croix-Rouge ou à tout autre organisme humanitaire impartial.

Il ne sera perçu aucun droit, impôt ou taxe en territoire occupé sur ces envois de secours, à moins que cette perception ne soit nécessaire dans l'intérêt de l'économie

du territoire. La Puissance occupante devra faciliter la rapide distribution de ces envois.

Toutes les Parties contractantes s'efforceront de permettre le transit et le transport gratuits de ces envois de secours destinés à des territoires occupés.

Article 62.

Sous réserve d'impérieuses considérations de sécurité, les personnes protégées qui se trouvent en territoire occupé pourront recevoir les envois individuels de secours qui leur seraient adressés.

Article 63.

Sous réserve des mesures temporaires qui seraient imposées à titre exceptionnel par d'impérieuses considérations de sécurité de la Puissance occupante:

a) les Sociétés nationales de la Croix-Rouge (du Croissant-Rouge, du Lion et Soleil Rouges) reconnues pourront poursuivre les activités conformes aux principes de la Croix-Rouge tels qu'ils sont définis par les Conférences internationales de la Croix-Rouge. Les autres sociétés de secours devront pouvoir poursuivre leurs activités humanitaires dans des conditions similaires;

b) la Puissance occupante ne pourra exiger, dans le personnel et la structure de ces sociétés, aucun changement qui pourrait porter préjudice aux activités ci-dessus mentionnées.

Les mêmes principes s'appliqueront à l'activité et au personnel d'organismes spéciaux d'un caractère non militaire, déjà existants ou qui seraient créés afin d'assurer les conditions d'existence de la population civile par le maintien des services essentiels d'utilité publique, la distribution de secours et l'organisation du sauvetage.

Article 64.

La législation pénale du territoire occupé demeurera en vigueur, sauf dans la mesure où elle pourra être abrogée ou suspendue par la Puissance occupante si cette législation constitue une menace pour la sécurité de cette Puissance ou un obstacle à l'application de la présente Convention. Sous réserve de cette dernière considération et de la nécessité d'assurer l'administration effective de la justice, les tribunaux du territoire occupé continueront à fonctionner pour toutes les infractions prévues par cette législation.

La Puissance occupante pourra toutefois soumettre la population du territoire occupé à des dispositions qui sont indispensables pour lui permettre de remplir ses obligations découlant de la présente Convention, et d'assurer l'administration régulière du territoire ainsi que la sécurité soit de la Puissance occupante, soit des membres et des biens des forces ou de l'administration d'occupation ainsi que des établissements et des lignes de communications utilisés par elle.

Article 65.

Les dispositions pénales édictées par la Puissance occupante n'entreront en vigueur qu'après avoir été publiées et portées à la connaissance de la population, dans la langue de celle-ci. Elles ne peuvent pas avoir un effet rétroactif.

Article 66.

La Puissance occupante pourra, en cas d'infraction aux dispositions pénales promulguées par elle en vertu du deuxième alinéa de l'article 64, déférer les inculpés à ses tribunaux militaires, non politiques et régulièrement constitués à condition que ceux-ci siègent dans le pays occupé. Les tribunaux de recours siègeront de préférence dans le pays occupé.

Article 67.

Les tribunaux ne pourront appliquer que les dispositions légales antérieures à l'infraction et conformes aux principes généraux du droit, notamment en ce qui concerne le principe de la proportionnalité des peines. Ils devront prendre en considération le fait que le prévenu n'est pas un ressortissant de la Puissance occupante.

Article 68.

Lorsqu'une personne protégée commet une infraction uniquement dans le dessein de nuire à la Puissance occupante, mais que cette infraction ne porte pas atteinte à la vie ou à l'intégrité corporelle des membres des forces ou de l'administration d'occupation, qu'elle ne crée pas un danger collectif sérieux et qu'elle ne porte pas une atteinte grave aux biens des forces ou de l'administration d'occupation ou aux installations utilisées par elles, cette personne est passible de l'internement ou du simple emprisonnement, étant entendu que la durée de cet internement ou de cet emprisonnement sera proportionnelle à l'infraction commise. En outre, l'internement ou l'emprisonnement sera pour de telles infractions la seule mesure privative de liberté qui pourra être prise à l'égard des personnes protégées. Les tribunaux prévus à l'article 66 de la présente Convention pourront librement convertir la peine d'emprisonnement en une mesure d'internement de même durée.

Les dispositions d'ordre pénal promulguées par la Puissance occupante conformément aux articles 64 et 65 ne peuvent prévoir la peine de mort à l'égard des personnes protégées que dans les cas où celles-ci sont coupables d'espionnage, d'actes graves de sabotage des installations militaires de la Puissance occupante ou d'infractions intentionnelles qui ont causé la mort d'une ou plusieurs personnes et à conditions que la législation du territoire occupé, en vigueur avant le début de l'occupation, prévoient la peine de mort dans de tels cas.

La peine de mort ne pourra être prononcée contre une personne protégée que si l'attention du tribunal a été particulièrement attirée sur le fait que l'accusé n'étant pas un ressortissant de la Puissance occupante, n'est lié à celle-ci par aucun devoir de fidélité.

En aucun cas la peine de mort ne pourra être prononcée contre une personne protégée âgée de moins de dix-huit ans au moment de l'infraction.

Article 69.

Dans tous les cas, la durée de la détention préventive sera déduite de toute peine d'emprisonnement à laquelle une personne protégée prévenue pourrait être condamnée.

Article 70.

Les personnes protégées ne pourront pas être arrêtées, poursuivies ou condamnées par la Puissance occupante pour des actes commis ou pour des opinions exprimées avant l'occupation ou pendant une interruption temporaire de celle-ci sous réserve des infractions aux lois et coutumes de la guerre.

Les ressortissants de la Puissance occupante qui, avant le début du conflit, auraient cherché refuge sur le territoire occupé ne pourront être arrêtés, poursuivis, condamnés, ou déportés hors du territoire occupé, que pour des infractions commises depuis le début des hostilités ou pour délits de droit commun commis avant le début des hostilités qui, selon le droit de l'Etat dont le territoire est occupé, auraient justifié l'extradition en temps de paix.

Article 71.

Les tribunaux compétents de la Puissance occupante ne pourront prononcer aucune condamnation qui n'ait été précédée d'un procès régulier.

Tout prévenu poursuivi par la Puissance occupante sera informé sans retard, par écrit, dans une langue qu'il comprenne, des détails des chefs d'accusation retenus contre lui; sa cause sera instruite le plus rapidement possible. La Puissance protectrice sera informée de chaque poursuite intentée par la Puissance occupante contre les personnes protégées lorsque les chefs d'accusation pourront entraîner une condamnation à mort ou une peine d'emprisonnement pour deux ans ou plus; elle pourra en tout temps s'informer de l'état de la procédure. En outre, la Puissance protectrice aura le droit d'obtenir sur sa demande toutes informations au sujet de ces procédures et de toute autre poursuite intentée par la Puissance occupante contre les personnes protégées.

La notification à la Puissance protectrice, telle qu'elle est prévue au deuxième alinéa du présent article, devra s'effectuer immédiatement, et parvenir en tout cas à la Puissance protectrice trois semaines avant la date de la première audience. Si à l'ouverture des débats la preuve n'est pas apportée que les dispositions du présent article ont été respectées intégralement, les débats ne pourront avoir lieu. La notification devra comprendre notamment les éléments suivants:

- a) identité du prévenu;
- b) lieu de résidence ou de détention;
- c) spécification du ou des chefs d'accusation (avec mention des dispositions pénales sur lesquelles il est basé);
- d) indication du tribunal chargé de juger l'affaire;
- e) lieu et date de la première audience.

Article 72.

Tout prévenu aura le droit de faire valoir les moyens de preuve nécessaires à sa défense et pourra notamment faire citer des témoins. Il aura le droit d'être assisté d'un défenseur qualifié de son choix, qui pourra lui rendre librement visite et qui recevra les facilités nécessaires pour préparer sa défense.

Si le prévenu n'a pas choisi de défenseur, la Puissance protectrice lui en procurera un. Si le prévenu doit répondre d'une accusation grave et qu'il n'y ait pas de Puissance protectrice, la Puissance occupante devra, sous réserve du consentement du prévenu, lui procurer un défenseur.

Tout prévenu sera, à moins qu'il n'y renonce librement, assisté d'un interprète aussi bien pendant l'instruction qu'à l'audience du tribunal. Il pourra à tout moment récuser l'interprète et demander son remplacement.

Article 73.

Tout condamné aura le droit d'utiliser les voies de recours prévues par la législation appliquée par le tribunal. Il sera pleinement informé de ses droits de recours, ainsi des délais requis pour les exercer.

La procédure pénale prévue à la présente section s'appliquera, par analogie, aux recours. Si la législation appliquée par le tribunal ne prévoit pas de possibilités d'appel, le condamné aura le droit de recourir contre le jugement et la condamnation auprès de l'autorité compétente de la Puissance occupante.

Article 74.

Les représentants de la Puissance protectrice auront le droit d'assister à l'audience de tout tribunal jugeant une personne protégée, sauf si les débats doivent,

exceptionnellement, avoir lieu à huis clos dans l'intérêt de la sécurité de la Puissance occupante; celle-ci en avisera alors la Puissance protectrice. Une notification contenant l'indication du lieu et de la date de l'ouverture des débats devra être envoyée à la Puissance protectrice.

Tous les jugements rendus, impliquant la peine de mort ou l'emprisonnement pour deux ans ou plus, seront communiqués, avec indication des motifs et le plus rapidement possible à la Puissance protectrice; ils comporteront une mention de la notification effectuée conformément à l'article 71 et, en cas de jugement impliquant une peine privative de liberté, l'indication du lieu où elle sera purgée. Les autres jugements seront consignés dans les procès-verbaux du tribunal et pourront être examinés par les représentants de la Puissance protectrice. Dans le cas d'une condamnation à la peine de mort ou à une peine privative de liberté de deux ans ou plus, les délais de recours ne commenceront à courir qu'à partir du moment où la Puissance protectrice aura reçu communication du jugement.

Article 75.

En aucun cas, les personnes condamnées à mort ne seront privées du droit de recourir en grâce.

Aucune condamnation à mort ne sera exécutée avant l'expiration d'un délai d'au moins six mois à partir du moment où la Puissance protectrice aura reçu la communication du jugement définitif confirmant cette condamnation à mort ou de la décision refusant cette grâce.

Ce délai de six mois pourra être abrégé dans certains cas précis, lorsqu'il résulte de circonstances graves et critiques que la sécurité de la Puissance occupante ou de ses forces armées est exposée à une menace organisée; la Puissance protectrice recevra toujours notification de cette réduction du délai, elle aura toujours la possibilité d'adresser en temps utile des représentations au sujet de ces condamnations à mort aux autorités d'occupation compétentes.

Article 76.

Les personnes protégées seront détenues dans le pays occupé et si elles sont condamnées, elles devront y purger leur peine. Elles seront séparées si possible des autres détenus et soumises à un régime alimentaire et hygiénique suffisant pour les maintenir dans un bon état de santé et correspondant au moins au régime des établissements pénitentiaires du pays occupé.

Elles recevront les soins médicaux exigés par leur état de santé.

Elles seront également autorisées à recevoir l'aide spirituelle qu'elles pourraient solliciter.

Les femmes seront logées dans des locaux séparés et placés sous la surveillance immédiate de femmes.

Il sera tenu compte du régime spécial prévu pour les mineurs.

Les personnes protégées détenues auront le droit de recevoir la visite des délégués de la Puissance protectrice et du Comité international de la Croix-Rouge, conformément aux dispositions de l'article 143.

En outre, elles auront le droit de recevoir au moins un colis de secours par mois.

Article 77

Les personnes protégées inculpées ou condamnées par les tribunaux en territoire occupé seront remises, à la fin de l'occupation, avec le dossier les concernant, aux autorités du territoire libéré.

Article 78.

Si la Puissance occupante estime nécessaire, pour d'impérieuses raisons de sécurité de prendre des mesures de sûreté à l'égard de personnes protégées, elle pourra tout au plus leur imposer une résidence forcée ou procéder à leur internement.

Les décisions relatives à la résidence forcée ou à l'internement seront prises suivant une procédure régulière qui devra être fixée par la Puissance occupante, conformément aux dispositions de la présente Convention. Cette procédure doit prévoir le droit d'appel des intéressés. Il sera statué au sujet de cet appel dans le plus bref délai possible. Si les décisions sont maintenues, elles seront l'objet d'une révision périodique, si possible semestrielle, par les soins d'un organisme compétent constitué par ladite Puissance.

Les personnes protégées assujetties à la résidence forcée et contraintes en conséquence de quitter leur domicile bénéficieront sans aucune restrictions des dispositions de l'article 39 de la présente Convention.

SECTION IV

Règles Relatives au traitement des internés

CHAPITRE I

Dispositions générales

Article 79.

Les Parties au conflit ne pourront interner des personnes protégées que conformément aux dispositions des articles 41, 42, 43, 68 et 78.

Article 80.

Les internés conserveront leur pleine capacité civile et exerceront les droits qui en découlent dans la mesure compatible avec leur statut d'internés.

Article 81.

Les Parties au conflit qui interneront des personnes protégées seront tenues de pourvoir gratuitement à leur entretien et de leur accorder de même les soins médicaux que nécessite leur état de santé.

Aucune déduction ne sera faite sur les allocations, salaires ou créances des internés pour le remboursement de ces frais.

La Puissance détentrice devra pourvoir à l'entretien des personnes dépendant des internés, si elles sont sans moyens suffisants de subsistance ou incapables de gagner elles mêmes leur vie.

Article 82.

La Puissance détentrice groupera dans la mesure du possible les internés selon leur nationalité, leur langue et leurs coutumes. Les internés ressortissant du même pays ne seront pas séparés pour le seul fait d'une diversité de langue.

Pendant la durée de leur internement, les membres d'une même famille, et en particulier les parents et leurs enfants, seront réunis dans le même lieu d'internement, à l'exception des cas où les besoins de travail, de raisons de santé, ou l'application des dispositions prévues au chapitre IX de la présente section rendraient nécessaire une séparation temporaire. Les internés pourront demander que leurs enfants, laissés en liberté sans surveillance de parents, soient internés avec eux.

Dans la mesure du possible, les membres internés de la même famille seront réunis dans les mêmes locaux et seront logés séparément des autres internés ; il devra également leur être accordé des facilités nécessaires pour mener une vie de famille.

CHAPITRE II

Lieux d'internement

Article 83.

La Puissance détentrice ne pourra placer les lieux d'internement dans des régions particulièrement exposées aux dangers de la guerre.

La Puissance détentrice communiquera, par l'entremise des Puissances protectrices, aux Puissances ennemis toutes indications utiles sur la situation géographique des lieux d'internement.

Chaque fois que les considérations militaires le permettront, les camps d'internement seront signalés par les lettres IC placées de manière à être vues de jour distinctement du haut des airs ; toutefois, les Puissances intéressées pourront convenir d'un autre moyen de signalisation. Aucun autre emplacement qu'un camp d'internement ne pourra être signalisé de cette manière.

Article 84.

Les internés devront être logés et administrés séparément des prisonniers de guerre et des personnes privées de liberté pour toute autre raison.

Article 85.

La Puissance détentrice a le devoir de prendre toutes les mesures nécessaires et possibles pour que les personnes protégées soient, dès le début de leur internement, logées dans des bâtiments ou cantonnements donnant toutes garanties d'hygiène et de salubrité et assurant une protection efficace contre la rigueur du climat et les effets de la guerre. En aucun cas, les lieux d'internement permanent ne seront situés dans des régions malsaines ou dont le climat serait pernicieux pour les internés. Dans tous les cas où elles seraient temporairement internés dans une région malsaine, ou dont le climat serait pernicieux pour la santé, les personnes protégées devront être transférées aussi rapidement que les circonstances le permettront dans un lieu d'internement où ces risques ne seront pas à craindre.

Les locaux devront être entièrement à l'abri de l'humidité, suffisamment chauffés et éclairés, notamment entre la tombée de la nuit et l'extinction des feux. Les lieux de couchage devront être suffisamment spacieux et bien aérés, les internés disposeront d'un matériel de couchage convenable et de couvertures en nombre suffisant, compte tenu du climat et de l'âge, du sexe et de l'état de santé des internés.

Les internés disposeront jour et nuit d'installations sanitaires conformes aux exigences de l'hygiène et maintenus en état constant de propreté. Il leur sera fourni une quantité d'eau et de savon suffisante pour leurs soins quotidiens de propreté corporelle et le blanchissage de leur linge ; les installations et les facilités nécessaires leur seront accordées à cet effet. Ils disposeront, en outre, d'installations de douches ou de bains. Le temps nécessaire sera accordé pour leurs soins d'hygiène et les travaux de nettoyage.

Chaque fois qu'il sera nécessaire, à titre de mesure exceptionnelle et temporaire, de loger des femmes internées n'appartenant pas à un groupe familial dans le même lieu d'internement que les hommes, il devra leur être obligatoirement fourni des lieux de couchage et des installations sanitaires séparés.

Article 86.

La Puissance détentrice mettra à la disposition des internés, quelle que soit leur confession, des locaux appropriés pour l'exercice de leurs cultes.

Article 87.

A moins que les internés ne puissent disposer d'autres facilités analogues, des cantines seront installées dans tous les lieux d'internement, afin qu'ils aient la possibilité de se procurer à des prix qui ne devront en aucun cas dépasser ceux du commerce local, des denrées alimentaires et les objets usuels, y compris du savon et du tabac, qui sont de nature à accroître leur bien-être et leur confort personnels.

Les bénéfices des cantines seront versés au crédit d'un fonds spécial d'assistance qui sera créé dans chaque lieu d'internement et administré au profit des internés du lieu d'internement intéressé. Le comité d'internés, prévu à l'article 102, aura un droit de regard sur l'administration des cantines et sur la gestion de ce fonds.

Lors de la dissolution d'un lieu d'internement, le solde créditeur du fonds d'assistance sera transféré au fonds d'assistance d'un autre lieu d'internement pour internés de la même nationalité ou, si un tel lieu n'existe pas, à un fonds central d'assistance qui sera administré au bénéfice de tous les internés qui restent au pouvoir de la Puissance détentrice. En cas de libération général, ces bénéfices seront conservés par la Puissance détentrice, sauf accord contraire conclu entre les Puissances intéressées.

Article 88.

Dans tous les lieux d'internement exposés aux bombardements aériens et autres dangers de guerre, seront installés des abris appropriés et en nombre suffisant pour assurer la protection nécessaire. En cas d'alerte, les internés pourront s'y rendre le plus rapidement possible, à l'exception de ceux d'entre eux qui participeraient à la protection de leurs cantonnements contre ces dangers. Toute mesure de protection qui sera prise en faveur de la population leur sera également appliquée.

Les précautions suffisantes devront être prises dans les lieux d'internement contre les dangers d'incendie.

CHAPITRE III.

Alimentation et habillement

Article 89.

La ration alimentaire quotidienne des internés sera suffisante en quantité, qualité et variété, pour leur assurer un équilibre normal de santé et pour empêcher les troubles de carence; il sera tenu compte également du régime auquel les internés sont habitués.

Les internés recevront, en outre, les moyens d'accommoder eux-mêmes les suppléments de nourriture dont ils disposeraient.

De l'eau potable en suffisance leur sera fournie. L'usage du tabac sera autorisé.

Les travailleurs recevront un supplément de nourriture proportionné à la nature du travail qu'ils effectuent.

Les femmes enceintes et en couches, et les enfants âgés de moins de quinze ans, recevront des suppléments de nourriture proportionnés à leurs besoins physiologiques.

Article 90.

Toutes facilités seront accordées aux internés pour se munir de vêtements, de chaussures et de linge de rechange, au moment de leur arrestation et pour s'en procurer ultérieurement, si besoin est. Si les internés ne possèdent pas de vêtements suffisants pour le climat, et qu'ils ne peuvent s'en procurer, la Puissance détentrice leur en fournira gratuitement.

Les vêtements que la Puissance détentrice fournirait aux internés et les marques extérieures qu'elle pourrait apposer sur leurs vêtements, ne devront ni avoir un caractère infamant ni prêter au ridicule.

Les travailleurs devront recevoir une tenue de travail, y compris les vêtements de protection appropriés, partout où la nature du travail l'exigera.

CHAPITRE IV.

Hygiène et soins médicaux

Article 91.

Chaque lieu d'internement possédera une infirmerie adéquate, placée sous l'autorité d'un médecin qualifié, où les internés recevront les soins dont ils pourront avoir besoin ainsi qu'un régime alimentaire approprié. Des locaux d'isolement seront réservés aux malades atteints d'affections contagieuses ou mentales.

Les femmes en couches et les internés atteints d'une maladie grave, ou dont l'état nécessite un traitement spécial, une intervention chirurgicale ou l'hospitalisation, devront être admis dans tout établissement qualifié pour les traiter et y recevront des soins qui ne devront pas être inférieurs à ceux qui sont donnés à l'ensemble de la population.

Les internés seront traités de préférence par un personnel médical de leur nationalité.

Les internés ne pourront pas être empêchés de se présenter aux autorités médicales pour être examinés. Les autorités médicales de la Puissance détentrice remettront, sur demande, à tout interné traité une déclaration officielle indiquant la nature de sa maladie ou de ses blessures, la durée du traitement et les soins reçus. Un duplicata de cette déclaration sera envoyé à l'Agence centrale prévue à l'article 140.

Le traitement, ainsi que la fourniture de tout appareil nécessaire au maintien des internés en bon état de santé, notamment des prothèses, dentaires ou autres, et des lunettes, seront accordés gratuitement à l'interné.

Article 92.

Des inspections médicales des internés seront faites au moins une fois par mois. Elles auront pour objet, en particulier, de contrôler l'état général de santé et de nutrition et l'état de propreté, ainsi que de dépister les maladies contagieuses, notamment la tuberculose, les affections vénériennes et le paludisme. Elles comporteront notamment le contrôle du poids de chaque interné et, au moins une fois par an, un examen radioscopique.

CHAPITRE V.

Religion, activités intellectuelles et physiques

Article 93.

Toute latitude sera laissée aux internés pour l'exercice de leur religion, y compris l'assistance aux offices de leur culte, à condition qu'ils se conforment aux mesures de discipline courante, prescrites par les autorités détentrices.

Les internés qui sont ministres d'un culte, seront autorisés à exercer pleinement leur ministère parmi leur coreligionnaires. A cet effet, la Puissance détentrice veillera à ce qu'ils soient répartis d'une manière équitable entre les différents lieux d'internement où se trouvent les internés parlant la même langue et appartenant à la même religion. S'ils ne sont pas en nombre suffisant, elle leur accordera les facilités nécessaires, entre autres des moyens de transport, pour se rendre

d'un lieu d'internement à l'autre et ils seront autorisés à visiter les internés qui se trouvent dans des hôpitaux. Les ministres d'un culte jouiront, pour les actes de leur ministère, de la liberté de correspondance avec les autorités religieuses du pays de détention et, dans la mesure du possible, avec les organisations religieuses internationales de leur confession. Cette correspondance ne sera pas considérée comme faisant partie du contingent mentionné à l'article 107, mais sera soumise aux dispositions de l'article 112.

Lorsque des internés ne disposent pas du secours de ministres de leur culte ou que derniers sont en nombre insuffisant, l'autorité religieuse locale de la même confession pourra désigner, d'accord avec la Puissance détentricrice, un ministre du même culte que celui des internés, ou bien, dans le cas où cela est possible du point de vue confessionnel, un ministre d'un cult similaire ou un laïque qualifié. Ce dernier jouira des avantages attachés à la fonction qu'il a assumée. Les personnes ainsi désignées devront se conformer à tous les règlements établis par la Puissance détentricrice, dans l'intérêt de la discipline et de la sécurité.

Article 94.

La Puissance détentricrice encouragera les activités intellectuelles, éducatives, récréatives et sportives des internés, tout en les laissant libres d'y participer ou non. Elle prendra toutes les mesures possibles pour en assurer l'exercice et mettra en particulier à leur disposition des locaux adéquats.

Toutes les facilités possibles seront accordées aux internés afin de leur permettre de poursuivre leurs études ou d'en entreprendre de nouvelles. L'instruction des enfants et des adolescents sera assurée; ils pourront fréquenter des écoles soit à l'intérieur soit à l'extérieur des lieux d'internement.

Les internés devront avoir la possibilité de se livrer à des exercices physiques, de participer à des sports et à des jeux en plein air. Des espaces libres suffisants seront réservés à cet usage dans tous lieux d'internement. Des emplacements spéciaux seront réservés aux enfants et aux adolescents.

Article 95.

La Puissance détentricrice ne pourra employer des internés comme travailleurs que s'ils le désirent. Sont en tout cas interdits: l'emploi qui, imposé à une personne protégée non internée, constituerait une infraction aux articles 40 ou 51 de la présente Convention, ainsi que l'emploi à des travaux d'un caractère dégradant ou humiliant.

Après une période de travail de six semaines, les internés pourront renoncer à travailler à tout moment moyennant un préavis de huit jours.

Ces dispositions ne font pas obstacle au droit de la Puissance détentricrice d'astreindre les internés médecins dentistes ou autres membres du personnel sanitaire à l'exercice de leur profession au bénéfice de leurs co-internés; d'employer des internés à des travaux d'administration et d'entretien du lieu d'internement; de charger ces personnes de travaux de cuisine ou d'autres travaux ménagers enfin de les employer à des travaux destinés à protéger les internés contre les bombardements aériens, ou autres dangers résultant de la guerre. Toutefois, aucun interné ne pourra être astreint à accomplir des travaux pour lesquels un médecin de l'administration l'aura déclaré physiquement inapte.

La Puissance détentricrice assumera l'entière responsabilité de toutes les conditions de travail, des soins mé-

dicaux, du paiement des salaires et de la réparation des accidents du travail et des maladies professionnels. Les conditions de travail ainsi que la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles seront conformes à la législation nationale et à la coutume; elles ne seront en aucun cas inférieures à celles appliquées pour un travail de même nature dans la même région. Les salaires seront déterminés d'une façon équitable par accord entre la Puissance détentricrice, les internés et, le cas échéant, les employeurs autres que la Puissance détentricrice, compte tenu de l'obligation pour la Puissance détentricrice de pouvoir gratuitement à l'entretien de l'interné et de lui accorder de même les soins médicaux que nécessite son état de santé. Les internés employés d'une manière permanente aux travaux visés au troisième alinéa recevront de la Puissance détentricrice un salaire équitable; les conditions de travail et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles ne seront pas inférieures à celles appliquées pour un travail de même nature dans la même région.

Article 96.

Tout détachement de travail relèvera d'un lieu d'internement. Les autorités compétentes de la Puissance détentricrice et le commandant de ce lieu d'internement seront responsables de l'observation dans les détachement de travail des dispositions de la présente Convention. Le commandant tiendra à jour une liste des détachements de travail dépendant de lui et la communiquera aux délégués de la Puissance protectrice, du Comité international de la Croix-Rouge ou des autres organisations humanitaires qui visiteraient les lieux d'internement.

CHAPITRE VI

Propriété Personnelle et ressources financières.

Article 97.

Les internés seront autorisés à conserver leurs objets et effets d'usage personnel. Les sommes chèques, titres, etc. ainsi que les objets de valeur dont ils sont porteurs, ne pourront leur être enlevés que conformément aux procédures établies. Un reçu détaillé leur en sera donné.

Les sommes devront être portées au crédit du compte de chaque interné, comme prévu à l'article 98; elles ne pourront être converties en une autre monnaie à moins que la législation du territoire dans lequel le propriétaire est interné ne l'exige, ou que l'interné n'y consente.

Les objets ayant surtout une valeur personnelle ou sentimentale ne pourront leur être enlevés.

Une femme internée ne pourra être fouillée que par une femme.

Lors de leur libération ou de leur rapatriement, les internés recevront en monnaie le solde créditeur du compte tenu conformément à l'article 98, ainsi que tous les objets, sommes, chèques, titres, etc. qui leur auraient été retirés pendant l'internement exception faite des objets ou valeurs que la Puissance détentricrice devrait garder en vertu de sa législation en vigueur. Au cas où un bien appartenant à un interné serait retenu en raison de cette législation, l'intéressé recevra un certificat détaillé.

Les documents de famille et les pièces d'identité dont les internés sont porteurs ne pourront leur être retirés que contre reçu. A aucun moment, les internés ne devront être sans pièce d'identité. S'ils n'en possèdent pas, ils recevront des pièces spéciales qui seront éta-

blies par les autorités détentrices et qui leur tiendront lieu de pièces d'identité jusqu'à la fin de l'internement.

Les internés pourront avoir sur eux une certaine somme en espèces ou sous forme de bons d'achat, afin de pouvoir faire des achats.

Article 98.

Tous les internés recevront régulièrement des allocations pour pouvoir acheter des denrées et objets tels que tabac, articles de toilette, etc. Ces allocations pourront revêtir la forme de crédits ou de bons d'achat.

En outre, les internés pourront recevoir des subsides de la Puissance dont ils sont ressortissants, des Puissances protectrices, de tout organisme qui pourrait leur venir en aide, ou de leurs familles ainsi que les revenus de leurs biens conformément à la législation de la Puissance détentrice. Les montants des subsides alloués par la Puissance d'origine seront les mêmes pour chaque catégorie d'internés (infirmes, malades, femmes enceintes, etc.) et ne pourront être fixés par cette Puissance ni distribués par la Puissance détentrice sur la base de discriminations interdites par l'article 27 de la présente Convention.

Pour chaque interné, la Puissance détentrice tiendra un compte régulier au crédit duquel seront portés les allocations mentionnées au présent article, les salaires gagnés par l'interné, ainsi que les envois d'argent qui lui seront faits. Seront également portées à son crédit les sommes qui lui sont retirées et qui pourraient être disponibles en vertu de la législation en vigueur dans le territoire où l'interné se trouve. Toute facilité compatible avec la législation en vigueur dans le territoire intéressé lui sera accordée pour envoyer des subsides à sa famille et aux personnes dépendant économiquement de lui. Il pourra prélever sur ce compte les sommes nécessaires à ses dépenses personnelles, dans les limites fixées par la Puissance détentrice. Il lui sera accordé en tout temps des facilités raisonnables en vue de consulter son compte ou de s'en procurer des extraits. Ce compte sera communiqué, sur demande, à la Puissance protectrice et suivra l'interné en cas de transfert de celui-ci.

CHAPITRE VII

Administration et discipline

Article 99.

Tout lieu d'internement sera placé sous l'autorité d'un officier ou fonctionnaire responsable, choisi dans les forces militaires régulières ou dans les cadres de l'administration civile régulière de la Puissance détentrice. L'officier ou le fonctionnaire commandant le lieu d'internement possédera, dans la langue officielle ou dans une des langues officielles de son pays, le texte de la présente Convention et sera responsable de l'application de celle-ci. Le personnel de surveillance sera instruit des dispositions de la présente Convention et des règlements ayant pour objet son application.

Le texte de la présente Convention et les textes des accords spéciaux conclus conformément à la présente Convention seront affichés à l'intérieur du lieu d'internement dans une langue que comprennent les internés, ou bien se trouveront en possession du comité d'internés.

Les règlements, ordres, avertissements et avis de toute nature devront être communiqués aux internés et affichés à l'intérieur de lieux d'internement dans une langue qu'ils comprennent.

Tous les ordres et commandements adressés individuellement à des internés devront également être donnés dans une langue qu'ils comprennent.

Article 100.

La discipline dans les lieux d'internement doit être compatible avec les principes d'humanité et ne comportera en aucun cas des règlements imposant aux internés des fatigues physiques dangereuses pour leur santé ou des brimades d'ordre physique ou moral. Le tatouage ou l'apposition de marques ou de signes corporels d'identification sont interdits.

Sont notamment interdits les stations ou les appels prolongés, les exercices physiques punitifs les exercices de manoeuvres militaires et les restrictions de nourriture.

Article 101.

Les internés auront le droit de présenter aux autorités au pouvoir desquelles ils se trouvent leurs requêtes concernant le régime auquel ils sont soumis.

Ils auront également, sans limitation, le droit de s'adresser soit par l'entremise du comité d'internés, soit directement, s'ils l'estiment nécessaire, aux représentants de la Puissance protectrice, pour leur indiquer les points sur lesquels ils auraient des plaintes à formuler à l'égard du régime de l'internement.

Ces requêtes et plaintes devront être transmises d'urgence sans modification. Même si ces dernières sont reconnues non fondées, elles ne pourront donner lieu à aucune punition.

Les comités d'internés pourront envoyer aux représentants de la Puissance protectrice des rapports périodiques sur la situation dans les lieux d'internement et les besoins des internés.

Article 102.

Dans chaque lieu d'internement, les internés éliront librement, tous les six mois, et au scrutin secret, les membres d'un comité chargé de les représenter auprès des autorités de la Puissance détentrice, auprès des Puissances protectrices, du Comité international de la Croix-Rouge et de tout autre organisme qui leur viendrait en aide. Les membres de ce comité seront rééligibles.

Les internés élus entreront en fonctions après que leur élection aura reçu l'approbation de l'autorité détentrice. Les motifs de refus ou de destitution éventuels seront communiqués aux Puissances protectrices intéressées.

Article 103.

Les comités d'internés devront contribuer au bien-être physique, moral et intellectuel des internés.

En particulier, au cas où les internés décideraient d'organiser entre eux un système d'assistance mutuelle, cette organisation serait de la compétence des comités, indépendamment des tâches spéciales qui leur sont confiées par d'autres dispositions de la présente Convention.

Article 104.

Les membres des comités d'internés ne seront pas astreints à un autre travail, si l'accomplissement de leurs fonctions devait en être rendu plus difficile.

Les membres des comités pourraient désigner parmi les internés les auxiliaires qui leur seront nécessaires. Toutes facilités matérielles leur seront accordées et notamment certaines libertés de mouvement nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches (visites de détachements de travail, réception de marchandises, etc.).

Toutes facilités seront également accordées aux membres des comités pour leur correspondance postale et télégraphique avec les autorités détentrices, avec les Puissances protectrices, le Comité international de la Croix-Rouge et leurs délégués, ainsi qu'avec les organismes qui viendraient en aide aux internés. Les membres des comités se trouvant dans des détachements jouiront des mêmes facilités pour leur correspondance avec leur comité du principal lieu d'internement. Ces correspondances ne seront ni limitées, ni considérées, comme faisant partie du contingent mentionné à l'article 107.

Aucun membre du comité ne pourra être transféré, sans que le temps raisonnablement nécessaire lui ait été laissé pour mettre son successeur au courant des affaires en cours.

CHAPITRE VIII

Relations avec l'extérieur

Article 105.

Dès qu'elles auront interné des personnes protégées, les Puissances détentrices porteront à leur connaissance, à celle de la Puissance dont elles sont ressortissantes et de leur Puissance protectrice, les mesures prévues pour l'exécution des dispositions du présent chapitre; elles notifieront de même toute modification apportée à ces mesures.

Article 106.

Chaque interné sera mis en mesure, dès son internement, ou au plus tard une semaine après son arrivée dans un lieu d'internement et de même en cas de maladie ou de transfert dans un autre lieu d'internement ou dans un hôpital, d'adresser directement à sa famille, d'une part, et à l'Agence centrale prévue à l'article 140, d'autre part, une carte d'internement établie si possible selon le modèle annexé à la présente Convention, les informant de son internement, de son adresse et de son état de santé. Lesdites cartes seront transmises avec toute la rapidité possible et ne pourront être retardées d'aucune manière.

Article 107

Les internés seront autorisés à expédier et à recevoir des lettres et des cartes. Si la Puissance détentrice estime nécessaire de limiter le nombre de lettres et de cartes expédiées par chaque interné, ce nombre ne pourra pas être inférieur à deux lettres et quatre cartes par mois, établis autant que possible selon les modèles annexés à la présente Convention. Si des limitations doivent être apportées à la correspondance adressée aux internés, elles ne pourront être ordonnées que par leur Puissance d'origine, éventuellement sur demande de la Puissance détentrice. Ces lettres et ces cartes devront être transportées dans un délai raisonnable; elles ne pourront être retardées ni retenues pour motifs de discipline.

Les internés qui sont depuis longtemps sans nouvelles de leur famille ou qui se trouvent dans l'impossibilité d'en recevoir ou de lui en donner par voie ordinaire, de même que ceux qui sont séparés des leurs par des distances considérables, seront autorisés à expédier des télégrammes, contre paiement des taxes télégraphiques, dans la monnaie dont ils disposent. Ils bénéficieront également d'une telle mesure en cas d'urgence reconnue.

En règle générale, la correspondance des internés sera rédigée dans leur langue maternelle. Les Parties au conflit pourront autoriser la correspondance en d'autres langues.

Article 108

Les internés seront autorisés à recevoir, par voie postale ou par tous autres moyens, des envois individuels ou collectifs contenant notamment des denrées alimentaires, des vêtements, des médicaments, ainsi que des livres et des objets destinés à répondre à leurs besoins en matière de religion, d'études ou de loisirs. Ces envois ne pourront, en aucun façon, libérer la Puissance détentrice des obligations qui lui incombent en vertu de la présente Convention.

Au cas où il deviendrait nécessaire, pour des raisons d'ordre militaire, de limiter la quantité de ces envois, la Puissance protectrice, le Comité international de la Croix-Rouge, ou tout autre organisme venant en aide aux internés, qui seraient chargés de transmettre ces envois, devront en être dûment avisés.

Les modalités relatives à l'expédition des envois individuels ou collectifs feront l'objet, s'il y a lieu, d'accords spéciaux entre les Puissances intéressées, qui ne pourront en aucun cas retarder la réception par les internés des envois de secours. Les envois de vivres ou de vêtements ne contiendront pas de livres; les secours médicaux seront, en général, envoyés dans des colis collectifs.

Article 109.

A défaut d'accords spéciaux entre les Parties au conflit sur les modalités relatives à la réception ainsi qu'à la distribution des envois de secours collectifs, le règlement concernant les envois collectifs annexé à la présente Convention sera appliqué.

Les accords spéciaux prévus ci-dessus ne pourront en aucun cas restreindre le droit des comités d'internés de prendre possession des envois de secours collectifs destinés aux internés, de procéder à leur distribution et d'en disposer dans l'intérêt des destinataires.

Ils ne pourront pas non plus restreindre le droit qu'auront les représentants de la Puissance protectrice, du Comité international de la Croix-Rouge ou de tout autre organisme venant en aide aux internés, qui seraient chargés de transmettre ces envois collectifs, d'en contrôler la distribution à leurs destinataires.

Article 110.

Tous les envois de secours destinés aux internés seront exempts de tous droits d'entrée, de douane et autres.

Tous les envois y compris les colis postaux de secours ainsi que les envois d'argent, en provenance d'autres pays, adressés aux internés ou expédiés par eux par voie postale soit directement, soit par l'entremise des bureaux, de renseignements prévus à l'article 136 et de l'Agence centrale de renseignements prévue à l'article 140, seront exempts de toute taxe postale aussi bien dans les pays d'origine et de destination que dans les pays intermédiaires. A cet effet, notamment, les exemptions prévues dans la Convention postale universelle de 1947 et dans les arrangements de l'Union postale universelle, en faveur des civils de nationalité ennemie retenus dans des camps ou dans des prisons civiles, seront étendues aux autres personnes protégées internées sous le régime de la présente Convention. Les pays qui ne participent pas à ces arrangements seront tenus d'accorder les franchises prévues dans les mêmes conditions.

Les frais de transport des envois de secours destinés aux internés, qui, en raison de leur poids ou pour tout autre motif, ne peuvent pas leur être transmis par voie postale, seront à la charge de la Puissance détentrice

dans tous les territoires placés sous son contrôle. Les autres Puissances parties à la Convention supporteront les frais de transport dans leurs territoires respectifs.

Les frais résultant du transport de ces envois, qui ne seraient pas couverts aux termes des alinéas précédents, seront à la charge de l'expéditeur.

Les Hautes Parties contractantes s'efforceront de réduire autant que possible les taxes télégraphiques pour les télégrammes expédiés par les internés ou qui leur sont adressés.

Article 111.

Au cas où les opérations militaires empêcheraient les Puissances intéressées de remplir l'obligation qui leur incombe d'assurer le transport des envois prévus aux articles 106, 107, 108 et 113, les Puissances protectrices intéressées, le Comité international de la Croix-Rouge ou tout autre organisme agréé par les Parties au conflit, pourront entreprendre d'assurer le transport de ces envois avec les moyens adéquats (wagons, camions, bateaux ou avions, etc.). A cet effet, les Hautes Parties contractantes s'efforceront de leur procurer ces moyens de transport et d'en autoriser la circulation, notamment en accordant les sauf-conduits nécessaires.

Ces moyens de transport pourront également être utilisés pour acheminer:

a) la correspondance, les listes et les rapports échangés entre l'Agence centrale de renseignements prévue à l'article 140 et les Bureaux nationaux prévus à l'article 136;

b) la correspondance et les rapports concernant les internés que les Puissances protectrices, le Comité international de la Croix-Rouge ou tout autre organisme venant en aide aux internés échangent soit avec leurs propres délégués, soit avec les Parties au conflit.

Les présentes dispositions ne restreignent en rien le droit de toute Partie au conflit d'organiser, si elle le préfère, d'autres transports et de délivrer des sauf-conduits aux conditions qui pourront être convenues.

Les frais occasionnés par l'emploi de ces moyens de transport seront supportés proportionnellement à l'importance des envois par les Parties au conflit dont les ressortissants bénéficient de ces services.

Article 112.

La censure de la correspondance adressée aux internés ou expédiée par eux devra être faite dans le plus bref délai possible.

Le contrôle des envois destinés aux internés ne devra pas s'effectuer dans des conditions telles qu'il compromette la conservation des denrées qu'ils contiennent et il se fera en présence du destinataire ou d'un camarade mandaté par lui. La remise des envois individuels ou collectifs aux internés ne pourra être retardée sous prétexte de difficultés de censure.

Toute interdiction de correspondance édictée par les Parties au conflit, pour des raisons militaires ou politiques, ne pourra être que temporaire et d'une durée aussi brève que possible.

Article 113.

Les Puissances détentrices assureront toutes les facilités raisonnables pour la transmission, par l'entremise de la Puissance protectrice ou de l'Agence centrale prévue à l'article 140 ou par d'autres moyens requis, de testaments, de procurations, ou de tous autres documents destinés aux internés ou qui émanent d'eux.

Dans tous les cas, les Puissances détentrices faciliteront aux internés l'établissement et la législation

en bonne et due forme de ces documents; elles les autoriseront en particulier à consulter un juriste.

Article 114.

La Puissance détentrice accordera aux internés toutes facilités compatibles avec le régime de l'internement et la législation en vigueur pour qu'ils puissent gérer leurs biens. A cet effet, elle pourra les autoriser à sortir du lieu d'internement, dans les cas, urgents, et si les circonstances le permettent.

Article 115.

Dans tous les cas où un interné sera partie à un procès devant un tribunal quel qu'il soit, la Puissance détentrice devra, sur la demande de l'intéressé, informer le tribunal de sa détention et devra, dans les limites légales, veiller à ce que soient prises toutes les mesures nécessaires pour qu'il ne subisse aucun préjudice du fait de son internement, en ce qui concerne la préparation et la conduite de son procès, ou l'exécution de tout jugement rendu par le tribunal.

Article 116.

Chaque interné sera autorisé à recevoir à intervalles réguliers, et aussi fréquemment que possible, des visites et en premier lieu celles de ses proches.

En cas d'urgence et dans la mesure du possible, notamment en cas de décès ou de maladie grave d'un parent, l'interné sera autorisé à se rendre dans sa famille.

CHAPITRE IX

Sanctions pénales et disciplinaires

Article 117.

Sous réserve des dispositions du présent chapitre, la législation en vigueur sur le territoire où ils se trouvent continuera de s'appliquer aux internés qui commettent des infractions pendant l'internement.

Si les lois, règlements ou ordres généraux déclarent punissables des actes commis par les internés, alors que les mêmes actes ne le sont pas quand ils sont commis par des personnes qui ne sont pas internées, ces actes ne pourront entraîner que des sanctions disciplinaires.

Un interné ne pourra, à raison du même fait ou du même chef d'accusation, être puni qu'une seule fois.

Article 118.

Pour fixer la peine, les tribunaux ou autorités prendront en considération, dans la plus large mesure possible, le fait que le prévenu n'est pas un ressortissant de la Puissance détentrice. Ils seront libres d'atténuer la peine prévue pour l'infraction dont est prévenu l'interné et ne seront pas tenus, à cet effet, d'observer le minimum de cette peine.

Sont interdites toutes incarcérations dans des locaux non éclairés par la lumière du jour et, d'une manière générale, toute forme quelconque de cruauté.

Les internés punis ne pourront, après avoir subi les peines qui leur auront été infligées disciplinairement ou judiciairement, être traités différemment des autres internés.

La durée de la détention préventive subie par un interné sera déduite de toute peine privative de liberté qui lui serait infligée disciplinairement ou judiciairement.

Les comités d'internés seront informés de toutes les procédures judiciaires engagées contre les internés dont ils sont les mandataires, ainsi que de leurs résultats.

Article 119.

Les peines disciplinaires applicables aux internés seront :

1. l'amende jusqu'à concurrence de 50 pour cent du salaire prévu à l'article 95 et cela pendant une période qui n'excédera pas trente jours;

2. la suppression d'avantages accordés en sus du traitement prévu par la présente Convention;

3. les corvées n'excédant pas deux heures par jour, (exécutées en vue de l'entretien du lieu d'internement;

4) les arrêts,

En aucun cas, les peines disciplinaires ne seront inhumaines, brutales ou dangereuses pour la santé des internés. Elles devront tenir compte de leur âge, de leur sexe et de leur état de santé. La durée d'une même punition ne dépassera jamais un maximum de trente jours consécutifs, même dans les cas où un interné aurait à répondre disciplinairement de plusieurs faits, au moment où il est statué à son égard, que ces faits soient connexes ou non.

Article 120

Les internés évadés, ou qui tentent de s'évader, qui seraient repris, ne seront passibles pour cet acte, même s'il y a récidive que de peines disciplinaires.

En dérogation au troisième alinéa de l'article 118, les internés punis à la suite d'une évasion ou d'une tentative d'évasion pourront être soumis à un régime de surveillance spécial, à condition toutefois que ce régime n'affecte pas leur état de santé, qu'il soit subi dans un lieu d'internement et qu'il ne comporte la suppression d'aucune des garanties qui leur sont accordées par la présente Convention.

Les internés qui auront coopéré à une évasion ou à une tentative d'évasion ne seront passibles de ce chef que d'une punition disciplinaire.

Article 121

L'évasion ou la tentative d'évasion même s'il y a récidive, ne sera pas considérée comme une circonstance aggravante, dans le cas où l'interné serait déféré aux tribunaux pour des infractions commises au cours de l'évasion.

Les Parties au conflit veilleront à ce que les autorités compétentes usent d'indulgence dans l'appréciation de la question de savoir si une infraction commise par un interné doit être punie disciplinairement ou judiciairement notamment en ce qui concerne les faits connexes à l'évasion ou à la tentative d'évasion.

Article 122

Les faits constituant une faute contre la discipline feront l'objet d'une enquête immédiate. Il en sera notamment ainsi pour l'évasion ou la tentative d'évasion et l'interné repris sera remis aussitôt que possible aux autorités compétentes.

Pour tous les internés, la détention préventive en cas de faute disciplinaire sera réduite au strict minimum et elle n'excédera pas quatorze jours; dans tous les cas sa durée sera réduite de la peine privative de liberté qui serait infligée.

Les dispositions des articles 124 et 125 s'appliqueront aux internés détenus préventivement pour faute disciplinaire.

Article 123

Sans préjudice de la compétence des tribunaux et des autorités supérieures, les peines disciplinaires ne pourront être prononcées que par le commandant du lieu d'internement ou par un officier ou un fonctionnaire responsable à qu'il il aura délégué son pouvoir disciplinaire.

Avant que ne soit prononcée une peine disciplinaire, l'interné inculqué sera informé avec précision des faits

qui lui sont reprochés. Il sera autorisé à justifier sa conduite, à se défendre, à faire entendre des témoins et à recourir, en cas de nécessité, aux offices d'un interprète qualifié. La décision sera prononcée en présence de l'inculpé et d'un membre du comité d'internés.

Il ne s'écoulera pas plus d'un mois entre la décision disciplinaire et son exécution.

Lorsqu'un interné sera frappé d'une nouvelle peine disciplinaire, un délai de trois jours au moins séparera l'exécution de chacune des peines, dès que la durée d'une d'elles sera de dix jours ou plus.

Le commandant du lieu d'internement devra tenir un registre des peines disciplinaires prononcées qui sera mis à la disposition des représentants de la Puissance protectrice.

Article 124.

En aucun cas, les internés ne pourront être transférés dans des établissements pénitentiaires (prisons, pénitenciers, bagnes, etc.) pour y subir des peines disciplinaires.

Les locaux dans lesquels seront subies les peines disciplinaires seront conformes aux exigences de l'hygiène, et comporteront notamment un matériel de couchage suffisant; les internés punis seront mis à même de se tenir en état de propreté.

Les femmes internées, subissant une peine disciplinaire, seront détenues dans des locaux distincts de ceux des hommes et seront placées sous la surveillance immédiate de femmes.

Article 125

Les internés punis disciplinairement auront la faculté de prendre chaque jour de l'exercice et d'être en plein air pendant au moins deux heures.

Ils seront autorisés, sur leur demande, à se présenter à la visite médicale quotidienne; ils recevront les soins que nécessite leur état de santé et, le cas échéant, seront évacués sur l'infirmerie du lieu d'internement ou sur un hôpital.

Ils seront autorisés à lire et à écrire, ainsi qu'à expédier et à recevoir des lettres. En revanche, les colis et les envois d'argent pourront ne leur être délivrés qu'à l'expiration de la peine; ils seront confiés en attendant au comité d'internés qui remettra à l'infirmerie les denrées périssables se trouvant dans ces colis.

Aucun interné puni disciplinairement ne pourra être privé du bénéfice des dispositions des articles 107 et 143.

Article 126

Les articles 71 à 76 inclus seront appliqués par analogie aux procédures engagées contre des internés se trouvant sur le territoire national de la Puissance détentrice.

CHAPITRE X

Transferts des internés

Article 127.

Le transfert des internés s'effectuera toujours avec humanité. Il y sera procédé, en règle générale, par chemin de fer ou par d'autres moyens de transport et dans des conditions au moins égales à celles dont bénéficient les troupes de la Puissance détentrice dans leurs déplacements. Si, exceptionnellement, des transferts doivent être faits à pied, ils ne pourront avoir lieu que si l'état physique des internés le permet et ne devront en aucun cas leur imposer de fatigues excessives.

La Puissance détentrice fournira aux internés,

pendant le transfert, de l'eau potable et de la nourriture en quantité, qualité et variété suffisantes pour les maintenir en bonne santé, ainsi que les vêtements, les abris convenables et les soins médicaux nécessaires. Elle prendra toutes les précautions utiles pour assurer leur sécurité pendant le transfert et elle établira, avant leur départ, la liste complète des internés transférés.

Les internés malades, blessés ou infirmes, ainsi que les femmes en couches ne seront pas transférés tant que leur santé pourrait être compromise par le voyage, à moins que leur sécurité ne l'exige impérieusement.

Si le front se rapproche d'un lieu d'internement, les internés qui s'y trouvent ne seront transférés que si leur transfert peut s'effectuer dans des conditions suffisantes de sécurité, ou s'ils courent de plus grands risques à rester sur place qu'à être transférés.

La Puissance détentrice, en décidant le transfert des internés, devra tenir compte de leurs intérêts, en vue notamment de ne pas accroître les difficultés du rapatriement ou du retour au lieu de leur domicile.

Article 128.

En cas de transfert, les internés seront avisés officiellement de leur départ et de leur nouvelle adresse postale; cet avis leur sera donné assez tôt pour qu'ils puissent préparer leurs bagages et avertir leur famille.

Ils seront autorisés à emporter leurs effets personnels, leur correspondance et les colis arrivés à leur adresse; le poids de ces bagages pourra être réduit si les circonstances du transfert l'exigent, mais en aucun cas à moins de vingt-cinq kilos par interné.

La correspondance et les colis adressés à leur ancien lieu d'internement leur seront transmis sans délai.

Le commandant du lieu d'internement prendra, d'entente avec le comité d'internés, les mesures nécessaires pour effectuer le transfert des biens collectifs des internés et des bagages que les internés ne pourraient emporter avec eux, en raison d'une limitation prise en vertu du deuxième alinéa du présent article.

CHAPITRE XI

Décès

Article 129.

Les internés pourront remettre leurs testaments aux autorités responsables qui en assureront la garde. En cas de décès des internés, ces testaments seront transmis promptement aux personnes désignées par les internés.

Le décès de chaque interné sera constaté par un médecin, et un certificat exposant les causes du décès et les conditions dans lesquelles il s'est produit sera établi.

Un acte de décès officiel, dûment enregistré, sera établi conformément aux prescriptions en vigueur sur le territoire où est situé le lieu d'internement et une copie certifiée conforme en sera adressée rapidement à la Puissance protectrice ainsi qu'à l'Agence centrale prévue à l'article 140.

Article 130.

Les autorités détentrices veilleront à ce que les internés décédés en captivité soient enterrés honorablement, si possible selon les rites de la religion à laquelle ils appartenaient, et que leurs tombes soient

respectées, convenablement entretenues et marquées de façon à prouver toujours être retrouvées.

Les internés décédés seront enterrés individuellement, sauf le cas de force majeure qui imposerait une tombe collective. Les corps ne pourront être incinérés que pour d'impérieuses raisons d'hygiène ou en raison de la religion du décédé ou encore s'il en a exprimé le désir. En cas d'incinération, il en sera fait mention avec indication des motifs sur l'acte de décès des internés. Les cendres seront conservées avec soin par les autorités détentrices et seront remises aussi rapidement que possible aux proches parents, s'ils le demandent.

Dès que les circonstances le permettront et au plus tard à la fin des hostilités, la Puissance détentrice transmettra, par l'intermédiaire des Bureaux de renseignements prévus à l'article 136, aux Puissances dont les internés décédés dépendaient, des listes des tombes des internés décédés. Ces listes donneront tous détails nécessaires à l'identification des internés décédés et à la localisation exacte de ces tombes.

Article 131.

Tout décès ou toute blessure grave d'un interné causés ou suspects d'avoir été causés par une sentinelle, par un autre interné ou par toute autre personne, ainsi que tout décès dont la cause est inconnue seront suivis immédiatement d'une enquête officielle de la Puissance détentrice.

Une communication à ce sujet sera faite immédiatement à la Puissance protectrice. Les dépositions de tout témoin seront recueillies; un rapport les contenant sera établi et communiqué à ladite Puissance.

Si l'enquête établit la culpabilité d'une ou de plusieurs personnes, la Puissance détentrice prendra toutes mesures pour la poursuite judiciaire du ou des responsables.

CHAPITRE XII

Libération, rapatriement et hospitalisation en pays neutre

Article 132.

Toute personne internée sera libérée par la Puissance détentrice, dès que les causes qui ont motivé son internement n'existeront plus.

En outre, les Parties au conflit s'efforceront de conclure, pendant la durée des hostilités, des accords en vue de la libération, du rapatriement, du retour au lieu de domicile ou de l'hospitalisation en pays neutre de certaines catégories d'internés, et notamment des enfants, des femmes enceintes et des mères avec nourrissons et enfants en bas âge, des blessés et malades ou des internés ayant subi une longue captivité.

Article 133.

L'internement cessera le plus rapidement possible après la fin des hostilités.

Toutefois, les internés sur le territoire d'une Partie au conflit, qui seraient sous le coup d'une poursuite pénale pour des infractions qui ne sont pas exclusivement passibles d'une peine disciplinaire, pourront être retenus jusqu'à la fin de la procédure et, le cas échéant, jusqu'à l'expiration de la peine. Il en sera de même pour ceux qui ont été condamnés antérieurement à une peine privative de liberté.

Par accord entre la Puissance détentrice et les Puissances intéressées, des commissions devront être instituées, après la fin des hostilités ou de l'occupation du territoire, pour rechercher les internés dispersés.

Article 134.

Les Hautes Parties contractantes s'efforceront, à la fin des hostilités ou de l'occupation, d'assurer le retour de tous les internés à leur dernière résidence, ou de faciliter leur rapatriement.

Article 135.

La Puissance détentrice supportera les frais de retour des internés libérés aux lieux où ils résidaient au moment de leur internement ou, si elle les a appréhendés au cours de leur voyage ou en haute mer, les frais nécessaires pour leur permettre de terminer leur voyage ou de retourner à leur point de départ.

Si la Puissance détentrice refuse la permission de résider sur son territoire à un interné libéré qui, précédemment, y avait son domicile régulier, elle paiera les frais de son rapatriement. Si cependant, l'interné préfère rentrer dans son pays sous sa propre responsabilité, ou pour obéir au gouvernement auquel il doit allégeance, la Puissance détentrice n'est pas tenue de payer ces dépenses au delà de son territoire. La Puissance détentrice ne sera pas tenue de payer les frais de rapatriement d'un interné qui aurait été interné sur sa propre demande.

Si les internés sont transférés conformément à l'article 45, la Puissance qui les transfère et celle qui les accueille s'entendront sur la part des frais qui devront être supportés par chacune d'elles.

Les dites dispositions ne devront pas porter atteinte à des arrangements spéciaux qui pourraient être conclus entre les Parties au conflit au sujet de l'échange et du rapatriement de leurs ressortissants en mains ennemies.

SECTION V.

Bureaux et agence centrale de renseignements

Article 136.

Dès le début d'un conflit, et dans tous les cas d'occupation, chacune des Parties au conflit constituera un Bureau officiel de renseignements chargé de recevoir et de transmettre des informations sur les personnes protégées qui se trouvent en son pouvoir.

Dans le plus bref délai possible, chacune des Parties au conflit transmettra audit Bureau des informations sur les mesures prises par elle contre toute personne protégée appréhendée depuis plus de deux semaines, mise en résidence forcée ou internée. En outre, elle chargera ses divers services intéressés de fournir rapidement au Bureau précité les indications concernant les changements survenus dans l'état de ces personnes protégées, tels que les transferts, libérations rapatriements, évasions, hospitalisations, naissances et décès.

Article 137.

Le Bureau national de renseignements fera parvenir d'urgence, par les moyens les plus rapides, et par l'entremise, d'une part, des Puissances protectrices et, d'autre part, de l'Agence centrale prévue à l'article 140, les informations concernant les personnes protégées à la Puissance dont les personnes visées ci-dessus sont ressortissantes ou à la Puissance sur le territoire de laquelle elles avaient leur résidence. Les Bureaux répondront également à toutes les demandes qui leur sont adressées au sujet des personnes protégées.

Les Bureaux de renseignements transmettront les informations relatives à une personne protégée, sauf dans les cas où leur transmission pourrait porter préjudice à la personne intéressée ou à sa famille. Même

dans ce cas, les informations ne pourront être refusées à l'Agence centrale qui, ayant été avertie des circonstances, prendra les précautions nécessaires indiquées à l'article 140.

Toutes les communications écrites faites par un Bureau seront authentifiées par une signature ou par un sceau.

Article 138.

Les informations reçues par le Bureau national de renseignements et retransmises par lui seront de nature à permettre d'identifier exactement la personne protégée et d'aviser rapidement sa famille. Elles comporteront pour chaque personne au moins le nom de famille, les prénoms, le lieu et la date complète de naissance, la nationalité, la dernière résidence, les signes particuliers, le prénom du père et le nom de la mère, la date et la nature de la mesure prise à l'égard de la personne, ainsi que le lieu où elle a été prise, l'adresse à laquelle la correspondance peut lui être adressée, ainsi que le nom et l'adresse de la personne qui doit être informée.

De même, des renseignements sur l'état de santé des internés malades ou blessés gravement atteints, seront transmis régulièrement et si possible chaque semaine.

Article 139.

Le Bureau national de renseignements sera, en outre chargé de recueillir tous les objets personnels de valeur laissés par les personnes protégées visées à l'article 136, lors notamment de leur rapatriement, libération, évacuation ou décès, et de les transmettre aux intéressés directement, ou, si nécessaire, par l'entremise de l'Agence centrale. Ces objets seront envoyés dans des paquets scellés par le Bureau: seront joints à ces paquets des déclarations établissant avec précision l'identité des personnes auxquelles ces objets appartenaient ainsi qu'un inventaire complet du paquet. La réception et l'envoi de tous les objets de valeur de ce genre seront consignés d'une manière détaillée dans des registres.

Article 140.

Une Agence centrale de renseignements au sujet des personnes protégées, notamment au sujet des internés, sera créée en pays neutre. Le Comité international de la Croix-Rouge proposera aux Puissances intéressées, s'il le juge nécessaire, l'organisation de cette Agence qui pourra être la même que celle prévue par l'article 123 de la Convention de Genève du 12 août 1949 relative au traitement des prisonniers de guerre.

Cette Agence sera chargée de concentrer tous les renseignements du caractère prévu à l'article 136 qu'elle pourra obtenir par les voies officielles ou privées; elle les transmettra le plus rapidement possible au pays d'origine ou de résidence des personnes intéressées, sauf dans les cas où cette transmission pourrait nuire aux personnes que ces renseignements concernent, ou à leur famille. Elle recevra de la part des Parties au conflit toutes les facilités raisonnables pour effectuer ces transmissions.

Les Hautes Parties contractantes, et en particulier celles dont les ressortissants bénéficient des services de l'Agence centrale, sont invitées à fournir à celle-ci l'appui financier dont elle aurait besoin.

Les dispositions qui précèdent ne devront pas être interprétées comme restreignant l'activité humanitaire du Comité international de la Croix-Rouge et des Sociétés de secours mentionnées à l'article 142.

Article 141.

Les Bureaux nationaux de renseignements et l'Agence centrale de renseignements jouiront de la franchise

de port en toute matière postale, ainsi que des exemptions prévues à l'article 110, et, dans toute la mesure du possible, de la franchise télégraphique ou au moins d'importantes réductions de taxes.

TITRE IV.

Exécution de la Convention

SECTION I.

Dispositions Générales

Article 142.

Sous réserve des mesures qu'elles estimeraient indispensables pour garantir leur sécurité ou faire face à toute autre nécessité raisonnable, les Puissances détentrices réserveront le meilleur accueil aux organisations religieuses, sociétés de secours, ou tout autre organisme qui viendrait en aide aux personnes protégées. Elles leur accorderont toutes facilités nécessaires ainsi qu'à leurs délégués dûment accrédités, pour visiter les personnes protégées, pour leur distribuer des secours, du matériel de toute provenance destiné à des fins éducatives, récréatives ou religieuses, ou pour les aider à organiser leurs loisirs à l'intérieur des lieux d'internement. Les sociétés ou organismes précités pourront être constitués soit sur le territoire de la Puissance détentrice, soit dans un autre pays, ou bien pourront avoir un caractère international.

La Puissance détentrice pourra limiter le nombre des sociétés et organismes dont les délégués seront autorisés à exercer leur activité sur son territoire et sous son contrôle, à condition toutefois qu'une telle limitation n'empêche pas d'apporter une aide efficace et suffisante à toutes les personnes protégées.

La situation particulière du Comité international de la Croix-Rouge dans ce domaine sera en tout temps reconnue et respectée.

Article 143.

Les représentants ou les délégués des Puissances protectrices seront autorisés à se rendre dans tous les lieux où se trouvent des personnes protégées, notamment dans les lieux d'internement, de détention et de travail.

Ils auront accès à tous les locaux utilisés par les personnes protégées et pourront s'entretenir avec elles sans témoin, par l'entremise d'un interprète, si cela est nécessaire.

Ces visites ne sauraient être interdites qu'en raison d'impérieuses nécessités militaires et seulement à titre exceptionnel et temporaire. La fréquence et la durée ne pourront en être limitées.

Toute liberté sera laissée aux représentants et aux délégués des Puissances protectrices quant au choix des endroits qu'ils désirent visiter. La Puissance détentrice ou occupante, la Puissance protectrice et, le cas échéant, la Puissance d'origine des personnes à visiter pourront s'entendre pour que des compatriotes des internés soient admis à participer aux visites.

Les délégués du Comité international de la Croix-Rouge bénéficieront des mêmes prérogatives. La désignation de ces délégués sera soumise à l'agrément de la Puissance sous l'autorité de laquelle sont placés les territoires où ils doivent exercer leur activité.

Article 144.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à diffuser le plus largement possible, en temps de paix et en temps de guerre, le texte de la présente Convention dans leurs pays respectifs, et notamment à en incorporer,

l'étude dans les programmes d'instruction militaire et si possible, civile, de telle manière que les principes en soient connus de l'ensemble de la population.

Les autorités civiles, militaires, de police ou autres qui, en temps de guerre, assument des responsabilités à l'égard des personnes protégées, devront posséder le texte de la Convention et être instruites spécialement de ses dispositions.

Article 145.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront par l'entremise du Conseil fédéral suisse et, pendant les hostilités, par l'entremise des Puissances protectrices, les traductions officielles de la présente Convention, ainsi que les lois et règlements qu'elles pourront être amenées à adopter pour en assurer l'application.

Article 146.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre toute mesure législative nécessaire pour fixer les sanctions pénales adéquates à appliquer aux personnes ayant commis, ou donné l'ordre de commettre, l'une ou l'autre des infractions graves à la présente Convention définies à l'article suivant.

Chaque Partie contractante aura l'obligation de rechercher les personnes prévenues d'avoir commis, ou d'avoir ordonné de commettre, l'une ou l'autre de ces infractions graves, et elle devra les déférer à ses propres tribunaux, quelle que soit leur nationalité. Elle pourra aussi, si elle le préfère, et selon les conditions prévues par sa propre législation, les remettre pour jugement à une autre Partie contractante intéressée à la poursuite, pour autant que cette Partie contractante ait retenu contre lesdites personnes des charges suffisantes.

Chaque Partie contractante prendra les mesures nécessaires pour faire cesser les actes contraires aux dispositions de la présente Convention, autres que les infractions graves définies à l'article suivant.

En toutes circonstances, les inculpés bénéficieront de garanties de procédure et de libre défense qui ne seront pas inférieures à celles prévues par les articles 105 et suivants de la Convention de Genève du 12 août 1949 relative au traitement des prisonniers de guerre.

Article 147

Les infractions graves visées à l'article précédent sont celles qui comportent l'un ou l'autre des actes suivants, s'ils sont commis contre des personnes ou des biens protégés par la Convention : l'homicide intentionnel, la torture ou les traitements inhumains, y compris les expériences biologiques, le fait de causer intentionnellement de grandes souffrances ou de porter des atteintes graves à l'intégrité physique ou à la santé, la déportation ou le transfert illégaux, la détention illégale, le fait de contraindre une personne protégée à servir dans les forces armées de la Puissance ennemie, ou celui de la priver de son droit d'être jugée régulièrement et impartialement selon les prescriptions de la présente Convention, la prise d'otages, la destruction et l'appropriation de biens non justifiées par des nécessités militaires et exécutées sur une grande échelle de façon illicite et arbitraire.

Article 148

Aucune Haute Partie contractante ne pourra s'exonérer elle-même, ni exonérer une autre Partie contractante, des responsabilités encourues par elle-même ou par une autre Partie contractante en raison des infractions prévues à l'article précédent.

Article 149

A la demande d'une Partie au conflit, une enquête devra être ouverte, selon le mode à fixer entre les Parties intéressées, au sujet de toute violation alléguée de la Convention.

Si un accord sur la procédure d'enquête n'est pas réalisé, les Parties s'entendront pour choisir un arbitre, qui décidera de la procédure à suivre.

Une fois la violation constatée, les Parties au conflit y mettront fin et la réprimeront le plus rapidement possible.

SECTION II

Dispositions Finales

Article 150

La présente Convention est établie en français et en anglais. Les deux textes sont également authentiques.

Le Conseil fédéral suisse fera établir des traductions officielles de la Convention en langue russe et en langue espagnole.

Article 151

La présente Convention, qui portera la date de ce jour, pourra jusqu'au 12 février 1950, être signée au nom des Puissances représentées à la Conférence qui s'est ouverte à Genève le 21 avril 1949.

Article 152

La présente Convention sera ratifiée aussitôt que possible et les ratifications seront déposées à Berne.

Il sera dressé du dépôt de chaque instrument de ratification un procès-verbal dont une copie, certifiée conforme, sera remise par le Conseil fédéral suisse à toutes les Puissances au nom desquelles la Convention aura été signée ou l'adhésion notifiée.

Article 153

La présente Convention entrera en vigueur six mois après que deux instruments de ratification au moins auront été déposés.

Ultérieurement, elle entrera en vigueur pour chaque Haute Partie contractante six mois après le dépôt de son instrument de ratification.

Article 154

Dans les rapports entre Puissances liées par la Convention de La Haye concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, qu'il s'agisse de celle du 29 juillet 1899 ou de celle du 18 octobre 1907, et qui participent à la présente Convention, celle-ci complétera les sections II et III du Règlement annexé aux susdites Conventions de La Haye.

Article 155

Dès la date de son entrée en vigueur, la présente Convention sera ouverte à l'adhésion de toute Puissance au nom de laquelle cette Convention n'aura pas été signée.

Article 156

Les adhésions seront notifiées par écrit au Conseil fédéral suisse et produiront leurs effets six mois après la date à laquelle elles lui seront parvenues.

Le Conseil fédéral suisse communiquera les adhésions à toutes les Puissances au nom desquelles la Convention aura été signée ou l'adhésion notifiée.

Article 157

Les situations prévues aux articles 2 et 3 donneront effet immédiat aux ratifications déposées et aux adhésions notifiées par les Parties au conflit avant ou après le début des hostilités ou de l'occupation. La communication des ratifications ou adhésions reçues des Parties au conflit sera faite par le Conseil fédéral suisse par la voie la plus rapide.

Article 158

Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté de dénoncer la présente Convention.

La dénonciation sera notifiée par écrit au Conseil fédéral suisse. Celui-ci communiquera la notification

aux Gouvernements de toutes les Hautes Parties contractantes.

La dénonciation produira ses effets un an après sa notification au Conseil fédéral suisse. Toutefois la dénonciation notifiée alors que la Puissance dénonçante est impliquée dans un conflit ne produira aucun effet aussi longtemps que la paix n'aura pas été conclue et, en tout cas, aussi longtemps que les opérations de libération, de rapatriement et d'établissement des personnes protégées par la présente Convention ne seront pas terminées.

La dénonciation vaudra seulement à l'égard de la Puissance dénonçante. Elle n'aura aucun effet sur les obligations que les Parties au conflit demeureront tenues de remplir en vertu des principes du droit des gens tels qu'ils résultent des usages établis entre nations civilisées, des lois de l'humanité et des exigences de la conscience publique.

Article 159

Le Conseil fédéral suisse fera enregistrer la présente Convention au Secrétariat des Nations Unies. Le Conseil fédéral suisse informera également le Secrétariat des Nations Unies de toutes les ratifications, adhésions et dénonciations qu'il pourra recevoir au sujet de la présente Convention.

EN FOI DE QUOI les soussignés, ayant déposé leurs pleins pouvoirs respectifs, ont signé la présente Convention.

FAIT à Genève, le 12 août 1949, en langues française et anglaise, l'original devant être déposé dans les archives de la Confédération suisse. Le Conseil fédéral suisse transmettra une copie certifiée conforme de la Convention à chacun des Etats signataires, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré à la Convention.

M. OSMAN AMIRI Pour l'Afghanistan

Pour la République Populaire :
d'Albanie :

Avec les réserves aux articles 11 et 45 ci-jointes 1

J. MALO

Pour l'Argentine :

Avec les réserves ci-jointes 2

GUILLERMO A. SPERONI

NORMAN R. MIGHELL Pour l'Australie :

Subject to Ratification 3

Pour l'Autriche

Dr. RUD. BLUEHDORN

Pour la Belgique :

MAURICE BOURQUIN

Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie : (4)

N. KOUTZEKOV

Pour la Bolivie :

G. MEDEIROS Pour le Brésil :

Avec les réserves ci-jointes 5

JOAO PINTO DA SILVA Gen. Floriano De LIMA
BRAYNER

1) Pour la République Populaire de Bulgarie :

Avec les réserves ci-jointes 6

K.B. SVETLOV Pour le Canada

With the reservation hereto attached 7

MAX H. WERSHOF

1. Voir le texte des réserves à la page 78
2. Voir le texte des réserves à la page 78
3. When signing, the Australian Plenipotentiary declared that his Government retained the right to enter reservations at the time of ratification.

4. Voir le texte des réserves à la page 78

5. Voir le texte des réserves à la page 79

6. Voir le texte des réserves à la page 80

7. Voir le texte de la réserve à la page 79

Pour le Chili : F. CISTERNAS ORTIZ
 Pour la Chine : WU NAN-JU
 Pour la Colombie : Rafaël ROCHA SCHLOSS
 Pour CUBA : J. DE LA LUZ LEON
 Pour le Danemark :
 GEORG COHN PAUL IPSEN BAGGE
 Pour l'Égypte : A. K. SAFWAT :
 Pour l'Équateur : ALEX GASTELU
 Pour l'Espagne : LUIS CALDERON
 Pour les États-Unis d'Amérique :
 Signed with the reservation hereto attached 8
 JOHN CARTER VINCENT
 Pour l'Éthiopie : GACHAOU ZELLEKE
 Pour la Finlande : REINHOLD SVENTO
 Pour la France :
 G. CAHEN-SALVADOR JACQUINOT
 Pour la Grèce : M. PESMAZOGLOU
 Pour le Guatemala : A. DUPONT-WILLEMEN
 Pour la République Populaire Hongroise :
 ANNA KARA Avec les réserves ci-jointes 9
 Pour l'Inde : D. B. DESAI :
 Pour l'Iran : A. H. MEYKADEH
 Pour la République D'Irlande : SEAN MAC BRIDE
 Pour Israël :
 Avec la réserve ci-jointe 10
 M. KAHANY
 Pour l'Italie :
 GIACINTO AURITI ETTORE BAISTROCCHI
 Pour le Liban :
 MIKAOUÏ
 Pour le Liechtenstein :
 Comte F. WILCZEK
 Pour le Luxembourg
 J. STURM
 Pour le Mexique :
 PEDRO DE ALBA W. R. CASTRO
 Pour la Principauté de Monaco :
 M. LOZE
 Pour le Nicaragua :
 Ad referendum
 LIFSCHITZ
 Pour la Norvège :
 ROLF ANDERSEN
 Pour la Nouvelle-Zélande
 G.R. LAKING
 With the reservations hereto attached 11
 Pour le Pakistan :
 S.M.A. FARUKI, M.G. A.H. SHAIKH
 Pour le Paraguay :
 Conrad FEHR
 Pour les Pays-Bas
 With the reservation hereto attached 12
 J. BOSCH DE ROSENTHAL
 Pour le Pérou :
 GONZALO PIZARRO
 Pour la République des Philippines :
 P. SEBASTIAN 13
 Pour la Pologne :
 Avec les réserves ci-jointes 14
 JULIAN PRZYBOS
 Pour le Portugal :
 Avec les réserves ci-jointes 15
 G. CALDEIRA COELHO

Pour la République Populaire Roumaine :
 Avec les réserves ci-jointes 16
 I. DRAGOMIR
 Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :
 With the reservation hereto attached 17
 ROBERT CRAIGIE H.A. STRUTT W.H. GARDNER
 Pour le Saint-Siège
 PHILIPPE BERNARDINI
 Pour El Salvador :
 R.A. BUSTAMANTE
 Pour la Suède :
 Sous réserve de ratification par S. M. le Roi de Suède
 avec l'approbation du Riksdag
 STAFFAN SODERBLOM
 Pour la Suisse :
 MAX PETITPIÈRE PLINIO BOLLA
 Colonel div. du PASQUIER PH. ZUTTER
 H. MEULI
 Pour la Syrie :
 OMAR EL DJABRI A. GENNAOUI
 Pour la Tchécoslovaquie :
 Avec les réserves ci-jointes 18
 TAUBER
 Pour la Turquie :
 RANA TARHAN
 Pour la République Socialiste Soviétique d'Ukraine : (19)
 O. BOGOMOLETZ

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques : (20)
 N. SLAVIN
 Pour l'Uruguay :
 Conseiller Colonel Hector J. Blanco
 Pour le Vénézuëla
 A. POSSE DE RIVAS
 Pour la République Fédérative Populaire de Yougoslavie :
 Avec les réserves ci-jointes 21
 MILAN RISTIC

ANNEXE I

Projet d'accord relatif aux zones et localités sanitaires et de sécurité
 Article I

Les zones sanitaires et de sécurité seront réservées strictement aux personnes mentionnées à l'article 23 de la Convention de Genève du 12 août 1949, pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne et à l'article 14 de la Convention de Genève du 12 août 1949, relative à la protection de personnes civiles en temps de guerre ainsi qu'au personnel chargé de l'organisation et de l'administration de ces zones et localités et des soins à donner aux personnes qui s'y trouveront concentrées.

Toutefois les personnes qui ont leur résidence permanente à l'intérieur de ces zones auront le droit d'y séjourner.

Article 2

Les personnes se trouvant à quelque titre que ce

13. «This signature is subject to ratification by the Philippines Senate in accordance with the provisions of their Constitution».

14. Voir le texte des réserves à la page 82

15. Voir le texte des réserves à la page 82

16. Voir le texte des réserves à la page 83

17. Voir le texte de la réserve à la page 83

18. Voir le texte des réserves à la page 84

19. Voir le texte des réserves à la page 84

20. Voir le texte des réserves à la page 85

21. Voir le texte des réserves à la page 86

8. Voir le texte de la réserve à la page 80

9. Voir le texte des réserves à la page 80

10. Voir le texte de la réserve à la page 81

11. Voir le texte des réserves à la page 81

12. Voir le texte de la réserve à la page 82

soit, dans une zone sanitaire et de sécurité ne devront se livrer à aucun travail qui aurait un rapport direct avec les opérations militaires ou la production du matériel de guerre ni à l'intérieur ni à l'extérieur de cette zone.

Article 3.

La Puissance qui crée une zone sanitaire et de sécurité prendra toutes mesures appropriées pour en interdire l'accès à toutes les personnes qui n'ont pas le droit de s'y rendre ou de s'y trouver.

Article 4.

Les zones sanitaires et de sécurité répondront aux conditions suivantes:

a) elles ne représenteront qu'une faible partie du territoire contrôlé par la Puissance qui les a créées;

b) elles devront être faiblement peuplées par rapport à leur possibilité d'accueil;

c) elles seront éloignées et dépourvues de tout objectif militaire et de toute installation industrielle ou administrative importante;

d) elles ne seront pas situées dans des régions qui, selon toute probabilité, peuvent avoir une importance sur la conduite de la guerre.

Article 5

Les zones sanitaires et de sécurité seront soumises aux obligations suivantes:

a) les voies de communications et les moyens de transport qu'elles peuvent comporter ne seront pas utilisés pour des déplacements de personnel ou de matériel militaire même en simple transit;

b) elles ne seront militairement défendues en aucune circonstance.

Article 6

Les zones sanitaires et de sécurité seront désignées par des bandes obliques rouges sur fond blanc apposées à la périphérie et sur les bâtiments.

Les zones uniquement réservées aux blessés et malades pourront être désignées par des croix rouges (des croissants rouges, des lions et soleils rouges) sur fond blanc.

De nuit, elles pourront l'être également par un éclairage approprié.

Article 7

Dès le temps de paix ou à l'ouverture des hostilités, chaque Puissance communiquera à toutes les Hautes Parties contractantes la liste des zones sanitaires et de sécurité établies sur le territoire qu'elle contrôle. Elle les informera de toute nouvelle zone créée au cours d'un conflit.

Dès que la Partie adverse aura reçu la notification mentionnée ci-dessus, la zone sera régulièrement constituée.

Si, toutefois, la Partie adverse estime qu'une condition posée par le présent accord n'est manifestement pas remplie, elle pourra refuser de reconnaître la zone en communiquant son refus à la Partie dont relève la zone, ou subordonner sa reconnaissance à l'institution du contrôle prévu à l'article 8.

Article 8

Chaque Puissance qui aura reconnu une ou plusieurs zones sanitaires et de sécurité établies par la Partie adverse, aura le droit de demander qu'une ou plusieurs commissions spéciales contrôlent si les zones remplissent les conditions et obligations énoncées dans le présent accord.

A cet effet, les membres des commissions spéciales auront en tout temps libre accès aux différentes zones et pourront même y résider de façon permanente. Toute facilités leur seront accordées pour qu'ils puissent exercer leur mission de contrôle.

Article 9

Au cas où les commissions spéciales constateraient des faits qui leur paraîtraient contraires aux stipulations du présent accord, elles en avertiraient immédiatement la Puissance dont relève la zone et lui impartiraient un délai de cinq jours au maximum pour y remédier; elles en informeront la Puissance qui a reconnu la zone.

Si, à l'expiration de ce délai, la Puissance dont dépend la zone n'a pas donné suite à l'avertissement qui lui a été adressé, la Partie adverse pourra déclarer qu'elle n'est pas liée par le présent accord à l'égard de cette zone.

Article 10

La puissance qui aura créé une ou plusieurs zones sanitaires et de sécurité ainsi que les Parties adverses auxquelles leur existence aura été notifiée nommeront, ou feront désigner par les Puissances protectrices ou par d'autres Puissances neutres, les personnes qui pourront faire partie des commissions spéciales dont il est fait mention aux articles 8 et 9.

Article 11

Les zones sanitaires et de sécurité ne pourront, en aucune circonstance, être attaquées, mais seront en tout temps protégées et respectées par les Parties au conflit.

Article 12.

En cas d'occupation d'un territoire, les zones sanitaires et de sécurité qui s'y trouvent devront continuer à être respectées et utilisées comme telles.

Cependant, la Puissance occupante pourra en modifier l'affectation après avoir assuré le sort des personnes qui y étaient recueillies.

Article 13

Le présent accord s'appliquera également aux localités que les Puissances affecteraient au même but que les zones sanitaires et de sécurité.

AAEXE II

Projet de Règlement concernant des secours collectifs Aux internés civils

Article 1

Les Comités d'internés seront autorisés à distribuer les envois de secours collectifs dont ils ont la charge à tous les internés rattachés administrativement à leur lieu d'internement, ainsi qu'à ceux qui se trouvent dans les hôpitaux, ou dans les prisons ou autres établissements pénitentiaires.

Article 2

La distribution des envois de secours collectifs s'effectuera selon les instructions des donateurs et conformément au plan établi par les Comités d'internés; toutefois, la distribution des secours médicaux se fera, préférence, d'entente avec les médecins-chefs, et ceux-ci pourront, dans les hôpitaux et lazarets, déroger auxdites instructions dans la mesure où les besoins de leurs malades le commandent. Dans le cadre ainsi défini, cette distribution se fera toujours d'une manière équitable.

Article 3

Afin de pouvoir vérifier la qualité ainsi que la quantité des marchandises reçues, et établir à ce sujet des rapports détaillés à l'intention des donateurs, les membres des Comités d'internés seront autorisés à se rendre dans les gares et autres lieux d'arrivée, proches de leur lieu d'internement, où leur parviennent les envois de secours collectifs.

Article 4.

Les Comités d'internés recevront les facilités nécessaires pour vérifier si la distribution des secours

collectifs, dans toutes les subdivisions et annexes de leur lieu d'internement, s'est effectuée conformément à leurs instructions.

Article 5

Les Comités d'internés seront autorisés à remplir ainsi qu'à faire remplir par des membres des Comités d'internés dans des détachements de travail ou par les médecins-chefs des lazarets et hôpitaux, des formulaires ou questionnaires destinés aux donateurs, et ayant trait aux secours collectifs (distributions, besoins quantités etc). Ces formulaires et questionnaires dûment remplis seront transmis aux donateurs sans délai.

Article 6

Afin d'assurer une distribution régulière de secours collectifs aux internés de leur lieu d'internement et, éventuellement, de faire face aux besoins que provoquerait l'arrivée de nouveaux contingents d'internés, les Comités d'internés seront autorisés à constituer et à maintenir des réserves suffisantes de secours collectifs. Ils disposeront, à cet effet, d'entrepôts adéquats; chaque entrepôt sera muni de deux serrures, le Comité des internés possédant les clés de l'une et le commandant du lieu d'internement celles de l'autre.

Article 7

Les Hautes Parties contractantes, et les Puissances détentrices en particulier, autoriseront dans toute la mesure du possible, et sous réserve de la réglementation relative au ravitaillement de la population, tous achats qui seraient faits sur leur territoire en vue de distribuer des secours collectifs aux internés; elles faciliteront de même les transferts de fonds et autres mesures financières, techniques ou administratives, effectués en vue de ces achats.

Article 8

Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle au droit des internés de recevoir des secours collectifs avant leur arrivée dans un lieu d'internement ou encours de transfert, non plus qu'à la possibilité pour les représentants de la Puissance protectrice, du Comité international de la Croix-Rouge ou de tout autre organisme humanitaire venant en aide aux internés qui serait chargé de transmettre ces secours, d'en assurer la distribution à leurs destinataires par tous autres moyens qu'ils jugeraient opportuns.

CARTE D'INTERNEMENT

ANNEXE III

SERVICE DES INTERNES CIVILS franc de port
CARTE POSTALE

I Recto

IMPORTANT

Cette carte doit être remplie par chaque interné dès qu'il a été interné et chaque fois qu'il aura changé d'adresse, par suite de son transfert dans un autre lieu d'internement ou dans un hôpital.

Cette carte est indépendante de la carte spéciale que l'interné est autorisé à envoyer à sa famille.

AGENCE CENTRALE
De Renseignements
sur les personnes
protégées

Comité International
DE LA CROIX-ROUGE

Ecrire lisiblement et en lettres capitales—1. Nationalité

2. Nom 3. Prénoms (entouteslettres) 4. pr. du père

5. Date de naissance 6. Lieu de naissance

7. Profession

8. Adresse avant l'internement

9. Adresse de la famille

*10. Interné le: (ou)

Venant de (hôpital etc)

*11. Etat de santé

12. Adresse actuelle

13. Date

14. Signature

Biffer ce qui ne convient pas—Ne rien ajouter à ces *indications—Voir explications au verso.

ANNEXE III (suite)

LETTRE

SERVICE DES INTERNES CIVILS

Franc de port

A

Rue et numéro

Lieu de destination (en lettres majuscules)

Province ou département

Pays (en lettres majuscules)

Adresse d'internement

Date et lieu de naissance

Nom et prénoms

Expéditeur :

(Dimensions de la lettre : 29X15 dm.)

ANNEXE III (suite)

CARTE DE CORRESPONDANCE

SERVICE DES INTERNES CIVILS Franc de port

I Recto

CARTE POSTALE

A

Rue et numéro

Lieu de destination (en lettres majuscules)

Province ou département

Pays (en lettres majuscules)

Expéditeur :

Nom et prénoms

Date et lieu de naissance

Adresse d'internement

2. Verso

Date

.....

N'écrire que sur les lignes et très lisiblement.

(Dimensions de la carte de correspondance: 10X15 cm.)

Réserves

faites à l'occasion de la signature des Conventions de Genève du 12 Août 1949 pour la protection des victimes de la guerre.

REPUBLIQUE POPULAIRE D'ALBANIE

M. MALO, Premier Secrétaire près de la Légation d'Albanie à Paris :

1) Convention pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne.

Ad article 10 : «La République populaire d'Albanie ne reconnaîtra comme étant régulière une demande à un organisme humanitaire ou à un Etat neutre de remplacer la Puissance protectrice, qui émanerait d'une Puissance détentrice, que dans le cas du consentement de la Puissance dont les personnes protégées sont ressortissantes.»

2) Convention pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer.

Ad article 10 : «La République populaire d'Albanie ne reconnaîtra comme étant régulière une demande à un organisme humanitaire ou à un Etat neutre de remplacer la Puissance protectrice, qui émanerait d'une Puissance détentrice, que dans le cas du consentement de la Puissance dont les personnes protégées sont ressortissantes.»

3) Convention relative au traitement des prisonniers de guerre.

Ad article 10 : «La République populaire d'Albanie ne reconnaîtra comme étant régulière une demande à un organisme humanitaire ou à un Etat neutre de remplacer la Puissance protectrice, qui émanerait d'une Puissance détentrice, que dans le cas du consentement de la Puissance dont les prisonniers de guerre sont ressortissants.»

Ad article 12 : «La République populaire d'Albanie considère que, au cas où les prisonniers de guerre seraient transférés à une autre Puissance par la Puissance détentrice, la responsabilité de l'application de la Convention à ces prisonniers de guerre continuera toujours à incomber à la Puissance qui les a capturés.»

Ad article 85 : «La République populaire d'Albanie considère que les personnes condamnées conformément à la législation de la Puissance détentrice d'après les principes du procès de Nuremberg pour des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité doivent subir le même régime que des personnes condamnées dans le pays en question. Par conséquent, l'Albanie ne se voit pas liée par l'article 85 en ce qui concerne la catégorie des personnes mentionnées dans la présente réserve.»

4) Convention relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre.

Ad article 11 : «La République populaire d'Albanie ne reconnaîtra comme étant régulière une demande à un organisme humanitaire ou à un Etat neutre de remplacer la Puissance protectrice, qui émanerait d'une Puissance détentrice, que dans le cas du consentement de la Puissance dont les personnes protégées sont ressortissantes.»

Ad article 45 : «La République populaire d'Albanie considère que, au cas où les personnes protégées seraient transférées à une autre Puissance par la Puissance détentrice, la responsabilité de l'application de la Convention à ces personnes protégées continuera toujours à incomber à la Puissance détentrice.»

ARGENTINE

M. SPERONI, Premier Secrétaire près la Légation d'Argentine à Berne, formule la réserve suivante concernant les quatre Conventions de Genève :

«Le Gouvernement argentin a suivi avec intérêt, et la délégation argentine a pris part avec plaisir, aux travaux de la Conférence. La tâche a été difficile, mais, comme l'a bien dit notre Président à l'occasion de la séance de clôture, nous avons réussi.

«L'Argentine, Messieurs, a toujours pris position à l'avant-garde de beaucoup d'autres nations, dans les questions qui ont été l'objet de nos débats. Je signerai donc, au nom de mon Gouvernement et ad referendum, les quatre Conventions, sous réserve de ce que l'article 3 commun, à l'exclusion de tous les autres, sera le seul applicable dans le cas de conflits armés ne présentant pas un caractère international. De même, je signerai la Convention relative à la protection des personnes civiles sous réserve de l'article 68.»

REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE DE BIELORUSSIE

O. KOUTEINIKOV, Chef de la délégation de la République Socialiste Soviétique de Biélorussie :

1) En signant la Convention pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne, le Gouvernement de la République Socialiste Soviétique de Biélorussie formule la réserve suivante :

Ad article 10 : «La République Socialiste Soviétique de Biélorussie ne reconnaîtra pas valides les demandes adressées par la Puissance détentrice à un Etat neutre ou à un organisme humanitaire, d'assumer les tâches dévolues aux Puissances protectrices, au cas où le consentement respectif du Gouvernement du pays dont les personnes protégées sont ressortissantes n'aura pas été acquis.»

2) En signant la Convention pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer, le Gouvernement de la République Socialiste Soviétique de Biélorussie formule la réserve suivante :

Ad article 10 : «La République Socialiste Soviétique de Biélorussie ne reconnaîtra pas valides les demandes adressées par la Puissance détentrice à un Etat neutre ou à un organisme humanitaire d'assumer les tâches dévolues aux Puissances protectrices, au cas où le consentement respectif du Gouvernement du pays dont les personnes protégées sont ressortissantes n'aura pas été acquis.»

3) En signant la Convention relative au traitement des prisonniers de guerre, le Gouvernement de la République Socialiste Soviétique de Biélorussie formule les réserves suivantes :

Ad article 10 : «La République Socialiste Soviétique de Biélorussie ne reconnaîtra pas valides les demandes adressées par la Puissance détentrice à un Etat neutre ou à un organisme humanitaire d'assumer les tâches dévolues aux Puissances protectrices, au cas où le consentement respectif du Gouvernement du pays dont les prisonniers de guerre sont ressortissants n'aura pas été acquis.»

Ad article 12 : «La République Socialiste Soviétique de Biélorussie ne considérera pas valide la libération de la Puissance détentrice qui a transféré à une autre Puissance des prisonniers de guerre, de la responsabilité de l'application de la Convention à ces prisonniers de

guerre pendant le temps que ceux-ci seraient confiés à la Puissance qui a accepté de les accueillir.»

Ad article 85 : «La République Socialiste Soviétique de Biélorussie ne se considère pas tenue par l'obligation, qui résulte de l'article 85, d'étendre l'application de la Convention aux prisonniers de guerre, condamnés en vertu de la législation de la Puissance détentrice conformément aux principes du procès de Nuremberg, pour avoir commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, étant donné que les personnes condamnées pour ces crimes doivent être soumises au régime établi dans le pays en question pour les personnes qui subissent leur peine.»

4) En signant la Convention relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, le Gouvernement de la République Socialiste Soviétique de Biélorussie croit devoir déclarer ce qui suit :

«Bien que la présente Convention ne s'étende pas à la population civile qui se trouve au-delà du territoire occupé par l'ennemi et de ce fait ne réponde pas entièrement aux exigences humanitaires, la délégation de la République Socialiste Soviétique de Biélorussie, reconnaissant que ladite Convention va au-devant des intérêts ayant trait à la protection de la population civile en territoire occupé, et dans certains autres cas, déclare qu'elle est autorisée par le Gouvernement de la République Socialiste Soviétique de Biélorussie de signer la présente Convention en formulant les réserves suivantes» :

Ad article 11: «La République Socialiste Soviétique de Biélorussie ne reconnaîtra pas valides les demandes adressées par la Puissance détentrice à un Etat neutre ou à un organisme humanitaire, d'assumer les tâches dévolues aux Puissances protectrices, au cas où le consentement respectif du Gouvernement du pays dont les personnes protégées sont ressortissantes n'aura pas été acquis.»

Ad article 45: «La République Socialiste Soviétique de Biélorussie ne considérera pas valide la libération de la Puissance détentrice qui a transféré à une autre Puissance des personnes protégées, de la responsabilité de l'application de la Convention aux personnes transférées pendant le temps que celles-ci seraient confiées à la Puissance qui a accepté de les accueillir.»

BRESIL

M. PINTO DA SILVA, Consul général du Brésil à Genève, formule les réserves suivantes en ce qui concerne la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre :

«En signant la Convention relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, le Brésil tient à formuler deux réserves expresses. Quant à l'article 44, parce qu'il est susceptible de nuire à l'action de la Puissance détentrice. Quant à l'article 46, parce que le contenu de son alinéa 2 échappe aux attributions de la Convention, dont l'objectif essentiel, spécifique, est la protection des personnes et non de leurs biens matériels.»

REPUBLIQUE POPULAIRE DE BULGARIE

M. Kosta B. SVETLOV, Ministre de Bulgarie en Suisse, fait la déclaration suivante :

En ma qualité de mandataire du Gouvernement de la République Populaire de Bulgarie, j'ai l'agréable devoir d'exprimer ici sa satisfaction avoir pu participer à l'élaboration d'un acte humanitaire de la plus haute

importance internationale, acte-conventions pour la protection de toutes les victimes de la guerre.

«Je forme, cependant, le vœu que point ne soit besoin de leur application, c'est-à-dire que nous tous, nous déployons tous nos efforts pour empêcher une nouvelle guerre, pour ne pas avoir de victimes à secourir en suivant les règles d'une convention.

«Je dois exprimer, avant tout, les vifs regrets de mon Gouvernement de ce que la majorité de la Conférence diplomatique n'a pas accepté la proposition de la délégation soviétique concernant l'interdiction inconditionnelle des armes atomiques et des autres armes d'extermination en masse de la population.»

En signant donc les Conventions, le Gouvernement de la République Populaire de Bulgarie formule les réserves qui suivent, réserves qui constituent partie intégrante des Conventions:

1) Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre du 12 août 1949.

En signant la présente Convention, le Gouvernement de la République Populaire de Bulgarie formule les réserves suivantes, réserves qui constituent partie intégrante de la Convention:

Concernant l'article 11 : «La République Populaire de Bulgarie ne reconnaîtra pas comme valide le fait qu'une Puissance détentrice de personnes civiles en temps de guerre s'adresse à une Puissance neutre ou à un organisme humanitaire pour lui en confier la protection sans le consentement du Gouvernement du pays dont elles sont ressortissantes.»

Concernant l'article 45 : «La République de Bulgarie ne considérera pas la Puissance détentrice de personnes civiles en temps de guerre qui a transféré ces personnes à une autre Puissance qui a accepté de les accueillir comme libérée de la responsabilité d'appliquer à ces personnes les règles de la Convention pour le temps pendant lequel elles sont détenues par cette autre Puissance.»

2) Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer du 12 août 1949.

En signant la présente Convention, le Gouvernement de la République Populaire de Bulgarie formule la réserve suivante, réserve qui constitue partie intégrante de la Convention :

Concernant l'article 10 : «La République Populaire de Bulgarie ne reconnaîtra pas comme valide le fait qu'une Puissance détentrice de blessés, de malades et de naufragés ou de personnel sanitaire des forces armées sur mer s'adresse à une Puissance neutre ou à un organisme humanitaire pour lui en confier la protection sans le consentement du Gouvernement du pays dont ils sont ressortissants.»

3) Convention de Genève au traitement des prisonniers de guerre du 12 août 1949.

En signant la présente Convention, le Gouvernement de la République Populaire de Bulgarie formule les réserves suivantes, réserves qui constituent partie intégrante de la Convention.

Concernant l'article 10 : «La République Populaire de Bulgarie ne reconnaîtra pas comme valide le fait qu'une Puissance détentrice de prisonniers de guerre s'adresse à une Puissance neutre ou à un organisme humanitaire pour lui en confier la protection sans le consentement du Gouvernement du pays dont ils sont ressortissants.»

Concernant l'article 12 : «La République Populaire de Bulgarie ne considérera pas la Puissance détentrice de prisonniers de guerre qui a transféré ces personnes

à une autre Puissance qui a accepté de les accueillir comme libérée de la responsabilité d'appliquer à ces personnes les règles de la Convention pour le temps pendant lequel elles sont détenues par cette autre Puissance.»

Concernant l'article 85 : «La République Populaire de Bulgarie ne s'estime pas tenue de remplir, par extension, les dispositions découlant de l'article 85 à l'égard de prisonniers de guerre condamnés, en vertu de la législation de la Puissance détentrice et conformément aux principes du procès de Nuremberg, pour crimes de guerre ou crimes antihumanitaires que ces personnes ont commis avant d'avoir été faites prisonniers, parce que ces condamnés doivent se soumettre au régime du pays institué pour purger la peine.»

4) Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne du 12 août 1949.

En signant la présente Convention, le Gouvernement de la République Populaire de Bulgarie formule la réserve suivante, réserve qui constitue partie intégrante de la Convention :

Concernant l'article 10 : «La République Populaire de Bulgarie ne reconnaîtra pas comme valide le fait qu'une Puissance détentrice de blessés, de malades ou de personnel sanitaire dans les forces armées en campagne s'adresse à une Puissance neutre ou à un organisme humanitaire pour lui en confier la protection sans le consentement du Gouvernement du pays dont ces personnes sont ressortissantes.»

CANADA

M. WERSHOF, Conseiller d'Ambassade, du Haut Commissariat du Canada à Londres, formule la réserve suivante en ce qui concerne la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre :

«Le Canada se réserve le droit d'appliquer la peine de mort selon les dispositions de l'article 68, deuxième alinéa, sans égard à la question de savoir si les délits qui y sont mentionnés sont punissables ou non par la peine de mort selon la loi du territoire occupé à l'époque où commence l'occupation.»

ESPAGNE

M. CALDERON Y MARTIN, Ministre d'Espagne en Suisse, formule la réserve suivante en ce qui concerne la Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre; le texte de cette réserve a été déposé en espagnol, français et anglais :

«En matière de garanties de procédure et de sanctions pénales et disciplinaires, l'Espagne accordera aux prisonniers de guerre le même traitement qu'établissent ses lois pour ses propres forces nationales.

»Par «droit international en vigueur» (article 99), l'Espagne entend n'accepter que celui de source conventionnelle ou celui qui aurait été élaboré au préalable par des organismes auxquels elle prend part.»

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

M. VINCENT, Ministre des Etats-Unis d'Amérique en Suisse, fait la déclaration suivante en signant la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre du 12 août 1949:

«Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique approuve entièrement les buts que poursuit la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre.

»J'ai reçu de mon Gouvernement pour instruction de signer cette Convention en formulant la réserve qui suit au sujet de l'article 68:

«Les Etats-Unis d'Amérique se réservent le droit d'appliquer la peine de mort selon les dispositions de l'Article 68, paragraphe 2, sans égard à la question de savoir si les délits qui y sont mentionnés sont punissables ou non par la peine de mort selon la loi du territoire occupé à l'époque où commence l'occupation.»

REPUBLIQUE POPULAIRE HONGROISE

Mme KARA formule les réserves suivantes:

«La délégation de la République Populaire Hongroise s'est ménagé le droit, à la séance du 11 août 1949 de la Confédération diplomatique, de faire des réserves expresses lors de la signature des Conventions après les avoir examinées, Elle a fait remarquer dans son discours à la séance mentionnée qu'elle n'était pas d'accord avec toutes les dispositions de ces Conventions. Après l'examen approfondi des textes des Conventions, le Gouvernement de la République Populaire Hongroise s'est décidé de signer les Conventions malgré leurs défauts qui sautent aux yeux, puisqu'il est d'avis que les Conventions constituent un progrès par rapport à la situation actuelle du point de vue de la réalisation des principes humanitaires et de la défense des victimes de la guerre.

»Le Gouvernement de la République Populaire Hongroise est obligé de constater que les résultats réels de la Conférence diplomatique terminée le 12 août ne se conforment pas aux espoirs, vu que la majorité des membres de la Conférence n'a pas adopté les projets de la délégation soviétique concernant l'arme atomique et les autres moyens d'extermination en masse de la population.

»La délégation de la République Populaire Hongroise a pris acte avec regret du point de vue de la majorité de la Conférence qui est contraire aux désirs des peuples engagés dans la lutte pour la paix et pour leur liberté. La délégation de la République Populaire Hongroise est convaincue que l'acceptation des propositions soviétiques aurait signifié la mesure la plus efficace en vue de la protection des victimes de la guerre. La délégation de la République Populaire Hongroise tient spécialement à démontrer les défauts essentiels de la Convention relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, défauts sur lesquels elle a attiré l'attention des Etats participant à la Conférence pendant les séances. Il s'agit particulièrement de l'article 4 de la Convention en vertu duquel les dispositions de la Convention relative à la protection des personnes civiles ne s'étendent pas à certaines personnes, parce que l'Etat, dont elles sont les ressortissantes n'a pas adhéré à la Convention. Le Gouvernement de la République Populaire Hongroise estime que ces dispositions sont contraires aux principes humanitaires que la Convention désire assurer.

»Le Gouvernement Populaire Hongroise a également de graves objections contre l'article 5 de la dite Convention, en vertu duquel une suspicion légitime d'une activité préjudiciable à la sécurité de l'Etat suffit déjà à priver les personnes protégées de la protection assurée par la Convention. Le Gouvernement de la République Populaire Hongroise est d'avis que cette disposition rend d'avance illusoire la réalisation des principes fondamentaux de la Convention.

»Les réserves expresses du Gouvernement de la

République Populaire Hongroise par rapport à la signature des Conventions sont les suivantes :

1) «Selon l'avis du Gouvernement de la République Populaire Hongroise les dispositions de l'article 10 des Conventions «blessés et malades», «maritime» et «prisonniers de guerre», ainsi que de l'article 11 de la Convention relative à la protection des personnes civiles, concernant la substitution de la Puissance protectrice, ne peuvent être appliquées que dans le cas où le Gouvernement de l'Etat, dont les personnes protégées sont les ressortissants, n'existe plus.

2) «Le Gouvernement de la République Populaire Hongroise ne peut pas approuver les dispositions de l'article 11 des Conventions «blessés et malades», «maritime» et «prisonniers de guerre», respectivement de l'article 12 de la Convention relative à la protection des personnes civiles, selon lesquelles la compétence de la Puissance protectrice s'étend à l'interprétation des Conventions.

3) «Par rapport à l'article 12 de la Convention relative au traitement des prisonniers de guerre, le Gouvernement de la République Populaire Hongroise maintient son point de vue, selon lequel, en cas de transfert de prisonniers de guerre d'une Puissance à une autre, la responsabilité pour l'application des dispositions des Conventions doit incomber à ces deux Puissances.

4) «La délégation de la République Populaire Hongroise répète sa protestation élevée au cours des séances relatives à l'article 85 de la Convention des prisonniers de guerre jugés pour des crimes de guerre et pour des crimes contre l'humanité conformément aux principes de Nuremberg, doivent être soumis au même traitement que les criminels condamnés pour d'autres crimes.

5) «Le Gouvernement de la République Populaire Hongroise maintient finalement son point de vue exprimé concernant l'article 45 de la Convention relative à la protection des personnes civiles, selon lequel en cas de transfert de personnes protégées d'une Puissance à une autre, la responsabilité pour l'application de la Convention doit incomber à ces deux Puissances.»

ISRAEL

M. KAHANY, délégué d'Israël auprès de l'Office européen des Nations Unies et du Comité international de la Croix-Rouge, fait la déclaration suivante:

«Conformément aux instructions reçues de mon Gouvernement, je signerai la Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre sans réserve aucune. Mais pour chacune des trois autres Conventions, notre signature sera accompagnée des réserves dont voici la teneur :

1) Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne.

«Sous la réserve que, tout en respectant l'inviolabilité des emblèmes et signes distinctifs de la Convention, Israël se servira du Bouclier Rouge de David comme emblème et signe distinctif du service sanitaire de ses forces armées.»

2) Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer.

«Sous la réserve que, tout en respectant l'inviolabilité des emblèmes et signes distinctifs de la Convention, Israël se servira du Bouclier Rouge de David sur les drapeaux, les brassards, ainsi que tout le matériel (y compris les navires-hôpitaux) se rattachant au service sanitaire.»

3) Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre.

«Sous la réserve que tout en respectant l'inviolabilité des emblèmes et signes distinctifs prévus dans l'article 38 de la Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne du 12 août 1949, Israël se servira du Bouclier Rouge de David comme emblème et signe distinctif prévu dans cette Convention.»

ITALIE

M. AURITI, Ambassadeur d'Italie, fait les déclarations suivantes au sujet de la Convention relative au traitement des prisonniers de guerre et des Résolutions nos 6, 7 et 9 de la Conférence diplomatique de Genève :

1) Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre.

«Le Gouvernement italien déclare faire des réserves au sujet du dernier alinéa de l'article 66 de la Convention relative au traitement des prisonniers de guerre.»

2) Résolution no 6 de la Conférence diplomatique de Genève.

«Attendu que la Conférence a émis le vœu «que les Hautes Parties contractantes confient dans un avenir rapproché à une Commission d'Experts le soin d'étudier la mise au point technique des moyens modernes de transmission entre les navires-hôpitaux, d'une part, et les navires de guerre et aéronefs militaires, d'autre part» le Gouvernement italien exprime l'espoir que ladite Commission d'Experts soit convoquée si possible dans les mois qui suivent pour l'élaboration d'un code international réglementant, de façon précise, l'usage de ces moyens.

«Les forces armées italiennes sont en train de procéder à une étude approfondie à ce sujet et seraient prêtes à présenter, le cas échéant, des propositions techniques concrètes qui pourraient servir comme base l'usage de discussion.»

3) Résolution no 7 de la Conférence diplomatique.

«Le Gouvernement italien est prêt à prendre toutes les dispositions utiles pour que les navires-hôpitaux diffusent à intervalles fréquents et réguliers tous renseignements relatifs à leur position, à leur direction et à leur vitesse.»

4) Résolution no 9 de la Conférence diplomatique

«En ce qui concerne le deuxième alinéa de la Résolution no 9, le Gouvernement italien est d'avis que les administrations des télécommunications des Hautes Parties contractantes doivent collaborer pour établir un système de groupement des télégrammes des prisonniers de guerre pour faciliter la transmission des messages chiffrés afin d'éviter des erreurs et les doubles transmissions internationales avec l'augmentation de leur coût.»

LUXEMBOURG¹

M. STURM, Chargé d'Affaires du Luxembourg en Suisse, formule la réserve suivante :

«Le soussigné délégué du Grand-Duché de Luxembourg, dûment autorisé par son Gouvernement, a signé aujourd'hui, le 8 décembre 1949, la Convention élaborée par la Conférence diplomatique de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre sous la réserve :

«que le droit national positif continuera à être appliqué aux procédures en cours.»

NOUVELLE-ZELANDE

M. George Robert LAKING, Conseiller près l'Ambassade de la Nouvelle-Zélande à Washington, fait la déclaration suivante :

«Le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande désire que je déclare en signant les quatre Conventions élaborées par la Conférence diplomatique de Genève en 1949 que, n'ayant pas eu le temps nécessaire pour étudier les réserves faites par d'autres Etats, il réserve pour l'instant ses vues à l'égard des dites réserves.

»Le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande désire qu'au moment de signer la Convention relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, je fasse les réserves suivantes :

1) »La Nouvelle-Zélande se réserve le droit d'appliquer la peine de mort selon les dispositions de l'article 68, deuxième alinéa, sans égard à la question de savoir si les délits qui y sont mentionnés sont punissables ou non par la peine de mort selon la loi du territoire occupé à l'époque où commence l'occupation.

2) »Etant donné que l'Assemblée générale des Nations Unies, ayant approuvé les principes établis par la charte et le jugement du Tribunal de Nuremberg, a chargé la Commission du droit international d'inclure ces principes dans une codification générale des infractions contre la paix et la sécurité de l'humanité, la Nouvelle-Zélande se réserve le droit de prendre les mesures nécessaires pour obtenir que de telles infractions soient punies, nonobstant les dispositions de l'article 70, premier alinéa.»

PAYS-BAS

M. BOSCH, Chevalier DE ROSENTHAL, Ministre des Pays-Bas en Suisse, déclare ce qui suit :

«Mon Gouvernement m'a donné pour instructions de signer les quatre Conventions élaborées par la Conférence diplomatique qui s'est tenue à Genève du 21 avril au 12 août 1949. Mon Gouvernement désire cependant formuler la réserve suivante en ce qui concerne la Convention de Genève pour la protection des personnes civiles en temps de guerre :

»Le Royaume des Pays-Bas se réserve le droit d'appliquer la peine de mort selon les dispositions de l'article 68, paragraphe deux, sans égard à la question de savoir si les délits qui y sont mentionnés sont punissables ou non par la peine de mort selon la loi du territoire occupé à l'époque où commence l'occupation.»

POLOGNE

M. PRZYBOS, Ministre de Pologne en Suisse, formule les réserves suivantes en ce qui concerne les quatre Conventions de Genève :

1) «En signant la Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne, je déclare que le Gouvernement de la République polonaise adhère à la dite Convention, sous réserve de son article 10.

»Le Gouvernement de la République polonaise ne considérera pas comme légale une demande de la Puissance détentrice tendant à ce qu'un Etat neutre ou un organisme international ou un organisme humanitaire assume les fonctions dévolues par la présente Convention aux Puissances protectrices envers les blessés et malades ou les membres du personnel sanitaire et religieux, si le Gouvernement dont ils sont ressortissants n'y donne pas son consentement.

2) »En signant la Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des

naufragés des forces armées sur mer, je déclare que le Gouvernement de la République polonaise adhère à ladite Convention, sous réserve de son article 10.

»Le Gouvernement de la République polonaise ne considérera pas comme légale une demande de la Puissance détentrice tendant à ce qu'un Etat neutre ou un organisme international ou un organisme humanitaire assume les fonctions dévolues par la présente Convention aux Puissances protectrices envers les blessés, malades et naufragés, ou les membres du personnel sanitaire et religieux, si le Gouvernement dont ils sont ressortissants n'y donne pas son consentement.

3) »En signant la Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre, je déclare que le Gouvernement de la République polonaise adhère à ladite Convention, sous réserve de ses articles 10, 12 et 85.

»En ce qui concerne l'article 10, le Gouvernement de la République polonaise ne considérera pas comme légale une demande de la Puissance détentrice tendant à ce qu'un Etat neutre ou un organisme international ou un organisme humanitaire assume les fonctions dévolues par la présente Convention aux Puissances protectrices envers les prisonniers de guerre, si le Gouvernement dont ils sont ressortissants n'y donne pas son consentement.

»En ce qui concerne l'article 12, le Gouvernement de la République polonaise ne considérera pas comme légal qu'une Puissance effectuant un transfert de prisonniers de guerre, soit libérée de sa responsabilité d'appliquer la Convention, même pour le temps pendant lequel ces prisonniers de guerre seront confiés à la Puissance qui a accepté de les accueillir.

»En ce qui concerne l'article 85, le Gouvernement de la République polonaise ne considérera pas comme légal que les prisonniers de guerre, condamnés pour des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité au sens des principes énoncés lors des jugements de Nuremberg, restent au bénéfice de la présente Convention, étant donné que les prisonniers de guerre condamnés pour ces crimes doivent être soumis aux prescriptions sur l'exécution des peines en vigueur dans l'Etat intéressé.

4) »En signant la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, je déclare que le Gouvernement de la République polonaise adhère à la dite Convention, sous réserve de ses articles 11 et 45.

»En ce qui concerne l'article 11, le Gouvernement de la République polonaise ne considérera pas comme légale une demande de la Puissance détentrice tendant à ce qu'un Etat neutre ou un organisme international ou un organisme humanitaire assume les fonctions dévolues par la présente Convention aux Puissances protectrices envers les personnes protégées, si le Gouvernement dont elles sont ressortissantes n'y donne pas son consentement.

»En ce qui concerne l'article 45, le Gouvernement de la République polonaise ne considère pas comme légal qu'une Puissance effectuant un transfert de personnes protégées, soit libérée de sa responsabilité d'appliquer la Convention, même pour le temps pendant lequel ces personnes protégées seront confiées à la Puissance qui a accepté de les accueillir.»

PORTUGAL

M. Gonçalo CALDEIRA COELHO, Chargé d'Affaires du Portugal en Suisse, formule les réserves suivantes :

a) Article 3, commun aux quatre Conventions :

«N'étant pas concrètement défini ce qui doit être appelé un conflit de caractère non international et, en cas que, par cette désignation on entend se référer uniquement à la guerre civile, n'étant pas clairement établi le moment à partir duquel une rébellion armée de caractère interne doit être considérée comme telle, le Portugal se réserve le droit de ne pas appliquer, dans tous les territoires soumis à sa souveraineté dans n'importe quelle partie du monde, la matière de l'article 3 dans tout ce qu'elle puisse avoir de contraire aux dispositions de la loi portugaise.»

b) Article 10, des Conventions I.II.III et article II de la Convention IV :

«Le Gouvernement portugais n'accepte la doctrine des articles cités que sous réserve que les demandes adressées par la Puissance détentrice à un Etat neutre ou à un organisme humanitaire pour qu'ils assument les fonctions dévolues normalement aux Puissances protectrices aient l'assentiment ou l'accord du gouvernement du pays duquel sont originaires les personnes à protéger (Puissances d'origine).»

c) Article 13 de la Convention I et article 4 de la Convention III :

«Le Gouvernement portugais fait une réserve dans l'application de ces articles dans tous les cas dans lesquels le gouvernement légitime a déjà sollicité et accepté l'armistice ou la suspension des opérations militaires de n'importe quelle nature, même si les forces armées en campagne n'ont pas encore capitulé.»

d) Article 60 de la Convention III :

«Le Gouvernement portugais accepte la doctrine de cet article sous la réserve que, en aucun cas, il ne s'oblige à payer aux prisonniers comme solde mensuelles une somme supérieure à 50 o/o des appointements dus aux militaires portugais de poste ou catégorie équivalents, qui se trouvent en service actif dans la zone de combat.»

REPUBLIQUE POPULAIRE ROUMAINE

M. Ioan DRAGOMIR, Chargé d'Affaires de Roumanie en Suisse, fait la déclaration suivante :

1) »En signant la Convention pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne, le Gouvernement de la République Populaire Roumaine formule la réserve suivante:

Ad article 10 : »La République Populaire Roumaine ne reconnaîtra pas valides les demandes adressées par la Puissance détentrice à un Etat ou à un organisme humanitaire d'assumer les tâches dévolues aux Puissances protectrices, au cas où le consentement respectif du gouvernement du pays dont les personnes protégées sont ressortissantes n'aura pas été acquis.

2) »En signant la Convention pour l'amélioration du sort des blessés des malades et des naufragés des forces armées sur mer, le Gouvernement de la République Populaire Roumaine formule la réserve suivante :

Ad article 10 : »La République Populaire Roumaine ne reconnaîtra pas valides les demandes adressées par la Puissance détentrice à un Etat neutre ou à un organisme humanitaire d'assumer les tâches dévolues aux Puissances protectrices, au cas où le consentement respectif du gouvernement du pays, dont les personnes protégées sont ressortissantes, n'aura pas été acquis.

3) »En signant la Convention relative au traitement des prisonniers de guerre, le Gouvernement de la République Populaire Roumaine formule les réserves suivantes:

Ad article 10 : »La République Populaire Roumaine ne reconnaîtra pas valides les demandes adressées par la Puissance détentrice à un Etat neutre ou à un organisme humanitaire d'assumer les tâches dévolues aux Puissances protectrices au cas où le consentement respectif du gouvernement du pays dont les prisonniers de guerre sont ressortissants n'aura pas été acquis.

Ad article 12 : »La République Populaire Roumaine ne considérera pas valide la libération de la Puissance détentrice, qui a une autre Puissance des prisonniers de guerre, de la responsabilité de l'application de la Convention à ces prisonniers de guerre, pendant le temps où ceux-ci se trouvent sous la protection de la Puissance qui a accepté de les accueillir.

Ad article 85 : »La République Populaire Roumaine ne se considère pas tenue par l'obligation qui résulte de l'article 85, d'étendre l'application de la Convention aux prisonniers de guerre, condamnés en vertu de la législation de la Puissance détentrice, conformément aux principes du procès de Nuremberg, pour avoir commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, étant donné que les personnes condamnées pour ces crimes doivent être soumises au régime établi, dans le pays en question, pour les personnes qui subissent leur peine.

4) »En signant la Convention relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, je suis autorisé à déclarer ce qui suit :

»Le Gouvernement de la République Populaire Roumaine considère que cette Convention, du fait qu'elle ne s'applique pas à la population civile qui se trouve en dehors du territoire occupé par l'ennemi, ne correspond pas entièrement aux exigences humanitaires.

»Malgré cela, prenant en considération le fait que la Convention se propose de défendre les intérêts de la population civile qui se trouve en territoire occupé, je suis autorisé par le Gouvernement de la République Populaire Roumaine à signer ladite Convention avec les réserves suivantes:

Ad article II : »La République Populaire Roumaine ne reconnaîtra pas valides les demandes adressées par la Puissance détentrice à un Etat neutre ou à un organisme humanitaire d'assurer les tâches dévolues aux Puissances protectrices, au cas où le consentement respectif du gouvernement du pays dont les personnes protégées sont ressortissantes n'aura pas été acquis.

Ad article 45 : »La République Populaire Roumaine ne considérera pas valide la libération de la Puissance détentrice, qui a transféré à une autre Puissance des personnes protégées, de la responsabilité de l'application de la Convention aux personnes transférées pendant le temps où celles-ci se trouvent sous la protection de la Puissance qui a accepté de les accueillir.»

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

Le très Honorable Sir Robert L. CRAIGIE, du Ministère des Affaires étrangères, fait la déclaration suivante :

»Le Gouvernement de Sa Majesté m'a chargé de formuler la réserve suivante en signant la Convention de Genève pour la protection des personnes civiles en temps de guerre :

«Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord se réserve le droit d'appliquer la peine de mort selon les dispositions de l'article 68, paragraphe deux, sans égard à la question de savoir si les délits qui

y sont mentionnés sont punissables ou non par la peine de mort selon la loi du territoire occupé à l'époque où commence l'occupation.»

TCHECOSLOVAQUIE

M. TAUBER, Ministre de Tchécoslovaquie en Suisse, formule les réserves suivantes :

1) «En procédant à la signature de la Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne, je déclare que le Gouvernement de la République tchécoslovaque adhère à ladite Convention, sous réserve de son article 10.

»Le Gouvernement de la République tchécoslovaque ne considérera pas comme légale une demande de la Puissance détentrice tendant à ce qu'un Etat neutre ou un organisme international ou un organisme humanitaire assume les fonctions dévolues par la présente Convention aux Puissances protectrices envers les blessés et malades ou les membres du personnel sanitaire et religieux, si le Gouvernement dont ils sont ressortissants n'y donne pas son consentement.

2) »En procédant à la signature de la Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer, je déclare que le Gouvernement de la République tchécoslovaque adhère à ladite Convention, sous réserve de son article 10.

»Le Gouvernement de la République tchécoslovaque ne considérera pas comme légale une demande de la Puissance détentrice tendant à ce qu'un Etat neutre ou un organisme international ou un organisme humanitaire assume les fonctions dévolues par la présente Convention aux Puissances protectrices envers les blessés, malades et naufragés, ou les membres du personnel sanitaire et religieux, si le Gouvernement dont ils sont ressortissants n'y donne pas son consentement.

3) »En procédant à la signature de la Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre, je déclare que le Gouvernement de la République tchécoslovaque adhère à ladite Convention, sous réserve de ses articles 10, 12 et 85.

»En ce qui concerne l'article 10, le Gouvernement de la République tchécoslovaque ne considérera pas comme légale une demande de la Puissance détentrice tendant à ce qu'un Etat neutre ou un organisme international ou un organisme humanitaire assume les fonctions dévolues par la présente Convention aux Puissances protectrices envers les prisonniers de guerre, si le Gouvernement dont ils sont ressortissants n'y donne pas son consentement.

»En ce qui concerne l'article 12, le Gouvernement de la République tchécoslovaque ne considérera pas comme légal qu'une Puissance effectuant un transfert de prisonniers de guerre, soit libérée de sa responsabilité de l'application de la Convention, même pour le temps pendant lequel ces prisonniers de guerre seront confiés à la Puissance qui a accepté de les accueillir.

»En ce qui concerne l'article 85, le Gouvernement de la République tchécoslovaque ne considérera pas comme légal que les prisonniers de guerre, condamnés pour des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité au sens des principes appliqués au procès de Nuremberg, restent au bénéfice de la présente Convention, étant donné que les prisonniers de guerre condamnés pour ces crimes doivent être soumis au régime sur l'exécution des peines en vigueur dans l'Etat où ils ont été condamnés.

4) »En procédant à la signature de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerres je déclare que le Gouvernement de la République tchécoslovaque adhère à ladite Convention sous réserve de ses articles 11 et 45.

»En ce qui concerne l'article 11, le Gouvernement de la République tchécoslovaque ne considérera pas comme légale une demande de la Puissance détentrice tendant à ce qu'un Etat neutre ou un organisme international ou un organisme humanitaire assume les fonctions dévolues par la présente Convention aux Puissances protectrices envers les personnes protégées, si le Gouvernement dont elles sont ressortissantes n'y donne pas son consentement.

»En ce qui concerne l'article 45, le Gouvernement de la République tchécoslovaque ne considérera pas comme légal qu'une Puissance effectuant un transfert de personnes protégées, soit libérée de sa responsabilité de l'application de la Convention, même pour le temps pendant lequel ces personnes protégées seront confiées à la Puissance qui a accepté de les accueillir.»

REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE D'UKRAINE

M. BOGOMOLETZ, Chef de la délégation de la République Socialiste Soviétique d'Ukraine :

1) »En signant la Convention pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne, le Gouvernement de la République Socialiste Soviétique d'Ukraine formule la réserve suivante :

Ad article 10 : »La République Socialiste Soviétique d'Ukraine ne reconnaîtra pas valides les demandes adressées par la Puissance détentrice à un Etat neutre ou à un organisme humanitaire, d'assumer les tâches dévolues aux Puissances protectrices, au cas où le consentement respectif du Gouvernement du pays dont les personnes protégées sont ressortissantes n'aura pas été acquis.

2) »En signant la Convention pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer, le Gouvernement de la République Socialiste Soviétique d'Ukraine formule la réserve suivante :

Ad article 10 : »La République Socialiste Soviétique d'Ukraine ne reconnaîtra pas valides les demandes adressées par la Puissance détentrice à un Etat neutre ou à un organisme humanitaire d'assumer les tâches dévolues aux Puissances protectrices, au cas où le consentement respectif du Gouvernement du pays dont les personnes protégées sont ressortissantes n'aura pas été acquis.

3) »En signant la Convention relative au traitement des prisonniers de guerre, le Gouvernement de la République Socialiste Soviétique d'Ukraine formule les réserves suivantes :

Ad article 10 : »La République Socialiste Soviétique d'Ukraine ne reconnaîtra pas valides les demandes adressées par la Puissance détentrice à un Etat neutre ou à un organisme humanitaire d'assumer les tâches dévolues aux Puissances protectrices, au cas où le consentement respectif du Gouvernement du pays dont les prisonniers de guerre sont ressortissantes n'aura pas été acquis.

Ad article 12 : »La République Socialiste Soviétique d'Ukraine ne considérera pas valide la libération de la Puissance détentrice qui a transféré à une autre Puissance des prisonniers de guerre, de la responsabilité de l'application de la Convention à ces prison-

niers de guerre pendant le temps que ceux-ci seraient confiés à la Puissance qui a accepté de les accueillir.

Ad article 85 : «La République Socialiste Soviétique d'Ukraine ne se considère pas tenue par l'obligation, qui résulte de l'article 85, d'étendre l'application de la Convention aux prisonniers de guerre, condamnés en vertu de la législation de la Puissance détentrice conformément aux principes du procès de Nuremberg, pour avoir commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, étant donné que les personnes condamnées pour ces crimes doivent être soumises au régime établi dans le pays en question pour les personnes qui subissent leur peine.

4) «En signant la Convention relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, le Gouvernement de la République Socialiste Soviétique d'Ukraine croit devoir déclarer ce qui suit :

«Bien que la présente Convention ne s'étende pas à la population civile qui se trouve au delà du territoire occupé par l'ennemi et de ce fait ne réponde pas entièrement aux exigences humanitaires, la délégation de la République Socialiste Soviétique d'Ukraine, reconnaissant que ladite Convention va au-devant des intérêts ayant trait à la protection de la population civile en territoire occupé, et dans certains autres cas, déclare qu'elle est autorisée par le Gouvernement de la République Socialiste Soviétique d'Ukraine de signer la présente Convention en formulant les réserves suivantes :

Ad article 11 : «La République Socialiste Soviétique d'Ukraine ne reconnaîtra pas valides les demandes adressées par la Puissance détentrice à un Etat neutre ou à un organisme humanitaire, d'assumer les tâches dévolues aux Puissances protectrices, au cas où le consentement respectif du Gouvernement du pays dont les personnes protégées sont ressortissantes n'aura pas été acquis.

Ad article 45 : «La République Socialiste Soviétique d'Ukraine ne considérera pas valide la libération de la Puissance détentrice qui a transféré à une autre Puissance des personnes protégées, de la responsabilité de l'application de la Convention aux personnes transférées pendant le temps que celles-ci seraient confiées à la Puissance qui a accepté de les accueillir.»

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES

Le Général SLAVINE, Chef de la délégation de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques :

1) «En signant la Convention pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagnes, le Gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques formule la réserve suivante :

Ad article 10 : «L'Union des Républiques Socialistes Soviétiques ne reconnaîtra pas valides les demandes adressées par la Puissance détentrice à un Etat neutre ou à un organisme humanitaire, d'assumer les tâches dévolues aux Puissances protectrices, au cas où le consentement respectif du Gouvernement du pays dont les personnes protégées sont ressortissantes n'aura pas été acquis.

2) «En signant la Convention pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer, le Gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques formule la réserve suivante :

Ad article 10 : «L'Union des Républiques Socialistes

Soviétiques ne reconnaîtra pas valides les demandes adressées par la Puissance détentrice à un Etat neutre ou à un organisme humanitaire, d'assumer les tâches dévolues aux Puissances protectrices, au cas où le consentement respectif du Gouvernement du pays dont les personnes protégées sont ressortissantes n'aura pas été acquis.

3) «En signant la Convention relative au traitement des prisonniers de guerre, le Gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques formule les réserves suivantes :

Ad article 10 : «L'Union des Républiques Socialistes Soviétiques ne reconnaîtra pas valides les demandes adressées par la Puissance détentrice à un Etat neutre ou à un organisme humanitaire, d'assumer les tâches dévolues aux Puissances protectrices, au cas où le consentement respectif du Gouvernement du pays dont les prisonniers de guerre sont ressortissantes n'aura pas été acquis.

Ad article 12 : «L'Union des Républiques Socialistes Soviétiques ne considérera pas valide la libération de la Puissance détentrice qui a transféré à une autre Puissance des prisonniers de guerre, de la responsabilité de l'application de la Convention à ces prisonniers de guerre pendant le temps que ceux-ci seraient confiés à la Puissance qui a accepté de les accueillir.

Ad article 85 : «L'Union des Républiques Socialistes Soviétiques ne se considère pas tenue par l'obligation, qui résulte de l'article 85, d'étendre l'application de la Convention aux prisonniers de guerre, condamnés en vertu de la législation de la Puissance détentrice conformément aux principes du procès de Nuremberg, pour avoir commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, étant donné que les personnes condamnées pour ces crimes doivent être soumises au régime établi dans le pays en question pour les personnes qui subissent leur peine.

4) «En signant la Convention relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, le Gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques croit devoir déclarer ce qui suit :

«Bien que la présente Convention ne s'étende pas à la population civile qui se trouve au-delà du territoire par l'ennemi et de ce fait ne réponde pas entièrement aux exigences humanitaires, la délégation de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, reconnaissant que ladite Convention va au-devant des intérêts ayant trait à la protection de la population civile en territoire occupé, et dans certains autres cas, déclare qu'elle est autorisée par le Gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques de signer la présente Convention en formulant les réserves suivantes :

Ad article 11 : «L'Union des Républiques Socialistes Soviétiques ne reconnaîtra pas valides les demandes adressées par la Puissance détentrices à un Etat neutre ou à un organisme humanitaire, d'assumer les tâches dévolues aux Puissances protectrices, au cas où le consentement respectif du Gouvernement du pays dont les personnes protégées sont ressortissantes n'aura pas été acquis.

Ad article 45 : «L'Union des Républiques Socialistes Soviétiques ne considérera pas valide la libération de la Puissance détentrice qui a transféré à une autre Puissance des personnes protégées, de la responsabilité de l'application de la Convention aux personnes transférées pendant le temps que celles-ci seraient confiées à la Puissance qui a accepté de les accueillir.»

REPUBLIQUE FEDERATIVE POPULAIRE DE
YUGOSLAVIE

M. Milan RISTIC, Ministre de Yougoslavie en Suisse, fait la déclaration suivante :

1) »En signant la Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne, je déclare que le Gouvernement de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie adhère à la dite Convention sous réserve de son article 10.

»Le Gouvernement de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie ne considérera pas comme légale une demande de la Puissance détentrice tendant à ce qu'un Etat neutre ou un organisme international ou un organisme humanitaire assume les fonctions dévolues par la présente Convention aux Puissances protectrices envers les blessés et malades ou les membres du personnel sanitaire et religieux, si le Gouvernement dont ils sont ressortissants n'y donne pas son consentement.

2) »En signant la Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer, je déclare que le Gouvernement de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie adhère à ladite Convention, sous réserve de son article 10.

»Le Gouvernement de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie ne considérera pas comme légale une demande de la Puissance détentrice tendant à ce qu'un Etat neutre ou un organisme international ou un organisme humanitaire assume les fonctions dévolues par la présente Convention aux Puissances protectrices envers les blessés, malades et naufragés, ou les membres du personnel sanitaire et religieux, si le Gouvernement dont ils sont ressortissants n'y donne pas son consentement.

3) »En signant la Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre, je déclare que le Gouvernement de la République Fédérative Popu-

laire de Yougoslavie adhère à ladite Convention, sous réserve de ses articles 10 et 12.

»En ce qui concerne l'article 10, le Gouvernement de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie ne considérera pas comme légale une demande de la Puissance détentrice tendant à ce qu'un Etat neutre ou un organisme international ou un organisme humanitaire assume les fonctions dévolues par la présente Convention aux Puissances protectrices envers les prisonniers de guerre, si le Gouvernement dont ils sont ressortissants n'y donne pas son consentement.

»En ce qui concerne l'article 12, le Gouvernement de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie ne considérera pas que la Puissance qui a effectué le transfert de prisonniers de guerre est libérée de sa responsabilité de l'application de cette Convention pour tout le temps pendant lequel ces prisonniers de guerre se trouveront chez la Puissance qui a accepté de les accueillir.

4) »En signant la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, je déclare que le Gouvernement de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie adhère à ladite Convention, sous réserve de ses articles 11 et 45.

»En ce qui concerne l'article 11, le Gouvernement de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie ne considérera pas comme légale une demande de la Puissance détentrice tendant à ce qu'un Etat neutre ou un organisme international ou un organisme humanitaire assume les fonctions dévolues par la présente Convention aux Puissances protectrices envers les personnes protégées, si le Gouvernement dont elles sont ressortissantes n'y donne pas son consentement.

»En ce qui concerne l'article 45, le Gouvernement de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie ne considérera pas comme légal qu'une Puissance effectuant un transfert de personnes protégées à une autre Puissance soit libérée de sa responsabilité d'appliquer la Convention pour tout le temps pendant lequel ces personnes protégées se trouveront chez la Puissance qui a accepté de les accueillir.»

ΣΥΜΒΑΣΕΙΣ ΤΗΣ ΓΕΝΕΥΗΣ

(τῆς 12ης Αὐγούστου 1949).

Περὶ προστασίας τῶν θυμάτων πολέμου.

ΤΕΛΙΚΗ ΠΡΑΞΙΣ
ΤΗΣ
ΔΙΠΛΩΜΑΤΙΚΗΣ ΔΙΑΣΚΕΨΕΩΣ ΤΗΣ ΓΕΝΕΥΗΣ
1949

ΤΕΛΙΚΗ ΠΡΑΞΙΣ
ΤΗΣ
ΔΙΠΛΩΜΑΤΙΚΗΣ ΔΙΑΣΚΕΨΕΩΣ
ΣΥΓΚΛΗΘΕΙΣΗΣ ΔΙΑ ΤΗΝ ΑΝΑΘΕΩΡΗΣΙΝ
ΤΗΣ

ΣΥΜΒΑΣΕΩΣ ΤΗΣ ΓΕΝΕΥΗΣ ΤΗΣ 27 ΙΟΥΛΙΟΥ 1929
ΔΙΑ ΤΗΝ ΒΕΛΤΙΩΣΙΝ ΤΗΣ ΤΥΧΗΣ ΤΩΝ ΤΡΑΥΜΑ-
ΤΙΩΝ ΚΑΙ ΑΣΘΕΝΩΝ ΤΩΝ ΕΝ ΕΚΣΤΡΑΤΕΙΑ ΣΤΡΑ-
ΤΕΥΜΑΤΩΝ

ΤΗΣ
I' ΣΥΜΒΑΣΕΩΣ ΤΗΣ ΧΑΓΗΣ ΤΗΣ 18 ΟΚΤΩΒΡΙΟΥ
1907 ΠΕΡΙ ΕΦΑΡΜΟΓΗΣ ΕΙΣ ΤΟΝ ΚΑΤΑ ΘΑΛΑΣ-
ΣΑΝ ΠΟΛΕΜΟΝ ΤΩΝ ΑΡΧΩΝ ΤΗΣ ΣΥΝΘΗΚΗΣ
ΓΕΝΕΥΗΣ ΤΗΣ 6 ΙΟΥΛΙΟΥ 1906

ΤΗΣ
ΣΥΝΑΦΘΕΙΣΗΣ ΤΗΝ 27 ΙΟΥΛΙΟΥ 1929 ΕΝ ΓΕΝΕΥΗ
ΣΥΜΒΑΣΕΩΣ ΠΕΡΙ ΜΕΤΑΧΕΙΡΙΣΕΩΣ ΤΩΝ ΑΙΧΜΑ-
ΛΩΤΩΝ ΠΟΛΕΜΟΥ
ΚΑΙ ΔΙΑ ΤΗΝ ΕΚΠΟΝΗΣΙΝ
ΣΥΜΒΑΣΕΩΣ ΠΕΡΙ ΠΡΟΣΤΑΣΙΑΣ ΤΟΥ ΑΜΑΧΟΥ
ΠΛΗΘΥΣΜΟΥ ΕΝ ΚΑΙΡΩ ΠΟΛΕΜΟΥ.

Ἡ συγκληθεῖσα ὑπὸ τοῦ Ἑλβετικοῦ Ὀμοσπονδιακοῦ
Συμβουλίου Διάσκεψις διὰ τὴν ἀναθεώρησιν τῆς Συμβά-
σεως τῆς Γενεύης τῆς 27 Ἰουλίου 1929, περὶ βελτιώσεως
τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατεία
στρατευμάτων,

τῆς I' Συμβάσεως τῆς 18 Ὀκτωβρίου 1907, τῆς Χάγης
περὶ ἐφαρμογῆς εἰς τὸν κατὰ θάλασσαν πόλεμον τῶν ἀρχῶν
τῆς Συνθήκης τῆς Γενεύης τῆς 6ης Ἰουλίου 1906,

τῆς συναφθείσης τὴν 27 Ἰουλίου 1929 ἐν Γενεύῃ Συμ-
βάσεως, περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου, καὶ
ἐκπόνησιν,

Συμβάσεως περὶ προστασίας τοῦ ἀμάχου πληθυσμοῦ ἐν
καιρῷ πολέμου, συνεσκέφθη ἐν Γενεύῃ ἀπὸ τῆς 21 Ἀπριλίου
μέχρι τῆς 12 Αὐγούστου 1949, ἐπὶ τῇ βάσει τῶν τεσσάρων
σχεδίων Συμβάσεων, τῶν ἐγκριθέντων ὑπὸ τῆς ἐν Στοκχόλμῃ
συνελθούσης Διασκέψεως τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ.

Ἡ Διάσκεψις καθόρισε τὰ κείμενα τῶν κάτωθι Συμ-
βάσεων :

I. Σύμβασις τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης
τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατεία στρατευ-
μάτων.

II. Σύμβασις Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν
τραυματιῶν, ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν τῶν κατὰ θάλασσαν
ἐνόπλων δυνάμεων.

III. Σύμβασις Γενεύης περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμα-
λώτων πολέμου.

IV. Σύμβασις Γενεύης περὶ προστασίας ἀμάχου πλη-
θυσμοῦ ἐν καιρῷ πολέμου.

Αἱ συμβάσεις αὗται, ὧν τὸ κείμενον διετυπώθη εἰς τὴν
Γαλλικὴν καὶ Ἀγγλικὴν, ἐπισυνάπτονται τῇ παρουσίᾳ
πράξει. Ἡ ἐπίσημος μετάφρασις τῶν Συμβάσεων τούτων
εἰς τὴν Ἰσπανικὴν θέλει διατυπωθῆ μερίμνη τοῦ Ἑλβετικοῦ
Ὀμοσπονδιακοῦ Συμβουλίου.

Ἡ Διάσκεψις υἱοθέτησεν ἐξ ἄλλου II ἀποφάσεις, αἵτινες
ἐπίσης ἐπισυνάπτονται τῇ παρουσίᾳ πράξει.

Ἐφ' ᾧ οἱ κάτωθι ὑπογεγραμμένοι, δεόντως ἐξουσιοδο-
τημένοι ὑπὸ τῶν οἰκείων αὐτῶν Κυβερνήσεων, ὑπέγραψαν
τὴν παρούσαν τελικὴν Πράξιν.

Ἐγένετο ἐν Γενεύῃ τῇ 12 Αὐγούστου 1949 Γάλλιστι
καὶ Ἀγγλιστί, τοῦ πρωτοτύπου καὶ τῶν συνοδευόντων αὐτὸ
ἐγγράφων κατατεθησομένων εἰς τὰ Ἀρχεῖα τῆς Ἑλβετικῆς
Ὀμοσπονδίας.

Διὰ τὸ Ἀφγανιστάν :
M. OSMAN AMIRI N. BAMMATE
MOHAMMED ALI CHERZAD

Διὰ τὴν Ἀλβανικὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν :
HALIM BUDO

Διὰ τὴν Ἀργεντινὴν :
B. LIAMBI GUILLERMO A. SPERONI

Διὰ τὴν Αὐστραλίαν :
W. R. HODGSON

Διὰ τὴν Αὐστρίαν :
DR RUD. BLUEHDORN

Διὰ τὸ Βέλγιον :
MAURICE BOURQUIN M. MINEUR
H. ADAM, R. DU MOULIN

Διὰ τὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν
Δημοκρατίαν τῆς Λευκορωσίας :
N. KOPERNIKOF

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἐνώσεως :
τῆς Βιρμανίας :
TUN HLA OUNG

Διὰ τὴν Βραζιλίαν :
JOAO PINTO DA SILVA

Διὰ τὴν Βουλγαρικὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν :
K. B. SVETLOV

Διὰ τὸν Καναδᾶν :
EMILE VAILLANCOURT MAX H. WERSHOF

Διὰ τὴν Χιλήν :
F. CISTERNAS ORTIZ RAMON RODRIGUEZ

Διὰ τὴν Κίναν :
WU NAN-JU

Διὰ τὴν Κολουμβίαν :
RAFAEL ROCHA SCHLOSS

Διὰ τὴν Κωσταρικήν :
M. BOURLA

Διὰ τὴν Κούβαν :
J. DELA LUZ LEON

Διὰ τὴν Δανίαν :
GEORG COHN PAUL IPSEN BAGGE

Διὰ τὴν Αἴγυπτον :
A. K. SAFWAT M. S. GUENENA

Διὰ τὸν Ἰσημερινόν :
ALEX. GASTELU

Διὰ τὴν Ἰσπανίαν :
LUIS CALDERON
ΜΑΡΚΗΣΙΟΣ ΒΙΛΛΑΛΟΜΙΛΑ

Διὰ τὰς Ἠνωμένους Πολιτείας τῆς Ἀμερικῆς :
LELAND HARRISON RAYMUND J. YINGLING

Διὰ τὴν Αἰθιοπίαν :
GACHAOU ZELLEKE

Διὰ τὴν Φιλανδίαν :
V. AHOKAS

Διὰ τὴν Γαλλίαν :
ALBERT LAMARLE DR. PIERRE PUYO
G. CAHEN-SALVADOR

Διὰ τὴν Ἑλλάδα :
P. ΑΞ. ΑΓΑΘΟΚΑΗΣ

Διὰ τὴν Γουατεμάλαν :
A. DUPONT - WILLEMIN

Διὰ τὴν Οὐγγρικήν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν :
DR. G. HARASZTI KARA ANNA

Διὰ τὰς Ἰνδίας :
B. M. RAO COLONEL P. N. HAKSAR
R. A. NARAYANAN

Διὰ τὸ Ἰράν :
ABDOL HOSSEIN MEYKADEH

Διὰ τὴν Ἰρλανδικὴν Δημοκρατίαν :
MICHAEL RYNNE GEORGE P. HOD-NETT
WILLIAM M. CASHMAN

Διὰ τὸ Ἰσραήλ :
MAURICE FISHER ZVI LOKER

Διὰ τὴν Ἰταλίαν :
GIACINTO AURITI MARIO PERUZZI
ETTORE BAISTROCCHI ALOLFO MARESCA

Διὰ τὸν Λίβανον :
MIKAOU

Διὰ τὸ Λιχτενστάιν :
COMTE F. WIDCZEK

Διὰ τὸ Λουξεμβούργον :
J. STURM

Διὰ τὸ Μεξικόν :
PEDRO DE ALBA T. SANCHEZ -
HERNANDEZ J. OROSCO

Διὰ τὸ Πριγκηπάτον τοῦ Μονακό :
M. LOZE

Διὰ τὴν Νικαράγουαν :
LIFSCHITZ

Διὰ τὴν Νορβηγίαν :
ROLF ANDERSEN

Διὰ τὴν Νέαν Ζηλανδίαν :
R. QUENTIN - BAXTER

Διὰ τὸ Πακιστάν :
S. M. A. FARUKI, M. G. A. H. SHAIKH

Διὰ τὰς Κάτω Χώρας :
J. BOSCH DE ROSENTHAL

Διὰ τὸ Περού :
GONZALO PIZARRO

Διὰ τὴν Πολωνίαν :
STANISLAV KALINA

Διὰ τὴν Πορτογαλίαν :
GENERAL LUIZ PINTO LELLO

Διὰ τὴν Ρουμανικὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν :
E. LUCA DR. V. DIMITRIU
OCTAVIAN FENESAN

Διὰ τὸ Ἠνωμένον Βασίλειον τῆς Μεγάλης
Βρετανίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας :
ROBERT GRAIGIE W. H. GARDNER

Διὰ τὴν Ἀγίαν Ἐδραν :
PAUL BERTOLI CHARLES COMTE

Διὰ τὴν Σουηδίαν :
STAFFAN SODERBLOM

Διὰ τὴν Ἑλβετίαν :
MAX PETITPIERRE PLINTO BOLLA
COL. DIV. DU PASQUIER PH. ZUTTER
H. MEULI

Διὰ τὴν Συρίαν :
OMAR EL DJABRI A. GENAOU

Διὰ τὴν Τσεχοσλοβακίαν :
DR. P. WINKLER

Διὰ τὴν Ταϊλάνδην :
L. D. BHAKDI

Διὰ τὴν Τουρκίαν :
RANA TARHAN NEDIM ABUT
H. MAYATEPEK

Διὰ τὴν Σοσιαλιστικὴν Σοβιετικὴν
Δημοκρατίαν τῆς Οὐκρανίας :
Με τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (1).
N. BARAN

Διὰ τὴν Ἑνωσιν τῶν Σοσιαλιστικῶν
Σοβιετικῶν Δημοκρατιῶν :
Με τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (2).
H. SPAVIEN P. MOROZOV

Διὰ τὴν Οὐρουγουάην :
Σύμβουλος Συνταγματάρχης
HECTOR J. BLANCO

Διὰ τὴν Βενεζουέλαν :
A. POSSE DE RIVAS

Διὰ τὴν Ὁμοσπονδιακὴν Λαϊκὴν
Δημοκρατίαν τῆς Γιουγκοσλαβίας :
Πρόξενος PLEIE RATKO

(1) Ὁρα Δήλωσιν σελ.

(2) Ὁρα Δήλωσιν σελ.

ΔΗΛΩΣΙΣ ΤΗΣ ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΙΑΣ ΤΗΣ ΣΟΒΙΕΤΙΚΗΣ ΣΟΣΙΑΛΙΣΤΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ ΤΗΣ ΛΕΥΚΟΡΩΣΣΙΑΣ.

Γενομένη κατά την υπογραφήν τῆς τελικῆς πράξεως τῆς διπλωματικῆς διασκέψεως.

«Ἡ Ἀντιπροσωπεία τῆς Σοσιαλιστικῆς Σοβιετικῆς Δημοκρατίας τῆς Λευκορωσσίας, μετὰ λύτης διαπιστοῦ ὅτι ἡ ὑπὸ τῆς Ἐνώσεως τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν παρουσιασθεῖσα ἀπόφασις, ἣτις καταδίκασε τὴν χρησιμοποίησιν τῶν μέσων ὁμαδικῆς ἐξοντώσεως τοῦ πληθυσμοῦ, ἀπερρίφθη ὑπὸ τῆς Διασκέψεως. Ἐν τούτοις ἡ υἱοθέτησις τῆς ἀποφάσεως ταύτης, ἣτις ἀνταποκρίνεται πλήρως πρὸς τὰ συμφέροντα ὅλων τῶν λαῶν τοῦ κόσμου, τῶν ἀγαπώντων τῆς ἐλευθερίαν, θὰ ἠῤῥξανε σημαντικῶς τὸν ρόλον καὶ τὴν σημασίαν τῆς Διασκέψεως ταύτης καὶ θὰ συνετέλει εἰς τὴν μᾶλλον ἀποτελεσματικὴν προστασίαν τῶν θυμάτων τοῦ πολέμου ἐκ τῶν πλέον καταστρεπτικῶν συνεπειῶν αὐτοῦ».

ΔΗΛΩΣΙΣ ΤΗΣ ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΙΑΣ ΤΗΣ ΣΟΒΙΕΤΙΚΗΣ ΣΟΣΙΑΛΙΣΤΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ ΤΗΣ ΟΥΚΡΑΝΙΑΣ

Γενομένη κατά τὴν υπογραφήν τῆς τελικῆς πράξεως τῆς διπλωματικῆς διασκέψεως.

«Ἡ Ἀντιπροσωπεία τῆς Σοσιαλιστικῆς Σοβιετικῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐκρανίας, μετὰ λύτης διαπιστοῦ ὅτι ἡ ὑπὸ τῆς Ἐνώσεως τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν παρουσιασθεῖσα ἀπόφασις, ἣτις καταδίκασε τὴν χρησιμοποίησιν τῶν μέσων ὁμαδικῆς ἐξοντώσεως τοῦ πληθυσμοῦ, ἀπερρίφθη ὑπὸ τῆς Διασκέψεως. Ἐν τούτοις ἡ υἱοθέτησις τῆς ἀποφάσεως ταύτης, ἣτις ἀνταποκρίνεται πλήρως πρὸς τὰ συμφέροντα ὅλων τῶν λαῶν τοῦ κόσμου, τῶν ἀγαπώντων τὴν ἐλευθερίαν, θὰ ἠῤῥξανε σημαντικῶς τὸν ρόλον καὶ τὴν σημασίαν τῆς Διασκέψεως ταύτης καὶ θὰ συνετέλει εἰς τὴν μᾶλλον ἀποτελεσματικὴν προστασίαν τῶν θυμάτων τοῦ πολέμου ἐκ τῶν πλέον καταστρεπτικῶν συνεπειῶν αὐτοῦ».

ΔΗΛΩΣΙΣ ΤΗΣ ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΙΑΣ ΤΗΣ ΕΝΩΣΕΩΣ ΤΩΝ ΣΟΣΙΑΛΙΣΤΙΚΩΝ ΣΟΒΙΕΤΙΚΩΝ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΩΝ.

Κατὰ τὴν υπογραφήν τῆς τελικῆς πράξεως τῆς διπλωματικῆς Διασκέψεως.

«Ἐπογράφουσα τὴν τελικὴν πράξιν τῆς διπλωματικῆς Διασκέψεως, ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Ἐνώσεως τῶν Σοσιαλιστικῶν Σοβιετικῶν Δημοκρατιῶν ποιεῖται τὰς ἐξῆς ἐπιφυλάξεις :

1. Ἡ Σοβιετικὴ Ἀντιπροσωπεία μετὰ λύτης διαπιστοῦ ὅτι ἡ ὑπὸ αὐτῆς παρουσιασθεῖσα ἀπόφασις, ἣτις καταδίκασε τὴν χρησιμοποίησιν τῶν μέσων ὁμαδικῆς ἐξοντώσεως τοῦ πληθυσμοῦ, ἀπερρίφθη ὑπὸ τῆς Διασκέψεως. Ἐν τούτοις ἡ υἱοθέτησις τῆς ἀποφάσεως ταύτης, ἣτις ἀνταποκρίνεται πλήρως πρὸς τὰ συμφέροντα ὅλων τῶν λαῶν τοῦ κόσμου, τῶν ἀγαπώντων τὴν ἐλευθερίαν, θὰ ἠῤῥξανε σημαντικῶς τὸν ρόλον καὶ τὴν σημασίαν τῆς Διασκέψεως ταύτης καὶ θὰ συνετέλει εἰς τὴν μᾶλλον ἀποτελεσματικὴν προστασίαν τῶν θυμάτων τοῦ πολέμου ἐκ τῶν πλέον καταστρεπτικῶν συνεπειῶν αὐτοῦ.

2. Ὅσον ἀφορᾷ τὴν ὑπὸ τῆς Διασκέψεως υἱοθέτησιν ἀποφάσεως συνιστώσης τὴν ἐξέτασιν τοῦ ζητήματος τῆς δημιουργίας ἐνὸς διεθνοῦς ὀργανισμοῦ, ὅστις νὰ ὑποκαθιστᾷ τὴν Προστάτιδα δύναμιν, ἡ Σοβιετικὴ ἀντιπροσωπεία δηλοῖ ὅτι δὲν διαβλέπει τὴν ἀνάγκην ἐξετάσεως τοῦ ζητήματος τούτου καὶ ἐτι ὀλιγώτερον ἀκόμη τὴν δημιουργίαν ἐνὸς τοιοῦτου ὀργανισμοῦ, καθ' ὅσον τὸ πρόβλημα τῶν Προστατίδων Δυνάμεων ἔχει ἀρκούντως ρυθμισθεῖ ὑπὸ τῶν κατὰ τὴν παρούσαν Διάσκεψιν ἐκπονηθεισῶν Συμβάσεων».

**ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ
ΤΗΣ ΔΙΠΛΩΜΑΤΙΚΗΣ ΔΙΑΣΚΕΨΕΩΣ
ΤΗΣ ΓΕΝΕΥΗΣ
1949.**

ΑΠΟΦΑΣΙΣ 1.

Ἡ Διάσκεψις συνιστᾷ ὅπως εἰς περιπτώσιν διαφορᾶς τινος ἐπὶ τῆς ἐρμηνείας ἢ ἐφαρμογῆς τῶν παρουσῶν Συμβάσεων, μὴ δυναμένης νὰ λυθῇ δι' ἄλλου τρόπου, τὰ ἐνδιαφερόμενα Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, προσπαθήσουν νὰ συμφωνήσουν διὰ τὴν ὑποβολὴν τῆς διαφορᾶς εἰς τὸ Διεθνὲς Δικαστήριον.

ΑΠΟΦΑΣΙΣ 2. (1)

Ἐπειδὴ εἰς περιπτώσιν ἐκρήξεως διεθνοῦς συρράξεως εἶναι ἐνδεχόμενον νὰ παρουσιασθῶσι περιπτώσεις μὴ ὑπάρξεως Προστάτιδος Δυνάμεως μετὰ τὴν συνδρομὴν καὶ ὑπὸ τὸν ἔλεγχον τῆς ἑσῆας νὰ δύνανται νὰ ἐφαρμοσθῶσιν αἱ Συμβάσεις, περὶ προστασίας τῶν θυμάτων πολέμου,

Ἐπειδὴ τὸ ἀρθρον 10 τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης, περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατεῖα στρατευμάτων τῆς 12 Αὐγούστου 1949, τὸ ἀρθρον 10 τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης διὰ τὴν βελτίωσιν τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν, ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν τῶν κατὰ θάλασσαν ἐνόπλων δυνάμεων τῆς 12ης Αὐγούστου 1949, τὸ ἀρθρον 16 τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης, περὶ μεταχειρίσεως αἰχμαλώτων πολέμου τῆς 12 Αὐγούστου 1949 καὶ τὸ ἀρθρον 11 τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ προστασίας ἀμάχου πληθυσμοῦ ἐν καιρῷ πολέμου τῆς 12 Αὐγούστου 1949, προβλέπουσιν ὅτι τὰ συμβαλλόμενα Ὑψηλὰ Μέρη θὰ δύνανται ἐν δεδομένη στιγμῇ νὰ συμφωνήσωσι ὅπως ἀναθέσουν εἰς ὀργανισμὸν παρέχοντα πᾶσαν ἐγγύησιν ἀμεροληψίας καὶ δραστηριότητος τὰ ἐκ τῶν ὡς ἀνω Συμβάσεων εἰς τὰς Προστάτιδας Δυνάμεις ἀπορρέοντα καθήκοντα,

Ἡ Διάσκεψις συνιστᾷ ὅπως τεθῆ ὅσον οἶόν τε τάχιστα ὑπὸ μελέτην ἡ σκοπιμότης τῆς συστάσεως διεθνοῦς ὀργανισμοῦ, ἔχοντος ὡς προορισμὸν, ἐν περιπτώσει ἐλλείψεως Προστάτιδος Δυνάμεως, τὴν ἐκπλήρωσιν τῶν ὑπὸ τῶν Προστατίδων Δυνάμεων ἐκτελουμένων καθηκόντων ὡς πρὸς τὴν ἐφαρμογὴν τῶν Συμβάσεων περὶ προστασίας θυμάτων πολέμου.

ΑΠΟΦΑΣΙΣ 3.

Ἐπειδὴ εἶναι δυσχερὲς ἢ σὺνὰψις συμφωνιῶν κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν ἐχθροπραξιῶν,

Ἐπειδὴ τὸ ἀρθρον 28 τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν αἰχμαλώτων καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατεῖα στρατευμάτων, τῆς 12 Αὐγούστου 1949 προβλέπει ὅτι κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν ἐχθροπραξιῶν τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ συνεννοοῦνται ἐπὶ τοῦ ζητήματος ἐνδεχομένης ἀντικαταστάσεως τοῦ κρατουμένου προσωπικοῦ καὶ θὰ καθορίζωσι τὰς σχετικὰς διατυπώσεις,

Ἐπειδὴ τὸ ἀρθρον 31 τῆς ἰδίας Συμβάσεως προβλέπει ὅτι ἅμα τῇ ἐνάρξει τῶν ἐχθροπραξιῶν τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ δύνανται νὰ καθορίζωσι δι' εἰδικῶν συμφωνιῶν τὴν ἀναλογίαν τοῦ κρατηθρομένου ἐν ἐνεργείᾳ προσωπικοῦ, ἐπὶ τοῦ ἀριθμοῦ τῶν αἰχμαλώτων,

Ἡ Διάσκεψις παρακαλεῖ τὴν Διεθνήν Ἐπιτροπὴν τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ νὰ καταρτίσῃ ἕνα τύπον συμφώνου, ἀφορῶντα τὰ εἰς τὰ ὡς ἀνω ἀρθρα ἀναφερόμενα ζητήματα καὶ νὰ ὑποβάλλῃ τοῦτον εἰς τὴν ἐγκρίσιν τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

1. Ὅρα δῆλωσιν τῆς Ἐνώσεως τῶν Σοβιετικῶν, Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν σελ. 17 ἀρ. 2.

ΑΠΟΦΑΣΙΣ 4.

Ἐπειδὴ τὸ ἄρθρον 33 τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης τῆς 27 Ἰουλίου 1929 περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατεία στρατευμάτων, τὸ σχετικὸν μὲ τὰς ταυτότητας, ἄς δέον νὰ φέρῃ τὸ ὑγειονομικὸν προσωπικόν, ἔτυχε περιωρισμένης ἐφαρμογῆς κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ δευτέρου παγκοσμίου πολέμου μὲ σοβαρὰν ἐκ τούτου προκύψασαν ζημίαν διὰ πλεῖστα τῶν μελῶν τοῦ προσωπικοῦ τούτου,

Ἡ Διάσκεψις ἐκφράζει τὴν εὐχὴν ὅπως τὰ Κράτη καὶ οἱ Ἐθνικοὶ Σύλλογοι τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ, ἐν εἰρήνῃ ἔτι, λάβωσι πᾶν μέτρον ἵνα τὸ ὑγειονομικὸν προσωπικὸν ἐφοδιασθῇ δεόντως μὲ τὰ ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 40 τῆς νέας Συμβάσεως προβλεπόμενα ἔνσημα καὶ ταυτότητα.

ΑΠΟΦΑΣΙΣ 5.

Ἐπειδὴ πλεῖστα καταχρήσεις διαπράχθησαν εἰς τὴν χρῆσιν τοῦ σήματος τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ,

Ἡ Διάσκεψις ἐκφράζει τὴν εὐχὴν ὅπως τὰ Κράτη ἐπιμελῶνται ἐπακριβῶς ὥστε τὰ ὑπὸ τοῦ ἄρθρ. 38 τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης διὰ τὴν βελτίωσιν τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατεία στρατευμάτων τῆς 12 Αὐγούστου 1949 προβλεπόμενα σήματα τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ καὶ ἐμβλήματα προστασίας, χρησιμοποιῶνται ἀποτελεσματικῶς ἐντὸς τῶν ὁρίων τῶν Συμβάσεων τῆς Γενεύης ἵνα περιφρουρηθῇ τὸ κύρος των καὶ διατηρηθῇ ἡ ὑψηλὴ αὐτῶν ἔννοια.

ΑΠΟΦΑΣΙΣ 6 (1)

Ἐπειδὴ τὸ ζήτημα τῆς τεχνικῆς μελέτης τῶν μέσων ἐπικοινωνίας μεταξύ τῶν πλωτῶν νοσοκομείων ἀφ' ἐνός καὶ τῶν πολεμικῶν πλοίων καὶ στρατιωτικῶν ἀεροσκαφῶν ἐξ ἄλλου δὲν κατέστη δυνατὸν νὰ ἐξετασθῇ ὑπὸ τῆς παρουσίας Διασκέψεως καθ' ὅσον τοῦτο ἐξέφευγε τῶν εἰς αὐτὴν τεθέντων ὁρίων,

Ἐπειδὴ ἐν τούτοις τὸ ζήτημα τοῦτο εἶναι ὑψίστης σημασίας διὰ τὴν ἀσφάλειαν τῶν πλωτῶν νοσοκομείων καὶ τὴν ἀποτελεσματικότητά τῆς δράσεώς των,

Ἡ Διάσκεψις ἐκφράζει τὴν εὐχὴν ὅπως εἰς τὸ προσεχές μέλλον, τὰ Συμβαλλόμενα Ὑψηλὰ Μέρη ἀναθέσωσιν εἰς Ἐπιτροπὴν ἐμπειρογνομένων τὴν μελέτην τῆς τεχνικῆς ἐφαρμογῆς τῶν συγχρόνων μέσων ἐπικοινωνίας μεταξύ τῶν πλωτῶν νοσοκομείων ἀφ' ἐνός καὶ τῶν πολεμικῶν πλοίων καὶ στρατιωτικῶν ἀεροσκαφῶν ἀφ' ἑτέρου ὡς καὶ τὴν ἐκπόνησιν διεθνoῦς κώδικος κανονίζοντος ἐπακριβῶς τὴν χρησιμοποίησιν τῶν ὡς ἄνω μέσων. Τοῦτο ἵνα ἐξασφαλισθῇ εἰς τὰ πλωτὰ νοσοκομεία τὸ ἀνώτατον ὅριον προστασίας καὶ ἀποτελεσματικότητος.

ΑΠΟΦΑΣΙΣ 7 (1)

Ἡ Διάσκεψις, ἐν τῇ ἐπιθυμίᾳ τῆς ὅπως ἐξασφαλίσῃ τὴν ὅσον δυνατὸν μεγαλύτεραν προστασίαν εἰς τὰ πλωτὰ νοσοκομεία ἐκφράζει τὴν ἐλπίδα ὅτι ἅπαντα τὰ υπογράψαντα τὴν Σύμβασιν τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τραυματιῶν, ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν τῶν κατὰ θάλασσαν ἐνόπλων δυνάμεων τῆς 12 Αὐγούστου 1949, συμβαλλόμενα Ὑψηλὰ Μέρη, θὰ λάβωσι τὰ προσήκοντα μέτρα ἵνα ὁσάκις τοῦτο εἶναι δυνατόν, τὰ ὡς ἄνω πλωτὰ νοσοκομεία ἐκπέμπουν κατὰ συγὰ καὶ κανονικὰ διαστήματα πᾶσαν πληροφορίαν σχετικῶς μὲ τὴν θέσιν, κατεύθυνσιν καὶ ταχύτητα αὐτῶν.

ΑΠΟΦΑΣΙΣ 8

Ἡ Διάσκεψις ἐπιθυμεῖ νὰ διαβεβαιώσῃ ἐνώπιον ἀπάντων τῶν λαῶν :

Ὅτι τῶν ἐργασιῶν αὐτῆς ἐμπνευσθειῶν ἀπολλειστικῶς ἐκ φιλανθρωπικῶν προθέσεων, ἐκφράζει αὕτη τὴν θερμὴν εὐχὴν ὅπως εἰς τὸ μέλλον αἱ Κυβερνήσεις μὴ εὐρεθῶσι πλέον εἰς τὴν ἀνάγκην νὰ ἐφαρμόσωσι τὰς Συμβάσεις τῆς Γενεύης διὰ τὴν προστασίαν τῶν θυμάτων πολέμου.

Καὶ ἡ ζωηροτέρα ἐπιθυμία τῆς εἶναι πράγματι ὅπως αἱ μεγάλαι καὶ μικραὶ Δυνάμεις δύνανται νὰ ἐξευρίσκωσι μίαν φιλικὴν λύσιν εἰς τὰς διαφοράς των, διὰ τῆς ὁδοῦ τῆς συνεργασίας καὶ τῆς διεθνoῦς συνεννοήσεως, οὕτως ὥστε ἡ εἰρήνη νὰ βασιλεύσῃ ὀριστικῶς ἐπὶ τῆς γῆς.

ΑΠΟΦΑΣΙΣ 9 (2)

Ἐπειδὴ τὸ ἄρθρον 71 τῆς Συμβάσεως, περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου τῆς 12 Αὐγούστου 1949 προβλέπει ὅτι οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου οἱ ἀπὸ καιροῦ στερούμενοι, εἰδήσεων τῆς οἰκογενείας των ἢ εὐρισκόμενοι ἐν ἀδυναμίᾳ νὰ λάβωσιν ἢ ἀποστείλωσι αὐτῇ εἰδήσεις διὰ τῆς συνήθους ὁδοῦ, ὡς ἐπίσης οἱ χωρισμένοι ἐκ τῶν οἰκειῶν των διὰ μεγάλων ἀποστάσεων, θὰ ἔχωσι τὴν ἀδειαν νὰ ἀποστέλλωσι τηλεγραφήματα, τὰ μέλη τῶν ὁποίων θὰ φέρωνται εἰς χρέωσιν τοῦ λογαριασμοῦ των παρὰ τῇ κατακρατούσῃ Δυνάμει, ἢ θὰ καταβάλλωνται ἐκ τῶν χρημάτων τὰ ὁποῖα οὗτοι διαθέτουσι, μέτρον τοῦ ὁποίου θὰ ἐπαφελοῦνται ἐξ ἴσου οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου, ἐν περιπτώσει ἐπείγουσας ἀνάγκης,

Ἐπειδὴ διὰ τὴν ἐκπτώσιν τοῦ ἐνίοτε λίαν ὑψηλοῦ τιμήματος εἶναι ἀνάγκη νὰ προβλεφθῇ σύστημα συγκεντρώσεως τῶν μηνυμάτων ἢ σειρᾶς βραχέων ὁμοιοτύπων μηνυμάτων, ἀφορώντων τὴν ὑγείαν τοῦ αἰχμαλώτου, τῆς οἰκογενείας του, σχολικᾶς καὶ οικονομικᾶς πληροφορίας κλπ., μηνύματα, τὰ ὁποῖα θὰ δύνανται νὰ εἶναι συντεταγμένα καὶ ἡριθμημένα πρὸς χρῆσιν τῶν αἰχμαλώτων πολέμου, εὐρισκομένων ὑπὸ τὰς ἐν τῇ πρώτῃ παραγράφῳ ἀναφερομένης συνθήκας,

Ἡ Διάσκεψις καλεῖ τὴν Διεθνῇ Ἐπιτροπῇ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ νὰ καταρτίσῃ σειρὰν ὁμοιοτύπων μηνυμάτων, ἀναποκρινόμενον εἰς τὰς ἀξιώσεις ταύτας καὶ τὰς ὑποβάλλῃ εἰς τὴν κρίσιν τῶν συμβαλλομένων Ὑψηλῶν Μερῶν.

ΑΠΟΦΑΣΙΣ 10.

Ἡ Διάσκεψις θεωρεῖ ὅτι οἱ ὅροι ἀναγνωρίσεως ἐνός Μέρους ἐν συρράξει ὡς ἐμπολέμου ὑπὸ τῶν ἐκτὸς τῆς συρράξεως εὐρισκομένων Δυνάμεων, διέπονται ὑπὸ τοῦ διεθνoῦς δημοσίου δικαίου καὶ δὲν τροποποιοῦνται ὑπὸ τῶν Συμβάσεων Γενεύης.

ΑΠΟΦΑΣΙΣ 11.

Ἐπειδὴ αἱ Συμβάσεις τῆς Γενεύης ἐπιβάλλουν εἰς τὴν Διεθνῇ Ἐπιτροπῇ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως αὕτη ἢ ἔτοιμος ἀνὰ πάσαν στιγμὴν καὶ εἰς πᾶσαν περίστασιν νὰ ἐκπληρώσῃ τὰ ὑπὸ τῶν Συμβάσεων ἀνατιθέμενα αὐτῇ ἀνθρωπιστικὰ καθήκοντα,

Ἡ Διάσκεψις ἀναγνωρίζει τὴν ἀνάγκην ὅπως ἐξασφαλισθῇ εἰς τὴν Διεθνῇ Ἐπιτροπῇ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ μία τακτικὴ οικονομικὴ ἐνίσχυσις.

(1) Ὅρα δῆλωσις Ἰταλίας εἰς σελ.

(1) Ὅρα δῆλωσιν Ἰταλίας εἰς σελ.

(2) Ὅρα δῆλωσις Ἰταλίας εἰς σελ.

ΣΥΜΒΑΣΙΣ ΤΗΣ ΓΕΝΕΥΗΣ

Περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν καὶ τῶν ἀσθενῶν εἰς τὰς ἐν ἐκστρατεία ἐνόπλους δυνάμεις τῆς 12 Αὐγούστου 1949.

Οἱ ὑπογεγραμμένοι, πληρεξούσιοι τῶν Κυβερνήσεων τῶν ἀντιπροσωπευομένων εἰς τὴν διπλωματικὴν Συνδιάσκεψιν, ἣτις συνῆλθεν ἐν Γενεύῃ ἀπὸ 21ης Ἀπριλίου μέχρι 12ης Αὐγούστου 1949, πρὸς τὸν σκοπὸν ὅπως ἀναθεωρήσῃ τὴν Σύμβασιν τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν καὶ τῶν ἀσθενῶν εἰς τοὺς ἐν ἐκστρατεία στρατοὺς τῆς 27ης Ἰουλίου 1929, συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν κάτωθι :

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Ι.

Γενικαὶ Διατάξεις.

*Ἄρθρον 1.

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν νὰ σεβασθοῦν καὶ νὰ καταστήσουν σεβαστὴν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν εἰς πᾶσαν περίστασιν.

*Ἄρθρον 2.

Πλὴν τῶν διατάξεων, αἵτινες δέον νὰ τεθοῦν ἐν ἰσχύϊ ἤδη ἐν καιρῷ εἰρήνης, ἡ παρούσα Σύμβασις ἐφαρμόζεται εἰς περίπτωσιν πολέμου κηρυχθέντος ἢ πάσης ἄλλης ἐνόπλου συρράξεως ἀναφυομένης μεταξὺ δύο ἢ περισσοτέρων τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ἔστω καὶ ἂν ἡ κατάστασις πολέμου δὲν ἀναγνωρίζεται ὑπὸ τινος ἐξ αὐτῶν.

Ἡ Σύμβασις ἐφαρμόζεται ἐπίσης εἰς πᾶσαν περίπτωσιν μερικῆς ἢ ὀλικῆς κατοχῆς τῶν ἐδαφῶν ἐνὸς τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν καὶ ἂν ἐπὶ ἡ ἐν λόγῳ κατάληψις δὲν ἀντιμετωπίσῃ ἐνοπλον ἀντίστασιν.

Καὶ ἐν περιπτώσει ἀκόμη καθ' ἣν μία τῶν ἐν συρράξει Δυνάμεων δὲν συμμετέχει τῆς παρούσης Συμβάσεως, αἱ εἰς ταύτην συμμετέχουσαι Δυνάμεις, θὰ ἐξακολουθήσουν δεσμευόμεναι ὑπ' αὐτῆς ὡς πρὸς τὰς ἀμοιβαίας τῶν σχέσεις καὶ ἐν σχέσει πρὸς τὴν ἐν λόγῳ Δύναμιν ἐὰν αὕτη ἀποδεχθῇ καὶ ἐφαρμόσῃ τὰς διατάξεις αὐτῆς.

*Ἄρθρον 3.

Ἐν περιπτώσει ἐνόπλου συρράξεως ἣτις, δὲν παρουσιάζει διεθνή χαρακτῆρα καὶ ἀναφύεται ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἐνὸς τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ἕκαστον τῶν ἐν συρράξει Μερῶν ὑποχρεοῦται νὰ τηρήσῃ τοῦλάχιστον τὰς κάτωθι διατάξεις :

1. Τὰ πρόσωπα, ἅτινα δὲν λαμβάνουν ἀπ' εὐθείας μέρος εἰς τὰς ἐχθροπραξίας, συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν προσώπων τῶν ἀνήκοντων εἰς τὰς ἐνόπλους δυνάμεις, ἅτινα κατέθεσαν τὰ ὄπλα, ὡς καὶ τὰ πρόσωπα, ἅτινα ἐτέθησαν ἐντὸς μάχης ἐνεκὰ ἀσθενείας, τραύματος, γρηθήσεως ἢ διὰ πᾶσαν ἄλλην αἰτίαν θὰ τύχουν, ἐν πάσῃ περιπτώσει, ἀνθρωπιστικῆς μεταχειρίσεως, ἀνεὺ οὐδεμιᾶς δυσμενοῦς διακρίσεως βασιζομένης ἐπὶ τῆς φυλῆς, τοῦ χρώματος, τοῦ θρησκευματος ἢ τῆς πίστεως τῆς καταγωγῆς ἢ τῆς περιουσίας ἢ παντὸς ἄλλου ἀναλόγου κριτηρίου.

Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον εἶναι καὶ παραμένουν ἀπηγορευμένα ἐν παντὶ τῷ καιρῷ ὡς πρὸς τὰ εἰρημένα πρόσωπα :

α) αἱ προσβολαὶ κατὰ τῆς ζωῆς καὶ σωματικῆς ἀκεραιότητος καὶ δὴ ὁ φόνος ὑπ' ὕλας τοῦ τὰς μορφάς, αἱ ἀκρωτηριασμοί, ἡ ἀπάνθρωπος μεταχείρισις, αἱ βασανοὶ καὶ τὰ μαρτύρια,

β) ἡ σύλληψις ὁμήρων,

γ) αἱ προσβολαὶ κατὰ τῆς ἀνθρωπίνου ἀξιοπροπειίας καὶ δὴ αἱ ταπεινωτικαὶ καὶ ἐξευτελιστικαὶ μεταχειρίσεις,

δ) αἱ καταδικαὶ αἱ ἀπαγγελλόμεναι καὶ αἱ ἐκτελέσεις αἱ λαμβάνουσαι γῶραν ἢ νεκρὰν προηγουμένης ἀποράσεως ἐκδε-

δομένης ὑπὸ κανονικῶς συγκεκριημένου δικαστηρίου περιβεβλημένου δι' ὅλων τῶν δικαστικῶν ἐγγυήσεων, αἵτινες ἀναγνωρίζονται ὡς ἀπαραίτητοι ὡς ὅλων τῶν πεπολιτισμένων λαῶν.

2. Οἱ τραυματῆ καὶ οἱ ἀσθενεῖς θὰ περισυλλέγωνται καὶ θὰ περιθάλπωνται.

Ἀμερόληπτος ἀθρωπιστικὸς ὁργανισμὸς, ὡς ἡ Διεθνὴς Ἐπιτροπὴ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ, δύναται νὰ προσφέρῃ τὰς ὑπηρεσίας του εἰς τὰ ἐν συρράξει Μέρη.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ προσπαθήσουν ἐξ ἄλλου νὰ θέσουν ἐν ἰσχύϊ δι' εἰδικῶν συμφωνιῶν τὸ σύνολον ἢ μέρος τῶν ἄλλων διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἡ ἐφαρμογὴ τῶν ἀνωτέρω διατάξεων οὐδεμίαν θὰ ἔχη ἐπίδρασιν ἐπὶ τῆς νομικῆς καταστάσεως τῶν ἐν συρράξει Μερῶν.

*Ἄρθρον 4.

Αἱ οὐδέτεραι Δυνάμεις θὰ ἐφαρμόσουν κατ' ἀναλογίαν τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τοὺς τραυματίας καὶ τοὺς ἀσθενεῖς ὡς καὶ εἰς τὰ μέλη τοῦ ὑγειονομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ τοῦ ἀνήκοντος εἰς τὰς ἐνόπλους δυνάμεις τῶν ἐν συρράξει Μερῶν, ἅτινα θὰ γίνωνται δεκτὰ ἢ θὰ κρατηθοῦν ὑπὸ περιορισμὸν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους των, ὡς καὶ εἰς τοὺς συλλεγομένους νεκρούς.

*Ἄρθρον 5.

Ὡς πρὸς τὰ προστατευόμενα πρόσωπα, ἅτινα πίπτουν εἰς χεῖρας τοῦ ἀντιπάλου Μέρους, ἡ παρούσα Σύμβασις θὰ ἐφαρμόζεται μέχρι τῆς στιγμῆς τοῦ ὀριστικοῦ των ἐπαναπατρισμοῦ.

*Ἄρθρον 6.

Πλὴν τῶν συμφωνιῶν τῶν προβλεπομένων ρητῶς ὑπὸ τῶν ἀρθρῶν 10, 15, 23, 28, 31, 36, 37 καὶ 52, τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ δύναται νὰ συνάψουν ἑτέρας εἰδικὰς συμφωνίας ἐπὶ παντὸς θέματος, ὅπερ θὰ ἔκρινον σκόπιμον νὰ ρυθμίσουν ἰδιαιτέρως. Οὐδεμία εἰδικὴ συμφωνία δύναται νὰ χειροτερεύσῃ τὴν θέσιν τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν ὡς καὶ τοῦ ὑγειονομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ, ὡς αὕτη ρυθμίζεται ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως, οὐδὲ νὰ περιορίσῃ τὰ παρὰ ταύτης παραχωρούμενα εἰς ἐκείνους δικαιώματα.

Οἱ τραυματῆ καὶ οἱ ἀσθενεῖς ὡς καὶ τὰ μέλη τοῦ ὑγειονομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ, δικαιοῦνται εἰς τὸ εὐεργέτημα τῶν ὡς ἄνω συμφωνιῶν ἐν ὅσῳ τοῖς εἶναι ἐφαρμοστέα ἡ παρούσα Σύμβασις, πλὴν ἀντιθέτου βροῦ ρητῶς περιλαμβανομένου εἰς τὰς προσησθεσίας συμφωνίας ἢ εἰς μεταγενεστέρως τοιαύτας, ἢ ἐπίσης, πλὴν τῆς περιπτώσεως καθ' ἣν τὸ ἐν ἢ τὸ ἄλλο τῶν ἐν συρράξει Μερῶν ἤθελον λάβῃ ὑπὲρ αὐτῶν εὐνοϊκώτερα μέτρα.

*Ἄρθρον 7.

Οἱ τραυματῆ καὶ οἱ ἀσθενεῖς ὡς καὶ τὰ μέλη τοῦ ὑγειονομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ ἐν οὐδεμίᾳ περιπτώσει δύναται νὰ παρεκτιμηθοῦν ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει τῶν δικαιωμάτων, ἅτινα τοῖς ἐξασφαλίζονται ἢ παροῦσα Σύμβασις καὶ, ἐὰν ὑπάρχει περίπτωσις, αἱ εἰδικαὶ συμφωνίαι περὶ ὧν τὸ προηγούμενον ἄρθρον.

*Ἄρθρον 8.

Ἡ παρούσα Σύμβασις θὰ ἐφαρμόζεται τῇ συνδρομῇ καὶ ὑπὸ τὸν ἐλεγχὸν τῶν προστατιδῶν Δυνάμεων τῶν ἐπιφορτισμένων τὴν υπεράσπισιν τῶν συμπερόντων τῶν ἐν συρράξει Μερῶν. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτο αἱ προστατίδες Δυνάμεις θὰ δύναται, πλὴν τοῦ διπλωματικοῦ καὶ προξενικοῦ των προσωπικοῦ, νὰ διορίζουν ἀντιπροσώπους ἐκ τῶν ἰδίων αὐτῶν ὑπηρεσιῶν ἢ ἐκ τῶν ὑπηρεσιῶν ἑτέρων οὐδετέρων Δυνάμεων. Οἱ ἀντιπρόσωποι οὗτοι πρέπει νὰ τύχουν τῆς ἐγκρίσεως τῆς Δυνάμεως παρὰ τῇ ἧποία θὰ ἐκτελοῦν τὴν ἀποστολήν των.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ ἐγκαθίστανται, ἐν τῷ εὐεργέτῳ

δυνατῶ μέτρῳ, τὸ ἔργον τῶν ἀντιπροσώπων ἢ ἐκπροσώπων τῶν προστατίδων Δυνάμεων.

Οἱ ἀντιπρόσωποι ἢ ἐκπρόσωποι τῶν προστατίδων Δυνάμεων ἐν οὐδεμιᾷ περίπτωσει συγχωροῦνται νὰ ὑπερβῶν τὰ ὅρια τῆς ἀποστολῆς τῶν, ὡς αὕτη καθορίζεται ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως. Οὗτοι, εἰδικῶς, δεόν νὰ ἔχουν ὑπ' ὄψιν τὰς ἐπιτακτικὰς ἀνάγκας τῆς ἀσφαλείας τοῦ Κράτους παρ' ὧ ἐκτελοῦν τὰ καθήκοντά των. Μόνον ἐπιτακτικαὶ στρατιωτικαὶ ἀνάγκαι δύνανται νὰ ἐπιτρέψουν, ὅπως ἐξαιρετικῶς καὶ προσωρινῶς, περιορισμὸν τῆς δράσεώς των.

Ἄρθρον 9.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως δὲν ἀποτελοῦν κώλυμα εἰς τὴν ἀνθρωπιστικὴν δράσιν τὴν ὑποίαν ἡ Διεθνὴς Ἐπιτροπὴ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ ἢ καὶ πᾶς ἄλλος ἀμερόληπτος ἀνθρωπιστικὸς ὀργανισμὸς, ὃ ἀνελάμβανε διὰ τὴν προστασίαν τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν ὡς καὶ τῶν μελῶν τοῦ ὑγειονομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ καὶ τὴν πρὸς αὐτοὺς παροχὴν βοηθημάτων τῇ συγκαταθέσει τῶν ἐνδιαφερομένων ἐν συρράξει Μερῶν.

Ἄρθρον 10.

Τὰ ὕψηλά Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ δύνανται ἀνὰ πᾶσαν στιγμήν νὰ συνεννοηθοῦν ἵνα ἐμπιστευθοῦν εἰς ὀργανισμὸν παρουσιάζοντα ὅλας τὰς ἐγγυήσεις ἀμεροληψίας καὶ ἰκανότητος τὰ καθήκοντα τὰ ἀνατιθέμενα διὰ τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τὰς προστατίδας Δυνάμεις.

Ἐν ἡ περίπτωσει τραυματίαι καὶ ἀσθενεῖς ἢ μέλη τοῦ ὑγειονομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ δὲν ἀπολαύουν ἢ παύσουν ν' ἀπολαύουν, δι' οἰανδήποτε αἰτίαν τῆς ὑποστηρίξεως προστατίδος Δυνάμεως ἢ ὀργανισμοῦ ὑποδειχθέντος συμφώνως πρὸς τὰ ἐν τῷ πρώτῳ ἐδαφίῳ διαλαμβανόμενα, ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις δεόν νὰ ζητήσῃ, εἴτε παρ' οὐδετέρου Κράτους, εἴτε παρὰ τοιοῦτου τινὸς ὀργανισμοῦ ν' ἀναλάβῃ τὰ καθήκοντα τ' ἀνατιθέμενα διὰ τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τὰς προστατίδας Δυνάμεις τὰς ὑποδεικνυμένας ὑπὸ τῶν ἐν συρράξει Μερῶν.

Ἐὰν δὲν δύνανται καὶ οὕτω νὰ ἐξασφαλισθῇ προστασία, ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις ὀφείλει νὰ ζητήσῃ ἀπὸ ἀνθρωπιστικὴν ὀργάνωσιν ὡς ἡ Διεθνὴς Ἐπιτροπὴ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ, ν' ἀναλάβῃ τ' ἀνθρωπιστικὰ καθήκοντα τὰ ἀνατιθέμενα διὰ τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τὰς προστατίδας Δυνάμεις ἢ δεόν ν' ἀποδεχθῇ, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος ἄρθρου, τὴν προσφορὰν ὑπηρεσιῶν τὴν προερχομένην ἀπὸ τοιοῦτον ὀργανισμὸν.

Πᾶσα οὐδετέρα Δύναμις ἢ πᾶς ὀργανισμὸς κληθεῖς παρὰ τῆς ἐνδιαφερομένης Δυνάμεως ἢ προσφερόμενος πρὸς τὸν προκηθέντα σκοπὸν, ὀφείλει κατὰ τὴν δρᾶσίν του νὰ ἔχῃ συνείδησιν τῶν εὐθυνῶν του ἐναντι τοῦ ἐν συρράξει Μέρους ἐκ τοῦ ὁποίου ἐξαρτῶνται τὰ ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως προστατευόμενα πρόσωπα καὶ νὰ παρέχῃ ἐπαρκεῖς ἐγγυήσεις ἰκανότητος διὰ τὴν ἀνάληψιν τῶν περὶ ὧν πρόκειται καθήκοντων καὶ τὴν ἀμερόληπτον ἐκτέλεσίν των.

Οὐδεμία ἐπιτρέπεται παρέκκλισις ἀπὸ τῶν προηγουμένων διατάξεων δι' εἰδικῆς συμφωνίας μεταξὺ Δυνάμεων ὧν ἡ μία θὰ εὐρίσκετο, ἔστω καὶ προσωρινῶς ἐναντι τῆς ἄλλης Δυνάμεως ἢ τῶν συμμάχων αὐτῆς, περιορισμένη ὡς ἀφορᾷ τὴν πρὸς διαπραγματεύσιν ἰκανότητά της, συνεπεία στρατιωτικῶν γεγονότων καὶ δὴ ἐν περίπτωσει κατοχῆς ὁλοκλήρου ἢ σημαντικοῦ τμήματος τοῦ ἐδάφους αὐτῆς.

Ὅσακις γίνεται εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν μνεῖα περὶ προστατίδος Δυνάμεως, ἡ μνεῖα αὕτη ὑποδηλοῖ καὶ τοὺς ὀργανισμοὺς, οἵτινες ἀντικαθιστῶσιν αὐτὴν ἐν τῇ ἐννοίᾳ τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Ἄρθρον 11.

Εἰς πᾶσαν περίπτωσιν καθ' ἣν ἐθεώρουσιν τοῦτο χρήσιμον ἀπὸ ἀπόψεως τῶν συμφερόντων τῶν προστατευομένων

προσώπων καὶ δὴ εἰς περίπτωσιν διαφωνίας μεταξὺ τῶν ἐν συρράξει Μερῶν ἐπὶ τῆς ἐφαρμογῆς ἢ τῆς ἐρμηνείας τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως, αἱ προστατίδες Δυνάμεις θέλουν προσφέρῃ τὰς καλὰς αὐτῶν ὑπηρεσίας διὰ τὴν διευθέτησιν τῆς διαφορᾶς.

Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον, ἐκάστη τῶν προστατίδων Δυνάμεων δύνανται, τῇ προσκλήσει ἐνὸς τῶν Μερῶν ἢ αὐτορρητικῶς νὰ προτείνῃ εἰς τὰ ἐν συρράξει Μέρη συνάντησιν τῶν ἀντιπροσώπων των, καὶ δὴ τῶν ἀρχῶν τῶν ἐπιφορτισμένων τὴν τύχην τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν ὡς τοῦ ὑγειονομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ, ἐνδεχομένως ἐπὶ οὐδετέρου ἐδάφους καταλλήλως ἐκλεγχομένου. Τὰ ἐν συρράξει Μέρη ὑποχρεοῦνται νὰ δώσουν συνέχειαν εἰς τὰς οὕτω ὑποβληθησομένας αὐταῖς προτάσεις. Αἱ προστατίδες Δυνάμεις δύνανται, ἐὰν συντρέξει πρὸς τοῦτο περίπτωσις, νὰ προτείνουσι εἰς τὴν ἐγκρισίν των ἐν συρράξει Μερῶν προσωπικότητα ἀνήκουσαν εἰς οὐδετέραν Δύναμιν ἢ προσωπικότητα ὑποδειχθησομένην ὑπὸ τῆς Διεθνούς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ ἢ τις νὰ κληθῇ ὅπως μετὰσχῃ εἰς τὴν συνάντησιν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ II.

Περὶ τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν.

Ἄρθρον 12.

Τὰ Μέλη τῶν ἐνόπλων δυνάμεων καὶ τὰ εἰς τὸ ἐπόμενον ἄρθρον ἀναφερόμενα ἄλλα πρόσωπα ὅταν εἶναι τραυματία ἢ ἀσθενεῖς δεόν νὰ εἶναι σεβαστὰ καὶ νὰ προστατεύονται εἰς πᾶσαν περίπτωσιν.

Ὁλὰ τύχουν ἀνθρωπιστικῆς μεταχειρίσεως καὶ περιθάλψεως ὑπὸ τοῦ ἐν συρράξει Μέρους εἰς τὴν ἐξουσίαν τοῦ ὁποίου θὰ εὐρίσκωνται, ἀνευ οὐδεμιᾶς διακρίσεως δυσμενοῦς χαρακτηρισμοῦ βασιζομένης εἰς τὸ φύλον, τὴν φυλὴν, τὴν ἐθνικότητα, τὴν θρησκείαν, τὰς πολιτικὰς πεποιθήσεις ἢ ἕτερον ἀνάλογον κριτήριον. Ἀπαγορεύεται αὐστηρῶς πᾶσα προσβολὴ εἰς τὴν ζωὴν ἢ τὸ πρόσωπόν των, καὶ πλὴν ἄλλων ἢ ἐξόντωσις τῶν βαρέως πασχόντων, ἡ φόνος, ἡ βία, ἡ ἐνέργεια ἐπ' αὐτῶν βιολογικῶν πειραμάτων, ἡ ἐσκεμμένη ἐγκατάλειψις των ἀνευ ἰατρικῆς περιθάλψεως ἢ ἀνευ περιποιήσεως, ἢ ἐπὶ σκοπῶ ἐκθεσίς των εἰς κίνδυνον μεταδόσεως ἀσθενείας ἢ μολύνσεως ἐπὶ τοῦτο δημιουργηθείσης.

Μόνον λόγῳ ἐπείγουσης ἀνάγκης ἐπιτρέπεται ἡ μεταβολὴ τῆς προτεραιότητος εἰς τὴν σειρὰν παροχῆς περιθάλψεως.

Αἱ γυναῖκες θὰ τυγχάνουν τῆς ὁφειλομένης εἰς τὸ φύλον των εἰδικῆς προσοχῆς.

Τὸ ἐν συρράξει Μέρους τὸ ὑποχρεούμενον νὰ ἐγκαταλείψῃ τραυματίας ἢ ἀσθενεῖς εἰς τὸν ἐγθρόν ὃ ἀφήσῃ πλησίον των, ἐφ' ὅσον αἱ στρατιωτικαὶ ἀνάγκαι τὰ ἐπιτρέπουν, μέρος τοῦ ὑγειονομικοῦ προσωπικοῦ καὶ ὀπλοῦ του ὥστε νὰ συμβάλῃ εἰς τὴν περίθαλψίν των.

Ἄρθρον 13.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ ἐφαρμόζεται εἰς τοὺς τραυματίας καὶ ἀσθενεῖς τοὺς ἀνήκοντας εἰς τὰς κάτωθι κατηγορίας :

1. Τὰ Μέλη τῶν ἐνόπλων δυνάμεων ἐνὸς τῶν ἐν συρράξει Μερῶν, ὡς ἐπίσης καὶ τὰ μέλη τῆς ἐθνοφυλακῆς καὶ τῶν ἐθελοντικῶν σωμάτων τῶν ἀποτελούντων τμήμα τῶν ἐνόπλων αὐτοῦ δυνάμεων.

2. Τὰ μέλη τῶν ἄλλων ἐθνοφυλακῶν καὶ τὰ μέλη τῶν ἄλλων ἐθελοντικῶν σωμάτων συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν ὑμῶν ὀργανωμένης ἀντιστάσεως ἀνήκοντων εἰς ἐν τῶν ἐν συρράξει Μερῶν καὶ δρώντων ἐκτός ἢ ἐντὸς τοῦ ἰδίου αὐτοῦ ἐδάφους, ἔστω καὶ ἐν τῷ ἐδάφους τοῦτο εὐρίσκεται ὑπὸ κατοχῆν, ἐφ' ὅσον αἱ ἐθνοφυλακαὶ αὐταί, ἢ τὰ ἐθελοντικὰ σώματα περιλαμβανομένων τῶν ὑμῶν ὀργανωμένης ἀντιστάσεως, πληροῦν τοὺς κάτωθι ἴσους :

α) ἔχουν ἐπὶ κεφαλῆς των πρόσωπον ὑπεύθυνον διὰ τὰς πράξεις τῶν ὑποταχθέντων των,

β) ἔχουν διακριτικὸν σήμα μόνιμον καὶ δυνάμενον ν' ἀναγνωρισθῆ ἐξ ἀποστάσεως,

γ) ὄπλοφοροῦν ἀναφανδόν,

δ) συμμορφοῦνται κατὰ τὰς ἐπιχειρήσεις των μὲ τοὺς νόμους καὶ τὰ ἔθιμα τοῦ πολέμου.

3. Τὰ μέλη τακτικῶν ἐνόπλων δυνάμεων ἐξαρτωμένων ἀπὸ Κυβέρνησιν ἢ ἀρχὴν μὴ ἀναγνωριζομένην ὑπὸ τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως.

4. Τὰ πρόσωπα τ' ἀκολουθοῦνται τὰς ἐνόπλους δυνάμεις χωρὶς ν' ἀποτελοῦν ἀπ' εὐθείας μέρος αὐτῶν, οἷον πολιτικὰ μέλη πληρωμάτων στρατιωτικῶν ἀεροπλάνων, πολεμικοὶ ἀνταποκριταί, προμηθευταί, μέλη μονάδων ἐργασίας ἢ ψυχαγωγίας τοῦ στρατοῦ, ὑπὸ τὸν ὄρον νὰ ἔχουν λάβῃ τὴν ἀδειαν τῶν στρατιωτικῶν δυνάμεων ἃς συνοδεύουν.

5. Τὰ μέλη τῶν πληρωμάτων τοῦ ἐμπορικοῦ ναυτικοῦ, περιλαμβανομένων τῶν πλοιάρχων, πιλότων καὶ μαθητευομένων καὶ τὰ πληρώματα τῆς πολιτικῆς ἀεροπορίας τῶν ἐν συρράξει Μερῶν, ἐφ' ὅσον δὲν ἀπολαμβάνουν εὐνοϊκωτέρας μεταχειρίσεως δυνάμει ἄλλων διατάξεων τοῦ Διεθοῦς Δικαίου.

6. Ὁ πληθυσμὸς μὴ κατεχομένου ἐδάφους, ὅστις ἐπὶ τῇ προσεγγίσει τοῦ ἐχθροῦ λαμβάνει αὐθορμητῶς τὰ ὄπλα ἵνα πολεμήσῃ κατὰ τῶν στρατευμάτων εἰσβολῆς χωρὶς νὰ ἔχη τὸν καιρὸν νὰ συγκροτηθῆ εἰς τακτικὰς ἐνόπλους δυνάμεις, ἐφ' ὅσον ὄπλοφορεῖ ἀναφανδόν καὶ σέβεται τοὺς νόμους καὶ τὰ ἔθιμα τοῦ πολέμου.

Ἄρθρον 14.

Λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν διατάξεων τοῦ ἀρθροῦ 12, οἱ τραυματῆαι καὶ ἀσθενεῖς ἐνὸς τῶν ἐμπολέμων οἵτινες πίπτουν εἰς χεῖρας τοῦ ἐχθροῦ θὰ εἶναι αἰχμάλωτοι πολέμου καὶ ἐφαρμόζονται εἰς αὐτοὺς οἱ κανόνες τοῦ διεθοῦς δικαίου οἱ διέποντες τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου.

Ἄρθρον 15.

Ἄνα πάντα χρόνον καὶ δὴ μετὰ συμπλοκὴν, τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ λαμβάνουν ἀνευ χρονοτριβῆς ὅλα τὰ δυνατὰ μέτρα πρὸς ἀναζήτησιν καὶ περισυλλογὴν τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν πρὸς προστασίαν των κατὰ τῆς λεηλασίας καὶ τῆς κακομεταχειρίσεως καὶ πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς ἀναγκαίας περιθάλψεως, ὡς καὶ διὰ τὴν ἀνεύρεσιν τῶν νεκρῶν καὶ παρεμπόδισιν τῆς συλλεούσεως των.

Ὅσάκις τὸ ἐπιτρέπουν αἱ περιστάσεις θὰ συνάπτεται ἐκχευρία, διακοπὴ τοῦ πυρός ἢ τοπικὴ συμφωνία ἵνα καταστῆ δυνατὴ ἡ περισυλλογὴ, ἀνταλλαγὴ καὶ μεταφορὰ τῶν παραμεινάντων ἐπὶ τοῦ πεδίου τῆς μάχης τραυματιῶν.

Ὡσαύτως, τοπικαὶ συμφωνίαι δύνανται νὰ συναφθοῦν μεταξὺ τῶν ἐν συρράξει Μερῶν διὰ τὴν μεταφορὰν ἢ ἀνταλλαγὴν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν πολιορκουμένης ἢ περικυκλωμένης ζώνης καὶ διὰ τὴν διάβασιν ὑγειονομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ, ὡς καὶ ὑγειονομικοῦ ὕλικου πρὸς τὴν ζώνην ταύτην.

Ἄρθρον 16.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη ὀφείλου νὰ καταχωρήσουν, ὅσον ἐνεστί τάχειον ὅλα τὰ στοιχεῖα διὰ τῶν ὁποίων θὰ δύνανται ν' ἀναγνωρισθοῦν οἱ τραυματῆαι, ἀσθενεῖς καὶ νεκροὶ τοῦ ἀντιπάλου Μέρους, οἵτινες ἔπεσαν εἰς χεῖρας του. Αἱ ὡς ἄνω πληροφορίαι δεόν, εἰ δυνατόν, νὰ περιλάβουν :

α') Ἐνδείξιν περὶ τῆς Δυνάμεως ἐξ ἧς ἐξαρτῶνται.

β') Μονάδα ὑπηρεσίας ἢ ἀριθμὸν μετρώου.

γ') Ἐπίθετον.

δ') Ὄνομα ἢ ὀνόματα.

ε') Ἡμερομηνίαν γεννήσεως.

ς') Οἰανδήποτε ἄλλην πληροφορίαν ἀναγραφομένην ἐπὶ τοῦ δελτίου ἢ τῆς πινακίδος ταυτότητος.

η') Ἡμερομηνίαν καὶ τόπον συλλήψεως ἢ θανάτου.

θ.) Πληροφορίας ἀφορώσας τὰ τραύματα, τὴν ἀσθένειαν ἢ τὰ αἷτια τοῦ θανάτου.

Αἱ ὡς ἄνω πληροφορίαι δεόν νὰ διαβιβάζωνται ὡσον τάχιστα πρὸς τὸ γραφεῖον πληροφοριῶν περὶ οὗ τὸ ἀρθρον 122 τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου, τῆς 12. Αὐγούστου 1949 ὑπερ θὰ τὰς κοινοποιεῖ πρὸς τὴν Δύναμιν ἐξ ἧς ἐξαρτῶνται τὰ πρόσωπα ταῦτα, μέσω τῆς προστάτιδος Δυνάμεως καὶ τοῦ κεντρικοῦ πρακτορείου τῶν αἰχμαλώτων πολέμου.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ καταρτίζου καὶ κοινοποιῶν ἀλλήλοις διὰ τῆς ἐν τῷ προηγουμένῳ ἐδαφίῳ ἀναφερομένης ὁδοῦ, τὰς ληξιαρχικὰς πράξεις θανάτου ἢ τοὺς καταλόγους θανάτων δεόντως κεκυρωμένους. Θὰ συλλέγου καὶ θὰ διαβιβάζου ἐπίσης, μέσω τοῦ αὐτοῦ γραφείου, τὸ ἡμισυ τῶν διπλῶν πινακίδων ταυτότητος, τὰς διαθήκας ἢ ἄλλα ἔγγραφα παρουσιάζοντα ἐνδιαφέρον διὰ τὰς οἰκογενεῖας τῶν ἀποβιωσάντων, τὰ χρηματικὰ των ποσὰ καὶ ἐν γένει, πάντα τὰ ἀντικείμενα τὰ ἔχοντα πραγματικὴν ἢ αἰσθηματικὴν ἀξίαν, τὰ εὑρεθέντα ἐπὶ τῶν νεκρῶν. Τὰ ἀντικείμενα ταῦτα ὡς καὶ ἐκεῖνα ὧν δὲν ἐξηκριβώθη ὁ ἰδιοκτήτης, θ' ἀποστέλλωνται δι' ἐσφραγισμένων δεμάτων συνοδευομένων ὑπὸ δηλώσεως παρεχούσης ὅλας τὰς ἀναγκαίας λεπτομερείας διὰ τὴν ἀνακάλυψιν τοῦ ἀποθανόντος ἰδιοκτήτου, ὡς καὶ πλήρη ἀπογραφήν τοῦ περιεχομένου τοῦ δέματος.

Ἄρθρον 17.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ μεριμνήσου ὅπως ὁ ἐνταφιασμὸς ἢ ἡ ἀποτέφρωσις τῶν νεκρῶν, γινόμενη ἀτομικῶς ὁσάκις αἱ περιστάσεις τὸ ἐπιτρέπουν, ἔπεται προσεκτικῆς ἐξετάσεως, εἰ δυνατόν δὲ ἰατρικῆς, τῶν λειψάνων, ὥστε νὰ πιστοποιηθῆ ὁ θάνατος, νὰ ἐξακριβωθῆ ἡ ταυτότης τοῦ νεκροῦ καὶ νὰ καταστῆ δυνατὴ σχετικὴ ἀνακοίνωσις. Τὸ ἡμισυ τῆς διπλῆς πινακίδος ταυτότητος, ὁλόκληρος ἢ πινακίς, ἐὰν εἶναι μονή, θὰ παραμείνῃ ἐπὶ τοῦ νεκροῦ.

Ἐπιτρέπεται ἡ ἀποτέφρωσις τῶν σωμάτων μόνον λόγῳ ἐπιτακτικῶν ἀναγκῶν ὑγιεινῆς ἢ διὰ λόγους ἀπορρέοντες ἀπὸ τὴν θρησκείαν τοῦ νεκροῦ. Ἐν περιπτώσει ἀποτεφρώσεως θὰ γίνῃ λεπτομερῆς περὶ τούτου μνεῖα ἐπὶ τῆς πράξεως θανάτου ἢ τὸν κεκυρωμένον κατάλογον θανάτων μετ' ἐνδείξεων περὶ τῶν προκαλεσάντων αὐτὴν αἰτιῶν.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ μεριμνήσου ἐξ ἄλλου ἵνα οἱ νεκροὶ ἐνταφιάζωνται τιμητικῶς, εἰ δυνατόν κατὰ τοὺς τύπους τῆς θρησκείας εἰς τὴν ἀνήκου, ἵνα οἱ τάφοι των παραμείνου σεβαστοί, συγκεντρωμένοι εἰ δυνατόν κατὰ ἐθνικότητα τῶν νεκρῶν, ἵνα συντηροῦνται καλῶς καὶ σιμανθοῦν εἰς τρόπον ὥστε νὰ καθίσταται πάντοτε δυνατὴ ἡ ἀνεύρεσις των. Πρὸς τοῦτο, καὶ κατὰ τὴν ἐναρξίν τῶν ἐχθροπραξιῶν θὰ ὀργανώσου ἐπίσημως ὑπηρεσίαν τάφων ἵνα ἐπιτραποῦν αἱ ἐνδεχόμεναι μετακομιδαί, ἐξασφαλισθῆ ἡ ἀναγνώρισις τῆς ταυτότητος τῶν λειψάνων, οἰαδήποτε καὶ ἂν εἶναι ἡ τοποθεσία τῶν τάφων καὶ ἡ ἐνδεχομένη ἐπαναφορὰ των εἰς τὴν χώραν τῆς καταγωγῆς των. Αἱ διατάξεις αὗται ἰσχύου ἐπίσης καὶ διὰ τὰς σποδοὺς ἃς ἡ Ὑπηρεσία τάφων θὰ φυλάσῃ μέχρις οὗ ἡ χώρα καταγωγῆς γνωρίσῃ τὰ ὀριστικὰ μέτρα, ἅτινα ἐπιθυμεῖ νὰ λάβῃ ἐν προκειμένῳ.

Εὐθὺς ὡς αἱ περιστάσεις τὸ ἐπιτρέψου καὶ τὸ ἀργότερον κατὰ τὸ τέλος τῶν ἐχθροπραξιῶν, αἱ ὑπηρεσίαι αὗται θ' ἀνταλλάξου μέσω τοῦ γραφείου πληροφοριῶν περὶ οὗ ἡ δευτέρα παράγραφος τοῦ ἀρθροῦ 16, καταλόγους ἀναφερόντας τὴν ἀκριβῆ τοποθεσίαν καὶ τὸν καθορισμὸν τῶν ταφῶν, ὡς καὶ πᾶσαν πληροφορίαν σχετικὴν πρὸς τοὺς ἐνταφιασμένους νεκρούς.

Ἄρθρον 18.

Ἡ στρατιωτικὴ ἀρχὴ δύναι νὰ κάμῃ ἐκκλήσιν πρὸς τὸν εὐσπλαχνον ζῆλον τῶν κατοίκων, ἵνα συλλέξου καὶ νὰ στείλουσιν ἐθελουσίως, ὑπὸ τὴν ἐλεγγὸν τῆς τραυματίας καὶ

ασθενείς, παρέχουσιν εις τὰ πρόσωπα, ἅτινα ἤθελον ἀναπο-
κριθῆναι εἰς τὴν ἐκκλησίαν προστασίας καὶ τὰς ἀναγκαίας διευ-
κολύνσεις. Ἐν ἡ περιπτώσει τὸ ἀντίθετον Μῆρος καταλάβῃ
ἢ ἐπανακαταλάβῃ τὴν περιοχὴν θέλει συνεχίσῃ τὴν παροχὴν
προστασίας καὶ εὐκολιῶν πρὸς τὰ πρόσωπα ταῦτα.

Ἡ στρατιωτικὴ ἀρχὴ ὀφείλει νὰ ἐπιτρέψῃ εἰς τοὺς κα-
τοίκους καὶ τὰς ὀργανώσεις περιθάλψεως, ἀκόμη καὶ εἰς
περιοχὰς ἢ ποῦ γίνεται εἰσβολὴ ἢ αἰτίνας εὐρίσκονται ὑπὸ
κατοχὴν, νὰ συλλέγουν καὶ νὰ νοσηλεύουν ἐθελουσίως τοὺς
τραυματίας καὶ ἀσθενεῖς ἰασηδῆποτε ἐθνικότητος. Ὁ ἀμαχος
πληθυσμὸς ὑποχρεοῦται νὰ σέβηται τοὺς τραυματίας καὶ
ἀσθενεῖς καὶ ἰδίως, νὰ μὴ βιαιοπραγῇ κατ' αὐτῶν.

Οὐδεὶς πρέπει ποτὲ νὰ ἐνοχληθῇ ἢ νὰ καταδικασθῇ, διότι
περιέθαλψε τραυματίας ἢ ἀσθενεῖς.

Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος ἀρθροῦ δὲν ἀπαλλάσσουν τὴν
κατέχουσαν Δύναμιν τῶν ὑποχρεώσεων τῆς, ἐπὶ τε τοῦ
ὕγειονομικοῦ καὶ ἠθικοῦ πεδίου ἐναντι τῶν τραυματιῶν
καὶ ἀσθενῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙΙ.

Περὶ ὑγειονομικῶν σχηματισμῶν καὶ ἐγκαταστάσεων.

*Ἀρθρον 19.

Αἱ μόνιμοι ὑγειονομικαὶ ἐγκαταστάσεις καὶ οἱ κινητοὶ
σχηματισμοὶ τῆς Ὑγειονομικῆς Ὑπηρεσίας ἐν οὐδεμιᾷ
περίπτώσει δύνανται ν' ἀποτελέσουν ἀντικείμενον ἐπιθέσεως
ἀλλ' εἶναι ἐν παντὶ καιρῷ σεβασταὶ καὶ προστατεύονται ὑπὸ
τῶν ἐν συρράξει Μερῶν. Ἐὰν περιέλθουν εἰς χεῖρας τοῦ
ἀντιπάλου μέρους θὰ δύνανται νὰ συνεχίσουν τὴν λειτουργίαν
των ἐφ' ὅσον ἡ αἰχμαλωτίσασα Δύναμις δὲν ἔχει, ἢ ἰδίᾳ
ἐξασφαλίσῃ τὴν ἀναγκαίαν περιθάλψιν τῶν εἰς τὰς ἐγκατα-
στάσεις καὶ τοὺς σχηματισμοὺς εὐρισκομένων τραυματιῶν
καὶ ἀσθενῶν.

Αἱ ἀρμόδια ἀρχαὶ θὰ μεριμνήσουν ὥστε αἱ προαναφε-
ρόμεναι ὑγειονομικαὶ ἐγκαταστάσεις καὶ σχηματισμοὶ ᾧσον
κατὰ τὸ δυνατόν οὕτω τοποθετημένοι ὥστε ἐνδεχόμεναι
ἐπιθέσεις κατὰ στρατιωτικῶν στόχων νὰ μὴ θέσουν αὐτοὺς
εἰς κίνδυνον.

*Ἀρθρον 20.

Δὲν ἐπιτρέπεται ἢ ἀπὸ τῆς ξηρᾶς ἐπιθέσεως κατὰ νοσο-
κομικῶν σκαφῶν δικαιουμένων εἰς τὴν προστασίαν τῆς
Συμβάσεως τῆς Γενεῦθς περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τραυ-
ματιῶν, ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν τῶν κατὰ θάλασσαν ἐνόπλων
δυνάμεων, τῆς 12 Αὐγούστου 1949.

*Ἀρθρον 21.

Ἡ προστασία ἢ ὀφειλομένη εἰς τὰς μόνιμους ἐγκαταστά-
σεις καὶ εἰς τοὺς κινητοὺς σχηματισμοὺς τῆς Ὑγειονομικῆς
Ὑπηρεσίας δὲν δύναται νὰ τερματισθῇ εἰμὴ μόνον ἐὰν ταῦτα
χρησιμοποιούνται ἐκτὸς τῆς ἀνθρωπιστικῆς των ἀποστολῆς,
εἰς πράξεις ἐπιζημιῶν διὰ τὸν ἐχθρόν. Οὐχ' ἤττον ἢ προστα-
σία θὰ τερματισθῇ μόνον κατόπιν προειδοποιήσεως ὀρι-
ζούσης, ὡσάκις τοῦτο ἐνδείκνυται, λογικὴν προθεσίαν ἤτις
θὰ ἔμεινεν ἀνευ ἀποτελέσματος.

*Ἀρθρον 22.

Δὲν θὰ θεωροῦνται ὡς δυνάμενα νὰ στερήσουν ὑγειονο-
μικὰς ἐγκαταστάσεις ἢ σχηματισμοὺς τῆς προστασίας τῆς
ἐξασφαλιζομένης ὑπὸ τοῦ ἀρθροῦ 19 :

1. Τὸ γεγονός ὅτι τὸ προσωπικὸν τῆς ἐγκαταστάσεως
ἢ τοῦ σχηματισμοῦ εἶναι ὀπλισμένον καὶ ὅτι χρησιμοποιεῖ
τὰ ὄπλα του διὰ τὴν ἀμύναν του ἢ ἐκείνην τῶν τραυματιῶν
καὶ ἀσθενῶν του.

2. Τὸ γεγονός ὅτι ἐλλείπει ἐνόπλων νοσοκόμων ἢ
ἐγκαταστάσεις ἢ ὁ σχηματισμὸς φυλάσσονται ὑπὸ τμήματος
ἐπιφυλακῆς ἢ σκοπῶν ἢ συνοδείας.

3. Τὸ γεγονός ὅτι εἰς τὸν σχηματισμὸν ἢ τὴν ἐγκατά-

στασιν εὐρίσκονται φορητὰ ὄπλα καὶ πυρομαχικὰ ἀφαιρε-
θέντα ἀπὸ τοὺς τραυματίας καὶ ἀσθενεῖς καὶ μὴ ἔχοντα
εἰσέτι παραδοθῆναι εἰς τὴν ἀρμόδιαν ὑπηρεσίαν.

4. Τὸ γεγονός ὅτι κτηνιατρικὸν προσωπικὸν καὶ ὑλικὸν
εὐρίσκονται εἰς τὸν σχηματισμὸν ἢ τὴν ἐγκατάστασιν χωρὶς
ν' ἀποτελοῦν ὀργανικὸν μέρος αὐτοῦ.

5. Τὸ γεγονός ὅτι ἡ ἀνθρωπιστικὴ δρᾶσις τῶν σχημα-
τισμῶν καὶ τῶν ὑγειονομικῶν ἐγκαταστάσεων ἢ τοῦ προσω-
πικοῦ τῶν ἐπεκτείνεται εἰς πολίτας τραυματίας ἢ ἀσθενεῖς.

*Ἀρθρον 23.

Ἐν καιρῷ ἤδη εἰρήνης τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη
καὶ μετὰ τὴν ἐνάρξιν τῶν ἐχθροπραξιῶν, τὰ ἐν συρράξει
Μέρη θὰ δύνανται νὰ δημιουργήσουν ἐπὶ τοῦ ἰδίου των
ἐδάφους, ἀν δὲ παρουσιασθῇ ἀνάγκη καὶ ἐπὶ κατεχομένων
ἐδαφῶν, ζῶνας ἢ τόπους ὑγειονομικοὺς ὀργανωμένους εἰς
τρόπον ὥστε νὰ προστατεύουν ἀπὸ τὰς συνεπειὰς τοῦ πο-
λέμου τοὺς τραυματίας καὶ τοὺς ἀσθενεῖς ὡς καὶ τὸ προσω-
πικὸν τὸ ἐπιφορτισμένον τὴν ὀργάνωσιν καὶ διοίκησιν τῶν
ζωνῶν καὶ τόπων τούτων καὶ τὴν περίθαλψιν τῶν ἐκεῖ
συγκεντρωθησομένων προσώπων.

Ἀπὸ τῆς ἀρχῆς τῆς συρράξεως καὶ κατὰ τὴν διάρκειαν
αὐτῆς, τὰ ἐνδιαφερόμενα Μέρη δύνανται νὰ συνάψουν μεταξὺ
των συμφωνίας διὰ τὴν ἀναγνώρισιν τῶν ὑγειονομικῶν
ζωνῶν καὶ τόπων τοὺς ὁποίους ἔχουν δημιουργήσῃ. Δύνανται
πρὸς τοῦτο νὰ θέσουν ἐν ἰσχύϊ τὰς διατάξεις τὰς προβλεπο-
μένας εἰς τὸ σχέδιον συμφωνίας, τὸ προσηρητημένον εἰς τὴν
παρούσαν Σύμβασιν, ἐπιφέροντα ἐνδεχομένως εἰς αὐτὸ οἷας
ἤθελον κρίνῃ ἀναγκαίας τροποποιήσεις.

Αἱ προστάτιδες Δυνάμεις καὶ ἡ Διεθνὴς Ἐπιτροπὴ τοῦ
Ἐρυθροῦ Σταυροῦ καλοῦνται νὰ προσφέρουν τὰς καλὰς των
ὑπηρεσίας, ἵνα διευκολύνουν τὴν δημιουργίαν καὶ τὴν ἀνα-
γνώρισιν τῶν ὑγειονομικῶν αὐτῶν ζωνῶν καὶ τόπων.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙV'

Περὶ προσωπικοῦ

*Ἀρθρον 24.

Τὸ ὑγειονομικὸν προσωπικὸν τὸ ἀποκλειστικῶς ἀπασχ/σ-
λούμενον εἰς τὴν ἀναζήτησιν, παραλαβὴν, μεταφορὰν ἢ
θεραπείαν τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν ἢ εἰς τὴν πρόληψιν
τῶν ἀσθενειῶν, τὸ προσωπικὸν τὸ ἀποκλειστικῶς χρησιμο-
ποιούμενον εἰς τὴν διοίκησιν τῶν ὑγειονομικῶν σχηματισμῶν
καὶ ἐγκαταστάσεων, ὡς καὶ οἱ στρατιωτικοὶ ἱερεῖς οἱ τοπο-
θετημένοι παρὰ τῆς ἐνόπλης δυνάμεως, θὰ τυγχάνουσι σε-
βασμοῦ καὶ προστασίας ἀνὰ πᾶσαν περίστασιν.

*Ἀρθρον 25.

Οἱ εἰδικῶς ἐκπαιδευθέντες ἵνα χρησιμοποιηθοῦν ὡς
νοσοκόμοι ἢ βοηθητικοὶ τραυματιοφορεῖς πρὸς ἀναζήτησιν,
παραλαβὴν, μεταφορὰν ἢ θεραπείαν τῶν τραυματιῶν καὶ
ἀσθενῶν στρατιωτικοί, θὰ τύχουν ἐπίσης σεβασμοῦ καὶ
προστασίας ἐὰν εὐρίσκωνται ἐν τῇ ἐκτελέσει τῶν ὡς ἀνω
καθηκόντων των κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ἐπαφῆς αὐτῶν μετὰ
τοῦ ἐχθροῦ ἢ τῆς περιελεύσεως των εἰς τὴν ἐξουσίαν του.

*Ἀρθρον 26.

Πρὸς τὸ ἐν ἀρθρῷ 24 ἀναφερόμενον προσωπικὸν ἐξο-
μοιοῦται τὸ προσωπικὸν τῶν ἐθνικῶν Ἐταιρειῶν τοῦ Ἐρυ-
θροῦ Σταυροῦ καὶ ἐκεῖνο τῶν ἄλλων ἐταιρειῶν ἐθελουσίας
βοηθείας, τῶν δεόντως ἀνεγνωρισμένων καὶ ἐγκριμέ-
νων ὑπὸ τῶν κυβερνήσεων των, τὸ ὅποσον θέλει χρησιμο-
ποιεῖται διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν αὐτῶν ὑπηρεσιῶν ὡς καὶ τὸ
προσωπικὸν περὶ οὗ τὸ ἀνωτέρω ἀρθρον; ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν
ὅτι τὸ προσωπικὸν τῶν ἐταιρειῶν τούτων θὰ ὑπόκειται εἰς
τοὺς στρατιωτικοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς.

Ἐκαστὸν τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ
κοινοποιήσῃ εἰς τὰ ἄλλα, εἴτε ἤδη ἐν καιρῷ εἰρήνης εἴτε

όμα τῇ ἐνάρξει ἢ κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν ἐχθροπραξιῶν, πάντως ὅμως πρὸ τῆς ἐνεργοῦ χρησιμοποίησός των τὰ ὄνοματὰ τῶν ἐταιρειῶν εἰς τὰς ὁποίας θὰ ἔγῃ ἐπιτρέψῃ νὰ συνδράμουν, ὑπὸ τὴν εὐθύνην αὐτοῦ, τὸ ἔργον τῆς ἐπισήμου ὑγειονομικῆς ὑπηρεσίας τοῦ στρατοῦ του.

Ἄρθρον 27.

Ἀνεγνωρισμένη ἐταιρεία οὐδετέρου Κράτους δὲν θὰ δύναται νὰ προσφέρῃ τὴν βοήθειαν τοῦ προσωπικοῦ καὶ τῶν ὑγειονομικῶν τῆς σχηματισμῶν εἰς ἓν τῶν ἐν συρράξει Μερῶν εἰμὴ μόνον κατόπιν συγκαταθέσεως τῆς ἰδίας αὐτῆς Κυβερνήσεως καὶ συγκαταθέσεως αὐτοῦ τούτου τοῦ ἐν συρράξει Μέρους. Τὸ προσωπικὸν τοῦτο καὶ οἱ σχηματισμοὶ αὐτοὶ θὰ τεθοῦν ὑπὸ τὸν ἔλεγχον τοῦ ὡς ἄνω ἐν συρράξει Μέρους.

Ἡ οὐδετέρη Κυβέρνησις θὰ κοινοποιήσῃ τὴν ἐγκρίσιν ταύτην εἰς τὸ ἀντίπαλον Κράτος ἐκείνου ὅπου ἀποδέχεται τὴν βοήθειαν. Τὸ ἐν συρράξει μέρος ὅπου ἀποδέχεται τὴν βοήθειαν ἔχει ὑποχρέωσιν, πρὸ πάσης χρησιμοποίησός της, νὰ προβῇ εἰς σχετικὴν ἀνακοίνωσιν πρὸς τὸ ἀντίθετον Μῆρος.

Ἐν οὐδεμίᾳ περιπτώσει δύναται ἡ βοήθεια αὐτὴ νὰ θεωρηθῇ ὡς ἀνάμιξις εἰς τὴν σύρραξιν.

Γὰ μὲλη τοῦ εἰς τὴν πρώτην παράγραφον ἀναφερομένου προσωπικοῦ πρέπει νὰ ἐφοδιασθῶν μετὰ τὰς ταυτότητας τὰς προβλεπόμενας εἰς τὸ ἄρθρον 40, πρὶν ἀπομικρυνθῶν τῆς οὐδετέρας χώρας εἰς τὴν ὁποίαν ἀνήκουν.

Ἄρθρον 28.

Τὸ εἰς τὰ ἄρθρα 24 καὶ 26 ἀναφερόμενον προσωπικὸν δὲν θὰ κατακρατηθῇ ἐν περιέλωθι εἰς χεῖρας τοῦ ἀντιπάλου εἰμὴ μόνον ἐν τῷ μέτρῳ ἢ ὑγειονομικῆ κατάστασις, αἱ πνευματικαὶ ἀνάγκαι καὶ ὁ ἀριθμὸς τῶν αἰχμαλώτων πολέμου ἐπιβάλλοντων τοῦτο.

Τὰ μὲλη τοῦ προσωπικοῦ, ἅτινα θὰ κατακρατηθῶν οὕτω δὲν θὰ θεωρηθῶν αἰχμαλῶται πολέμου. Ἐν τούτοις θὰ δικαιῶνται τοῦλάχιστον εἰς τὴν ἐπ' αὐτῶν ἐφαρμογὴν ὅλων τῶν διατάξεων τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου τῆς 12 Αὐγούστου 1949. (Ἡ ἐξακολουθήσων νὰ ἐκτελοῦν, ἐντὸς τοῦ πλαισίου τῶν νόμων καὶ στρατιωτικῶν κανονισμῶν, τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως, ὑπὸ τὰς διαταγὰς τῶν ἀρμοδίων ὑπηρεσιῶν αὐτῆς, καὶ κατὰ τὴν ἐπαγγελματικὴν των συνείδησιν, τὰ ἱατρικὰ ἢ πνευματικὰ των καθήκοντα ἐπ' ὠφελείᾳ τῶν αἰχμαλώτων πολέμου τῶν ἀνηκόντων, κατὰ προτίμησιν, εἰς τὰς ἐνόπλους δυνάμεις (εἰς τὰς ὁποίας καὶ ἴδιοι ἀνήκουν). Ἐπιπλέον θ' ἀπολαμβάνων τῶν ἐξῆς ἐυκολιῶν κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῆς ἱατρικῆς ἢ πνευματικῆς ἀποστολῆς των:

α') Θὰ ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ ἐπισκέπτονται περιοδικῶς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου τοὺς εὐρισκομένους εἰς ἀποσπάσματα ἐργασίας ἢ εἰς νοσοκομεία κείμενα ἐντὸς τοῦ στρατοπέδου. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον ἡ κατακρατούσα τοὺς αἰχμαλώτους ἀρχὴ θὰ θέσῃ εἰς τὴν διάθεσιν των ἀνάλογα μεταφορικὰ μέσα.

β') Εἰς ἕκαστον στρατόπεδον, ὃ ἀρχαιότερος στρατιωτικῶς ἱατρὸς ἀνωτέρου βαθμοῦ θὰ εὐθύνεται ἔναντι τῶν στρατιωτικῶν ἀρχῶν τοῦ στρατοπέδου δι' ὅτι ἀρροῖ τὴν ἰατρικὴν τοῦ κρατουμένου ὑγειονομικοῦ προσωπικοῦ. Πρὸς τοῦτο, τὰ ἐν συρράξει Μέρη θέλουν συνεννοηθῆ ἀπὸ τῆς ἀρχῆς τῶν ἐχθροπραξιῶν περὶ τῆς ἀντιστοιχίας τῶν βαθμῶν τοῦ ὑγειονομικοῦ τῶν προσωπικοῦ, περιλαμβανομένου καὶ ἐκείνου τῶν ἐν ἄρθρῳ 26 μνημονευομένου ἐταιρειῶν. Δι' ὅλα τὰ ζητήματα τὰ σχετιζόμενα μετὰ τὴν ἀποστολὴν των, ὃ ἐν λόγῳ ἱατρὸς καὶ οἱ στρατιωτικὶ ἱερεῖς θὰ ἔχουν δικαίωμα ἀμέσου ἀναφορᾶς πρὸς τὰς ἀρμοδίαις στρατιωτικαῖς ἀρχαῖς τοῦ στρατοπέδου. Αὗται θὰ τοῖς παρέχουν πᾶσαν ἀναγκαίαν εὐκολίαν διὰ τὴν περὶ τὰ ζητήματα ταῦτα ἀλληλογραφίαν.

γ') Καίτοι ὑποκείμενον εἰς τὴν ἐσωτερικὴν πειθαρχίαν τοῦ στρατοπέδου εἰς τὸ ὅποῖον εὐρίσκειται, τὸ κατακρατού-

μενον προσωπικὸν δὲν δύναται νὰ ἐξαναγκασθῇ εἰς ἐργασίαν ξένην πρὸς τὴν ἱατρικὴν ἢ θρησκευτικὴν ἀποστολὴν του.

Κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν ἐχθροπραξιῶν τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ συνεννοηθῶν διὰ τὴν ἐνδεχομένην ἀντικατάστασιν τοῦ κατακρατουμένου προσωπικοῦ καὶ θὰ καθορίσουν τὴν σχετικὴν διαδικασίαν.

Οὐδεμία τῶν ἀνωτέρω διατάξεων ἀπαλλάσσει τὴν κατακρατούσαν Δύναμιν τῶν ἐπιβαλλομένων αὐτῇ, ἔναντι τῶν αἰχμαλώτων πολέμου ὑποχρεώσεων ἐπὶ τοῦ ὑγειονομικοῦ καὶ πνευματικοῦ πεδίου.

Ἄρθρον 29.

Τὸ ἀναφερόμενον ἐν ἄρθρῳ 25 προσωπικὸν, τὸ περιελθὸν εἰς χεῖρας τοῦ ἐχθροῦ θὰ θεωρηθῇ αἰχμαλώτων πολέμου, ἀλλὰ θὰ χρησιμοποιηθῇ εἰς ὑγειονομικὰς ἐργασίας, ἐφ' ὅσον θὰ διεπιστοῦτο τοιαύτη ἀνάγκη.

Ἄρθρον 30.

Τὰ μὲλη τοῦ προσωπικοῦ τῶν ὑποίων ἢ κράτησις δὲν θὰ εἶναι ἀπαραίτητος βάσει τῶν διατάξεων τοῦ ἀρθροῦ 28, θ' ἀποδίδωνται εἰς τὸ ἐν συρράξει Μῆρος εἰς τὸ ὅποῖον ἀνήκουν, εὐθὺς ὡς ὑπάρξῃ ἀνοικτὴ ὁδὸς διὰ τὴν ἐπιστροφὴν των καὶ αἱ στρατιωτικαὶ ἀνάγκαι ἤθελον τὸ ἐπιτρέψῃ.

Ταῦτα, ἐν ἀναμονῇ τῆς ἀναχωρήσεως των δὲν θὰ θεωροῦνται αἰχμαλῶται πολέμου. Ἐν τούτοις θὰ δικαιῶνται, τοῦλάχιστον, εἰς τὴν ἔναντι των ἐφαρμογὴν ὅλων τῶν διατάξεων τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου τῆς 12 Αὐγούστου 1949. Θὰ ἐξακολουθῶν ἐκτελοῦντα τὰ καθήκοντά των ὑπὸ τὰς διαταγὰς τοῦ ἀντιπάλου Μέρους καὶ θὰ χρησιμοποιῶνται κατὰ προτίμησιν εἰς τὴν περιποίησιν τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τοῦ ἐμπολέμου Μέρους εἰς ὃ ἀνήκουν.

Κατὰ τὴν ἀναχώρησιν των θὰ συναποκομίσουν τὸν ρουχισμόν, τὰ προσωπικὰ ἀντικείμενα, τὰς ἀξίας καὶ τὰ ἐργαλεῖα, ἅτινα τοῖς ἀνήκουν προσωπικῶς.

Ἄρθρον 31.

Ἡ ἐπιλογή τοῦ προσωπικοῦ οὕτως ἢ ἀπόδοσις εἰς τὸ ἐν συρράξει Μῆρος προβλέπεται εἰς τὸ ἄρθρον 30 θὰ γίνῃ ἀσχέτως πάσης διακρίσεως φυλετικῆς, θρησκευτικῆς ἢ ἀρροῦσας πολιτικῆς πεποιθήσεως, ἀκολουθουμένης κατὰ προτίμησιν τῆς χρονολογικῆς σειρᾶς τῆς αἰχμαλωσίας καὶ λαμβανομένης ὑπ' ἄψιν τῆς καταστάσεως υγείας τῶν ἐνδιαφερομένων.

Ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῶν ἐχθροπραξιῶν τὰ ἐν συρράξει Μέρη δύναται νὰ καθορίσουν, δι' εἰδικῶν συμφωνιῶν, τὸ ποσοστὸν τοῦ κατακρατητέου προσωπικοῦ ἐν συγκρίσει πρὸς τὸν ἀριθμὸν τῶν αἰχμαλώτων ὡς καὶ τὰ τῆς κατανομῆς αὐτοῦ εἰς τὰ στρατόπεδα.

Ἄρθρον 32.

Τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὸ ἄρθρον 27 πρόσωπα, ἅτινα θὰ περιήρχοντο εἰς χεῖρας τοῦ ἀντιπάλου Μέρους, δὲν δύναται νὰ κατακρατηθῶν.

Ἡλὴν ἀντιθέτου συμφωνίας θὰ τοῖς ἐπιτραπῇ νὰ ἐπιστρέψων εἰς τὴν χώραν των ἢ, ἐν τούτῳ δὲν εἶναι δυνατόν, εἰς τὸ ἕδαφος τοῦ ἐν συρράξει Μέρους εἰς τὴν ὑπηρεσίαν τοῦ ὁποίου εὐρίσκοντο, εὐθὺς ὡς ὑπάρξῃ ὁδὸς ἀνοικτὴ διὰ τὴν ἐπίνοδόν των καὶ αἱ στρατιωτικαὶ συνθήκαι τὸ ἐπιτρέπουν.

Ἐν ἀναμονῇ τῆς ἀναχωρήσεως των τὰ πρόσωπα ταῦτα ἐξακολουθῶν νὰ ἐκτελοῦν τὰ καθήκοντά των ὑπὸ τὰς διαταγὰς τοῦ ἀντιπάλου Μέρους καὶ θὰ χρησιμοποιῶνται κατὰ προτίμησιν εἰς τὴν περιποίησιν τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τοῦ ἐν συρράξει Μέρους εἰς τὴν ὑπηρεσίαν τοῦ ὁποίου εὐρίσκοντο.

Κατὰ τὴν ἀναχώρησιν των θὰ συναποκομίσουν τὸν ρουχισμόν, τὰ προσωπικὰ ἀντικείμενα, τὰς ἀξίας, τὰ ἐργαλεῖα

και τὰ δπλα των και, ει δυνατόν, τὰ μεταφορικά μέσα τὰ ὅποια τοὺς ἀνήκουν.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ ἐξασφαλίσουν εἰς τὸ ὡς ἄνω προσωπικόν, ἐφ' ὅσον εὐρίσκεται εἰς χεῖρας των, τὴν αὐτὴν διατροφήν, τὴν αὐτὴν στέγασιν, τὰ αὐτὰ ἐπιδόματα και τὸν αὐτὸν μισθὸν ὡς και εἰς τὸ ἀντίστοιχον προσωπικόν τοῦ στρατοῦ. Ἡ τροφή θὰ εἶναι, ἐν πάσῃ περιπτώσει ἐπαρκῆς εἰς ποσότητα, ποιότητα και ποικιλίαν ἵνα ἐξασφαλίσῃ εἰς τοὺς ἐνδιαφερομένους κανονικὰς συνθήκας ὑγείας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Υ.

Κτίρια και ὑλικόν

Ἄρθρον 33.

Τὸ ὑλικόν τῶν κινητῶν ὑγειονομικῶν σχηματισμῶν τῶν ἐνόπλων δυνάμεων, τὸ ὅποιον περιέρχεται εἰς χεῖρας τοῦ ἀντιπάλου Μέρους, θὰ ἐξακολουθῇ νὰ διατίθεται ὑπὲρ τῶν τραυματιῶν και ἀσθενῶν.

Τὰ κτίρια, τὸ ὑλικόν και αἱ παρακαταθῆκαι τῶν μονίμων ὑγειονομικῶν ἐγκαταστάσεων τῶν ἐνόπλων δυνάμεων θὰ ὑπόκεινται εἰς τοὺς νόμους τοῦ πολέμου, δὲν θὰ δύναται ὅμως νὰ χρησιμοποιηθῇ δι' ἄλλον σκοπὸν ἐφ' ὅσον εἶναι ἀναγκαῖα εἰς τοὺς τραυματίας και ἀσθενεῖς. Οὐχ' ἤττον, οἱ διοικηταὶ τῶν ἐκστρατεία στρατῶν θὰ δύνανται νὰ χρησιμοποιήσουν ταῦτα ἐν περιπτώσει ἐπείγουσης στρατιωτικῆς ἀνάγκης ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι θὰ ἔχουν ληφθῆ προηγουμένως τ' ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν ἐξασφάλισιν τῆς εὐημερίας τῶν ἀσθενῶν και τραυματιῶν, οἵτινες νοσηλεύονται ἐν αὐτοῖς.

Τὸ εἰς τὸ παρὸν ἄρθρον ἀναφερόμενον ὑλικόν και αἱ παρακαταθῆκαι δὲν ἐπιτρέπεται νὰ καταστραφοῦν ἐσκεμμένως.

Ἄρθρον 34.

Ἡ κινητὴ και ἀκίνητος περιουσία τῶν ἑταιρειῶν βοήθειας ὑπὲρ ὧν ἀναγνωρίζεται ἡ ἐφαρμογὴ τῆς Συμβάσεως θὰ θεωρηθῶν ἰδιωτικαὶ περιουσίαι.

Τὸ δικαίωμα ἐπιτάξεως ὅπερ ἀναγνωρίζεται εἰς τοὺς ἐμπολέμους ὑπὸ τῶν νόμων και ἐθίμων τοῦ πολέμου θὰ ἀσκήται προκειμένου περὶ αὐτῶν, μόνον εἰς περιπτώσει ἐπείγουσης ἀνάγκης και μόνον ἀφοῦ ἐξασφαλισθῇ ἡ τύχη τῶν τραυματιῶν και ἀσθενῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΥΙ.

Ὑγειονομικαὶ μεταφοραί.

Ἄρθρον 35.

Τὰ μεταφορικά μέσα τὰ χρησιμοποιούμενα διὰ τοὺς ἀσθενεῖς και τραυματίας ἢ τὸ ὑγειονομικόν ὑλικόν θὰ εἶναι σεβαστά και θὰ ἔχουν τὸ αὐτὸ δικαίωμα προστασίας ὡς και οἱ κινητοὶ ὑγειονομικοὶ σχηματισμοί.

Ὅσακις τὰ μεταφορικά ταῦτα μέσα ἢ ὀχήματα πίπτουν εἰς χεῖρας τοῦ ἀντιπάλου μέρους, θὰ ὑπόκεινται εἰς τοὺς νόμους τοῦ πολέμου ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι τὸ ἐν συρράξει Μέρος τὸ ὅποιον θὰ τὰ ἔχη συλλάβῃ, θ' ἀναλάβῃ ἐν πάσῃ περιπτώσει τοὺς ἀσθενεῖς και τραυματίας, οἵτινες εὐρίσκονται ἐντὸς αὐτῶν.

Τὸ πολιτικόν προσωπικόν και ὅλα τὰ ἐξ ἐπιτάξεως προερχόμενα μεταφορικά μέσα θὰ ὑπόκεινται εἰς τοὺς γενικοὺς κανόνας τοῦ διεθνoῦς δικαίου.

Ἄρθρον 36.

Τὰ ὑγειονομικὰ ἀεροσκάφη, δηλαδὴ τὰ ἀεροσκάφη τὰ ἀποκλειστικῶς χρησιμοποιούμενα διὰ τὴν ἐκκένωσιν τῶν τραυματιῶν και ἀσθενῶν, ὡς και διὰ τὴν μεταφορὰν τοῦ ὑγειονομικοῦ προσωπικοῦ και ὑλικοῦ, δὲν θὰ γίνουν ἀντικείμενον ἐπιθέσεως ἀλλὰ θὰ εἶναι σεβαστά εἰς τοὺς ἐμπολέμους κατὰ τὰς πτῆσεις τὰς ὁποίας θὰ ἐκτελοῦν εἰς ὕψη,

εἰς ὥρας και κατὰ διαδρομάς, αἵτινες θέλουσιν εἰδικῶς συμφωνηθῆ μεταξύ ὄλων τῶν ἐνδιαφερομένων ἐμπολέμων.

Θὰ φέρουν, κατὰ τρόπον λίαν ὁρατόν, τὸ προβλεπόμενον ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 38 διακριτικὸν σῆμα, πλησίον τῶν ἐθνικῶν των χρωμάτων ἐπὶ τῶν κάτω, ἄνω και πλαγίων ἐπιφανειῶν. Θὰ εἶναι ἐφωδιασμένα με οἰονδήποτε ἄλλο μέσον σημάσεως ἢ μέσον ἀναγνωρίσεως, ὅπερ ἤθελε καθορισθῆ διὰ συμφωνίας μεταξύ τῶν ἐμπολέμων, εἴτε κατὰ τὴν ἀρχήν, εἴτε διαρκουσῶν τῶν ἐχθροπραξιῶν.

Πλὴν ἀντιθέτου συμφωνίας, θ' ἀπαγορεύεται ἡ ὑπέρπτησις ἐδάφους ἐχθρικοῦ ἢ κατεχομένου ὑπὸ τοῦ ἐχθροῦ.

Τὰ ὑγειονομικὰ ἀεροσκάφη θὰ ὀφείλουν νὰ ὑπακούουν εἰς πᾶσαν κλήσιν προσγειώσεως. Εἰς περιπτώσει τοιαύτης ἐπιβεβλημένης προσγειώσεως τὸ ἀεροσκάφος μετὰ τῶν ἐπιβαινόντων αὐτοῦ θὰ δικαιούται νὰ συνεχίσῃ τὴν πτῆσιν του κατόπιν ἐνδεχομένου ἐλέγχου.

Εἰς περιπτώσει τυχαίας προσγειώσεως ἐπὶ ἐδάφους ἐχθρικοῦ ἢ κατεχομένου ὑπὸ τοῦ ἐχθροῦ, οἱ τραυματία και ἀσθενεῖς, ὡς και τὸ πλήρωμα τοῦ ἀεροσκάφους, θὰ εἶναι αἰχμάλωτοι πολέμου. Τὸ ὑγειονομικόν προσωπικόν θὰ τύχῃ μεταχειρίσεως συμφώνου πρὸς τὰ διαλαμβανόμενα εἰς τὰ ἄρθρα 24 και ἐπόμενα.

Τὰ ὑγειονομικὰ ἀεροσκάφη τῶν ἐν συρράξει Μερῶν θὰ δύνανται, ὑπὸ ἐπιφύλαξιν τῆς δευτέρας παραγράφου, νὰ ὑπερίπτωνται τοῦ ἐδάφους τῶν οὐδετέρων Δυνάμεων και νὰ προσγειοῦνται ἢ προσθαλασσοῦνται ἐπ' αὐτοῦ, εἴτε εἰς περιπτώσει ἀνάγκης εἴτε πρὸς στάθμευσιν. Ὅφείλουν νὰ προειδοποιῶν τὰς οὐδετέρας Δυνάμεις περὶ τῆς ἀνωθεν τῶν ἐδαφῶν των διόδου, και νὰ ὑπακούουν εἰς πᾶσαν διαταγὴν προσγειώσεως ἢ προσθαλασσωσεως. Θὰ προστατεύονται ἐναντι ἐπιθέσεως μόνον ἐφ' ὅσον ἵπτανται εἰς ὕψη, ὥρας και βάσει δρομολογίου εἰδικῶς συμπερφηνημένα μεταξύ τῶν ἐν συρράξει Μερῶν και τῶν ἐνδιαφερομένων οὐδετέρων Δυνάμεων.

Οὐχ' ἤττον, αἱ οὐδέτεραι Δυνάμεις θὰ δύνανται νὰ καθορίσουν ὅρους ἢ περιορισμοὺς ὡς πρὸς τὴν ὑπέρπτησιν τῶν ἐδαφῶν των ἢ τὴν προσγειῶσιν τῶν ὑγειονομικῶν ἀεροσκάφῶν. Οἱ ἐνδεχόμενοι αὐτοὶ ὅροι περιορισμοὶ θὰ ἐφαρμόζονται ἐξ ἴσου δι' ὅλα τὰ ἐν συρράξει Μέρη.

Οἱ τραυματία ἢ ἀσθενεῖς, οἵτινες θ' ἀπεβιβάζοντο, μετὰ τὴν συγκατάθεσιν τῶν τοπικῶν ἀρχῶν, ἐπὶ οὐδετέρου ἐδάφους ἀπὸ ὑγειονομικῶν ἀεροσκάφους δέον, πλὴν ἀντιθέτου συμφωνίας τοῦ οὐδετέρου Κράτους και τῶν ἐν συρράξει Μερῶν νὰ κρατοῦνται ὑπὸ τοῦ οὐδετέρου Κράτους, ὅσακις τοῦτο ἀπαιτεῖ τὸ διεθνὲς δίκαιον, ὥστε νὰ μὴ δυνηθῶν οὗτοι νὰ λάβουν ἐκ νέου μέρος εἰς τὰς πολεμικὰς ἐπιχειρήσεις. Αἱ δαπάναι νοσηλείας και περιορισμοῦ θὰ εἶναι εἰς βάρος τῆς Δυνάμεως ἐκ τῆς ὁποίας ἐξαρτῶνται οἱ τραυματία και ἀσθενεῖς.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΥΙΙ.

Διακριτικὸν Σῆμα

Ἄρθρον 38.

Εἰς ἀπότισιν φόρου τιμῆς πρὸς τὴν Ἑλβετίαν, τὸ ἐραλδικὸν σύμβολον τοῦ ἐρυθροῦ σταυροῦ ἐπὶ λευκοῦ βάθους, σχηματιζόμενον δι' ἀντιστροφῆς τῶν ὁμοσπονδιακῶν χρωμάτων, διατρεῖται ὡς ἐμβλημα και διακριτικὸν σῆμα τῆς ὑγειονομικῆς ὑπηρεσίας τῶν στρατῶν.

Οὐχ' ἤττον, διὰ τὰς χώρας αἵτινες χρησιμοποιοῦν ἤδη ὡς διακριτικὸν σῆμα ἀντὶ τοῦ ἐρυθροῦ σταυροῦ τὴν ἐρυθρὰν ἡμισέληνον ἢ τὸν ἐρυθρὸν λέοντα και ἥλιον ἐπὶ βάθους λευκοῦ, τὰ ἐμβλήματα ταῦτα τυγχάνουν ἐπίσης δεκτὰ ὑπὸ τὴν ἐνωσίαν τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 39.

Τὸ ἐμβλημα θὰ τίθεται, ὑπὸ τὸν ἐλεγχον τῆς ἀρχῆς

στρατιωτικῆς ἀρχῆς, ἐπὶ τῶν σημαίων, τῶν περιβραχιόνων ὡς καὶ ἐφ' ὄλου τοῦ ἀνήκοντος εἰς τὴν ὑγειονομικὴν ὑπηρεσίαν ὕλικου.

Ἄρθρον 40.

Τὸ προσωπικὸν περὶ οὗ πραγματεύονται τὸ ἄρθρον 24 ὡς καὶ τὰ ἄρθρα 26 καὶ 27, θὰ φέρῃ εἰς τὸν ἀριστερὸν βραχιόνα περιβραχιόνιον, ἀντέχον εἰς τὴν ὑγρασίαν, φέρον τὸ διακριτικὸν σῆμα, ὅπερ θέλει παραδώσῃ πρὸς αὐτὸ ἐσφραγισμένον ἢ στρατιωτικὴ ἀρχή.

Τὸ προσωπικὸν τοῦτο, πλὴν τῆς προβλεπομένης ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 16 πλακῶς ταυτότητος, θὰ φέρῃ ἐπίσης εἰδικὸν δελτίον ταυτότητος μετὰ τὸ διακριτικὸν σῆμα. Τὸ δελτίον τοῦτο πρέπει ν' ἀντέγγῃ εἰς τὴν ὑγρασίαν καὶ νὰ εἶναι διαστάσεων ἐπιτρεπουσῶν τὴν ἐνθυλάκωσιν. Θὰ εἶναι συντεταγμένον εἰς τὴν ἐθνικὴν γλῶσσαν, θ' ἀναφέρει τοῦλάχιστον τὸ ὀνοματεπώνυμον, τὴν ἡμερομηνίαν γεννήσεως, τὸν βαθμὸν καὶ τὸν ἀριθμὸν μητρώου τοῦ δικαιοῦχου. Ἡ ταυτότης θὰ καθορίζῃ ὑπὸ ποίαν ιδιότητα ἔχει ὁ δικαιοῦχος δικαίωμα εἰς τὴν προστασίαν τῆς παρούσης Συμβάσεως. Θὰ φέρῃ τὴν φωτογραφίαν τοῦ κατόχου, καὶ, ἐπὶ πλέον, εἴτε τὴν ὑπογραφήν εἴτε τὰ δακτυλικὰ ἀποτυπώματα αὐτοῦ, εἴτε καὶ ἀμφότερα. Θὰ φέρῃ τὴν ἀνάγλυφον σφραγίδα τῆς στρατιωτικῆς ἀρχῆς.

Τὰ δελτία ταυτότητος δεόν νὰ εἶναι ὁμοιόμορφα εἰς ἕκαστον στρατὸν καὶ, κατὰ τὸ δυνατόν, τοῦ αὐτοῦ τύπου διὰ τοὺς στρατοὺς ὅλων τῶν Ἑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν. Τὰ ἐν συρράξει Μέρη δύνανται νὰ λάβουν ὡς βᾶσιν τὸ συναπτόμενον τῇ παρουσίᾳ Συμβάσει ὑπόδειγμα. Θέλουν κοινοποιήσῃ πρὸς ἀλλήλα, κατὰ τὴν ἀρχὴν τῶν ἐχθροπραξιῶν τὸν τύπον τὸν ὁποῖον χρησιμοποιοῦν. Ἐκαστον δελτίον ταυτότητος θέλει εἶ δύνατὸν ἐκδοθῆ εἰς δύο τοῦλάχιστον ἀντίτυπα, ὧν τὸ ἐν θὰ κρατηθῆ ὑπὸ τῆς ἐκδοσάσης Δυνάμεως.

Ἐν οὐδεμίᾳ περιπτώσει δύναται τ' ἀνωτέρω μνημονευόμενον προσωπικὸν νὰ στερηθῆ οὔτε τοῦ διακριτικοῦ του σήματος, οὔτε τοῦ δελτίου ταυτότητος οὔτε τοῦ δικαιώματος νὰ φέρῃ τὸ περιβραχιόνιον του. Εἰς περίπτωσιν ἀπωλείας θὰ δικαιούται νὰ λάβῃ διπλότυπον τοῦ δελτίου καὶ νέα διακριτικὰ σήματα εἰς ἀντικατάστασιν τῶν ἀπωλεσθέντων.

Ἄρθρον 41.

Τὸ ἐν ἄρθρῳ 25 ἀναφερόμενον προσωπικὸν θὰ φέρῃ μόνον κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν ὑγειονομικῶν καθηκόντων, λευκὸν περιβραχιόνιον φέρον εἰς τὸ μέσον τὸ διακριτικὸν σῆμα, ἀλλὰ μειωμένων διαστάσεων. Τοῦτο θὰ παραδίδῃται αὐτῷ ἐσφραγισμένον ὑπὸ τῆς στρατιωτικῆς ἀρχῆς.

Εἰς τὰ στρατιωτικὰ δελτία ταυτότητος τὰ ὅποια θὰ φέρῃ τὸ ἐν λόγῳ προσωπικὸν θὰ ἀναφέρεται ἢ ὑγειονομικὴ ἐκπαίδευσις, ἢ ἔλαβεν ὁ κάτοχος τοῦ δελτίου, ὁ χαρακτήρ προσωπικότητος τῶν καθηκόντων του καὶ τὸ δικαίωμά του νὰ φέρῃ τὸ περιβραχιόνιον.

Ἄρθρον 42.

Ἡ διακριτικὴ σημαία τῆς Συμβάσεως δὲν δύναται ν' ἀναρτηθῆ εἰμὴ μόνον ἐπὶ τῶν ὑγειονομικῶν σχηματισμῶν καὶ ἐγκαταστάσεων τῶν ὁποίων ἢ Σύμβασις ἐπιβάλλει τὸν σεβασμὸν, καὶ μόνον κατόπιν ἐγκρίσεως τῆς στρατιωτικῆς ἀρχῆς.

Ἐπὶ τῶν κινητῶν σχηματισμῶν ὅπως καὶ ἐπὶ τῶν μονίμων ἐγκαταστάσεων, ἢ σημαία αὕτη δύναται νὰ συνοδεύηται ὑπὸ τῆς ἐθνικῆς σημαίας τοῦ ἐν συρράξει Μέρους ἐκ τοῦ ὁποίου ἐξαρτᾶται ὁ σχηματισμὸς ἢ ἡ ἐγκατάστασις.

Οὐχ' ἤττον, οἱ πεσόντες εἰς χεῖρας τοῦ ἐχθροῦ ὑγειονομικοὶ σχηματισμοὶ θὰ ὑψώσουν μόνον τὴν σημαίαν τῆς Συμβάσεως.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ λάβουν, ἐφ' ὅσον τὸ ἐπιτρέπουν αἱ στρατιωτικαὶ ἀνάγκαι, τὰ ἀναγκαῖα μέτρα ἵνα καταστήσουν καθαρῶς ὁρατὰ εἰς τὰς κατὰ ξηρὰν, ἀέρα καὶ θάλασσαν ἐχθρικὰς δυνάμεις τὰ διακριτικὰ σήματα τὰ ἐπισημαίνοντα

τοὺς ὑγειονομικοὺς σχηματισμοὺς καὶ τὰς σχετικὰς ἐγκαταστάσεις, πρὸς ἀποφυγὴν τοῦ ἐνδεχομένου οἰασδῆποτε ἐπιθετικῆς ἐνεργείας.

Ἄρθρον 43.

Οἱ ὑγειονομικοὶ σχηματισμοὶ τῶν οὐδετέρων Κρατῶν, εἰς τοὺς ὁποίους ὑπὸ τοὺς ἐν ἄρθρῳ 27 προβλεπομένους ὅρους θὰ ἐπετρέπετο ἡ παροχὴ ὑπηρεσιῶν εἰς ἐμπόλεμον τινά, ὑφείλουν ν' ἀναρτοῦν ὁμοῦ μετὰ τῆς σημαίας τῆς Συμβάσεως τὴν ἐθνικὴν σημαίαν τοῦ ἐμπολέμου τούτου, ἐφ' ὅσον οὗτος θὰ ἐπιβῆ νὰ κάμῃ χρῆσιν τοῦ δικαιώματος ὑπερ τῷ παρέχει τὸ ἄρθρον 42.

Πλὴν ἀντιθέτου διαταγῆς τῆς ἀρμοδίας στρατιωτικῆς ἀρχῆς, θὰ δύνανται, ἐν πάσῃ περιπτώσει νὰ ὑψώσουν τὴν ἐθνικὴν τῶν σημαίαν, ἔστω καὶ ἂν πέσουν εἰς χεῖρας τοῦ ἀντιπάλου μέρους.

Ἄρθρον 44.

Τὸ σῆμα τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ ἐπὶ βάλθους λευκοῦ καὶ αἱ λέξεις «ἐρυθρὸς σταυρὸς» ἢ «σταυρὸς τῆς Γενεύης» δὲν δύνανται νὰ χρησιμοποιηθοῦν πλὴν τῶν περιπτώσεων τῶν ἀναφερομένων εἰς τὰς ἐπομένους παραγράφους τοῦ παρόντος ἄρθρου, εἴτε ἐν καιρῷ εἰρήνης εἴτε ἐν καιρῷ πολέμου, παρὰ μόνον διὰ τὴν ἐπισήμανσιν ἢ τὴν προστασίαν τῶν ὑγειονομικῶν σχηματισμῶν καὶ ἐγκαταστάσεων, τοῦ προσωπικοῦ καὶ τοῦ ὕλικου τοῦ προστατευομένου ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ τῶν ἄλλων διεθνῶν Συμβάσεων, αἵτινες ρυθμίζουσιν παρόμοια θέματα. Τὰ αὐτὰ ἰσχύουσιν καὶ διὰ τὰ ἐμβλήματα τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὴν δευτέραν παράγραφον τοῦ ἄρθρου 38, διὰ τὰς γῶρας, αἵτινες χρησιμοποιοῦν τὰυτὰ. Αἱ Ἐθνικαὶ ἑταιρεῖαι τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ ὡς καὶ αἱ εἰς τὸ ἄρθρον 26 ἀναφερόμεναι ἄλλαι ἑταιρεῖαι, θὰ ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ χρησιμοποιοῦν τὸ διακριτικὸν σῆμα τὸ ὁποῖον παρέχει πρὸς αὐτὰς τὴν προστασίαν τῆς Συμβάσεως, μόνον ἐντὸς τοῦ πλαισίου τῶν διατάξεων τῆς παρούσης παραγράφου.

Ἐπὶ πλέον αἱ ἐθνικαὶ ἑταιρεῖαι τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ, (Ἐρυθρᾶς ἡμισελήνου, Ἐρυθροῦ Λέντος καὶ Ἡλίου), θὰ δύνανται ἐν καιρῷ εἰρήνης, συμφώνως πρὸς τὴν ἐθνικὴν νομοθεσίαν, νὰ χρησιμοποιοῦν τὸ ὄνομα καὶ τὸ ἐμβλημα τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ κατὰ τὴν ἄλλην δρᾶσιν τῶν τῆν σύμφωνον πρὸς τὰς ἀρχὰς τὰς διατυπωθείσας ὑπὸ τῶν διεθνῶν Συνελεύσεων τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ. Ὅταν ἡ δρᾶσις αὕτη συνεχίζεται ἐν καιρῷ πολέμου, οἱ ὅροι τῆς χρησιμοποίησεως τοῦ ἐμβλήματος θὰ πρέπει νὰ εἶναι τοιοῦτοι ὥστε ἡ χρησιμοποίησις αὕτη νὰ μὴ δύναται νὰ θεωρηθῆ ὡς παρέχουσα τὴν προστασίαν τῆς Συμβάσεως. Τὸ ἐμβλημα θὰ εἶναι σχετικῶς μικρῶν διαστάσεων καὶ δὲν θὰ δύναται νὰ τεθῆ ἐπὶ περιβραχιονίου ἢ ἐπὶ τῆς στέγης οἰκοδομῶν.

Οἱ διεθνεῖς ὀργανισμοὶ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ καὶ τὸ δεόντως ἐξουσιοδοτημένον προσωπικὸν τῶν θὰ δύναται ὁποῦτεδήποτε νὰ κάμῃ χρῆσιν τοῦ σήματος τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ ἐπὶ βάλθους λευκοῦ.

Ἐξαιρετικῶς, συμφώνως πρὸς τὴν ἐθνικὴν νομοθεσίαν καὶ κατόπιν ρητῆς ἐξουσιοδοτήσεως μιᾶς τῶν ἐθνικῶν ἑταιρειῶν τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ (Ἐρυθρᾶς Ἡμισελήνου, Ἐρυθροῦ Λέντος καὶ Ἡλίου) θὰ δύναται νὰ γίνῃ χρῆσις τοῦ ἐμβλήματος τῆς Συμβάσεως ἐν καιρῷ εἰρήνης διὰ τὴν ἐπισήμανσιν ὀχημάτων χρησιμοποιουμένων ὡς νοσοκομικῶν, καὶ διὰ τὴν ἐπισήμανσιν σταθμῶν πρώτων βοηθειῶν ἀποκλειστικῶς προοριζομένων διὰ τὴν δωρεὰν περίθαλψιν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Γ'ΙΗ

Περὶ ἐφαρμογῆς τῆς συμβάσεως

Ἄρθρον 45.

Ἐκαστον τῶν ἐν συρράξει Μερῶν θὰ ἐπιμεληθῆ, διὰ τῶν ἀρχηγῶν τοῦ στρατοῦ του τῆς ἐκτελέσεως τῶν προηγουμένων

άρθρων, ως και τῶν ἀπροβλέπτων περιπτώσεων, συμφώνως πρὸς τὰς γενικὰς ἀρχὰς τῆς παρούσης Συμβάσεως.

"Ἀρθρον 46.

Ἀπαγορεύονται τ' ἀντίποινα κατὰ τῶν τραυματιῶν, ἀσθενῶν, τοῦ προσωπικοῦ ἢ τοῦ ὕλικοῦ τοῦ προστατευομένου ὑπὸ τῆς Συμβάσεως.

"Ἀρθρον 47.

Τὰ ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ἀναλαμβάνουν, ἐν ἑκαστῶν ἐν τῇ χώρᾳ του, νὰ διαδώσουν ὅσον τὸ δυνατόν εὐρύτερον, ἐν καιρῷ εἰρήνης καὶ ἐν καιρῷ πολέμου, τὸ κείμενον τῆς παρούσης Συμβάσεως, καὶ εἰδικῶς νὰ συμπεριλάβουν τὴν μελέτην αὐτῆς εἰς τὰ προγράμματα στρατιωτικῆς καί, εἰ δυνατόν πολιτικῆς ἐκπαιδεύσεως εἰς τρόπον ὥστε νὰ εἶναι γνωσταὶ αἱ βασικαὶ αὐτῆς ἀρχαὶ εἰς τὸ σύνολον τοῦ πληθυσμοῦ εἰδικῶς δὲ εἰς τὰς μαχίμους ἐνόπλους δυνάμεις, τὸ ὑγειονομικόν, προσωπικόν καὶ τοὺς στρατιωτικούς ἱερεῖς.

"Ἀρθρον 48.

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ κοινοποιήσουν πρὸς ἀλληλα, μέσω τοῦ Ἑλβετικοῦ Ὁμοσπονδιακοῦ Συμβουλίου καί, διαρκουσῶν τῶν ἐχθροπραξιῶν, μέσω τῶν προστατιδων Δυνάμεων, τὰς ἐπίσημους μεταφράσεις τῆς παρούσης Συμβάσεως ὡς καὶ τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοὺς ὁποῖους ἤθελον θεσπίσῃ πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς ἐφαρμογῆς αὐτῆς.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΧ.

Περὶ Διώξεως τῶν Καταχρήσεων καὶ Παραβάσεων

"Ἀρθρον 49.

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ὑποχρεοῦνται νὰ λάβουν ἅπαντα τ' ἀναγκαῖα νομοθετικὰ μέτρα διὰ τὸν καθορισμὸν τῶν κυρώσεων τῶν ἐπιβλητέων εἰς τὰ πρόσωπα, ἅτινα προέβησαν ἢ ἔδωσαν εἰς ἄλλους διαταγὴν νὰ προβοῦν εἰς οἰανδήποτε σοβαρὰν παράβασιν τῆς παρούσης Συμβάσεως ὡς αἱ παραβάσεις αὗται καθορίζονται εἰς τὸ ἐπόμενον ἄρθρον.

Ἐκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος θὰ ἔχῃ τὴν ὑποχρέωσιν ν' ἀναζητήσῃ τὰ πρόσωπα τὰ κατηγορούμενα ὅτι προέβησαν ἢ ἔδωσαν εἰς ἄλλους διαταγὴν νὰ προβοῦν εἰς οἰανδήποτε τῶν σοβαρῶν τούτων παραβάσεων καὶ ὀφείλει νὰ παραπέμψῃ τὰ πρόσωπα αὗτα ἐνώπιον τῶν Δικαστηρίων του, οἰανδήποτε καὶ ἂν εἶναι ἡ ἐθνικότης των. Δύναται ἐπίσης, ἐὰν τὸ προτιμᾷ, καὶ ὑπὸ τοὺς προβλεπομένους ὑπὸ τῆς ἰδίαις αὐτοῦ νομοθεσίας ὅρους, νὰ παραδώσῃ τὰ εἰρημένα πρόσωπα πρὸς ἐκδίκασιν εἰς ἕτερον Συμβαλλόμενον Μέρος, τὸ ὁποῖον ἐνδιαφέρεται διὰ τὴν δίωξίν των, ἐφ' ὅσον τὸ Συμβαλλόμενον αὐτοῦ Μέρος ἔχει ἐναντίον των ἐπαρκεῖς λόγους διώξεως.

Ἐκαστον συμβαλλόμενον Μέρος θὰ λάβῃ τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν κατάπαυσιν ἐνεργειῶν ἀντικειμένων εἰς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως, καὶ πέραν τῶν σοβαρῶν παραβάσεων, αἵτινες καθορίζονται εἰς τὸ ἐπόμενον ἄρθρον.

Εἰς πᾶσαν περίστασιν οἱ μνηνόμενοι θ' ἀπολαμβάνουν ἐγγυήσεων δικονομικῶν καὶ ἐλευθέρως ὑπερασπίσεως οὐχὶ κατωτέρων τῶν προβλεπομένων εἰς τὰ ἄρθρα 105 καὶ ἐπόμενα τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου τῆς 12ης Αὐγούστου 1949.

"Ἀρθρον 50.

Αἱ εἰς τὸ προηγούμενον ἄρθρον ἀναφερόμεναι σοβαραὶ παραβάσεις εἶναι ἐκείναι, αἵτινες περιλαμβάνουν οἰανδήποτε τῶν κάτωθι πράξεων, ἐὰν αὗται διεπράχθησαν ἐναντίον προσώπων ἢ ἀντικειμένων τὰ ὅποια ἡ Σύμβασις προστατεύει ὁ ἐκ προθέσεως φόρος, ἡ βία ἢ ἄλλη ἀπάνθρωπος μεταχείρισις, περιλαμβανομένων καὶ τῶν βιολογικῶν πειραμάτων, ἢ ἐκ προθέσεως πρόκλησις μεγάλης ὀδύνης ἢ σβερὰ προσβολῆ κατὰ τῆς σωματικῆς ἀκεραιότητος ἢ τῆς υγείας, ἢ καταστροφῆ καὶ ἰδιοποίησις κατὰ τρόπον παράνομον καὶ

εἰς εὐρείαν κλίμακα, ἢ μὴ δικαιολογούμενη ὑπὸ στρατιωτικῆς ἀνάγκης.

"Ἀρθρον 51.

Οὐδὲν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν δύναται ν' ἀπαλλάξῃ ἑαυτό, οὐδὲ νὰ ἀπαλλάξῃ ἕτερον Συμβαλλόμενον Μέρος τῶν εὐθυνῶν ἅς αὐτὸ τοῦτο τὸ ἢ ἄλλο Συμβαλλόμενον Μέρος ὑπέχουν λόγῳ τῶν εἰς τὸ προηγούμενον ἄρθρον προβλεπομένων παραβάσεων.

"Ἀρθρον 52.

Αἰτήσῃ ἐνὸς τῶν ἐν συρράξει Μερῶν, θὰ διεξαχθῇ ἀνάγκη, ἢς ὁ τρόπος ἐνεργείας θὰ καθορισθῇ ὑπὸ τῶν ἐνδιαφερομένων Μερῶν, ἐπὶ πάσης καταγγελίας περὶ παραβάσεως τῆς Συνθήκης.

Ἐὰν δὲν ἐπέλθῃ συμφωνία ἐπὶ τῆς διαδικασίας τῆς ἀνακρίσεως, τὰ Μέρη θὰ συνεννοηθοῦν διὰ τὴν ἐκλογὴν διαιτητοῦ, ὅστις θ' ἀποφασίσῃ περὶ τῆς ἀκολουθητέας διαδικασίας.

Ἄπαξ διαπιστωθῇ ἡ παράβασις τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ θέσουν τέρμα εἰς αὐτὴν καὶ θὰ ἐπιβάλουν ὅσον τὸ δυνατόν ταχύτερον τὰς δεούσας κυρώσεις.

"Ἀρθρον 53.

Ἡ χρῆσις ὑπὸ ἰδιωτῶν, ἐταιρειῶν ἢ ἐμπορικῶν καταστημάτων εἴτε δημοσίων εἴτε ἰδιωτικῶν, ἐκτὸς τῶν δυνάμει τῆς παρούσης Συμβάσεως δικαιουμένων εἰς τοῦτο, τοῦ ἐμβλήματος ἢ τῆς ἐπωνυμίας ἀερυθμὸς σταυρὸς ἢ «σταυρὸς τῆς Γενεύης» ὡς καὶ παντὸς σήματος ἢ ἐπωνυμίας, ἣτις ἀποτελεῖ ἀπομίμησιν τούτων, ἀπαγορεύεται ὅποτεδήποτε, οἷσα δὴποτε καὶ ἂν εἶναι ὁ σκοπὸς τῆς χρήσεως ταύτης καὶ οἷσα δὴποτε καὶ ἂν εἶναι ὁ χρόνος ἀφ' οὗ τελεῖται.

Δεδομένου ὅτι πρὸς τιμὴν τῆς Ἑλβετίας υἱοθετήθησαν τὰ ἀντεστραμμένα ὁμοσπονδιακὰ χρώματα, καὶ συνεπῶς ἐνδέχεται νὰ προκληθῇ σύγχυσις μεταξὺ τοῦ ἐθνοσήμου τῆς Ἑλβετίας καὶ τοῦ διακριτικοῦ σήματος τῆς Συμβάσεως, ἀπαγορεύεται ἡ χρῆσις ὑπὸ ἰδιωτῶν, ἐταιρειῶν ἢ ἐμπορικῶν καταστημάτων τοῦ ἐθνοσήμου τῆς Ἑλβετικῆς Ὁμοσπονδίας ὡς καὶ παντὸς σήματος ἀποτελοῦντος ἀπομίμησιν αὐτοῦ, εἴτε ὡς βιομηχανικὸν ἢ ἐμπορικὸν σῆμα εἴτε ὡς στοιχεῖον τῶν τοιούτων σημάτων, εἴτε ἐπὶ σκοπῷ ἀντιθέτῳ πρὸς τὴν ἐμπορικὴν ἐντιμότητα, εἴτε ὑπὸ συνθήκας δυναμέας νὰ θίξουν τὸ ἐλβετικὸν ἐθνικὸν αἰσθημα.

Ὅχι ἤττον, τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, ἅτινα δὲν ἦσαν Μέρη τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης τῆς 27 Ἰουλίου 1929, δύναται νὰ παράσχουν εἰς ὅσους ἐχρησιμοποίησαν προγενεστέρως ἐμβλήματα, ἐπωνυμίας ἢ σήματα ὡς τ' ἀναφερόμενα εἰς τὴν πρώτην παράγραφον τοῦ παρόντος ἄρθρου, προθεσμίαν τριῶν, κατ' ἀνώτατον ὅριον ἐτῶν ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμβάσεως ἵνα παύσουν τὴν χρῆσιν αὐτῶν. Ἐννοεῖται ὅτι, κατὰ τὸ διάστημα τῆς ὡς ἀνω προθεσμίας, ἢ περὶ ἧς ὁ λόγος χρῆσις δὲν δύναται νὰ ἐμφανισθῇ, διαρκοῦντος πολέμου, ὡς ἀποβλέπουσα εἰς τὴν παροχὴν τῆς προστασίας τῆς Συμβάσεως.

Ἡ καθοριζόμενη εἰς τὴν πρώτην παράγραφον τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀπαγόρευσις ἐφαρμόζεται ἐπίσης, ἐξαιρουμένων τῶν κερτιμένων δικαιωμάτων προγενεστέρως χρήσεως, εἰς τὰ ἐμβλήματα καὶ τὰς ἐπωνυμίας τὰς προβλεπομένας εἰς τὴν δευτέραν παράγραφον τοῦ ἄρθρου 38.

"Ἀρθρον 54.

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη τῶν ὁποίων ἡ νομοθεσία δὲν εἶναι ἀπὸ τοῦδε ἐπαρκῆς θὰ λάβουν τ' ἀναγκαῖα μέτρα ἵνα παρεμποδίσουν καὶ διώξουν ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν τὰς εἰς τὸ ἄρθρον 53 ἀναφερόμενας καταχρήσεις.

Τελικαὶ Διατάξεις

"Ἀρθρον 55.

Ἡ παρούσα Σύμβασις ἐγένετο εἰς τὴν γαλλικὴν καὶ τὴν ἀγγλικὴν. Ἀμφότερα τὰ κείμενα εἶναι ἐξ ἴσου αὐθεντικά.

Τὸ Ἑλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον θέλει μερμνήση διὰ τὰς ἐπίσημους μεταφράσεις τῆς Συμβάσεως εἰς τὴν ρωσικὴν καὶ τὴν ἰσπανικὴν γλῶσσαν.

Ἄρθρον 56.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις, ἣτις θὰ φέρῃ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς σήμερον, δύναται, μέχρι τῆς 12 Φεβρουαρίου 1950 νὰ ὑπογραφῆ ἐπ' ὀνόματι τῶν Δυνάμεων τῶν ἀντιπροσωπευθεισῶν εἰς τὴν Συνδιάσκεψιν, ἣτις ἤρξατο ἐν Γενεύῃ τὴν 21 Ἀπριλίου 1949, ὡς καὶ Δυνάμεων μὴ ἀντιπροσωπευθεισῶν εἰς τὴν Συνδιάσκεψιν ταύτην, αἵτινες συμμετέχουν εἰς τὰς Συβάσεις τῆς Γενεύης τοῦ 1864, 1906 καὶ 1929 διὰ τὴν βελτίωσιν τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατεία στρατῶν.

Ἄρθρον 57.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ ἐπικυρωθῆ ὅσον τὸ δυνατόν συντομώτερον αἱ δὲ ἐπικυρώσεις τῆς θὰ κατατεθῶν ἐν Βέρνη.

Δι' ἐκάστην κατάθεσιν ὀργάνου ἐπικυρώσεως θέλει συνταχθῆ πρωτόκολλον, οὗτινας ἀκριβὲς ἀντίγραφον θέλει ἐπιδοθῆ ὑπὸ τοῦ Ἑλβετικοῦ Ὁμοσπονδιακοῦ Συμβουλίου πρὸς ὅλας τὰς Δυνάμεις ἐπ' ὀνόματι τῶν ὁποίων θὰ ἔχη ὑπογραφῆ ἢ Σύμβασις ἢ τῶν ὁποίων θὰ ἔχη κοινοποιηθῆ ἢ προσχώρησις.

Ἄρθρον 58.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ τεθῆ ἐν ἰσχύϊ ἕξ μῆνας μετὰ τὴν κατάθεσιν δύο τοῦλάχιστον ὀργάνων ἐπικυρώσεως.

Κατόπιν, θὰ τεθῆ ἐν ἰσχύϊ δι' ἕκαστον Ὑψηλὸν Συμβαλλόμενον Μέρος ἕξ μῆνας μετὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ ὀργάνου ἐπικυρώσεως αὐτοῦ.

Ἄρθρον 59.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις ἀντικαθιστᾶ, εἰς τὰς μεταξὺ τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν σχέσεις, τὰς Συβάσεις τῆς 6 Ἰουλίου 1864 καὶ 27 Ἰουλίου 1929.

Ἄρθρον 60.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ εἶναι, ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς αἰτίας τῆς ἐπιτυχῆ εἰς τὴν προσχώρησιν πάσης Δυνάμεως ἐπ' ὀνόματι τῆς ὁποίας δὲν ἔχει ὑπογραφῆ.

Ἄρθρον 61.

Αἱ προσχωρήσεις θὰ κοινοποιῶνται ἐγγράφως εἰς τὸ Ἑλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον καὶ θὰ καθίστανται ἐνεργοὶ ἕξ μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν θὰ τῷ ἔχῃσι πεοιέλθῃ.

Τὸ Ἑλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον θὰ ἀνακοινώσῃ τὰς προσχωρήσεις πρὸς ὅλας τὰς Δυνάμεις ἐπ' ὀνόματι τῶν ὁποίων ἔχει ὑπογραφῆ ἢ Σύμβασις ἢ τῶν ὁποίων ἔχει κοινοποιηθῆ ἢ προσχώρησις.

Ἄρθρον 62.

Αἱ εἰς τὰ ἀρθρα 2 καὶ 3 προβλεπόμεναι καταστάσεις θὰ προσδώσῃ ἀμεσον ἰσχύϊ εἰς τὰς πρὸ ἢ μετὰ τὴν ἐναοξιν τῶν ἐχθροπραξιῶν ἢ τῆς κατοχῆς κατατεθείσας ἐπικυρώσεις καὶ κοινοποιηθείσας προσχωρήσεις τῶν ἐν συρράξει Μερῶν. Ἡ κοινοποίησις τῶν ληφθησομένων ἐπικυρώσεων ἢ προσχωρήσεων τῶν ἐν συρράξει Μερῶν θὰ γίνηται ὑπὸ τοῦ Ἑλβετικοῦ Ὁμοσπονδιακοῦ Συμβουλίου διὰ τῆς ταχυτέρας ὁδοῦ.

Ἄρθρον 63.

Ἐκαστον τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ καταγγεῖλῃ τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

Ἡ καταγγελία θὰ κοινοποιῆται ἐγγράφως πρὸς τὸ Ἑλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον, ὅπερ θ' ἀνακοινώσῃ τὴν κοινοποίησιν πρὸς τὰς Κυβερνήσεις ὅλων τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἡ καταγγελία θὰ καθίσταται ἐνεργὸς ἐν ἔτος μετὰ τὴν κοινοποίησιν τῆς πρὸς τὸ Ἑλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον. Οὐχ ἦττον, καταγγελία κοινοποιηθεῖσα καθ' ἓν χρόνον ἢ καταγγέλουσα Δύναμις ἔχει ἐμπλακῆ εἰς σύρραξιν

δὲν καθίσταται ἐνεργὸς ἐφ' ὅσον δὲν θὰ ἔχη συναφθῆ εἰρήνη καὶ ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει πρὸ τοῦ τερματισμοῦ τοῦ ἔργου ἀπελευθερώσεως καὶ ἐπαναπατρισμοῦ τῶν προστατευομένων ὑπὸ τῆς Συμβάσεως προσώπων.

Ἡ καταγγελία θὰ ἰσχύῃ μόνον ἐναντι τῆς καταγγελοῦσης Δυνάμεως. Αὕτη οὐδεμίαν θὰ ἔχη ἐπίδρασιν ἐπὶ τῶν ὑποχρεώσεων ὡς τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ παραμείνουν ὑπόχρεα νὰ ἐκπληρώσουν δυνάμει τῶν ἀρχῶν τοῦ Διεθοῦς δικαίου ὡς αὗται προκύπτουν ἐκ τῶν παραδεδεγμένων μεταξὺ πεπολιτισμένων ἐθνῶν ἐθίμων, τῶν κανόνων ἀνθρωπισμοῦ καὶ τῶν ἀπαιτήσεων τῆς δημοσίας συνειδήσεως.

Ἄρθρον 64.

Τὸ Ἑλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον θὰ μερμνήση διὰ τὴν καταχώρησιν τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τὴν Γραμματεῖαν τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν. Τὸ Ἑλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον θὰ πληροφορήσῃ ἐπίσης τὴν Γραμματεῖαν τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν περὶ τῶν ἐπικυρώσεων προσχωρήσεων καὶ καταγγελιῶν ὡς θὰ λάβῃ περὶ τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἐφ' ὃ, οἱ ὑπογεγραμμένοι, ἔχοντες καταθέσῃ εἰς ἕκαστος τὰ πληρεξουσία του, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

Ἐγένετο ἐν Γενεύῃ, τὴν 12ην Αὐγούστου 1949, εἰς Γαλλικὴν καὶ Ἀγγλικὴν γλῶσσαν, τοῦ ποιοτύπου μέλλοντος νὰ κατατεθῆ εἰς τὰ Ἀρχεῖα τῆς Ἑλβετικῆς Ὁμοσπονδίας. Τὸ Ἑλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον θὰ διαβιβάσῃ ἀκριβὲς ἀντίγραφον τῆς Συμβάσεως εἰς ἕκαστον τῶν ὑπογραψάντων Κρατῶν ὡς καὶ εἰς τὰ Κράτη, ἅτινα θὰ ἔχουν προσχωρήσῃ εἰς τὴν Συνθήκην.

Διὰ τὸ Ἀσσανιστάν :

M. OSMAN AMIRI

Διὰ τὴν Λατικὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἀλβανίας :

I. MALO (μετὰ τῶν συνημμένων ἐπιφυλάξεων ἐπὶ τοῦ ἀρθρου 10). (1)

Διὰ τὴν Ἀργεντινὴν :

Μετὰ τῶν συνημμένων ἐπιφυλάξεων (2)

ΓΚΟΥΙΛΙΕΡΜΟ Α. ΣΠΕΡΟΝΙ

Διὰ τὴν Αὐστρολίαν :

NORMAN P. MITCHELL, ὑπὸ τὸν ὄρον τῆς ἐπικυρώσεως (3)

Διὰ τὴν Αὐστρολίαν :

Δρ. P. ΜΠΛΟΥΕΝΤΟΡΝ

Διὰ τὸ Βέλγιον :

ΜΩΡΙΣ ΜΠΟΥΡΚΕΝ

Διὰ τὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Λευκορωσσίας :

Μετ' ἐπιφυλάξεων ἐπὶ τοῦ ἀρθρου 10 (4)

Ὁ Ἀρχηγὸς τῆς Ἀντιπροσωπείας I. ΚΟΥΤΣΕΙΝΙΚΟΒ

Διὰ τὴν Βολιβίαν :

Γ. ΜΕΝΤΕ-Ι-ΡΟΣ

Διὰ τὴν Βραζιλίαν :

Ἰωάκο Πίντα ντὰ Σίλβα Στρατηγὸς ΦΛΟΡΙΑΝΟ ΝΤΕ ΛΙΜΑ ΜΠΡΑΥΝΕΡ

Διὰ τὴν Λατικὴν Δημοκρατίαν τῆς Βουλγαρίας :

Μετὰ τῶν συνημμένων ἐπιφυλάξεων (5)

K. B. ΣΒΕΤΛΟΦ

(1) Ἴδε κείμενον ἐπιφυλάξεων εἰς σελίδα :

(2) Ἴδε κείμενον ἐπιφυλάξεων εἰς σελίδα :

(3) Ὁ Αὐστραλὸς Πληρεξούσιος ἀμα τῆ ὑπογραφῆ ἐδήλωσεν ἐπὶ τῆ Κυβερνήσεως του διετήρη τὸ δικαίωμα νὰ διατυπώσῃ ἐπιφυλάξεις κατὰ τὴν ἐπικύρωσιν.

(4) Ἴδε κείμενον ἐπιφυλάξεων εἰς σελίδα :

(5) » » » » »

Διά τόν Καναδῶν :
MAX X. ΟΥΕΡΣΧΟΦ
 Διά τήν Κεϋλάνην :
B. ΚΟΟΜΑΡΑΣΒΑΜΥ
 Διά τήν Χιλήν :
Φ. ΣΙΣΤΕΡΝΑΟ ΟΡΤΙΖ
 Διά τήν Κίναν :
ΒΟΥ ΝΑΝ ΤΟΥ
 Διά τήν Κολομβίαν :
ΡΑΦΑΗΛ ΡΟΤΣΑ ΣΛΟΣ
 Διά τήν Κούβαν :
I. ΝΤΕ ΛΑ ΛΟΥΣ ΛΕΟΝ
 Διά τήν Δανίαν :
Γ. ΚΩΝ. Π. ΠΙΜΣΕΝ ΜΠΑΓΓΕ
 Διά τήν Αἴγυπτον :
A. Κ. ΣΑΟΥΦΑΤ
 Διά τόν Ἰσημερινόν :
ΑΛΕΞ. ΓΚΑΣΤΕΛΟΥ
 Διά τήν Ἰσπανίαν :
ΛΟΥΙΣ ΚΑΛΔΕΡΟΝ
 Διά τὰς Ἠνωμένας Πολιτείας τῆς Ἀμερικῆς :
ΛΕΛΑΝΤ ΧΑΡΡΙΣΟΝ ΡΑΥΜΟΝΤ I. ΥΪΓΚΛΙΓΚ
 Διά τήν Αἰθιοπίαν :
ΓΚΑΤΣΑΟΥ ΖΕΛΛΕΚΕ
 Διά τήν Φιλανδίαν :
ΡΑΙΝΧΟΛΤ ΣΒΕΝΤΟ
 Διά τήν Γαλλίαν :
ZAKINO KAEN ΣΑΛΒΑΔΩΡ
 Διά τήν Ἑλλάδα :
M. ΠΕΣΜΑΖΟΓΛΟΥ
 Διά τήν Γουατεμάλαν :
A. ΝΤΥ ΠΟΝ - ΒΙΑΛΕΜΕΝ
 Διά τήν Λατινικήν Δημοκρατίαν τῆς Οὐγγαρίας :
 Μετά τῶν συνημμένων ἐπιφυλάξεων (1)
ANNA KAPA
 Διά τὰς Ἰνδίας :
Δ. Β. ΔΕΣΑΙ
 Διά τὸ Ἰράν :
A. X. ΜΕΥΚΑΔΕ
 Διά τήν Δημοκρατίαν τῆς Ἰρλανδίας :
ΣΩΝ ΜΑΚ ΜΠΡΑΙΝΤ
 Διά τὸ Ἰσραήλ :
 Μετά τῆς συνημμένης ἐπιφυλάξεως (2)
M. ΚΑΧΑΝΙ
 Διά τήν Ἰταλίαν :
ΙΑΚΙΝΤΟ ΛΟΥΡΙΤΙ ΕΤΤΟΡΕ ΜΠΑΙΣΤΡΟΚΙ
 Διά τόν Λίβανον :
ΜΙΚΑΟΥΙ
 Διά τὸ Λίχτενστάιν :
 Κόμης **ΒΙΑΣΕΚ**
 Διά τὸ Λουξεμβούργον :
I. ΣΤΟΥΡΜ
 Διά τὸ Μεξικόν :
ΠΕΝΤΡΟ ΤΝΕ ΑΛΜΠΑ Β. Ρ. ΚΑΣΤΡΟ
 Διά τὸ Πριγκιπέτον τοῦ Μονακό :
M. ΛΟΖΕ
 Διά τήν Νικαράγουαν :
AD REFERENDUM ΔΙΦΣΙΤΣ
 Διά τήν Νορβηγίαν :
ΡΟΛΦ ΑΝΤΕΡΣΕΝ

Διά τήν Νέαν Ζηλανδίαν :
Γ. Ρ. ΛΑΙΚΙΝΓΚ
 Διά τὸ Πακιστάν :
Σ. Μ. ΦΑΡΟΥΚΙ Α. Χ. ΣΑΙΚ
 Διά τήν Παραγουάην :
ΚΟΝΡΑΔ ΦΕΡ
 Διά τὰς Κάτω Χώρας :
I. ΜΠΟΣ ΒΑΝ ΡΟΖΕΝΤΑΛ
 Διά τὸ Περού :
ΓΚΟΝΖΑΛΟ ΠΙΤΣΑΡΡΟ
 Διά τήν Δημοκρατίαν τῶν Φιλιππίνων :
Π. ΣΕΜΠΑΣΤΙΑΝ (1)
 Διά τήν Πολωνίαν :
 Μετά τῆς συνημμένης ἐπιφυλάξεως (2)
ΖΟΥΛΙΑΝ ΠΣΥΜΠΟΣ
 Διά τήν Πορτογαλίαν :
 Μετά τῶν συνημμένων ἐπιφυλάξεων (3)
Γ. ΚΑΛΔΕΙΡΑ ΚΟΕΛΧΟ
 Διά τήν Λατινικήν Δημοκρατίαν τῆς Ρουμανίας :
 Μετά τῆς συνημμένης ἐπιφυλάξεως (4)
I. ΔΡΑΓΟΜΙΡ
 Διά τὸ Ἠνωμένον Βασίλειον Μεγάλης
 Βρετανίας καὶ Βορείου Ἰρλανδίας :
ΡΟΒΕΡΤΟΣ ΚΡΑΙΓΚΙ, Χ. Α. ΣΤΡΟΥΤ
Γ. Χ. ΓΚΑΡΔΝΕΡ
 Διά τήν Ἀγίαν Ἐδραν :
ΦΙΛΙΠΠΟΣ ΜΠΕΡΝΑΡΔΙΝΙ
 Διά τὸ Ἑλ Σαλβαδόρ :
P. A. ΜΠΟΥΣΤΑΜΕΝΤΕ
 Διά τήν Σουηδίαν :
 Ὑπὸ ἐπιφύλαξιν τῆς ἐπικυρώσεως τῆς ἐγκρίσεως τοῦ
 Ρίχσδαγ
ΣΤΑΦΦΑΝ ΣΕΔΕΡΗΜΑΟΜ
 Διά τήν Ἑλβετίαν :
MAX ΠΕΤΙΠΠΕΡ, ΠΑΙΝΙΟ ΜΠΟΛΛΑ, Συναγμ.
ΝΤΥ ΠΑΣΚΙΕ Φ. ΖΟΥΤΤΕΡ, Χ. ΜΕΛΙ
 Διά τήν Συρίαν :
ΟΜΑΡ ΤΖΑΜΠΡΗ Α. ΓΕΝΝΑΟΥΙ
 Διά τήν Τσεχοσλοβακίαν :
 Μετά τῆς συνημμένης ἐπιφυλάξεως (1)
ΤΑΟΥΜΠΕΡ
 Διά τήν Τουρκίαν :
PANA ΤΑΡΧΑΝ
 Διά τήν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν
 Δημοκρατίαν τῆς Οὐκρανίας :
 Μετά τῆς συνημμένης ἐπιφυλάξεως ἐπὶ τοῦ ἀρθροῦ 10. (2)
 Ὁ Ἀρχηγὸς τῆς Ἀντιπροσωπείας καθηγητῆς
Ο. ΜΠΟΓΟΜΟΛΕΤΣ
 Διά τήν Ἑνωσιν τῶν Σοβιετικῶν
 Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν :
 Μετά τῆς συνημμένης ἐπιφυλάξεως ἐπὶ τοῦ ἀρθροῦ 10. (3)
 Ὁ Ἀρχηγὸς τῆς Ἀντιπροσωπείας **N. ΣΑΛΒΙΝ**
 Διά τήν Οὐραγουάην :
 Σύμβουλος Συναγματοῦ **EKTΩΡ ΜΠΛΑΝΚΟ**
 Διά τήν Βενεζουέλαν :
A. ΠΟΣΣΕ ΝΤΕ ΡΙΒΑΣ
 Διά τήν Ὁμοσπονδικὴν Λατινικήν
 Δημοκρατίαν τῆς Γιουγκοσλαβίας :
ΜΙΛΑΝ ΡΙΣΤΙΤΣ. Μετά τῆς συνημμένης ἐπιφυλάξεως. (4)

(1) Ἴδε κείμενον ἐπιφυλάξεως εἰς σελίδα

(2) " " " " "

(3) " " " " "

(4) " " " " "

(1) Ἴδε κείμενον ἐπιφυλάξεως εἰς σελίδα :

(2) " " " " "

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Ι.

Σχέδιον Συμφωνίας περί υγειονομικῶν ζωνῶν καὶ περιοχῶν.

"Άρθρον 1.

Αἱ υγειονομικαὶ ζῶναι θὰ ἐπιφυλαχθοῦν αὐστηρῶς διὰ τὰ πρόσωπα τ' ἀναφερόμενα εἰς τὸ ἄρθρον 23 τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περί βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐστρατεία ἐνόπλων δυνάμεων τῆς 12 Αὐγούστου 1949 ὡς καὶ διὰ τὸ προσωπικὸν εἰς τὸ ὅποιον θὰ ἔχη ἀνατεθῆ ἡ ὀργάνωσις καὶ διοικήσις τῶν ζωνῶν καὶ περιοχῶν αὐτῶν καὶ ἡ περιθάλψις τῶν ἐν αὐταῖς συγκεντρωθησομένων ἀτόμων.

Οὐχ' ἤττον, πρόσωπα τῶν ὁποίων ἡ μόνιμος κατοικία εὐρίσκεται ἐντὸς τοιούτων περιοχῶν θὰ ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ παραμείνουν ἐκεῖ.

"Άρθρον 2.

Οὐδὲν πρόσωπον ἐκ τῶν εὐρισκομένων ὑπὸ οἰανδήποτε ἰδιότητα ἐντὸς υγειονομικῆς ζώνης, δύναται νὰ ἐκτελέσῃ οἰανδήποτε ἐργασίαν εἴτε ἐντὸς εἴτε ἐκτὸς τῆς ζώνης, ἄμεσον σχέσιν ἔχουσαν μὲ τὰς στρατιωτικὰς ἐπιχειρήσεις ἢ μὲ τὴν παραγωγὴν πολεμικοῦ ὕλικου.

"Άρθρον 3.

Ἡ δημιουργοῦσα υγειονομικὴν ζώνην Δύναμις θὰ λάβῃ ὄλα τὰ ἀπαιτούμενα μέτρα πρὸς ἀπαγόρευσιν τῆς εἰσόδου εἰς ὄλα τὰ πρόσωπα τὰ ὁποῖα δὲν ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ μεταβοῦν ἢ νὰ παραμείνουν ἐκεῖ.

"Άρθρον 4.

Αἱ υγειονομικαὶ ζῶναι θὰ πληροῦν τοὺς κάτωθι ὅρους :

α) Θὰ περιλαμβάνουν μικρὸν μόνον τμήμα τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποῖον ἐλέγχει ἡ δημιουργοῦσα τὴν ζώνην Δύναμις.

β) Θὰ εἶναι ἀραιῶς κατοικημένοι ἐν σχέσει πρὸς τὰς δυνατότητας ἐγκαταστάσεως.

γ) Θὰ κεῖνται μακρὰν καὶ θὰ στεροῦνται παντὸς στρατιωτικοῦ στόχου καὶ πάσης σημαντικῆς βιομηχανικῆς ἢ διοικητικῆς ἐγκαταστάσεως.

δ) Δὲν θὰ τοποθετηθοῦν εἰς περιογὰς, αἵτινες, κατὰ πᾶσαν πιθανότητα ἐνδέχεται νὰ ἔχουν σημασίαν διὰ τὴν διεξαγωγὴν τοῦ πολέμου.

"Άρθρον 5.

Αἱ υγειονομικαὶ ζῶναι ὑπόκεινται εἰς τὰς ἀκολούθους ὑποχρεώσεις :

α) Τὸ δίκτυον συγκοινωνιῶν καὶ τὰ μέσα μεταφορᾶς τὰ ὁποῖα ἐνδέχεται νὰ περιλαμβάνουν δὲν θὰ χρησιμοποιοῦνται διὰ τὴν μεταφορὰν στρατιωτικοῦ προσωπικοῦ καὶ ὕλικου, ἔστω καὶ ἐν ἀπλῇ διαμετακομίσει.

β) Ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει θ' ὑπερσπίζονται στρατιωτικῶς.

"Άρθρον 6.

Αἱ υγειονομικαὶ ζῶναι θὰ ἐπισημαίνονται δι' ἐρυθρῶν σταυρῶν (ἐρυθρῶν ἡμισελήνων, ἐρυθρῶν λεόντων καὶ ἡλίων) ἐπὶ βάθους λευκοῦ τοποθετημένων ἐπὶ τῆς περιφερείας καὶ ἐπὶ τῶν κτιρίων.

"Άρθρον 7.

Ἡδὴ ἐν καιρῷ εἰρήνης ἢ κατὰ τὴν ἐναρξίν τῶν ἐχθροπραξιῶν ἐκάστη Δύναμις θὰ κοινοποιήσῃ πρὸς ἅπαντα τὰ Ὑψηλὰ Συμβάλλομενα Μέρη κατάλογον τῶν υγειονομικῶν ζωνῶν, αἵτινες ἐδημιουργήθησαν ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν τὰ ὁποῖα ἐλέγχει. Θὰ τὰ τηρήσῃ ἐπίσης ἐνήμερα τῆς δημιουργείας πάσης νέας ζώνης διαρκούσης τῆς συρράξεως.

Εὐθὺς ὡς τὸ ἀντίπαλον Μῆρος λάβῃ τὴν ἀνωτέρω ἀνακοίνωσιν ἡ ζώνη θὰ ἔχει κανονικῶς συγκροτηθῆ.

Ἐάν, οὐχ' ἤττον, τὸ ἀντίπαλον Μῆρος θεωρῆ ὅτι εἰς τῶν ὑπὸ τῆς παρούσης Συμφωνίας τιθεμένων ὁρῶν προφανῶς δὲν τηρεῖται, δύναται ν' ἀρνηθῆ τὴν ἀναγνώρισιν τῆς ζώνης κοινοποιοῦν ἐπειγόντως τὴν ἀρνήσιν του πρὸς τὸ μέρος ἀπὸ τοῦ ὁποῖον ἡ ζώνη ἐξαρτᾶται, ἢ νὰ ἐξαρθῆ τὴν ἀναγνώρισιν του ἀπὸ τὴν ἐγκατάστασιν τοῦ ἐλέγχου περὶ οὗ προβλέπει τὸ ἄρθρον 8.

"Άρθρον 8.

Πᾶσα Κυβέρνησις ἔχουσα ἀναγνώρισῃ μίαν ἢ περισσοτέρας υγειονομικὰς ζῶνας συσταθείσας ὑπὸ τοῦ ἀντιπάλου Μέρους, δικαιούται νὰ ζητήσῃ ὅπως μία ἢ πλείονες εἰδικαὶ ἐπιτροπαὶ ἐλέγξουν κατὰ πόσον ἡ ζώνη πληροῖ τὰς ὑποχρεώσεις καὶ τοὺς ὅρους τοὺς συνομολογηθέντας διὰ τῆς παρούσης συμφωνίας.

Πρὸς τοῦτο, τὰ μέλη τῶν εἰδικῶν ἐπιτροπῶν θὰ ἔχουν, ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν ἐλευθέραν εἴσοδον εἰς τὰς διαφόρους ζῶνας καὶ θὰ δύνανται ἀκόμη καὶ νὰ διαμείνουν ἐκεῖ μόνιμως. Θὰ παρασχεθῆ δὲ εἰς αὐτὰ πᾶσα εὐκολία διὰ τὴν ἄσκησιν τῆς ἐλεγκτικῆς τῶν ἀποστολῆς.

"Άρθρον 9.

Ἐν ἡ περιπτώσει αἱ ἐπιτροπαὶ διαπιστώσουν γεγονότα τὰ ὁποῖα θὰ ταῖς ἐρχίνοντο ἀντίθετα πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης συμφωνίας, θὰ εἰδοποιήσουν πάραυτα τὴν Δύναμιν ἐκ τῆς ὁποίας ἡ ζώνη ἐξαρτᾶται καὶ θὰ παράσχουν εἰς αὐτὴν διορίαν πέντε, τὸ πολὺ ἡμερῶν πρὸς διόρθωσιν τῶν κακῶς ἐχόντων. Θὰ εἰδοποιήσουν σχετικῶς καὶ τὴν Δύναμιν, ἣτις ἔχει ἀναγνώρισῃ τὴν ζώνην.

Ἐάν ἄμα τῇ λήξει τῆς διορίας ἡ Κυβέρνησις ἐξ ἧς ἡ ζώνη ἐξαρτᾶται δὲν ἔχει δώσει συνέχειαν εἰς τὴν ἀπευθυνθεῖσαν αὐτῇ εἰδοποίησιν, τὸ ἀντίπαλον Μῆρος δύναται νὰ δηλώσῃ ὅτι ὡς πρὸς τὴν ζώνην ταύτην δὲν δεσμεύεται πλέον ὑπὸ τῆς παρούσης συμφωνίας.

"Άρθρον 10.

Ἡ ἰδρυσάσα μίαν ἢ πλείονας υγειονομικὰς ζῶνας καὶ περιογὰς Δύναμις καὶ τὰ ἀντίπλα μέρη πρὸς τὰ ὁποῖα ἡ ὑπαρξίς τῶν ζωνῶν αὐτῶν ἔχει κοινοποιηθῆ, θὰ διορίσουν, ἢ θὰ ζητήσουν ἀπὸ τὰς προστάτιδας Δυνάμεις ἢ ἀπὸ ἄλλας οὐδετέρας Δυνάμεις νὰ διορίσουν ἐκεῖναι τὰ πρόσωπα τὰ ὁποῖα νὰ συμετάσχουν τῶν ἀναφερομένων ἐν ἄρθροις 8 καὶ 9 εἰδικῶν ἐπιτροπῶν.

"Άρθρον 11.

Αἱ υγειονομικαὶ ζῶναι ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει δύνανται νὰ γίνουν στόχος ἐπιθέσεως ἀλλὰ θὰ εἶναι πάντοτε ἀντικείμενον προστασίας καὶ σεβασμοῦ διὰ τὰ ἐν συρράξει Μέρη.

"Άρθρον 12.

Εἰς περίπτωσιν κατοχῆς ἐδάφους τινὸς αἱ ἐν αὐτῷ υγειονομικαὶ ζῶναι θὰ ἐξακολουθήσουν νὰ τυγχάνουν σεβασμοῦ καὶ νὰ χρησιμοποιοῦνται ὡς τοιαῦται.

Οὐχ' ἤττον, ἡ κατέχουσα Δύναμις δύναται νὰ μεταβάλλῃ τὸν προορισμὸν τῶν ἀφοῦ ἐξασφάλισῃ τὴν τύχην τῶν ἐν αὐταῖς περιθαλπομένων προσώπων.

"Άρθρον 13.

Ἡ παρούσα συμφωνία ἔχει ἐπίσης ἐφαρμογὴν προκειμένου περὶ τοποθεσιῶν τὰς ὁποίας αἱ Δυνάμεις ἤθελον χρησιμοποιήσῃ πρὸς τὸν ἴδιον σκοπὸν εἰς τὸν ὁποῖον ἀποβλέπουν αἱ υγειονομικαὶ ζῶναι.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΙΙ

Έμπροσθια όψεις.

+ (χώρος όπου θ' αναγράφεται τὸ ὄνομα τῆς χώρας καὶ τῆς ἐκδόσεως τὸ δελτίον στρατιωτικῆς ἀρχῆς.) +

ΔΕΛΤΙΟΝ ΤΑΥΤΟΤΗΤΟΣ

διὰ τὰ μέλη τοῦ παρὰ τῷ στρατεύματι ἀπεσπασμένου ὑγειονομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ.

Ἐπώνυμον

Ὄνομα

Ἡμερομηνία Γεννήσεως

Βαθμὸς

Ἀριθμὸς Μητρώου

Ὁ κάτοχος τοῦ παρόντος δελτίου προστατεύεται ὑπὸ τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν, ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν τῶν κατὰ θάλασσαν ἐνόπλων δυνάμεων τῆς 12ης Αὐγούστου 1949 λόγω τῆς ιδιότητός του ὡς

Ἡμερομηνία ἐκδόσεως τοῦ δελτίου

Ἀριθμὸς τοῦ δελτίου

Ὁπισθια όψεις.

Φωτογραφία κατόχου

Υπογραφή ἢ δακτυλικὰ ἀποτυπώματα ἢ καὶ ἀμφότερα.

Σφραγὶς ἐκδοσάσης στρατιωτικῆς ἀρχῆς.

ΑΝΑΣΤΗΜΑ

ΟΦΘΑΛΜΟΙ

ΚΟΜΗ

Ἄετρα ἐνδεχόμενα στοιχεία ἀναγνωρίσεως

ΣΥΜΒΑΣΙΣ ΤΗΣ ΓΕΝΕΥΗΣ

περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν, ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν τῶν κατὰ θάλασσαν ἐνόπλων δυνάμεων τῆς 12 Αὐγούστου 1949.

Οἱ ὑπογεγραμμένοι πληρεξούσιοι τῶν Κυβερνήσεων τῶν ἀντιπροσωπευομένων εἰς τὴν διπλωματικὴν Συνδιάσκεψιν, ἥτις συνῆλθεν ἐν Γενεύῃ ἀπὸ 21ης Ἀπριλίου μέχρι 12ης Αὐγούστου 1949 πρὸς τὸν σκοπὸν ὡς ἀναθεωρήσῃ τὴν Δεκάτην Σύμβασιν τῆς Χάγης τῆς 18ης Ὀκτωβρίου 1907 περὶ προσαρμογῆς εἰς τὸν κατὰ θάλασσαν πόλεμον τῶν ἀρχῶν τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης τοῦ 1906, συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν κάτωθι :

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Ι.

Γενικαὶ Διατάξεις

Ἄρθρον 1.

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν νὰ σεβασθῶν καὶ νὰ καταστήσουν σεβαστὴν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν εἰς πᾶσαν περίστασιν.

Ἄρθρον 2.

Πλὴν τῶν διατάξεων, αἵτινες δέον νὰ τεθοῦν ἐν ἰσχύϊ ἤδη ἐν καιρῷ εἰρήνης, ἡ παρούσα Σύμβασις ἐφαρμόζεται εἰς περίπτωσιν πολέμου κηρυχθέντος ἢ πάσης ἄλλης ἐνόπλου συρράξεως ἀναφαινομένης μεταξύ δύο ἢ περισσοτέρων τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ἔστω καὶ ἂν ἡ κατάστασις πολέμου δὲν ἀναγνωρίζεται ὑπὸ τινος ἐξ αὐτῶν.

Ἡ Σύμβασις ἐφαρμόζεται ἐπίσης εἰς πᾶσαν περίπτωσιν μερικῆς ἢ ὀλικῆς κατοχῆς τῶν ἐδαφῶν ἐνὸς τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν καὶ ἂν ἔτι ἢ ἐν λόγω κατάληψις δὲν ἀντιμετωπίσῃ ἐνόπλιον ἀντίστασιν.

Καὶ ἐν περιπτώσει ἀκόμη καθ' ἣν μία τῶν ἐν συρράξει Δυνάμεων δὲν συμμετέχει τῆς παρούσης Συμβάσεως, αἱ εἰς ταύτην συμμετέχουσαι Δυνάμεις θὰ ἐξακολουθήσουν δεσμευόμεναι ὑπ' αὐτῆς ὡς πρὸς τὰς ἀμοιβαίας τῶν σχέσεις καὶ ἐν σχέσει πρὸς τὴν ἐν λόγω Δύναμιν ἐὰν αὕτη ἀποδεχθῇ καὶ ἐφαρμόσῃ τὰς διατάξεις αὐτῆς.

Ἄρθρον 3.

Ἐν περιπτώσει ἐνόπλου συρράξεως, ἥτις δὲν παρουσιάζει διεθνή χαρακτῆρα καὶ ἀναφύεται ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἐνὸς τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ἕκαστον τῶν ἐν συρράξει Μερῶν ὑποχρεοῦται τοῦλάχιστον νὰ ἐφαρμόσῃ τὰς κάτωθι διατάξεις :

1. Τὰ πρόσωπα, ἅτινα δὲν λαμβάνουν ἀπ' εὐθείας μέρος εἰς τὰς ἐχθροπραξίας, συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν προσώπων τῶν ἀνηχόντων εἰς τὰς ἐνόπλους δυνάμεις, ἅτινα κατέθεσαν τὰ ὄπλα, ὡς καὶ τὰ πρόσωπα ἅτινα ἐτέθησαν ἐκτὸς μάχης ἕνεκα ἀσθενείας, τραύματος, κρατήσεως ἢ διὰ πᾶσαν ἄλλην αἰτίαν, θὰ τύχουν, ἐν πάσῃ περιπτώσει ἀνθρωπιστικῆς μεταχειρίσεως, ἄνευ οὐδεμιᾶς δυσμενοῦς χαρακτῆρος διακρίσεως βασιζομένης ἐπὶ τῆς φυλῆς, τοῦ χρώματος, τοῦ θρησκευματος ἢ τῆς πίστεως, τῆς καταγωγῆς ἢ τῆς περιουσίας ἢ παντός ἄλλου ἀναλόγου κριτηρίου.

Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον, εἶναι καὶ παραμένουν ἀπηγορευμένα ἐν παντὶ τόπῳ καὶ χρόνῳ ὡς πρὸς τὰ εἰρημένα πρόσωπα :

α) Αί προσβολαί κατά τῆς ζωῆς καὶ σωματικῆς ἀκεραιότητος καὶ δὴ ὁ φόνος ὑφ' ἑλάς του τὰς μορφάς, οἱ ἀκρωτηριασμοί, ἡ ἀπάνθρωπος μεταχειρίσει, αἱ βάσανοι καὶ τὰ μαρτύρια.

β) Ἡ ἀνάληψις ὀμῆρων.

γ) Αἱ προσβολαί κατά τῆς ἀνθρωπίνου ἀξιοπρεπείας καὶ δὴ αἱ ταπεινωτικαὶ καὶ ἐξευτελιστικαὶ μεταχειρίσεις.

δ) Αἱ καταδίκαί αἱ ἀπαγγελλόμεναι καὶ αἱ ἐκτελέσει αἱ λαμβάνουσαι χῶραν ἀνευ προηγουμένης ἀποφάσεως ἐκδεδυμένης ὑπὸ κανονικῶς συγκεκροτημένου δικαστηρίου, περιβεβλημένου δι' ὄλων τῶν δικαστικῶν ἐγγυήσεων, αἰτινες ἀναγκωρίζονται ὡς ἀπαραίτητοι ὑφ' ὄλων τῶν πεπολιτισμένων λαῶν.

2. Οἱ τραυματίαι καὶ οἱ ἀσθενεῖς θὰ περισυλλέγονται καὶ θὰ περιθάλπονται.

Ἡμερόληπτος ἀνθρωπιστικὸς ὀργανισμὸς, ὡς ἡ Διεθνῆς Ἐπιτροπὴ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ, δύναται νὰ προσφέρῃ τὰς ὑπηρεσίας του εἰς τὰ ἐν συρράξει Μέρη.

Γὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ προσπαθήσουν ἐξ ἄλλου νὰ θέσουν ἐν ἰσχύϊ δι' εἰδικῶν συμφωνιῶν τὸ σύνολον ἢ μέρος τῶν ἄλλων διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἡ ἐφαρμογὴ τῶν ἀνωτέρω διατάξεων οὐδεμίαν θὰ ἔχη ἐπίδρασιν ἐπὶ τῆς νομικῆς καταστάσεως τῶν ἐν συρράξει Μερῶν.

Ἄρθρον 4.

Εἰς περίπτωσιν πολεμικῶν ἐπιχειρήσεων μεταξὺ τῶν κατὰ ξηρὰν καὶ κατὰ θάλασσαν δυνάμεων τῶν ἐν συρράξει Μερῶν, αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως ἐφαρμόζονται μόνον εἰς τὰς ἐπὶ σκαφῶν εὐρισκομένας δυνάμεις.

Αἱ ἀποβιβαζόμεναι δυνάμεις θὰ ὑπάγονται ἀμέσως εἰς τὰς διατάξεις τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεῆς περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατεία ἐνόπλων δυνάμεων, τῆς 12ης Αὐγούστου 1949.

Ἄρθρον 5.

Αἱ οὐδέτεραι Δυνάμεις θὰ ἐφαρμώσουν κατ' ἀναλογίαν τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τοὺς τραυματίας, ἀσθενεῖς καὶ ναυαγοὺς καὶ εἰς τὰ μέλη τοῦ ὑγειονομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ τοῦ ἀνήκοντος εἰς τὰς ἐνόπλους δυνάμεις τῶν ἐν συρράξει Μερῶν, ἅτινα θὰ γίνονται δεκτὰ ἢ θὰ κρατηθοῦν ὑπὸ περιορισμῶν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους των, ὡς καὶ εἰς τοὺς συλλεγομένους νεκρούς.

Ἄρθρον 6.

Πλὴν τῶν συμφωνιῶν τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τῶν ἀρθρῶν 10, 18, 31, 38, 39, 40, 43 καὶ 53 τὰ Ἰψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ δύνανται νὰ συνάψουν ἐτέρας εἰδικὰς συμφωνίας ἐπὶ παντὸς θέματος ὅπερ θὰ ἔκρινον σκόπιμον νὰ ρυθμίσουν ἰδιαιτέρως. Οὐδεμία εἰδικὴ συμφωνία δύναται νὰ χειροτερεύσῃ τὴν θέσιν τῶν τραυματιῶν, ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν ὡς καὶ τοῦ ὑγειονομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ ὡς αὕτη ρυθμίζεται ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως οὐδὲ νὰ περιορίσῃ τὰ παρὰ ταύτης παραχωρούμενα εἰς ἐκείνους δικαιώματα.

Οἱ τραυματίαι, ἀσθενεῖς καὶ ναυαγοὶ ὡς καὶ τὰ μέλη τοῦ ὑγειονομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ δικαιοῦνται εἰς τὸ εὐεργέτημα τῶν ὡς ἀνω συμφωνιῶν ἐν ὅσῳ τοῖς εἶναι ἐφαρμοστέα ἡ παρούσα Σύμβασις πλὴν ἀντιθέτου ὅρου ρητῶς περιλαμβανομένου εἰς τὰς προμνησθείσας συμφωνίας ἢ εἰς μεταγενεστέρως τοιαύτας, ἢ ἐπίσης, πλὴν τῆς περιπτώσεως καθ' ἣν τὸ ἐν ἢ τὸ ἄλλο τῶν ἐν συρράξει Μερῶν ἤθελεν λάβῃ ὑπὲρ αὐτῶν εὐνοϊκώτερα μέτρα.

Ἄρθρον 7.

Οἱ τραυματίαι, ἀσθενεῖς καὶ ναυαγοὶ ὡς καὶ τὰ μέλη τοῦ ὑγειονομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ ἐν οὐδεμίᾳ περιπτώσει δύνανται νὰ παραιτηθοῦν, ἐν ὄλῳ ἢ ἐν μέρει τῶν δικαιωμάτων ἅτινα τοῖς ἐξασφαλίζουν ἢ παρούσα Σύμβα-

σις, καὶ ἂν ὑπάρχη περίπτωσις, αἱ εἰδικαὶ συμφωνίαι περὶ ὧν τὸ προηγούμενον ἀρθρον.

Ἄρθρον 8.

Ἡ παρούσα Σύμβασις θὰ ἐφαρμόζηται τῇ συνδρομῇ καὶ ὑπὸ τὸν ἔλεγχον τῶν προστατίδων Δυνάμεων τῶν ἐπιφορτισμένων τὴν υπεράσπισιν τῶν συμφερόντων τῶν ἐν συρράξει Μερῶν. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον αἱ προστατίδες Δυνάμεις θὰ δύνανται, πλὴν τοῦ διπλωματικοῦ καὶ προξενικοῦ των προσωπικοῦ, νὰ διορίζουν ἀντιπροσώπους ἐκ τῶν ἰδίων αὐτῶν ὑπηκόων ἢ ἐκ τῶν ὑπηκόων ἐτέρων οὐδετέρων Δυνάμεων. Οἱ ἀντιπρόσωποι οὗτοι πρέπει νὰ τύχουν τῆς ἐγκρίσεως τῆς Δυνάμεως παρὰ τῇ ὁποίᾳ θὰ ἐκτελοῦν τὴν ἀποστολήν των.

Γὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ εὐκολύνουν, ἐν τῷ εὐρύτερῳ δυνατῷ μέτρῳ, τὸ ἔργον τῶν ἀντιπροσώπων ἢ ἐκπροσώπων τῶν προστατίδων Δυνάμεων.

Οἱ ἀντιπρόσωποι ἢ ἐκπρόσωποι τῶν προστατίδων Δυνάμεων ἐν οὐδεμίᾳ περιπτώσει συγχωροῦνται νὰ ὑπερβῶν τὰ ὅρια τῆς ἀποστολῆς των, ὡς αὕτη καθορίζεται ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως. Οὗτοι, εἰδικῶς, δεόν νὰ ἔχουν ὑπ' ὄψιν τὰς ἐπιτακτικὰς ἀνάγκας τῆς ἀσφαλείας τοῦ Κράτους παρ' ᾧ ἐκτελοῦν τὰ καθήκοντά των. Μόνον ἐπιτακτικαὶ στρατιωτικαὶ ἀνάγκαι δύνανται νὰ ἐπιτρέψουν, ὅλως ἐξαιρετικῶς καὶ προσωρινῶς, περιορισμὸν τῆς δράσεώς των.

Ἄρθρον 9.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως δὲν ἀποτελοῦν κώλυμα εἰς τὴν ἀνθρωπιστικὴν δρᾶσιν τὴν ὁποίαν ἡ Διεθνῆς Ἐπιτροπὴ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ ἢ καὶ πᾶς ἄλλος ἡμερόληπτος ἀνθρωπιστικὸς ὀργανισμὸς, ὁ ἀνελάμβανε διὰ τὴν προστασίαν τῶν τραυματιῶν, ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν ὡς καὶ τῶν μελῶν τοῦ ὑγειονομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ καὶ τὴν πρὸς αὐτοὺς παροχὴν βοηθημάτων τῇ συγκαταθέσει τῶν ἐνδιαφερομένων ἐν συρράξει Μερῶν.

Ἄρθρον 10.

Γὰ Ἰψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ δύνανται ἀνά πᾶσαν στιγμὴν νὰ συνεννοηθοῦν ἵνα ἐμπιστευθοῦν εἰς ὀργανισμὸν παρουσιάζοντα ὅλας τὰς ἐγγυήσεις ἡμεροληψίας καὶ ἱκανότητος τὰ καθήκοντα τὰ ἀνατιθέμενα διὰ τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τὰς προστατίδας Δυνάμεις.

Ἐν ἢ περιπτώσει τραυματίαι, ἀσθενεῖς καὶ ναυαγοὶ ἢ μέλη τοῦ ὑγειονομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ δὲν ἀπολαύουν, ἢ παύσονται ν' ἀπολαύουν, δι' οἰανδήποτε αἰτίαν τῆς ὑποστηρίξεως προστατίδος Δυνάμεως ἢ ὀργανισμοῦ ὑποδειχθέντος συμφώνως πρὸς τὰ ἐν τῷ πρώτῳ ἐδαφίῳ διαλαμβανόμενα, ἢ κατακρατοῦσα Δύναμις δεόν νὰ ζητήσῃ, εἴτε παρ' οὐδετέρου Κράτους εἴτε παρὰ τοιοῦτου τινὸς ὀργανισμοῦ, ν' ἀναλάβῃ τὰ καθήκοντα τ' ἀνατιθέμενα διὰ τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τὰς προστατίδας Δυνάμεις τὰς ὑποδεικνυόμενάς ὑπὸ τῶν ἐν συρράξει Μερῶν.

Ἐὰν δὲν δύναται καὶ οὕτω νὰ ἐξασφαλισθῇ προστασία, ἢ κατακρατοῦσα Δύναμις ὀφείλει νὰ ζητήσῃ ἀπὸ ἀνθρωπιστικῆν ὀργάνωσιν ὡς ἡ Διεθνῆς Ἐπιτροπὴ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ, ν' ἀναλάβῃ τ' ἀνθρωπιστικὰ καθήκοντα τὰ ἀνατιθέμενα διὰ τῆς παρούσης Συμβάσεως, εἰς τὰς προστατίδας Δυνάμεις, ἢ δεόν ν' ἀποδεχθῇ, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος ἀρθρου, τὴν προσφορὰν ὑπηρεσιῶν τὴν προερχομένην ἀπὸ τοιοῦτον ὀργανισμῶν.

Πᾶσα οὐδέτερα Δύναμις ἢ πᾶς ὀργανισμὸς κληθεῖς παρὰ τῆς ἐνδιαφερομένης Δυνάμεως ἢ προσφερόμενος πρὸς τὸν προμνησθέντα σκοπὸν, ὀφείλει κατὰ τὴν δρᾶσιν του νὰ ἔχη συνειδησιν τῶν εὐθυνῶν του ἐναντι τοῦ ἐν συρράξει Μέρους ἐκ τοῦ ὁποίου ἐξαρτῶνται τὰ ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως προστατευόμενα πρόσωπα καὶ νὰ παρέχῃ ἐπαρκεῖς ἐγγυήσεις ἱκανότητος διὰ τὴν ἀνάληψιν τῶν περὶ ὧν πρόκειται καθήκοντων καὶ τὴν ἡμερόληπτον ἐκτέλεσίν των.

Οὐδεμία ἐπιτρέπεται παρέκκλισις ἀπὸ τῶν προηγουμέ-

νων διατάξεων δι' ειδικῆς συμφωνίας μεταξύ Δυνάμεων ὧν ἡ μία θά εὐρίσκειτο, ἔστω καὶ προσωρινῶς ἔναντι τῆς ἄλλης Δυνάμεως ἢ τῶν συμμάχων αὐτῆς, περιορισμένη ὅσον ἀφορᾷ τὴν πρὸς διαπραγματεύσιν ἰκανότητά τῆς, συνεπεὶ στρατιωτικῶν γεγονότων, καὶ δὴ ἐν περιπτώσει κατοχῆς ὁλοκλήρου ἢ σημαντικοῦ τμήματος τοῦ ἐδάφους αὐτῆς.

Ὅσακις γίνεται εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν μνεῖα περὶ προστατίδος Δυνάμεως, ἡ μνεῖα αὕτη ὑποδηλοῦ καὶ τοὺς ὀργανισμοὺς οἵτινες ἀντικαθιστῶσιν αὐτὴν ἐν τῇ ἐννοίᾳ τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Ἄρθρον 11.

Εἰς πᾶσαν περίπτωσιν καθ' ἣν θά ἐθεώρουν τοῦτο χρήσιμον ἀπὸ ἀπόψεως τῶν συμφερόντων τῶν προστατευόμενων προσώπων, καὶ δὴ εἰς περίπτωσιν διαφωνίας μεταξύ τῶν ἐν συρράξει Μερῶν ἐπὶ τῆς ἐφαρμογῆς ἢ τῆς ἐρμηνείας τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως, αἱ προστατίδες Δυνάμεις θέλουν προσφέρει τὰς καλὰς αὐτῶν ὑπηρεσίας διὰ τὴν διευθέτησιν τῆς διαφορᾶς.

Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον, ἐκάστη τῶν προστατίδων Δυνάμεων δύναται, τῇ προσκλήσει ἐνὸς τῶν Μερῶν ἢ αὐθορμήτως, νὰ προτείνῃ εἰς τὰ ἐν συρράξει Μέρη συνάντησιν τῶν ἀντιπροσώπων των καὶ δὴ τῶν ἀρχῶν τῶν ἐπιφορτισμένων τὴν τύχην τῶν τραυματιῶν, ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν, ὡς τοῦ ὑγειονομικοῦ καὶ ὀρησκευτικοῦ προσωπικοῦ, ἐνδεχομένως ἐπὶ οὐδετέρου ἐδάφους καταλλήλως ἐκλεγχομένου. Τὰ ἐν συρράξει Μέρη ὑποχρεοῦνται νὰ δώσουν συνέχειαν εἰς τὰς οὕτω ὑποβληθησομένας αὐταῖς προτάσεις. Αἱ προστατίδες Δυνάμεις δύναται, ἐὰν συντρέχῃ πρὸς τοῦτο περίπτωσις, νὰ προτείνουσι εἰς τὴν ἐγκρίσιν τῶν ἐν συρράξει Μερῶν προσωπικότητα ἀνήκουσαν εἰς οὐδετέραν Δύναμιν ἢ προσωπικότητα ὑποδειχθησομένην ὑπὸ τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ, ἥτις νὰ κληθῇ ὅπως μετάσχῃ εἰς τὴν συνάντησιν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ II.

Περὶ τραυματιῶν, ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν.

Ἄρθρον 12.

Τὰ μέλη τῶν ἐνόπλων δυνάμεων καὶ τὰ εἰς τὸ ἐπόμενον ἄρθρον ἀναφερόμενα ἄλλα πρόσωπα, ὅταν εἶναι τραυματῆαι, ἀσθενεῖς ἢ ναυαγοί, δεόν νὰ εἶναι σεβαστά καὶ νὰ προστατεύωνται εἰς πᾶσαν περίπτωσιν. Σημειωτέον ὅτι ὁ ὅρος (αναάγιον) ἐφαρμόζεται εἰς πᾶν ναύγιον οἰαιδήποτε καὶ ἂν εἶναι αἱ συνθήκαι ὅρ' ἄς ἔλαβε χώραν, περιλαμβανομένης τῆς ἀναγκαστικῆς προσθαλασσωσεως καὶ τῆς εἰς τὴν ὁλοκλήσαν πτώσεως.

Θά τύχουν ἀνθρωπιστικῆς μεταχειρίσεως καὶ περιθάλψεως ὑπὸ τοῦ ἐν συρράξει Μέρους εἰς τὴν ἐξουσίαν τοῦ ὁποίου θά εὐρίσκωνται, ἄνευ οὐδεμιᾶς διακρίσεως δυσμενοῦς γαρχιτῆρος βασιζομένην εἰς τὸ φύλον, τὴν φυλὴν, τὴν ἐθνικότητα, τὴν ὀρησκίαν, τὰς πολιτικὰς πεποιθήσεις ἢ ἕτερον ἀνάλογον κριτήριον. Ἀπαγορεύεται ἀσθηρῶς πᾶσα προσβολὴ εἰς τὴν ζωὴν ἢ τὸ πρόσωπόν των καὶ πλὴν ἄλλων ἢ ἐξόντωσις τῶν βαρέως πασχόντων, ὁ φόνος, ἡ βία, ἡ ἐνέργεια ἐπ' αὐτῶν βιολογικῶν πειραμάτων ἢ ἐσκεμμένη ἐγκατάλειψις των ἄνευ ἰατρικῆς περιθάλψεως ἢ ἄνευ περιποίησεως ἢ ἐπὶ σκοπῷ ἐκθεσίς των εἰς κίνδυνον μεταδόσεως ἀσθενείας ἢ μολύνσεως, ἐπὶ τοῦτο δημιουργηθείσης.

Μόνον λόγῳ ἐπιγούσης ἀνάγκης ἐπιτρέπεται ἡ μεταβολὴ τῆς προτεραιότητος εἰς τὴν σειρὰν παροχῆς περιθάλψεως.

Αἱ γυναῖκες θά τυγχάνουν τῆς ὀφειλομένης εἰς τὸ φύλον των ἐιδικῆς προσοχῆς.

Ἄρθρον 13.

Ἡ παρούσα Σύμβασις θά ἐφαρμόζεται εἰς τοὺς ναυαγοὺς καὶ τοὺς ἐν θαλάσῃ τραυματίας καὶ ἀσθενεῖς τοὺς ἀνήκοντας εἰς τὰς κάτωθι κατηγορίας :

1. Τὰ μέλη τῶν ἐνόπλων δυνάμεων ἐνὸς τῶν ἐν συρράξει Μερῶν, ὡς ἐπίσης καὶ τὰ μέλη τῆς ἐθνοφυλακῆς καὶ τῶν ἐθελοντικῶν σωμάτων τῶν ἀποτελούντων τμήμα τῶν ἐνόπλων αὐτοῦ δυνάμεων.

2. Τὰ μέλη τῶν ἄλλων ἐθνοφρουρῶν καὶ τὰ μέλη τῶν ἄλλων ἐθελοντικῶν σωμάτων, συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν ἐμάδων ὀργανωμένης ἀντιστάσεως ἀνηκόντων εἰς ἐν τῶν ἐν συρράξει Μερῶν καὶ ὄντων ἐκτὸς ἢ ἐντὸς τοῦ ἰδίου αὐτῶν ἐδάφους, ἔστω καὶ ἂν τὸ ἐδαφὸς τοῦτο εὐρίσκειται ὑπὸ κατοχῆν, ἐφ' ὅσον αἱ ἐθνοφρουραὶ αὗται, ἢ τὰ ἐθελοντικὰ σώματα περιλαμβανομένων τῶν ἐμάδων ὀργανωμένης ἀντιστάσεως, πληροῦν τοὺς κάτωθι ὅρους :

α') Ἐχουν ἐπὶ κεφαλῆς των πρόσωπον ὑπεύθυνον διὰ τὰς πράξεις τῶν ὑφισταμένων του,

β') Ἐχουν διακριτικὸν σῆμα μόνιμον καὶ δυνάμενον ν' ἀναγνωρισθῇ ἐξ ἀποστάσεως,

γ') Ὀπλοφοροῦν ἀναφανδόν,

δ') Συμμοφοροῦνται κατὰ τὰς ἐπιχειρήσεις των μὲ τὸς νόμους καὶ τὰ ἔθιμα τοῦ πολέμου.

3. Τὰ μέλη τακτικῶν ἐνόπλων δυνάμεων ἐξαρτωμένων ἀπὸ Κυβέρνησιν ἢ ἀρχὴν μὴ ἀναγνωριζομένην ὑπὸ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως.

4. Τὰ πρόσωπα τ' ἀκολουθοῦντα τὰς ἐνόπλους δυνάμεις χωρὶς ν' ἀποτελοῦν ἀπ' εὐθείας μέρος αὐτῶν, ὡς πολιτικὰ μέλη πληρωμάτων στρατιωτικῶν ἀεροπλάνων, πολεμικοὶ ἀνταποκριταί, προμηθευταί, μέλη μονάδων ἐργασίας ἢ ὑπηρεσιῶν ψυχαγωγίας τοῦ στρατοῦ, ὑπὸ τὸν ὄρον νὰ ἔχουν λάβει τὴν ἀδειαν τῶν στρατιωτικῶν δυνάμεων ἄς συνοδεύουν.

5. Τὰ μέλη τῶν πληρωμάτων τοῦ ἐμπορικοῦ ναυτικοῦ, περιλαμβανομένων τῶν πλοιάρχων, πιλότων καὶ μαθητευομένων καὶ τὰ πληρώματα τῆς πολιτικῆς ἀεροπορίας τῶν ἐν συρράξει Μερῶν ἐφ' ὅσον δὲν ἀπυλαμβάνουν εὐνοϊκωτέρας μεταχειρίσεως δυνάμει ἄλλων διατάξεων τοῦ Διεθνοῦς Δικαίου.

6. Ὁ πληθυσμὸς μὴ κατεχομένου ἐδάφους, ὅστις, ἐπὶ τῇ προσεγγίσει τοῦ ἐχθροῦ λαμβάνει αὐθορμήτως τὰ ὅπλα ἢ αὐτὰ πολέμῃ κατὰ τῶν στρατευμάτων εἰσβολῆς χωρὶς νὰ ἔχη τὸν καιρὸν νὰ καταρτισθῇ εἰς τακτικὰς ἐνόπλους δυνάμεις, ἐφ' ὅσον ὀπλοφορεῖ ἀναφανδόν καὶ σέβεται τοὺς νόμους καὶ τὰ ἔθιμα τοῦ πολέμου.

Ἄρθρον 14.

Πᾶν πολεμικὸν σκάφος ἐνὸς ἐμπολέμου Μέρους δύναται ν' ἀπαιτήσῃ τὴν παράδοσιν τραυματιῶν, ἀσθενῶν ἢ ναυαγῶν εὐρισκομένων ἐπὶ στρατιωτικῶν νοσοκομειακῶν πλοίων, ἐπὶ νοσοκομειακῶν πλοίων ἀνηκόντων εἰς ἐταιρείας βοήθειας ἢ εἰς ἰδιώτας, ἐπὶ ἐμπορικῶν πλοίων, Ὀλαμηγῶν καὶ ἐφοκλίων οἰασδήποτε ἐθνικότητος ἐφ' ὅσον ἡ κατάστασις ὑγείας τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν ἐπιτρέπει τὴν παράδοσιν των καὶ ἐφ' ὅσον τὸ πολεμικὸν σκάφος διαθέτει ἐγκαταστάσεις ἐπιτροπούσας τὴν ἐξασφάλισιν ἐπαρκοῦς περιθάλψεως.

Ἄρθρον 15.

Ἐὰν τραυματῆαι, ἀσθενεῖς ἢ ναυαγοὶ περισυλλεγοῦν ὑπὸ οὐδετέρου πολεμικοῦ σκάφους ἢ ὑπὸ οὐδετέρου στρατιωτικοῦ ἀεροσκάφους, δεόν νὰ ληφθῇ μέριμνα, ὡςάκις τοῦτο ἀπαιτεῖ τὸ διεθνὲς δίκαιον, ὥστε νὰ μὴ δυνηθῶν τὰ πρόσωπα ταῦτα νὰ συμμετάσχουν ἐν νέου εἰς πολεμικὰς ἐπιχειρήσεις.

Ἄρθρον 16.

Λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 12, αἱ τραυματῆαι ἀσθενεῖς καὶ ναυαγοὶ ἐνὸς τῶν ἐμπολέμων, περιελθόντες εἰς γεῖρας τοῦ ἀντιπάλου θά θεωροῦνται αἰχμάλωτοι πολέμου, αἱ δὲ κανόνες τοῦ διεθνοῦς δικαίου αἱ ἀφορῶντες τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου θά ἰσχύουν ὡς πρὸς αὐτούς. Εἰς τὸν συλλαβόντα ἐναπόκειται ν' ἀποφασίσῃ, ἀναλόγως τῶν περιστάσεων, ἐὰν ἐνδείκνυται νὰ κρατηθῇ τούτους, νὰ τοὺς κατευθύνῃ πρὸς λιμένα τῆς χώρας του,

πρὸς οὐδέτερον λιμένα ἢ ἀκόμη καὶ πρὸς λιμένα τοῦ ἀντιπάλου. Εἰς τὴν τελευταίαν ταύτην περίπτωσιν οἱ οὕτω ἀποδοθησόμενοι πρὸς τὴν χώραν των αἰχμαλῶτοι πολέμου δὲν θὰ δύνανται νὰ ὑπηρετήσουν κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ πολέμου.

Ἄρθρον 17.

Οἱ τραυματῖαι ἀσθενεῖς καὶ ναυαγοὶ οἱ ἀποβιβαζόμενοι τῇ συγκαταθέσει τῶν τοπικῶν ἀρχῶν εἰς οὐδέτερον λιμένα, ὀφείλουν, πλὴν ἀντιθέτου συμφωνίας μεταξύ τῆς οὐδετέρας Δυνάμεως καὶ τῶν ἐμπολέμων Δυνάμεων, νὰ κρατηθοῦν ὑπὸ τῆς οὐδετέρας Δυνάμεως ὡς ἄξις τοῦτο ἐπιτάσσει τὸ διεθνὲς δίκαιον, εἰς τρόπον ὥστε νὰ μὴ δυνηθοῦν νὰ λάβουν ἐκ νέου μέρος εἰς τὰς πολεμικὰς ἐπιχειρήσεις.

Αἱ δαπάναι νοσηλείας καὶ περιορισμοῦ θὰ βαρύνουν τὴν Δύναμιν εἰς τὴν ὁποίαν ἀνήκουν οἱ τραυματῖαι, ἀσθενεῖς ἢ ναυαγοί.

Ἄρθρον 18.

Μεθ' ἑκάστην μάχην τὰ ἐν συρράξει Μέλη ὀφείλουν νὰ λάβουν ἀνευ χρονοτριβῆς ἅπαντα τὰ δυνατὰ μέτρα διὰ τὴν ἀναζήτησιν καὶ περισυλλογὴν τῶν ναυαγῶν, τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν, τὴν προστασίαν των κατὰ τῆς λεηλασίας καὶ κακῆς μεταχειρίσεως καὶ τὴν ἐξασφάλισιν τῆς ἀναγκαίας εἰς αὐτοὺς περιθάλψεως, ὡς ἐπίσης καὶ διὰ τὴν ἀναζήτησιν τῶν νεκρῶν καὶ παρεμπόδισιν τῆς σκυλῶσεώς των.

Ὅσαίς αἱ περιστάσεις τὸ ἐπιτρέπουν τὰ ἐν συρράξει Μέλη θὰ συνάψουν τοπικὰς συμφωνίας διὰ τὴν ἀπὸ θαλάσσης ἐκκένωσιν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν πολιορκουμένης ἢ περικυκλωμένης ζώνης καὶ διὰ τὴν διάβασιν τοῦ διὰ τὴν ζώην ταύτην προοριζομένου ὑγειονομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ καὶ ὑγειονομικοῦ ὕλικου.

Ἄρθρον 19.

Τὰ ἐν συρράξει Μέλη ὀφείλουν νὰ καταχωρήσουν, ὅσον ἐνεστί τάχειον, ἕλα τὰ στοιχεῖα διὰ τῶν ὁποίων θὰ δύνανται ν' ἀναγνωρισθοῦν οἱ ναυαγοί, τραυματῖαι, ἀσθενεῖς καὶ νεκροὶ τοῦ ἀντιπάλου Μέρους, οἵτινες ἔπεσαν εἰς χεῖρας του. Αἱ ὡς ἄνω πληροφορίαι δέον, εἰ δυνατόν, νὰ περιλάβουν :

- α) ἔνδειξιν περὶ τῆς Δυνάμεως ἐξ ἧς ἐξαρτῶνται,
- β) μονάδα ὑπηρεσίας ἢ ἀριθμὸν μητρώου,
- γ) ἐπίθετον,
- δ) ὄνομα ἢ ὀνόματα,
- ε) ἡμερομηνίαν γεννήσεως,
- ζ) οἰανδήποτε ἄλλην πληροφορίαν ἀναγραφομένην ἐπὶ τοῦ δελτίου ἢ τῆς πινακίδος ταυτότητος.
- η) ἡμερομηνίαν καὶ τόπον συλλήψεως ἢ θανάτου.
- θ) πληροφορίας ἀφορώσας τὰ τραύματα, τὴν ἀσθένειαν ἢ τὰ αἷτια τοῦ θανάτου.

Αἱ ὡς ἄνω πληροφορίαι δέον νὰ διαβιβάζωνται ὅσον τάχιστα πρὸς τὸ γραφεῖον πληροφοριῶν περὶ οὗ τὸ ἄρθρον 122 τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου, τῆς 12ης Αὐγούστου 1949, ὅπερ θὰ τὰς κοινοποιῇ πρὸς τὴν Δύναμιν ἐξ ἧς ἐξαρτῶνται τὰ πρόσωπα ταῦτα, μέσῳ τῆς προστάτιδος Δυνάμεως καὶ τοῦ κεντρικοῦ Πρακτορείου τῶν αἰχμαλώτων πολέμου.

Τὰ ἐν συρράξει Μέλη θὰ καταρτίζον καὶ κοινοποιοῦν ἀλλήλοις διὰ τῆς ἐν τῷ προηγουμένῳ ἐδαφίῳ ἀναφερομένης ὁδοῦ, τὰς λεξιαρχικὰς πράξεις θανάτου ἢ τοὺς καταλόγους θανάτων δέοντως κεκυρωμένους. Θὰ συλλέγουν καὶ θὰ διαβιβάζουν, ἐπίσης, μέσῳ τοῦ αὐτοῦ γραφείου, τὸ ἡμισυ τῶν διπλῶν πινακίδων ταυτότητος ἢ αὐτὴν τὴν πινακίδα ἐὰν εἶναι μονή, τὰς διαθήκας ἢ ἄλλα ἔγγραφα παρουσιάζοντα ἐνδιαφέρον διὰ τὰς οἰκογενίας τῶν ἀποβιωσάντων, τὰ χρηματικὰ των ποσὰ καί, ἐν γένει πάντα τὰ ἀντικείμενα τὰ ἔχοντα πραγματικὴν ἢ αἰσθηματικὴν ἀξίαν, τὰ εὑρεθέντα ἐπὶ τῶν νεκρῶν. Τὰ ἀντικείμενα ταῦτα ὡς καὶ ἐκεῖνα ὧν δὲν ἐξηκριβώθη ὁ ἰδιοκτῆτης, θ' ἀποστέλλωνται δι' ἐσφραγισμένων δεμάτων συνοδευομένων ὑπὸ δηλώσεως παρεχούσης ὅλας τὰς ἀναγκαίας λεπτομερείας διὰ τὴν ἀνακάλυψιν τοῦ

ἀποθανόντος ἰδιοκτῆτου, ὡς καὶ πλήρη ἀπογραφὴν τοῦ περιουμένου τοῦ δεύκτου.

Ἄρθρον 20.

Τὰ ἐν συρράξει Μέλη ὀφείλουν νὰ μεριμνήσουν ὥστε ἡ εἰς τὴν θάλασσαν ρίψις τῶν νεκρῶν, γινομένη ἀτομικῶς ἐφ' ὅσον τὸ ἐπιτρέπουν αἱ περιστάσεις, ἔπεται προσεκτικῆς, εἰ δυνατόν δὲ ἱατρικῆς ἐξετάσεως τῶν λειψάνων, ὥστε νὰ πιστοποιηθῇ ὁ θάνατος, νὰ ἐξακριβωθῇ ἡ ταυτότης τοῦ νεκροῦ καὶ νὰ καταστῇ δυνατὴ σχετικὴ ἀνακοίνωσις. Ἐὰν γίνεταί χρῆσις διπλῆς πλακῆς ταυτότητος τὸ ἡμισυ τῆς πλακῆς ταύτης θὰ παραμείνῃ ἐπὶ τῆς σωροῦ.

Ἐὰν οἱ νεκροὶ ἔχουν ἀποβιβασθῇ, τυγχάνουν ἐπ' αὐτῶν ἐφαρμοστέαι αἱ διατάξεις τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατεία ἐνόπλων δυνάμεων τῆς 12ης Αὐγούστου 1949.

Ἄρθρον 21.

Τὰ ἐν συρράξει Μέλη δύνανται νὰ κάμουν ἐκκλησίαν πρὸς τὸν εὐσπλαχνὸν ζῆλον τῶν πλοίαρχων τῶν οὐδετέρων ἐμπορικῶν πλοίων, θαλαμηγῶν ἢ ἄλλων σκαφῶν ὅπως παραλάβουν ἐπὶ τοῦ σκάφους των καὶ περιθάλψουν τοὺς τραυματίας, ἀσθενεῖς καὶ ναυαγοὺς καὶ ὅπως περισυλλέξουν τοὺς νεκροὺς.

Τὰ παντὸς εἶδους σκάφη τὰ ὅποια ἤθελον ἀνταποκριθῇ εἰς τὴν ἐκκλησίαν ταύτην ὡς καὶ ὅσα αὐθορμήτως ἤθελον περισυλλέξει τραυματίας, ἀσθενεῖς ἢ ναυαγοὺς, θὰ χαίρουν ἰδιαιτέρας προστασίας καὶ διευκολύνσεων διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῆς ἀνθρωπιστικῆς των ἀποστολῆς.

Ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει ἐπιτρέπεται ἡ σύλληψις τῶν σκαφῶν τούτων διότι ἐκτελοῦν τοιαύτην μεταφορὰν. Ἀλλά, πλὴν ἀντιθέτων πρὸς αὐτὰ ὑποσχέσεων, παραμένουν ἐκτεθειμένα εἰς σύλληψιν διὰ τὰς τυχόν ὑπ' αὐτῶν διαπραττομένας παραβάσεις οὐδετερότητος.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙΙ

Περὶ Νοσοκομειακῶν πλοίων

Ἄρθρον 22.

Τὰ στρατιωτικὰ νοσοκομειακὰ πλοῖα, ἢτοι τὰ πλοῖα τὰ κατασκευασθέντα ἢ διαρρυθμισθέντα ὑπὸ τῶν Δυνάμεων εἰδικῶς καὶ ἀπικλειστικῶς πρὸς προχρῆν βοήθειας εἰς τοὺς τραυματίας, ἀσθενεῖς καὶ ναυαγοὺς, πρὸς νοσηλείαν καὶ μεταφορὰν αὐτῶν, ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει δύνανται νὰ ἀποτελέσουν ἀντικείμενον ἐπιθέσεως ἢ νὰ συλληφθοῦν ἀλλὰ θὰ τυγχάνουν πάντοτε σεβασμοῦ καὶ προστασίας ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι τὰ ὀνόματα καὶ χαρακτηριστικὰ των ἔχουν ἀνακοινωθῇ πρὸς τὰ ἐν συρράξει Μέλη δέκα ἡμέρας πρὸ τῆς χρησιμοποίησεώς των.

Τὰ χαρακτηριστικὰ, ἅτινα δέον ν' ἀναφέρονται εἰς τὴν κοινοποίησιν περιλαμβάνουν τὸν καταγεγραμμένον μικτὸν ἐκτοπισμὸν, τὸ μῆκος ἀπὸ τῆς πλώρας εἰς τὴν πρύμνην καὶ τὸν ἀριθμὸν τῶν ἰστῶν καὶ καπνοδόχων αὐτῶν.

Ἄρθρον 23.

Αἱ ἐπὶ τῆς ἀκτῆς τοποθετημένα ἐγκαταστάσεις αἱ δικαιούμεναι εἰς τὴν προστασίαν τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατεία ἐνόπλων δυνάμεων τῆς 12ης Αὐγούστου 1949, δὲν ἐπιτρέπεται οὔτε νὰ γίνον ἀντικείμενον ἐπιθέσεως οὔτε νὰ βομβαρδίζωνται ἀπὸ θαλάσσης.

Ἄρθρον 24.

Τὰ νοσοκομειακὰ πλοῖα τὰ χρησιμοποιούμενα ὑπὸ ἐθνικῶν ἐταιρειῶν τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ, ὑπὸ ἐταιρειῶν βοήθειας ἐπίσημης ἀνεγνωρισμένην ἢ ὑπὸ ἰδιωτῶν θὰ χαίρουν τῆς αὐτῆς προστασίας ὡς καὶ τὰ στρατιωτικὰ νοσοκομειακὰ πλοῖα καὶ θὰ ἐξαίρουνται συλλήψεως ἐὰν τὸ Μέρος ἀπὸ τὸ

ὁποῖον ἐξαρτῶνται ἔχει ἀναθέσει εἰς αὐτὰ ἐπίσημον ἀποστολήν, ἐφ' ὅσον ἐτηρήθησαν αἱ περὶ κοινοποιήσεως διατάξεις τοῦ ἄρθρου 22.

Τὰ πλοῖα ταῦτα ὀφείλουν νὰ φέρουν ἐγγραφοὺς τῆς ἀρμοδίας ἀρχῆς δηλοῦν ὅτι ὑπεβλήθησαν εἰς τὸν ἐλεγχον αὐτῆς κατὰ τὸν ἐξοπλισμὸν καὶ τὴν ἀπαρσίν των.

Ἄρθρον 25.

Τὰ νοσοκομειακὰ πλοῖα τὰ χρησιμοποιούμενα ὑπὸ ἐθνικῶν ἐταιρειῶν τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ, ὑπὸ ἐταιρειῶν ἐπισημῶς ἀνεγνωρισμένων ἢ ὑπὸ ἰδιωτῶν οὐδετέρων Κρατῶν θὰ χαίρουν τῆς αὐτῆς ὡς καὶ τὰ στρατιωτικὰ νοσοκομειακὰ πλοῖα προστασίας καὶ θὰ ἐξαιροῦνται τῆς συλλήψεως ὑπὸ τὸν ὄρον ὅτι ἔχουν τεθῆ ὑπὸ τὴν διεύθυνσιν ἐνὸς τῶν ἐν συρράξει Μερῶν, τῇ συγκαταθέσει τῆς ἰδίας αὐτῶν Κυβερνήσεως καὶ τῇ ἀδείᾳ τοῦ Μέρους τούτου, καὶ ἐφ' ὅσον ἐτηρήθησαν αἱ περὶ κοινοποιήσεως διατάξεις τοῦ ἄρθρου 22.

Ἄρθρον 26.

Ἡ προβλεπομένη εἰς τὰ ἄρθρα 22, 24 καὶ 25 προστασία ἰσχύει διὰ τὰ νοσοκομειακὰ πλοῖα πάσης χωρητικότητος καὶ διὰ τὰς ναυαγοσωστικὰς τῶν λέμβους ὅπουδήποτε καὶ ἂν ὄρουν. Οὐχ' ἤττον, ἵνα ἐξασφαλισθῆ τὸ ἀνώτατον δυνατόν ὄριον ἀνέσεως καὶ ἀσφαλείας, τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ προσπαθῶσιν νὰ χρησιμοποιοῦν διὰ τὴν μεταφορὰν τραυματιῶν, ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν ἐπὶ μακρῶν ἀποστάσεων καὶ εἰς τὸ ἀνοικτὸν πέλαγος, νοσοκομειακὰ πλοῖα μικτοῦ ἐκτοπίσματος πλέον τῶν 2.000 τόννων.

Ἄρθρον 27.

ὑπὸ τοὺς αὐτοὺς ὄρους τοὺς προβλεπομένους εἰς τὰ ἄρθρα 22 καὶ 24, τὰ σκάφη τὰ χρησιμοποιούμενα ὑπὸ τοῦ Κράτους ἢ Ἐταιρειῶν βοήθειας ἐπισημῶς ἀνεγνωρισμένων διὰ παρακτίους ναυαγοσωστικὰς ἐπιχειρήσεις θὰ τύχουν ἐπίσης σεβασμοῦ καὶ προστασίας ἐν ᾧ μέτρῳ ἐπιτρέπουσι τοῦτο αἱ ἀνάγκαι τῶν ἐπιχειρήσεων.

Τὸ αὐτὸ θὰ ἰσχύσῃ, κατὰ τὸ δυνατόν, διὰ τὰς παρακτίους μονίμους ἐγκαταστάσεις τὰς ἀποκλειστικῶς ὑπὸ τῶν ἐν λόγῳ σκαφῶν χρησιμοποιουμένων διὰ τὰς ἀνθρωπιστικὰς τῶν ἀποστολάς.

Ἄρθρον 28.

Ἐν περιπτώσει μάχης ἐπὶ πολεμικοῦ πλοίου, τὰ νοσηλευτήριά του θὰ τύχουν σεβασμοῦ καὶ θ' ἀφεθοῦν, κατὰ τὸ δυνατόν, ἔξω τοῦ ἀγῶνος. Τὰ νοσηλευτήρια ταῦτα καὶ τὸ ὑλικὸν των θὰ ὑπόκεινται εἰς τοὺς νόμους τοῦ πολέμου ἀλλὰ δὲν θὰ δύνανται νὰ χρησιμοποιηθοῦν δι' ἄλλους σκοποὺς ἐφ' ὅσον εἶναι ἀναγκαῖα εἰς τοὺς τραυματίας καὶ ἀσθενεῖς. Οὐχ' ἤττον, ὁ κυβερνήτης εἰς τὴν ἐξουσίαν τοῦ ὁποίου περιῆλθον ἐξουσιοδοτεῖται νὰ χρησιμοποιήσῃ αὐτὰ, ἐν περιπτώσει ἐπείγουσας στρατιωτικῆς ἀνάγκης, ἀφοῦ προηγουμένως ἐξασφαλίσῃ τὴν τύχην τῶν ἐκεῖ νοσηλευμένων τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν.

Ἄρθρον 29.

Πᾶν νοσοκομειακὸν πλοῖον εὐρισκόμενον ἐντὸς λιμένος περιερχομένου εἰς χεῖρας τοῦ ἐχθροῦ δικαιούται ν' ἀποπλεύσῃ ἐκεῖθεν.

Ἄρθρον 30.

Τὰ ἐν ἄρθροις 22, 24, 25 καὶ 27 ἀναφερόμενα πλοῖα καὶ σκάφη θέλουσι παράσχη ἀρωγὴν καὶ περίθαλψιν εἰς τοὺς τραυματίας καὶ ἀσθενεῖς ἀδιακρίτως ἐθνικότητος.

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ἀναλαμβάνουν νὰ μὴ χρησιμοποιήσουν τὰ πλοῖα καὶ σκάφη, ταῦτα δι' οἰονδήποτε στρατιωτικὸν σκοπὸν.

Τὰ πλοῖα καὶ σκάφη ταῦτα κατ' οὐδένα τρόπον ἐπιτρέπεται νὰ παρεμποδίσουν τὰς κινήσεις τῶν μαχομένων.

Κατὰ τὴν διάρκειαν καὶ μετὰ τὴν μάχην θὰ ἐνεργοῦν ὑπὸ ἰδίας εὐθύνης ὡς πρὸς τοὺς διατρανομένους ὑπ' αὐτῶν κινήσεις.

Ἄρθρον 31.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ ἔχουν τὸ δικαίωμα ἐλέγχου καὶ νηοφίας ἐπὶ τῶν πλοίων καὶ σκαφῶν περὶ ὧν τὰ ἄρθρα 22, 24, 25 καὶ 27. Θὰ δύνανται ν' ἀρνηθοῦν τὴν συνδρομὴν τῶν πλοίων καὶ σκαφῶν τούτων, νὰ διατάξουν ταῦτα ν' ἀπομακρυνθοῦν, νὰ ἐπιβάλλουν εἰς αὐτὰ καθωρισμένην πορείαν, νὰ ρυθμίσουν τὴν χρῆσιν τοῦ ἀσυρμάτου των καὶ παντὸς ἄλλου μέσου ἐπικοινωνίας των, ἀκόμη δὲ καὶ νὰ κατακρατήσουν αὐτὰ ἐπὶ ἑπτὰ, κατ' ἀνώτατον ὄριον, ἡμέρας ἀπὸ τῆς στιγμῆς τῆς πρώτης πρὸς αὐτὰ κλήσεως, ἐὰν ἡ κρίσιμότης τῶν περιστάσεων τὸ ἀπαιτεῖ.

Δύνανται νὰ τοποθετήσουν προσωρινῶς ἐπὶ τῶν ἐν λόγῳ πλοίων καὶ σκαφῶν ἐπίτροπον οὔτινος ἀποκλειστικῶν ἔργων θὰ εἶναι νὰ ἐξασφαλίσῃ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν βάσει τῶν διατάξεων τῆς προηγουμένης παραγράφου παρεχομένων διαταγῶν.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ ἐγγράψουν, ἐφ' ὅσον ἀποβαίνει δυνατόν, ἐπὶ τοῦ ἡμερολογίου τῶν νοσοκομειακῶν πλοίων, καὶ εἰς γλῶσσαν καταληπτῆν εἰς τὸν κυβερνήτην τοῦ νοσοκομειακοῦ πλοίου, τὰς παρασχεθισομένας αὐτῷ διαταγὰς.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ δύνανται, εἴτε μονομερῶς εἴτε δυνάμει εἰδικῆς συμφωνίας νὰ τοποθετήσουν ἐπὶ τῶν νοσοκομειακῶν τῶν πλοίων οὐδετέρους παρατηρητὰς, οἵτινες νὰ διαπιστοῦν τὴν ἀκριβῆ τήρησιν τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 32.

Ἦ ἀναφερόμενα ἐν ἄρθροις 22, 24, 25, καὶ 27 πλοῖα καὶ σκάφη δὲν ἐξομοιοῦνται πρὸς πολεμικὰ πλοῖα ὅσον ἀφορᾷ τὴν παρμονὴν των ἐντὸς οὐδετέρων λιμένων.

Ἄρθρον 33.

Τὰ ἐμπορικὰ πλοῖα τὰ μετατραπέντα εἰς νοσοκομειακὰ δὲν δύνανται πλέον διαρκουσῶν τῶν ἐχθροπραξιῶν νὰ τύχουν ἄλλης χρησιμοποίησεως.

Ἄρθρον 34.

Ἡ ὀφειλομένη εἰς τὰ νοσοκομειακὰ πλοῖα καὶ τὰ νοσηλευτήρια τῶν πολεμικῶν προστασία παύει μόνον ἂν γίνῃ χρῆσις αὐτῶν πρὸς διενέργειαν ἔξω τῶν ἀνθρωπιστικῶν αὐτῶν καθηκόντων πράξεων ἐπιζημιῶν εἰς τὸν ἐχθρόν. Οὐχ' ἤττον ἡ προστασία θὰ λήξῃ μόνον κατόπιν προειδοποιήσεως ὀριζούσης, ὡσάντις καθίσταται τοῦτο ἐφικτὸν, λογικὴν προθεσίαν καὶ ὅταν ἡ προθεσίμα αὕτη παρέλθῃ ἀπρακτος.

Εἰδικῶς τὰ νοσοκομειακὰ πλοῖα δὲν θὰ δύνανται νὰ κατέχουν ἢ νὰ χρησιμοποιοῦν μυστικὸν κώδικα διὰ τὰς δι' ἀσυρμάτου ἐμπομπὰς των ἢ διὰ τὰς δι' οἰουδήποτε ἄλλου μέσου ἐπικοινωνίας των.

Ἄρθρον 35.

Τὰ κάτωθι γεγονότα δὲν θὰ θεωροῦνται ὡς δυνάμενα νὰ στερήσουν τὰ νοσοκομειακὰ πλοῖα καὶ τὰ νοσηλευτήρια τῶν πολεμικῶν, τῆς ὀφειλομένης πρὸς αὐτὰ προστασίας.

1. Τὸ γεγονὸς ὅτι τὸ προσωπικὸν τῶν πλοίων τούτων καὶ νοσηλευτηρίων εἶναι ὀπλισμένον καὶ χρησιμοποιεῖ τὰ ὅπλα του διὰ τὴν ἀμυνάν του ἢ ἐκείνην τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν του.

2. Ἡ ὑπαρξίς ἐπὶ τοῦ πλοίου συσκευῶν προοριζομένων ἀποκλειστικῶς εἰς τὴν ἐξασφάλισιν τῆς ναυσίπλοιας ἢ τῆς ἐπικοινωνίας.

3. Τὸ γεγονὸς ὅτι ἐπὶ τῶν νοσοκομειακῶν πλοίων ἢ εἰς τὰ νοσηλευτήρια τῶν πολεμικῶν εὐρίσκονται φορητὰ ὅπλα καὶ πυρομαχικὰ ἀφαιρεθέντα ἀπὸ τοὺς τραυματίας, ἀσθενεῖς καὶ ναυαγούς καὶ μὴ ἔχοντα εἰσέτι παραδοθῆ εἰς τὴν ἀρμοδίαν ὑπηρεσίαν.

4. Τὸ γεγονὸς ὅτι ἡ ἀνθρωπιστικὴ δράσις τῶν νοσοκομειακῶν πλοίων καὶ νοσηλευτηρίων τῶν πολεμικῶν πλοίων ἢ τοῦ προσωπικοῦ των ἐπεκτείνεται καὶ εἰς πολίτας τραυματίας, ἀσθενεῖς ἢ ναυαγούς.

5. Τò γεγονόςς ότι τὰ νοσοκομειακά πλοία μεταφέρουν υλικόν και προσωπικόν αποκλειστικώς προοριζόμενον δι' υγειονομικούς σκοπούς πέραν τῶν συνήθων αὐτῶν ἀναγκῶν

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΓ.

Περὶ προσωπικοῦ.

Ἔαρθρον 36.

Τò θρησκευτικόν, ἱατρικόν και νοσοκομειακόν προσωπικόν τῶν νοσοκομειακῶν πλοίων και τò πλήρωμα αὐτῶν θέλουσι τύχη σεβασμοῦ και προστασίας. Δέν ἐπιτρέπεται ἡ σύλληψις τῶν καθ' ὃν χρόνον τελοῦν εἰς τὴν ὑπηρεσίαν τῶν πλοίων τούτων, εἴτε ὑπάρχουν ἐπὶ τοῦ πλοίου τῶν τραυματιῶν και ἀσθενεῖς εἴτε ὄχι.

Ἔαρθρον 37.

Τò θρησκευτικόν, ἱατρικόν και νοσοκομειακόν προσωπικόν τò τελοῦν εἰς τὴν ἱατρικὴν ἢ πνευματικὴν ὑπηρεσίαν τῶν εἰς τὰ ἄρθρα 12 και 13 καθοριζόμενων προσώπων, θὰ τυχερῶς σεβασμοῦ και προστασίας ὡς ἴσους περιέχεται εἰς χεῖρας τοῦ ἐχθροῦ. Θὰ δύναται νὰ συνεχίσῃ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν καθηκόντων του καθ' ὃ διάστημα τοῦτο ἀποβαίνει ἀναγκαῖον διὰ τὴν περίθαλψιν τῶν τραυματιῶν και ἀσθενῶν. Θὰ παλινσταθῇ κατόπιν, εἰθὺς ὡς ὁ ἀρχιστράτηγος ὑπὸ τὴν ἐξουσίαν τοῦ ὀποίου περιῆλθε τò προσωπικόν τοῦτο κρίνη τòτο δυνατόν.

Ἐάν οὐκ ἤττον ἀπέβαινε ἀναγκαῖα ἢ κράτησις μέρους τοῦ προσωπικοῦ τούτου λόγω τῶν υγειονομικῶν ἢ πνευματικῶν ἀναγκῶν τῶν αἰχμαλώτων πολέμου θέλουσιν ληφθῆ ὅλα τὰ μέτρα διὰ τὴν ὅσον ἐνεστι ταχυτέραν ἀποβίβασίν του.

Μετὰ τὴν ἀποβίβασίν του τò κρατηθὲν προσωπικόν θὰ ὑπόκειται εἰς τὰς διατάξεις τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν και ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐστρατείᾳ ἐνόπλων δυνάμειν τῆς 12 Αὐγούστου 1949.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΔ.

Περὶ Ὑγειονομικῶν Μεταφορῶν.

Ἔαρθρον 38.

Τὰ πρὸς τòτο ναυλούμενα πλοία θὰ ἔχουν τò δικαίωμα νὰ μεταφέρουν υλικόν αποκλειστικώς προοριζόμενον διὰ τοὺς τραυματίας και ἀσθενεῖς τῶν ἐνόπλων δυνάμειν ἢ διὰ τὴν πρόληψιν τῶν ἀσθενειῶν, ἐφ' ὅσον οἱ ὅροι τοῦ ταξειδίου τῶν ἔχουν ἀνακοινωθῆ εἰς τὴν ἀντίπαλον Δύναμιν και τύχη τῆς ἐγκρίσεώς της. Ἡ ἀντίπαλος Δύναμις διατηρεῖ τò δικαίωμα ν' ἀσκήσῃ ἐπ' αὐτῶν νηοψίαν οὐχὶ ὁμως νὰ τὰ συλλάβῃ ἢ νὰ κατάσχῃ τò μεταφερόμενον υλικόν.

Κατόπιν συμφωνίας τῶν ἐν συρράξει Μερῶν οὐδέτεροι παρατηρηταὶ θὰ δύναται νὰ τοποθετηθοῦν ἐπὶ τῶν πλοίων τούτων πρὸς ἔλεγγον τοῦ μεταφερομένου υλικοῦ. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον τò ἐν λόγω υλικόν θὰ δεῖσθαι νὰ εἶναι εὐκόλως προσιτόν.

Ἔαρθρον 39.

Τὰ υγειονομικά ἀεροσκάφη, δηλαδὴ τὰ ἀεροσκάφη τὰ ἀποκλειστικώς χρησιμοποιούμενα διὰ τὴν ἐκκένωσιν τῶν τραυματιῶν και ἀσθενῶν, ὡς και διὰ τὴν μεταφορὰν, τοῦ υγειονομικοῦ προσωπικοῦ και υλικοῦ, δέν θὰ γίνουσιν ἀντικείμενον ἐπιθέσεως ἀλλὰ θὰ εἶναι σεβαστὰ εἰς τοὺς ἐμπόλους κατὰ τὰς πτήσεις τὰς ὅποιαι θὰ ἐκτελοῦν εἰς ὑψη, εἰς ὥρας και κατὰ διαδρομάς, αἵτινες θέλουσιν εἰδικῶς συμφωνηθῆ μετὰ τῶν ἄλλων τῶν ἐνδιαφερομένων ἐν συρράξει Μερῶν.

Θὰ φέρουσιν, κατὰ τρόπον λίαν ὁρατῶν, τò προβλεπόμενον ὑπὸ τοῦ ἀρθρου 38 διακριτικὸν σῆμα, πλησίον τῶν εθνικῶν τῶν χρωμάτων ἐπὶ τῶν κάτω, ἄνω και πλαγιῶν ἐπιφανειῶν. Θὰ εἶναι ἐφοδισμένα μετὰ οὐρανίοντες ἢ ἄλλων μέσων σφύρης

σεως ἢ μέσον ἀναγνωρίσεως, ὅπερ ἤθελε καθορισθῆ διὰ συμφωνίας μετὰ τῶν ἐν συρράξει Μερῶν, εἴτε κατὰ τὴν ἀρχὴν, εἴτε διαρκουστῶν τῶν ἐχθροπραξιῶν.

Πλὴν ἀντιθέτου συμφωνίας, θ' ἀπαγορεύεται ἡ ὑπερπτήσεις ἐδάφους ἐχθρικοῦ ἢ κατεχομένου ὑπὸ τοῦ ἐχθροῦ.

Τὰ υγειονομικά ἀεροσκάφη θὰ ὀφείλουσιν νὰ ὑπακούουσιν εἰς πᾶσαν κλήσιν προσγειώσεως. Εἰς περιπτώσιν τριακτῆς ἐπιβεβλημένης προσγειώσεως τò ἀεροσκάφος μετὰ τῶν ἐπιβαλόντων αὐτοῦ θὰ δικαιούται νὰ συνεχίσῃ τὴν πτήσιν του κατόπιν ἐνδεχομένου ἐλέγχου.

Εἰς περιπτώσιν τυχαίας προσγειώσεως ἢ προσθαλασσιώσεως ἐπὶ ἐδάφους ἐχθρικοῦ ἢ κατεχομένου ὑπὸ τοῦ ἐχθροῦ, οἱ τραυματῖαι ἀθηνεῖς και ναυαγοὶ ὡς και τò πλήρωμα τοῦ ἀεροσκάφους, θὰ εἶναι αἰχμαλῶτοι πολέμου. Τò υγειονομικόν προσωπικόν θὰ τύχῃ μεταχειρίσεως συμφῶνως πρὸς τὰ διαλαμβανόμενα εἰς τὰ ἄρθρα 36 και 37.

Ἔαρθρον 40.

Τὰ υγειονομικά ἀεροσκάφη τῶν ἐν συρράξει Μερῶν θὰ δύναται ὑπὸ ἐπιφύλαξιν τῆς δευτέρας παραγράφου, νὰ υπερπίπτανται τοῦ ἐδάφους τῶν οὐδετέρων Δυνάμειν και νὰ προσγειῶνται ἢ προσθαλασσῶνται ἐπ' αὐτοῦ, εἴτε εἰς περιπτώσιν ἀνάγκης εἴτε πρὸς στάθμευσιν. Ὀφείλουσιν νὰ προσιδοῦσιν τὰς οὐδέτερας Δυνάμεις περὶ τῆς ἀνωθεν τῶν ἐδαφῶν τῶν διόδου, και νὰ ὑπακούουσιν εἰς πᾶσαν διαταγὴν προσγειώσεως ἢ προσθαλασσιώσεως. Θὰ προστατεύονται ἐναντι ἐπιθέσεως μόνον ἐφ' ὅσον ἵπτανται εἰς ὑψη, ὥρας και βάσει δρομολογίου εἰδικῶς συμφωνημένα μετὰ τῶν ἐν συρράξει Μερῶν, και τῶν ἐνδιαφερομένων οὐδετέρων Δυνάμειν.

Οὐκ ἤττον, αἱ οὐδέτεροι Δυνάμεις θὰ δύναται νὰ καθορίσουσιν ὄρους ἢ περιορισμούς ὡς πρὸς τὴν ὑπερπτήσιν τῶν ἐδαφῶν τῶν ἢ τὴν προσγειώσιν τῶν υγειονομικῶν ἀεροσκαφῶν. Οἱ ἐνδεχόμενοι αὐτοὶ ὄροι ἢ περιορισμοὶ θὰ ἐφαρμόζονται ἐξ ἴσου δι' ὅλα τὰ ἐν συρράξει Μέρη.

Οἱ τραυματῖαι, ἀσθενεῖς ἢ ναυαγοὶ οἵτινες θ' ἀποβιβάζονται, μετὰ τὴν συγκατάθεσιν τῶν τοπικῶν ἀρχῶν, ἐπὶ οὐδετέρου ἐδάφους ἀπὸ υγειονομικῶν ἀεροσκάφους δέον, πλὴν ἀντιθέτου συμφωνίας τοῦ οὐδετέρου Κράτους και τῶν ἐν συρράξει Μερῶν νὰ κρατοῦνται ὑπὸ τοῦ οὐδετέρου Κράτους ὡς ἴσους τούτο ἀπαιτεῖ τò διεθνὲς δίκαιον, ὅστε νὰ μὴ δυναθοῦσιν οὗτοι νὰ λάβουσιν ἐκ νέου μέρος εἰς τὰς πολεμικὰς ἐπιχειρήσεις. Αἱ δαπάναι νοσηλείας και περιορισμοῦ θὰ εἶναι εἰς βάρος τῆς Δυνάμειν ἐκ τῆς ὁποίας ἐξαρτῶνται οἱ τραυματῖαι ἀσθενεῖς ἢ ναυαγοὶ.

Ἔαρθρον 41.

Τò ἐμβλήμα τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ ἐπὶ βάθους λευκοῦ θὰ τίθεται, ὑπὸ τὸν ἔλεγγον τῆς ἀριμοδίας στρατιωτικῆς ἀρχῆς ἐπὶ τῶν σημαίων τῶν περιβραχιονίων ὡς και ἐφ' ὄλου τοῦ ἀνήκοντος εἰς τὴν υγειονομικὴν ὑπηρεσίαν υλικοῦ.

Οὐκ ἤττον, διὰ τὰς χῶρας αἵτινες χρησιμοποιοῦσιν ἤδη ὡς διακριτικὸν σῆμα, ἀντὶ τοῦ ἐρυθροῦ σταυροῦ τὴν ἐρυθρὰν ἡμισέληνον ἢ τὸν ἐρυθρὸν λέοντα και ἤλιον, ἐπὶ βάθους λευκοῦ, τὰ ἐμβλήματα ταῦτα τυχερῶς ἐπίσης δεκτὰ ὑπὸ τῆν ἐννοιαν τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἔαρθρον 42.

Τò προσωπικόν περὶ ὃ πρᾶγματεῦνται τὰ ἄρθρα 36 και 37, θὰ φέρῃ εἰς τὸν ἀριστερὸν βραχιόνιο περιβραχιόνιον, ἀντέγον εἰς τὴν ὑγρασίαν, φέρον τò διακριτικὸν σῆμα. ὅπερ θέλει παραδόσθαι πρὸς αὐτὸ ἐσφαρισμένον ἢ στρατιωτικὴ ἄρχη.

Τò προσωπικόν τοῦτο, πλὴν τῆς προβλεπόμενης ὑπὸ τοῦ ἀρθρου 19 πινακίδος ταυτότητος, θὰ φέρῃ ἐπίσης εἰδικὸν δελτίον ταυτότητος μετὰ τò διακριτικὸν σῆμα. Τò δελτίον τοῦτο πρέπει ν' ἀντέχῃ εἰς τὴν ὑγρασίαν και νὰ εἶναι διαστάσεων ἐπιτροπευσῶν τὴν ἐνθυλάκωσιν. Θὰ εἶναι συνεταγμένον εἰς τὴν ἐθνικὴν γλῶσσαν. Ἡ ἀναμέτρηση τοῦλάχιστον τὸ ὑποχρεωτικόν, τὴν ἑμερομηνίαν γεννήσεως, τὴν βαρύνουσαν

και τον αριθμόν μητρώου του δικαιούχου. Η ταυτότης θα καθοριζήν υπό ποιάν ιδιότητα έχει ο δικαιούχος δικαίωμα εις την προστασίαν της παρούσης Συμβάσεως. Θα φέρη την φωτογραφίαν του κατόχου και επί πλέον, είτε την υπογραφήν είτε τα δακτυλικά αποτυπώματα αυτού, είτε και ἀμφότερα. Θα φέρη την ἀνάγλυφον σφραγίδα της στρατιωτικής ἀρχῆς.

Τὰ δελτία ταυτότητος δέον νά εἶναι ὁμοίομορφα εἰς ἕκαστον στρατόν, καί κατά τὸ δυνατόν τοῦ αὐτοῦ τύπου διὰ τοῦς στρατούς ὄλων τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν. Τὰ ἐν συρράξει Μέρη δύνανται νά λάβουν ὡς βάσιν τὸ συναπτόμενον τῆ παρούσης Συμβάσεως ὑπόδειγμα. Θέλουν κοινοποιήσῃ πρὸς ἄλληλα, κατὰ τὴν ἀρχὴν τῶν ἐχθροπραξιῶν τὸν τύπον τὸν ὁποῖον χρησιμοποιοῦν. Ἐκαστον δελτίον ταυτότητος θέλει εἰ δυνατόν ἐκδοθῆ εἰς δύο τοῦλάχιστον ἀντίτυπα, ὧν τὸ ἐν θά κρατηθῆ ὑπὸ τῆς ἐκδοσάσης Δυνάμεως.

Ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει δύναται τὸ ἀνωτέρω μνημονεύομενον προσωπικόν νά στερηθῆ οὔτε τοῦ διακριτικοῦ του σήματος, οὔτε τοῦ δελτίου ταυτότητος οὔτε τοῦ δικαιώματος νά φέρη τὸ περιβραχιόνιον του. Εἰς περίπτωσιν ἀπωλείας θά δικαιωθῆ νά λάβῃ διπλότυπον τοῦ δελτίου καὶ νά εἰς διακριτικά σήματα εἰς ἀντικατάστασιν τῶν ἀπωλεσθέντων.

Ἄρθρον 43.

Τὰ εἰς τὰ ἄρθρα 22, 24, 25, καὶ 27 ἀναφερόμενα πλοῖα καὶ μικρὰ σκάφη θά διακρίνωνται ὡς ἑξῆς :

α) ὕλαι αἱ ἐξωτερικαὶ τῶν ἐπιφάνειαι θά εἶναι λευκαί.
β) εἰς ἡ πλείονες σταυροὶ βαθέως ἐρυθροῦ χρώματος καὶ ὅσον τὸ δυνατόν μεγαλύτεροι θά εἶναι σχεδιασμένοι ἐφ' ἑκάστης πλευρᾶς τοῦ σκάφους ὡς καὶ ἐπὶ τῶν ὀριζοντίων ἐπιφανειῶν τῶν εἰς τρόπον ὥστε νά ἐξασφαλισθῆ ἡ καλύτερα δυνατὴ ὁρατότης ἀπὸ ἀέρος καὶ ἀπὸ θαλάσσης.

Ὅλα τὰ νοσοκομειακά πλοῖα θά ἐπιτυγχάνουν τὴν ἀναγνώρισίν των διὰ τῆς ὑψώσεως τῆς ἐθνικῆς τῶν σημαίας καὶ, ἐπὶ πλέον, ἐάν ἀνήκουν εἰς οὐδέτερον Κράτος, τῆς σημαίας τοῦ ἐν συρράξει Μέρους εἰς τὴν ὑπηρεσίαν τοῦ ὁποῖου ἐτέθησαν. Λευκὴ σημαία μετ' ἐρυθρόν σταυρόν ὀφείλει νά κυματίζῃ ὅσο τὸν δυνατόν ὑψηλότερον ἐπὶ τοῦ μεγάλου ἰστού.

Αἱ ναυαγοσωστικαὶ λέμβοι τῶν νοσοκομειακῶν πλοίων, αἱ παράκτιοι ναυαγοσωστικαὶ λέμβοι καὶ ὅλα τὰ πλοῖα καὶ τὰ χρησιμοποιούμενα ὑπὸ τῆς Ὑγειονομικῆς Ὑπηρεσίας θά εἶναι χρώματος λευκοῦ μετὰ βαθυχρόου ἐρυθροῦ σταυροῦ σφαιρῶς ὀρατοῦ καὶ γενικῶς, τὰ ὡς ἄνω θεσπιζόμενα ὡς πρὸς τὰ μέσα ἀναγνωρίσεως τῶν νοσοκομειακῶν πλοίων θά ἔχωσι καὶ ὡς πρὸς ταῦτα ἐφαρμογήν.

Τ' ἀνωτέρω ἀναφερόμενα πλοῖα καὶ σκάφη, προκειμένου νά ἐξασφαλίσουν νύκτωρ ἢ ἐν καιρῷ περιορισμένης ὁρατότητος τὴν προστασίαν τῆς ὁποίας δικαιούνται, δέον μετ' τὴν συγκατάθεσιν τοῦ ἐν συρράξει μέρους εἰς τὴν δύναμιν τοῦ ὁποῖου ἀνήκουν, νά λάβουν τ' ἀναγκαῖα μέτρα ἵνα καταστήσουν τὸ χρώμα των καὶ τὰ διακριτικά των σήματα ἐπαρκῶς ἐμφανῆ.

Τὰ δυνάμει τοῦ ἄρθρου 31 προσωρινῶς κατακρατούμενα ὑπὸ τοῦ ἐχθροῦ νοσοκομειακά πλοῖα ὀφείλουν νά ὑποστῆλουν τὴν σημαίαν τοῦ ἐν συρράξει Μέρους εἰς τὴν ὑπηρεσίαν τοῦ ὁποῖου τελοῦν ἢ τοῦ ὁποῖου ἐδέχθησαν τὴν διεύθυνσιν.

Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν προηγουμένης ἀνακοινώσεως πρὸς ὅλα τὰ ἐνδιαφερόμενα ἐν συρράξει Μέρη, δύναται νά ἐπιτραπῆ εἰς τὰς παρακτίους ναυαγοσωστικὰς λέμβους, ἐφ' ὅσον συνεχίσουν τὴν δράσιν των τῆ συγκαταθέσει τῆς κατεχούσης Δυνάμεως ἀπὸ κατεχομένης βάσεως, νά ἐξακολουθήσουν φέρουσαι τὰ ἐθνικά των χρώματα ὁμοῦ μετὰ τῆς σημαίας τοῦ ἐρυθροῦ σταυροῦ.

Ἄπασαι αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου αἰ ἀφορῶσαι τὸ ἔμβλημα τοῦ ἐρυθροῦ σταυροῦ ἐφαρμόζονται ἐπίσης καὶ ὡς πρὸς τὰ ἄλλα ἔμβλήματα τ' ἀναφερόμενα εἰς τὸ ἄρθρον 41.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη ὀφείλουν, ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν νά γαυριάζουσαν προσπαθεῖν ἵνα συνάξουν συμφωνίαν διὰ τὴν

χρησιμοποίησιν τῶν μᾶλλον συγχρονισμένων εἰς διάθεσιν των μεθόδων πρὸς διευκόλυνσιν τῆς ἀναγνωρίσεως τῶν ἐν τῷ παρόντι ἄρθρῳ ἀναφερομένων πλοίων καὶ σκαφῶν.

Ἄρθρον 44.

Τὰ προβλεπόμενα ἐν ἄρθρῳ 43 διακριτικὰ σημεῖα δύνανται νά χρησιμοποιηθοῦν, ἐν καιρῷ εἰρήνης ὅπως καὶ ἐν καιρῷ πολέμου μόνον διὰ τὴν σηματοδότησιν τῆς προστασίας τῶν ἐν αὐτῷ ἀναφερομένων σκαφῶν, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν περιπτώσεων, αἵτινες θά προβλέποντο ἐνδεχομένως ὑπὸ ἄλλης Συμβάσεως ἢ ὑπὸ συμφωνίας μεταξὺ ὄλων τῶν ἐνδιαφερομένων ἐν συρράξει Μερῶν.

Ἄρθρον 45.

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη τῶν ὁποίων ἡ νομοθεσία δὲν θά ἦτο ἀπὸ τοῦδε ἐπαρκής, θέλουσιν λάβῃ τ' ἀναγκαῖα μέτρα ἵνα παρεμποδίσουν καὶ τιμωρήσουν ὅποτεδήποτε πᾶσαν ἀυθαίρετον χρῆσιν τῶν προβλεπομένων ἐν ἄρθρῳ 43 διακριτικῶν σημάτων.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Γ' Η

Περὶ ἐφαρμογῆς τῆς συμβάσεως

Ἄρθρον 46.

Ἐκαστον τῶν ἐν συρράξει Μερῶν θά ἐπιμεληθῆ, διὰ τῶν ἀρχηγῶν τοῦ στρατοῦ του τῆς ἐκτελέσεως τῶν προηγουμένων ἄρθρων, ὡς καὶ τῶν ἀπροβλεπτῶν περιπτώσεων, συμφωνῶς πρὸς τὰς γενικὰς ἀρχὰς τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 47.

Ἄπαγορεύονται τ' ἀντίποινα κατὰ τῶν τραυματιῶν, ἀσθενῶν, ναυαγῶν, τοῦ προσωπικοῦ, τῶν σκαφῶν ἢ τοῦ ὕλικου τοῦ προστατευομένου ὑπὸ τῆς Συμβάσεως.

Ἄρθρον 48.

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ἀναλαμβάνουσι, ἐν ἕκαστον ἐν τῇ χώρᾳ του, νά διαδώσουν ὅσον τὸ δυνατόν εὐρύτερον, ἐν καιρῷ εἰρήνης καὶ ἐν καιρῷ πολέμου τὸ κείμενον τῆς παρούσης Συμβάσεως, καὶ εἰδικῶς νά συμπεριλάβουν τὴν μελέτην αὐτῆς εἰς τὰ προγράμματα στρατιωτικῆς καὶ εἰ, δυνατόν, πολιτικῆς ἐκπαιδεύσεως εἰς τρόπον ὥστε νά εἶναι γνωσταὶ αἱ βασικαὶ αὐτῆς ἀρχαὶ εἰς τὸ σύνολον τοῦ πληθυσμοῦ, εἰδικῶς δὲ εἰς τὰς μηχανίους ἐνόπλους δυνάμεις, τὸ ὑγειονομικόν προσωπικόν καὶ τοὺς στρατιωτικὸς ἱερεῖς.

Ἄρθρον 49.

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θά κοινοποιήσουν πρὸς ἄλληλα, μέσῳ τοῦ Ἑλβετικοῦ Ὁμοσπονδιακοῦ Συμβουλίου καὶ, διαρκουστῶν τῶν ἐχθροπραξιῶν, μέσῳ τῶν προστατιῶν Δυνάμεων, τὰς ἐπισήμους μεταφράσεις τῆς παρούσης Συμβάσεως ὡς καὶ τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοὺς ὁποῖους ἤθελεν θεσπίσῃ πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς ἐφαρμογῆς αὐτῆς.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VIII

Καταστολὴ τῶν καταχρήσεων καὶ παραβάσεων

Ἄρθρον 50.

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ὑποχρεοῦνται ἅπαντα νά λάβουν τ' ἀναγκαῖα νομοθετικὰ μέτρα διὰ τὸν καθορισμὸν τῶν κυρώσεων τῶν ἐπιβλητέων εἰς τὰ πρόσωπα, ἅτινα προέβησαν ἢ ἔδωσαν εἰς ἄλλους διαταγὴν νά προβοῦν εἰς οἰανδήποτε σοβαρὰν παραβάσιν τῆς παρούσης Συμβάσεως ὡς αἰ παραβάσεις εἴναι καθορίζονται εἰς τὸ ἐπόμενον ἄρθρον.

Ἐκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος θά ἔχη τὴν ὑποχρέωσιν ν' ἀναζητήσῃ τὰ πρόσωπα τὰ κατηγορούμενα ὅτι προέβησαν ἢ ἔδωσαν εἰς ἄλλους διαταγὴν νά προβοῦν εἰς οἰανδήποτε τῶν σοβαρῶν τοῦτων παραβάσεων καὶ ὀφείλει νά πρηξέται, τὰ πρόσωπα ταῦτα ἐνώπιον τῶν Δικαστηρίων

του, οιαδήποτε και αν είναι ή εθνικότητος των. Δύναται επίσης, εάν τὸ προτιμᾷ, καὶ ὑπὸ τοὺς προβλεπομένους ὑπὸ τῆς ἰδίας αὐτοῦ νομοθεσίας ὄρους, νὰ παραδώσῃ τὰ εἰρημένα πρόσωπα πρὸς ἐκδίκασιν εἰς ἕτερον Συμβαλλόμενον Μέρος, τὸ ὁποῖον ἐνδιαφέρεται διὰ τὴν διώξιν των, ἐφ' ὅσον τὸ Συμβαλλόμενον τοῦτο Μέρος ἔχει ἐναντίον των ἑπαρκεῖς λόγους διώξεως.

"Ἐκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος θὰ λάβῃ τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν κατάπausιν ἐνεργειῶν ἀντικειμένων εἰς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως, καὶ πέραν τῶν σοβαρῶν παραβάσεων, αἰτίνας καθορίζονται εἰς τὸ ἐπόμενον ἄρθρον.

Εἰς πᾶσαν περίστασιν οἱ μὴνοῦμενοι θ' ἀπολαμβάνουν ἐγγυήσεων δικονομικῶν καὶ ἐλευθέρως ὑπερασπίσεως οὐχὶ κατωτέρων τῶν προβλεπομένων εἰς τὰ ἄρθρα 105 καὶ ἐπόμενα τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεῆς περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου τῆς 12ης Ἀυγούστου 1949.

"Ἄρθρον 51.

Αἱ σοβαραὶ παραβάσεις περὶ τῶν ὁποίων πραγματεύεται τὸ προηγούμενον ἄρθρον εἶναι ἐκείναι αἰτίνας συνεπάγονται οἰανδήποτε τῶν ἀκολουθῶν πράξεων ἐφ' ὅσον διαπράττονται ἐναντίον προσώπων ἢ πραγμάτων προστατευομένων ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἐκ προθέσεως φόνος, βάσανος ἢ ἀλλῆ ἀπ᾿ἀνθρώπου μεταχειρίσις περιλαμβανομένων τῶν βιολογικῶν πειραμάτων, ἐκ προθέσεως πρόκλησις μεγάλης ὀδύνης ἢ σοβαρὰ προσβολὴ κατὰ τῆς σωματικῆς ἀκεραιότητος ἢ ὑγείας, καταστροφὴ ἢ ἰδιοποιήσις ἀγαθῶν μὴ δικαιολογούμενη ὑπὸ στρατιωτικῶν ἀναγκῶν καὶ λαμβάνουσα χώραν εἰς μεγάλην κλίμακα κατὰ τρόπον παράνομον καὶ ἀυθαίρετον.

"Ἄρθρον 52.

Οὐδὲν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν δύναται ν' ἀπαλλάξῃ ἑαυτὸ, οὐδὲ νὰ ἀπαλλάξῃ ἕτερον Συμβαλλόμενον Μέρος τῶν εὐθυνῶν, ἅς αὐτὸ τοῦτο ἢ ἄλλο Συμβαλλόμενον Μέρος ὑπέχουν λόγῳ τῶν εἰς τὸ προηγούμενον ἄρθρον προβλεπομένων παραβάσεων.

"Ἄρθρον 53.

Αἰτήσῃ ἐνός τῶν ἐν συρράξει Μερῶν, θὰ διεξαχθῇ ἀνάκρισις, ἥς ὁ τρόπος ἐνεργείας θὰ καθορισθῇ ὑπὸ τῶν ἐνδιαφερομένων Μερῶν, ἐπὶ πάσης καταγγελίας περὶ παραβάσεως τῆς Συμβάσεως.

Ἐὰν δὲν ἐπέλθῃ συμφωνία ἐπὶ τῆς διαδικασίας τῆς ἀνακρίσεως, τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ συνεννοηθοῦν διὰ τὴν ἐκλογὴν διαιτητοῦ, ὅστις θ' ἀποφασίσῃ περὶ τῆς ἀκολουθητέας διαδικασίας.

"Ἀπαξ διαπιστωθῇ ἡ παράβασις τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ θέσουν τέρμα εἰς αὐτὴν καὶ θὰ ἐπιβάλλουν ὅσον τὸ δυνατόν ταχύτερον τὰς δεούσας κυρώσεις.

Τελικαὶ Διατάξεις.

"Ἄρθρον 54.

"Ἡ παρούσα Σύμβασις ἐγένετο εἰς τὴν γαλλικὴν καὶ τὴν ἀγγλικὴν. Ἀμφότερα τὰ κείμενα εἶναι ἐξ ἴσου ἀσθεντικά.

Τὸ Ἑλβετικὸν Ὀμοσπονδιακὸν Συμβούλιον θέλει μεριμνήσῃ διὰ τὰς ἐπισήμους μεταφράσεις τῆς Συμβάσεως εἰς τὴν ρωσικὴν καὶ τὴν ἰσπανικὴν γλῶσσαν.

"Ἄρθρον 55.

"Ἡ παρούσα Σύμβασις, ἥτις θὰ φέρῃ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς σήμερον, δύναται μέχρι τῆς 12ης Φεβρουαρίου 1950 νὰ υπογραφῇ ἐν ὀνόματι τῶν Δυνάμεων τῶν ἀντιπροσωπευθεισῶν εἰς τὴν Συνδιάσκεψιν, ἥτις συνήλθεν ἐν Γενεύῃ τὴν 21ην Ἀπριλίου 1949 ὡς καὶ τῶν Δυνάμεων, αἰτίνας δὲν ἀντιπροσωπεύθησαν μὲν εἰς τὴν Συνδιάσκεψιν μετέχουν ὅμως εἰς τὴν Δεκάτην Σύμβασιν τῆς Χάγης τῆς 18ης Ὀκτωβρίου 1907 περὶ προσαρμογῆς εἰς τὸν κατὰ θάλασσαν πόλεμον τῶν ἀρχῶν τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεῆς τοῦ 1906, ἢ τὰς Συμβάσεις τῆς Γενεῆς τοῦ 1864, τοῦ 1906 ἢ τοῦ 1929 περὶ προσάρσεως τῆς

τύχης τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατείᾳ στρατευμάτων.

"Ἄρθρον 56.

"Ἡ παρούσα Σύμβασις θὰ ἐπικυρωθῇ ὅσον τὸ δυνατόν συντομότερον αἰ δὲ ἐπικυρώσεις τῆς θὰ κατατεθοῦν ἐν Βέρνη.

Δι' ἐκάστην κατάθεσιν ὀργάνου ἐπικυρώσεως θέλει συναχθῇ πρωτόκολλον οὐτινος ἀκριβῆς ἀντίγραφον θέλει ἐπιδοθῇ ὑπὸ τοῦ Ἑλβετικῶ Ὀμοσπονδιακοῦ Συμβουλίου πρὸς ἅλας τὰς Δυνάμεις ἐπ' ὀνόματι τῶν ὁποίων θὰ ἔχῃ ὑπογραφή ἢ Σύμβασις ἢ τῶν ὁποίων θὰ ἔχῃ κοινοποιηθῇ ἢ προσχωρήσεις.

"Ἄρθρον 57.

"Ἡ παρούσα Σύμβασις θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ἐξ ἡμερῶν μετὰ τὴν κατάθεσιν δύο τοῦλάχιστον ὀργάνων ἐπικυρώσεως.

Κατόπιν, θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ δι' ἕκαστον Ὑψηλὸν Συμβαλλόμενον Μέρος ἐξ ἡμερῶν μετὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ ὀργάνου ἐπικυρώσεως αὐτοῦ.

"Ἄρθρον 58.

"Ἡ παρούσα Σύμβασις ἀντικαθιστᾷ, εἰς τὰς μεταξὺ τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν σχέσεις, τὴν Δεκάτην Σύμβασιν τῆς Χάγης τῆς 18ης Ὀκτωβρίου 1907 περὶ προσαρμογῆς εἰς τὸν κατὰ θάλασσαν πόλεμον τῶν ἀρχῶν τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεῆς τοῦ 1906.

"Ἄρθρον 59.

"Ἡ παρούσα Σύμβασις θὰ εἶναι, ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ἰσχύος τῆς ἀνοικτῆ εἰς τὴν προσχωρήσιν πάσης Δυνάμεως ἐπ' ὀνόματι τῆς ὁποίας δὲν ἔχει ὑπογραφή.

"Ἄρθρον 60.

Αἱ προσχωρήσεις θὰ κοινοποιῶνται ἐγγράφως εἰς τὸ Ἑλβετικὸν Ὀμοσπονδιακὸν Συμβούλιον καὶ θὰ καθίστανται ἐνεργοὶ ἐξ ἡμερῶν μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν θὰ τῷ ἔχουσιν περιέλθῃ.

Τὸ Ἑλβετικὸν Ὀμοσπονδιακὸν Συμβούλιον θὰ ἀνακοινώσῃ τὰς προσχωρήσεις πρὸς ἅλας τὰς Δυνάμεις ἐπ' ὀνόματι τῶν ὁποίων ἔχει ὑπογραφή ἢ Σύμβασις ἢ τῶν ὁποίων ἔχει κοινοποιηθῇ ἢ προσχωρήσις.

"Ἄρθρον 61.

Αἱ εἰς τὰ ἄρθρα 2 καὶ 3 προβλεπόμεναι καταστάσεις θὰ προσδώσου ἄμεσον ἰσχύϊ εἰς τὰς πρὸ ἢ μετὰ τὴν ἐναρξιν τῶν ἐχθροπραξιών ἢ τῆς κατοχῆς κατατεινόμεναι ἐπικυρώσεις καὶ κοινοποιηθεῖσας προσχωρήσεις τῶν ἐν συρράξει Μερῶν. Ἡ κοινοποίησις τῶν ληφθεισομένων ἐπικυρώσεων ἢ προσχωρήσεων τῶν ἐν συρράξει Μερῶν θὰ γίνηται ὑπὸ τοῦ Ἑλβετικῶ Ὀμοσπονδιακοῦ Συμβουλίου διὰ τῆς ταχυτέρας ὁδοῦ.

"Ἄρθρον 62.

"Ἐκαστον τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ καταγγείλῃ τὴν παρούσαν Σύμβασιν.

"Ἡ καταγγελία θὰ κοινοποιῆται ἐγγράφως πρὸς τὸ Ἑλβετικὸν Ὀμοσπονδιακὸν Συμβούλιον, ὅπερ θ' ἀνακοινώσῃ τὴν κοινοποίησιν πρὸς τὰς Κυβερνήσεις ὅλων τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

"Ἡ καταγγελία θὰ καθίσταται ἐνεργὸς ἐν ἔτος μετὰ τὴν κοινοποίησιν τῆς πρὸς τὸ Ἑλβετικὸν Ὀμοσπονδιακὸν Συμβούλιον. Οὐχ ἦττον, καταγγελία κοινοποιηθεῖσα καθ' ἑν χρόνον ἢ καταγγέλουσα Δύναμις ἔχει ἐμπλακὴ εἰς σύρραξιν δὲν καθίσταται ἐνεργὸς ἐφ' ὅσον δὲν θὰ ἔχῃ συναρτῆ εἰρήνη· καὶ ἐν οὐδεμίᾳ περιπτώσει πρὸ τοῦ τερματισμοῦ τοῦ ἔργου ἀπελευθερώσεως καὶ ἐπαναπατρισμοῦ τῶν προστατευομένων ὑπὸ τῆς Συμβάσεως προσώπων.

"Ἡ καταγγελία θὰ ἰσχύη μόνον ἐναντι τῆς καταγγελομένης Δυνάμεως. Αὕτη οὐδεμίαν θὰ ἔχῃ ἐπίδρασιν ἐπὶ τῶν ἐπικυρώσεων, ἅς τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ παραμένουν ὑπόγειον νὰ ἐπικυρώσουσι δυνάμει τῶν ἀρχῶν τῶν ἀσθενῶν δι-

καίου ως αὐταὶ προκύπτουν ἐκ τῶν παραδεδομένων μεταξὺ τῶν πεπολιτισμένων ἔθνων ἠθίμων, τῶν κανόνων ἀνθρωπισμοῦ καὶ τῶν ἀπαιτήσεων τῆς δημοσίας συνειδήσεως.

Ἄρθρον 63.

Τὸ Ἑλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον θὰ μεριμνήσῃ διὰ τὴν καταχώρησιν τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τὴν Γραμματεῖαν τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν. Τὸ Ἑλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον θὰ πληροφρήσῃ ἐπίσης τὴν Γραμματεῖαν τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν περὶ τῶν ἐπικυρώσεων, προσχωρήσεων καὶ καταγγελσιῶν ἕως θὰ λάβῃ, περὶ τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἐφ' ὧ, οἱ ὑπογεγραμμένοι, ἔχοντες καταθέσῃ εἰς ἕκαστος τὰ πληρεξούσια του, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

Ἐγένετο ἐν Γενεύῃ τὴν 12ην Αὐγούστου 1949, εἰς τὴν γαλλικὴν καὶ ἀγγλικὴν γλῶσσαν, τοῦ πρωτοτύπου μέλλοντος νὰ κατατεθῇ εἰς τὰ Ἀρχεῖα τῆς Ἑλβετικῆς Ὁμοσπονδίας. Τὸ Ἑλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον θὰ διαβιβάσῃ ἀκριβῆς ἀντίγραφον τῆς Συμβάσεως εἰς ἕκαστον τῶν ὑπογραψάντων Κρατῶν ὡς καὶ εἰς τὰ Κράτη, ἅτινα θὰ ἔχουν προσχωρήσῃ εἰς τὴν Σύμβασιν.

Διὰ τὸ Ἀφγανιστάν :

M. OSMAN AMIRI

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἀλβανίας :

I. MALO (μετὰ τῶν συνημμένων ἐπιφυλάξεων ἐπὶ τοῦ ἄρθρ. 10) (1).

Διὰ τὴν Ἀργεντινὴν :

ΓΚΟΥΓΙΑΙΕΡΜΟ Α. ΣΠΕΡΟΝΙ (Μετὰ τῶν συνημμένων ἐπιφυλάξεων) (2).

Διὰ τὴν Αὐστραλίαν :

NORMAN P. MITCHELL ὑπὸ αἵρεσιν ἐπικυρώσεως (3)

Διὰ τὴν Αὐστρίαν :

BIATMAN

Διὰ τὸ Βέλγιον :

ΜΩΡΙΣ ΜΠΟΥΡΚΕΝ

Διὰ τὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Λευκορωσσίας.

Μετ' ἐπιφυλάξεων ἐπὶ τοῦ ἄρθρ. 10 (4)

Ὁ Ἀρχηγὸς τῆς Ἀντιπροσωπείας I. ΚΟΥΓΙΤΣΕΝΙΚΟΒ

Διὰ τὴν Βολιβίαν :

G. MENTE-I-POΣ

Διὰ τὴν Βραζιλίαν :

ΙΩΑΟ ΠΙΝΤΑ ΝΤΑ ΣΙΑΒΑ

Στρατηγὸς ΦΛΟΡΙΑΝΟ ΝΤΕ ΛΙΜΑ ΜΠΡΑΥΝΕΡ

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Βουλγαρίας :

Μετὰ τῶν συνημμένων ἐπιφυλάξεων.

K. B. ΣΒΕΤΑΟΦ

Διὰ τὸν Καναδᾶν :

ΜΑΞ Χ. ΟΥΕΡΣΧΟΦ

Διὰ τὴν Κεϋλάνην :

G. ΚΟΟΜΑΡΑΣΒΑΜΓΙ

Διὰ τὴν Κίην :

Φ. ΣΙΣΤΕΡΝΑΣ ΟΡΤΙΖ

Διὰ τὴν Κίην :

ΒΟΥ ΝΑΝ ΤΟΥ

Διὰ τὴν Κολομβίαν :

ΡΑΦΑΗΛ ΡΟΤΣΑ ΣΛΟΤΣ

Διὰ τὴν Κούβαν :

I. ΝΤΕ ΛΑ ΛΟΥΣ ΛΕΟΝ

Διὰ τὴν Δανίαν :

G. ΚΩΝ. Π. ΠΗΜΣΕΝ, ΜΠΛΑΓΓΕ

Διὰ τὴν Αἴγυπτον :

A. K. ΣΑΟΥΦΑΤ

Διὰ τὸν Ἰσημερινόν :

ΑΛΕΞ. ΓΚΑΣΤΕΛΟΥ

Διὰ τὴν Ἰσπανίαν :

ΛΟΥΙΣ ΚΑΛΔΕΡΟΝ

Διὰ τὰς Ἠνωμένας Πολιτείας τῆς Ἀμερικής :

ΔΕΛΑΝΤ ΧΑΡΙΣΣΟΝ, ΡΑΥΜΟΝΤ Ι. ΥΪΓΚΛΙΓΚ

Διὰ τὴν Αἰθιοπίαν :

ΓΚΑΤΣΑΟΥ ΖΕΛΛΕΚΕ

Διὰ τὴν Φιλανδίαν :

ΡΑΓΝΧΟΛΤ ΣΒΕΝΤΟ

Διὰ τὴν Γαλλίαν :

G. ΚΑΕΝ ΣΑΛΒΑΔΩΡ, ΖΑΚΙΝΟ

Διὰ τὴν Ἑλλάδα :

M. ΠΕΣΜΑΖΟΓΛΟΥ

Διὰ τὴν Γουατεμάλαν :

A. ΝΤΥΠΟΝ-ΒΙΛΛΕΜΕΝ

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐγγαρίας :

Μετὰ τῶν συνημμένων ἐπιφυλάξεων (1)

ANNA KARA

Διὰ τὰς Ἰνδίας :

A. B. ΔΕΣΑΓΙ

Διὰ τὸ Ἰράν :

A. X. ΜΕΥΚΑΔΕ

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἰρλανδίας :

ΣΩΝ ΜΑΚ ΜΠΡΑΓΝΤ

Διὰ τὸ Ἰσραήλ :

Μετὰ τῆς συνημμένης ἐπιφυλάξεως (2)

M. ΚΑΧΑΝΙ

Διὰ τὴν Ἰταλίαν :

ΙΑΚΙΝΤΟ ΛΟΥΡΙΤΙ, ΕΤΤΟΡΕ ΜΠΑΓΣΤΡΟΚΙ

Διὰ τὸ Λίβανον :

ΜΙΚΑΟΥΙ

Διὰ τὸ Λίχτενσταϊν :

Κόμης ΒΙΛΣΕΚ

Διὰ τὸ Λουξεμβούργον :

I. ΣΤΟΥΡΜ

Διὰ τὸ Μεξικόν :

PENTRO ΝΤΕ ΑΛΜΠΑ Β. Ρ. ΚΑΣΤΡΟ

Διὰ τὸ Πριγκηπάτον τοῦ Μονακό

M. ΛΟΖΕ

Διὰ τὴν Νικαράγουαν :

AD REFERENDUM, ΛΙΦΣΙΤΣ

Διὰ τὴν Νορβηγίαν :

ΡΟΛΦ ΑΝΤΕΡΣΕΝ

Διὰ τὴν Νέαν Ζηλανδίαν :

G. P. ΛΑΙΚΙΝΓΚ

Διὰ τὸ Πακιστάν :

Σ. Μ. ΦΑΡΟΥΚΙ, Α. Χ. ΣΑΓΚ

Διὰ τὴν Παραγουάην :

ΚΟΝΡΑΔ ΦΕΡ

Διὰ τὰς Κάτω Χώρας :

I. ΜΠΟΣ ΒΑΝ ΡΟΖΕΝΤΑΛ

(1) Ἴδε κείμενον ἐπιφυλάξεων εἰς σελίδα.

(2) Ἴδε κείμενον ἐπιφυλάξεων εἰς σελίδα.

(3) Ὁ Αὐστραλὸς Πληρεξούσιος ἅμα τῇ ὑπογραφῇ ἐδήλωσαν ὅτι ἡ Κυβέρνησις του διατήρη τὸ δικαίωμα νὰ διατυπώσῃ ἐπιφυλάξεις κατὰ τὴν ἐπικυρώσιν.

(4) Ἴδε κείμενον ἐπιφυλάξεων εἰς σελίδα.

(1) Ἴδε κείμενον ἐπιφυλάξεως εἰς σελίδα.

(2) " " " " "

Διά τὸ Περού :
ΓΚΟΝΖΑΛΟ ΠΙΤΣΑΡΡΟ
 Διά τὴν Δημοκρατίαν τῶν Φιλιππίνων :
Π. ΣΕΒΑΣΤΙΑΝ (1)
 Διά τὴν Πολωνίαν :
 Μετὰ τῆς συνημμένης ἐπιφυλάξεως (2)
ΖΟΥΛΙΑΝ ΠΣΥΜΠΟΣ
 Διά τὴν Πορτογαλίαν :
 Μετὰ τῶν συνημμένων ἐπιφυλάξεων (3)
Γ. ΚΑΛΔΕ-Γ-ΡΑ ΚΟΕΛΧΟ
 Διά τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Ρουμανίας :
 Μετὰ τῆς συνημμένης ἐπιφυλάξεως (4)
Ι. ΔΡΑΓΟΜΙΡ
 Διά τὸ Ἠνωμένον Βασίλειον
 Μεγάλης Βρετανίας καὶ
 Βορείου Ἰρλανδίας :
ΡΟΒΕΡΤΟΣ ΚΡΑΙΓΚΙ
Χ.Α. ΣΤΡΟΥΤ
Γ.Χ. ΚΓΡΑΝΕΡ
 Διά τὴν Ἀγίαν Ἐδραν :
ΦΙΛΙΠΠΟΣ ΜΠΕΡΝΑΡΔΙΝΙ
 Διά τὸ Ἑλ Σαλβαδόρ :
Ρ. Α. ΜΠΟΥΣΤΑΜΕΝΤΕ
 Διά τὴν Σουηδίαν :
 Ὑπὸ ἐπιφυλάξιν τῆς ἐπικυρώσεως τῆς Α. Μ. τοῦ Βασιλέως
 τῆς Σουηδίας καὶ τῆς ἐγκρίσεως τοῦ **ΡΙΚΣΔΑΓ ΣΤΑΦΦΑΝ**
ΣΕΔΕΡΗΜΔΟΜ

Διά τὴν Ἑλβετίαν :
ΜΑΞ ΠΕΤΙΗΠΕΡΛΑΙΝΙΟ ΜΠΟΛΛΑ Συνταγμα. ΝΤΥ
ΠΑΣΚΙΕ, Φ. ΖΟΥΤΤΕΡ, Χ. ΜΕΛΙ
 Διά τὴν Συρίαν :
Ὁμάρ Τζαμπρῆ, Α ΓΕΝΝΑΟΥΓ-Γ
 Διά τὴν Τσεχοσλοβακίαν :
 Μετὰ τῆς συνημμένης ἐπιφυλάξεως (1)
ΤΑΟΥΜΠΕΡ
 Διά τὴν Τουρκίαν :
ΡΑΝΑ ΤΑΡΧΑΝ
 Διά τὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς
 Οὐκρανίας :
 Μετὰ τῆς συνημμένης ἐπιφυλάξεως ἐπὶ τοῦ ἀρθροῦ 10 (2)
Ὁ Ἀρχηγὸς τῆς Ἀντιπροσωπείας
Καθηγητῆς Ο. ΜΠΟΓΟΜΟΛΕΤΣ
 Διά τὴν Ἐνωσιν τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν
 Δημοκρατιῶν :
 Μετὰ τῆς συνημμένης ἐπιφυλάξεως ἐπὶ τοῦ ἀρθροῦ 10 (3)
Ὁ Ἀρχηγὸς τῆς Ἀντιπροσωπείας
Ν. ΣΑΛΒΙΝ
 Διά τὴν Οὐραγουάην :
 Σύμβουλος Συνόρχης **ΕΚΤΩΡ ΜΠΛΑΝΚΟ**
 Διά τὴν Βενεζουέλαν :
Α. ΠΟΣΣΕ ΝΤΕ ΡΙΒΑΣ
 Διά τὴν Ὁμοσπονδιακὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς
 Γιουγκοσλαβίας :
 Μετὰ τῆς συνημμένης ἐπιφυλάξεως (4)
ΜΙΛΑΝ ΡΙΣΤΙΤΣ

- (1) Ἴδε κείμενον ἐπιφυλάξεων εἰς σελίδα
- (2) » » » » »
- (3) » » » » »
- (4) « « « « «

- (1) Ἴδε κείμενον ἐπιφυλάξεων εἰς σελίδα
- (2) » » » » »
- (3) » » » » »
- (4) » » » » »

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

Ἐμπροσθία ὄψις :

+ (χώρος ὅπου β' ἀναγράφεται τὸ
 ὄνομα τῆς χώρας καὶ τῆς ἐκδο- +
 σάσεως τῶ δελτίου στρατιωτικῆς
 ἀρχῆς.)

ΔΕΛΤΙΟΝ ΤΑΥΤΟΤΗΤΟΣ

διὰ τὰ μέλη τοῦ παρὰ τῷ στρατεύματι ἀπεσπασμένου ὕγειο-
 νομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ.

Ἐπώνυμον.....

Ὄνομα.....

Ἡμερομηνία Γεννήσεως.....

Βαθμὸς.....

Ἀριθμ. Μητρώου.....

Ὁ κάτοχος τοῦ παρόντος δελτίου προστατεύεται ὑπὸ τῆς
 Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν
 τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατείᾳ ἐνόπλων δυνά-
 μειων τῆς 12ης Αὐγούστου 1949 λόγω τῆς ιδιότητός του ὡς

.....

Ἡμερομηνία
 ἐκδόσεως
 τοῦ δελτίου

Ἀριθμὸς
 τοῦ δελτίου

.....

Ὁπίσθια ὄψις :

Φωτογραφία
 κατόχου

Ὑπογραφή ἢ δακτυλικὰ
 ἀποσπώματα ἢ καὶ ἀμ-
 φότερα.

Σφραγὶς ἐκδόσεως
 στρατιωτικῆς ἀρχῆς.

ΑΝΑΣΤΗΜΑ ΟΦΘΑΛΜΟΙ ΚΟΜΗ

.....

Ἐπερα ἐνδεχόμενα στοιχεῖα ἀναγνωρίσεως.....

.....

.....

.....

ΣΥΜΒΑΣΙΣ ΓΕΝΕΥΗΣ

Περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου τῆς 12ης Αὐγούστου 1949.

Οἱ ὑπογεγραμμένοι, πληρεξούσιοι τῶν Κυβερνήσεων τῶν ἀντιπροσωπευθεισῶν εἰς τὴν Διπλωματικὴν Διάσκεψιν τὴν συνελθοῦσαν ἐν Γενεύῃ ἀπὸ τῆς 21ης Ἀπριλίου μέχρι τῆς 12ης Αὐγούστου 1949, πρὸς κατάρτισιν συμβάσεως περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου, συνεφώνησαν τὰ ἀκόλουθα :

ΜΕΡΟΣ 1.

Γενικαὶ διατάξεις.

Ἄρθρον 1.

Τὰ Ὑψηλά συμβαλλόμενα μέρη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν νὰ σεβασθοῦν καὶ νὰ ἐξασφαλίσουν τὸν σεβασμὸν τῆς παρούσης συμβάσεως ἀνὰ πᾶσαν περίπτωσιν.

Ἄρθρον 2.

Ἐκτὸς τῶν διατάξεων, αἵτινες θὰ τεθοῦν ἐν ἰσχύϊ ἤδη καὶ ἐν καιρῷ εἰρήνης, ἡ παρούσα σύμβασις θὰ ἐφαρμοσθῆ εἰς περίπτωσιν κηρυγμένου πολέμου, ἢ ἄλλης τινὸς ἐνόπλου συρράξεως, ἣτις ἦυελεν ἀνακίψῃ μεταξὺ τῶν δύο ἢ περισσοτέρων τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, καὶ ἀν ἔτι ἡ ἐμπόλεμος κατάστασις δὲν ἀναγνωρίζεται ὑπὸ τινος ἐξ αὐτῶν.

Ἡ σύμβασις θὰ ἐφαρμοσθῆ ἐπίσης εἰς πᾶσαν περίπτωσιν μερικῆς ἢ ὁλικῆς κατοχῆς τοῦ ἐδάφους ἐνὸς τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, καὶ ἀν ἔτι ἡ ἐν λόγῳ κατάληψις δὲν ἀντιμετωπίσῃ ἐνοπλιον ἀντίστασιν.

Καὶ εἰς περίπτωσιν ἀκόμη καὶ ἢν μία τῶν ἐν συρράξει Δυνάμεων δὲν συμμετέχῃ τῆς παρούσης συμβάσεως, αἱ εἰς ταύτην μετέχουσαι δυνάμεις θὰ ἐξακολουθήσουν δεσμευόμεναι ὑπὸ ταύτης ὡς πρὸς τὰς ἀμοιβαίας τῶν σχέσεις. Θὰ δεσμεύωται ὅμως ἐπὶ πλέον ὑπὸ τῆς Συμβάσεως καὶ ἐν σχέσει μὲ τὴν ἐν λόγῳ Δύναμιν ἐὰν αὕτη ἀποδεχθῆ καὶ ἐφαρμόσῃ τὰς διατάξεις αὐτῆς.

Ἄρθρον 3.

Εἰς περίπτωσιν ἐνόπλου συρράξεως οὐχὶ διεθνοῦς χαρακτήρος ἀλλὰ ἀνακλυπτούσης ἐντὸς τῆς ἐδαφικῆς περιοχῆς ἐνὸς τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ἕκαστον μέρος εἰς τὴν σύρραξιν ὑποχρεοῦται νὰ ἐφαρμόσῃ τοῦλάχιστον τὰς ἀκολούθους διατάξεις :

1. Ἄτομα μὴ λαμβάνοντα ἐνεργὸν μέρος εἰς τὰς ἐχθροπραξίας, συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν μελῶν τῶν ἐνόπλων δυνάμεων τῶν καταθεσάντων τὰ ὄπλα καὶ τῶν τεθέντων ἐκτὸς μάχης ἕνεκα νόσου τραυμάτων, κρατήσεως ἢ ἄλλης αἰτίας θὰ τύχουν ἐν πάσῃ περιπτώσει ἀνθρωπιστικῆς μεταχειρίσεως ἀνευ οἰασθήποτε δυσμενοῦς διακρίσεως στηριζομένης εἰς τὴν φυλὴν, τὸ χρῶμα, τὴν θρησκείαν ἢ πίστιν, τὸ φύλον, τὴν γέννησιν ἢ τὸν πλοῦτον ἢ εἰς οἰοδήποτε ἀνάλογον κριτήριον.

Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον εἶναι καὶ θὰ παραμείνουν ἀπηγορευόμενα καθ' οἷονδήποτε χρόνον καὶ τόπον ὡς πρὸς τὰ ἀνωτέρω πρόσωπα.

α) Προσβολαὶ κατὰ τῆς ζωῆς καὶ τῆς σωματικῆς ἀκεραιότητος ἰδίως ὁ φόνος ὑπ' ὄπλους αὐτοῦ τοὺς τύπους, ὁ ἀκρωτηριασμός, ἡ σκληρὰ μεταχειρίσις καὶ τὰ παντὸς εἶδους βασανιστήρια.

β) Ἡ κατάληψις ὀμήρων.

γ) Αἱ προσβολαὶ κατὰ τῆς ἀνθρωπίνου ἀξιοπρεπείας, καὶ εἰδικῶς ἡ ταπεινωτικὴ καὶ ἐξευτελιστικὴ μεταχειρίσις.

δ) Αἱ ἀπαγγελίαι καταδικῶν καὶ αἱ ἐκτελέσεις αἱ γενόμεναι χωρὶς νὰ προηγηθῆ διεξαγωγὴ δίκης ὑπὸ κανονικῶς

συσταθέντος δικαστηρίου, παρέχοντος τὰς δικαστικὰς ἐγγυήσεις τὰς ἀναγνωριζόμενας ὡς ἀπαραιτήτους ὑπὸ τῶν πεπολιτισμένων λαῶν.

2. Οἱ τραυματῖαι καὶ ἀσθενεῖς θὰ συλλέγωνται καὶ θὰ περιθάλπωνται.

Ἀμερόληπτός τις ἀνθρωπιστικὸς ὄργανισμός, ὡς ἡ Διεθνὴς Ἐπιτροπὴ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ θὰ δύναται νὰ προσφέρῃ τὰς ὑπηρεσίας του εἰς τὰ μετέχοντα τῆς συρράξεως Μέρη.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ προσπαθῆσουν ἐξ ἄλλου νὰ θέσουν ἐν ἰσχύϊ δι' εἰδικῶν συμφωνιῶν, ὅλας ἢ μέρος τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἡ ἐφαρμογὴ τῶν ἀνωτέρω διατάξεων δὲν θὰ ἐπιηραάσῃ τὴν νομικὴν θέσιν τῶν ἐν συρράξει Μερῶν.

Ἄρθρον 4.

Αἰχμαλῶτοι πολέμου τυγχάνουν ὑπὸ τὴν ἐνωίαν τῆς παρούσης Συμβάσεως τὰ πρόσωπα τὰ ὅποια, ἀνήκοντα εἰς μίαν τῶν κάτωθι κατηγοριῶν ἔπεσαν εἰς χεῖρας τοῦ ἐχθροῦ :

1. Τὰ μέλη τῶν ἐνόπλων δυνάμεων ἐνὸς τῶν ἐν συρράξει Μερῶν ὡς ἐπίσης καὶ τὰ μέλη τῆς ἐθνοφυλακῆς καὶ τῶν ἐθελοντικῶν σωμάτων τῶν ἀποτελούντων τμημὰ τῶν ἐνόπλων αὐτοῦ δυνάμεων.

2. Τὰ μέλη τῶν ἄλλων ἐθνοφρουρῶν καὶ τὰ μέλη τῶν ἄλλων ἐθελοντικῶν σωμάτων, συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν ὁμάδων ὀργανωμένης ἀντιστάσεως ἀνηκόντων εἰς ἐν τῶν ἐν συρράξει Μερῶν καὶ δρώντων ἐκτὸς ἢ ἐντὸς τοῦ ἰδίου αὐτοῦ ἐδάφους ἔστω καὶ ἀν τὸ ἐδαφος τοῦτο εὗρίσκεται ὑπὸ κατοχήν, ἐφ' ὅσον αἱ ἐθνοφρουραὶ αὗται, ἢ τὰ ἐθελοντικὰ σώματα περιλαμβανομένων τῶν ὁμάδων ὀργανωμένης ἀντιστάσεως, πληροῦν τοὺς κάτωθι ὁρους :

α) ἔχουν ἐπὶ κεφαλῆς τῶν προσώπων ὑπεύθυνον διὰ τὰς πράξεις τῶν ὑφισταμένων του,

β) ἔχουν διακριτικὸν σῆμα μόνιμον καὶ δυνάμενον ν' ἀναγνωρισθῆ ἐξ ἀποστάσεως,

γ) Ὅπλοφοροῦν ἀναφανδόν,

δ) συμμορφοῦνται κατὰ τὰς ἐπιχειρήσεις τῶν μὲ τοὺς νόμους καὶ τὰ ἔθιμα τοῦ πολέμου.

3. Τὰ μέλη τακτικῶν ἐνόπλων δυνάμεων ἐξαρτωμένων ἀπὸ Κυβερνήσιν ἢ ἀρχὴν μὴ ἀναγνωριζομένην ὑπὸ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως.

4. Τὰ πρόσωπα τ' ἀκολουθοῦντα τὰς ἐνόπλους δυνάμεις χωρὶς ν' ἀποτελοῦν ἀπ' εὐθείας μέρος αὐτῶν, οἷον πολιτικὰ μέλη πληρωμάτων στρατιωτικῶν ἀεροπλάνων, πολεμικοὶ ἀνταποκριταί, προμηθευταὶ μέλη μονάδων ἐργασίας ἢ ὑπηρεσιῶν ψυχαγωγίας τοῦ στρατοῦ, ὑπὸ τὸν ὄρον νὰ ἔχουν λάβει τὴν ἄδειαν τῶν στρατιωτικῶν δυνάμεων ἃς συνοδεύουν.

5. Τὰ μέλη τῶν πληρωμάτων τοῦ ἐμπορικῶν ναυτικῶν, περιλαμβανομένων τῶν πλοιάρχων, πιλότων καὶ μαθητευομένων, καὶ τὰ πληρώματα τῆς πολιτικῆς ἀεροπορίας τῶν ἐν συρράξει Μερῶν, ἐφ' ὅσον δὲν ἀπολαμβάνουν εὐνοικωτέρας μεταχειρίσεως δυνάμει ἄλλων διατάξεων τοῦ Διεθνοῦς Δικαίου.

6. Ὁ πληθυσμὸς μὴ κατεχομένου ἐδάφους, ὅστις ἐπὶ τῇ προσεγγίσει τοῦ ἐχθροῦ λαμβάνει αὐθρομήτως τὰ ὄπλα ἐνα πολεμῆσαι κατὰ τῶν στρατευμάτων εἰσβολῆς χωρὶς νὰ ἔχη τὸν καιρὸν νὰ καταρτισθῆ εἰς τακτικὰς ἐνόπλους δυνάμεις, ἐφ' ὅσον ὀπλοφορεῖ ἀναφανδόν καὶ σέβεται τοὺς νόμους καὶ τὰ ἔθιμα τοῦ πολέμου.

Β. Θὰ χαίρουν ὡσαύτως τῆς ἐπιφυλασσομένης ὑπὸ τῆς προέσεως συμβάσεως εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου μεταχειρίσεως :

1) Τὰ πρόσωπα τὰ ὅποια ἀνήκουν ἢ ἀνήκον ποτε εἰς τὰς ἐνόπλους δυνάμεις τῆς καταληφθείσης χώρας, ἐάν, λόγῳ τοῦ γεγονότος αὐτοῦ ἢ κατέχουσα Δύναμις, ἀκόμη καὶ ἀν ἀρχικῶς τὰ ἀφήκεν ἐλεύθερα καθ' ὃν χρόνον αἱ ἐχθροπραξίαι ἐξῆλθοντο ἐκτὸς τοῦ κατεχομένου ἐδάφους, κρίνη ἀναγ-

καῖον νά προβῆ εἰς τόν περιορισμόν των, καί δὴ κατόπιν ἀποτυχούσης ἀποπείρας τῶν προσώπων τούτων ὅπως ἀνακαταταγοῦν εἰς τὰς ἐνόπλους δυνάμεις εἰς ἃς ἀνήκουν καί αἱ ὁποῖαι μάχονται ἢ δταν δὲν συμμορφωθοῦν πρὸς διαταγὴν ἀφορώσων τὸν περιορισμόν των.

2) Τὰ πρόσωπα τ' ἀνήκοντα εἰς μίαν τῶν ἀπαριθμουμένων ἐν τῷ παρόντι ἀρθρῷ κατηγοριῶν τὰ ὁποῖα ἐγένοντο δεκτὰ ὑπὸ οὐδετέρων ἢ μὴ ἐμπολέμων Δυνάμεων ἐπὶ τοῦ ἐδάφους των καί τὰ ὁποῖα αὐταὶ ὑποχρεοῦνται, κατὰ τὸ διεθνὲς δίκαιον νά θέσσουν ὑπὸ περιορισμόν, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν πάσης εὐνοϊκτέρας μεταχειρίσεως, ἢν αἱ Δυνάμεις αὐταὶ θὰ ἔκριναν καλὸν νά τοὺς παράσχουν καί ἐξαιρέσει τῶν διατάξεων τῶν ἀρθρων 8,10,15, 30 παράγραφος πέμπτη, 58 ἕως 67 περιλαμβανομένου, 92,126, ὑφισταμένων δὲ διπλωματικῶν σχέσεων μεταξύ τῶν ἐν συρράξει Μερῶν καί τῆς ἐνδιαφερομένης οὐδετέρας ἢ μὴ ἐμπολέμου Δυνάμεως, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν ἀφορώσων τὴν προστάτιδα δύναμιν διατάξεων. Ὅσακις ὑφίστανται τοιαῦται, διπλωματικαὶ σχέσεις, τὰ ἐν συρράξει Μέρῃ ἐκ τῶν ὁποίων ἐξαρτῶνται τὰ πρόσωπα ταῦτα, δικαιοῦνται ν' ἀσκήσουν ἐναντι τούτων τὰ καθήκοντα τὰ ὁποῖα ἡ παρούσα Σύμβασις ἀναθέτει εἰς τὰς προστάτιδας δυνάμεις ἀνεξαρτήτως τῶν καθηκόντων, ἅτινα τὰ ἐν λόγῳ Μέρῃ ἀσκοῦν κανονικῶς βάσει τῶν ἐθίμων καί τῶν διπλωματικῶν καί προξενικῶν συνθηκῶν.

Γ. Τὸ παρὸν ἀρθρον δὲν θίγει τὸ καθεστῶς τοῦ ἱατρικοῦ καί θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ ὡς τοῦτο καθορίζεται ὑπὸ τοῦ ἀρθρου 33 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 5.

Ἡ παρούσα Σύμβασις θὰ ἐφαρμόζεται εἰς τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὸ ἀρθρον 4 πρόσωπα, εὐθὺς ὡς περιέλθουν ταῦτα εἰς τὴν ἐξουσίαν τοῦ ἐχθροῦ καί μέχρι τῆς ἀπελευθερώσεως καί τοῦ ὀριστικοῦ ἐπαναπατρισμοῦ των.

Ἐάν ὑπάρχῃ ἀμφιβολία κατὰ πόσον ἀνήκουν εἰς μίαν τῶν ἐν ἀρθρῷ 4 ἀπαριθμουμένων κατηγοριῶν πρόσωπα ἐνεργήσαντα πολεμικὴν τινα πρᾶξιν καί περιελθόντα εἰς χεῖρας τοῦ ἐχθροῦ, τὰ εἰρημένα πρόσωπα θὰ τύχουν τῆς προστασίας τῆς παρούσης Συμβάσεως ἐν ἀναμονῇ τοῦ καθορισμοῦ τῆς θέσεως των ὑπὸ ἀρμοδίου δικαστηρίου.

Ἄρθρον 6.

Πλὴν τῶν εἰδικῶς προβλεπομένων ὑπὸ τῶν ἀρθρων 10, 23,28,33, 60,65,66,67,72,73,75,109,110,118,119,122 καί 132 συμφωνιῶν, τὰ Ὑψηλὰ συμβαλλόμενα μέρη δύνανται νά συνάψουν καί ἑτέρας εἰδικῆς συμφωνίας ἐπὶ παντός θέματος τὸ ὁποῖον θὰ θεωρηθῆ σκόπιμον νά ρυθμισθῆ ἰδιαιτέρας. Οὐδεμία εἰδικῆ συμφωνία δύναται νά ἀποβῆ πρὸς ζημίαν τῆς θέσεως τῶν αἰχμαλώτων, ὡς αὕτη καθορίζεται διὰ τῆς παρούσης συμβάσεως οὔτε νά περιορισθῆ τὰ δι' αὐτῆς παρεχόμενα εἰς τὰ πρόσωπα ταῦτα δικαιώματα.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου θὰ ἐξακολουθήσουν ν' ἀπολαύουν τῶν εὐεργετημάτων τῶν τοιούτων συμφωνιῶν, ἐφ' ὅσον καί ἡ Σύμβασις θὰ εἶναι ἐπ' αὐτῶν εφαρμοστέα, ἐκτός ἐάν περιληφθοῦν ρηταί περὶ τοῦ ἐναντίον διατάξεις εἰς τὰς προμνησθείσας συμφωνίας ἢ εἰς ἄλλας μεταγενεστέρως συναφθησόμενας, ἢ ἐάν ἐλήφθησαν εὐνοϊκώτερα δι' αὐτοὺς μέτρα ὑπὸ τοῦ ἐνός ἢ τοῦ ἑτέρου τῶν ἐν συρράξει Μερῶν.

Ἄρθρον 7.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου ἐν οὐδεμίᾳ περιπτώσει δύνανται νά παραιτηθοῦν ἐν μέρει ἢ ἐν ὅλῳ, τῶν δικαιωμάτων τῶν ἐξασφαλισμένων αὐτοῖς ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως καί ὑπὸ τῶν εἰδικῶν συμφωνιῶν τῶν ἀναφερομένων εἰς τὸ προηγούμενον ἀρθρον ἐάν συνήθησαν τοιαῦται.

Ἄρθρον 8.

Ἡ παρούσα Σύμβασις θὰ ἐφαρμοσθῆ τῇ συνεργασίᾳ καί ὑπὸ τὸν ἑλεγχὸν τῶν προστατίδων Δυνάμεων τῶν ἐπιφορτισμένων τὴν περιφρούρησιν τῶν συμφερόντων τῶν με-

τεχόντων εἰς τὴν σύρραξιν Μερῶν. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον αἱ προστάτιδες Δυνάμεις δύνανται ἐπὶ πλεον τοῦ διπλωματικοῦ καί προξενικοῦ των προσωπικοῦ, νά διορίσουν ἀντιπροσώπους ἐκ τῶν ἰδίων των πολιτῶν ἢ τῶν πολιτῶν ἐτέρων οὐδετέρων Δυνάμεων. Οἱ ὡς ἄνω ἀντιπρόσωποι θὰ ὑποκεινται εἰς τὴν ἐγκρίσιν τῆς Δυνάμεως παρὰ τῇ ὁποῖα πρόκειται νά ἐνασκήσουν τὰ καθήκοντά των.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρῃ θὰ διευκολύνουν κατὰ τὸν εὐρύτερον δυνατόν τρόπον τὴν ἀποστολὴν τῶν ἀντιπροσώπων ἢ ἀπεσταλμένων τῶν Προστατίδων Δυνάμεων.

Οἱ ἀντιπρόσωποι ἢ ἀπεσταλμένοι τῶν Προστατίδων Δυνάμεων ἐν οὐδεμίᾳ περιπτώσει θὰ ὑπερβαίνουν τὰ ὄρια τῆς ἀποστολῆς των ὡς ταῦτα καθορίζονται διὰ τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Εἰδικῶς θὰ λαμβάνουν ὑπ' ὄψιν τὰς ἐπιτακτικὰς ἀνάγκας τῆς ἀσφαλείας τοῦ Κράτους ἐν τῷ ὁποίῳ ἐνασκοῦν τὰ καθήκοντά των.

Ἄρθρον 9.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως δὲν ἀντιτίθενται εἰς τὴν ἀνθρωπιστικὴν δρᾶσιν ἢν ἡ Διεθνὴς Ἐπιτροπὴ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ ἢ οἰαδήποτε ἄλλη ἀμερόληπτος ἀνθρωπιστικὴ ὀργάνωσις θ' ἀναλάβουν τῇ συναινέσει τῶν εἰς τὴν σύρραξιν μετεχόντων Μερῶν διὰ τὴν προστασίαν καί βοήθειαν τῶν αἰχμαλώτων πολέμου.

Ἄρθρον 10.

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη δύνανται ὁποτεδήποτε νά συμφωνήσουν ἵνα ἀναθέσουν εἰς ὀργανισμόν παρέχοντα πᾶσαν ἐγγύησιν ἀμεροληψίας καί ἱκανότητος, τὰ καθήκοντα, ἅτινα διὰ τῆς παρούσης Συμβάσεως ἀνατίθενται εἰς τὰς Προστατίδας Δυνάμεις.

Ἐάν αἰχμάλωτοι πολέμου δὲν ἀπολαύουν ἢ παύουν δι' οἰονδήποτε λόγον ν' ἀπολαύουν τῆς φροντίδος Προστατίδος Δυνάμεως ἢ τοῦ ὀργανισμοῦ περὶ ἧς προβλέπει ἡ ἀνωτέρω πρῶτη παράγραφος, ἡ Κρατοῦσα Δύναμις ὀφείλει νά ζητήσῃ εἴτε ἀπὸ οὐδέτερον κράτος εἴτε ἀπὸ ἑνᾶ ἄλλου ἀνάλογον ὀργανισμόν νά ἀναλάβουν τὰ καθήκοντα τὰ ἀνατεθέντα ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τὰς προστάτιδας Δυνάμεις τὰς ὀρισθείσας ὑπὸ τῶν ἐν συρράξει Μερῶν.

Ἐάν δὲν καταστῆ δυνατὴ ἢ ὡς ἄνω ἐξασφάλισης τῆς προστασίας ἢ κατακρατοῦσα Δύναμις ὀφείλει νά ζητήσῃ ἀπὸ ἀνθρωπιστικὴν τινὰ ὀργάνωσιν, ὡς εἶναι ἡ Διεθνὴς Ἐπιτροπὴ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ ν' ἀναλάβῃ τὰ ἀνθρωπιστικὰ καθήκοντα, ἅτινα ἡ παρούσα σύμβασις ἀναθέτει εἰς τὰς Προστατίδας Δυνάμεις ἢ ὀφείλει νά ἀποδεχθῆ, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος ἀρθρου, τὰς προτάσεις ὑπηρεσίας, ἃς ἤθελε λάβῃ παρὰ τοιαύτης ὀργανώσεως.

Πᾶσα οὐδετέρα Δύναμις ἢ πᾶσα ὀργάνωσις καλουμένη ὑπὸ τῆς ἐνδιαφερομένης Δυνάμεως ἢ προσφερομένη πρὸς τὸν ἀνωτέρω ἀναφερόμενον σκοπὸν ὀφείλει κατὰ τὴν δρᾶσιν τῆς νά ἔχῃ συναίσθησιν τῆς εὐθύνης τῆς ἐναντι τοῦ ἐν συρράξει Μέρους ἐκ τοῦ ὁποῖου ἐξαρτῶνται τὰ διὰ τῆς παρούσης Συμβάσεως προστατευόμενα πρόσωπα καί ὀφείλει νά παράσχῃ ἐπαρκεῖς ἐγγυήσεις ὅτι εἶναι ἱκανὴ ν' ἀναλάβῃ τὰ περὶ οὗ πρόκειται καθήκοντα καί νά ἐκτελέσῃ αὐτὰ ἀμερόληπτως.

Οὐδεμία ἐπιτρέπεται παρέχβασις ἀπὸ τῶν ἀνωτέρω διατάξεων δι' εἰδικῆς συμφωνίας μεταξύ Δυνάμεων τῶν ὁποίων ἢ μία εὐρίσκειται ἔστω καί προσωρινῶς ἀπέναντι τῆς ἄλλης, ἢ τῶν συμμάχων τῆς ἄλλης εἰς μειονεκτικὴν ἀπὸ ἀπόψεως ἐλευθερίας διαπραγματεύσεως θέσιν λόγῳ στρατιωτικῶν γεγονότων ὡς λόγου χάριν τῆς κατοχῆς τοῦ ὅλου ἢ σημαντικοῦ μέρους τοῦ ἐδάφους τῆς.

Ὅσακις γίνεται, εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν, μνεῖα περὶ Προστατίδος Δυνάμεως, ἢ μνεῖα αὕτη ἀφορᾷ ὡσάυτως καί τὰς ὀργανώσεις, αἷτινες δύνανται νά τὴν ὑποκαταστήσουν ὑπὸ τὴν ἐννοίαν τοῦ παρόντος ἀρθρου.

*Άρθρον 11.

Εἰς πᾶσαν περίπτωσιν καθ' ἣν ἤθελον θεωρήσῃ τοῦτο χρήσιμον εἰς τὰ συμφέροντα τῶν προστατευομένων προσώπων, ἰδίως δὲ εἰς περιπτώσεις διαφωνίας μεταξύ τῶν ἐν συρράξει Μερῶν ὡς πρὸς τὴν ἐφαρμογὴν ἢ τὴν ἑρμηνείαν τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως, αἱ Προστατίδες Δυνάμεις θὰ προσφέρουν τὰς καλὰς τῶν ὑπηρεσίας ἐπὶ τῷ τέλει τοῦ διακλονισμοῦ τῆς διαφορᾶς.

Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον ἐκάστη τῶν Προστατίδων Δυνάμεων δύναται εἴτε τῇ προσκλήσει ἐνὸς Μέρους εἴτε ἐξ ἰδίας πρωτοβουλίας νὰ προτείνῃ εἰς τὰ μετέχοντα τῆς συρράξεως Μέρη σύσκεψιν τῶν ἀντιπροσώπων τῶν καὶ ἰδίως τῶν ἀρχῶν αἵτινες ἔχουν τὴν φροντίδα τῶν αἰχμαλώτων πολέμου, ἐνδεχομένως ἐπὶ καταλλήλως ἐκλεγομένου οὐδετέρου ἐδάφους. Τὰ ἐν συρράξει Μέρη ὑποχρεοῦνται νὰ δώσουν συνέχειαν εἰς τὰς τοιαύτας προτάσεις. Αἱ προστατίδες Δυνάμεις δύνανται, ἐὰν παραστῇ ἀνάγκη, νὰ υποβάλουν εἰς τὴν ἔγκρισιν τῶν ἐν συρράξει Μερῶν προσωπικότητα ἀνήκουσαν εἰς οὐδετέραν Δύναμιν ἢ ἀπεσταλμένην τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ, ἥτις θέλει κληθῆναι νὰ λάβῃ μέρος εἰς τὴν τοιαύτην σύσκεψιν.

ΜΕΡΟΣ II

Γενικὴ Προστασία τῶν Αἰχμαλώτων Πολέμου

*Άρθρον 12.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου ὑπάγονται εἰς τὴν ἐξουσίαν τῆς ἐθρικῆς Δυνάμεως, καὶ οὐχὶ τῶν ἀτόμων ἢ τῶν στρατιωτικῶν μονάδων αἱ ὁποῖαι τοὺς ἡμαλώτισαν ἀνεξαρτήτως τῶν ἀτομικῶν εὐθυνῶν αἱ ὁποῖαι θὰ ἠδύναντο νὰ προκύψουν, ἢ κατακρατοῦσα Δύναμις εἶναι ὑπεύθυνος διὰ τὴν μεταχειρίσιν των.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου δὲν δύνανται νὰ παραδοθῶν ὑπὸ τῆς κατακρατούσης δυνάμεως εἰ μὴ μόνον εἰς Δύναμιν συνυπογράψασαν τὴν Σύμβασιν καὶ ἀφοῦ ἢ κατακρατοῦσα Δύναμις βεβαιωθῇ ὅτι ἢ ἐν λόγῳ Δύναμις εἶναι διατεθειμένη καὶ εἰς θέσιν νὰ ἐφαρμόσῃ τὴν Σύμβασιν. Ὅσακις παραδίδονται οὕτω αἰχμάλωτοι, ἢ εὐθύνη τῆς ἐφαρμογῆς τῆς Συμβάσεως θὰ βαρύνῃ τὴν Δύναμιν, ἥτις ἐδέχθη νὰ τοὺς φιλοξενήσῃ, καθ' ὃ χρονικὸν διάστημα παραμείνουν ἐμπειπιστευμένοι εἰς αὐτήν.

Ὅχ' ἦττον ἐν ἢ περιπτώσει ἢ Δύναμις αὐτὴ δὲν ἀντεπεκρίνετο εἰς τὴν ὑποχρέωσιν τῆς νὰ ἐκτελέσῃ τὰς διατάξεις τῆς Συμβάσεως ἐπὶ σημαντικοῦ τινος σημείου, ἢ Δύναμις ὑπὸ τῆς ὁποίας ἐγένετο ἢ παράδοσις τῶν αἰχμαλώτων πολέμου ὀφείλει, κατόπιν σχετικῆς ἀνακοινώσεως τῆς προστατίδος Δυνάμεως νὰ λάβῃ ἀποτελεσματικὰ μέτρα πρὸς ἐπανόρθωσιν τῆς καταστάσεως ἢ νὰ ζητήσῃ τὴν ἐπιστροφὴν τῶν αἰχμαλώτων πολέμου. Ἡ αἵτησις αὕτη δέον νὰ τύχῃ ἰκανοποιήσεως.

*Άρθρον 13.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου ὀφείλουν νὰ τυγχάνουν πάντοτε ἀνθρωπιστικῆς μεταχειρίσεως. Πᾶσα παράνομος πράξις ἢ παράλεψις ἐκ μέρους τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως ἐπιφέρει τὸν θάνατον ἢ θέτουσα σοβαρῶς ἐν κινδύνῳ τὴν ὑγείαν αἰχμαλώτου πολέμου τελοῦντος ὑπὸ τὴν ἐξουσίαν τῆς, ἀπαγορεύεται, καὶ θὰ θεωρεῖται ὡς σοβαρὰ παραβίασις τῆς παρούσης Συμβάσεως. Εἰδικώτερον οὐδεὶς αἰχμάλωτος πολέμου δύναται νὰ ὑποβληθῇ εἰς σωματικὸν ἀκρωτηριασμὸν ἢ εἰς ἰατρικὸν ἢ ἐπιστημονικὸν πειραματισμὸν οἰασδῆποτε φύσεως, ὅστις δὲν θὰ ἐδικαιολογεῖτο ἐκ τῆς ἰατρικῆς περιθάλψεως τοῦ ἐνδιαφερομένου αἰχμαλώτου καὶ ὁ ὁποῖος δὲν θὰ ἦτο πρὸς τὸ συμφέρον του.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου ὀφείλουν ἐπίσης νὰ προστατευῶνται πάντοτε καὶ δὴ κατὰ πάσης πράξεως βίας ἢ ἐκφοβισμοῦ ὡς καὶ κατὰ τῶν ὕβρεων καὶ τῆς περιεργείας τοῦ κοινού.

*Αντοίποινα ἐναντίον αὐτῶν ἀπαγορεύονται.

*Άρθρον 14.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου δικαιοῦνται ἀνά πᾶσαν περίπτωσιν εἰς σεβασμὸν τοῦ ἀτόμου καὶ τῆς τιμῆς των.

Ἡ μεταχειρίσις τῶν γυναικῶν δέον νὰ γίνεται μετὰ πάσης τῆς ὀφειλομένης εἰς τὸ φῶλον των στοργῆς, θὰ χαίρουν δὲ αὐταί, ἐν πάσῃ περιπτώσει, τοῦλάχιστον ἐξ Ἰσου εὐνοικῆς με τοὺς ἀνδρας μεταχειρίσεως.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου διατηροῦν πᾶσαν τὴν ἀστικήν αὐτῶν ἰκανότητα, οἷα ἦτο κατὰ τὴν στ. γμῆν τῆς αἰχμαλωτίσεώς των. Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις δὲν θὰ δύναται νὰ περιορίσῃ τὴν ἐξάσκησιν αὐτῆς οὔτε ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς, οὔτε ἐκτὸς αὐτοῦ εἰμῆ καθ' ὃ μέτρον ἀπαιτεῖ τοῦτο ἢ αἰχμαλωσία.

*Άρθρον 15.

Ἡ κατακρατοῦσα αἰχμαλώτους πολέμου Δύναμις ὑποχρεοῦται νὰ μεριμνᾷ διὰ τὴν δωρεάν διατροφήν των καὶ νὰ παρέχῃ δωρεάν εἰς αὐτοὺς τὴν ἰατρικὴν περιθαλψιν, ἣν ἀπαιτεῖ ἢ κατάστασις τῆς ὑγείας των.

*Άρθρον 16.

Λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως ὡς πρὸς τὸν βαθμὸν καὶ ὡς πρὸς τὸ φῶλον τῶν αἰχμαλώτων καὶ ὑπὸ τὴν αἵρεσιν πάσης προνομιακῆς μεταχειρίσεως, ἥτις θὰ παρεῖχτο εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου λόγῳ τῆς καταστάσεως τῆς ὑγείας των, τῆς ἡλικίας των ἢ τῶν ἐπαγγελματικῶν ταυ ἰκανοτήτων, οἱ αἰχμάλωτοι δέον ἀπαντες νὰ τυγχάνουν τῆς αὐτῆς μεταχειρίσεως ἀπὸ μέρους τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως ἀνευ οὐδεμιᾶς δυσμενοῦς χαρακτῆρος διακρίσεως, φυλῆς, ἐθνικότητος, θρησκευματος, πολιτικῶν φρονημάτων ἢ ἄλλης, βασιζομένης ἐπὶ ἀναλόγων κριτηρίων.

ΜΕΡΟΣ III.

ΑΙΧΜΑΛΩΣΙΑ

ΤΜΗΜΑ I.

*Έναρξις τῆς αἰχμαλωσίας

*Άρθρον 17.

Ὁ αἰχμάλωτος πολέμου δὲν θὰ ὑποχρεοῦται νὰ δηλώσῃ, ἀνακρὸνόμενος σχετικῶς, εἰμῆ τὸ ὀνοματεπώνυμόν του, τὸν βαθμὸν του, τὴν ἡμερομηνίαν τῆς γεννήσεώς του καὶ τὸν ἀριθμὸν μητρώου του, ἢ ἐλλείψει τούτου, ἀνάλογον ἐνδειξιν.

Ἐν ἢ περιπτώσει ἤθελεν οὗτος ἐκούσιως παραβῆναι τὸν κανόνα τοῦτον θὰ διεκινδύνευσεν νὰ ἐκτεθῇ εἰς περιορισμὸν τῶν πλεονεκτημάτων τῶν παρεχομένων εἰς αἰχμαλώτους τοῦ βαθμοῦ του ἢ τῆς θέσεώς του.

Ἐκαστον τῶν ἐν συρράξει μερῶν ὀφείλει νὰ χορηγῇ εἰς πᾶν πρόσωπον τῆς δικαιοδοσίας του ὑποκείμενον ἐνδεχομένως εἰς πολεμικὴν αἰχμαλωσίαν, δελτίον ταυτότητος ἐν ᾧ θ' ἀναγράφωνται, τὸ ὀνοματεπώνυμόν του, ὁ βαθμὸς του, ὁ ἀριθμὸς μητρώου ἢ ἄλλη ἀνάλογος ἐνδειξις, καὶ ἢ ἡμερομηνία γεννήσεώς του. Ἡ ταυτότης αὕτη θὰ δύναται ἐπὶ πλέον νὰ φέρῃ τὴν ὑπογραφήν ἢ τὰ δακτυλικά ἀποτυπώματά του ἢ καὶ ἀμφότερα ὡς καὶ πᾶσαν ἄλλην ἐνδειξιν ἣν τὰ ἐν συρράξει Μέρη δυνατόν νὰ ἐπιθυμοῦν νὰ προσθέσουν ὅσον ἀφορᾷ τὰ εἰς τὰς ἐνόπλους των δυνάμεις ἀνήκοντα πρόσωπα. Αἱ διαστάσεις τῆς θὰ εἶναι εἰ δυνατόν 6,5 X 10 ἐκμ. καὶ τὸ δελτίον θὰ ἐκδίδεται εἰς διπλοῦν. Ὁ αἰχμάλωτος πολέμου ὀφείλει νὰ παρουσιάσῃ τὴν ταυτότητά του ταύτην εἰς πᾶσαν ζήτησιν, ἀλλ' ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει θὰ δύναται αὕτη νὰ τῷ ἀφαιρεθῇ.

Οὐδεμίαν σωματικὴν ἢ ἠθικὴν βάσανον οὐδὲ βία θὰ δύνανται νὰ ἀσκηθῇ ἐπὶ τῶν αἰχμαλώτων πολέμου διὰ τὴν ἀπ' αὐτῶν ἀπόσπασιν πληροφοριῶν οἰασδῆποτε φύσεως. Οἱ αἰχμάλωτοι, οἵτινες θὰ ἀρνηθῶν νὰ ἀπαντήσῶν δὲν ἐπιτρέπεται οὔτε νὰ ἀπειληθῶν. οὔτε νὰ ὑβρισθῶν, οὔτε νὰ ἐκτεθῶν εἰς ἐνοχλήσεις ἢ μειονεκτήματα οἰασδῆποτε φύσεως.

Οι αιχμάλωτοι πολέμου, οἵτινες εὑρίσκονται εἰς ἀδυναμίαν λόγῳ σωματικῆς ἢ διανοητικῆς καταστάσεως νὰ δώσουν τὰ στοιχεῖα τῆς ταυτότητός των θὰ παραδίδονται εἰς τὴν ὑγειονομικὴν Ὑπηρεσίαν. Ἡ ταυτότης τῶν αιχμαλώτων τούτων θὰ διαπιστοῦται διὰ παντός δυνατοῦ μέσου, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῆς προηγουμένης παραγράφου.

Ἡ ἀνάκρισις τῶν αἰγμωλῶτων πολέμου θὰ γίνηται εἰ γλῶσσαν τὴν ἑποῖαν οὔτοι κατανοοῦν.

Ἄρθρον 18.

Ἄλα τὰ εἶδη καὶ ἀντικείμενα προσωπικῆς χρήσεως, πλὴν ὄπλων, ἵππων, στρατιωτικοῦ ἐφοδισμοῦ καὶ στρατιωτικῶν ἐγγράφων θὰ παραμένουν εἰς τὴν κατοχὴν τῶν αιχμαλώτων πολέμου, ὡς καὶ τὰ μέταλλα κρᾶνη, αἱ ἀντισφυζιγόνοι προσωπίδες καὶ ὅλα τὰ ἄλλα εἶδη, ἅτινα ἐδόθησαν εἰς αὐτοὺς διὰ τὴν προσωπικὴν των προστασίαν. Ὁ ἀ παρα μείνουν ἐπίσης εἰς τὴν κατοχὴν των τὰ εἶδη καὶ τὰ ἀντικείμενα τὰ γρησιμεύοντα διὰ τὸν ἱματισμὸν καὶ τὴν διατροφήν των. ἔστω καὶ ἐὰν τὰ εἶδη καὶ ἀντικείμενα ταῦτα ἀποτελοῦν μέρος τοῦ ἐπισήμου στρατιωτικοῦ ἐφοδισμοῦ των.

Οἱ αιχμάλωτοι πολέμου οὐδέποτε πρέπει νὰ εὑρεθοῦν ἄνευ ταυτότητος τινός. Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ χορηγήσῃ τοιαύτην εἰς τοὺς στερουμένους.

Τὰ σήματα τοῦ βαθμοῦ καὶ τῆς ἐθνικότητός των, τὰ παράσημα καὶ τὰ ἀντικείμενα τὰ ἔχοντα κυρίως προσωπικὴν ἢ αἰσθηματικὴν ἀξίαν δὲν δύνανται νὰ ἀφαιρεθοῦν ἀπὸ τοὺς αιχμαλώτους πολέμου.

Τὰ γρηματικά ποσὰ τὰ ὁποῖα φέρουν οἱ αιχμάλωτοι πολέμου δὲν δύνανται νὰ τοῖς ἀφαιρεθοῦν εἰμὴ κατὰ διαταγὴν ἀξιωματικοῦ καὶ ἀφοῦ καταγραφοῦν εἰς εἰδικὸν βιβλίον τὸ ποσὸν τῶν χρημάτων καὶ τὰ στοιχεῖα τοῦ κατόχου των καὶ ἀφοῦ οὗτος παραλάβῃ λεπτομερῆ ἀπόδειξιν φέρουσαν εὐαναγνώστως τὸ ὄνομα, τὸν βαθμὸν καὶ τὴν μονάδα εἰς τὴν ὁποῖαν ἀνήκει τὸ πρόσωπον τὸ ὁποῖον παρέδωκε τὴν ἐν λόγῳ ἀπόδειξιν. Τὰ γρηματικά ποσὰ τὰ ὁποῖα εἶναι εἰς νόμισμα τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως ἢ τὰ ὁποῖα, τῇ αἰτήσει τοῦ αιχμαλώτου, μετετέραπτησαν εἰς τὸ νόμισμα τοῦτο θὰ φέρονται εἰς πίστωσιν λογαριασμοῦ τοῦ αιχμαλώτου συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 64.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις δὲν θὰ δύναιτο νὰ ἀφαιρέσῃ ἀπὸ αιχμαλώτους πολέμου ἀντικείμενα ἀξίας εἰμὴ διὰ λόγους ἀσφαλείας. Ἐν τοιαύτῃ περιπτώσει ἢ ἐφαρμοζομένη διαδικασίᾳ θὰ εἶναι ἡ ἰδίᾳ ὡς ἢ τῆς ἀφαιρέσεως χρηματικῶν ποσῶν.

Τὰ ἀντικείμενα ταῦτα ὡς καὶ τὰ ἀφαιρηθέντα γρηματικά ποσὰ, τὰ ὁποῖα θὰ εἶναι εἰς νόμισμα ἄλλο ἢ τὸ τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως καὶ τῶν ὁποίων ὁ κάτοχος δὲν θὰ ἐζήτησῃ τὴν μετατροπὴν, ὀφείλου νὰ φυλαχθοῦν ὑπὸ τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως καὶ ἀποδοθοῦν εἰς τὸν αιχμάλωτον, ὑπὸ τὴν ἀρχικὴν των μορφήν κατὰ τὸ τέλος τῆς αιχμαλωσίας του.

Ἄρθρον 19.

Οἱ αιχμάλωτοι πολέμου θὰ μεταφέρωνται, ὡς οἷόν τε τάχιον, ἀφ' ἧς συλληφθοῦν, εἰς στρατόπεδα κείμενα ἀρκούντως μακρὰν τῆς ζώνης τῶν ἐπιχειρήσεων ὥστε νὰ εἶναι ἐκτὸς κινδύνου. Δὲν θὰ δύνανται νὰ κρατηθοῦν προσκαίρων εἰς ἐπικίνδυνον ζώνην εἰμὴ μόνον οἱ αιχμάλωτοι πολέμου, οἵτινες, λόγῳ τραυμάτων ἢ ἀσθενείας θὰ διέτρεχον μεγαλύτερον κίνδυνον μεταφερόμενοι ἢ παραμένοντες ἐπὶ τόπου.

Οἱ αιχμάλωτοι πολέμου δὲν θὰ ἐκτίθενται ἀσκόπως εἰς κίνδυνον ἐν ἀναμονῇ τῆς μεταφορᾶς των ἔξω τῆς ζώνης ἐπιχειρήσεων.

Ἄρθρον 20.

Ἡ μεταφορὰ τοῦ αιχμαλώτου πολέμου θὰ ἐκτελεῖται πάντοτε με ἀνθρωπισμὸν καὶ ὑπὸ συνθήκας ὁμοίας τῆς τῶν στρατευμάτων τῆς κατακρατοῦσης δυνάμεως κατὰ τὰς μετακινήσεις των.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ χορηγῇ εἰς τοὺς μεταφερομένους αιχμαλώτους πολέμου πόσιμον ὕδωρ καὶ ἐπαρκῆ τροφήν, ὡς καὶ τὰ ἀναγκαῖα ἐνδύματα καὶ τὴν ἀναγκαῖαν ἰατρικὴν περίθαλψιν. Ὁ θὰ λάβῃ ὅλας τὰς ἐνδεικνυόμενας προφυλάξεις πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς ἀσφαλείας των κατὰ τὴν μεταφορὰν καὶ θὰ καταρτίσῃ ὅσον ἐνεσσι τάχιστα τὸν κατὰ λόγον τῶν μεταφερθέντων αιχμαλώτων.

Ἐὰν οἱ αιχμάλωτοι πολέμου πρόκειται νὰ διέλθουν κατὰ τὴν μεταφορὰν των διὰ στρατοπέδων διαμετακομίσεως ἢ παραμονῇ αὐτῶν εἰς τὰ στρατόπεδα ταῦτα θὰ εἶναι ὅσον ἐνεσσι συντομωτέρᾳ.

ΤΜΗΜΑ ΙΙ.

Περιορισμὸς τῶν αιχμαλώτων πολέμου

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Ι.

Γενικότητες

Ἄρθρον 21.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις δύναιτο νὰ θέσῃ τοὺς αιχμαλώτους πολέμου ὑπὸ περιορισμὸν. Δύναιτο νὰ ἐπιβάλλῃ εἰς αὐτοὺς τὴν ὑποχρέωσιν νὰ μὴ ἀπομακρύνωνται πέραν ὀρισμένου ὀρίου ἀπὸ τὸ στρατόπεδον ὅπου κρατοῦνται ἢ ἐὰν τὸ στρατόπεδον τοῦτο εἶναι περιπεφραγμένον νὰ μὴ ἐξέρχωνται αὐτοῦ. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῆς παρουσίας Συμβάσεως περὶ ποινικῶν καὶ πειθαρχικῶν κυρώσεων, οἱ αιχμάλωτοι δύνανται νὰ ἐγκλιεσθοῦν ἢ νὰ τεθοῦν ὑπὸ κράτησιν μόνον ἂν τὸ μέτρον τοῦτο καθίσταται ἀναγκαῖον διὰ τὴν προστασίαν τῆς υγείας των. Ἡ κατάστασις αὕτη δὲν θὰ δύναιτο, ἐν πάσῃ περιπτώσει, νὰ παρηλαθῆ πέραν τῆς διαρκείας τῶν περιστάτικων, ἅτινα κατέστησαν ταύτην ἀναγκαῖαν.

Οἱ αιχμάλωτοι πολέμου θὰ δύνανται μερικῶς ἢ ὀλοσχερῶς νὰ ἀπελευθερωθοῦν ἐπὶ τῷ λόγῳ των ἢ ἀναλήψει ὑποχρέσεως ἢ ἐπὶ ἀναλήψει ἄλλης ὑποχρέσεως ἐφ' ὅσον οἱ νόμοι τῆς Δυνάμεως ἐκ τῆς ὁποίας ἐξαρτῶνται ἐπιτρέπουσιν τοῦτο. Τὸ μέτρον τοῦτο θὰ λαμβάνεται ἰδίᾳ εἰς τὰς περιπτώσεις καθ' ἃς δύναιτο νὰ συμβῆ εἰς τὴν βελτίωσιν τῆς καταστάσεως τῆς υγείας τῶν αιχμαλώτων. Οὐδεὶς αιχμάλωτος θὰ ἐξαναγκάζεται νὰ δεχθῆ τὴν ἐλευθερίαν του ἐπὶ τῷ λόγῳ του ἢ ἔναντι ἄλλης ὑποχρέσεως.

Ἄμα τῇ ἐνάρξει τῶν ἐχθροπραξιῶν ἕκαστον τῶν ἐν συρράξει Μερῶν θ' ἀνακοινώσῃ εἰς τὸν ἀντίπαλον τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοὺς ἐπιτρέποντας ἢ ἀπαγορεύοντας εἰς τοὺς ὑπηκόους του νὰ δεχθοῦν τὴν ἐλευθερίαν των ἐπὶ τῷ λόγῳ των ἢ ἔναντι ἄλλης ὑποχρέσεως. Οἱ αιχμάλωτοι οἱ ἀπελευθερούμενοι ἐπὶ τῷ λόγῳ των ἢ ἔναντι ἄλλης ὑποχρέσεως συμφώνως πρὸς τοὺς οὕτω κοινοποιηθέντας νόμους καὶ κανονισμοὺς ὑποχρεοῦνται ἐπὶ τῆς προσωπικῆς των τιμῆς νὰ ἐκπληρώσουν ἀυστηρῶς τόσο ἐναντι τῆς Δυνάμεως ἐξ ἧς ἐξαρτῶνται ὅσον καὶ ἐναντι τῆς αιχμαλωτιστάσεως αὐτοῦς, τὰς ὑποχρεώσεις ἃς θὰ ἀνελάμβανον. Εἰς τοιαύτας περιπτώσεις ἢ Δύναμις ἐκ τῆς ὁποίας οὔτοι ἐξαρτῶνται ὑποχρεοῦνται νὰ μὴ ἀπαιτῆ οὔτε νὰ δέχεται παρ' αὐτῶν ὑπηρεσίαν ἀντίθετον πρὸς τὸν δοθέντα λόγον ἢ τὴν ἀναληφθεῖσαν ὑποχρέωσιν.

Ἄρθρον 22.

Οἱ αιχμάλωτοι πολέμου δὲν θὰ δύνανται νὰ τεθοῦν ὑπὸ περιορισμὸν εἰμὴ μόνον εἰς ἐγκαταστάσεις εὑρισκομένης ἐπὶ τῆς ξηρᾶς καὶ παρεχούσας ὅλας τὰς ἐγγυήσεις υγιεινῆς καὶ καθαριότητος. Πλὴν εἰδικῶν περιπτώσεων, δικαιολογούμενων ἐκ τοῦ συμφέροντος αὐτῶν τούτων τῶν αιχμαλώτων, οὔτοι δὲν θὰ περιορίζωνται εἰς σωφρονιστήρια.

Οἱ αιχμάλωτοι πολέμου, οἱ περιοριζόμενοι εἰς ἀνθυγιεινὰς περιοχὰς ἢ εἰς περιοχὰς τῶν ὁποίων τὸ κλίμα εἶναι ἐπιβλαβὲς εἰς τὴν υγείαν αὐτῶν θὰ μεταφέρωνται τὸ ταχύτερον εἰς εὐνοϊκώτερον κλίμα.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ συγκεντρῶνῃ τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου εἰς στρατόπεδα ἢ τομεῖς στρατοπέδων, λαμβάνουσα ὑπ' ὄψιν τὴν ἔθνητικότητα, τὴν γλῶσσαν ἢ τὰς συνηθείας τῶν ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ὅτι οἱ αἰχμαλώτοι δὲν θὰ ἀποχωρισθοῦν τῶν αἰχμαλώτων πολέμου τῶν ἀνηκόντων εἰς τὰς ἐνόπλους δυνάμεις εἰς τὰς ὁποίας οἱ ἴδιοι ὑπηρετοῦν κατὰ τὴν στιγμήν τῆς αἰχμαλωσίας τῶν, πλὴν ἐὰν συγκατατίθενται εἰς τοῦτο.

Ἄρθρον 23.

Οὐδεὶς αἰχμάλωτος πολέμου ἐπιτρέπεται ὁποτεδήποτε νὰ ἀποσταλῆ ἢ νὰ κρατηθῆ εἰς περιοχὴν εἰς τὴν ὁποίαν θὰ ἦτο ἐκτεθειμένος εἰς τὰ πυρὰ τῆς ζώνης ἐπιχειρήσεων οὔτε νὰ χρησιμοποιηθῆ διὰ νὰ προφυλάξῃ διὰ τῆς παρουσίας του ὀρισμένα σημεῖα ἢ περιοχὰς τῶν στρατιωτικῶν ἐπιχειρήσεων.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου θὰ διαθέτουσιν εἰς ἕσσην μοῖραν πρὸς τὸν ἐγγύριον ἄμαχον πληθυσμὸν, καταφύγια κατὰ τῶν ἐναερίων βομβαρδισμῶν καὶ ἄλλων κινδύνων πολέμου, ἐξαιρέσει ἐκείνων ἐξ αὐτῶν οἱ ὁποῖοι θὰ συμμετεῖχον εἰς τὴν προστασίαν τῶν καταυλισμῶν τῶν κατὰ τῶν ἐν λόγω κινδύνων, θὰ δύνανται νὰ μεταβαίνουν εἰς τὰ καταφύγια τὸ ταχύτερον, εὐθὺς ὡς δόθῃ τὸ σύνθημα συναγερμοῦ. Πᾶν ἄλλο μέτρον προστασίας τὸ ὁποῖον ἤθελε ληφθῆ ὑπὲρ τοῦ πληθυσμοῦ, θὰ ἐκτείνεται καὶ εἰς αὐτούς.

Αἱ κατακρατοῦσαι Δυνάμεις θὰ ἀνακοινοῦν πρὸς ἀλλήλας, διὰ τῶν προστατίδων Δυνάμεων, πᾶν χρήσιμον στοιχείον ἐπὶ τῆς γεωγραφικῆς θέσεως τῶν στρατοπέδων αἰχμαλώτων πολέμου.

Ὅσάκις αἱ στρατιωτικαὶ ἀνάγκαι τὸ ἐπιτρέπουσιν, τὰ στρατόπεδα τῶν αἰχμαλώτων πολέμου θὰ ἐπισημαίνονται κατὰ τὴν ἡμέραν διὰ τῶν γραμμάτων PG ἢ PW τοποθετημένων κατὰ τρόπον ὥστε νὰ εἶναι ὁρατὰ ἀπὸ τοῦ ἀέρος.

Οὐχ' ἦττον αἱ ἐνδιαφερόμεναι Δυνάμεις δύνανται νὰ συμφωνήσωσιν ἐπὶ ἄλλου τρόπου σημάσεως. Μόνον τὰ στρατόπεδα αἰχμαλώτων πολέμου θὰ δύνανται νὰ σημανοῦν διὰ τοῦ τρόπου τούτου.

Ἄρθρον 24.

Τὰ μόνιμα στρατόπεδα διαμετακομίσεως ἢ διαλογῆς θὰ ὀργανωθοῦν κατὰ τρόπον ὅμοιον πρὸς τὸν προβλεπόμενον εἰς τὸ παρὸν Τμῆμα, καὶ οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου θὰ ἀπολαοῦν ἐντὸς αὐτῶν τῶν ἰδίων ὡς καὶ εἰς τὰ ἄλλα στρατόπεδα συνθηκῶν διαβιώσεως.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ II

Στέγασαι, Διατροφή καὶ Ἄμφισις τῶν Αἰχμαλώτων Πολέμου.

Ἄρθρον 25.

Οἱ ὄροι στεγάσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου θὰ εἶναι ἐξ ἴσου ἰκανοποιητικοὶ ὅσον καὶ οἱ τῶν στρατευμάτων τῆς κατακρατοῦσας Δυνάμεως, τῶν καταυλισμένων εἰς τὴν αὐτὴν περιοχὴν. Οἱ ὄροι οὗτοι ὀφείλουσιν νὰ εἶναι σύμφωνοι πρὸς τὰ ἦθη καὶ ἔθιμα τῶν αἰχμαλώτων, καὶ, ἐπ' οὐδενὶ λόγῳ ἐπιβλαβεῖς εἰς τὴν ὑγείαν τῶν.

Αἱ ὡς ἀνω διατάξεις θὰ ἐφαρμόζονται ἰδίᾳ ὡς πρὸς τοὺς κοιτώνας τῶν αἰχμαλώτων πολέμου, τόσον προκειμένου περὶ τῆς συνολικῆς ἐπιφανείας καὶ τοῦ ἐλαχίστου κυβικοῦ ὀρίου ἀερισμοῦ ὅσον καὶ προκειμένου περὶ τῆς διαρρυθμίσεως καὶ τῶν εἰδῶν κλινοστρωμνῆς, συμπεριλαμβανομένων τῶν κλινοσκεπασμάτων. Τὰ κτίρια τὰ προοριζόμενα εἴτε διὰ τὴν ἀτομικὴν εἴτε διὰ τὴν ὁμαδικὴν χρῆσιν τῶν αἰχμαλώτων πολέμου ὀφείλουσιν νὰ εἶναι τελειῶς ἀπηλλαγμένα ὑγρασίας, νὰ θερμίζονται καὶ φωτίζονται ἐπαρκῶς ἰδίᾳ μεταξὺ λυκόφωτος καὶ σβέσεως τῶν φωτῶν. Δέον νὰ λαμβάνηται πᾶσα προφύλαξις κατὰ τῶν κινδύνων πυρκαϊᾶς.

Εἰς ὅλα τὰ στρατόπεδα ὅπου καταυλίζονται γυναῖκες αἰχμάλωτοι πολέμου ὁμοῦ μετὰ αἰχμαλώτων ἀνδρῶν θὰ διατίθενται δι' αὐτὰς χωριστοὶ κοιτώνας.

Ἄρθρον 26.

Ἡ ἡμερησία βασικὴ μερίς θὰ εἶναι ἐπαρκὴς εἰς ποιότητα, ποσότητα καὶ ποικιλίαν διὰ τὴν διατήρησιν τῶν αἰχμαλώτων ἐν καλῇ ὑγείᾳ καὶ τὴν πρόληψιν ἀπωλείας βάρους ἢ διαταραχῶν ὀφειλομένων εἰς τὸν ὑποσιτισμὸν. Θὰ λαμβάνηται ἐπίσης ὑπ' ὄψιν ἡ δίκαια εἰς ἣν οἱ αἰχμάλωτοι εἶναι συνηθισμένοι.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ προμηθεύῃ εἰς τοὺς ἐργαζομένους αἰχμαλώτους πολέμου τὸ ἀναγκαῖον εἰς τὴν ἐκτέλεσιν τῆς ἐργασίας εἰς ἣν χρησιμοποιοῦνται πρόσθετον συσσίτιον.

Εἰς τοὺς αἰχμαλώτους θὰ χορηγῆται ἐπαρκὴς πόσιμον ὕδωρ. Θὰ ἐπιτρέπηται ἡ χρῆσις τοῦ καπνοῦ.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου θὰ λαμβάνουσι ἐν ὅλῳ τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ μέρος εἰς τὴν παρασκευὴν τῆς τροφῆς τῶν. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον θὰ δύνανται οὗτοι νὰ χρησιμοποιοῦνται εἰς τὰ μαγειρεῖα. Θὰ παρέχονται ἐπὶ πλέον εἰς αὐτούς τὰ μέσα νὰ παρασκευάζουσι οἱ ἴδιοι τὴν πρόσθετον τροφήν, τὴν ὁποίαν διαθέτουσιν.

Κατάλληλα διαμερίσματα θὰ διατίθενται διὰ τὴν ἐστίασίν των.

Ἀπαγορεύεται πᾶν συλλογικὸν πειθαρχικὸν μέτρον σχετικὸν πρὸς τὴν διατροφήν.

Ἄρθρον 27.

Εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου θὰ παρέχονται ὑπὸ τῆς κατακρατοῦσας Δυνάμεως ἐπαρκὴς ὑπόδησις, ἐνδύματα, ἐσώρουχα καὶ ὑποδήματα, λαμβανομένου ὑπ' ὄψιν τοῦ κλίματος τῆς περιοχῆς ὅπου εὐρίσκονται οἱ αἰχμάλωτοι. Αἱ ὑπὸ τῆς κατακρατοῦσας Δυνάμεως κατασχεθεῖσαι στολαὶ τῶν ἐχθρικῶν στρατευμάτων θὰ χρησιμοποιοῦνται διὰ τὸν ἱματισμὸν τῶν αἰχμαλώτων πολέμου ἐὰν τὸ κλίμα τῆς χώρας τὸ ἐπιτρέπει.

Ἡ ἀντικατάστασις καὶ ἡ ἐπιδιόρθωσις τῶν εἰδῶν τούτων θὰ γίνηται τακτικῶς ὑπὸ τῆς κατακρατοῦσας Δυνάμεως. Ἐπὶ πλέον, εἰς τοὺς ἐργαζομένους αἰχμαλώτους πολέμου θὰ χορηγῆται κατάλληλος ἀμφίσις ὡσάκις ἀπαιτεῖ τοῦτο ἡ φύσις τῆς ἐργασίας των.

Ἄρθρον 28.

Εἰς ὅλα τὰ στρατόπεδα θὰ ἐγκαθίστανται πρατήρια ἐν τῶν ὁποίων οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου θὰ δύνανται νὰ προμηθεύωνται τροφίμα, εἶδη καθημερινῆς χρήσεως σάπωνα καὶ καπνόν. Αἱ τιμαὶ πωλήσεως τῶν εἰδῶν τούτων ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει δύνανται νὰ ὑπερβαίνωσι τὰς τιμὰς τοῦ ἐγγυρίου ἐμπορίου.

Τὰ κέρδη τῶν πρατηρίων θὰ διατίθενται ὑπὲρ τῶν αἰχμαλώτων πολέμου. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον θὰ σχηματίζεται εἰδικὸν κεφάλαιον. Ὁ ἀνὴρ ἐμπιστοσύνης θὰ δικαιούται νὰ συνεργάζεται εἰς τὴν διαχείρισιν τοῦ πρατηρίου καὶ τοῦ κεφαλαίου τούτου.

Κατὰ τὴν διάλυσιν στρατοπέδου τινὸς τὸ πιστωτικὸν ὑπόλοιπον τοῦ εἰδικοῦ τούτου κεφαλαίου θὰ παραδίδηται εἰς διεθνή ἀνθρωπιστικὴν ὀργάνωσιν ὅπως χρησιμοποιηθῆ ὑπὲρ αἰχμαλώτων πολέμου τῆς ἰδίας ἐθνικότητος πρὸς τοὺς εἰσενεγκόντας διὰ τὸν σχηματισμὸν του. Εἰς περιπτώσιν γενικοῦ ἐπαναπατρισμοῦ τὰ κέρδη ταῦτα θ' ἀπομείνουσιν εἰς τὴν κατακρατοῦσαν Δύναμιν, πλὴν ἀντιθέτου συμφωνίας συναφθσομένης μεταξὺ ἐνδιαφερομένων Δυνάμεων.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ III.

Υγιεινὴ καὶ Ἱατρικὴ Περίθαψις.

Ἄρθρον 29.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις ὀφείλει σὰ λαμβάνη ὅλα τὰ ἀναγκαῖα ὑγειονομικὰ μέτρα διὰ τὴν ἐξασφάλισιν τῆς καθα-

ριδότητος καὶ τῆς ὑγιεινῆς τῶν στρατοπέδων καὶ πρὸς πρόληψιν ἐπιδημιῶν.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου θὰ ἔχουν εἰς τὴν διάθεσιν των νυχθημερόν ἐγκαταστάσεις συμφώνους πρὸς τοὺς κανόνας τῆς ὑγιεινῆς καὶ διατηρουμένας συνεχῶς καθαῖρας. Εἰς τὰς στρατόπεδα ὅπου διαμένουν γυναῖκες αἰχμάλωτοι πολέμου θὰ διατίθενται χωρισταὶ δι' αὐτὰς ἐγκαταστάσεις.

Ἐπι πλεόν, ἀνεξαρτήτως τῶν λουτρῶν καὶ καταιωνιστήρων διὰ τῶν ὁποίων τὰ στρατόπεδα θὰ εἶναι ἐφωτισμένα, θὰ παρέχεται εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου ὕδωρ καὶ σάπων εἰς ἐπαρκεῖς ποσότητες διὰ τὰς καθημερινὰς ἀνάγκας τῆς σωματικῆς των καθαριότητος καὶ διὰ τὸ πλύσιμον τῶν ἐσωρρούχων των. Θὰ παρέχονται πρὸς αὐτοὺς τόσον αἰ ἀναγκαῖαι πρὸς τοῦτο ἐγκαταστάσεις καὶ εὐκολαὶ ἴσον καὶ ὁ ἀπαιτούμενος χρόνος.

Ἄρθρον 30.

Ἐκαστον στρατόπεδον θὰ ἔχη κατάλληλον νοσηλευτήριον ὅπου αἱ αἰχμάλωτοι πολέμου θὰ τυγχάνουν τῆς περιθάλψεως ἧς ἔχουν ἀνάγκην ὡς καὶ τῆς καταλλήλου διαίτης. Ἐν περιπτώσει ἀνάγκης θὰ διατίθενται χώροι ἀπομονώσεως διὰ τοὺς πάσχοντες ἐκ μεταδοτικῶν ἢ διανοητικῶν νοσημάτων.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου οἱ προβληθέντες ὑπὸ βαρείας νόσου ἢ τῶν ὁποίων ἡ κατάστασις ἀπαιτεῖ ἐιδικὴν νοσηλείαν, χειρουργικὴν ἐπέμβασιν ἢ παραμονὴν εἰς νοσοκομεῖον, ὀφείλουν νὰ γίνωνται δεκτοὶ εἰς πᾶν στρατιωτικὸν ἢ πολιτικὸν ἴδρυμα κατάλληλον ὅπως νοσηλεύσῃ αὐτοὺς, ἔστω καὶ ἂν προβλέπεται, ὁ εἰς τὸ προσεχές μέλον ἐπαναπατρισμός των. Εἰδικαὶ εὐκολαὶ θὰ παρέχονται διὰ τὴν περιποίησιν τῶν ἀναπήρων, ἰδίως δὲ τῶν τυφλῶν ὡς καὶ διὰ τὴν ἀναμόρφωσιν των ἐν ἀναμονῇ τοῦ ἐπαναπατριμοῦ των.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου θὰ νοσηλεύωνται κατὰ προτίμησιν ὑπὸ ἰατρικοῦ προσωπικοῦ τῆς Δυνάμεως ἐκ τῆς ὁποίας ἐξαρτῶνται καὶ, εἰ δυνατόν, τῆς ἐθνικότητός των.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου δὲν ἐπιτρέπεται νὰ παρεμποδίζωνται νὰ παρουσιασθοῦν εἰς τὰς ἰατρικὰς ἀρχὰς πρὸς ἐξέτασιν. Αἱ κατακρατοῦσαι ἀρχαὶ θὰ παραδώσουν, τῇ αἰτήσει του, εἰς πάντα αἰχμάλωτον νοσηλευθέντα ἐπίσημον δῆλωσιν ἐμφαίνουσαν τὴν φύσιν τῶν τραυμάτων του ἢ τῆς νόσου του, τὴν διάρκειαν τῆς νοσηλείας καὶ τὴν περίθαλψιν τῆς ὁποίας ἔτυχεν. Ἀντίγραφον τῆς δηλώσεως ταύτης θ' ἀποστέλληται εἰς τὸ κεντρικὸν Γραφεῖον αἰχμαλώτων πολέμου.

Τὰ ἐξόδα νοσηλείας, συμπεριλαμβανομένων τῶν διὰ πᾶσαν συσκευὴν ἀναγκαῖαν διὰ τὴν διατήρησιν τοῦ αἰχμαλώτου πολέμου εἰς καλὴν ὑγιεινὴν κατάστασιν, ἰδίᾳ δὲ προθέσεων ὀδοντοϊατρικῶν ἢ ἄλλων καὶ ὁμματουαλιῶν θὰ ἐπιβαρύνουν τὴν κατακρατοῦσαν Δύναμιν.

Ἄρθρον 31.

Ἰατρικαὶ ἐπιθεωρήσεις τῶν αἰχμαλώτων πολέμου θὰ γίνωνται τοῦλάχιστον ἅπαξ τοῦ μηνός. Αὗται θὰ περιλαμβάνουν τὸν ἔλεγχον καὶ τὴν καταγραφὴν τοῦ βάρους ἐκάστου αἰχμαλώτου. Θὰ ἀποβλέπουν εἰδικῶς εἰς τὸν ἔλεγχον τῆς γενικῆς καταστάσεως τῆς υγείας καὶ διατροφῆς, τῆς καταστάσεως καθαριότητος ὡς καὶ εἰς τὴν ἀνακάλυψιν μεταδοτικῶν νόσων καὶ ἰδίᾳ τῆς φυματώσεως, τῆς ἐλονοσίας καὶ τῶν ἀφροδισίων νοσημάτων. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον θὰ γίνεται χρῆσις τῶν ἀποτελεσματικωτέρων διαθεσίμων μεθόδων, ὡς, ἐπὶ παραδείγματι, τῆς περιοδικῆς κατὰ ὁμαδικὰς σειρὰς ραδιογραφίας ἐπὶ μικροφίλμ, διὰ τὴν ἀνακάλυψιν τῆς φυματώσεως κατὰ τὰ πρώτα τῆς στάδια.

Ἄρθρον 32.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου, οἱ ὁποιοὶ χωρὶς νὰ ἔχουν τοποθετηθῇ εἰς τὴν Ὑγειονομικὴν Ὑπηρεσίαν τῶν ἐνόπλων δυνάμεων των, τυγχάνουν ἰατροί, ὀδοντιατροί, νοσοκόμοι ἄρρενες ἢ θήλειες, δύνανται νὰ κληθοῦν παρὰ τῆς κατακρατού-

σης Δυνάμεως νὰ ἀσκήσουν τὰ ἰατρικὰ των καθήκοντα πρὸς ὄφελος τῶν αἰχμαλώτων πολέμου, τῶν ἐξερτωμένων ἐκ τῆς ἰδίας ὡς καὶ ἐκείνοι Δυνάμεως. Εἰς τὴν περίπτωσιν ταύτην θὰ ἐξακολουθήσουν νὰ εἶναι αἰχμάλωτοι πολέμου, ἀλλὰ θὰ δεῖσιν νὰ τύχουν τῆς αὐτῆς μεταχειρίσεως ὅπως τὰ ἀντιστοιχα μέλη τοῦ κρατηθέντος ὑπὸ τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως ἰατρικοῦ προσωπικοῦ. Θὰ ἀπαλλάσσονται πάσης ἄλλης ἐργασίας ἢ ὁποία θὰ ἡδύνατο νὰ τοῖς ἐπιβληθῇ κατὰ τὸ ἄρθρον 49.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 4ο

Ἰατρικὸν καὶ Θρησκευτικὸν Προσωπικὸν Κρατηθὲν πρὸς Περίθαλψιν τῶν Αἰχμαλώτων Πολέμου.

Ἄρθρον 33.

Τὰ μέλη τοῦ ὑγειονομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ, τὰ εἰς διάθεσιν τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως πρὸς περίθαλψιν τῶν αἰχμαλώτων πολέμου δὲν θὰ θεωροῦνται αἰχμάλωτοι πολέμου. Οὐχ' ἤττον θὰ ἀπολαύουν τοῦλάχιστον πάντων τῶν πλεονεκτημάτων καὶ τῆς προστασίας τῆς παρουσίας Συμβάσεως, ὡς καὶ πασῶν τῶν εὐκολιῶν τῶν ἀναγκαῖων ἐν δυνηθοῦν νὰ προσφέρουν τὰς ἰατρικὰς των ὑπηρεσίας καὶ τὴν θρησκευτικὴν των ἀρωγὴν εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου. Θὰ ἐξακολουθήσουν νὰ ἀσχοῦν, ἐντὸς τοῦ πλαισίου τῶν νόμων καὶ στρατιωτικῶν κανονισμῶν τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως, ὑπὸ τὴν αἰγίδα τῶν ἀρμοδίων αὐτῆς ὑπηρεσιῶν καὶ συμφῶνως πρὸς τὴν ἐπαγγελματικὴν των συνήδεισιν, τὰ ἰατρικὰ ἢ πνευματικὰ των καθήκοντα ὑπὲρ τῶν αἰχμαλώτων πολέμου, τῶν ἀνηκόντων κατὰ προτίμησιν εἰς τὰς ἐνόπλους δυνάμεις εἰς τὰς ὁποίας καὶ αὐτοὶ ἀνήκουν, θὰ χαίρουν ἐπὶ πλεόν, διὰ τὴν ἀσκήσιν τῆς ἰατρικῆς ἢ πνευματικῆς των ἀποστολῆς τῶν κάτωθι εὐκολιῶν :

α) Θὰ ἐπιτρέπεται εἰς αὐτὰ νὰ ἐπισκέπτονται περιοδικῶς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου, τοὺς εὑρισκομένους εἰς ἀποστάματα ἐργασίας ἢ εἰς νοσοκομεῖα κείμενα ἐκτὸς τοῦ στρατοπέδου. Ἡ κατακρατοῦσα ἀρχὴ θὰ θέσῃ εἰς τὴν διάθεσιν των, πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον τὰ ἀναγκαῖα μεταφορικὰ μέσα.

β) Εἰς ἐκαστον στρατόπεδον ὁ ἀρχαιότερος στρατιωτικὸς ἰατρός τοῦ ἀνωτέρου βαθμοῦ θὰ εἶναι ὑπεύθυνος ἐναντι τῶν στρατιωτικῶν ἀρχῶν τοῦ στρατοπέδου διὰ πᾶν ὅ,τι ἀρρᾶ τὴν δρᾶσιν τοῦ κρατουμένου ὑγειονομικοῦ προσωπικοῦ. Πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτὸν τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ συνεννοηθοῦν ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῶν ἐχθροπραξιῶν ἐπὶ τῆς ἀντιστοιχίας τῶν βαθμῶν τοῦ ὑγειονομικοῦ των προσωπικοῦ, περιλαμβανομένου καὶ τοῦ τῶν ἐταιρειῶν τῶν ἀναφερομένων εἰς τὸ ἄρθρον 26 τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατεῖᾳ ἐνόπλων δυνάμεων, τῆς 12ης Αὐγούστου 1949. Δι' ὅλα τὰ ζητήματα τὰ ἀναγόμενα εἰς τὴν ἀποστολὴν των, ὁ ἰατρός οὗτος, ὡς ἄλλωστε καὶ οἱ στρατιωτικοὶ ἱερεῖς θὰ δύνανται νὰ ἐρχωνται ἀπ' εὐθείας εἰς ἐπαφὴν μετὰ τῶν ἀρμοδίων ἀρχῶν τοῦ στρατοπέδου. Αὗται θὰ τοῖς παρέχουν πάσας τὰς ἀναγκαῖας εὐκολίας διὰ τὴν ἐπὶ τῶν θεμάτων τούτων ἀλληλογραφίαν.

γ) Καίτοι τὸ κρατηθὲν προσωπικὸν ὑπόκειται εἰς τὴν ἐσωτερικὴν πειθαρχίαν τοῦ στρατοπέδου εἰς τὸ ὁποῖον εὑρίσκεται, εἰς οὐδεμίαν δύνεται νὰ υποβληθῇ ἐργασίαν ξένην πρὸς τὴν ἰατρικὴν ἢ θρησκευτικὴν του ἀποστολήν.

Κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν ἐχθροπραξιῶν τὰ ἐμπόλεμα μέρη θὰ συνεννοηθοῦν διὰ τὴν ἐνδεχομένην ἀντικατάστασιν τοῦ κρατηθέντος προσωπικοῦ καὶ θὰ ὀρίσουν τὰς λεπτομερείας τῆς.

Οὐδεμία ἐκ τῶν προηγουμένων διατάξεων ἀπαλλάσσει τὴν κατακρατοῦσαν Δύναμιν τῶν ὑποχρεώσεων τὰς ὁποίας ἔχει ἐναντι τῶν αἰχμαλώτων πολέμου ἐπὶ τοῦ ὑγειονομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ πεδίου.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 5ον.

Θρησκεία, Πνευματικά και Σωματικά 'Ασκήσεις.

"Αρθρον 34.

Πλήρης ελευθερία θά παρέχεται εις τούς αιχμαλώτους πολέμου διά την άσκησιν τής θρησκείας των περιλαμβανομένων και τής παρακολούθησως των λειτουργειών του θρησκευματός των υπό τον όρον ότι θά συμμορφούνται προς τά υπό των κατακρατούσων άρχων όριζόμενα συνήθη πειθαρχικά μέτρα.

Διά τας θρησκευτικές τελετάς θά διατεθούν κατάλληλα διαμερίσματα.

"Αρθρον 35.

Εις τούς στρατιωτικούς ιερείς, οίτινες πίπτουν εις χείρας τής έχθρικης Δυνάμεως και οί όποιοι παρέμειναν, ή έκρατήθησαν ένα παράσχουν την άρωγή των εις τούς αιχμαλώτους πολέμου, θά επιτρέπεται να προσφέρουν προς αυτούς την βοήθειαν του ύπουργήματός των και ν' άσκούν αυτό έλευθέτως μεταξύ των όμοθρήσκων των, συμφώνως προς την θρησκευτικήν των συνείδησιν. Ούτοι θά κατανέμονται μεταξύ των διαφόρων στρατοπέδων και άποσπασμάτων έργασίας εις ά εύρίσκονται αιχμαλώτοι πολέμου άνήκοντες εις τας ίδιαις ένόπλους δυνάμεις, όμιλούντες την ίδιαν γλώσσαν ή άνήκοντες εις την ίδιαν θρησκείαν. Θά τύχουν των αναγκαίων εύκολιών και, ειδικώς, των μέσων μεταφοράς των προβλεπομένων εις τό άρθρον 33 προς επίσκεψιν των έκτός του στρατοπέου των αιχμαλώτων πολέμου. Θά άπολαύουν διά τας θρησκευτικές πράξεις του ύπουργήματός των ελευθερίας άλληλογραφίας, υπό την επιφύλαξιν τής λογοκρισίας, με τας έκκλησιαστικές άρχάς τής κατακρατούσης χώρας και τας διεθνείς θρησκευτικές όργανώσεις. Αί έπιστολαί και τά δελτάρια τά όποια θά άποστέλλωνται προς τον σκοπόν αυτόν θά λογίζονται ως επί πλέον τής προβλεπομένης εις τό άρθρον 71, ποσοστεισεως.

"Αρθρον 36.

Οί αιχμαλώτοι πολέμου, οίτινες είναι ιερείς χωρίς να ύπηρεζαν στρατιωτικοί ιερείς εις τον ίδιον των στρατόν θά τυχουν άδειας, οίονδήποτε και άν είναι τό θρησκευμα των, να άσκήσουν πλήρως τά ύπουργήματά των μεταξύ των όμοθρήσκων των. Θά τύχουν προς τον σκοπόν τούτον μεταχειρίσεως όμοίως ως προς την των στρατιωτικών ιερέων των κρατηθέντων υπό τής κατακρατούσης Δυνάμεως. Εις ουδεμίαν θά υποβάλλωνται άλληνη έργασίαν.

"Αρθρον 37.

"Όταν οί αιχμαλώτοι πολέμου δέν έχουν την άρωγήν στρατιωτικού ιερέως του θρησκευματός των, δύναται να ύποδειχθῃ τῇ αίτήσει των ενδιαφερομένων αιχμαλώτων, προς έκτέλεσιν των καθηκόντων αυτών, ιερεύς άνήκων είτε εις τό θρησκευμα των είτε εις ανάλογον θρησκευμα ή έλλείψει τοιούτου και κατάλληλος λαϊκός δσάκις τούτο επιτρέπεται από την θρησκείαν. Η ύπόδειξις αύτη ύποβαλλομένη εις την έγκρισιν τής κατακρατούσης Δυνάμεως θά γίνη από συμφώνου με την ομάδα των ενδιαφερομένων αιχμαλώτων και, όπου απαιτείται τούτο κατόπιν έγκρίσεως τής τοπικής άρχής του αυτού θρησκευματος. Τό ούτω ύποδειχθόσμενον πρόσωπον οφείλει να συμμορφωθῃ προς όλους τούς υπό τής κατακρατούσης Δυνάμεως, διά λόγους πειθαρχίας και στρατιωτικής ασφαλίας θεσπισθέντας κανονισμούς.

"Αρθρον 38.

Καίτοι σεβομένη τας άτομικές προτιμήσεις έκάστου αιχμαλώτου, ή κατακρατούσα Δύναμις θά ένθαρρύνη τας πνευματικές, εκπαιδευτικές, ψυχγωγικές και άθλητικές άσκήσεις των αιχμαλώτων πολέμου. Θά λάβη τά αναγκαία μέτρα να καταστήση ταύτας δυνατάς, θέτουςα εις την διάθεσιν των τά κατάλληλα διαμερίσματα και τά αναγκαία έφάδια.

Οί αιχμαλώτοι πολέμου πρέπει να έχουν την δυνατότητα να επιδίδωνται εις σωματικές άσκήσεις περιλαμβανομένων των άθλημάτων και παιγνίων και να άπολαύουν τής ύπαίθρου. Έπαρκείς έλεύθεροι χώροι θά διατίθενται προς τούτο εις όλα τά στρατόπεδα.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 6ον.

Πειθαρχία

"Αρθρον 39.

"Έκαστον στρατόπεδον αιχμαλώτων πολέμου θά τελεί υπό την άμεσον διοίκησιν ύπευθύνου αξιωματικού άνήκοντος εις τας τακτικές ένόπλους δυνάμεις τής κατακρατούσης Δυνάμεως. Ο αξιωματικός ούτος θά είναι κάτοχος του κειμένου τής παρούσης Συμβάσεως, θά μεριμνᾷ ώστε αι διατάξεις αύτης να είναι γνωσταί εις τό υπό τας διαταγάς του προσωπικόν και θά είναι ύπεύθυνος διά την έφαρμογήν των, υπό τον έλεγχον τής κυβερνήσεώς του.

Οί αιχμαλώτοι πολέμου, έξαιρέσει των αξιωματικών, οφείλουν τον χαιρετισμόν και τας λοιπάς ίσχυούσας εις τον ίδιον αυτών στρατόν δημοσίας εκδηλώσεις σεβασμού προς όλους τούς αξιωματικούς τής κατακρατούσης Δυνάμεως.

Οί αξιωματικοί αιχμαλώτοι πολέμου οφείλουν να χαιρετούν μόνον τούς αξιωματικούς άνωτέρου βαθμού τής Δυνάμεως ταύτης. Έν τούτοις οφείλουν τον χαιρετισμόν εις τον διοικητήν του στρατοπέδου οίσοδήποτε και είναι ο βαθμός αυτού.

"Αρθρον 40.

Έπιτρέπεται εις τούς αιχμαλώτους να φέρουν τά διάσημα του βαθμού και τής εθνικότητός των ως και τά παράσημά των.

"Αρθρον 41.

Είς έκαστον στρατόπεδον θά είναι τοιχοκολλημένα, τό κείμενον τής παρούσης Συμβάσεως, των παραρτημάτων της ως και τό περιεχόμενον των προβλεπομένων εν άρθρω 6 ειδικών συμφωνιών, εις την γλώσσαν των αιχμαλώτων πολέμου και εις τοποθεσίαν όπου οί αιχμαλώτοι θά δύναται να τά συμβουλευθούν. Τά κείμενα ταύτα θά κοινοποιούνται, τῇ αίτήσει των, εις τούς αιχμαλώτους τούς άδυνατοῦντας να λάβουν γνώσιν του τοιχοκολλημένου κειμένου.

Οί κανονισμοί, διαταγαί, ειδοποιήσεις και δημοσιεύσεις πάσης φύσεως αι άφορώσαι την συμπεριφοράν των αιχμαλώτων πολέμου θά ανακοινούνται προς αυτούς εις γλώσσαν την όποιαν κατανοούν. Θά τοιχοκολλώνται κατά τά άνωτέρω και αντίτυπά των θά δίδωνται εις τον άνδρα εμπιστοσύνης. "Όλαι αι διαταγαί και έντολαί αι άτομικώς άπευθυνόμεναι προς αιχμαλώτους οφείλουν επίσης να δίδωνται εις γλώσσαν την όποιαν ούτοι κατανοούν.

"Αρθρον 42.

"Η χρήσις όπλων έναντίον των αιχμαλώτων πολέμου, ειδικώς έναντίον εκείνων οίτινες δραπετεύουν ή άποπειρώνται να δραπετεύσουν, θ' άποτελῃ έσχατον μόνον μέσον ούτινος θά πρηγούνται πάντοτε αι ένδεικνύμεναι, αναλόγως των περιστάσεων κλήσεις.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 7ον.

Βαθμοί των Αιχμαλώτων Πολέμου.

"Αρθρον 43.

"Από τής έναρξεως των έχθροπραξιών, τά έν συρράξει Μέρη θά ανακοινώσουν προς άλληλα τούς τίτλους και βαθμούς όλων των προσώπων, άτινα αναφέρονται εις τό άρθρον 4 τής παρούσης Συμβάσεως, προς έξασφάλισιν τής ίσοτιμίας μεταχειρίσεως μεταξύ των αιχμαλώτων αντίστοιχων βαθμού. Έάν τίτλοι και βαθμοί δημιουργηθούν μεταγενεστέρας, θ' άποτελέσουν άντικείμενον αναλόγου ανακοινώσεως.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ ἀναγνωρίζῃ τὰς κατὰ βαθμὸν προαγωγὰς τῶν αἰχμαλώτων πολέμου, αἱ ὁποῖαι θὰ ἀνακοινοῦνται εἰς αὐτὴν τακτικῶς ὑπὸ τῆς Δυνάμεως ἐξ ἧς οὗτοι ἐξαρτῶνται.

Ἄρθρον 44.

Οἱ ἀξιοματικοὶ καὶ οἱ ἀφομοιωμένοι πρὸς αὐτοὺς αἰχμάλωτοι πολέμου θὰ τυγχάνουν μεταχειρίσεως συμφώνου πρὸς τὴν ὀφειλομένην εἰς τὸν βαθμὸν καὶ τὴν ἡλικίαν των τιμῇ.

Πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς ὑπηρεσίας τῶν στρατοπέδων ἀξιοματικῶν θ' ἀποσπᾶται εἰς αὐτὰ ἐπαρκῆς, ἐν συγκρίσει πρὸς τὸν βαθμὸν τῶν ἀξιοματικῶν καὶ ἄλλων ἀφομοιωμένων προσώπων, ἀριθμὸς στρατιωτῶν τῶν αὐτῶν ἐμπολέμων δυνάμεων, καὶ ὁμιλούντων, κατὰ τὸ δυνατόν, τὴν αὐτὴν γλῶσσαν. Οἱ στρατιῶται οὗτοι εἰς οὐδεμίαν ἄλλην ἐργασίαν δύνανται νὰ ὑποχρεωθῶν.

Θὰ διευκολύνεται παντὶ τρόπῳ ἢ διαχειρίσεις τοῦ συσσιτίου των ὑπ' αὐτῶν τούτων τῶν ἀξιοματικῶν.

Ἄρθρον 45.

Οἱ ἄλλοι αἰχμάλωτοι πολέμου, οἱ μὴ ἀξιοματικοὶ ἢ ἀφομοιωμένοι, θὰ τυγχάνουν μεταχειρίσεως ἀναλόγου πρὸς τὸν βαθμὸν καὶ τὴν ἡλικίαν των.

Θὰ διευκολύνεται παντὶ τρόπῳ ἢ διαχειρίσεις τοῦ συσσιτίου των, ὑπὸ αὐτῶν τούτων τῶν αἰχμαλώτων.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 8ον

Μεταστάθμευσις τῶν αἰχμαλώτων πολέμου μετὰ τὴν ἀφιζίν των εἰς τὸ στρατόπεδον.

Ἄρθρον 46.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις, ὅταν ἀποφασίσῃ τὴν μεταστάθμευσιν αἰχμαλώτων πολέμου, ὀφείλει νὰ λάβῃ ὑπ' ὄψιν τὰ συμφέροντα αὐτῶν καὶ δὴ τὸ ζήτημα τῆς μὴ αὐξήσεως τῶν δυσχερειῶν τοῦ ἐπαναπατρισμοῦ των.

Ἡ μεταφορὰ τῶν αἰχμαλώτων πολέμου θὰ γίνηται πάντοτε μὲ ἀνθρωπισμὸν καὶ ὑπὸ ὄρους οὐχὶ δυσμενεστέρους ἐκείνων ὧν ἀπολαοῦν τὰ στρατεύματα τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως κατὰ τὰς μετακινήσεις των. Θὰ λαμβάνονται πάντοτε ὑπ' ὄψιν αἱ κλιματολογικαὶ συνθήκαι εἰς τὰς ὁποίας οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου εἶναι συνηθισμένοι, οἱ δὲ ὄροι τῆς μεταφορᾶς ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει ἐπιτρέπεται νὰ εἶναι ἐπ.ζήμιοι διὰ τὴν ὑγίαν των.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ παρέχῃ εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου, κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς μεταφορᾶς των, πόσιμον ὕδωρ καὶ τροφὴν ἐπαρκῆ ἵνα διατηρηθῶν ἐν καλῇ ὑγείᾳ, καὶ ἐνδύματα, στέγασιν καὶ ἰατρικὴν περίθαλψιν ἀνάλογον πρὸς τὰς ἀνάγκας των. Θὰ λαμβάνῃ πᾶν χρήσιμον μέτρον, καὶ δὴ εἰς περίπτωσιν ταξειδίου θαλασσίῳ ἢ ἀεροπορικῷ, διὰ τὴν ἀσφάλειάν των διαρκούσης τῆς μεταφορᾶς, θὰ συντάσῃ δέ, πρὸ τῆς ἀναχωρήσεώς των πλήρη κατάλογον τῶν μεταφερθησομένων αἰχμαλώτων.

Ἄρθρον 47.

Οἱ ἀσθενεῖς ἢ τραυματῖαι αἰχμάλωτοι πολέμου δὲν θὰ μεταφέρονται ἐφ' ὅσον τὸ ταξειδίον θὰ ἰδύνατο νὰ δυσχεράνη τὴν θεραπείαν των, ἐκτὸς ἐὰν ἡ ἀσφάλειά των ἀπαιτῇ ἐπιτακτικῶς τὴν μετακίνησιν.

Ἐὰν τὸ μέτωπον πλησιάζει πρὸς στρατόπεδον, οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου τοῦ στρατοπέδου τούτου δὲν θὰ μετακινούνται πλὴν ἐὰν ἡ μεταφορὰ δύναιτο νὰ ἐνεργηθῇ ὑπὸ συνθήκας ἐπαρκούς ἀσφαλείας ἢ ἐὰν οὗτοι διατρέχουν μεγαλύτερον κίνδυνον ἐκ τῆς παραμονῆς των ἢ ἐκ τῆς μεταφορᾶς των.

Ἄρθρον 48.

Εἰς περίπτωσιν μετασταθμεύσεως οἱ ἐγκλειστοὶ θὰ εἰδοποιῶνται ἐπίσημως περὶ τῆς ἀναχωρήσεώς των καὶ τῆς

νέας διευθύνσεως. Ἡ εἰδοποίησις αὕτη θὰ τοὺς παρέχεται ἀρκετὰ ἐνωρίς ὥστε νὰ δύνανται νὰ ἐτοιμάσουν τὰς ἀποσκευὰς των καὶ νὰ προειδοποιήσουν τὰς οἰκογενεὰς των.

Θὰ δικαιοῦνται νὰ συμπαραλάβουν τὰ ἀτομικά των εἶδη, τὴν ἀλληλογραφίαν των καὶ τὰ ἀφικόμενα ὑπὲρ αὐτῶν δέματα. Τὸ βᾶρος τῶν ἀποσκευῶν τούτων θὰ δύναται νὰ περιορισθῇ, ἐὰν αἱ συνθήκαι μεταφορᾶς τὸ ἀπαιτοῦν, εἰς ὅτι ὁ αἰχμάλωτος δύναται μόνος, λογικῶς νὰ βαστάσῃ, ἀλλ' ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει τὸ ἐπιτρεπόμενον βᾶρος θὰ ὑπερβαίῃ τὰ εἴκοσι πέντε χιλιόγραμμα.

Ἡ ἀλληλογραφία καὶ τὰ δέματα τ' ἀποσταλέντα εἰς τὸ παλαιὸν στρατόπεδον, θὰ διαβιβάζονται πρὸς αὐτοὺς ἄνευ καθυστέρησεως. Ὁ διοικητὴς τοῦ στρατοπέδου θὰ λαμβάνῃ ἀπὸ κοινῶν μετὰ τοῦ ἀνδρὸς ἐμπιστοσύνης, τὰ ἀναγκαῖα μέτρα πρὸς ἐκτέλεσιν τῆς μεταφορᾶς τῆς συλλογικῆς περιουσίας τῶν αἰχμαλώτων πολέμου καὶ τῶν ἀποσκευῶν τὰς ὁποίας οἱ ἐγκλειστοὶ δὲν θὰ δύνανται νὰ συμπεριλάβουν συνετεία περιορισμῶν ἐπιβαλλομένων, δυνάμει τοῦ δευτέρου ἐδαφίου τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Τὰ ἔξοδα μετασταθμεύσεως θὰ βαρύνουν τὴν κατακρατοῦσαν Δύναμιν.

ΤΜΗΜΑ ΙΙΙ

Ἔργασια τῶν αἰχμαλώτων πολέμου.

Ἄρθρον 49.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ δύναται νὰ χρησιμοποίησιν τοὺς ὑγιεῖς αἰχμαλώτους πολέμου ὡς ἐργάτας, λαμβάνουσα ὑπ' ὄψιν τὴν ἡλικίαν των, τὸ φύλον των, τὸν βαθμὸν των ὡς καὶ τὰς σωματικὰς των ἰκανότητας, πρὸς τὸν σκοπὸν ἰδίως τῆς διατηρήσεώς των ἐν καλῇ σωματικῇ καὶ ἡθικῇ ὑγείᾳ.

Οἱ ὑπαξιωματικοὶ αἰχμάλωτοι πολέμου δὲν θὰ ὑποχρεοῦνται εἰμὴ μόνον εἰς ἔργα ἐπιτηρήσεως. Ὅσοι δὲν ὑποχρεωθῶν εἰς τοιαύτην ἐργασίαν δύνανται νὰ ζητήσουν ἄλλην κατάλληλον ἀπασχόλησιν, ἢτις θὰ τοὺς παρασχέῃ ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ.

Ἐὰν οἱ ἀξιοματικοὶ ἢ οἱ εἰς αὐτοὺς ἀφομοιωμένοι ζητήσουν κατάλληλον ἐργασίαν, αὕτη θὰ παρασχέῃ εἰς τούτους ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ. Ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει θὰ ὑποχρεοῦνται εἰς ἐργασίαν.

Ἄρθρον 50.

Πλὴν τῶν ἐργασιῶν τῶν σχετικῶν πρὸς τὴν διοίκησιν, τὴν διαρρύθμισιν ἢ τὴν συντήρησιν τῶν στρατοπέδων των, οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου δύνανται νὰ ὑποχρεωθῶν μόνον εἰς ἐργασίαν ἀναγομένην εἰς τὰς κάτωθι κατηγορίας :

α) Γεωργία β) βιομηχανία παραγωγικαί, ὀρυχτεία ἢ ἐργοστάσια, ἐξαιρέσει τῶν βιομηχανιῶν μεταλλουργείας, μηχανικῆς, χημικῶν προϊόντων, τῶν δημοσίων ἔργων καὶ τῆς οἰκοδομῆς στρατιωτικοῦ χαρακτῆρος ἢ στρατιωτικοῦ προορισμοῦ. γ) μεταφοραὶ καὶ φορτοεφορτώσεις ἄνευ στρατιωτικοῦ χαρακτῆρος, ἢ προορισμοῦ. δ) Ἐμπορικαὶ ἢ καλλιτεχνικαὶ ἀσχολίαι. ε) Οἰκιακαὶ ὑπηρεσίαι. ζ) Δημόσια ὑπηρεσίαι ἄνευ στρατιωτικοῦ χαρακτῆρος ἢ προορισμοῦ.

Ἐν περιπτώσει παραβιάσεως τῶν ὡς ἄνω διατάξεων, οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου θὰ δικαιοῦνται νὰ ἀσκήσουν τὸ δικαίωμά των διατυπώσεως παραπόνου, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 78.

Ἄρθρον 51.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου ὀφείλουν νὰ ἀπολαοῦν καταλλήλων συνθηκῶν ἐργασίας, ἰδίως εἰς ὅτι ἀφορᾷ τὴν στέγασιν, τὴν τροφήν, τὸν ἱματισμὸν καὶ τὰ ἐφόδια. Αἱ συνθήκαι αὗται δὲν δύνανται νὰ εἶναι κατώτεροι ἐκείνων, αἰτινες ἰσχύουν διὰ τοὺς ὑπηκόους τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως, τοὺς χρησιμοποιουμένους εἰς παρεμφερῆ ἔργα. Θὰ λαμβάνονται ἐπίσης ὑπ' ὄψιν αἱ κλιματολογικαὶ συνθήκαι.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις, ἢ ὁποία χρησιμοποιεῖ τὴν ἐργασίαν τῶν αἰχμαλώτων πολέμου, θὰ ἐξασφαλίζῃ εἰς τὰς περιοχὰς ὅπου οἱ αἰχμάλωτοι οὗτοι ἐργάζονται, τὴν ἐφαρμογὴν τῆς ἐθνικῆς νομοθεσίας περὶ προστασίας τῆς ἐργασίας καὶ εἰδικώτερον, τῶν κανονισμῶν περὶ ἀσφαλείας τῶν ἐργατῶν.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου ὀφείλουν νὰ ἐκπαιδεύονται καὶ νὰ εἶναι ἐφωδιασμένοι διὰ μέσων προστασίας προσηρμοσμένων εἰς τὴν ἐργασίαν ἣν θὰ ἐκτελοῦν καὶ ὁμοίων πρὸς τὰ προβλεπόμενα διὰ τοὺς ὑπηκόους τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 52, οἱ αἰχμάλωτοι δύνανται νὰ ἐκτεθοῦν εἰς τοὺς συνήθεις κινδύνους οὓς διατρέχουν καὶ οἱ καινοὶ ἐργάται.

Ἐν οὐδεμίᾳ περιπτώσει αἱ συνήθαι θὰ δύνανται νὰ κατὰστούν ἐπαχθέστεραι λόγῳ πειθαρχικῶν μέτρων.

Ἄρθρον 52.

Μόνον ἐθελουσίως δύνανται οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου νὰ χρησιμοποιηθοῦν εἰς ἀνθυγεινὰς ἢ ἐπικινδύνους ἐργασίας.

Οὐδεὶς αἰχμάλωτος πολέμου θὰ χρησιμοποιηθῇ εἰς ἐργασίαν, ἣτις θὰ ἠδύνατο νὰ θεωρηθῇ ταπεινωτικὴ διὰ μέλος τῶν ἐνόπλων δυνάμεων τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως.

Ἡ ἀφαιρέσις ναρκῶν ἢ ἄλλων ἀναλόγων μηχανημάτων λογίζεται ὡς ἐπικίνδυνος ἐργασία.

Ἄρθρον 53.

Ἡ διάρκεια τῆς ἡμερησίας ἐργασίας τῶν αἰχμαλώτων πολέμου, περιλαμβανομένης τῆς διαδρομῆς μεταβάσεως καὶ ἐπιστροφῆς δὲν θὰ εἶναι ὑπερβολικὴ καὶ ἐν οὐδεμίᾳ περιπτώσει θὰ ὑπερβαίνει τὴν παραδειγμασμένην διὰ τοὺς πολίτας ἐργάτας τῆς περιοχῆς, ὑπηκόους τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως, τοὺς χρησιμοποιουμένους εἰς τὴν αὐτὴν ἐργασίαν.

Θὰ παρέχεται ὑποχρεωτικῶς εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου μετὰ τὸ πρῶτον ἥμισυ τῆς ἡμερησίας ἐργασίας τοῦλάχιστον ὠριαία ἀνάπαυσις. Ἡ ἀνάπαυσις αὕτη θὰ εἶναι ἰσόχρονος πρὸς τὴν προβλεπομένην διὰ τοὺς ἐργάτας τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως, ἐὰν αὕτη εἶναι μεγαλυτέρας διάρκειας. Θὰ παρέχεται ἐπίσης εἰς αὐτοὺς ἑβδομαδιαίως ἀνάπαυσις εικοσιτεσσάρων συνεχῶν ὥρων, κατὰ προτίμησιν τὴν Κυριακὴν ἢ τὴν ἡμέραν ἀναπαύσεως τὴν τηρουμένην εἰς τὴν χώραν τῆς προελεύσεώς των. Ἐπὶ πλέον πᾶς ἐργάτης ὁ ὁποῖος ἠργάσθη ἐπὶ ἕν ἔτος, θὰ ἀπολαμβάνῃ ἀναπαύσεως ὀκτὼ συνεχῶν ἡμερῶν κατὰ τὰς ὁποίας ἡ ἀποζημίωσις τῆς ἐργασίας του θὰ τῷ καταβάλλεται.

Ἐὰν εἶναι ἐν χρήσει μέθοδοι ἐργασίας οἷα ἡ κατὰ τεμάχια, δὲν πρέπει αὐταὶ νὰ καθίστουσιν ὑπερβολικὴν τὴν διάρκειαν τῆς ἐργασίας.

Ἄρθρον 54.

Ἡ ὑφειλομένη εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου ἀποζημιώσεις ἐργασίας, ὀρίζεται κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 62 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου, οἵτινες καθίστανται θύματα ἐργατικῶν ἀτυχημάτων ἢ ἀσθενειῶν κατὰ τὴν διάρκειαν ἢ ἐνεκὰ τῆς ἐργασίας των, θὰ τυγχάνουν πάσης τῆς ἀναγκαίου εἰς τὴν κατάστασίν των φροντίδος. Ἐπὶ πλέον, ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ ἐπιδώσῃ εἰς αὐτοὺς ἰατρικὸν πιστοποιητικὸν τὸ ὅποσον θὰ τοῖς ἐπιτρέπη νὰ διεκδικήσουν τὰ δικαιώματά των παρὰ τῇ Δυνάμει ἐξ ἧς ἐξαρτῶνται, θὰ διαβιβάζῃ δὲ ἀντίτυπον αὐτοῦ εἰς τὸ Κεντρικὸν Γραφεῖον αἰχμαλώτων πολέμου, τὸ προβλεπόμενον εἰς τὸ ἄρθρον 123.

Ἄρθρον 55.

Ἡ ἱκανότης πρὸς ἐργασίαν τῶν αἰχμαλώτων πολέμου θὰ ἐλέγχεται περιοδικῶς δι' ἰατρικῶν ἐξετάσεων, τοῦλάχιστον δὲ ἅπαξ τοῦ μηνός. Κατὰ τὰς ἐξετάσεις αὐτὰς θὰ λαμβάνηται ἰδιαιτέρως ὑπ' ὄψιν ἡ φύσις τῆς ἐργασίας εἰς ἣν ὑποβάλλονται οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου.

Ἐὰν αἰχμάλωτος πολέμου φρονεῖ ὅτι εἶναι ἀνίκανος πρὸς ἐργασίαν, θὰ δικαιουῖται νὰ παρουσιασθῇ ἐνώπιον τῶν ἰατρικῶν ἀρχῶν τοῦ στρατοπέδου του. Οἱ ἰατροὶ θὰ δύνανται νὰ συστήσουν ὅπως οἱ αἰχμάλωτοι, οἵτινες, κατὰ τὴν γνώμη των, εἶναι ἀνίκανοι πρὸς ἐργασίαν, ἀπαλλάσσονται αὐτῆς.

Ἄρθρον 56.

Οἱ ἰσχύοντες διὰ τὰ ἀποσπάσματα ἐργασίας ὄροι θὰ εἶναι οἱ αὐτοὶ πρὸς τοὺς τῶν στρατοπέδων αἰχμαλώτων πολέμου.

Πᾶν ἀπόσπασμα ἐργασίας θὰ ἐξακολουθῇ νὰ διατελῇ ὑπὸ τὸν ἐλεγχον στρατοπέδου αἰχμαλώτων πολέμου καὶ νὰ ἐξαρτᾶται διοικητικῶς ἐξ αὐτοῦ. Αἱ στρατιωτικαὶ ἀρχαὶ καὶ ὁ διοικητὴς τοῦ στρατοπέδου τούτου θὰ εἶναι ὑπεύθυνοι ὑπὸ τὸν ἐλεγχον τῆς Κυβερνήσεώς των, διὰ τὴν τήρησιν, εἰς τὸ ἀπόσπασμα ἐργασίας, τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ὁ διοικητὴς τοῦ στρατοπέδου θὰ κρατῇ ἐνημερωμένον κατάλογον τῶν ἀποσπασμάτων ἐργασίας, τῶν ἐξαρτωμένων ἐκ τοῦ στρατοπέδου του καὶ θὰ ἀνακοινοῖ αὐτὸν εἰς τοὺς ἀπεσταλμένους τῆς προστατίδος Δυνάμεως, τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ ἢ ἄλλων ὀργανισμῶν, βοηθούτων τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου, οἱ ὁποῖοι ἠθελον ἐπισκεφθῆ τὸ στρατόπεδον.

Ἄρθρον 57.

Τὰ ἡμερομίσθια τῶν αἰχμαλώτων πολέμου, τῶν ἐργαζομένων διὰ λογαριασμὸν ἰδιωτῶν καὶ ἂν ἔτι οὗτοι ἐξασφαλίζουν τὴν φύλαξιν καὶ τὴν προστασίαν αὐτῶν ὑπὸ ἰδιάντων εὐθύνην, θὰ εἶναι τοῦλάχιστον ἴσα πρὸς τὰ προβλεπόμενα ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως. Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις, αἱ στρατιωτικαὶ ἀρχαὶ καὶ ὁ διοικητὴς τοῦ στρατοπέδου, εἰς τὸ ὁποῖον ἀνήκουν οἱ αἰχμάλωτοι, θὰ ἀναλάβουν πλήρη εὐθύνην διὰ τὴν συντήρησιν τὴν νοσηλείαν τὴν μεταχειρίσιν καὶ τὴν πληρωμὴν τῆς ἀποζημιώσεως ἐργασίας τῶν αἰχμαλώτων πολέμου τούτων.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου οὗτοι θὰ ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ παραμείνουν εἰς ἐπαφὴν με τοὺς ἀνδρας ἐμπιστοσύνης τοῦ στρατοπέδου εἰς τὸ ὁποῖον ἀνήκουν.

ΤΜΗΜΑ IV.

Χρηματικοὶ πόροι τῶν αἰχμαλώτων πολέμου

Ἄρθρον 58.

Ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῶν ἐχθροπραξιῶν καὶ ἐν ἀναμονῇ ἐπὶ τοῦ θέματος συμφωνίας με τὴν προστατίδα Δύναμι, ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ δύναιται νὰ καθορίσῃ τὸ ἀνώτατον ποσοῦν εἰς μετρητὰ ἢ ὑπὸ ἀνάλογον μορφήν, τὸ ὁποῖον οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου θὰ δύνανται νὰ φέρουν μεθ' ἐαυτῶν. Πᾶν ὑπερβάλλον, ὑπερ εὐρίσκεται νομίμως εἰς τὴν κατοχὴν των, ἔχει ἀφαιρεθῆ ἢ ἔχει κρατηθῆ, θὰ πιστοῦται, ὡς ἐπίσης καὶ πᾶσα κατάθεσις χρημάτων ἐνεργηθεῖσα παρ' αὐτῶν εἰς τὸν λογαριασμὸν των καὶ δὲν θὰ δύναιται νὰ μετατραπῆ εἰς ἄλλο νόμισμα ἀνευ τῆς συναίνεσεώς των.

Ὅσακις ἐπιτρέπεται εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου νὰ προβαίνουν εἰς ἀγορὰς ἢ νὰ δέχωνται ὑπηρεσίας ἐναντι πληρωμῆς τοῖς μετρητοῖς, ἐξω τοῦ στρατοπέδου, αἱ πληρωμαὶ αὐταὶ θὰ ἐνεργοῦνται ὑπ' αὐτῶν τούτων τῶν αἰχμαλώτων ἢ ὑπὸ τῆς διοικήσεως τοῦ στρατοπέδου, ἢ ὁποία θὰ φέρῃ τὰς πληρωμὰς αὐτὰς εἰς χρέωσιν τοῦ λογαριασμοῦ τῶν ἐνδιαφερομένων αἰχμαλώτων. Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ θεσπίσῃ τὰς ἀπαιτουμένας ἐν προκειμένῳ διατάξεις.

Ἄρθρον 59.

Τὰ ποσὰ εἰς νόμισμα τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως, τὰ ἀφαιρεθέντα ἀπὸ τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 18, κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς αἰχμαλωσίας των, θὰ φέρωνται εἰς πίστωσιν τοῦ λογαριασμοῦ ἐξ ἑκάστου,

ἐξ αὐτῶν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ άρθρου 64 τοῦ παρόντος Τμήματος.

Θὰ ἀγθοῦν ἐπίσης εἰς πίστωσιν τοῦ λογαριασμοῦ τούτου τὰ ποσὰ εἰς νόμισμα τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως, τὰ προσερχόμενα ἐκ τῆς μετατροπῆς τῶν ἀφαιρεθέντων κατὰ τὴν ἰδίαν στιγμήν ἀπὸ τούτους αἰχμαλώτους πολέμου, ποσῶν εἰς ἄλλα νομίσματα.

Ἄρθρον 60.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ καταβάλλῃ εἰς ὅλους τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου προκαταβολὴν μηνιαίων ἀποδοχῶν, ἧς ἡ ἀξία θὰ καθορισθῇ ἐκ τῆς μετατροπῆς εἰς τὸ νόμισμα τῆς ἀναφερομένης Δυνάμεως τῶν ἀκολουθῶν ποσῶν :

- Κατηγορία I. Αἰχμαῶτοι βαθμοῦ κατωτέρου τοῦ λοχίου: ὀκτώ Ἑλβετικά φράγκα.
- Κατηγορία II. Λοχιοὶ καὶ ἕτεροι ὑπαξιωματικοὶ ἢ αἰχμαῶτοι πολέμου ἰσοτίμου βαθμοῦ: δώδεκα Ἑλβετικά φράγκα.
- Κατηγορία III. Ἀξιωματικοὶ μέχρι τοῦ βαθμοῦ τοῦ λοχαγοῦ, ἢ αἰχμαῶτοι ἰσοτίμου βαθμοῦ: 50 Ἑλβετικά φράγκα.
- Κατηγορία IV. Ταγματάρχαι, Ἀντισυνταγματάρχαι, Συνταγματάρχαι, ἢ αἰχμαῶτοι ἰσοτίμου βαθμοῦ: 60 Ἑλβετικά φράγκα.
- Κατηγορία V. Στρατηγοὶ ἢ αἰχμαῶτοι πολέμου ἰσοτίμου βαθμοῦ: 75 Ἑλβετικά φράγκα.

Τὰ ἐνδιαφερόμενα ἐν συρράξει Μέρη δύνανται, οὐχ' ἦττον, νὰ τροποποιήσουν, δι' εἰδικῶν συμφωνιῶν, τὸ ποσὸν τῶν προκαταβολῶν ἀποδοχῶν τῶν ὀφειλομένων εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου τῶν ὡς ἂνω ἀπαριθμουμένων κατηγοριῶν.

Ἐπὶ πλέον, ἐὰν τὰ ποσὰ τὰ προβλεπόμενα εἰς τὸ ὡς ἂνω πρῶτον ἐδάφιον, εἶναι δυσαναλόγως μεγάλα ἐν συγκρίσει μετὰ τὴν καταβαλλόμενον εἰς τὰ μέλη τῶν ἐνόπλων δυνάμεων τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως μισθόν, ἢ ἐὰν, δι' αἰονόηποτε ἄλλον λόγον, ἐδημιουργῶν σοβαρὰν δυσχέρειαν εἰς τὴν εἰρημένην Δύναμιν, αὕτη, ἐν ἀναμονῇ τῆς συνάψεως εἰδικῆς συμφωνίας μετὰ τὴν Δύναμιν ἐκ τῆς ὁποίας ἐξαρτῶνται οἱ αἰχμαῶτοι πολέμου πρὸς τροποποίησιν τῶν ποσῶν τούτων δύνανται :

α') Εἴτε νὰ ἐξακολουθήσῃ πιστώνουσα τοὺς λογαριασμοὺς τῶν αἰχμαλώτων πολέμου μετὰ τὰ καθοριζόμενα εἰς τὸ πρῶτον ἐδάφιον ποσὰ.

β') Εἴτε προσωρινῶς νὰ περιορίσῃ, εἰς ἐπίπεδα ἄτινα θὰ παραμείνουν λογικὰ τὰ ποσὰ τὰ ὅποια θὰ θέτῃ, ὑπὸ τύπον προκαταβολῆς ἀποδοχῶν, εἰς διάθεσιν τῶν αἰχμαλώτων πολέμου διὰ τὰς ἀνάγκας τῶν. Οὐχ' ἦττον, προκειμένου περὶ τῶν αἰχμαλώτων πολέμου τῆς κατηγορίας I τὰ ποσὰ ταῦτα δὲν ῥέπει ποτὲ νὰ εἶναι κατώτερα ἐκείνων τὰ ὅποια ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις καταβάλλει εἰς τὰ μέλη τῶν ἰδίων τῆς ἐνόπλων δυνάμεων.

Οἱ λόγοι τοῦ τοιοῦτου περιορισμοῦ θὰ ἀνακοινῶνται ἀνευ χρονοτριβῆς εἰς τὴν προστάτιδα Δύναμιν.

Ἄρθρον 61.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ δέχεται τὰ χρηματικὰ ἐμβάσματα τὰ ὅποια ἡ Δύναμις ἐκ τῆς ὁποίας ἐξαρτῶνται οἱ αἰχμαῶτοι πολέμου θὰ ἀποστέλλῃ ὡς συμπλήρωμα μισθοῦ ὑπὸ τὸν ὄρον ὅτι τὰ ποσὰ ταῦτα θὰ εἶναι τὰ αὐτὰ δι' ὅλους τοὺς αἰχμαλώτους τῆς αὐτῆς κατηγορίας, ὅτι θὰ καταβάλλονται εἰς ὅλους τοὺς αἰχμαλώτους τῆς κατηγορίας αὐτῆς τοὺς ἐξαρτωμένους ἐκ τῆς Δυνάμεως αὐτῆς καὶ ὅτι θὰ φέρωνται, εὐθὺς ὡς εἶναι δυνατόν, εἰς πίστωσιν τῶν ἀτομικῶν λογαριασμῶν τῶν αἰχμαλώτων συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ άρθρου 64. Ἡ συμπλήρωσις αὕτη μισθοῦ δὲν ἀπαλλάσσει τὴν κατακρατοῦσαν Δύναμιν οὐδεμιᾶς τῶν ὑποχρεώσεων ἃς ὑπέχει κατὰ τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 62.

Οἱ αἰχμαῶτοι πολέμου θὰ λαμβάνουν ἀπ' εὐθείας παρὰ τῶν κατακρατοῦσων ἀρχῶν δικαίαν ἐργατικὴν ἀποζημίωσιν, τῆς ὁποίας τὸ ἀντίτιμον θὰ καθορίζηται παρὰ τῶν ἀρχῶν αὐτῶν, ἥτις ὅμως δὲν δύναται ποτὲ νὰ εἶναι κατώτερον τοῦ ἐνὸς τετάρτου τοῦ ἐλβετικοῦ φράγκου διὰ πλήρη ἡμέραν ἐργασίας. Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις, θὰ καθιστᾷ γνωστὸν εἰς τοὺς αἰχμαλώτους ὡς καὶ εἰς τὴν Δύναμιν ἐκ τῆς ὁποίας ἐξαρτῶνται μέσῳ τῆς προστάτιδος Δυνάμεως, τὸ ἀντίτιμον τῶν ἡμερησίων ἐργατικῶν ἀποζημιώσεων τὸ ὅποιον θὰ εἶναι καθορίσει.

Ἀποζημίωσις ἐργασίας καταβάλλεται ἐπίσης παρὰ τῶν κατακρατοῦσων ἀρχῶν εἰς τοὺς αἰχμαλώτους τοὺς χρησιμοποιούμενους μονίμως εἰς ὑπηρεσίας ἢ εἰς βιοτεχνικὰς ἐργασίας σχετικὰς μετὰ τὴν διοίκησιν, τὴν ἐσωτερικὴν διαρρύθμισιν ἢ τὴν συντήρησιν τῶν στρατοπέδων, ὡς καὶ εἰς τοὺς αἰχμαλώτους τοὺς ἐπιφορτισμένους ν' ἀσχοῦν πνευματικὰ ἢ ἱατρικὰ καθήκοντα ἐπ' ὠφελείᾳ τῶν συναδέλφων τῶν.

Ἡ ἀποζημίωσις ἐργασίας τοῦ ἀνδρὸς ἐμπιστοσύνης, τῶν βοηθῶν του καὶ, ἐνδεχομένως, τῶν συμβούλων του, θὰ ἀναλαμβάνηται ἐκ τοῦ ταμείου τοῦ τροφοδοτουμένου ἐκ τῶν κερδῶν τοῦ στρατηρίου. Τὸ ἀντίτιμόν τῆς θὰ καθορίζηται παρὰ τοῦ ἀνδρὸς ἐμπιστοσύνης καὶ θὰ ὑποβάλληται εἰς τὴν ἔγκρισιν τοῦ διοικητοῦ τοῦ στρατοπέδου. Ἐὰν δὲν ὑπάρχῃ τοιοῦτον ἀπόθεμα, αἱ κατακρατοῦσαι ἀρχαὶ θὰ καταβάλλουν εἰς τοὺς αἰχμαλώτους αὐτοὺς δικαίαν ἀποζημίωσιν ἐργασίας.

Ἄρθρον 63.

Εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου θὰ ἐπιτρέπηται νὰ λαμβάνουν τὰ χρηματικὰ ἐμβάσματα τὰ ὅποια θὰ ἀποστέλλονται εἰς αὐτοὺς ἀτομικῶς ἢ συλλογικῶς.

Ἐκαστος αἰχμαῶτος πολέμου θὰ διαθέτῃ τὸ πιστωτικὸν ὑπόλοιπον τοῦ λογαριασμοῦ του, ὡς προβλέπεται ἐν τῷ ἐπομένῳ ἄρθρῳ, ἐντὸς ὁρίων καθοριζομένων παρὰ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως, ἢ ὅποια θὰ ἐνεργῇ τὰς ζητουμένας πληρωμὰς. ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν οικονομικῶν ἢ νομισματικῶν περιορισμῶν τοὺς ὁποίους κρίνει αὕτη βασικὸς, θὰ ἐπιτρέπηται εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου νὰ ἐνεργῶν πληρωμὰς εἰς τὸ ἐξωτερικόν. Εἰς τὴν περίπτωσιν ταύτην ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ εὐνοῇ εἰδικῶς τὰ ἐμβάσματα, τὰ ὅποια, οἱ αἰχμαῶτοι πολέμου θὰ διενεργῶν ὑπὲρ προσώπων, ἅτινα οὗτοι συντηροῦν.

Ἐν πάσῃ περιπτώσει, οἱ αἰχμαῶτοι πολέμου θὰ δύνανται, ἐὰν ἡ Δύναμις ἐξ ἧς ἐξαρτῶνται συγκατατίθεται εἰς τοῦτο νὰ προβαίνουν εἰς τὴν διενέργειαν πληρωμῶν εἰς τὴν ἰδίαν αὐτῶν χώραν κατὰ τὴν ἀκόλουθον διαδικασίαν: ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ ἀποστέλλῃ εἰς τὴν εἰρημένην Δύναμιν, μέσῳ τῆς προστάτιδος Δυνάμεως, εἰδοποίησιν περὶ τοῦ ἀποστολέως καὶ τοῦ ἀποδέκτου ἐμβάσματος ὡς καὶ τοῦ καταβλητέου ποσοῦ ἐκπεπρασμένου εἰς τὸ νόμισμα τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως. Ἡ εἰδοποίησις αὕτη θὰ ὑπογράφηται ὑπὸ τοῦ ἐνδιαφερομένου αἰχμαλώτου καὶ θὰ προσυπογράφηται ὑπὸ τοῦ διοικητοῦ τοῦ στρατοπέδου. Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ χρεώσῃ τὸν λογαριασμὸν τοῦ αἰχμαλώτου μετὰ τὸ ποσὸν τοῦτο. Τὰ οὕτω χρεωθέντα ποσὰ θὰ φέρωνται ὑπ' αὐτῆς εἰς πίστωσιν τῆς Δυνάμεως ἐκ τῆς ὁποίας ἐξαρτῶνται οἱ αἰχμαῶτοι.

Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν ἀνωτέρω διατάξεων, ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ δύναται ὠφελίμως νὰ συμβουλευθῇ τὸν τύπον κανονισμοῦ τὸν περιλαμβάνοντα εἰς τὸ παράρτημα V τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 64.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ τερῆ δι' ἕκαστον αἰχμαλώτων πολέμου λογαριασμὸν ὃ ὁποῖος θὰ παρέχῃ τοῦλάχιστον τὰς κάτωθι ἐνδείξεις :

1. τὰ ὀφειλόμενα εἰς τὸν αἰχμαλώτον ἢ ληφθέντα ὑπ'

αὐτοῦ ὑπὸ τύπον προκαταβολῆς μισθοῦ, ἀποζημιώσεως ἐργασίας ἢ διὰ πάντα ἄλλον λόγον, τὰ εἰς τὸ νόμισμα τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως, ποσά ἅτινα ἀφηρέθησαν ἀπὸ τὸν αἰχμάλωτον. Τὰ ἀφαιρέθηκα ἀπὸ τὸν αἰχμάλωτον καὶ μετατραπέντα τῇ αἰτήσεϊ του εἰς τὸ νόμισμα τῆς εἰρημένης Δυνάμεως ποσά.

2. Τὰ καταβληθέντα εἰς τὸν αἰχμάλωτον τοῖς μετρητοῖς ἢ ὑπὸ ἀνάλογον μορφήν ποσά. Τὰς ἐνεργηθείσας διὰ λογαριασμὸν του καὶ τῇ αἰτήσεϊ του πληρωμάς. Τὰ ποσά τὰ μεταφερθέντα συμφώνως τῷ τρίτῳ ἐδαφίῳ τοῦ προηγουμένου ἄρθρου.

Ἄρθρον 65.

Πᾶσα ἐγγραφή γινομένη εἰς τὸν λογαριασμὸν αἰχμαλώτου πολέμου θὰ πρυσυπογράφηται ἢ μονογραφῆται ὑπ' αὐτοῦ ἢ ὑπὸ τοῦ ἀνδρὸς ἐμπιστοσύνης ἐνεργοῦντος ἐξ ὀνόματός του.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου θὰ τυγχάνουν ἐν παντὶ χρόνῳ λογικῶν εὐκολιῶν ἵνα συμβουλευθῶν τὸν λογαριασμὸν των καὶ λάβουν ἀντίγραφον αὐτοῦ. Ὁ λογαριασμὸς θὰ δύναται νὰ ἐλέγχηται ἐπίσης παρὰ τῶν ἀντιπροσώπων τῆς προστατίδος Δυνάμεως κατὰ τὰς ἐπισκέψεις τοῦ στρατοπέδου.

Κατὰ τὴν μεταφορὰν τῶν αἰχμαλώτων πολέμου ἐξ ἑνὸς στρατοπέδου εἰς ἕτερον, ὁ προσωπικὸς των λογαριασμὸς θὰ ἀκολουθῆ αὐτοῦς. Ἐν περιπτώσει μεταφορᾶς ἐκ μιᾶς κατακρατοῦσης Δυνάμεως εἰς ἕτεραν, τὰ ἀνήκοντα εἰς αὐτοὺς ποσά τὰ ὅποια δὲν εἶναι εἰς τὸ νόμισμα τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως θὰ ἀκολουθοῦν αὐτοῦς. Θὰ παραδωθῆ εἰς αὐτοὺς ἀπόδειξις δι' ὅλα τὰ ἄλλα ποσά, τὰ ὅποια θὰ παρέμενον εἰς πίστωσιν τοῦ λογαριαμοῦ των.

Τὰ ἐνδιαφερόμενα ἐν συρράξει Μέρη δύνανται νὰ συνεννοηθῶν ἵνα ἀνακινούσιν πρὸς ἄλληλα μέσῳ τῆς προστατίδος Δυνάμεως καὶ καθ' ὁρισμένα χρονικὰ διαστήματα ἀντίγραφα τῶν λογαριασμῶν τῶν αἰχμαλώτων πολέμου.

Ἄρθρον 66.

Ἄμα τῷ πέρατι τῆς κρατήσεως τοῦ αἰχμαλώτου πολέμου, λόγω ἀπελευθερώσεως ἢ ἐπαναπατριμοῦ, ἢ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ παραδώσῃ εἰς αὐτὸν δῆλωσιν ὑπογεγραμμένην ὑπὸ ἀρμοδίου ἀξιωματικοῦ καὶ βεβαιούσαν τὸ πιστωτικὸν ὑπόλοιπον, ἕπερ ὀφείλεται εἰς αὐτὸν κατὰ τὸ τέλος τῆς αἰχμαλωσίας του. Ἐφ' ἑτέρου ἢ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ ἀποστείλῃ εἰς τὴν Δύναμιν ἐκ τῆς ὁποίας ἐξαρτῶνται οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου, μέσῳ τῆς προστατίδος Δυνάμεως, καταλόγους παρέχοντας ὅλα τὰ στοιχεῖα περὶ τῶν αἰχμαλώτων, τῶν ὁποίων ἢ αἰχμαλωσία ἐξηγεῖ δι' ἐπαναπατριμοῦ, ἀπελευθερώσεως, ἀποδράσεως, θανάτου ἢ οὐδούποτε ἄλλου τρόπου, καὶ βεβαιώνοντας ἰδίως τὰ πιστωτικὰ ὑπόλοιπα τῶν λογαριασμῶν των. Ἐκαστον φύλλον τῶν καταλόγων αὐτῶν θὰ ἐπιτυρωθῆ παρ' ἐξουσιοδοτημένου ἀντιπροσώπου τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως.

Αἱ ἀναφερόμεναι Δύναμις θὰ δύνανται δι' εἰδικῆς συμφωνίας νὰ μεταβάλλουν ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει τὰς ὡς ἄνω διατάξεις.

Ἡ Δύναμις ἐκ τῆς ὁποίας ὁ αἰχμάλωτος πολέμου ἐξαρτᾶται θὰ εἶναι ὑπεύθυνος διὰ τὸν διακανονισμὸν μετ' αὐτοῦ τοῦ πιστωτικοῦ υπολοίπου, τὸ ὅποiov τῷ ὀφείλεται κατὰ τὸ τέλος τῆς αἰχμαλωσίας του ὑπὸ τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως.

Ἄρθρον 67.

Αἱ καταβαλλόμεναι συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 60 πρὸς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου, προκαταβολαὶ μισθοῦ, θὰ θεωροῦνται γινόμεναι διὰ λογαριασμὸν τῆς Δυνάμεως ἐκ τῆς ὁποίας ἐξαρτῶνται. Αἱ προκαταβολαὶ αὗται μισθοῦ ὡς καὶ ὅλαι αἱ πληρωμαὶ αἱ ἐκτελούμεναι ὑπὸ τῆς ἐν λόγω Δυνάμεως βάζουσι τοῦ ἄρθρου 63, τρίτον ἐδάφριον καὶ τοῦ ἄρθρου 68, θὰ ἀποτελέσουν τὸ ἀντικείμενον συμφωνιῶν μεταξὺ τῶν ἐνδιαφερομένων Δυνάμεων, κατὰ τὸ τέλος τῶν ἐχθροπραξιῶν.

Ἄρθρον 68.

Πᾶσα αἴτησις ἀποζημιώσεως ἐκ μέρους αἰχμαλώτου πολέμου λόγω ἀτυχήματος ἢ ἄλλης ἀναπηρίας ὀφειλομένης εἰς ἐργασίαν, θὰ ἀνακινουῖται εἰς τὴν Δύναμιν ἐξ ἧς οὗτος ἐξαρτᾶται μέσῳ τῆς προστατίδος Δυνάμεως. Συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 54, ἢ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ ἐπιδώσῃ ἐν πάσῃ περιπτώσει εἰς τὸν αἰχμάλωτον πολέμου μίαν δῆλωσιν πιστοποιούσαν τὴν φύσιν τοῦ τραύματος ἢ τῆς ἀναπηρίας, τὰς συνθήκας ὑπὸ τὰς ὁποίας συνέβη ὡς καὶ τὰς σχετικὰς μετὰ τὴν ἰατρικὴν ἢ νοσοκομειακὴν περιθάλψιν ἧτις τῷ παρεσχέθη, πληροφώρας. Ἡ δῆλωσις αὕτη θὰ ὑπογράφεται ὑπὸ ὑπευθύνου ἀξιωματικοῦ τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως καὶ αἱ ἰατρικῆς φύσεως πληροφώραὶ θὰ βεβαιωθῶν ὡς πρὸς τὴν ἀκριβεσίαν των, παρὰ ἰατροῦ τῆς ὑγειονομικῆς Ὑπηρεσίας.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ ἀνακινούσιν ἐπίσης εἰς τὴν Δύναμιν ἀπὸ τῆς ὁποίας ἐξαρτῶνται οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου πᾶσαν ὑποβληθεῖσάν ἐν ὑπὸ αἰχμαλώτου αἴτησις ἀποζημιώσεως δι' ἀτομικὰ εἶδη, ποσά ἢ ἀντικείμενα ἀξίας, ἅτινα τῷ ἀφηρέθησαν βάζουσι τοῦ ἄρθρου 18 καὶ δὲν τῷ ἐπεστράφησαν κατὰ τὸν ἐπαναπατριsmὸν του, καθὼς καὶ πᾶσαν αἴτησιν ἀποζημιώσεως δι' ἀπώλειαν τὴν ὅποιαν ὁ αἰχμάλωτος καταλογίζει εἰς σφάλμα τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως ἢ ἐνὸς τῶν ὀργάνων της. Ἐξ ἄλλου ἢ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ ἀντικαθιστᾶ δι' ἐξόδων της, τὰ ἀτομικὰ εἶδη τῶν ὁποίων ὁ αἰχμάλωτος θὰ ἔχῃ ἀνάγκην κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς αἰχμαλωσίας του. Ἐν πάσῃ περιπτώσει ἢ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ ἐπιδώσῃ εἰς τὸν αἰχμάλωτον δῆλωσιν ὑπογεγραμμένην ὑπὸ ὑπευθύνου ἀξιωματικοῦ, παρέχουσα ὅλας τὰς χρησίμους πληροφώρας ἐπὶ τῶν λόγων διὰ τοὺς ὁποίους δὲν ἐπεστράφησαν τὰ ὡς ἄνω εἶδη, χρηματικὰ ποσά, ἢ ἀντικείμενα ἀξίας. Ἀντίγραφον τῆς δηλώσεως ταύτης θὰ ἀπευθύνηται πρὸς τὴν Δύναμιν ἐκ τῆς ὁποίας ἐξαρτᾶται ὁ αἰχμάλωτος μέσῳ τοῦ κεντρικοῦ γραφείου τῶν αἰχμαλώτων πολέμου τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸ ἄρθρον 123.

ΤΜΗΜΑ V

Σχέσεις τῶν αἰχμαλώτων πολέμου μετὰ τοῦ ἐξωτερικοῦ.

Ἄρθρον 69.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις, εὐθὺς ὡς θὰ ἔχῃ ὑπὸ τὴν ἐξουσίαν της αἰχμαλώτους πολέμου, θ' ἀνακινώσῃ πρὸς αὐτοὺς καθὼς καὶ πρὸς τὴν Δύναμιν ἀπὸ τὴν ὅποιαν ἐξαρτῶνται οἱ αὐτοὶ, μέσῳ τῆς προστατίδος Δυνάμεως, τὰ μέτρα τὰ ὅποια ἐλαβε διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος Τμήματος. Θ' ἀνακινούσιν ἐπίσης κατὰ τὸν αὐτὸν τρόπον κάθε ἐπιφερομένην τροποποίησιν εἰς τὰ μέτρα ταῦτα.

Ἄρθρον 70.

Ἐκαστος αἰχμάλωτος πολέμου θὰ ἔχῃ τὴν δυνατότητα, ἅμα τῇ αἰχμαλωσίᾳ του ἢ τὸ ἄργότερον μετὰ μίαν ἐβδομάδα ἀπὸ τῆς ἀρτίσεως του εἰς στρατόπεδον, ἔστω καὶ ἂν πρόκειται περὶ στρατοπέδου διαμετακομίσεως καθὼς καὶ εἰς περιπτώσιν ἀσθενείας ἢ μεταφορᾶς εἰς νοσοκομεῖον ἢ εἰς ἄλλο στρατόπεδον, νὰ στείλῃ ἄφ' ἐνὸς ἂν εὐθείας εἰς τὴν ἀκυρηνίαν του καὶ ἐφ' ἑτέρου πρὸς τὸ προβλεπόμενον ἐν ἄρθρῳ 123 κεντρικὸν γραφεῖον αἰχμαλώτων πολέμου, δελτάριον διατυπωμένον ἢ δυνατὸν κατὰ τὸ προσήρητῆνον εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν ὑπόδειγμα, πληροφῶν αὐτοὺς διὰ τὴν αἰχμαλωσίαν του, τὴν διεθυσίν του καὶ τὴν κατάστασιν τῆς ὑγείας του. Τὰ ὡς ἄνω δελτάρια θὰ διαβιβάζωνται εἰς τὸν πρὸς ἐν ἔρον ὄσον οἶόν τε τάχιστα, κατ' οὐδένα δὲ τρόπον θὰ ἐπιτρέπεται ἢ ἐπιβραδύνουσι τῆς ἀποστολῆς των.

Ἄρθρον 71.

Εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου θὰ ἐπιτρέπηται νὰ ἀποστέλλουν καὶ νὰ λαμβάνουν ἐπιστολάς καὶ δελτάρια. Ἐν

ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις νομίζη ἀναγκᾶσιν νὰ περιορίσῃ τὴν ἀλληλογραφίαν ταύτην θὰ ὀφείλῃ τοῦλάχιστον νὰ ἐπιτρέπη τὴν ἀποστολὴν δύο ἐπιστολῶν καὶ τεσσάρων δελταρίων μηνιαίως συντεταγμένων κατὰ τὸ δυνατόν συμφώνως πρὸς τὰ προσηρηθέντα εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν ὑποδείγματα, τοῦτο δὲ χωρὶς νὰ ληφθοῦν ὑπ' ὄψιν τὰ δελτάρια, τὰ προβλεπόμενα εἰς τὸ ἄρθρον 70.). Ἄλλοι περιορισμοὶ δὲν δύνανται νὰ ἐπιβληθοῦν παρὰ μόνον ὅταν ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις κρίνει ὅτι ἀποβαίνει τοῦτο πρὸς τὸ συμφέρον αὐτῶν τούτων τῶν αἰχμαλώτων, λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν δυσκολιῶν τὰς ὁποίας συναντᾷ ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις εἰς τὴν ἐξέυρεσιν ἱκανοῦ ἀριθμοῦ μεταφραστῶν ἀρμοδίων διὰ τὴν ἀναγκάσιον λογαριασίαν. Ἐὰν παραστῆ ἀνάγκη περιορισμοῦ τῆς ἀποστελλομένης πρὸς τοὺς αἰχμαλώτους ἀλληλογραφίας, ἡ σχετικὴ ἀπόφασις δὲν δύναται νὰ ληφθῆ εἰμὴ μόνον ὑπὸ τῆς Δυνάμεως ἀπὸ τὴν ὁποίαν οὗτοι ἐξαρτῶνται, τῇ αἰτήσῃ ἐνδεχομένως, τῆς κατακρατοῦσας Δυνάμεως. Αἱ ἐπιστολαὶ αὗται καὶ τὰ δελτάρια ὀφείλουσιν νὰ κατευθύνωνται μὲ τὰ ταχύτερα μέσα τὰ ὁποία διαθέτει ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις, δὲν θὰ δύνανται δὲ νὰ ἐπιβραδυνθοῦν ἢ νὰ κρατηθοῦν διὰ πειθαρχικὰ λόγους.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου, οἵτινες τελοῦν ἀπὸ καιροῦ ἄνευ εἰδήσεων τῆς οἰκογενείας των ἢ οἱ ὁποῖοι εὑρίσκονται ἐν ἀδυναμίᾳ νὰ λάβουν ἢ νὰ δώσουν νέα διὰ τῆς συνήθους ὁδοῦ, καθὼς ἐπίσης καὶ ἐκεῖνοι οἵτινες χωρίζονται ἀπὸ τῶν οἰκείων των διὰ μεγάλων ἀποστάσεων θὰ δικαιούσιν νὰ ἀποστέλλουν τηλεγραφήματα τῶν ὁποίων τὰ τέλη θὰ ἄγονται εἰς χρέωσιν τοῦ λογαριασμοῦ των παρὰ τῇ κατακρατοῦσῃ Δυνάμει ἢ θὰ πληρώνωνται διὰ τῶν χρημάτων τὰ ὁποία οἱ αἰχμάλωτοι διαθέτουν.

Οἱ αἰχμάλωτοι θὰ ἀπολαμβάνουν ἐπίσης παρομοίου μέτρου εἰς περιπτώσιν ἐπείγουσας ἀνάγκης.

Κατὰ γενικὸν κανόνα ἡ ἀλληλογραφία τῶν αἰχμαλώτων θὰ συντάσσεται εἰς τὴν μητρικὴν των γλώσσαν. Τὰ ἐν συρράξει Μέρη δύνανται ὅμως νὰ ἐπιτρέψουν τὴν ἀλληλογραφίαν εἰς ἄλλας γλώσσας.

Οἱ σάκκοι οἱ περιέχοντες τὸ ταχυδρομεῖον τῶν αἰχμαλώτων θὰ εἶναι ἐπιμελῶς ἐσφραγισμένοι, θὰ φέρουν δὲ πινακίδας ἐμφανούσας σαφῶς τὸ περιεχόμενόν των καὶ φερούσας τὴν διεύθυνσιν τοῦ ταχυδρομικοῦ γραφείου τοῦ προορισμοῦ των.

Ἄρθρον 72.

Εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου ἐπιτρέπεται νὰ λαμβάνουν διὰ τοῦ ταχυδρομείου ἢ δι' ὁποιοῦδήποτε ἄλλου μέσου ἀτομικὰ δέματα ἢ συλλογικὰ τοιαῦτα περιέχοντα, πλὴν ἄλλων, τρόφιμα, ἐνδύματα, φάρμακα καὶ εἶδη προοριζόμενα νὰ ἰκανοποιήσουν τὰς ἀνάγκας των ἀπὸ ἀπόψεως θρησκείας, σπουδῶν ἢ ἀναψυχῆς περιλαμβανομένων βιβλίων, ἱερῶν σκευῶν, ἐπιστημονικοῦ ὕλικου, θεμάτων ἐξετάσεων, μουσικῶν ὀργάνων, εἰδῶν ἀθλητισμοῦ καὶ ὕλικου ἐπιτρέποντος εἰς τοὺς αἰχμαλώτους νὰ συνεχίσουν τὰς σπουδὰς των ἢ νὰ ἀσκοῦνται εἰς τὴν καλλιτεχνίαν.

Αἱ ἀποστολαὶ αὗται δὲν θὰ ἀπαλλάσσουν ποσῶς τὴν κατακρατοῦσαν Δύναμιν τῶν ὑποχρεώσεων, αἵτινες βαρύνουν αὐτὴν δυνάμει τῆς παρουσίας Συμβάσεως.

Οἱ μόνοι περιορισμοὶ, οἵτινες δύνανται νὰ ἐπιβληθοῦν εἰς τὰς ἀποστολὰς ταύτας εἶναι ἐκεῖνοι, οἱ ὁποῖοι, θὰ προταθοῦν ἀπὸ τὴν προστατίδα Δύναμιν, πρὸς αὐτὰ ταῦτα τὰ συμφέροντα τῶν αἰχμαλώτων πολέμου, ἢ, προκειμένου μόνον περὶ τῆς μεταφορᾶς των, λόγῳ τοῦ ἐξαιρετικοῦ φόρτου τῶν μεταφορικῶν καὶ συγκοινωνιακῶν μέσων, κατόπιν εἰσηγήσεως τῆς Διεθνούς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ ἢ ἄλλου ὀργανισμοῦ βοηθοῦντος τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου.

Αἱ διατάξεις αἱ σχετικαὶ πρὸς τὴν ἀποστολὴν δεμάτων ἀτομικῶν ἢ συλλογικῶν, θ' ἀποτελέσουν, ἐὰν παραστῆ ἀνάγκη, ἀντικείμενον εἰδικῶν συμφωνιῶν μεταξὺ τῶν ἐνδια-

φερομένων Δυνάμεων, αἱ ὁποῖαι ἐπ' οὐδενὶ λόγῳ δύνανται νὰ ἐπιβραδύνουν τὴν διανομὴν τῶν δεμάτων βοηθείας εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου. Αἱ ἀποστολαὶ τροφίμων ἢ ἐνδυμάτων δὲν θὰ περιλαμβάνουν βιβλία· τὰ ἱατρικὰ βοηθήματα θὰ στέλλωνται γενικῶς εἰς συλλογικὰ δέματα.

Ἄρθρον 73.

Ἐλλείπει εἰδικῶν συμφωνιῶν μεταξὺ τῶν ἐνδιαφερομένων Δυνάμεων ἐν σχέσει πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παραλαβῆς καθὼς καὶ τῆς διανομῆς τῶν συλλογικῶν ἀποστολῶν βοηθημάτων, θὰ ἐφαρμόζεται ὁ συνημμένος εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν κανονισμὸς περὶ συλλογικῶν βοηθημάτων.

Αἱ ὡς ἄνω προβλεπόμεναι εἰδικαὶ συμφωνίαι ἐπ' οὐδενὶ λόγῳ δύνανται νὰ περιορίσουν τὸ δικαίωμα τῶν ἀνδρῶν ἐμπιστοσύνης νὰ παραλαμβάνουν τὰς συλλογικὰς ἀποστολὰς βοηθημάτων τὰς προοριζόμενας διὰ τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου, νὰ προβαίνουν εἰς τὴν διανομὴν των, καὶ νὰ διαθέτουν ταύτας ἐπ' ὀφελείᾳ τῶν αἰχμαλώτων των.

Αἱ συμφωνίαι αὗται δὲν δύνανται ἐπίσης νὰ περιορίσουν τὸ δικαίωμα ἐλέγχου τῆς πρὸς τοὺς παραλήπτας διανομῆς, τὸ ὁποῖον ἔχουν οἱ ἀντιπρόσωποι τῆς προστατίδος Δυνάμεως τῆς Διεθνούς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ, ἢ οἰουδήποτε ἄλλου ὀργανισμοῦ ἐρχομένου ἀρωγοῦ εἰς τοὺς αἰχμαλώτους, ὅστις θὰ εἶχεν ἐπιφορτισθῆ τὴν διαβίβασιν τῶν συλλογικῶν ἀποστολῶν.

Ἄρθρον 74.

Ὅλαι αἱ ἀποστολαὶ βοηθημάτων αἱ προοριζόμεναι διὰ τοὺς αἰχμαλώτους θὰ ἀπαλλάσσωνται παντὸς φόρου εἰσγωγῆς, τελωνειακῶν δασμῶν καὶ ἄλλων τελῶν.

Ἡ ἀλληλογραφία, αἱ ἀποστολαὶ βοηθημάτων καὶ τὰ ἐπιτρεπόμενα χρηματικὰ ἐμβάσματα, τόσον τὰ πρὸς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου ἀπευθυνόμενα ὅσον καὶ τὰ ὑπ' αὐτῶν ἀποστελλόμενα διὰ τοῦ ταχυδρομείου, εἴτε ἀπ' εὐθείας εἴτε μέσῳ τῶν γραφείων πληροφοριῶν τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 122 καὶ τοῦ κεντρικοῦ Γραφείου τῶν αἰχμαλώτων πολέμου τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸ ἄρθρον 123, θὰ εἶναι ἀπηλλαγμένα ταχυδρομικῶν τελῶν τόσον εἰς τὰς χώρας ἀποστολῆς ἢ προορισμοῦ ὅσον καὶ εἰς τὰς ἐνδιάμεσους τοιαύτας.

Τὰ ἔξοδα μεταφορᾶς τῶν ἀποστολῶν βοηθημάτων τῶν προοριζομένων διὰ τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου αἵτινες λόγῳ βάρους ἢ δι' οἰανδήποτε ἄλλην αἰτίαν, δὲν δύνανται νὰ διβιβασθοῦν διὰ τῆς ταχυδρομικῆς ὁδοῦ, βαρύνουν τὴν κατακρατοῦσαν Δύναμιν ἐφ' ὅλης τῆς ἐκτάσεως τῶν ὑπὸ τὸν ἐλεγχον τῆς ἐδαφῶν. Αἱ ἄλλαι μετέχουσαι εἰς τὴν Σύμβασιν Δυνάμεις θὰ ἐπιβαρύνωνται μὲ τὰ ἔξοδα μεταφορᾶς εἰς τὰ ἀντιστοιχὰ ἐδάφη των.

Ἐλλείπει εἰδικῶν συμφωνιῶν μεταξὺ ἐνδιαφερομένων Δυνάμεων, τὰ ἔξοδα τὰ προερχόμενα ἐκ τῆς μεταφορᾶς τῶν ἀποστολῶν τούτων καὶ τὰ ὁποία δὲν καλύπτονται ὑπὸ τῶν ἀνωτέρω προβλεπομένων ἀτελειῶν θὰ εἶναι εἰς βάρος τοῦ ἀποστολέως.

Τὰ ὕψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ προσπαθήσουν νὰ ἐλαττώσουν ὅσον τὸ δυνατόν περισσότερο τὰ τηλεγραφικὰ τέλη διὰ τὰ τηλεγραφήματα τ' ἀποστελλόμενα ὑπὸ τῶν ἐγκλείστων ἢ τὰ πρὸς αὐτοὺς ἀπευθυνόμενα.

Ἄρθρον 75.

Εἰς περιπτώσιν καθ' ἣν αἱ στρατιωτικαὶ ἐπιχειρήσεις θὰ ἠμποδίζον τὰς ἐνδιαφερομένας δυνάμεις νὰ ἐκπληρῶσουν τὰς ὑποχρεώσεις των ὅπως ἐξασφαλίσουν τὴν μεταφορὰν τῶν προβλεπομένων εἰς τὰ ἄρθρα 70, 71, 72 καὶ 77 ἀποστολῶν, αἱ ἐνδιαφερόμεναι προστατίδες Δυνάμεις, ἢ διεθνῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ, ἢ πᾶς ἄλλος ὀργανισμὸς ἐγκεκριμένος ὑπὸ τῶν ἐν συρράξει Μερῶν, θὰ δύνανται ν' ἀναλάβουν νὰ ἐξασφαλίσουν τὴν μεταφορὰν τῶν ἀποστολῶν τούτων μὲ τὰ κατάλληλα μέσα (σιδηροδρομικὰ ὅχημα,

φορητὰ αὐτοκίνητα, πλοῖα, ἢ ἀεροπλάνα κ.λ.π.). Πρὸς τοῦτο τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ προσπαθήσουν νὰ τοῖς χορηγήσουν τὰ μέσα ταῦτα μεταφορᾶς καὶ νὰ ἐπιτρέψουν τὴν κυκλοφορίαν των καὶ δὴ διὰ χορηγείας τῶν ἀναγκιῶν ἀδείων ἐλευθέρως κυκλοφορίας.

Τὰ τοιαῦτα μεταφορικά μέσα δύνανται νὰ χρησιμοποιηθοῦν καὶ διὰ τὴν μεταφορὰν :

α) τῆς ἀλληλογραφίας, τῶν καταλόγων καὶ τῶν ἐκθέσεων τῶν ἀνταλλασσομένων μεταξὺ τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸ ἄρθρον 123 κεντρικοῦ Πρακτορείου πληροφοριῶν καὶ τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 122 ἐθνικῶν Γραφείων.

β) τῆς ἀλληλογραφίας καὶ τῶν ἐκθέσεων τῶν σχετικῶν μὲ τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου τὰς ὑποίας ἀνταλλάσσουν αἱ προστατίδες Δυνάμεις, ἢ διεθνῆς Ἐπιτροπῆ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ ἢ πᾶς ἄλλος ὄργανισμός ὅστις ἔρχεται ὡς ἀρωγὸς πρὸς τοὺς αἰχμαλώτους εἴτε μὲ τοὺς ἰδίους των ἀντιπροσώπους εἴτε μὲ τὰ ἐν συρράξει Μέρη.

Αἱ παρῶσαι διατάξεις κατ' οὐδὲν περιορίζουν τὸ δικαίωμα παντὸς ἐν συρράξει Μέρους νὰ ὀργανώσῃ, ἂν τὸ προτιμᾷ, ἄλλας μεταφορᾶς καὶ νὰ ἐκδώσῃ ἀδείας κυκλοφορίας ὑπὸ συμφωνηθησομένου ἄλλου ὄρους.

Τὰ προκύπτοντα ἐκ τῆς χρησιμοποίησεως τῶν μεταφορικῶν τούτων μέσων ἐξοδα θὰ ἐπιβαρύνουν κατ' ἀναλογίαν τοῦ ὄγκου καὶ βάρους τῶν ἀποστολῶν τὰ ἐν συρράξει Μέρη τῶν ὁποίων οἱ ὑπὸ τὴν ἀπολαύουν τῶν ὑπηρεσιῶν τούτων.

Ἄρθρον 76.

Ἡ λογοκρισία τῆς ἀπευθυνομένης πρὸς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου ἢ ἀποστελλομένης ὑπ' αὐτῶν ἀλληλογραφίας ὑφείλει νὰ ἐνεργῆται ἐντὸς τῆς βραχυτέρας δυνατῆς διορίας. Δύναται νὰ ἐνεργηθῇ μόνον ὑπὸ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους καὶ τοῦ παραλαμβάνοντος τὴν ἀλληλογραφίαν, ἅπαξ δὲ μόνον ὑφ' ἑατέρου.

Ὁ ἔλεγχος τῶν προοριζομένων διὰ τοὺς αἰχμαλώτους ἀποστολῶν δὲν θὰ πρέπει νὰ διενεργῆται κατὰ τρόπον ἐκθέτοντα εἰς φθορὰν τὰ τρόφιμα ἢ τινα περιέχουν, θὰ διενεργῆται δέ, ἐκτὸς ἂν πρόκειται περὶ ἐγγράφου ἢ ἐντύπου, παρουσία τοῦ παραλήπτου ἢ συναδέλφου δεόντως ἐξουσιοδοτημένου, ὑπ' αὐτοῦ. Ἡ παράδοσις τῶν ἀτομικῶν ἢ τῶν ὁμαδικῶν ἀποστολῶν εἰς τοὺς αἰχμαλώτους δὲν θὰ δύναται νὰ καθυστερήσῃ ὑπὸ τὸ πρόσχημα δυσχερεῶν λογοκρισίας.

Πᾶσα ἀπαγόρευσις ἀλληλογραφίας ἀποφασίζομένη ὑπὸ τῶν ἐν συρράξει Μερῶν, διὰ στρατιωτικὸς ἢ πολιτικὸς λόγους, δὲν δύναται νὰ εἶναι παρά προσωρινῆ, ἢ δὲ διάρκειά τῆς θὰ εἶναι ὅσον τὸ δυνατόν συντομωτέρα.

Ἄρθρον 77.

Αἱ κατακρατούσαι Δυνάμεις θὰ ἐξασφαλίσουν κάθε εὐκολίαν διὰ τὴν ἀποστολὴν μέσῃ τῆς προστατίδος Δυνάμει ἢ τοῦ κεντρικοῦ Γραφείου αἰχμαλώτων πολέμου τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸ ἄρθρον 123, τῶν πιστοποιητικῶν, πράξεων καὶ ἄλλων ἐγγράφων τῶν προοριζομένων διὰ τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου ἢ τῶν προσερχομένων ἐξ αὐτῶν, εἰδικῶς δὲ πληρεξουσίων καὶ διαθηκῶν.

Αἱ κατακρατούσαι Δυνάμεις θὰ διευκολύνουν, εἰς πᾶσαν περίπτωσιν, τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου εἰς τὴν σύνταξιν τῶν ἐγγράφων τούτων, εἰδικώτερον δὲ θὰ τοῖς ἐπιτρέπουν νὰ συμβουλευθῶνται νομομαθεῖς καὶ θὰ λαμβάνουν τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν πιστοποίησιν τοῦ γνησίου τῆς ὑπογραφῆς των.

ΤΜΗΜΑ VI

Σχέσεις τῶν αἰχμαλώτων πολέμου μὲ τὰς ἀρχάς.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ I

Παράπονα τῶν αἰχμαλώτων πολέμου κατὰ τῶν ὄρων τῆς ἐν αἰχμαλωσίᾳ διαβιώσεώς των.

Ἄρθρον 78.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου θὰ ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ παρῶ-

σιάσουν εἰς τὰς στρατιωτικὰς ἀρχὰς ὑπὸ τὴν ἐξουσίαν τῶν ὁποίων εὐρίσκονται, αἰτήσεις ἀφορώσας τοὺς ὄρους τῆς ἐν αἰχμαλωσίᾳ διαβιώσεώς των.

Θὰ ἔχουν ἐπίσης ἀνευ περιορισμοῦ τὸ δικαίωμα νὰ ἀπευθύνωνται εἴτε μέσῃ τοῦ ἀνδρὸς ἐμπιστοσύνης εἴτε ἀπ' εὐθείας εἰς τὸν κεντρικὸν ἀναγκιῶν, πρὸς τοὺς ἀντιπροσώπους τῶν προστατίδων Δυνάμεων, πρὸς ὑπόδειξιν τῶν σημείων ἐπὶ τῶν ὁποίων ἔχουν νὰ διατυπώσουν παράπονα ὅσον ἀφορᾷ τὸ καθεστῶς τῆς αἰχμαλωσίας.

Αἱ αἰτήσεις αὗται καὶ τὰ παράπονα δὲν θὰ ὑπόκεινται εἰς περιορισμὸν οὔτε θὰ λογιζονται ὅτι ἀποτελοῦν μέρος τῆς ποσοστώσεως τῆς ἀλληλογραφίας τῆς ἀναφερομένης εἰς τὸ ἄρθρον 71. Δέον νὰ διαβιβάζονται ἐπειγόντως εἰς τὸν πρὸς ὃν ὄρον. Εἰς οὐδεμίαν τιμωρίαν δύνανται νὰ δώσουν λαβὴν ἔστω καὶ ἂν ἀποδειχθοῦν ἀβάσιμα.

Οἱ ἄνδρες ἐμπιστοσύνης δύνανται νὰ στέλλουν, κατὰ καιροὺς, εἰς τοὺς ἀντιπροσώπους τῶν προστατίδων Δυνάμεων ἐκθέσεις ἐπὶ τῆς καταστάσεως εἰς τὰ στρατόπεδα καὶ τῶν ἀναγκῶν τῶν αἰχμαλώτων πολέμου.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ II

Ἄντιπρόσωποι τῶν αἰχμαλώτων πολέμου.

Ἄρθρον 79.

Παντοῦ ὅπου εὐρίσκονται αἰχμάλωτοι πολέμου, ἐξαιρέσει τῶν μερῶν ὅπου εὐρίσκονται ἀξιοματικοί, οἱ αἰχμάλωτοι θὰ ἐκλέγουν ἐλευθέρως καὶ διὰ μυστικῆς ψηφοφορίας, ἂν ἐξάμηνον, ἢ καὶ συχνώτερον, ἂν ἡ θέσις εἶναι κενή, ἄνδρας ἐμπιστοσύνης, ἐπιφορτισμένους νὰ τοὺς ἀντιπροσωπεύουν ἐνώπιον τῶν στρατιωτικῶν ἀρχῶν, τῶν προστατίδων Δυνάμεων, τῆς διεθνῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ καὶ παντὸς ἄλλου ὄργανισμοῦ ἐρχομένου πρὸς αὐτοὺς ἀρωγῶν. Οἱ ἄνδρες οὗτοι ἐμπιστοσύνης εἶναι ἐπανεκλεξιμοί.

Εἰς τὰ στρατόπεδα ἀξιοματικῶν καὶ ἐξομοιουμένων πρὸς αὐτοὺς καὶ εἰς τὰ μικτὰ στρατόπεδα, ὁ ἀρχαιότερος τῶν αἰχμαλώτων πολέμου ἀξιοματικὸς ὁ ἔχων τὸν ἀνώτερον βαθμὸν θὰ ἀναγνωρίζεται ὡς ἀνὴρ ἐμπιστοσύνης. Οὗτος εἰς τὰ στρατόπεδα ἀξιοματικῶν θὰ βοηθῆται ἀπὸ ἓνα ἢ πλείονας συμβούλους ἐκλεγόμενους ὑπὸ τῶν ἀξιοματικῶν, εἰς τὰ μικτὰ στρατόπεδα οἱ βοηθοὶ τοῦ θὰ λαμβάνωνται μεταξὺ τῶν ἄλλων αἰχμαλώτων πολέμου, πλὴν τῶν ἀξιοματικῶν καὶ θὰ ἐκλέγωνται ὑπ' ἐκείνων.

Εἰς τὰ στρατόπεδα ἐργασίας διὰ αἰχμαλώτους πολέμου, θὰ τοποθετοῦνται ἀξιοματικοὶ αἰχμάλωτοι πολέμου τῆς ἰδίας μὲ τοὺς ἀνδρας ἐθνικότητος ἵνα ἐκπληροῦν τὰ διοικητικὰ καθήκοντα τοῦ στρατοπέδου, τὰ βαρύνοντα τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου. Οἱ ἀξιοματικοὶ οὗτοι θὰ δύνανται νὰ ἐκλεγοῦν καὶ εἰς τὸ ἀξίωμα τοῦ ἀνδρὸς ἐμπιστοσύνης συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς πρώτης παραγράφου τοῦ παρόντος ἀρθροῦ. Εἰς τοιαύτην περίπτωσιν οἱ βοηθοὶ τοῦ ἀνδρὸς ἐμπιστοσύνης θὰ ἐκλέγωνται μεταξὺ τῶν ἄλλων αἰχμαλώτων πολέμου πλὴν τῶν ἀξιοματικῶν.

Κάθε ἐκλεγόμενος ἀνὴρ ἐμπιστοσύνης ὑφείλει ν' ἀναγνωρισθῇ ὑπὸ τῆς κατακρατούσης Δυνάμει πρὸ τῆς ἀναλήψεως τῶν καθηκόντων του. Ἐὰν ἡ κατακρατούσα Δύναμις ἀρνήθῃ νὰ ἀναγνωρίσῃ ἓνα αἰχμάλωτον πολέμου ἐκλεγέντα ὑπὸ τῶν ἐν αἰχμαλωσίᾳ συναδέλφων του, ὑφείλει ν' ἀνακοινώσῃ εἰς τὴν προστατίδα Δύναμιν τοὺς λόγους τῆς ἀρνήσεώς τῆς.

Ἐν πάσει περιπτώσει ὁ ἀνὴρ ἐμπιστοσύνης θὰ εἶναι τῆς αὐτῆς ἐθνικότητος, γλώσσης καὶ ἑθίμων πρὸς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου ὅς ἀντιπροσωπεύει. Οὗτοι οἱ εἰς τὰ διάφορα τμήματα ἐνὸς στρατοπέδου κατανεμημένοι αἰχμάλωτοι πολέμου θὰ ἔχουν ἀναλόγως πρὸς τὴν ἐθνικότητα, τὴν γλώσσαν ἢ τὰ ἑθιμὰ των δι' ἕκαστον τμήμα, τὸν ἴδιον αὐτῶν ἀνδρα ἐμπιστοσύνης, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν προηγουμένων παραγράφων.

"Άρθρον 80.

Οί άνδρες έμπιστοσύνης όφείλουν νά συμβάλουν εις τήν σωματικήν, ήθικήν και πνευματικήν εήμερίαν τών αιχμαλώτων πολέμου.

Ειδικώς, εάν οί αιχμαλώτοι άπεφάσιζον νά οργανώσουν μεταξύ των σύστημα άλληλοβοηθείας, ή όργάνωσις αύτη θά ήτο τής άρμοδιότητος τών άνδρών έμπιστοσύνης, ανεξαρτήτως τών ειδικών καθηκόντων τά όποια άλλαι διατάξεις τής παρούσης συμβάσεως έχουν έμπιστευθή εις αυτούς.

Οί άνδρες έμπιστοσύνης δέν θά είναι ύπεύθυνοι, λόγω και μόνον τών καθηκόντων των, τών διαπραττομένων υπό τών αιχμαλώτων πολέμου παραβάσεων.

"Άρθρον 81.

Οί άνδρες έμπιστοσύνης δέν θά ύποχρεωvνται εις άλλην τινα έργασίαν εάν τούτο ήθελε δυσχεράνει τήν εκτέλεσιν τών καθηκόντων των.

Οί άνδρες έμπιστοσύνης δύνανται νά ύποδείξουν μεταξύ τών αιχμαλώτων τους βοηθούς ούτινες τούς είναι αναγκαίοι. Πάσα ύλική εύκολία θά παρέχεται εις αυτούς, και δη ώρισμένη έλευθερία κινήσεως αναγκαία εις τήν εκτέλεσιν τών καθηκόντων των (έπισκέψεις άποσπασμάτων έργασίας, παραλαβή άποστολών βοηθημάτων κ.λ.π.).

Οί άνδρες έμπιστοσύνης θά έχουν τήν άδειαν νά επισκέπτονται τά οικήματα όπου διαμένουν οί αιχμαλώτοι πολέμου, ούτοι δέ θά έχουν τό δικαίωμα νά συμβουλευvνται έλευθέρως τους άνδρας έμπιστοσύνης των.

Θά παρέχεται ώσχύτως πάσα εύκολία εις τους άνδρας έμπιστοσύνης διά τήν ταχυδρομικήν και τηλεγραφικήν των άλληλογραφίαν με τάς κατακρατούσας άρχάς με τάς προστάτιδας Δυνάμεις, τήν διεθνή Έπιτροπήν τού Έρυθρού Σταυρού και τους άπεσταλμένους των, με τής Μικτής Έπιτροπής καθώς και με τους Όργανισμούς ούτινες ήθελον έλθη άρωγή προς τους αιχμαλώτους πολέμου. Οί άνδρες έμπιστοσύνης τών άποσπασμάτων έργασίας θά χείρουν τών αυτών εύκολιών διά τήν άλληλογραφίαν των με τόν άνδρα έμπιστοσύνης τού κυρίου στρατοπέδου. Η άλληλογραφία αύτη δέν θά ύπόκειται εις περιορισμούς ούτε θά θεωρηται εις άποτελοvσα μέρος τής, ενάρθρω 72, αναφερομένης ποσοστεύσεως.

Ουδείς άνηο έμπιστοσύνης επιτρέπεται νά μετατεθή χωρίς νά τω δοθή ό λογικός άνγκαίος χρόνος ίνα καταποτίσθ τόν διάδοχόν του επί τών εκκρεμών ζητημάτων.

Έν περιπτώσει καθιέρσεως, τά αίτια τής άποφάσεως ταύτης θά κοινοποιovνται εις τήν προστάτιδα Δύναμιν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙΙ

Ποινική και πειθαρχική Κυρώσεις.

1. Γενική Διατάξεις

"Άρθρον 82.

Οί αιχμαλώτοι πολέμου θά ύπόκεινται εις τους νόμους, τους κανονισμούς και τάς γενικάς διαταγάς ούτινες διέπουν τάς ενόπλους δυνάμεις τής κατακρατούσης Δυνάμεως. Αύτη έχει τό δικαίωμα νά λάβη δικαστικά ή πειθαρχικά μέτρα καθ' οίονδήποτε αιχμαλώτου πολέμου όστις θά έχη παραβή τους νόμους, τους κανονισμούς ή τάς γενικάς αύτης διαταγάς. Ουχ' ήττον, ουδεμία θά επιτραπή δίωξις ή κύρωσις αντίθετος προς τάς διατάξεις τού παρόντος κεφαλαίου.

Αν νόμοι, κανονισμοί, ή γενική διαταγή τής κατακρατούσης Δυνάμεως όρίζουν ως αξιοποιvσα, πράξεις διαπραχθείσας υπό αιχμαλώτου πολέμου, ενώ αυται, διαπραττόμεναι υπό μέλους τών ενόπλων δυνάμεων τής κατακρατούσης Δυνάμεως δέν θεωρovνται τοιαυται, αί πράξεις αύται θά συνεπάγονται μόνον πειθαρχικά κυρώσεις.

"Άρθρον 83.

Όταν θά πρόκειται νά κριθή κατά πόσον παράβασις διαπραχθείσα υπό αιχμαλώτου πολέμου πρέπει νά τιμωρηθή πειθαρχικώς ή δικαστικώς, ή κατακρατούσα Δύναμις θά μεριμνήσθ ίνα αί άρμόδια άρχαι επιδείξουν τήν μεγαλύτεραν δυνατήν επιείκειαν κατά τήν εκτίμησιν τού πράγματος και προσφύγουν εις πειθαρχικά μέτρα μάλλον ή εις δικαστικήν δίωξιν όσάκις τούτο είναι δυνατόν.

"Άρθρον 84.

Στρατιωτικά μόνον Δικαστήρια δύνανται νά δικάσουν αιχμαλώτων πολέμου, πλην εάν ή νομοθεσία τής κατακρατούσης Δυνάμεως επιτρέπει ρητώς εις τά πολιτικά δικαστήρια νά δικάζουν μέλη τών ενόπλων δυνάμεων τής εν λόγω Δυνάμεως διά τήν αύτην παράβασιν διά τήν όποιαν διώκεται ό αιχμαλώτος πολέμου.

Έν ουδεμιή περιπτώσει θέλει έχθθ αιχμαλώτος πολέμου ενόπιον οίονδήποτε δικαστηρίου μη παρέχοντος τάς γενικώς ανεγνωρισμένας ως άπαραιτήτους έγγυήσεις ανεξαρτησίας και άμεροληψίας, ειδικώς δέ ενόπιον δικαστηρίου ούτινος ή διαδικασία δέν θά εξησφάλιζεν αυτώ τά δικαίωματα και μέσα άμύνης τά προβλεπόμενα εν άρθρω 105.

"Άρθρον 85.

Αιχμαλώτοι πολέμου διωκόμενοι δυνάμει τής νομοθεσίας τής κατακρατούσης Δυνάμεως διά πράξεις διαπραχθείσας πρό τής αιχμαλωσίας των, θά παραμείνουν, και εάν καταδικασθvν, υπό τό ειςεργέτημα τής παρούσης Συμβάσεως.

"Άρθρον 86.

Ουδείς αιχμαλώτος πολέμου θά τιμωρηται πλέον ή άπαξ διά τήν αύτην πράξιν ή βάσει τής αύτης κατηγορίας.

"Άρθρον 87.

Οί αιχμαλώτοι πολέμου δέν θά καταδικάζωνται υπό τών στρατιωτικών άρχων και τών δικαστηρίων τής κατακρατούσης Δυνάμεως εις ποινήν άλλην πλην τής προβλεπομένης διά τάς αύτας πράξεις τών μελών τού ενόπλου δυνάμεων τής Δυνάμεως ταύτης.

Διά τόν καθορισμόν τής ποινής, τά δικαστήρια ή αί άρχαι τής κατακρατούσης Δυνάμεως θά λαμβάνουν εν τω μεγαλύτερω δυνατώ μέτρω υπ' όψιν τό γεγονός ότι ό κατηγορούμενος, μη ών υπήκοος τής κατακρατούσης Δυνάμεως δέν δεσμεύεται εναντι αύτης καθ' οίονδήποτε ύποχρέωσης πίστεως και ότι εύρίσκεται υπό τήν εξουσίαν της ένκα περιστάσεων ανεξαρτήτων τής ιδίας αυτου θελήσεως. Τά ειρημένα δικαστήρια ή άρχαι θά έχουν τήν εύχέρειαν νά μειώσουν έλευθέρως τήν προβλεπομένην διά τήν παράβασιν δι' ήν ό αιχμαλώτος κατηγορείται ποινήν, και δέν θά δεσμεύονται εν προκειμένω από τό καθωρισμένον ελάχιστον όριον τής ποινής ταύτης.

Απαγορεύεται πάσα συλλογική ποινή δι' άτομικάς πράξεις, πάσα σωματική ποινή, πάσα εγκάθειρξις εις χώρον μη φωτιζόμενον υπό τού φωτός τής ήμέρας και γενικώς, πάσα βάσανος ή άπανθρωπία.

Πρός τούτοις, ουδείς αιχμαλώτος πολέμου δύναται νά στερηθθ τού βαθμού του υπό τής κατακρατούσης Δυνάμεως ή νά έμποδισθ ή νά φέρη τά σήματα αυτου.

"Άρθρον 88.

Οί άντιστοιχων βαθμών αξιωματικοί, ύπαξιωματικοί και όπλίται αιχμαλώτοι πολέμου, ύφιστάμενοι δικαστικήν ή πειθαρχικήν ποινήν, δέν θά ύπόκεινται εις μεταχείρισιν αυστηροτέραν εκείνης, ήτις προβλέπεται διά τά μέλη τών ενόπλων δυνάμεων τής κατακρατούσης Δυνάμεως, διά τήν αύτην ποινήν.

Γυναίκες αιχμαλώτοι πολέμου δέν θά καταδικάζωνται εις ποινήν αυστηροτέραν, ή, καθ' έν χρόνον εκτίουν τήν ποινήν των, δέν θά τυγχάνουν μεταχειρίσεως αυστηροτέρας τής των

γυναικῶν μελῶν τῶν ἐνόπλων δυνάμεων τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως τῶν τιμωρηθέντων δι' ἀνάλογον παράπτωμα.

Ἐν οὐδεμίᾳ περιπτώσει γυναῖκες αἰχμαλῶτοι πολέμου θὰ καταδικάζονται εἰς ποινὴν αὐστηροτέραν, ἢ καθ' ὄν. χρόνον ἐκτίουν τὴν ποινὴν τῶν, θὰ τυγχάνουν μεταχειρίσεως αὐστηροτέρας τῆς τῶν ἀρρένων μελῶν τῶν ἐνόπλων δυνάμεων τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως τῶν τιμωρηθέντων δι' ἀνάλογον παράπτωμα.

Οἱ αἰχμαλῶτοι πολέμου, ἀφοῦ ἐκτίσουν τὰς εἰς αὐτοὺς ἐπιβληθείσας πειθαρχικὰς ἢ δικαστικὰς ποινὰς, δὲν θὰ τύχουν μεταχειρίσεως διαφόρου τῆς τῶν ἄλλων αἰχμαλώτων.

II. Πειθαρχικαὶ Κυρώσεις.

Ἄρθρον 89.

Αἱ ἐπὶ τῶν αἰχμαλώτων πολέμου ἐφαρμοσίμοι πειθαρχικαὶ ποιναὶ εἶναι αἱ ἑξῆς :

1) πρόστιμον μέχρι πενήτηντα τοῖς ἑκατὸν τῆς προκαταβολῆς μισθοῦ καὶ τῆς ἀποζημιώσεως ἐργασίας περὶ ᾧν προβλέπουν τὰ ἄρθρα 60 καὶ 62, τοῦτο δὲ ἐπὶ χρονικὸν διάστημα μὴ ὑπερβαῖνον τὰς τριάκοντα ἡμέρας.

2) διακοπὴ τῶν πλεονεκτημάτων τῶν χορηγηθέντων ἐπὶ πλεόν τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως.

3) ἀγγαρεῖα μὴ ὑπερβαίνουσα τὰς δύο ὥρας ἡμερησίως.

4) περιορισμός.

Ἐν τούτῳ, ἡ ποινὴ ἢ προβλεπομένη ὑπ' ἀριθ. 3 δὲν θὰ ἐπιβάλλεται εἰς ἀξιωματικούς.

Αἱ πειθαρχικαὶ ποιναὶ ἐν οὐδεμίᾳ περιπτώσει θὰ εἶναι ἀπάνθρωποι, βάνασοι ἢ ἐπικίνδυνοι διὰ τὴν υγίειαν τῶν αἰχμαλώτων πολέμου.

Ἄρθρον 90.

Ἡ διάρκειά μιᾶς καὶ τῆς αὐτῆς ποινῆς οὐδέποτε θὰ ὑπερβαίῃ τὰς 30 ἡμέρας. Εἰς περιπτώσειν πειθαρχικοῦ παραπτώματος αἱ περίοδοι προληπτικῆς κρατήσεως αἱ διαδραματίζονται πρὸ τῆς ἐπὶ ἀκροατηρίῳ διαδικασίας ἢ τῆς ἀπαγγελίας τῆς ποινῆς θὰ ἐκπίπτουνται ἀπὸ τὴν ἀπαγγελθεῖσαν ποινὴν.

Τὸ ἀνώτατον ὄρον τῶν τριάκοντα ἡμερῶν τὸ ἀνωτέρω προβλεπόμενον, δὲν ἐπιτρέπεται νὰ ὑπερβληθῇ, ἔστω καὶ ἂν ὁ αἰχμαλῶτος πολέμου ἔχει νὰ λογοδοτήσῃ πειθαρχικῶς διὰ πολλὰ παραπτώματα καθ' ἣν ὥραν λαμβάνεται περὶ αὐτοῦ ἀπόφασις, εἴτε τὰ παραπτώματα ταῦτα συμπλέκονται εἴτε οὐ.

Ἡ διορία μεταξὺ ἀπαγγελίας πειθαρχικῆς ἀποφάσεως καὶ ἐκτελέσεως αὐτῆς δὲν θὰ ὑπερβαίῃ τὸν μῆνα.

Ἐν ἡ περιπτώσει ὁ αἰχμαλῶτος πολέμου ὑπεβάλλετο εἰς νέαν πειθαρχικὴν ποινὴν, χρονικὸν διάστημα τοὐλάχιστον τριῶν ἡμερῶν θὰ χωρίζῃ τὴν ἐκτέλεσιν ἐκάστης ποινῆς, ἐάν ἡ διάρκειά τῆς μιᾶς τούτων εἶναι δεκάημερος ἢ μεγαλύτερα.

Ἄρθρον 91.

Ἡ ἀπόδρασις αἰχμαλώτου πολέμου θὰ θεωρῆται ἐπιτυχοῦσα ὡςάκις : 1) ἔχει ἐπανέλθῃ εἰς τὰς τάξεις τῶν ἐνόπλων δυνάμεων τῆς Δυνάμεως ἑξ ἧς ἔξαρτᾶται, ἢ εἰς τὰς δυνάμεις συμμάχου Κράτους.

2) ἔχει ἐγκαταλείψῃ τὸ ὑπὸ τὴν ἐξουσίαν τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως ἢ συμμάχου αὐτῆς ἑδάφος.

3) ἔχει ἐπιβιβασθῆ σκάφους φέροντος τὴν σημαίαν τῆς Δυνάμεως εἰς τὴν ἀνήκει ἢ συμμάχου αὐτῆς, τὸ ὅπου ὅθι ἐτύχε νὰ εὐρίσκειται ἐντὸς τῶν χωρικῶν ὑδάτων τῆς κατακρατοῦσης δυνάμεως, ὑπὸ τὸν ὅρον νὰ μὴ εὐρίσκειται τὸ σκάφος τοῦτο ὑπὸ τὴν ἐξουσίαν τῆς τελευταίας ταύτης.

Αἰχμαλῶτοι πολέμου οἵτινες ἀφοῦ ἐπέτυχον ν' ἀποδράσων ὑπὸ τὴν ἐνοσίαν τοῦ παρόντος ἄρθρου, αἰχμαλωτισθῶν ἐκ νέου, εἰς οὐδεμίαν ὑπόκεινται ποινὴν διὰ τὴν προηγουμένην ἀπόδρασίν των.

Ἄρθρον 92.

Αἰχμαλῶτος πολέμου ἀποπειρούμενος νὰ δραπετεύσῃ, καὶ συλληφθεὶς ἀπὸ τοὺς ἐπίτροποι τὴν ἀπόδρασίν του, ἐν τῇ ἐνοσί τῶ ἄρθρου 91, ὑπόκειται μόνον, ἔστω καὶ εἰς περιπτώσειν ὑποτροπῆς, εἰς πειθαρχικὴν ποινὴν.

Αἰχμαλῶτος ἐπανασυλληφθεὶς θὰ παροδῆται εὐθὺς ὡς δυνατόν πρὸς τὰς ἀρμοδίας στρατιωτικὰς ἀρχάς.

Κατὰ παρέκκλησιν τοῦ ἄρθρου 88, ἐδάφιον 4, αἰχμαλῶτοι πολέμου τιμωρθέντες συνεπεῖα ἀποτυχοῦσης ἀποπειρᾶς ἀποδράσεως, δύνανται νὰ ὑποβληθοῦν εἰς καθεστὼς εἰδικῆς ἐπιτηρέσεως ὑπὸ τὸν ὅρον ὅμως τὸ καθεστὼς τοῦτο νὰ μὴ παραβλήπῃ τὴν υγίειαν των, νὰ ἐπιβλήται ἐντὸς στρατοπέδου αἰχμαλώτων πολέμου καὶ νὰ μὴ συνεπάγῃται κατάργησιν οἰκασθῆποτε τῶν ἐξασφαλιζομένων εἰς αὐτοὺς διὰ τῆς παρούσης Συμβάσεως ἐγγυήσεων.

Ἄρθρον 93.

Ἡ ἀπόδρασις ἢ ἀπόπειρα ἀποδράσεως, ἔστω καὶ ἂν ὑρίσκαται ὑποτροπὴ δὲν βὰ θεωρεῖται ὡς ἐπιβαρυντικὸν στοιχεῖον ἐν τῇ περιπτώσει ὁ αἰχμαλῶτος πολέμου παρεμφορῆ εἰς τὰ δικαστήρια διὰ παρόπτωμα διαπραχθέν διαρκούσης τῆς ἀποδράσεως ἢ τῆς ἀποπειρᾶς ἀποδράσεως.

Συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 84, αἱ παραβάσεις αἱ διαπραχθεῖσαι παρὰ τῶν αἰχμαλώτων πολέμου πρὸς μόνον σκοπὸν νὰ διευκολύνουν τὴν ἀπόδρασίν των καὶ αἱ ὅποιαι οὐδεμίαν βίαν συνυπέβλησαν, κατὰ προσώπου, εἴτε πρόκειται περὶ προσβολῶν κατὰ τῆς δημοσίας περιουσίας, περὶ κλοπῆς ἀνευ προθέσεως πλουτισμοῦ, καταρτίσεως καὶ χρήσεως πλαστῶν ἐγγράφων, ἢ χρήσεως πολιτικῆς περιβολῆς, θὰ δίδουν λαβὴν εἰς πειθαρχικὰ μόνον ποινὰς.

Αἰχμαλῶτοι πολέμου συνεργασθέντες εἰς ἀπόδρασιν ἢ ἀπόπειραν ἀποδράσεως ὑπόκεινται διὰ τὰς πράξεις των ταῦτας εἰς πειθαρχικὴν μόνον ποινὴν.

Ἄρθρον 94.

Ἐὰν ἀποδράσῃ αἰχμαλῶτος πολέμου συλληφθῆ ὁ ἀνακοινουῖται τοῦτο εἰς τὴν Δύναμιν ἑξ ἧς ἔξαρτᾶται, κατὰ τὴν προβλεπόμενην ἐν ἄρθρῳ 122 διαδικασίαν, ἐφ' ὅσον ἔχει ἀνακοινωθῆ πρὸς αὐτὴν καὶ ἡ ἀπόδρασις.

Ἄρθρον 95.

Οἱ κατηγορούμενοι διὰ πειθαρχικὰ παραπτώματα αἰχμαλῶτοι δὲν θὰ παραμένουν ὑπὸ προληπτικὴν κράτησιν ἐν ἀναμονῇ τῆς ἀποφάσεως, πλὴν ἐὰν τὸ αὐτὸ μέτρον ἐφαρμόζεται εἰς τὰ μέλη τῶν ἐνόπλων δυνάμεων τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως δι' ἀνάλογα παραπτώματα, ἢ ἐὰν ἀνώτεροι λόγοι διατηρήσεως τῆς ἐν τῷ στρατοπέδῳ τάξεως καὶ πειθαρχίας ἐπιβάλλουν τοῦτο.

Δ' ὅλους τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου ἢ πειθαρχικῆς κράτησις, εἰς περιπτώσειν πειθαρχικῶν παραπτωμάτων θὰ περιορίζεται εἰς τὸ ἐλάχιστον, καὶ δὲν θὰ ὑπερβαίῃ τὰς δέκα τέσσαρας ἡμέρας.

Αἱ διατάξεις τῶν ἄρθρων 97 καὶ 98 τοῦ παρόντος κεφαλαίου θὰ ἐφαρμόζονται εἰς αἰχμαλώτους πολέμου ὑπὸ προληπτικὴν κράτησιν διὰ πειθαρχικὰ παραπτώματα.

Ἄρθρον 96.

Τ' ἀποτελοῦντα πειθαρχικὸν παράπτωμα γεγονότα θὰ γίνονται ἀντικείμενον ἀμέσου ἀνακρίσεως.

Μὴ Οἰγομένης τῆς ἀρμοδιότητος τῶν δικαστηρίων καὶ τῶν ἀνωτέρω στρατιωτικῶν ἀρχῶν, αἱ πειθαρχικαὶ ποιναὶ ὑφείλουν ν' ἀπαγγέλλωνται ὑπὸ ἀξιωματικοῦ περιβεβλημένου πειθαρχικῆν ἐξουσίαν ἐν τῇ ἰδιότητί του ὡς διοικητοῦ τοῦ στρατοπέδου, ἢ ὑπὸ ὑπευθύνου ἀξιωματικοῦ ὅστις ἀντικαθιστᾶ αὐτὸν ἢ πρὸς τὸν ὅποιον ἔχει αὐτὸς μεταβιβάσῃ τὴν πειθαρχικὴν του ἐξουσίαν.

Ἐν οὐδεμίᾳ περιπτώσει εἶναι δυνατόν τοιαύτη ἐξουσία

νά μεταβιβασθῆ εἰς αἰχμάλωτον πολέμου ἢ ν' ἀσκήται ὑπὸ τοιούτου.

Πρὸ πάσης ἀπαγγελίας πειθαρχικῆς ποινῆς, ὁ κατηγορούμενος αἰχμάλωτος πολέμου θὰ ἐνημεροῦται ἐπακριβῶς περὶ τῶν γεγονότων διὰ τὰ ὑποῖα κατηγορεῖται. Θὰ τῷ παρέχεται ἡ εὐχέρεια νὰ ἐξηγήσῃ τὴν διαγωγὴν του καὶ νὰ ὑπερασπίσῃ ἑαυτόν. Θὰ δικαιούται νὰ καλέσῃ μάρτυρας καί, ἐν ἀνάγκῃ, νὰ προσφύγῃ εἰς τὰς ὑπηρεσίας καταλλήλου διερμηνέως. Ἡ ἀπόφασις ὅ ἀναγγελθῆ εἰς τὸν αἰχμάλωτον πολέμου καὶ τὸν ἄνδρα ἐμπιστοσύνης.

Ὁ διοικητὴς τοῦ στρατοπέδου ὑφείλει νὰ τηρῇ μητρῶον τῶν ἐπιβληθεισῶν πειθαρχικῶν ποινῶν. Τοῦτο θὰ εἶναι εἰς τὴν διάθεσιν τῶν ἀντιπροσώπων τῆς προστάτιδος Δυνάμεως.

Ἄρθρον 97.

Ἐν οὐδεμίᾳ περιπτώσει δύνανται οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου νὰ μεταφερθοῦν εἰς ποινικὰ ἰδρύματα (φυλακαί, σωφρονιστήρια, κάτερρα) ἵνα ἐκτίσουν ἐκεῖ τὰς πειθαρχικὰς των ποινὰς.

Τὰ οἰκήματα εἰς ἃ θὰ ἐκτίωνται αἱ πειθαρχικαὶ ποινὰ θὰ εἶναι σύμφωνα πρὸς τὰς ἀπαιτήσεις τῆς ὑγιεινῆς περὶ ὧν προβλέπει τὸ ἄρθρον 25. Εἰς τοὺς τιμωρημένους ἐγκλείστους θὰ παρέχωνται τὰ ἀναγκαῖα μέσα καθαριότητος κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 29.

Οἱ ἀξιοματικοὶ καὶ οἱ τούτοις ἐξομοιούμενοι δὲν θὰ κρατῶνται εἰς τὰ αὐτὰ οἰκήματα με τοὺς ὑπαξιωματικούς καὶ ὑπλίτας.

Αἱ ὑποβαλλόμεναι εἰς πειθαρχικὴν ποινὴν γυναῖκες αἰχμάλωτοι πολέμου θὰ κρατῶνται εἰς διαμερίσματα διάφορα τῶν τῶν ἀνδρῶν, καὶ θὰ τελοῦν ὑπὸ τὴν ἄμεσον ἐπιτήρησιν γυναικῶν.

Ἄρθρον 98.

Αἰχμάλωτοι πολέμου κρατούμενοι συνεπείᾳ πειθαρχικῆς ποινῆς θὰ ἐξακολουθοῦν ἀπολαύοντας τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως πλὴν τοῦ μέτρου καθ' ὃ αὕτη αὕτη ἢ κράτησις των καθιστᾷ ταύτην ἀνεφάρμοστον. Ἐν οὐδεμίᾳ ὅμως περιπτώσει ἐπιτρέπεται ν' ἀφαιρεθῆ ἀπὸ αὐτοὺς τὸ εὐεργέτημα τῶν ἀρθρῶν 78 καὶ 126.

Αἰχμάλωτοι πολέμου τιμωρηθέντες πειθαρχικῶς δὲν δύνανται νὰ στερηθοῦν τῶν ἀπορροουσῶν ἐκ τοῦ βαθμοῦ των προνομίων.

Αἰχμάλωτοι πολέμου τιμωρηθέντες πειθαρχικῶς θὰ ἔχουν τὴν εὐχέρειαν ν' ἀσχοῦνται καὶ νὰ παραμένουν εἰς τὴν ὑπαίθριον ἐπὶ δύο τοῦλάχιστον ὥρας ἡμερησίως.

Θὰ δικαιούνται νὰ παρουσιάζωνται, τῇ αἰτῆσει των, εἰς τὴν ἡμερησίαν ἱατρικὴν ἐξέτασιν. Θὰ τυγχάνουν τῆς ἀντιλήψεως ἢ ἀπαιτεῖ ἢ κατάστασις τῆς υγείας των καὶ θὰ μεταφέρωνται ἐνδεχομένως εἰς τὸ ἀναρρωτήριο τοῦ στρατοπέδου ἢ εἰς νοσοκομεῖον.

Θὰ δικαιούνται ν' ἀναγνωσκουν καὶ νὰ γράφουν ὡς ἐπίσης καὶ ν' ἀποστέλλουν καὶ λαμβάνουν ἐπιστολάς. Ἀντιθέτως, ἐπιτρέπεται ὅπως δέματα καὶ χρηματικὰ ἐμβάσματα παραδοθῶν εἰς αὐτοὺς μόνον μετὰ τὴν ἐκτίσιν τῆς ποινῆς των. Ταῦτα, ἐν τῷ μεταξὺ θὰ δοθῶν πρὸς φύλαξιν εἰς τὸν ἄνδρα ἐμπιστοσύνης ὅστις θὰ παραδώσῃ εἰς τὸ ἀναρρωτήριο τὰ ὑποκείμενα εἰς φθορὰν τρόφιμα τὰ εὑρισκόμενα ἐντὸς των δεμάτων.

III. Δικαστικὴ Δίωξις.

Ἄρθρον 99.

Οὐδεὶς αἰχμάλωτος πολέμου θὰ διώκεται ἢ θὰ καταδικάζεται διὰ πράξεις μὴ ρητῶς τιμωρουμένας ὑπὸ τῆς νομοθεσίας τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως ἢ ὑπὸ τοῦ διεθνοῦς δικαίου, τῶν ἐν ἰσχύϊ κατὰ τὴν ἡμέραν καθ' ἣν ἔλαβε χῶραν ἢ πράξις αὕτη.

Οὐδεμία ἠθικὴ ἢ σωματικὴ πίεσις ἐπιτρέπεται ν' ἀσκήθῃ

ἐπὶ αἰχμάλωτου πολέμου ἵνα δεχθῆ οὗτος ν' ἀναγνωρίσῃ ἑαυτόν ἐνοχον πράξεως δι' ἣν κατηγορεῖται.

Οὐδεὶς αἰχμάλωτος πολέμου ἐπιτρέπεται νὰ καταδικασθῆ χωρὶς νὰ παρασχεθῆ εἰς αὐτὸν ἡ δυνατότης νὰ ὑπερασπισθῆ καὶ χωρὶς νὰ ἔχῃ τὴν ἀρωγὴν καταλλήλου συνηγόρου.

Ἄρθρον 100.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου καὶ αἱ προστάτιδες Δυνάμεις θὰ εἰδοποιῶνται τὸ ταχύτερον δυνατόν περὶ τῶν παραβάσεων αἵτινες, δυνάμει τῆς νομοθεσίας τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως, τιμωροῦνται διὰ τῆς ποινῆς τοῦ θανάτου.

Κατὰ τὴν εἰδοποίησιν αὐτῶν οὐδεμία παράβασις δύναται νὰ θεσπισθῆ ὡς συνεπαγομένη ποινὴ θανάτου ἀνευ συναίνεσης τῆς Δυνάμεως ἐξ ἧς οἱ αἰχμάλωτοι ἐξαρτῶνται.

Ἡ ποινὴ τοῦ θανάτου δὲν δύναται ν' ἀπαγγελθῆ κατὰ αἰχμαλώτου εἰ μὴ ἀφοῦ ἢ προσοχῇ τοῦ δικαστηρίου ἔχει εἰδικῶς ἐπιστηθῆ, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 87, ἐδάφιον δευτέρον, ἐπὶ τοῦ γεγονότος ὅτι ἐφ' ὅσον ὁ κατηγορούμενος δὲν εἶναι ὑπήκοος τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως, δὲν δεσμεύεται ἕναντι αὐτῆς ὑπὸ οἰουδήποτε καθήκοντος πίστεως καὶ ὅτι εὑρίσκειται ὑπὸ τὴν ἐξουσίαν τῆς λόγω περιστάσεων ἀνεξαρτήτων τῆς θελήσεώς του.

Ἄρθρον 101.

Ἐὰν ἡ ποινὴ τοῦ θανάτου ἀπαγγελθῆ κατὰ αἰχμαλώτου πολέμου ἢ ἀπόφασις δὲν θὰ ἐκτελεσθῆ πρὸ τῆς προθεσμίας ἐξ τοῦλάχιστον μηνῶν ἀφ' ἧς ἡμέρας ἢ προβλεπομένη ἐν ἄρθρῳ 107 λεπτομερῆς ἀνακοίνωσις, περιέλθῃ εἰς τὴν προστάτιδα Δύναμιν εἰς τὴν ὑπ' αὐτῆς ὑποδειχθεῖσαν διεύθυνσιν.

Ἄρθρον 102.

Αἰχμάλωτος πολέμου δύναται νὰ καταδικασθῆ ἐγκύριως μόνον ἐὰν ἢ καταδίκη ἐπιβλήθῃ ὑπὸ τοῦ αὐτοῦ δικαστηρίου καὶ συμφώνως πρὸς τὴν αὐτὴν διαδικασίαν ὡς καὶ περὶ προσώπου ἀνήκοντος εἰς τὰς ἐνόπλιους δυνάμεις τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως, καὶ ἐὰν, ἐπὶ πλεόν, ἔχουν τηρηθῆ αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 103.

Πᾶσα δικαστικὴ ἀνάγκησις ἀφορῶσα αἰχμάλωτον πολέμου θὰ διεξάγεται ὡς αἱ περιστάσεις ἐπιτρέπουν συντομώτερον καὶ κατὰ τρόπον ὥστε ἡ δίκη νὰ λάβῃ χῶραν ὅσον τὸ δυνατόν ταχύτερον. Οὐδεὶς αἰχμάλωτος πολέμου θὰ διατηρῆται ἐν προφυλακίᾳ, ἐκτὸς ἐὰν τὸ αὐτὸ μέτρον ἐφαρμόζεται εἰς τὰ μέλη τῶν ἐνόπλιων δυνάμεων τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως δι' ἀναλόγους παραβάσεις, ἢ ἐὰν λόγοι ἐθνικῆς ἀσφαλείας ἀπαιτοῦσι τοῦτο. Ἐν οὐδεμίᾳ περιπτώσει δύνανται ἢ προφυλακίσεις αὕτη νὰ ὑπερβῆ τοὺς τρεῖς μῆνας.

Ὁ χρόνος προφυλακίσεως αἰχμαλώτου πολέμου θὰ συνυπολογίζεται εἰς οἰανδήποτε στερητικὴν τῆς ἐλευθερίας καταδίκην. Θὰ λαμβάνηται ἄλλωστε ὁ χρόνος οὗτος ὑπ' ὄψιν κατὰ τὸν καθορισμὸν τῆς ποινῆς.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου θὰ ἐξακολουθοῦν, διαρκούσης τῆς προφυλακίσεώς των, νὰ χαίρουν τοῦ εὐεργετήματος τῶν διατάξεων τῶν ἀρθρῶν 97 καὶ 98 τοῦ παρόντος κεφαλαίου.

Ἄρθρον 104.

Εἰς οἰανδήποτε περίπτωσιν καθ' ἣν ἡ κατακρατούσα Δύναμις ἠθέλη ἀποφασίσῃ ν' ἀρχίσῃ δικαστικὴν δίωξιν κατὰ αἰχμαλώτου πολέμου, αὕτη θέλει γνωστοποίησιν τοῦτο εἰς τὴν προστάτιδα Δύναμιν ὅσον τὸ δυνατόν ταχύτερον καὶ τοῦλάχιστον τρεῖς ἐβδομάδας πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς δίκης. Ἡ περίοδος αὕτη τῶν τριῶν ἐβδομάδων ἀρχεται μόνον ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς λήψεως τῆς κοινοποιήσεως ὑπὸ τῆς προστάτιδος Δυνάμεως εἰς τὴν διεύθυνσιν ἧτις θὰ ἔχει προηγουμένως ὑποδειχθῆ ὑπ' αὐτῆς πρὸς τὴν κατακρατούσαν Δύναμιν.

Ἡ γνωστοποίησις αὕτη θὰ περιλαμβάνῃ τ' ἀκόλουθα στοιχεῖα :

1) Ὀνοματεπώνυμον τοῦ αἰχμαλώτου πολέμου, βαθμόν, ἀριθμὸν μητρώου, πλήρη ἡμερομηνίαν γεννήσεως καί, ἐνδεχομένως, ἐπάγγελμα αὐτοῦ.

2) τόπον περιορισμοῦ ἢ κρατήσεως.

3) καθορισμὸς τῆς ἢ τῶν κατηγοριῶν μετὰ μνείας τῶν ἐφαρμοσίμων νομοθετικῶν διατάξεων.

4) δικαστήριον ὅπου θέλει διεξαχθῆναι τὴν δίκην, ὡς καὶ προβλεπόμενος χρόνος καὶ τόπος ἐνάρξεως τῆς δίκης.

Ἡ αὕτη κοινοποίησις θὰ γίνῃ ὑπὸ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως πρὸς τὸν ἄνδρα ἐμπιστοσύνης τοῦ αἰχμαλώτου πολέμου.

Ἐάν, κατὰ τὴν ἐναρξιν τῆς δίκης δὲν προσκομισθῆ ἀποδείξεις ὅτι ἡ ὡς ἄνω κοινοποίησις ἐλήφθη ὑπὸ τῆς προστατίδος Δυνάμεως καὶ ὑπὸ τοῦ ἀνδρὸς ἐμπιστοσύνης τοῦλάχιστον τρεῖς ἐβδομάδας πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς δίκης, αὕτη δὲν δύναται ν' ἀρχίσῃ ἀλλὰ θέλει ἀναβληθῆ.

Ἄρθρον 105.

Ὁ αἰχμάλωτος πολέμου θὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ τύχῃ τῆς ἀρωγῆς ἐνδὲς συναδέλφου τοῦ αἰχμαλώτου καὶ τῆς ὑπερασπίσεως ἐνὸς καταλλήλου συνηγόρου τῆς ἐκλογῆς του, νὰ κληθεῖν μάρτυρας, ἐάν κρίνῃ τοῦτο ἀναγκαῖον καὶ νὰ ἐπικληθῆται τὰς ὑπηρεσίας ἀρμοδίου διερμηνέως. Θέλει κατὰ τοπισηθῆ ἐπὶ τῶν δικαιωμάτων του τούτων ὑπὸ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως ἐγκρίσῃ, πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἐπ' ἀκροατηρίῳ ἐκδικάσεως.

Εἰς περιπτώσιν μὴ ἐκλογῆς συνηγόρου ὑπὸ τοῦ αἰχμαλώτου πολέμου, ἡ προστατίς Δύναμις θὰ προμηθεύσῃ εἰς αὐτὸν τοιοῦτον. Θὰ ἔχει πρὸς τοῦτο εἰς διάθεσιν τῆς τοῦλάχιστον μίαν ἐβδομάδα. Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις, αἰτήσῃ τῆς προστατίδος Δυνάμεως, θὰ παράσχῃ πρὸς αὐτὴν κατάλογον καταλλήλων διὰ τὴν ἐξασφάλισιν τῆς ὑπερασπίσεως προσώπων. Εἰς περιπτώσιν καθ' ἣν οὔτε ὁ αἰχμάλωτος πολέμου οὔτε ἡ προστατίς Δύναμις ἐξέλεγον συνήγορον, ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ διορίσῃ ἐξ ἐπαγγέλματος ἀρμοδίον τινὰ συνήγορον ἵνα ὑπερασπίσῃ οὗτος τὸν κατηγορούμενον.

Ὁ συνήγορος θὰ ἔχῃ εἰς τὴν διάθεσίν του περίοδον τοῦλάχιστον δύο ἐβδομάδων καὶ τὰς ἀναγκαίας ευκολίας διὰ τὴν προπαρασκευὴν τῆς ὑπερασπίσεως τοῦ κατηγορουμένου. Θὰ ἐπιτρέπηται ἰδίως εἰς αὐτὸν νὰ ἐπισκέπηται ἐλευθέρως τὸν κατηγορούμενον καὶ νὰ ἔχῃ μετ' αὐτοῦ κατ' ἴδιαν συνεντεύξεις. Θὰ ἐπιτρέπηται ἐπίσης εἰς αὐτὸν νὰ συσκέπηται μετὰ τῶν μαρτύρων τῆς ὑπερασπίσεως, περιλαμβανομένων τῶν αἰχμαλώτων πολέμου. Θὰ χαίρῃ τῶν ευκολιῶν τούτων μέχρι τῆς ἐκποῆς τῶν προθεσμιῶν προσφυγῆς.

Ὁ κατηγορούμενος αἰχμάλωτος πολέμου θὰ λάβῃ γνῶσιν, ἀρκετὰ πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς δίκης, εἰς γλώσσαν τὴν ὁποίαν κατανοεῖ, τοῦ κατηγορητηρίου καθὼς καὶ τῶν ἄλλων ἐγγράφων τὰ ὁποῖα γενικῶς κοινοποιοῦνται εἰς τὸν κατηγορούμενον δυνάμει τῆς ἰσχυροῦσης διὰ τὰς ἐνόπλους δυνάμεις τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως νομοθεσίας. Αἱ αὗται ἀνακοινώσεις καὶ ὑπὸ τοὺς αὐτοὺς ὅρους, θὰ γίνωνται πρὸς τὸν συνήγορον αὐτοῦ.

Οἱ ἀντιπρόσωποι τῆς προστατίδος Δυνάμεως θὰ ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ παραστοῦν εἰς τὴν δίκην ἐκτὸς ἐάν, ἐξαιρετικῶς, ἤθελεν αὕτη διεξαχθῆ, διὰ λόγους ἀσφαλείας, κλεισμένων τῶν θυρῶν. Εἰς τὴν περίπτωσιν ταύτην ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ εἰδοποιήσῃ σχετικῶς τὴν προστατίδα Δύναμιν.

Ἄρθρον 106.

Ἐκαστος αἰχμάλωτος πολέμου θὰ ἔχῃ ὑπὸ τοὺς αὐτοὺς ὡς καὶ τὰ μέλη τῶν ἐνόπλων δυνάμεων τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως ὅρους, τὸ δικαίωμα ἐφέσεως, ἀναίρεσεως ἢ υποβληθῆς αἰτήσεως ἀναθεωρήσεως κατὰ οἰασδήποτε ἐναντίον τῆς ἀποφάσεως.

Οὗτος θὰ ἐνημεροῦται πλήρως ἐπὶ τῶν δικαιωμάτων του αὐτῶν ὡς καὶ ἐπὶ τῶν προβλεπομένων προθεσμιῶν διὰ τὴν ἀσκήσιν των.

Ἄρθρον 107.

Οἰαδήποτε ἀπόφασις κατὰ αἰχμαλώτου πολέμου θὰ φέρεται ἀμέσως εἰς γνῶσιν τῆς προστατίδος Δυνάμεως ὑπὸ τύπον συνοπτικῆς ἀνακοινώσεως εἰς ἣν θ' ἀναφέρεται ἐπίσης ἐάν ὁ αἰχμάλωτος ἔχει δικαίωμα ν' ἀσκήσῃ ἐφεσιν, ἀναίρεσιν ἢ νὰ υποβάλλῃ αἰτήσιν ἀναθεωρήσεως. Ἡ ἀνακοίνωσις αὕτη θ' ἀπευθυνθῆ ἐπίσης καὶ πρὸς τὸν ἐνδιαφερόμενον ἄνδρα ἐμπιστοσύνης. Θὰ γίνῃ αὕτη ἐπίσης καὶ πρὸς τὸν αἰχμάλωτον πολέμου, εἰς γλώσσαν ἣν οὗτος κατανοεῖ, ἐφ' ὅσον ἡ ἀπόφασις δὲν ἀπηγγέλη ἐπὶ παρουσίᾳ του. Ἐπὶ πλέον, ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ γνωρίσῃ ἀμέσως πρὸς τὴν προστατίδα Δύναμιν τὴν ἀπόφασιν τοῦ αἰχμαλώτου πολέμου ὡς πρὸς τὴν χρῆσιν ἢ οὐ τῶν δικαιωμάτων του προσφυγῆς.

Πλὴν τούτου, ἐν περιπτώσει τελεσιδικίου καταδίκης καὶ ἐάν πρόκειται περὶ θανατικῆς ποινῆς, ἐπιβληθείσης διὰ πρωτοδικίου ἀποφάσεως, ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θ' ἀποστείλῃ τὸ ταχύτερον πρὸς τὴν προστατίδα Δύναμιν λεπτομερῆ ἀνακοίνωσιν περιέχουσαν :

1) Τὸ ἀκριβὲς κείμενον τῆς δικαστικῆς ἀποφάσεως.

2) Περιληπτικὴν ἐκθεσιν περὶ τῶν ἀνακρίσεων καὶ τῆς ἐπ' ἀκροατηρίῳ ἐκδικάσεως, ἀναπτύσσουσαν ἰδιαιτέρως τὰς βάσεις τῆς κατηγορίας καὶ τῆς ὑπερασπίσεως.

3) Ἀνακοίνωσιν, ἐνδεχομένως τοῦ ἰδρύματος ὅπου θὰ ἐκτιθῆ ἡ ποινῆ.

Αἱ προβλεπόμεναι εἰς τὸ προηγούμενον ἐδάφιον ἀνακοινώσεις θ' ἀποσταλοῦν πρὸς τὴν προστατίδα Δύναμιν εἰς τὴν διεβῆσιν ἣν αὕτη ἔχει προγενεστέρως ὑποδείξῃ πρὸς τὴν κατακρατοῦσαν Δύναμιν.

Ἄρθρον 108.

Αἱ ποιναὶ αἱ ἐπιβαλλόμεναι εἰς αἰχμαλώτους πολέμου διὰ κανονικῶν δικαστικῶν ἀποφάσεων, αἵτινες κατέστησαν ἐκτελεσταὶ, θὰ ἐκτίωνται εἰς τὰ αὐτὰ ἰδρύματα καὶ ὑπὸ τοὺς αὐτοὺς ὅρους ὡς καὶ αἱ τῶν μελῶν τῶν ἐνόπλων δυνάμεων τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως. Οἱ ὅροι αὗτοι θὰ εἶναι, ἐν πάσῃ περιπτώσει, σύμφωνοι πρὸς τὰς ἀπαιτήσεις τῆς ὑγιεινῆς καὶ τοῦ ἀνθρωπισμοῦ.

Γυνὴ αἰχμάλωτος πολέμου κατὰ τῆς ὁποίας ἀπηγγέλη ταυτὴ ποινῆ θὰ ἐγκλεισθῆ εἰς χωριστὸν διαμέρισμα καὶ θὰ τεθῆ ὑπὸ τὴν ἐπιτήρησιν γυναικῶν.

Ἐν πάσῃ περιπτώσει, αἰχμάλωτοι πολέμου καταδικασθέντες εἰς ποινὴν στρωματικῆς τῆς ἐλευθερίας τῶν θὰ ἐξακολουθήσουσι χαίροντες τοῦ εὐεργετήματος τῶν διατάξεων τῶν ἀρθρῶν 78 καὶ 126 τῆς παρούσης Συμβάσεως. Ἐπὶ πλέον, θὰ ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνουν καὶ ἀποστέλλουν ἐπιστολάς, νὰ λαμβάνουν τοῦλάχιστον ἓν δεῖμα βοήθειας μηνιαίως καὶ ν' ἀσχοῦνται τακτικὰ εἰς τὴν ὑπαίθρου. Θὰ τύχουν τῆς ἀναγκαίας εἰς τὴν υγίαν των ἰατρικῆς περιθάλψεως καὶ τῆς πνευματικῆς ἀρωγῆς τὴν ὁποίαν θὰ ἐπεζητήσουν. Αἱ ποιναὶ αἵτινες θὰ ἐπρόκειτο νὰ τοῖς ἐπιβληθῶν θὰ εἶναι σύμφωνοι πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 87, παράγραφος τρίτη.

ΜΕΡΟΣ IV

Ἔλεος τῆς αἰχμαλωσίας

Ἄμεσος ἐπαναπατρισμὸς καὶ περιθάλψις εἰς σὺδετέραν χώραν

Ἄρθρον 109

Ἐπὶ ἐπιφύλαξιν τοῦ τρίτου ἐδαφίου τοῦ παρόντος ἀρθροῦ, τὰ ἐν συρράξει Μέρη ὑποχρεοῦνται νὰ παλινωστήσουσι ἀδιακρίτως ἀριθμῶ καὶ βαθμῶ καὶ ἀρῶ καταστήσουσι αὐτοὺς ἱκανοὺς νὰ υποστοῦν τὴν μεταφοράν, τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου βαρέως ἀσθενούντας καὶ βαρῶς τραυματισθέντας, συμφώνως πρὸς τὸ πρῶτον ἐδάφιον τοῦ ἐπομένου ἀρθροῦ.

Κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν ἐχθροπραξιῶν τὰ ἐν συρράξει

Μέρη, βοηθούμενα υπό τῶν ἐνδιαφερομένων οὐδετέρων Δυνάμεων θὰ προσπαθήσουν νὰ διοργανώσουν τὴν ἐν οὐδετέρῃ χώρῃ περιθάλψιν τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν περὶ ὧν τὸ δεύτερον ἐδάφιον τοῦ ἐπομένου ἄρθρου. Δύναται, ἐπὶ πλέον, νὰ συνάψουν συμφωνίας διὰ τὸν ἀπ' εὐθείας ἐπαναπατρισμὸν ἢ τὸν ἐν οὐδετέρῃ χώρῃ περιορισμὸν τῶν ἐν καλῇ ὑγείᾳ αἰχμαλώτων, οἵτινες ὑπέστησαν μακρὰν αἰχμαλωσίαν.

Οὐδεὶς αἰχμάλωτος πολέμου τραυματίας ἢ ἀσθενὴς ἐξ ἐκείνων ὧν προβλέπεται ἡ παλινόστησις κατὰ τὸ πρῶτον ἐδάφιον τοῦ παρόντος ἄρθρου δύναται νὰ ἐπαναπατρισθῇ παρὰ τὴν θέλησίν του διαρκουσῶν τῶν ἐχθροπραξιῶν.

Ἄρθρον 110.

Θὰ ἐπαναπατριθοῦν ἀπ' εὐθείας :

1) Οἱ ἀνίατοι ἀσθενεῖς καὶ τραυματίαι τῶν ὑπαιῶν ἢ πνευματικῇ καὶ σωματικῇ ἰκανότητι φαίνεται σημαντικῶς μειωθεῖσα.

2) Οἱ τραυματίαι καὶ ἀσθενεῖς οἱ ὅποιοι, συμφώνως πρὸς τὰς ἰατρικὰς προβλέψεις δὲν εἶναι ἐπιδεκτικοὶ θεραπειᾶς ἐντὸς περιόδου ἐνὸς ἔτους, τῶν ὁποίων ἡ κατάστασις ἀπαιτεῖ νοσηλείαν, καὶ τῶν ὁποίων ἡ σωματικῇ καὶ πνευματικῇ ἰκανότητι φαίνεται σημαντικῶς μειωθεῖσα.

3) Οἱ τραυματίαι καὶ ἀσθενεῖς οἱ ὅποιοι ἔχουν θεραπευθεῖ ἀλλὰ τῶν ὁποίων ἡ πνευματικῇ ἢ σωματικῇ ἰκανότητι φαίνεται σημαντικῶς καὶ μονίμως μειωθεῖσα.

Δύναται νὰ τύχουν περιθάλψεως εἰς οὐδετέραν χώραν:

1) Οἱ ἀσθενεῖς καὶ τραυματίαι τῶν ὁποίων ἡ ἀνάρρωσις ἐνδέχεται νὰ συντελεσθῇ ἐντὸς ἔτους ἀπὸ τῆς ἡμέρας τοῦ τραυματισμοῦ ἢ τῆς ἀσθενείας, ἐφ' ὅσον ἡ θεραπεία τῶν εἰς οὐδετέραν χώραν ἐπιτρέπει πρόβλεψιν ἀσφαλεστέρας καὶ ταχύτερας ἀναρρώσεως.

2) Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου τῶν ὁποίων ἡ πνευματικῇ ἢ σωματικῇ κατάστασις κατὰ τὰς ἰατρικὰς προβλέψεις, ἀπειλεῖται σοβαρῶς ἐκ τῆς ἐν αἰχμαλωσίᾳ παραμονῆς των, ἐν ᾧ διὰ τῆς περιθάλψεως των εἰς οὐδετέραν χώραν ἠδύνατο ν' ἀποφευχθῇ ἡ ἀπειλὴ αὕτη.

Οἱ ὅροι ὑπὸ τοὺς ὁποίους αἰχμάλωτοι πολέμου περιθάλπόμενοι εἰς οὐδετέραν χώραν θὰ ἠδύνατο ἐκεῖθεν νὰ ἐπαναπατριθοῦν, καθὼς ἐπίσης καὶ τὸ καθεστὼς ὑπὸ τὸ ὁποῖον τελοῦν, θὰ κανονισθοῦν διὰ συμφωνίας μεταξὺ τῶν ἐνδιαφερομένων Μερῶν. Γενικῶς, θὰ ἐπαναπατριζοῦνται αἰχμάλωτοι πολέμου περιθάλπόμενοι εἰς οὐδετέραν χώραν ὅταν ἀνήκουν εἰς τὰς κάτωθι κατηγορίας :

1) Ἐκεῖνοι τῶν ὁποίων ἡ κατάστασις υγείας ἐπιδεινωθῇ εἰς τρόπον ὥστε νὰ πληροῦν τὰς προϋποθέσεις ἀπ' εὐθείας ἐπαναπατριμοῦ των.

2) Ἐκεῖνοι τῶν ὁποίων αἱ πνευματικαὶ ἢ σωματικαὶ ἰκανότητες παραμένουν καὶ μετὰ τὴν θεραπείαν, σοβαρῶς μειωμένα.

Ἐὰν δὲν ὑπάρχουν εἰδικαὶ συμφωνίαι μεταξὺ τῶν ἐνδιαφερομένων ἐν συρράξει Μερῶν, πρὸς καθορισμὸν τῶν περιπτώσεων ἀναπηρίας ἢ ἀσθενείας τῶν συνεπαγομένων τὸν ἀπ' εὐθείας ἐπαναπατρισμὸν ἢ περιθάλψιν εἰς οὐδετέραν χώραν αἱ περιπτώσεις αὗται θὰ καθορίζονται συμφώνως πρὸς τὰς ἀρχὰς τοῦ ὑποδείγματος Συμφωνίας περὶ ἀπ' εὐθείας ἐπαναπατριμοῦ καὶ περιθάλψεως εἰς οὐδετέραν χώραν τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν αἰχμαλώτων πολέμου, καὶ τοῦ κανονισμοῦ περὶ μικτῶν ἰατρικῶν Ἐπιτροπῶν, αἵτινες εἶναι συνημμένα εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

Ἄρθρον 111.

Ἡ κατακρατούσα Δύναμις, ἢ Δύναμις ἐξ ἧς οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου ἐξαρτῶνται καὶ οὐδετέρα τις Δύναμις γενομένη δεκτὴ ὑπὸ τῶν δύο πρώτων Δυνάμεων, θὰ προσπαθήσουν νὰ συνάψουν συμφωνίας αἵτινες θὰ καταστήσουν δυνατὸν τὸν περιορισμὸν τῶν αἰχμαλώτων πολέμου εἰς ἐδάφη τῆς ρηθείσης οὐδετέρας Δυνάμεως μέχρι πέρατος τῶν ἐχθροπραξιῶν.

Ἄρθρον 112.

Εὐθὺς ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῶν ἐχθροπραξιῶν θὰ διορίζονται Μικτὰ Ἱατρικὰ Ἐπιτροπὰ πρὸς ἐξέτασιν ἀσθενῶν καὶ τραυματιῶν αἰχμαλώτων πολέμου καὶ λήψιν ἀπάντων τῶν ἀρροωσῶν αὐτοῦς χρησίμων ἀποφάσεων. Ὁ διορισμὸς τὰ καθήκοντα καὶ ἡ λειτουργία τῶν Ἐπιτροπῶν τούτων θὰ συμφωνοῦσι πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ προσηρητισμένου εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν Κανονισμοῦ.

Ὅχι ἤττον, αἰχμάλωτοι πολέμου οἱ ὅποιοι κατὰ τὴν γνώμην τῶν ἰατρικῶν ἀρχῶν τῆς Κατακρατούσης Δυνάμεως, εἶναι ἐκδηλῶς σοβαρῶς τραυματισμένοι ἢ βαρῶς ἀσθενεῖς θὰ δύναται νὰ ἐπαναπατριθοῦν χωρὶς νὰ ὑπόκεινται εἰς τὴν ὑποχρέωσιν ἐξετάσεως παρὰ τῆς Μικτῆς Ἱατρικῆς Ἐπιτροπῆς.

Ἄρθρον 113.

Τραυματίαι ἢ ἀσθενεῖς αἰχμάλωτοι πολέμου, ἐκτὸς ἐκείνων τοὺς ὁποίους θὰ ὑποδείξουν αἱ ἰατρικαὶ ἀρχαὶ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως, θὰ ἔχουν τὸ δικαίωμα ἐφ' ὅσον ἀνήκουν εἰς τὰς κάτωθι κατηγορίας, νὰ παρουσιάζωνται πρὸς ἐξέτασιν εἰς τὴν Μικτὴν Ἱατρικὴν Ἐπιτροπὴν τὴν προβλεπόμενην εἰς τὸ προηγούμενον ἄρθρον.

1) Τραυματίαι καὶ ἀσθενεῖς προτεινόμενοι παρ' ἰατροῦ συμπατριώτου των ἢ ὑπάρχου ἐν συρράξει Δυνάμεως συμμάχου ἐκείνης ἀπὸ τῆν ὁποίαν οὗτοι ἐξαρτῶνται ὅστις ἀσχετὸν τὰ καθήκοντά του εἰς τὸ στρατόπεδον.

2) Τραυματίαι καὶ ἀσθενεῖς προτεινόμενοι παρὰ τοῦ ἀνδρὸς ἐμπιστοσύνης των.

3) Τραυματίαι καὶ ἀσθενεῖς προταθέντες παρὰ τῆς Δυνάμεως ἐξ ἧς ἐξαρτῶνται ἢ ὑπὸ ὀργανώσεως τινὸς ἀνεγνωρισμένης ὑπὸ τῆς ρηθείσης Δυνάμεως καὶ ἐρχομένης ἀρωγῆς εἰς τοὺς αἰχμαλώτους.

Ὅχι ἤττον αἰχμάλωτοι πολέμου μὴ ἀνήκοντες εἰς μίαν τῶν ὡς ἄνω τριῶν κατηγοριῶν δύναται νὰ παρουσιάζωνται πρὸς ἐξέτασιν εἰς τὰς Μικτὰς Ἱατρικὰς Ἐπιτροπὰς ἀλλὰ θὰ ἐξετάζωνται μόνον μετὰ τοὺς ἀνήκοντας εἰς τὰς ρηθείσας κατηγορίας.

Θὰ ἐπιτρέπηται εἰς τὸν συμπατριώτην ἰατρὸν τῶν ἐπιβαλλομένων εἰς τὴν ἐξέτασιν τῆς Μικτῆς Ἱατρικῆς Ἐπιτροπῆς αἰχμαλώτων πολέμου, ὡς καὶ εἰς τὸν ἀνδρὰ ἐμπιστοσύνης αὐτῶν νὰ παρίστανται κατὰ τὴν ἐξέτασιν.

Ἄρθρον 114.

Αἰχμάλωτοι πολέμου, ὑποστάντες ἀτυχήματα θ' ἀπολαμβάνουν τοῦ εὐεργετήματος τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως ὅσον ἀφορᾷ τὸν ἐπαναπατρισμὸν καὶ τὴν περιθάλψιν εἰς οὐδετέραν χώραν, ἐξαιρέσει τῶν περιπτώσεων αὐτοτραυματισμοῦ.

Ἄρθρον 115.

Οὐδεὶς αἰχμάλωτος πολέμου εἰς τὸν ὁποῖον ἔχει ἐπιβληθῆ πειθαρχικὴ ποινὴ καὶ ὅστις θὰ συνεχέντρον τὰς προϋποθέσεις ἐπαναπατριμοῦ ἢ περιθάλψεως εἰς οὐδετέραν χώραν, δύναται νὰ κρατηθῇ μὲ τὴν δικαιολογίαν ὅτι δὲν ἐξέτισε τὴν ποινὴν του.

Αἰχμάλωτοι πολέμου διωκόμενοι δικαστικῶς ἢ καταδικασθέντες, τῶν ὁποίων προβλέπεται ὁ ἐπαναπατρισμὸς ἢ εἰς οὐδετέραν χώραν περιθάλψις, δύναται νὰ ἐπιφεληθοῦν τῶν μέτρων τούτων πρὸ τῆς λήξεως τῆς διαδικασίας ἢ τῆς ἐκτίσεως τῆς ποινῆς των, ἐφ' ὅσον συγκατετίθετο εἰς τοῦτο ἡ κατακρατούσα Δύναμις.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ κοινοποιοῦν πρὸς ἀλληλα τὰ ὀνόματα ἐκείνων οἱ ὅποιοι θὰ κρατηθοῦν μέχρι λήξεως τῆς διαδικασίας ἢ τῆς ἐκτίσεως τῆς ποινῆς των.

Ἄρθρον 116.

Τὰ ἐξοδα ἐπαναπατριμοῦ ἢ μεταφορᾶς εἰς οὐδετέραν χώραν, τοῦ αἰχμαλώτου πολέμου, θὰ βαρύνουν ἀπὸ τῶν

συνόρων τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως, τὴν Δύναμιν ἐξ ἧς οἱ αἰχμάλωτοι οὗτοι ἐξαρτῶνται.

Ἄρθρον 117.

Οὐδείς ἐπαναπατρισθεὶς δύναται νὰ χρησιμοποιηθῆῖ εἰς ἐνεργὴν στρατιωτικὴν ὑπηρεσίαν.

ΤΜΗΜΑ II.

Ἄπελευθέρωσις καὶ ἐπαναπατρισμός τῶν αἰχμαλώτων πολέμου κατὰ τὸ πέρασ τῶν ἐχθροπραξιῶν.

Ἄρθρον 118.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου θὰ ἀπελευθεροῦνται καὶ θὰ ἐπαναπατριζῶνται ἄνευ ἀναβολῆς μετὰ τὸ πέρασ τῶν ἐνεργῶν ἐχθροπραξιῶν.

Ἐλλείπει σχετικῶν πρὸς τ' ἀνωτέρω διατάξεων εἰς συμφωνίαν μεταξὺ τῶν ἐν συρράξει Μερῶν περὶ καταπαύσεως τῶν ἐχθροπραξιῶν ἢ ἂν δὲν ὑπάρχῃ καμμιά συμφωνία, ἐκίστη τῶν κατακρατουσῶν Δυνάμεων θὰ καταρτίσῃ καὶ θὰ ἐκτελέσῃ ἀμέσως σχέδιον ἐπαναπατρισμοῦ συμφώνως, πρὸς τὴν εἰς τὴν προηγουμένην παράγραφον διατυπωμένην ἀρχήν.

Εἰς ἀμφοτέρους τὰς περιπτώσεις, τὰ υἱοθετούμενα μέτρα θὰ κοινοποιῶνται εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου.

Τὰ ἐξοδα ἐπαναπατρισμοῦ τῶν αἰχμαλώτων πολέμου θὰ κατανέμονται πάντως κατὰ δίκαιον τρόπον μεταξὺ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως καὶ τῆς Δυνάμεως ἐξ ἧς οἱ αἰχμάλωτοι ἐξαρτῶνται.

Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον, κατὰ τὴν κατανομήν θὰ ἀκολουθοῦνται αἱ κάτωθι ἀρχαί:

α) Ἐὰν αἱ δύο χῶραι ἔχουσι κοινὰ σύνορα ἢ Δύναμις ἐξ ἧς οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου ἐξαρτῶνται θ' ἀναλάβῃ τὰ ἐξοδα ἐπαναπατρισμοῦ ἐντεῦθεν τῶν συνόρων τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως.

β) Ἐὰν αἱ δύο χῶραι δὲν ἔχουσι κοινὰ σύνορα, ἢ κατακρατούσα Δύναμις θ' ἀναλάβῃ τὰ ἐξοδα τῆς μεταφορᾶς τῶν αἰχμαλώτων πολέμου ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς μέχρι τῶν συνόρων τῆς ἢ μέχρι τοῦ πλησιεστέρου πρὸς τὴν Δύναμιν ἐξ ἧς οὗτοι ἐξαρτῶνται λιμένος ἐπιβιβάσεως. Τὰ ἐνδιαφερόμενα Μέρη θὰ συμφωνήσουν διὰ τὴν μεταξὺ αὐτῶν δικαίαν κατανομήν τῶν ὑπολοίπων δαπανῶν ἐπαναπατρισμοῦ.

Ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει ἢ ἀνάγκῃ συνάψεως τοιαύτης συμφωνίας θ' ἀποτελέσῃ δικαιολογίαν οἰασθήποτε καθυστέρησεως τοῦ ἐπαναπατρισμοῦ τῶν αἰχμαλώτων πολέμου.

Ἄρθρον 119.

Ὁ ἐπαναπατρισμός θὰ συντελήται ὑπὸ ὅρους ὁμοίους πρὸς τοὺς καθοριζομένους εἰς τὰ ἀρθρα 46 καὶ 48 τῆς παρούσης Συμβάσεως διὰ τὴν μεταφορὰν αἰχμαλώτων πολέμου, λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν καὶ τῶν διατάξεων τοῦ ἀρθρου 118 ὡς καὶ τῶν κατωτέρω:

Κατὰ τὸν ἐπαναπατρισμόν, τὰ ἀρκεθέντα ἀπὸ τοῦς αἰχμαλώτους πολέμου, συμφώνως τῷ ἀρθρῷ 18, ἀντικείμενα ἀξίας καθὼς καὶ τὰ εἰς ξένον νόμισμα χρηματικὰ ποσά, ἅτινα δὲν μετετρέπησαν εἰς τὸ νόμισμα τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως, θ' ἀποδοθῶν πρὸς αὐτοὺς. Τὰ ἀντικείμενα ἀξίας καὶ τὰ εἰς ξένον νόμισμα ποσά τὰ ὅποια, δι' ἕνα οἰονδήποτε λόγον δὲν ἀπεδόθησαν εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου κατὰ τὸν ἐπαναπατρισμόν των θὰ παραδοθῶν εἰς τὸ προβλεπόμενον ἐν ἀρθρῷ 122 Γραφεῖον Πληροφοριῶν.

Εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου θὰ ἐπιτραπῆ νὰ συναποκομίσουν τὰ ἀτομικά των εἶδη, τὴν ἀλληλογραφίαν των καὶ τὰ ἀφιχθέντα ἐπ' ὀνόματι των δέματα. Τὸ βῆρος τῶν ἀποσκευῶν τούτων δύναται νὰ περιορισθῆῖ ἐὰν οἱ ἄρροι τοῦ ἐπαναπατρισμοῦ τὸ ἀπικτοῦν εἰς ἕτι εὐλόγως δύναται ὁ αἰχμάλωτος νὰ βαστάσῃ. Πάντως εἰς ἕκαστον αἰχμάλωτον θὰ ἐπιτρέπηται νὰ παραλάβῃ τοὐλάχιστον εἴκοσι πέντε χιλιόγραμμα.

Τὰ ἄλλα ἰατρικὰ εἶδη τοῦ ἐπαναπατρισθέντος αἰχμα-

λώτου θὰ φυλάσσωνται ὑπὸ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως ἥτις θ' ἀποστείλῃ, ταῦτα πρὸς αὐτόν, εὐθύς ὡς συνάψῃ πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον μετὰ τῆς Δυνάμεως ἐξ ἧς ἐξαρτᾶται ὁ αἰχμάλωτος, συμφωνίαν κανονίζουσαν τοὺς ὅρους τῆς μεταφορᾶς καὶ τὴν πληρωμὴν τῶν σχετικῶν ἐξόδων.

Αἰχμάλωτοι πολέμου τελοῦντες ὑπὸ ποινικὴν δίωξιν διὰ κακούργημα ἢ πλημμέλημα ποινικοῦ δικαίου δύνανται νὰ κατακρατηθῶν μέχρι πέρατος τῆς διαδικασίας καὶ, ἐὰν τοιαύτη εἶναι ἡ περίπτωσις, μέχρι τῆς ἐκτίσεως τῆς ποινῆς των. Τὸ αὐτὸ θὰ ἐφαρμόζεται καὶ διὰ τοὺς ἤδη καταδικασθέντας διὰ κακούργημα ἢ πλημμέλημα ποινικοῦ δικαίου.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ κοινοποιήσουν πρὸς ἀλλήλα τὰ ὀνόματα τῶν αἰχμαλώτων πολέμου οἵτινες κατακρατοῦνται μέχρι πέρατος τῆς διαδικασίας ἢ ἐκτίσεως τῆς ποινῆς των.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ συνεννοηθῶν διὰ τὴν σύστασιν ἐπιτροπῶν πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς ἀναζητήσεως τῶν ἐν διασπορᾷ αἰχμαλώτων καὶ ἐξασφαλίσσεως τοῦ ἐπαναπατρισμοῦ αὐτῶν ὅσον οἶόν τε τάχιστα.

ΤΜΗΜΑ III.

Θάνατος αἰχμαλώτων πολέμου.

Ἄρθρον 120.

Αἱ διαθήκαι τῶν αἰχμαλώτων πολέμου θὰ συντάσσωνται κατὰ τρόπον πληροῦντα τοὺς ὅρους ἐγκυρότητος τῆς νομοθεσίας τῆς χώρας ἐξ ἧς προέρχεται, ἥτις καὶ θέλει μεριμνήσῃ διὰ τὴν ἐνυμέρωσιν τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως, ἐπὶ τῶν ὅρων αὐτῶν. Τῇ αἰτήσει τοῦ αἰχμαλώτου πολέμου, καὶ ἐν πάσῃ περιπτώσει μετὰ τὸν θάνατον αὐτοῦ ἢ διαθήκῃ θὰ διαβιβάζεται ἄνευ χρονοτριβῆς εἰς τὴν Προστάτιδα Δύναμιν, κεκρωμένον δὲ ἀντίγραφον αὐτῆς θ' ἀποστέλλεται εἰς τὸ Κεντρικὸν Πρακτορεῖον Πληροφοριῶν.

Πιστοποιητικὰ θανάτου, κατὰ τὸν προσηρημένον τῇ παρούσῃ συμβάσει τύπον ἢ πίνακες ὅλων τῶν ἀποθνησκόντων ἐν αἰχμαλωσίᾳ αἰχμαλώτων πολέμου κεκρωμένοι ὑπὸ ὑπευθίνου ἀξιωματικοῦ θ' ἀποστέλλωνται τὸ ταχύτερον εἰς τὸ συμφώνως πρὸς τὸ ἀρθρον 122 ἰδρυθησόμενον Γραφεῖον πληροφοριῶν αἰχμαλώτων πολέμου. Τὰ πιστοποιητικὰ θανάτου ἢ οἱ κεκρωμένοι οὗτοι πίνακες θὰ ἀναφέρουν τὰς περὶ ταυτότητος πληροφορίας ὅν κατάλογος δίδεται εἰς τὸ πρῶτον ἐδάφειον τοῦ ἀρθρου 17, τὸν τόπον καὶ χρόνον τοῦ θανάτου, τὰ αἴτια τοῦ θανάτου, τὸν χρόνον καὶ τόπον ταφῆς ὡς καὶ πᾶσαν ἀναγκαίαν πληροφορίαν διὰ τὴν ἀναγνώρισιν τῶν τάφων.

Τῆς ταφῆς ἢ τῆς ἀποτεφρώσεως θέλει προηγηθῆῖ ἰατρικὴ ἐξέτασις τοῦ σώματος ἵνα πιστοποιηθῆῖ ὁ θάνατος, καταστῆ δυνατὴ ἡ συντάξις ἀναφορᾶς καὶ ἐὰν παρίσταται ἀνάγκη, ἐξακριβωθῆῖ ἡ ταυτότης τοῦ θανόντος.

Αἱ κατακρατούσαι ἀρχαί θὰ μεριμνήσουν ἵνα οἱ ἐν αἰχμαλωσίᾳ θανόντες αἰχμάλωτοι πολέμου ἐνταφιασθῶν τιμητικῶς, εἰ δυνατόν κατὰ τοὺς τύπους τῆς θρησκείας εἰς τὴν ἀνήκον καὶ ἵνα οἱ τάφοι των παραμείνουν σεβαστοὶ συντηρηθῶν εὐτρεπῶς καὶ σημανθῶν εἰς τρόπον ὥστε νὰ καθίσταται πάντοτε δυνατὴ ἡ ἀνεύρεσις των. Ὅσάκις τούτο εἶναι δυνατόν οἱ θανόντες αἰχμάλωτοι πολέμου ἐξαρτώμενοι ἐκτῆς αὐτῆς Δυνάμεως θέλουν ταφῆ εἰς τὴν αὐτὴν τοποθεσίαν.

Οἱ θανόντες αἰχμάλωτοι πολέμου θέλουν ἐνταφιασθῆῖ ἀτομικῶς πλὴν περιπτώσεως ἀνωτέρας βίας ἐπιβαλλούτης συλλογικῆς ταφῆς. Αἱ σωροὶ δύναται ν' ἀποτεφρωθῶν μόνον ὁσάκις τὸ ἀπαιτοῦν ἐπιτακτικαὶ λόγοι ὑγιεινῆς ἢ ἡ θρησκεία τοῦ θανόντος ἢ ἀκόμη ἐὰν ὁ ἴδιος ἐξέφρασε τοιαύτην ἐπιθυμίαν. Ἐν περιπτώσει ἀποτεφρώσεως θέλει γίνῃ μνεῖα ἐπὶ τῆς πράξεως θανάτου ἔπου καὶ θέλουν καταχωρηθῆῖ τὰ αἴτια τῆς.

Ἴνα καθίσταται πάντοτε δυνατὴ ἡ ἀνεύρεσις τῶν τάφων, ἔπνεσι αἱ σχετικὰ πρὸς τοὺς ἐνταφιασμοὺς καὶ τοὺς τάφους

πληροφορία θὰ καταχωροῦνται ὑπὸ Ὑπηρεσίας Τάφων δημιουργηθησομένης ὑπὸ τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως. Κατάλογοι τῶν τάφων καὶ πληροφορίες σχετικαὶ πρὸς τοὺς ἐνταφιασμένους, εἰς τὰ Νεκροταφεῖα ἢ ἀλλαγῶν, αἰχμαλώτων πολέμου, θὰ διαβιβασθῶν πρὸς τὴν Δύναμιν ἐξ ἧς ἐξαρτῶνται οἱ αἰχμαλῶται οὗτοι.

Εἰς τὴν ἐλέγχουσαν τὸ ἔδαφος Δύναμιν ἀπόκειται, ἐὰν εἶναι Μέρος εἰς τὴν Σύμβασιν, νὰ συντηρῇ τοὺς τάφους τούτους καὶ νὰ καταχωρήσῃ πᾶσαν μεταγενεστέραν μετακομιδὴν σωρῶν. Αἱ διατάξεις αὐταὶ ἐφαρμόζονται καὶ περὶ τῶν τεφρῶν αἰτινες θὰ φυλάσσονται ὑπὸ τῆς ὑπηρεσίας Τάφων μέχρις οὗ ἢ χώρα καταγωγῆς ἀνακοινῶσι τὰ ὀριστικὰ μέτρα ἅτινα ἐπιθυμεῖ νὰ λάβῃ σχετικῶς.

Ἄρθρον 121.

Πᾶς θάνατος ἢ πᾶς σοβαρὸς τραυματισμὸς αἰχμαλώτου πολέμου ὅστις προεκλήθη ἢ ὑπάρχει ὑπόνοια ὅτι προεκλήθη ὑπὸ σκοποῦ, ὑπὸ ἄλλου ἐγκλειστοῦ ἢ ὑπὸ οἰουδήποτε ἄλλου προσώπου, ὡς καὶ πᾶς ἄλλος θάνατος τοῦ ὁποίου ἢ αἰτία εἶναι ἄγνωστος θὰ ἀκολουθῆται ἀμέσως ὑπὸ ἐπισημοῦ ἀνακρίσεως ἀπὸ μέρους τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως.

Σχετικὴ κοινοποιήσις θὰ διαβιβάζηται ἀμέσως εἰς τὴν προστάτιδα Δύναμιν. Θὰ συλλέγονται αἱ καταθέσεις παντός μάρτυρος καὶ ἀναφορὰ περιέχουσα ταύτας θὰ συντάσσεται καὶ θὰ κοινοποιῆται πρὸς τὴν ἐν λόγῳ Δύναμιν.

Ἐὰν ἡ ἀνάκρισις ἀποδείξῃ τὴν ἐνοχὴν ἐνὸς ἢ πλειόνων ἀτόμων, ἢ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ λάβῃ ὅλα τὰ μέτρα διὰ τὴν δικαστικὴν δίωξιν τοῦ ἢ τῶν ὑπευθύνων.

ΜΕΡΟΣ V.

Γραφεῖον πληροφοριῶν καὶ Ἐταιρεῖαι Περιθάψεως αἰχμαλώτων πολέμου.

Ἄρθρον 122.

Εὐθὺς ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς συρράξεως καὶ εἰς ὅλας τὰς περιπτώσεις κατοχῆς, ἕκαστον τῶν ἐν συρράξει Μερῶν θὰ ἰδρῶσι ἐπίσημον Γραφεῖον πληροφοριῶν περὶ τῶν ὑπὸ τὴν ἐξουσίαν του τελούντων αἰχμαλώτων πολέμου.

Αἱ οὐδέτεροι ἢ μὴ ἐμπόλεμοι Δυνάμεις αἰτινες θὰ ἔχουν δεχθῆ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους των πρόσωπα ἀνήκοντα εἰς μίαν τῶν ἐν ἄρθρῳ 4 ἀναφερομένων κατηγοριῶν, θὰ λάβουν τὸ αὐτὸ μέτρον ὡς πρὸς τὰ πρόσωπα ταῦτα. Ἡ ἐνδιαφερομένη Δύναμις θὰ μεριμνήσῃ ἵνα τὸ Γραφεῖον πληροφοριῶν διαθέτῃ τὰ ἀναγκαῖα οἰκήματα καὶ ἐφόδια καὶ προσωπικὸν ἵνα δυνήθῃ νὰ λειτουργήσῃ ἀποτελεσματικῶς. Εἶναι ἐλευθέρα νὰ χρησιμοποιοῦσιν ἐκεῖ αἰχμαλώτους πολέμου ἐφ' ὅσον σεβασθῆ τοὺς ἐν τῷ τμήματι τῆς παρουσίας Συμβάσεως τῆς σχετικῆς πρὸς τὴν ἐργασίαν τῶν αἰχμαλώτων πολέμου διατυπωθέντας ὁρους.

Ἐντὸς τῆς βραχυτέρας δυνατῆς προθεσμίας ἕκαστον τῶν ἐν συρράξει Μερῶν θὰ παράσχῃ πρὸς τὸ Γραφεῖον του τὰς πληροφορίες περὶ ὧν γίνεται λόγος εἰς τὰ ἐδάφια τέταρτον, πέμπτον καὶ ἕκτον τοῦ παρόντος ἄρθρου περὶ παντός ἐχθρικοῦ προσώπου ἀνήκοντος εἰς μίαν τῶν ἐν ἄρθρῳ 4 ἀναφερομένων κατηγοριῶν καὶ περιπεσόντος εἰς τὴν ἐξουσίαν του. Αἱ οὐδέτεροι ἢ μὴ ἐμπόλεμοι Δυνάμεις θὰ ἐνεργήσουν ὁμοίως ὡς πρὸς τὰ ἀνήκοντα εἰς τὰς κατηγορίας ταύτας πρόσωπα, ἅτινα ἐγένοντο δεκτὰ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους των.

Τὸ Γραφεῖον θ' ἀνακοινῶσι ἐπειγόντως καὶ διὰ τῶν ταχύτερων μέσων τὰς πληροφορίες ταύτας πρὸς τὰς ἐνδιαφερομένας Δυνάμεις, μέσῳ ἀφ' ἑνὸς τῶν προσταστικῶν Δυνάμεων καὶ ἀφ' ἑτέρου, τοῦ ἐν ἄρθρῳ 123 προβλεπομένου Κεντρικοῦ Πρακτορείου.

Αἱ πληροφορίες αὐταὶ πρέπει νὰ ἐπιτρέπουσιν τὴν ταχεῖαν ἐνημέρωσιν τῶν ἐνδιαφερομένων οἰκογενειῶν. Ὑπὸ τὴν ἐπιρρύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 17, ἐφ' ὅσον τὸ Γραφεῖον πληροφοριῶν θὰ κατέχῃ τὰ ἀναγκαῖα στοιχεία, αἱ πληροφο-

ριαὶ αὗται θὰ περιλαμβάνουν δι' ἕκαστον αἰχμαλῶτον πολέμου, τὸ ὄνοματεπώνυμον, τὸν βαθμὸν, τὸν ἀριθμὸν μητρώου, τὸν τόπον καὶ τὴν πλήρη ἡμερομηνίαν γεννήσεως, ἐνδείξιν περὶ τῆς Δυνάμεως ἐξ ἧς ἐξαρτᾶται, ὄνομα πατρός, ἐπώνυμον μητρός, ὄνομα καὶ διεύθυνσιν τοῦ εἰδοποιηθέντος προσώπου ὡς καὶ τὴν διεύθυνσιν εἰς τὴν ὁποῖαν δύναται ν' ἀπευθυνθῆ ἢ πρὸς τὸν αἰχμαλῶτον ἀλληλογραφία.

Τὸ Γραφεῖον πληροφοριῶν ὀφείλει νὰ λαμβάνῃ ἀπὸ τὰς διαφόρους ἀρμοδίας ὑπηρεσίας πληροφορίας περὶ τῶν μετασταθμεύσεων, ἀπελευθερώσεων, ἐπαναπατρισμῶν, μεταφορῶν εἰς νοσοκομεῖα, θανάτων καὶ θέλει διαβιβάζῃ ταύτας κατὰ τὸν προβλεπόμενον εἰς τὸ ἀνωτέρω ἐδάφιον 3 τρόπον.

Ἐπίσης θέλουσιν διαβιβασθῆ τακτικῶς καὶ εἰ δυνατόν καθ' ἑβδομάδα πληροφορίες περὶ τῆς καταστάσεως υγείας αἰχμαλώτων πολέμου βαρέως ἀσθενούντων ἢ τραυματισθέντων.

Τὸ Γραφεῖον πληροφοριῶν θ' ἀναλάβῃ ἐπίσης ν' ἀπαντᾷ εἰς πᾶσας τὰς ἀπευθυνομένας αὐτῷ ἐρωτήσεις τὰς ἀφορώσας αἰχμαλώτους πολέμου, περιλαμβανομένων καὶ τῶν ἐν αἰχμαλωσίᾳ θανόντων, θὰ προβαίνει εἰς τὰς ἀναγκαῖας ἐρεῦνας ἵνα προμηθευθῆ τὰς πληροφορίες ἂς δὲν κατέχει.

Ἦσθα ἔγγραφος ἀνακοινῶσις τοῦ Γραφείου θὰ κυροῦται εἴτε διὰ μιᾶς ὑπογραφῆς, εἴτε διὰ σφραγίδος.

Τὸ Γραφεῖον πληροφοριῶν θ' ἀναλάβῃ ἐπιπροσθέτως νὰ συλλέγῃ καὶ νὰ διαβιβάζῃ πρὸς τὰς ἐνδιαφερομένας Δυνάμεις πᾶν ἀντικείμενον προσωπικόν ἢ ἀξίας, περιλαμβανομένων καὶ τῶν χρηματικῶν ποσῶν τῶν εἰς νόμισμα ἄλλο, πλην τοῦ τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως καθὼς καὶ τὰ σημαντικὰ διὰ τοὺς πλησιέστερους συγγενεῖς ἔγγραφα, τὰ ὅποια κατέλιπεν ὁ αἰχμαλώτος πολέμου ἅμα τῷ ἐπαναπατρισμῷ του, τῇ ἀπελευθερώσει του, τῇ ἀποδράσει του ἢ τῷ θανάτῳ του. Ἐν ἀντικείμενα ταῦτα θ' ἀποστέλλωνται διὰ δεμάτων ἐσφραγισμένων ὑπὸ τοῦ Γραφείου. Εἰς τὰ δέματα ταῦτα θὰ ἐπισυνάπτωνται δηλώσεις ἐπακριβῶς καθορίζουσαι τὴν ταυτότητα τῶν προσώπων εἰς τὰ ὅποια τὰ ἀντικείμενα ἀνήκον ὡς καὶ πλήρης ἀπογραφή τοῦ περιεχομένου τοῦ δέματος. Τὰ ἄλλα προσωπικὰ εἶδη τῶν περὶ ὧν πρόκειται αἰχμαλώτων θ' ἀποστέλλωνται συμφώνως πρὸς τὰς συνφρασμένας μεταξὺ ἐνδιαφερομένων ἐν συρράξει Μερῶν συμφωνίας.

Ἄρθρον 123.

Θὰ ἰδρυθῆ ἐν οὐδετέρῳ χώρῳ Κεντρικὸν Πρακτορεῖον πληροφοριῶν περὶ τῶν αἰχμαλώτων πολέμου. Ἡ Διεθνὴς Ἐπιτροπὴ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ θὰ προτείνει πρὸς τὰς ἐνδιαφερομένας Δυνάμεις, ἐὰν θεωρήσῃ τοῦτο ἀναγκαῖον τὴν ὁργάνωσιν τοῦ τοιούτου Πρακτορείου.

Τὸ Πρακτορεῖον τοῦτο θ' ἀναλάβῃ νὰ συγκεντρώη ὅλας τὰς ἐνδιαφερούσας τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου πληροφορίες, ἂς θὰ δυνήθῃ νὰ ἐπιτύχῃ δι' ἐπισημοῦ ἢ ἰδιωτικῆς ὁδοῦ. Θὰ διαβιβάζῃ ταύτας, τῷ ταχύτερον δυνατῶν πρὸς τὴν χώραν καταγωγῆς τῶν αἰχμαλώτων ἢ πρὸς τὴν Δύναμιν ἐξ ἧς ἐξαρτῶνται. Θὰ τυγχάνῃ, ἀπὸ μέρους τῶν ἐν συρράξει Μερῶν πᾶσης εὐκολίας διὰ τὴν ὡς ἀνω διαβίβασιν.

Τὰ ὕψηλά Συμβιβαλόμενα Μέρη καὶ εἰδικῶς ἐκεῖνα τῶν ὁποίων οἱ ὑπῆκοι ἀπολαμβάνουν τῶν ὑπηρεσιῶν τοῦ Κεντρικοῦ Πρακτορείου, καλοῦνται νὰ παράσχουν πρὸς αὐτὸ τὴν οικονομικὴν ἐνίσχυσιν τῆς ὁποίας θὰ εἶχεν ἀνάγκην.

Αἱ ὡς ἀνω διατάξεις δὲν πρέπει νὰ ἐμνηνευθῶσιν ὡς περιορίζουσαι τὴν ἀνθρωπιστικὴν ὁρᾶσιν τῆς Διεθνούς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ καὶ τῶν ἐν ἄρθρῳ 125 μνημονευόμενων Ἐταιρειῶν βοήθειας.

Ἄρθρον 124.

Τὰ ἑθνικὰ γραφεῖα πληροφοριῶν καὶ τὸ Κεντρικὸν Πρακτορεῖον πληροφοριῶν θ' ἀπολαμβάνουν ἀπελείας καθὼς καὶ ὅλων τῶν ἐν ἄρθρῳ 74 προβλεπομένων ἀπαλλαγῶν καὶ ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, τελεγραφικῆς ἀπελείας ἢ τοὺς ἀπὸ τῆς τελεγραφικῆς ἐκπτώσεως ἐπὶ τῶν τελεγραφικῶν τελοῦν.

"Αρθρον 125.

Υπό την επίβλεψιν των μέτρων, ατινα ἤθελον θεωρήσῃ ἀπαραίτητα διὰ τὴν κοτοχύρωσιν τῆς ἀσφαλείας των ἢ τὴν ἀντιμετώπισιν πάσης ἄλλης λογικῆς ἀνάγκης, αὐ κατακρατοῦσαι Δυνάμεις θὰ ἐπιφυλάξουν τὴν καλλιτέραν ὑποδοχὴν εἰς τὰς θρησκευτικὰς ὀργανώσεις, ἑταιρείας, βοηθείας, ἢ πάντας ἄλλους ὀργανισμοὺς αἰτινες ἔρχονται ἀρωγοὶ πρὸς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου. Θὰ παράσχουν πρὸς αὐτὰς ὡς καὶ πρὸς τοὺς κανονικῶς διαπεπιστευμένους ἀντιπροσώπους των, πᾶσαν ἀναγκαίαν εὐκολίαν ἵνα ἐπισκέπτωνται τοὺς αἰχμαλώτους, διανέμουν πρὸς αὐτοὺς βοηθήματα καὶ ἐφόδια πάσης προελεύσεως προοριζόμενα διὰ θρησκευτικούς, μορφωτικούς καὶ ψυχολογικούς σκοποὺς, ἢ διὰ νὰ βοηθήσουν αὐτοὺς νὰ ὀργανώσουν τὰς ὥρας τῆς σχολῆς των ἐντὸς τῶν στρατοπέδων. Αἱ προμηθηθεῖσαι ἑταιρείαι καὶ ὀργανώσεις δύνανται νὰ ἰδρυθοῦν, εἴτε ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως, εἴτε εἰς ἄλλην χώραν, εἴτε ἀκόμη καὶ νὰ ἔχουν διεθνή χαρακτήρα.

Ἡ κατακράτουσα Δύναμις δύνανται νὰ περιορίσῃ τὸν ἀριθμὸν τῶν ἑταιρειῶν καὶ ὀργανώσεων εἰς τοὺς ἀντιπροσώπους τῶν ὁποίων θὰ ἐπιτρέπηται ν' ἀσχοῦν τὴν δρᾶσιν των ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς καὶ ὑπὸ τὸν ἔλεγχόν τῆς, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅμως ὅτι ὁ τοιοῦτος περιορισμὸς δὲν θὰ ἐμποδίσῃ τὴν παροχὴν ἀποτελεσματικῆς καὶ ἐπαρκούς ἀρωγῆς πρὸς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου.

Ἡ εἰδικὴ ἐν προκειμένῳ θέσις τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ θέλει πάντοτε ἀναγνωρισθῆ καὶ παρκαμινῆ σεβαστή.

Καθ' ἣν στιγμὴν θὰ παραδίδονται εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου βοηθήματα ἢ ἐφόδια διὰ τοὺς ὡς ἀνω μνημονευμένους σκοποὺς, ἢ τοῦλάχιστον ἐντὸς βραχείας προθεσμίας, θ' ἀπευθύνονται πρὸς τὴν δωρήτριαν ἑταιρείαν ἢ ὀργανισμὸν ἀποδείξεις ὑπογεγραμμένοι ὑπὸ τοῦ ἀνδρὸς ἐμπιστοσύνης τῶν αἰχμαλώτων καὶ σχετικαὶ πρὸς ἐκάστην ἀποστολήν. Σχετικαὶ πρὸς τὰς ἀποστολάς ταύτας ἀποδείξεις θὰ παρέχωνται ταυτοχρόνως καὶ ὑπὸ τῶν ἔχουσῶν τὴν φρονήσιν τῶν αἰχμαλώτων διοικητικῶν ἀρχῶν.

ΤΙΤΛΟΣ VI

Ἐκτέλεσις τῆς συμβάσεως

Τμημα I.

Γενικαὶ Διατάξεις.

"Αρθρον 126.

Οἱ ἀντιπρόσωποι ἢ ἀπεσταλμένοι τῶν προστατῶν Δυνάμεων θὰ ἐξουσιοδοτηθοῦν νὰ μεταβαίνουν εἰς ὅλα τὰ μέρη ὅπου εὐρίσκονται αἰχμαλῶτοι πολέμου καὶ δὴ εἰς τοὺς τόπους περιορισμοῦ, φυλακίσεως καὶ ἐργασίας. Θὰ τοὺς ἐπιτρέπηται ἢ εἰσοδος εἰς ὅλα τὰ διαμερίσματα τὰ χρησιμοποιοῦμενα ὑπὸ τῶν αἰχμαλώτων. Θὰ τοὺς ἐπιτρέπηται ἐπίσης νὰ μεταβαίνουν εἰς τοὺς τόπους ἀναχωρήσεως, διόδια ἢ ἀφίξεως τῶν μετασταθμευμένων αἰχμαλώτων. Θὰ δύνανται νὰ συνδιαλεγοῦν ἀνευ τῆς παρουσίας τρίτων μετὰ τοὺς αἰχμαλώτους καὶ, εἰδικῶς, μετὰ τὸν ἀνδρα ἐμπιστοσύνης των, ἐν ἀνάγκῃ μέσῳ διερμηνέως.

Θ' ἀρεθῆ πᾶσα ἐλευθερία εἰς τοὺς ἀντιπροσώπους καὶ ἀπεσταλμένους τῶν προστατῶν Δυνάμεων ὡς πρὸς τὴν ἐκλογὴν τοῦ τόπου ὅν ἐπιθυμοῦν νὰ ἐπισκεφθοῦν. Ἡ διάρκεια καὶ ἡ συχνότης τῶν ἐπισκέψεων δὲν δύνανται νὰ περιορισθοῦν. Αἱ ἐπισκέψεις δύνανται ν' ἀπαγορευθοῦν μόνον λόγῳ ἐπιτακτικῆς στρατιωτικῆς ἀνάγκης τοῦτο δὲ μόνον ἐξαιρετικῶς καὶ προσωρινῶς.

Ἡ προστατὴ Δύναμις καὶ ἡ Δύναμις ἐξ ἧς ἐξαρτῶνται οἱ αἰχμαλῶτοι πολέμου δύνανται, ἐνδεχομένως, νὰ συνεννοηθοῦν ἵνα ἐπιτραπῆ εἰς συμπαιρῶτας τῶν αἰχμαλώτων νὰ παράσχουν τῶν ἐπισκέψεων.

Οἱ ἀντιπρόσωποι τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ θ' ἀπολαμβάνουν τῶν αὐτῶν προνομίων. Ὁ διορισμὸς τῶν ἀντιπροσώπων τούτων θὰ ὑποβάλληται εἰς τὴν ἔγκρισιν τῆς Δυνάμεως ὑπὸ τὴν ἐξουσίαν τῆς ὁποίας εὐρίσκονται οἱ πρὸς ἐπίσκεψιν αἰχμαλῶτοι πολέμου.

"Αρθρον 127.

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως διαδώσουν ὅσον τὸ δυνατόν εὐρύτερον ἐν καιρῷ εἰρήνης καὶ ἐν καιρῷ πολέμου τὸ κείμενον τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τὰς χώρας των καὶ δὴ ὅπως περιλάβουν τὴν μελέτην εἰς ταύτης τὰ προγράμματα στρατιωτικῆς καὶ εἰ δυνατόν, πολιτικῆς ἐκπαιδεύσεως ὥστε αἱ ἀρχαὶ τῆς ν' ἀποβοῦν γνωσταὶ εἰς τὸ σύνολον τοῦ πληθυσμοῦ.

Αἱ πολιτικαί, στρατιωτικαί, ἀστυνομικαὶ καὶ ἄλλαι ἀρχαί, αἰτινες ἐν καιρῷ πολέμου ἀναλαμβάνουν εὐθύνας ἐναντι τῶν προστατευομένων προσώπων, δεόν ὅπως κατέχουν τὸ κείμενον τῆς Συμβάσεως καὶ ὅπως ἔχουν ἐκπαιδευθῆ ἰδιαιτέρως ἐπὶ τῶν διατάξεών τῆς.

"Αρθρον 128

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ κοινοποιήσουν πρὸς ἀλλήλα μέσῳ τοῦ Ὀμοσπονδιακοῦ Ἑλβετικοῦ Συμβουλίου καὶ, κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν ἐχθροπραξιῶν, μέσῳ τῶν προστατῶν Δυνάμεων, τὰς ἐπισήμους μεταφράσεις τῆς παρούσης Συμβάσεως, ὡς καὶ τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοὺς ὁποίους θὰ υἰοθετήσουν πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς ἐφαρμογῆς τῆς.

"Αρθρον 129

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ὑποχρεοῦνται νὰ λάβουν ἅπαντα τὰ ἀναγκαῖα νομοθετικὰ μέτρα διὰ τὸν καθορισμὸν καταλλήλων κυρώσεων ἐπιβλητέων εἰς τὰ πρόσωπα, ατινα προέβησαν ἢ ἔδωσαν εἰς ἄλλους διαταγὴν νὰ προβοῦν εἰς οἰανδήποτε σοβαρὰν παράβασιν τῆς παρούσης Συμβάσεως ἐκ τῶν καθοριζομένων εἰς τὸ ἐπόμενον ἀρθρον.

Ἐκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος θὰ ἔχῃ τὴν ὑποχρέωσιν ν' ἀναζητήσῃ τὰ πρόσωπα τὰ κατηγορούμενα ὅτι προέβησαν ἢ ἔδωσαν εἰς ἄλλους διαταγὴν νὰ προβοῦν εἰς οἰανδήποτε τῶν σοβαρῶν τούτων παραβάσεων καὶ ὀφείλει νὰ παραμπέμψῃ τὰ πρόσωπα ταῦτα ἐνώπιον τῶν Δικαστηρίων του, οἰαδήποτε καὶ ἂν εἶναι ἡ ἐθνικότης των. Δύνανται ἐπίσης ἐὰν τὸ προτιμᾷ καὶ ὑπὸ τοὺς προβλεπομένους ὑπὸ τῆς ἰδίας αὐτοῦ νομοθεσίας ὅρους, νὰ παραδώσῃ τὰ εἰρημένα πρόσωπα πρὸς ἐκδίκασιν εἰς ἕτερον Συμβαλλόμενον Μέρος, τὸ ὁποῖον ἐνδιαφέρεται διὰ τὴν δίωξιν των, ἐφ' ὅσον τὸ Συμβαλλόμενον Μέρος τοῦτο ἔχει ἐναντίον των ἐπαρκεῖς λόγους διώξεως.

Ἐκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος θὰ λάβῃ τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν κατάπαυσιν ἐνεργειῶν ἀντικειμένων εἰς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ πέραν τῶν σοβαρῶν παραβάσεων, αἰτινες καθορίζονται εἰς τὸ ἐπόμενον ἀρθρον.

Εἰς πᾶσαν περίστασιν οἱ μνησόμενοι θ' ἀπολαμβάνουν ἐγγυήσεων δικονομικῶν καὶ ἐλευθέρας ὑπερασπίσεως οὐχὶ κατωτέρων τῶν προβλεπομένων εἰς τὰ ἀρθρα 105 καὶ ἐπόμενα τῆς παρούσης Συμβάσεως.

"Αρθρον 130.

Αἱ σοβαραὶ παραβάσεις, περὶ τῶν ὁποίων πραγματεύεται τὸ προηγούμενον ἀρθρον, εἶναι ἐκείναι αἱ ὁποῖαι συνεπάγονται οἰανδήποτε τῶν ἀκολούθων πράξεων, ἐφ' ὅσον διαπράττονται ἐναντίον προσώπων ἢ ἰδιοκτησιῶν προστατευομένων ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ὁ ἐκ προθέσεως φόνος, ἡ βία καὶ ἡ ἄλλη ἀπάνθρωπος μεταχείρισις περιλαμβανομένων τῶν βιολογικῶν πειραμάτων, ἡ ἐκ προθέσεως πρόκλησις μεγάλης ὀδύνης ἢ ἡ σοβαρὰ προσβολὴ κατὰ τῆς σωματικῆς ἀκεραιότητος ἢ τῆς υἰείας, ἡ ἐξαντλαστικὸς αἰχμαλῶτου πολέμου νὰ ὑπηρετήσῃ εἰς τὰς ἐνόπλους δυνάμεις τῆς ἐχθρῆς Δυνάμεως ἢ ἡ στέρξις τοῦ δικαιώματος ὅπως τῆς τακτικῆς καὶ ἀμερ-

λήπτου έκδικάσεως κατά τὰς παραγγελσίας τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 131.

Οὐδὲν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν δύναται ν' ἀπαλλάξῃ ἑαυτό, οὐδὲ ν' ἀπαλλάξῃ ἕτερον Συμβαλλόμενον Μέρος τῶν εὐθυνῶν ἅς αὐτὸ τοῦτο ἢ ἄλλο Συμβαλλόμενον Μέρος ὑπέχουν λόγῳ τῶν εἰς τὸ προηγούμενον ἄρθρον προβλεπόμενων παραβάσεων.

Ἄρθρον 132.

Αἰτήσῃ ἐνὸς τῶν ἐν συρράξει Μερῶν, θὰ διεξαχθῇ ἀνάκρισις, ἥς ὁ τρόπος ἐνεργείας θὰ καθορισθῇ ὑπὸ τῶν ἐνδιαφερομένων Μερῶν, ἐπὶ πάσης καταγγελίας περὶ παραβάσεως τῆς Συμβάσεως.

Ἐὰν δὲν ἐπέλθῃ συμφωνία ἐπὶ τῆς διαδικασίας τῆς ἀνάκρισεως, τὰ Μέρη θὰ συνεννοηθοῦν διὰ τὴν ἐκλογὴν διαιτητοῦ, ὅστις θ' ἀποφασίσῃ περὶ τῆς ἀκολουθητέας διαδικασίας.

Ἀπαξ διαπιστωθῇ ἡ παράβασις τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ θέσουν τέρμα εἰς αὐτὴν καὶ θὰ ἐπιβάλουν ὅσον τὸ δυνατόν ταχύτερον τὰς δεούσας κυρώσεις.

Τελικαὶ Διατάξεις.

Ἄρθρον 133.

Ἡ παρούσα Σύμβασις ἐγένετο εἰς τὴν γαλλικὴν καὶ τὴν ἀγγλικὴν. Ἀμφότερα τὰ κείμενα εἶναι ἐξ ἴσου αὐθεντικά.

Τὸ Ἑλβετικὸν Ὀμοσπονδιακὸν Συμβούλιον θέλει μερμνήσῃ διὰ τὰς ἐπισημοὺς μεταφράσεις τῆς Συμβάσεως εἰς τὴν ρωσικὴν καὶ τὴν ἰσπανικὴν γλῶσσαν.

Ἄρθρον 134.

Ἡ παρούσα Σύμβασις ἀντικαθιστᾷ εἰς τὰς σχέσεις μεταξὺ τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν τὴν Σύμβασιν τῆς 27ης Ἰουλίου 1929.

Ἄρθρον 135.

Εἰς τὰς σχέσεις μεταξὺ τῶν Δυνάμεων τῶν δεσμευμένων ὑπὸ τῆς Συμβάσεως τῆς Χάγης τῆς ἀφορώσης τοῦς Νόμους καὶ τὰ Ἔθιμα τοῦ κατ'ἐξῆρὸν πολέμου, εἴτε πρόκειται περὶ τῆς ἀπὸ 29 Ἰουλίου 1899 εἴτε περὶ τῆς ἀπὸ 18 Ὀκτωβρίου 1907, καὶ μετεχουσῶν εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν, αὕτη θέλει ἀποτελέσῃ συμπλήρωμα τοῦ Κεφαλαίου II τοῦ προσηρτημένου εἰς τὰς ἀνωτέρω Συμβάσεις τῆς Χάγης Κανονισμοῦ.

Ἄρθρον 136.

Ἡ παρούσα Σύμβασις ἡ ὁποία φέρει τὴν ἡμερομηνίαν τῆς σήμερον εἶναι ἀνοικτὴ πρὸς ὑπογραφήν μέχρι τῆς 12ης Φεβρουαρίου 1950 ἀπὸ μέρους τῶν Δυνάμεων τῶν ἀντιπροσωπευθεισῶν εἰς τὴν ἀρξαμένην ἐν Γενεύῃ τὴν 21ην Ἀπριλίου 1949 συνδιάσκεψιν, ὡς καὶ Δυνάμεων μὴ ἀντιπροσωπευθεισῶν εἰς τὴν συνδιάσκεψιν ταύτην ἀλλὰ μετεχουσῶν εἰς τὴν Σύμβασιν τῆς 27ης Ἰουλίου 1929.

Ἄρθρον 137.

Ἡ παρούσα Σύμβασις θὰ ἐπικυρωθῇ ὅσον τὸ δυνατόν ταχύτερον αἱ δὲ ἐπικυρώσεις τῆς θὰ κατατεθοῦν ἐν Βέρνη.

Δι' ἐκάστην κατάθεσιν ὀργάνου ἐπικυρώσεως θέλει συνταχθῇ πρωτόκολλον οὐτινος ἀκριβὲς ἀντίγραφον θέλει ἐπιδοθῇ ὑπὸ τοῦ Ἑλβετικοῦ Ὀμοσπονδιακοῦ Συμβουλίου εἰς πάσας τὰς Δυνάμεις ἐπ' ὀνόματι τῶν ὁποίων ὑπεγράφη ἡ Σύμβασις ἢ τῶν ὁποίων θὰ ἔχῃ κοινοποιηθῇ ἢ προσχωρήσῃ.

Ἄρθρον 138.

Ἡ παρούσα Σύμβασις θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ἕξ μῆνας μετὰ τὴν κατάθεσιν δύο τοῦλάχιστον ὀργάνων ἐπικυρώσεως.

Κατόπιν, θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ δι' ἕκαστον Ὑψηλὸν Συμβαλλόμενον Μέρος ἕξ μῆνας μετὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ ὀργάνου ἐπικυρώσεως αὐτοῦ.

Ἄρθρον 139.

Ἡ παρούσα Σύμβασις θὰ εἶναι, ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ἰσχύος τῆς ἀνοικτῆς εἰς τὴν προσχώρησιν πάσης Δυνάμεως ἐπ' ὀνόματι τῆς ὁποίας δὲν ἔχει ὑπογραφήν.

Ἄρθρον 140.

Αἱ προσχωρήσεις θὰ κοινοποιῶνται ἐγγράφως εἰς τὸ Ἑλβετικὸν Ὀμοσπονδιακὸν Συμβούλιον καὶ θὰ καθίστανται ἐνεργοὶ ἕξ μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν θὰ τῷ ἔχῃσι περιέλθῃ.

Τὸ Ἑλβετικὸν Ὀμοσπονδιακὸν Συμβούλιον θὰ ἀνακοινώσῃ τὰς προσχωρήσεις πρὸς ὅλας τὰς Δυνάμεις ἐπ' ὀνόματι τῶν ὁποίων ἔχει ὑπογραφήν ἢ Σύμβασις ἢ τῶν ὁποίων ἔχει κοινοποιηθῇ ἢ προσχωρήσῃ.

Ἄρθρον 141.

Αἱ εἰς τὰ ἄρθρα 2 καὶ 3 προβλεπόμεναι καταστάσεις θὰ προσδώσουν ἄμεσον ἰσχύϊ εἰς τὰς πρὸ ἢ μετὰ τὴν ἐναρξιν τῶν ἐχθροπραξιῶν ἢ τῆς κατοχῆς κατατεθείσας, ἐπικυρώσεις καὶ κοινοποιηθείσας προσχωρήσεις τῶν ἐν συρράξει Μερῶν. Ἡ κοινοποίησις τῶν ληφθησομένων ἐπικυρώσεων ἢ προσχωρήσεων τῶν ἐν συρράξει Μερῶν θὰ γίνηται ὑπὸ τοῦ Ἑλβετικοῦ Ὀμοσπονδιακοῦ Συμβουλίου διὰ τῆς ταχύτερας ὁδοῦ.

Ἄρθρον 142.

Ἐκαστον τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ καταγγεῖλῃ τὴν παρούσαν Σύμβασιν.

Ἡ καταγγελία θὰ κοινοποιῆται ἐγγράφως πρὸς τὸ Ἑλβετικὸν Ὀμοσπονδιακὸν Συμβούλιον, ὅπερ θ' ἀνακοινώσῃ τὴν κοινοποίησιν πρὸς τὰς Κυβερνήσεις ὅλων τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἡ καταγγελία θὰ καθίστανται ἐνεργὸς ἐν ἔτος μετὰ τὴν κοινοποίησιν τῆς πρὸς τὸ Ἑλβετικὸν Ὀμοσπονδιακὸν Συμβούλιον. Οὐχ' ἤττον, καταγγελία κοινοποιηθεῖσα καθ' ἕν χρόνον ἢ καταγγέλλουσα Δύναμις ἔχει ἐμπλακῆ εἰς σύρραξιν δὲν καθίσταται ἐνεργὸς ἐφ' ὅσον δὲν θὰ ἔχῃ συναφθῇ εἰρήνη, καὶ ἐν οὐδεμίᾳ περιπτώσει πρὸ τοῦ τερματισμοῦ τοῦ ἔργου ἀπελευθερώσεως καὶ ἐπαναπατρισμοῦ τῶν προστατευμένων ὑπὸ τῆς Συμβάσεως προσώπων.

Ἡ καταγγελία θὰ ἰσχύῃ μόνον ἐναντι τῆς καταγγελλούσης Δυνάμεως. Αὕτη οὐδεμίαν θὰ ἔχῃ ἐπίδρασιν ἐπὶ τῶν ὑποχρεώσεων ἅς τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ παραμείνουν ὑπόχρεα νὰ ἐπιπληρώσουν δυνάμει τῶν ἀρχῶν τοῦ Διεθνoῦς δικαίου ὡς αὐταὶ προκύπτουν ἐκ τῶν παραδεδεγμένων μεταξὺ πεπολιτισμένων ἔθνῶν ἐθίμων, τῶν κανόνων ἀνθρωπισμοῦ καὶ τῶν ἀπαιτήσεων τῆς δημοσίας συνηδείσεως.

Ἄρθρον 143.

Τὸ Ἑλβετικὸν Ὀμοσπονδιακὸν Συμβούλιον θὰ μερμνήσῃ διὰ τὴν καταχώρησιν τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τὴν Γραμματεῖαν τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν. Τὸ Ἑλβετικὸν Ὀμοσπονδιακὸν Συμβούλιον θὰ πληροφρήσῃ ἐπίσης τὴν Γραμματεῖαν τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν περὶ τῶν ἐπικυρώσεων, προσχωρήσεων καὶ καταγγελιῶν ἅς θὰ λάβῃ περὶ τῆς πικρῆς Συμβάσεως.

Ἐφ' ὃ οἱ ὑπογεγραμμένοι, ἔχοντες καταθέσῃ εἰς ἕκαστος τὰ πληρεξούσιά του, ὑπέγραψαν τὴν παρούσαν Σύμβασιν.

Ἐγένετο ἐν Γενεύῃ, τὴν 12ην Αὐγούστου 1949, εἰς γαλλικὴν καὶ ἀγγλικὴν γλῶσσαν, τοῦ πρωτοτύπου μέλλοντος νὰ κατατεθῇ εἰς τὰ Ἀρχεῖα τῆς Ἑλβετικῆς Ὀμοσπονδίας. Τὸ Ἑλβετικὸν Ὀμοσπονδιακὸν Συμβούλιον θὰ διαβιβάσῃ ἀκριβὲς ἀντίγραφον τῆς Συμβάσεως εἰς ἕκαστον τῶν ὑπογραψάντων Κρατῶν ὡς καὶ εἰς τὰ Κράτη ἅτινα ἔχον προσχωρήσῃ εἰς τὴν Συνθήκην.

Διὰ τὸ Ἀργεντινῶν ;
Μ. Ὀσταν Ἀμφί.

Διά την Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἀλβανίας :
Μετὰ τῶν συνημμένων ἐπιφυλάξεων ἐπὶ τῶν ἀρθρῶν 10,
12 καὶ 85 (1)
Ι. ΜΑΛΟ

Διά τὴν Ἀργεντινὴν :
Μετὰ τῶν συνημμένων ἐπιφυλάξεων (2)
ΓΚΟΥΙΑΛΕΡΜΟ Α. ΣΠΕΡΟΝΙ

Διά τὴν Αὐστραλίαν :
ὑπὸ τὴν αἴρεσιν τῆς ἐπικυρώσεως (3)
ΝΟΡΜΑΝ Ρ. ΜΙΤΣΕΛ

Διά τὴν Αὐστρίαν :
Δρ. ΡΟΥΝΤ ΜΠΛΑΥΝΤΟΡΝ

Διά τὸ Βέλγιον :
ΜΩΡΙΣ ΜΠΟΥΡΚΕΝ

Διά τὴν Λευκορωσικὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν
Δημοκρατίαν :
Μετὰ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις ἐπὶ τῶν ἀρθρῶν 10, 12, 85
(1)
ὁ ἀρχηγὸς τῆς Ἀντιπροσωπείας τῆς Ε.Σ.Σ.Δ.
Ν. ΚΟΥΤΣΕ-Ι-ΝΙΚΩΦ

Διά τὴν Βολιβίαν :
Γ. ΜΕΝΤΕ-Ι-ΡΟΣ

Διά τὴν Βραζιλίαν :
Μετὰ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (2)
ΙΩ. ΠΙΝΤΟ ΝΤΑ ΣΙΑΒΑ
Στρατηγὸς ΦΛΟΡΙΑΝΟ ΝΤΕ ΛΙΜΑ ΜΠΡΑΙΝΕΡ

Διά τὴν Βουλγαρικὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν :
μετὰ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (3)
Κ. Β. ΣΒΕΤΛΩΦ

Διά τὸν Καναδῶν :
ΜΑΞ. Χ. ΒΕΡΣΩΦ

Διά τὴν Κεϋλάνην :
Β. ΚΟΥΜΕΡΑΣΒΑΜΗ

Διά τὴν Χιλήν :
Φ. ΣΙΣΤΕΡΝΑΣ ΟΡΤΙΖ

Διά τὴν Κίναν :
ΓΟΥ ΝΑΝ-ΤΣΟΥ

Διά τὴν Κολομβία :
ΡΑΦΑΕΛ ΡΟΚΑ ΣΛΟΣ

Διά τὴν Κούβαν :
Ι. ΝΤΕ. ΛΑ ΛΟΥΖ ΛΕΩΝ

Διά τὴν Δανειμαρκίαν :
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΚΟΝ, ΠΑΥΛΟΣ ΙΦΕΝ, ΜΠΑΓΚΕ

Διά τὴν Αἴγυπτον :
Α. Κ. ΣΑΟΥΦΑΤ

Διά τὸν Ἰσημερινόν :
ΑΛΕΞ. ΓΚΑΣΤΕΛΟΥ

Διά τὴν Ἰσπανίαν :
Μετὰ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (4)
ΛΟΥΙΣ ΚΑΛΔΕΡΟΝ

Διά τὰς ἠνωμένας Πολιτείας τῆς Ἀμερικῆς :
ΔΕΛΑΝ ΧΑΡΙΣΟΝ ΡΑ-Γ' ΜΟΝΔΟΣ Ι. ΓΙΓΚΛΙΓΚ

Διά τὴν Αἰθιοπίαν :
ΓΚΑΤΣΑΟΥ ΖΕΛΕΚΕ

Διά τὴν Φιλανδίαν :
ΡΕ-Ι-ΝΟΑΝΤ ΣΒΕΝΤΟ

Διά τὴν Γαλλίαν :
ΓΚ. ΚΑΕΝ-ΣΑΛΒΑΝΤΟΡ, ΖΑΚΙΝΟ

Διά τὴν Ἑλλάδα :
Μ. ΠΕΣΜΑΤΖΟΓΛΟΥ

Διά τὴν Γουατεμάλλαν :
Α. ΝΤΥΠΟΝ-ΒΙΑΛΕΜΙΝ

Διά τὴν Οὐγγρικὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν :
Μετὰ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (1)
ΑΝΝΑ ΚΑΡΑ

Διά τὰς Ἰνδίας :
ΝΤ. ΜΠ. ΝΤΕΣΑΙ

Διά τὸ Ἰράν :
Α. Χ. ΜΕ-Ι-ΚΑΝΤΕΧ

Διά τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἰρλανδίας :
ΣΗΝ-ΜΑΚ-ΜΠΡΑΙΝΤ

Διά τὸ Ἰσραήλ :
Μετὰ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (2)
Μ. ΚΑΧΑΝΙ

Διά τὴν Ἰταλίαν :
Μετὰ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (3)
ΤΖΑΚΙΝΤΟ ΛΟΥΡΙΤΙ, ΕΤΤΟΡΕ ΜΠΙΑΙΣΤΡΟΚΙ

Διά τὸν Λίβανον :
ΜΙΚΑΟΥΙ

Διά τὸ Λίχτενσταϊν :
Κόμης Φ. ΒΙΑΤΣΕΚ

Διά τὸ Λουξεμβούργον :
Μετὰ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (4)
Ι. ΣΤΟΥΡΜ

Διά τὸ Μεξικόν :
ΠΕΤΡΟ ΝΤΕ ΛΑΜΠΙΑ Β. Ρ. ΚΑΣΤΡΟ

Διά τὸ Πριγκιπᾶτον τοῦ Μονακό :
Μ. ΛΟΖΕ

Διά τὴν Νικαράγουα :
ΑΔ. ΡΕΦΕΒΕΝΔΟΥΜ
ΛΙΦΣΙΤΣ

Διά τὴν Νορβηγίαν :
ΡΟΛΦ ΑΝΤΕΡΣΕΝ

Διά τὴν Νέα Ζηλανδίαν :
Γ. Ρ. ΛΕΚΙΝΚ

Διά τὸ Πακιστάν :
Σ. Μ. Α. ΦΑΡΟΥΚ, Μ. Γ. Α. Χ. ΣΑΙΧ

Διά τὴν Παραγουάην :
ΚΟΓΡΑΝΤ ΦΕΡ

Διά τὰς Κάτω Χώρας :
Ι. ΜΠΟΣ ΝΤΕ ΡΟΖΕΝΤΑΛ

Διά τὸ Περού :
ΓΚΟΝΖΑΛΟ ΠΙΖΑΡΟ

Διά τὴν Δημοκρατίαν τῶν Φιλιππίνων :
ΙΙ. ΣΕΜΠΑΣΤΙΑΝ (1)

(1) ἴδε ἐπιφυλάξεις εἰς σελίδα

(2) ἴδε ἐπιφυλάξιν εἰς σελίδα

(3) Κατὰ τὴν ὑπογραφήν ὁ Αὐστράλος Πληρεξούσιος ἐδήλωσεν ὅτι ἡ
Κυβέρνησις του εἰστήρη τὸ δικαίωμα νὰ διατυπώσῃ ἐπιφυλάξεις ἅμα
τῇ ἐπικυρώσει.

(4) ἴδε κείμενον ἐπιφυλάξεων εἰς σελίδα

(5) " " " " "

(6) " " " " "

(7) " " " " "

(1) ἴδε κείμενον ἐπιφυλάξεων εἰς σελίδα

(2) " " " " "

(3) " " " " "

(4) " " " " "

(5) Ὑπὸ αἴρεσιν ἐπικυρώσεως ὑπὸ τῆς Γερουσίας τῶν Φιλιππίνων
συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Συντάγματος.

(6) ἴδε κείμενον ἐπιφυλάξεων εἰς σελίδα

Διὰ τὴν Πολωνίαν :
Μὲ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (2)
ΖΟΥΙΑΝ ΠΡΖΥΜΠΟΣ

Διὰ τὴν Πορτογαλίαν :
Μὲ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (3)
Γ. ΚΑΛΝΤΕΙΡΑ ΚΟΕΛΟ

Διὰ τὴν Ρουμανικὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν :
Μὲ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (4)
Ι. ΔΡΑΓΟΜΙΡ

Διὰ τὸ Ἠνωμένον Βασίλειον τῆς Μεγ. Βρετανίας
καὶ Βορείου Ἰρλανδίας :
ΡΟΜΠΕΡΤ ΚΡΕ-Γ'ΓΚΙ, Χ. Α. ΣΠΡΟΥΤ, Β. Χ. ΓΚΑΡ-
ΔΝΕΡ

Διὰ τὴν Ἀγίαν Ἔδραν :
ΦΙΛΙΠΠΟΣ ΜΠΕΡΝΑΡΤΙΝΙ

Διὰ τὸ Ἑλ Σαλβαντόρ :
Ρ. Α. ΜΠΟΥΣΤΑΜΑΝΤΕ

Διὰ τὴν Σουηδίαν :
μὲ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἐπικυρώσεως παρὰ τῆς Α. Μ. τοῦ
Βασιλέως τῆς Σουηδίας καὶ τὴν ἔγκρισιν τοῦ ΡΙΚΣΤΑΓΚ
ΣΤΑΦΑΝ ΣΕΝΤΕΡΜΠΛΟΜ

Διὰ τὴν Ἑλβετίαν :
ΜΑΞ ΠΕΤΙΠΙΕΡ
Συντ)χης ΜΕΡ. ΝΤΥ ΠΑΣΚΙΕ ΠΛΙΝΙΟ ΜΠΟΛΛΑ
Φ. ΖΟΥΤΤΕΡ Χ. ΜΕΛΙ

Διὰ τὴν Συρίαν :
ΟΜΑΡ ΕΛ ΝΤΖΑΜΠΡΙ, Α. ΤΖΕΝΑΟΥΤΙ

Διὰ τὴν Τσεχοσλοβακίαν :
μὲ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (4)
ΤΑΟΥΜΠΕΡ

Διὰ τὴν Τουρκίαν :
ΡΑΝΑ ΤΑΡΧΑΝ

Διὰ τὴν Οὐκρανικὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν Δη-
μοκρατίαν :
μὲ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις ἐπὶ τῶν ἀρθρῶν 10, 12,
85. Κατὰ πληρεξουσιότητα τῆς Κυβερνήσεως Ο.Υ.Σ.Σ.Δ. (5)
Καθηγητῆς. Ο. ΜΠΟΓΚΚΟΜΟΛΕΤΣ

Διὰ τὴν Ἑνωσιν τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν
Δημοκρατιῶν :
μὲ ἐπιφυλάξεις ἐπὶ τῶν ἀρθρῶν 10, 12, 85 (3)
Ὁ ἀρχηγὸς τῆς ἀντιπροσωπείας τῆς Ε.Σ.Σ.Δ.
Ν. ΣΛΑΒΙΝ

Διὰ τὴν Οὐραγουάην :
Σύμβουλος Συντ)ρχης ΕΚΤΩΡ Ι. ΜΠΛΑΝΚΟ

Διὰ τὴν Βενεζουέλαν :
Α. ΠΟΣΕ ΝΤΕ ΡΙΒΑΣ

Διὰ τὴν Ὀμοσπονδιακὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς
Γιουγκοσλαβίας :
μὲ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (4)
ΜΙΑΛΑΝ ΡΙΣΤΙΤΕ

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Ι.

Τύπος συμφωνίας περὶ ἀπ' εὐθείας ἐπαναπατρισμοῦ καὶ εἰς
οὐδετέρων χωρῶν περιθάλψεως αἰχμαλώτων πολέμου
Τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν
(ἴδε ἀρθρον 110).

1. Ἀκολουθεῖται ἀρχαὶ περὶ ἀπ' εὐθείας ἐπαναπατρισμοῦ ἢ
περιθάλψεως εἰς οὐδετέρων χωρῶν.

Α. Ἀπ' εὐθείας ἐπαναπατρισμός.

Θέλουσιν ἀπ' εὐθείας ἐπαναπατρισθῆ :

1) ὅσοι οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου οἱ προσβληθέντες,
συνεπεῖχ τραυματισμοῦ, ὑπὸ μιᾶς τῶν ἀκολουθῶν ἀναπηριῶν:
ἀπώλεια ἄκρου, παράλυσις, ἀναπηρεία ἀρθρώσεως ἢ ἄλλη
ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι ἡ ἀναπηρεία συνίσταται τοῦλάχιστον εἰς τὴν
ἀπώλειαν χειρὸς ἢ ποδὸς ἢ ἰσοδυναμεῖ πρὸς τὴν ἀπώλειαν
χειρὸς ἢ ποδός.

Μὴ ἀποκλειστένης εὐρύτερας ἐρμηνείας, αἱ κάτωθι περι-
πτώσεις θὰ θεωρηθοῦν ὡς ἰσοδυναμοῦσαι πρὸς τὴν ἀπώλειαν
χειρὸς ἢ ποδός :

α) Ἀπώλεια χειρὸς, ἀπάντων τῶν δακτύλων ἢ τοῦ
ἀντιχειρὸς καὶ τοῦ δείκτου μιᾶς χειρὸς, ἀπώλεια ποδός ἢ
πάντων τῶν δακτύλων καὶ τοῦ μεταταρσίου ἐνὸς ποδός.

β) Ἀγκύλωσις, ἀπώλεια ὀστέικοῦ ἰστού, οὐλόδης στέ-
νωσις ἀπαγορεύουσα τὴν λειτουργίαν μιᾶς τῶν μεγάλων
ἀρθρώσεων ἢ ἀπασῶν τῶν δακτυλικῶν ἀρθρώσεων μιᾶς
χειρὸς.

γ) Ψευδάρθρωσις τῶν μακρῶν ὀστέων.

δ) Παραμορφώσεις ὀφειλόμεναι εἰς θλάσιν ἢ ἄλλην τινα
βλάβην καὶ συνεπαγόμεναι σοβαρὴν μείωσιν δραστηριότητος
καὶ ἰκανότητος εἰς τὸ βαστάζειν βάρη.

2) ὅσοι οἱ τραυματῆται αἰχμάλωτοι πολέμου τῶν ὁποίων
ἡ κατάστασις ἀπέβη χρονία, εἰς σημείων ὥστε ἡ πρόγνωσις
νὰ φαίνεται ἀποκλείουσα παρὰ τὴν θεραπείαν, τὴν ἀνάρρωσιν
ἐντὸς ἔτους ἀπὸ τῆς ἡμέρας τοῦ τραυματισμοῦ, ὡς λ.χ., εἰς
τὰς ἐξῆς περιπτώσεις :

α) βλάβη ἐντὸς τῆς καρδίας, καὶ ἂν ἔτι ἡ Μικτὴ Ἰα-
τρικὴ Ἐπιτροπὴ δὲν διεπίστωσε, κατὰ τὴν ἐξέτασιν τῆς, σο-
βαρὰς ἀνωμαλίας.

β) Μεταλλικὸν θραῦσμα ἐντὸς τοῦ ἐγκεφάλου ἢ τῶν
πνευμόνων, καὶ ἂν ἔτι ἡ Μικτὴ Ἰατρικὴ Ἐπιτροπὴ δὲν
διεπίστωσε, κατὰ τὴν ἐξέτασιν τῆς, τοπικὰς ἢ γενικὰς
ἀντιδράσεις.

γ) ὀστεομυελίτις ἢ δὲν εἶναι δυνατόν νὰ προβλεφθῆ
ἢ ἴσως ἐντὸς τοῦ ἐπομένου τοῦ τραυματισμοῦ ἔτους καὶ ἦτις
φαίνεται μέλλουσα νὰ καταλήξῃ εἰς ἀγκύλωσιν μιᾶς ἀρ-
θρώσεως ἢ εἰς ἄλλην βλάβην ἰσοδυναμοῦσαν πρὸς τὴν ἀπώ-
λειαν χειρὸς ἢ ποδός.

δ) διατριβαίνουσα καὶ διαπυητικὴ κάκωσις τῶν
μεγάλων ἀρθρώσεων.

ε) κάκωσις τοῦ κρανίου μετ' ἀπωλείας ἢ μεταθέσεως
ὀστέικοῦ ἰστού.

στ) κάκωσις ἢ ἔγκλημα τοῦ προσώπου μετ' ἀπωλείας
ἰστού καὶ λειτουργικῶν βλαβῶν.

ζ) κάκωσις τοῦ νωτιαίου μυελοῦ.

η) βλάβη τῶν περιφερικῶν νεύρων ἢ εἰς τὰ ἐπακόλουθα
ἰσοδυναμοῦσιν πρὸς ἀπώλειαν χειρὸς ἢ ποδός καὶ τῆς ὁποίας
ἢ ἴσως ἀπαιτεῖ πλέον τοῦ ἔτους ἀπὸ τοῦ τραυματισμοῦ, λχ.
κάκωσις τοῦ βραχιονίου ἢ τοῦ ὀσφυεροῦ πλέγματος, τοῦ
μέσου ἢ τοῦ ἰσχυακοῦ νεύρου, ἐπίσης καὶ συνδεδυασμένη
βλάβη τοῦ κερκιδικοῦ καὶ ὀλενίου νεύρου, ἢ τοῦ πλαγίου
ἰγνυακοῦ καὶ μέσου ἰγνυακοῦ νεύρου κλπ. Ἡ μεμονωμένη ὁ-
μως βλάβη τοῦ κερκιδικοῦ, τοῦ ὀλενίου, τοῦ πλαγίου ἰγνυα-
κοῦ ἢ τοῦ μέσου ἰγνυακοῦ νεύρου, δὲν δικαιολογεῖ τὸν ἐπα-

- (1) ἴδε κείμενον ἐπιφυλάξεων εἰς σελίδα
(2) " " " " "
(3) " " " " "
(4) " " " " "
(5) " " " " "
(6) " " " " "
(7) " " " " "

ναπατριισμόν ἐκτὸς τῶν περιπτώσεων ρικνωτικῶν ἐξεργασίων ἢ σοβαρὰν νευροτροφικῶν διαταραχῶν.

θ) κάκωσις τοῦ οὐρικοῦ συστήματος ἐκθέτουσα σοβαρῶς εἰς κίνδυνον τὴν λειτουργίαν του

3) Ὅλοι οἱ ἀσθενεῖς αἰχμάλωτοι πολέμου ὧν ἡ κατάστασις ἀπέβη χρονία εἰς βαθμὸν ὥστε ἡ πρόγνωσις ν' ἀποκλείει τὴν ἴασιν, παρὰ τὴν θεραπείαν, ἐντὸς ἔτους ἀπὸ τῆς ἐκδηλώσεως τῆς νόσου, ὡς λ.χ. εἰς τὰς κάτωθι περιπτώσεις:

α) Προκεχωρημένη φυματίωσις οἰουδήποτε ὄργανου μὴ δυναμένη πλέον, κατὰ τὴν ἱατρικὴν πρόγνωσιν, νὰ ἱαθῇ ἢ τοῦλάχιστον σημαντικῶς νὰ βελτιωθῇ διὰ θεραπείας εἰς οὐδετέραν χώραν.

β) Ἐξοδρυσματικὴ πλευρίτις

γ) Σοβαραὶ νόσοι τῶν ἀναπνευστικῶν ὀργάνων μὴ φυματιώδους αἰτιολογίας, προβλεπόμεναι ἀνίατοι ὡς λ.χ. σοβαρὸν πνευμονικὸν ἐμφύσημα (μετὰ ἢ ἀνευ βρογχίτιδος): χρόνιον ἀσθμα (1), χρόνία βρογχίτις, (1) διαρκέσασα πλέον, τοῦ ἔτους ἐν αἰχμαλωσίᾳ βρογχιέκτασις (1) κλπ.

δ) Σοβαραὶ χρόνιαι παθήσεις τοῦ κυκλοφοριακοῦ συστήματος, λ.χ.: βαλβιδικαὶ βλάβαι καὶ μυοκαρδίτις, (1) ἐμφανίσασαι σημεῖα κυκλοφορακτῆς ἀνεπαρκείας κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς αἰχμαλωσίας, καὶ ἂν ἔτι ἡ Μικτὴ Ἱατρικὴ Ἐπιτροπὴ δὲν δύναται νὰ διαπιστώσῃ τοιαῦτα σημεῖα κατὰ τὴν ὥραν τῆς ἐξετάσεως, πηθήσεις τοῦ περικαρδίου καὶ τῶν ἀγγείων (ἀσθένεια τοῦ Μπουργκερ ἀνευρίσματα τῶν μεγάλων ἀγγείων κ.λ.π.

ε) Σοβαραὶ χρόνιαι παθήσεις τῶν πεπτικῶν ὀργάνων, λ.χ. ἔλκος τοῦ στομάχου ἢ τοῦ δωδεκαδακτύλου, ἐπακόλουθα ἐγχειρίσεων τοῦ στομάχου γενομένων ἐν αἰχμαλωσίᾳ, χρόνία γαστρίτις, ἐντερίτις ἢ κολίτις, διαρκέσασα πέραν τοῦ ἔτους καὶ σοβαρῶς ἐπιρρεάζουσα τὴν γενικὴν κατάστασιν, κύρωσις τοῦ ὑπατος χρόνία χολοκυστοπάθεια (1) κλπ.

στ) Σοβαραὶ χρόνιαι παθήσεις τῶν οὐρογεννητικῶν ὀργάνων, λ.χ. χρόνιαι νόσοι τῶν νεφρῶν μὲ ἐπακολουθούσας διαταραχάς, νεφρεκτομία λόγῳ φυματιώδους νεφροῦ, χρόνία πυελίτις ἢ χρόνία κυστίτις, ὑδρονέφρωσις ἢ πυονέφρωσις, σοβαραὶ χρόνιαι γυναικολογικαὶ παθήσεις, ἐγκυμωσύνη καὶ μαιευτικαὶ παθήσεις, ὅταν εἶναι ἀδύνατος ἢ εἰς οὐδετέραν χώραν περίθαλψις κ.λ.π.

ζ) Σοβαραὶ χρόνιαι νόσοι τοῦ κεντρικοῦ καὶ περιφερικοῦ νευρικοῦ συστήματος λ.χ. ὄλαι αἱ ἐκδηλοῦν ψυχώσεις, καὶ ψυχονευρώσεις ὡς σοβαρὰ ὑστερία, σοβαρὰ ψυχονεύρωσις αἰχμαλωσίας κλπ. δεόντως διαπιστωθεῖσα ὑπὸ εἰδικοῦ (1), πᾶσα ἐπιληψία δεόντως διαπιστωθεῖσα ὑπὸ τοῦ ἱατροῦ τοῦ στρατοπέδου (1), ἐγκεφαλικὴ ἀρθριοσκληρώσις, χρόνία νευρίτις διαρκέσασα πέραν τοῦ ἔτους κλπ.

η) Σοβαραὶ χρόνιαι νόσοι τοῦ νευρο-φυτικοῦ συστήματος μετὰ σημαντικῆς μείωσεως τῆς διανοητικῆς ἢ σωματικῆς ἰκανότητος, ἀξιοσημειώτος ἀπώλεια βάρους καὶ γενικὴ ἀσθένεια.

θ) Τύφλωσις ἀμφοτέρων τῶν ὀφθαλμῶν ἢ τοῦ ἑνὸς τούτων ὁσάκις ἢ ὅρασις τοῦ ἑτέρου εἶναι μικροτέρα τοῦ I, παρὰ τὴν χρῆσιν διορθωτικῶν φακῶν, μείωσις τῆς ὀξύτητος τῆς ὁράσεως εἰς περιπτώσεις καθ' ἃς εἶναι ἀδύνατος ἢ ἀποκατάστασις αὐτῆς διὰ διορθώσεως εἰς ὀξύτητα 1)2) διὰ τὸν ἕνα τοῦλάχιστον ὀφθαλμὸν 1. ἄλλαι σοβαραὶ ὀφθαλμικαὶ παθήσεις, λ.χ. γλαύκωμα, ἱρίτις, χωροειδίτις, τράχυμα κλπ.

ι) Ἀκουστικαὶ διαταραχαὶ ὡς ἡ τελεία μονόπλευρος κώφωσις ὅταν τὸ ἕτερον οὖς δὲν διακρίνει τὴν κανονικὴν ὁμιλίαν εἰς ἀπόστασιν ἑνὸς μέτρου (1) κλπ.

ια) Σοβαραὶ παθήσεις τοῦ μεταβολισμοῦ ὡς λ.χ. σακχαρώδης διαβήτης ἀπαιτῶν θεραπείαν δι' ἰνσουλίνης κλπ.

ιβ) Σοβαραὶ διαταραχαὶ τῶν ἐνδοκρινῶν ἀδένων ὡς λ.χ. θυρεοειδοξίνωσις, ὑποθυρεοειδωσις, νόσος τοῦ Ἀδδισον, καχεξία τοῦ Σάλμοντς, τετανία, κλπ.

ιγ) Σοβαραὶ καὶ χρόνιαι διαταραχαὶ τοῦ αἰμοποιητικοῦ συστήματος.

ιδ) Σοβαραὶ περιπτώσεις χρόνιου δηλητηριάσεως ὡς λ.χ. μολύβδωσις, ὑδραργύρωσις, μορφινισμός, κοκαϊνισμός, ἀλκοολισμός, δηλητηρίασις δι' ἀερίου, ἢ ἀκτινοβολίας κλπ.

ιε) Χρόνιαι παθήσεις τῆς κινητικότητος μετ' ἐκδήλων λειτουργικῶν διαταραχῶν ὡς λ.χ. παραμορφωτικὴ ἀρθρίτις, πρωτογενῆς ἢ δευτερογενῆς προοῦσα χρόνία πολυαρθρίτις, ρευματισμός μετὰ σοβαρῶν κλινικῶν συμπτωμάτων κλπ.

ιστ) Σοβαραὶ χρόνιαι δερματικαὶ παθήσεις μὴ ἐνδίδουσαι εἰς θεραπείαν.

ιζ) Πᾶς κακοήθης ὄγκος.

ιη) Σοβαραὶ χρόνιαι μολυσματικαὶ νόσοι ἐπιμείναςαι ἐπὶ ἑν ἔτος μετὰ τὴν ἐκδήλωσιν των ὡς λ.χ. ἐλονοσία μετὰ ἐκδήλων ὀργανικῶν βλαβῶν, ἀμοιβαδικὴ ἢ μικροβιακὴ δυσεντερία μετὰ σοβαρῶν διαταραχῶν, τριτογενῆς σύφιλις τῶν σπλάγγων μὴ ἐνδίδουσα εἰς τὴν θεραπείαν, λέπρα, κλπ.

ιθ) Σοβαραὶ ἀβιταμινώσεις ἢ σοβαρὰ ἀσιτία.

B. Περίθαλψις εἰς οὐδετέραν χώραν.

Θέλουσι παρουσιασθῆ πρὸς περίθαλψιν εἰς οὐδετέραν χώραν.

1. Ὅλοι οἱ τραυματῖαι αἰχμάλωτοι πολέμου οἱ μὴ ἐπιδεκτικοὶ ἰάσεως ἐν αἰχμαλωσίᾳ ἀλλ' οἵτινες δυνατὸν νὰ ἱαθῶν ἢ τῶν ὁποίων ἡ κατάστασις ἐνδέχεται σαφῶς νὰ βελτιωθῇ διὰ τῆς περιθάλψεως των εἰς οὐδετέραν χώραν.

2. Αἰχμάλωτοι πολέμου πάσχοντες ἐκ φυματιώσεως οἰασθήποτε μορφῆς, οἰουδήποτε ὄργανου καὶ τῶν ὁποίων ἡ θεραπεία εἰς οὐδετέραν χώραν πιθανῶς νὰ ὀδηγῇ πρὸς ἴασιν ἢ τοῦλάχιστον, πρὸς ἰκανὴν βελτίωσιν, ἐξαιρουμένης τῆς πρωτογενοῦς φυματιώσεως τῆς ἰαθείσης πρὸ τῆς αἰχμαλωσίας.

3. Αἰχμάλωτοι πολέμου πάσχοντες ἐκ παθήσεων ἀπαιτουσῶν θεραπείαν τῶν ἀναπνευστικῶν, κυκλοφοριακῶν, πεπτικῶν, νευρικῶν, αἰσθητηρίων, οὐρογεννητικῶν, δερματικῶν, κινητικῶν, κλπ. ὀργάνων, ἐὰν ἡ τοιαύτη θεραπεία θὰ εἶχε καταφανῶς καλλίτερα ἀποτελέσματα ἐν οὐδετέρᾳ χώρᾳ ἢ ἐν αἰχμαλωσίᾳ.

4. Αἰχμάλωτοι πολέμου ὑποστάντες νεφροκτομίαν ἐν αἰχμαλωσίᾳ διὰ μὴ φυματιώδη οὐρικήν πάθησιν, ἢ προσβληθέντες ὑπὸ ὀστεομυελίτιδος λαινομένης ἢ λαυθανούσης, ἢ ὑπὸ σακχαρώδους διαβήτου μὴ ἀπαιτοῦντος θεραπείαν δι' ἰνσουλίνης κλπ.

5. Αἰχμάλωτοι πολέμου πάσχοντες ἐκ πολυμικρῶν νεφρώσεων ἢ νευρώσεων αἰχμαλωσίας.

Περιπτώσεις νευρώσεως αἰχμαλωσίας μὴ θεραπευθεῖσαι τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν εἰς οὐδετέραν χώραν περίθαλψιν ἢ αἵτινες, μετὰ τὴν χρονικὴν ταύτην περίοδον δὲν εὐρίσκονται σαφῶς εἰς τὴν ὁδὸν τῆς τελείας ἰάσεως, ὅλ' ἐπαναπατρίζονται.

6. Ὅλοι οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου οἱ πάσχοντες ἐκ χρονίας δηλητηριάσεως (ἔρια, μέταλλα, ἀλκαλοειδῆ κλπ.) διὰ τοὺς ὁποίους ἡ προοπτικὴ τῆς ἰάσεως εἶναι ἰδιαιτέρως εὐνοϊκὴ ἐν οὐδετέρᾳ χώρᾳ.

7. Ὅλοι αἱ γυναῖκες αἰχμάλωτοι πολέμου αἵτινες ἐγκυμονοῦν ἢ εἶναι μητέρες μετὰ βρεφῶν καὶ νηπίων.

Ἀποκλείονται τῆς ἐν οὐδετέρᾳ χώρᾳ περιθάλψεως:

1. Πᾶσαι αἱ δεόντως διαπιστωθεῖσαι ψυχώσεις,

2. Πᾶσαι αἱ θεωρούμεναι ἀνίατοι ὀργανικαὶ ἢ λειτουργικαὶ νευρικαὶ παθήσεις.

3. Πᾶσαι αἱ μεταδοτικαὶ νόσοι, κατὰ τὴν περίοδον καθ' ἣν εἶναι μεταδόσιμοι, ἐξαιρουμένης τῆς φυματιώσεως.

(1) Ἡ ἀπόφασις τῆς Μικτῆς Ἱατρικῆς Ἐπιτροπῆς θὰ ἐκτελεσθῇ κατὰ μέγα μέρος ἐπὶ τῶν διατυπώσεων τοῦ ἱατροῦ τοῦ στρατοπέδου καὶ τῶν συμπτωμάτων τοῦ αἰχμαλώτου ἱατρῶν ἢ ἐπὶ ἐξετάσεως εἰδικῶν ἱατρῶν τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως.

II. Γενικαί Παρατηρήσεις.

1. Οι άνωτέρω καθοριζόμενοι όροι δέον γενικώς να έρμηνευθούν και να εφαρμοσθούν μετά της μεγαλύτερας δυνατής εύρύτητος αντίληψως.

Αί νευροπαθητικά και ψυχοπαθητικά καταστάσεις αί προκληθείσαι υπό του πολέμου ή της αίχμαλωσίας, ως και αί περιπτώσεις φυματιώσεως παντός βαθμού πρέπει, πρό παντός, να τύχουν της εύρειας ταύτης αντίληψως. Οι αίχμαλτοί πολέμου οι υποστάντες πολλά τραύματα ών ούδέν, κειωρισμένως λαμβανόμενον, δικαιολογεί τον έπαναπατριτισμόν, θα εξετασθούν με την αυτήν εύρήτητα αντίληψως και θα ληφθῆ ύπ' όψιν ό εκ του αριθμού των τραυμάτων των ψυχικός τραυματισμός.

2. Πάσαι αί περιπτώσεις αί αναντιρρήτως παρέχουσαι δικαίωμα άπ' εύθείας έπαναπατριτισμού. (άκρωτηριασμός, όλική τύφλωσις, ή κίφωσις, άνοικτη πνευμονική φυματιώσις, ψυχική πάθησις, κακοήθης όγκος κλπ.) θα εξετάζωνται και θα έπαναπατριζωνται τό ταχύτερον δυνατόν υπό των Ιατρών του στρατοπέδου ή υπό έπιτροπών στρατιωτικών Ιατρών διοριζομένων υπό της κατακρατούσης Δυνάμεως.

3. Τά προγενέστερα του πολέμου τραύματα και νοσήματα, τά μη χειροτερεύσαντα ως και τά πολεμικά τραύματα άτινα δέν ήμπόδιζαν την εκ νέου άνάληψιν στρατιωτικής ύπηρεσίας δέν παρέχουν δικαίωμα εις τον άπ' εύθείας έπαναπατριτισμόν.

4. Αί παρούσαι διατάξεις θα τύχουν άναλόγου έρμηνείας και εφαρμογής εις όλα τά Κράτη τά μετέχοντα της συρράξεως. Αί ενδιαφερόμεναι Δυνάμεις και άρχαι θέλουν παράσχη εις τάς Μικτάς Ιατρικάς Έπιτροπάς πάσαν εύκολίαν διά την εκτέλεσιν του έργου των.

5. Τά υπό στοιχείον 1 άνωτέρω μνημονεύμενα παραδείγματα άποτελούν άπλώς τυπικάς περιπτώσεις. Περιπτώσεις μη άπολύτως σύμφωνοι πρός τάς διατάξεις ταύτας θα εξετασθούν έν τῷ πνεύματι των θεσπιζομένων έν άρθρω 110 της παρούσης Συμβάσεως και συμφώνως πρός τάς τιθεμένας έν τῇ παρούση συμφωνία άρχάς.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ II.

Κανονισμός άφορών τάς μικτάς Ιατρικάς έπιτροπάς.

(Ίδε άρθρον 112.)

Άρθρον 1.

Αί Μικταί Ιατρικάς Έπιτροπαί περί ών τό άρθρον 112 της Συμβάσεως, θ' άποτελούνται εκ τριών μελών έξ ών δύο θ' άνήκουν εις ούδέτεραν χώραν, του τρίτου όριζομένου υπό της κατακρατούσης Δυνάμεως. Θα προεδρεύη έν των ούδέτερων μελών.

Άρθρον 2.

Τά δύο ούδέτερα μέλη θα διορίζωνται υπό της Διεθνούς Έπιτροπής του Έρυθρου Σταυρού, ενεργούσης άπό συμφώνου μετά της προστάτιδος Δυνάμεως, τῇ αίτήσει της κατακρατούσης Δυνάμεως. Ταύτα δύνανται άδιαφόρως να έχουν κατοικίαν έντός της ίδιας αυτών χώρας, ή εις οίανδήποτε άλλην ούδέτεραν χώραν ή επί του έδάφους της κατακρατούσης Δυνάμεως.

Άρθρον 3.

Τά ούδέτερα μέλη δέον να τύχουν της έγκρίσεως των ενδιαφερομένων έν συρράξει Μερών, άτινα θα γνωστοποιούν την έγκρισίν των πρός την Διεθνή Έπιτροπήν του Έρυθρου Σταυρού και πρός την προστάτιδα Δύναμιν. Άπό της γνωστοποιήσεως ταύτης ό διορισμός των μελών θα θεωρείται ίσχυρός.

Άρθρον 4.

Θα διορίζεται επίσης έπαρκής αριθμός αναπληρωματικών μελών πρός αντικατάστασιν των τακτικών μελών

έν περιπτώσει άνάγκης. Ό διορισμός τούτων θα γίνηται ταύτοχρόνως με τον διορισμόν των τακτικών μελών ή, τουλάχιστον, έντός της βραχυτέρας δυνατής προθεσμίας.

Άρθρον 5.

Έάν, δι' οίονδήποτε λόγον, ή Διεθνή Έπιτροπή του Έρυθρου Σταυρού δέν δύναται να προβῆ εις τον διορισμόν των ούδέτερων μελών, θέλει προβῆ εις τούτον ή προστάτις Δύναμις.

Άρθρον 6.

Κατά τό μέτρον του δυνατού, τό έν των ούδέτερων μελών θα είναι χειρούργος τό δε έτερον παθολόγος.

Άρθρον 7.

Τά ούδέτερα μέλη θ' άπολαμβάνουν πλήρους άνεξαρτησίας έναντι των έν συρράξει Μερών άτινα θα τοις εξασφαλίσουν πάσαν εύκολίαν διά την εκτέλεσιν της άποστολής των.

Άρθρον 8.

Η Διεθνή Έπιτροπή του Έρυθρου Σταυρού, όταν προβῆ εις τους προβλεπομένους έν άρθροις 2 και 4 του παρόντος κανονισμού διορισμούς, θα καθορίση άπό συμφώνου μετά της κατακρατούσης Δυνάμεως τους όρους ύπηρεσίας των ένδιαφερομένων.

Άρθρον 9.

Ευθύς ως τύχουν έγκρίσεως τά ούδέτερα μέλη, αί Μικταί Ιατρικάς Έπιτροπαί θα έπιληφθούν, όσον ένεστι ταχύτερον, του έργου των, πάντως δε έντός τριμήνου προθεσμίας άπό της έγκρίσεως.

Άρθρον 10.

Αί Μικταί Ιατρικάς Έπιτροπαί θα εξετάσουν όλους τους αίχμαλώτους περί ών τό άρθρον 113 της Συμβάσεως. Θα προτείνουν τον έπαναπατριτισμόν, τον άποκλεισμόν άπό του έπαναπατριτισμού ή την αναβολήν μέχρι νέας μεταγενέστερας εξέτάσεως. Αί αποφάσεις των θα λαμβάνωνται κατά πλειοψηφίαν.

Άρθρον 11.

Αί λαμβανόμεναι υπό της Μικτής Ιατρικής Έπιτροπής άποφάσεις, επί εκάστης ειδικής περιπτώσεως θα κοινοποιώνται, έντός του έπομένου της εξέτάσεως μηνός εις την κατακρατούσαν Δύναμιν, εις την προστάτιδα Δύναμιν και εις την Διεθνή Έπιτροπήν του Έρυθρου Σταυρού. Η Μικτή Ιατρική Έπιτροπή θέλει επίσης ανακοινώση εις εκαστον των εξέτασθέντων αίχμαλώτων πολέμου την περί αυτού ληφθείσαν άπόφασιν και θα χορηγήση εις εκείνους ών έπροτάθη ό έπαναπατριτισμός, πιστοποιητικόν σύμφωνον πρός τον προσηρτημένον εις την παρούσαν Σύμβασιν τύπον.

Άρθρον 12.

Η κατακρατούσα Δύναμις ύποχρεούται να εκτελέση τάς άποφάσεις της Μικτής Ιατρικής Έπιτροπής έντός τριών μηνών άφ' ης ήχθησαν κανονικώς εις γνώσιν της.

Άρθρον 13.

Έάν δέν υπάρχουν ούδέτεροι Ιατροί εις χώραν όπου φαίνεται άναγκαία ή λειτουργία Μικτής Ιατρικής Έπιτροπής, και εάν, δι' οίονδήποτε λόγον, είναι άδύνατος ό διορισμός Ιατρών κατοικούντων εις έτέραν χώραν, ή κατακρατούσα Δύναμις ενεργούσα άπό συμφώνου μετά της προστάτιδος Δυνάμεως, θα συγκροτήση Ιατρικήν Έπιτροπήν ητις θ' άνάλαβη τά αυτά ως και της Μικτής Ιατρικής Έπιτροπής καθήκοντα υπό την επιφύλαξιν των διατάξεων των άρθρων 1,2,3,4,5, και 8 του παρόντος κανονισμού.

Άρθρον 14.

Αί Μικταί Ιατρικάς Έπιτροπαί θα λειτουργούν μονίμως και θα έπισκέπτονται εκαστον στρατόπεδον κατά διαστήματα ούχι μεγαλύτερα των έξ μηνών.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΙΙΙ.

*Άρθρον 6.

Κανονισμός Ἀφορῶν τὰ πρὸς τοὺς Αἰχμαλώτους πολέμου
Συλλογικὰ Βοηθήματα

*Άρθρον 1.

Εἰς τοὺς ἄνδρας ἐμπιστοσύνης θὰ ἐπιτραπῇ νὰ διανέμουν τὰς ἀποστολάς συλλογικῶν βοηθημάτων διὰ τὰς ὁποίας εἶναι ὑπεύθυνοι, πρὸς ὅλους τοὺς αἰχμαλώτους τοὺς διοικητικῶς ἐξαρτωμένους ἀπὸ τὸ στρατόπεδόν των, περιλαμβανομένων καὶ τῶν εὐρισκομένων εἰς νοσοκομεῖα, φυλακὰς ἢ ἄλλα σωφρονιστικὰ ἰδρύματα.

*Άρθρον 2.

Ἡ διανομὴ τῶν ἀποστολῶν συλλογικῆς βοήθειας θὰ διενεργῆται συμφώνως πρὸς τὰς ὁδηγίας τῶν δωρητῶν καὶ βάσει σχεδίου καταρτισθησομένου ὑπὸ τῶν ἀνδρῶν ἐμπιστοσύνης. Οὐχ ἤττον, ἡ διανομὴ τῶν ἰατρικῶν βοηθημάτων θὰ γίνηται κατὰ προτίμησιν κατόπιν συνεννόησεως μὲ τοὺς ἀρχιάτρους καὶ οὗτοι, προκειμένου περὶ νοσοκομείων καὶ ἀπομονωτηρίων, θὰ δύνανται καὶ νὰ παρίδουν τὰς ρηθείσας ὁδηγίας ἐὰν αἱ ἀνάγκαι τῶν ἀσθενῶν των τὸ ἀπαιτοῦν. Ἐντὸς τοῦ οὗτω καθοριζομένου πλαισίου, ἡ διανομὴ θὰ διεξάγεται πάντοτε κατὰ τρόπον ἀκριβοδίκαιον.

*Άρθρον 3.

Ἴνα καταστῇ δυνατὴ ἡ ἐξακριβωσις τῆς ποιότητος καὶ ποσότητος τῶν παραλαμβανομένων ἐμπορευμάτων, καὶ ἡ σύνταξις λεπτομερῶν ἐκθέσεων πρὸς χρῆσιν τῶν δωρητῶν, θὰ ἐπιτραπῇ εἰς τοὺς ἄνδρας ἐμπιστοσύνης νὰ μεταβαίνουν εἰς τοὺς σταθμοὺς καὶ ἄλλους τόπους ἀφίξεως παρακειμένους εἰς τὸ στρατόπεδον ὅπου καταφθάνουν αἱ ἀποστολαὶ συλλογικῶν βοηθημάτων.

*Άρθρον 4.

Εἰς τοὺς ἄνδρας ἐμπιστοσύνης θὰ παρέχωνται αἱ ἀνάγκαι εὐκολίαι ἵνα ἐξακριβώσουν ἐὰν ἡ διανομὴ τῶν συλλογικῶν βοηθημάτων ἐκτελεῖται συμφώνως πρὸς τὰς ὁδηγίας των εἰς ὅλα τὰ τμήματα καὶ παραρτήματα τοῦ χώρου περιορισμοῦ.

*Άρθρον 5.

Εἰς τοὺς ἄνδρας ἐμπιστοσύνης θὰ ἐπιτρέπεται νὰ συμπληροῦν οἱ ἴδιοι καὶ νὰ ἐπιμελοῦνται τήν, ὑπὸ τῶν ἀνδρῶν ἐμπιστοσύνης τῶν ἀποσπασμάτων ἐργασίας ἢ ὑπὸ τῶν ἀρχιᾶτρων τῶν ἀπομονωτηρίων καὶ νοσοκομείων, συμπλήρωσιν ἐγγράφων ἢ ἄλλων ἐρωτηματολογίων προοριζομένων διὰ τοὺς δωρητὰς καὶ σχετικῶν πρὸς τὰ συλλογικὰ βοηθήματα (διανομὴ, ἀνάγκαι, ποσότητες κλπ.) Τὰ τοιαῦτα ἐγγράφα καὶ ἐρωτηματολόγια προσηκόντως συμπληρωμένα θὰ διαβιβάζωνται εἰς τοὺς δωρητὰς ἀνευ χρονοτριβῆς.

Πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς κανονικῆς διανομῆς τῶν συλλογικῶν βοηθημάτων εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου τοῦ στρατοπέδου των καὶ πρὸς ἐνδεχομένην ἀντιμετώπισιν τῶν ἀναγκῶν αἰτινες δυνατόν νὰ προκύψουν ἐκ τῆς ἀφίξεως νέων ομάδων αἰχμαλώτων, θὰ ἐπιτρέπηται εἰς τοὺς ἄνδρας ἐμπιστοσύνης νὰ σχηματίζουσι καὶ διατηροῦν ἐπαρκῆ ἀποθέματα συλλογικῶν βοηθημάτων. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον θὰ ἔχουν εἰς τὴν διάθεσίν των καταλλήλους ἀποθήκας. Ἐκχόστη ἀποθήκη θὰ ἔχη δύο κλεῖθρα. Ὁ ἀνὴρ ἐμπιστοσύνης θὰ κρατῇ τὰς κλείδας τοῦ ἐνὸς καὶ ὁ διοικητὴς τοῦ στρατοπέδου τὰς κλείδας τοῦ ἐτέρου.

*Άρθρον 7.

Εἰς περίπτωσιν συλλογικῆς ἀποστολῆς ἱματισμοῦ, ἕκαστος αἰχμαλώτος πολέμου θὰ διατηρήσῃ τὴν ἰδιοκτησίαν μιᾶς πλήρους σειρᾶς ἐνδυμάτων. Ἐὰν αἰχμαλῶτοι τινὲς κατέχουν περισσότερα ἐνδύματα, ὁ ἀνὴρ ἐμπιστοσύνης δικαιούται ν' ἀφαιρέσῃ ἀπὸ τοὺς εὐνοηθέντας τὰ πλεονάζοντα εἶδη ρουγισμοῦ, ἢ ὠρισμένα μόνον εἶδη τῶν ὁποίων ὁ ἐνδιαφερόμενος διαθέτει πλείονα, ἐὰν παραστῇ ἀνάγκη λήψεως τοιοῦτου μέτρου πρὸς ἱκανοποίησιν τῶν ἀναγκῶν ἄλλων αἰχμαλώτων ὀλιγότερον εὐνοηθέντων. Δὲν δικαιούται ὁμοίως ν' ἀφαιρέσῃ δευτέραν σειρὰν ἐσωρροῦχιων, καλτσῶν ἢ ὑποδημάτων, ἐκτὸς ἐν δὲν ὑπάρχει ἄλλος τρόπος προμηθείας των εἰς αἰχμαλώτους πολέμου μὴ ἔχοντας τοιαῦτα.

*Άρθρον 8.

Τὰ ὕψηλά Συμβαλλόμενα Μέρη καὶ εἰδικῶς αἱ κατακρατούσαι Δυνάμεις, θὰ ἐπιτρέπουν, ἐν ὅλῳ τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ καὶ ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν περι ἀνεφοδιασμοῦ τοῦ πληθυσμοῦ κανονισμῶν, πᾶσαν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους των ἀγορᾶν, πρὸς διανομὴν συλλογικῶν βοηθημάτων εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου, θὰ διευκολύνουν ἐπίσης τὰ ἐμβάσματα κεφαλαίων καὶ ἄλλα δημοσιονομικά, τεχνικὰ ἢ διοικητικὰ μέτρα σχετικὰ πρὸς τὰς ἀγοράς.

*Άρθρον 9.

Αἱ ἀνωτέρω διατάξεις δὲν ἀντίκεινται πρὸς τὸ δικαίωμα τῶν αἰχμαλώτων πολέμου νὰ λαμβάνουν συλλογικὰ βοηθήματα πρὸ τῆς ἀφίξεώς των εἰς στρατόπεδον ἢ διαρκούσης τῆς μεταφορᾶς των, οὔτε καὶ εἰς τὴν δυνατότητα τὴν ὅποιαν ἔχουν οἱ ἀντιπρόσωποι τῆς προστάτιδος Δυνάμεως, τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ ἢ οἰασδήποτε ἄλλης ἀνθρωπιστικῆς ὀργανώσεως ἐρχομένης ἀρωγῆ εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου καὶ ἐπιφορτισμένης τὴν διαβίβασιν τῶν βοηθημάτων τούτων, νὰ ἐξασφαλίσουν τὴν πρὸς τοὺς παραλήπτας των διανομὴν δι' ὅλων τῶν μέσων ἅτινα ἤθελον κρίνῃ ἐνδεδειγμένα.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ IV.
Α. ΔΕΛΤΙΟΝ ΤΑΥΤΟΤΗΤΟΣ
(ὼς ἀρθρον 4).

Ἀνάστημα	Βάρος	Ὀφθαλμοί	Κόμη
.....
.....	Ὄμας αἵματος	(σφραγίς ἀρχῆς ἐκδο σάσης τὸ δελτίον).
.....	Θρησκεία	
.....		Σημείωσις:
.....	Τὸ παρὸν δελτίον ταυτότητος χορηγεῖται εἰς πρόσωπα συνοδευόντα τὰς ἐνόπλους δυνάμεις τῆς χωρὶς ν' ἀποτελοῦν ἄμεσα μέλη αὐτῶν.
.....	Δέον νὰ φέρηται πάντοτε ὑπὸ τοῦ προσώπου εἰς ὃ ἐχορηγήθη. Ἐὰν ὁ κάτοχος αἰχμαλωτισθῆ, θὰ ἐπιδώσῃ αὐτεπαγγέλτως τὸ δελτίον τοῦτο εἰς τὰς συλλαβούσας αὐτῶν Ἄρχας ἵνα δυνηθοῦν αὐταὶ νὰ ἐξακριβώσουν τὴν ταυτότητά του.

(Χώρα καὶ Στρατιωτικὴ Ἀρχὴ ἐκδίδουσα τὴν παροῦσαν ταυτότητα).

Ὄνομα	ΔΕΛΤΙΟΝ ΤΑΥΤΟΤΗΤΟΣ
κατόχου	Προσώπων συνοδευόντων τὰς ἐνόπλους δυνάμεις.
Ἐπιώνυμον	.....
Ὄνόματα	.....
Ἡμερομηνία καὶ τόπος γεννήσεως	.....
Ἀκολουθεῖ τὰς ἐνόπλους δυνάμεις ὑπὸ τὴν ιδιότητα τοῦ	.....
Ἡμερομηνία ἐκδόσεως δελτίου	Υπογραφή κατόχου
.....

Παρατηρήσεις: Ἡ παροῦσα ταυτότης θὰ ἔδει κατὰ προτίμησιν νὰ ἐκδοθῆ εἰς δύο ἢ τρεῖς γλώσσας, ὡν μία διεθνοῦς χρήσεως. Πραγματικαὶ διαστάσεις τοῦ δελτίου, τὸ ὅποιον διπλοῦται εἰς τὸ μέσον ἐπὶ τῆς διακεκομμένης γραμμῆς: 13 ἐπὶ 10 ἑκατοστά.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ IV.
B. ΔΕΛΤΙΟΝ ΑΙΧΜΑΛΩΣΙΑΣ

(ὼδε ἄρθρον 70).

Ταχυδρομεῖον αἰχμαλώτων πολέμου, ἀτελῶς.
Δελτίον συλλήψεως αἰχμαλώτων πολέμου.

ΠΡΟΣΟΧΗ

Ἐμπροσθία ὄψεις:

Τὸ δελτίον τοῦτο δεόν νὰ συμπληρωθῇ ὑφ' ἐκάστου αἰχμαλώτου ἅμα ὡς συλληφθῇ καὶ καθ' ἐκάστην ἀλλαγὴν διευθύνσεώς του (λόγῳ μεταφορᾶς εἰς νοσοκομεῖον ἢ εἰς ἕτερον στρατόπεδον).

Τὸ δελτίον τοῦτο εἶναι ἀνεξάρτητον τοῦ εἰδικοῦ δελταρίου τὸ ὁποῖον ἐπιτρέπεται εἰς ἕκαστον αἰχμάλωτον ν' ἀποστείλῃ πρὸς τοὺς συγγενεῖς του.

Συμπληρώσατε εὐαναγνώστως 1. Δύναμις ἐξ ἧς ἐξαρτᾶται ὁ αἰχμάλωτος.
μέ κεφαλαῖα γράμματα

Ἐπίσθια ὄψεις:

2. Ἐπώνυμον. 3. Ὄνόματα (πλήρη). 4. Πατρώνυμον
.....
5. Ἡμερομηνία γεννήσεως 6. Τόπος γεννήσεως...
7. Βαθμὸς
8. Ἀριθμὸς Μητρώου
9. Διεύθυνσις πλησιεστέρου συγγενοῦς

- (1) 10. Συνελήφθη αἰχμάλωτος τὴν: (ῆ)
Ἀφίκετο ἐκ (στρατόπεδον ὑπ' ἀριθ. Νοσοκομεῖον κλπ.
(1) 11. (α) ἐν καλῇ ὑγείᾳ, (β) μὴ τραυματισθεὶς, (γ) ἀναρρώσας, (δ) ἀναρρωνύων, (ε) ἀσθενής, (στ) ἐλαφρῶς τραυματισθεὶς, (ζ) βαρέως τραυματισθεὶς.

12. Ἡ παροῦσα διεύθυνσίς μου εἶναι:
Αἰχμάλωτος ὑπ' ἀριθμ.
Ὄνομα Στρατοπέδου.
13. Ἡμερομηνία 14. Ὑπογραφή

(1) Διαγράψατε ὅ,τι δὲν σᾶς ἀφορᾷ. Μὴ προσθέσετε παρατηρήσεις. Ἰδατε ἐξηγήσεις ὀπισθεν.

ΚΕΝΤΡΙΚΟΝ ΠΡΑΚΤΟΡΕΙΟΝ ΑΙΧΜΑΛΩΤΩΝ

ΠΟΛΕΜΟΥ

ΔΙΕΘΝΗΣ ΕΠΙΤΡΟΠΗ ΤΟΥ ΕΡΓΟΡΟΥ ΣΤΑΥΡΟΥ

GENEVEYHN — ΕΛΒΕΤΙΑΝ

Παρατηρήσεις: Τὸ ἔντυπον τοῦτο δεόν νὰ διατυπωθῇ εἰς δύο ἢ τρεῖς γλώσσας καὶ δὴ εἰς τὴν μητρικὴν γλῶσσαν τοῦ αἰχμαλώτου καὶ εἰς τὴν τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως. Πραγματικὸν μέγεθος: 15 ἐπὶ 10,5 ἑκατοστά

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ IV.

Γ. ΔΕΛΤΑΡΙΟΝ ΚΑΙ ΕΠΙΣΤΟΛΗ ΑΛΛΗΛΟΓΡΑΦΙΑΣ

(ὼδε ἄρθρον 71).

1. Δελτάριον.

1. Ἐμπροσθία ὄψις :

Ἄλληλογραφία αἰχμαλώτων πολέμου.

ΑΤΕΛΩΣ

ΤΑΧΥΔΡΟΜΙΚΟΝ ΔΕΛΤΑΡΙΟΝ

ΑΠΟΣΤΟΛΕΥΣ

Ἐνοματεπώνυμον	Πρὸς
.....
Τόπος καὶ χρόνος γεννήσεως	Τόπος προορισμοῦ.
.....
Ἀριθμὸς αἰχμαλώτου.	.....
.....	Ὅδός
Στρατόπεδον	.....
.....	Χώρα
Χώρα ἀποστολῆς	.....
.....	Νομὸς

2. Ὀπισθία ὄψις:

Ἡμερομηνία

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Γράφετε μόνον ἐπὶ τῶν γραμμῶν καὶ μίαν εὐαναγνώστως.

Παρατηρήσεις: Τὸ παρὸν ἔντυπον δέον νὰ διατυπωθῆ εἰς δύο ἢ τρεῖς γλώσσας καὶ δὴ εἰς τὴν μητρικὴν γλῶσσαν τοῦ αἰχμαλώτου πολέμου καὶ εἰς τὴν τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως. Πραγματικαὶ διαστάσεις: 15 ἐπὶ 10 ἑκατοστά.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ IV.

Γ. ΔΕΛΤΑΡΙΟΝ ΚΑΙ ΕΠΙΣΤΟΛΗ ΑΛΛΗΛΟΓΡΑΦΙΑΣ

(ὼδε ἄρθρον 71).

2. Ἐπιστολή.

Ἄλληλογραφία αἰχμαλώτου πολέμου ἀτελῶς.

ΑΤΕΛΩΣ

Πρὸς
.....
Τόπος
Ὅδός
Χώρα
Νομὸς ἢ Ἐπαρχία
.....

Ἀποστολεύς:

Ἐνοματεπώνυμον	.....
Ἡμερομηνία καὶ τόπος γεννήσεως	.....
Αἰχμάλωτος πολέμου ὑπ' ἀριθμ.	.....
Ὄνομα στρατοπέδου	.....
Χώρα ἀποστολῆς	.....

Παρατηρήσεις: Τὸ ἔντυπον τοῦτο δέον νὰ διατυπωθῆ εἰς δύο ἢ τρεῖς γλώσσας καὶ δὴ εἰς τὴν μητρικὴν γλῶσσαν τοῦ αἰχμαλώτου καὶ εἰς τὴν τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως. Διπλοῦται κατὰ μῆκος τῶν διακεκομμένων γραμμῶν, τοῦ ἄνω μέρους εἰσαγομένου εἰς τὴν σχισμὴν (δι' ἀστερίσκων σημειουμένην) καὶ ἔχει ὄψιν φακέλλου. Ἐπὶ τῆς ἄλλης ὄψεως ἔχει γραμμὰς ὡς τὸ ἄνωτέρω ταχυδρομικὸν δελτάριον, (ὼδε Παράρτημα IV Γ. 1.), διὰ τὴν ἀλληλογραφίαν τοῦ αἰχμαλώτου καὶ δύναται νὰ περιλάβῃ 250 λέξεις. Πραγματικαὶ διαστάσεις τοῦ ἐντύπου ἀνοικτοῦ: 29 X 15 ἑκατοστά.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΓΥ.

Δ. ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΗΣΙΣ ΘΑΝΑΤΟΥ

(ὼς ἀρθρον 120)

Ὅνομα ὑπευθύνου
Ἀρχῆς

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΗΣΙΣ ΘΑΝΑΤΟΥ

Δύναμις ἐκ τῆς ὁποίας ἐξηρτάτο ὁ αἰχμαλώτος

Ὅνοματεπώνυμον
 κτρώνυμον.
 ὄπος καὶ χρόνος γεννήσεως
 Τόπος καὶ χρόνος θανάτου
 Βαθμὸς καὶ ἀριθ. μητρῶου (ὡς ἀναφέρονται ἐπὶ πινακίδος ταυτότητος).
 Διεύθυνσις πλησιεστέρου συγγενοῦς.
 Ποῦ καὶ πότε συνελήφθη ὁ αἰχμαλώτος.
 Αἷτια καὶ συνθήκαι θανάτου.
 Τόπος ταφῆς.
 Ἐχει σημειθῆ ὁ τάφος καὶ δύναται ν' ἀνευρεθῆ βραδύτερον ὑπὸ τῶν συγγενῶν;
 Παραμένουν ἀτομικὰ ἀντικείμενα τῆς κληρονομίας εἰς κατοχὴν τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως ἢ διεβιβάσθησαν ταῦτα αὐτοχρόνως μὲ τὴν παρούσαν γνωστοποίησιν.
 Ἐὰν διεβιβάσθησαν, διὰ τινος μέσου ἐγένετο τοῦτο;
 Δύναται τὸ ἄτομον τὸ περιποιηθὲν τὸν θανόντα κατὰ τὴν ἀσθένειάν του ἢ τὰς τελευταίας του στιγμὰς (ιατρός, νοσοκόμος, κληρικός, συνάδελφος ἐν αἰχμαλωσίᾳ) ν' ἀναφέρουν ἰδῶ ἢ ἐπὶ συνημμένου φύλλου διὰ βραχέων περὶ τῶν συνθηκῶν τοῦ θανάτου καὶ τῆς ταφῆς;

(ἡμερομηνία, σφραγίς καὶ ὑπογραφή ὑπευθύνου Ἀρχῆς).

(Ἵπογραφή καὶ διεύθυνσις δύο μαρτύρων).

Παρατηρήσεις: Τὸ παρὸν ἔγγραφον δεόν νὰ διατυπωθῆ εἰς δύο ἢ τρεῖς γλώσσας καὶ δὴ εἰς τὴν μητρικὴν γλῶσσαν τοῦ αἰχμαλώτου καὶ εἰς τὴν τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως. Πραγματικαὶ διαστάσεις τοῦ παρόντος ἐντύπου 21 ἐπὶ 30 ἑκατοστά.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΓΥ.

Ε.—ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟΝ ἘΠΑΝΑΠΑΤΡΙΣΜΟΥ
(ὼς παράρτημα II, ἀρθρον 11.)

ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟΝ ἘΠΑΝΑΠΑΤΡΙΣΜΟΥ

Ἡμερομηνία :
 Στρατόπεδον :
 Νοσοκομεῖον :
 Ἐπώνυμον :
 Ὄνόματα :
 Ἡμερομηνία γεννήσεως :
 Βαθμὸς :
 Ἀριθμὸς Μητρῶου :
 Ἀριθμὸς Αἰχμαλώτου :
 Τραῦμα - Ἀσθένεια :
 Ἀπόφασις τῆς Ἐπιτροπῆς :

Ὁ Πρόεδρος τῆς
 Μικτῆς ἱατρικῆς Ἐπιτροπῆς

A = Ἀπ' εὐθείας ἐπαναπατρισμός.
 B = Περιθάλψις εἰς οὐδετέραν χώραν.
 Γ = Ἐπανεξέτασις ὑπὸ τῆς ἐπομένης Ἐπιτροπῆς.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Υ.

ΥΠΟΔΕΙΓΜΑ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΥ ΣΧΕΤΙΚΟΥ ΜΕ ΤΑ
ΧΡΗΜΑΤΙΚΑ ΕΜΒΑΣΜΑΤΑ ΤΩΝ ΑΙΧΜΑΛΩΤΩΝ
ΠΟΛΕΜΟΥ ΠΡΟΣ ΤΗΝ ΧΩΡΑΝ ΤΩΝ
(ὼς ἀρθρον 63)

1. Ἡ εἰδοποίησις περὶ τῆς μνημονεύεται εἰς τὴν τρίτην παράγραφον τοῦ ἀρθρου 63, θὰ περιλαμβάνῃ τὰς ἀκολουθοῦσας ἐνδείξεις :

α) Τὸν προβλεπόμενον εἰς τὸ ἀρθρον 17 ἀριθμὸν μητρῶου, τὸν βαθμὸν καὶ τὸ ὄνοματεπώνυμον τοῦ αἰχμαλώτου πολέμου ὅστις προβαίνει εἰς τὴν καταβολήν.

β) Τὸ ὄνομα καὶ τὴν διεύθυνσιν τοῦ παραλήπτου τῆς καταβολῆς ἐν τῇ χώρᾳ καταγωγῆς.

γ) Τὸ πληρωτέον ποσὸν ἐκπεφρασμένον εἰς τὸ νόμισμα τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως.

2. Ἡ εἰδοποίησις θὰ ὑπογραφῆ ὑπὸ τοῦ αἰχμαλώτου πολέμου. Ἐὰν οὗτος δὲν γνωρίζῃ γραφὴν, θὰ θέσῃ ἐπ' αὐτῆς σῆμα ὅπερ θὰ ἐπιβεβαιώσῃ μάρτυς. Ὁ ἀνήρ ἐμπιστοσύνης θὰ προσυπογράψῃ ἐπίσης τὴν εἰδοποίησιν ταύτην.

3. Ὁ διοικητὴς τοῦ στρατοπέδου θὰ ἐπισυνάψῃ εἰς τὴν εἰδοποίησιν ταύτην βεβαίωσιν ὅτι τὸ πιστωτικὸν ὑπόλοιπον τοῦ ἐνδιαφερομένου αἰχμαλώτου πολέμου δὲν εἶναι κατώτερον τοῦ καταβλητέου ποσοῦ.

4. Αἱ ὡς ἄνω εἰδοποιήσεις δύνανται νὰ συνταχθοῦν ὑπὸ μορφὴν καταλόγων. Ἐκαστον φύλλον τῶν καταλόγων τούτων θὰ ἐπικυροῦται ὑπὸ τοῦ ἀνδρὸς ἐμπιστοσύνης καὶ τὸ ἀκριβὲς αὐτοῦ θὰ βεβαιώται ὑπὸ τοῦ διοικητοῦ τοῦ στρατοπέδου.

ΣΥΜΒΑΣΙΣ ΤΗΣ ΓΕΝΕΥΗΣ

Περὶ προστασίας τῶν πολιτῶν ἐν καιρῷ πολέμου.
τῆς 2 Αὐγούστου 1949

Οἱ ὑπογεγραμμένοι, πληρεξούσιοι τῶν Κυβερνήσεων τῶν ἀντιπροσωπευθεισῶν εἰς τὴν Διπλωματικὴν Διάσκεψιν τὴν συνελθοῦσαν ἐν Γενεύῃ ἀπὸ τῆς 21 Ἀπριλίου μέχρι τῆς 12 Αὐγούστου 1949 πρὸς κατάρτισιν συμβάσεως διὰ τὴν προστασίαν τῶν πολιτῶν ἐν καιρῷ πολέμου, συνεφώνησαν τὰ ἀκόλουθα :

ΜΕΡΟΣ Ι.

Γενικαὶ Διατάξεις.

Ἄρθρον 1.

Τὰ Ὑψηλὰ συμβαλλόμενα μέρη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν νὰ σεβασθοῦν καὶ νὰ ἐξασφαλίσουν τὸν σεβασμὸν τῆς παρούσης συμβάσεως ἀνὰ πᾶσαν περίπτωσιν.

Ἄρθρον 2

Ἐκτὸς τῶν διατάξεων αἰτίνας θὰ τεθοῦν ἐν ἰσχύϊ ἤδη καὶ ἐν καιρῷ εἰρήνης, ἡ παρούσα σύμβασις θὰ ἐφαρμοσθῇ εἰς περίπτωσιν κεκηρυγμένου πολέμου, ἢ ἄλλης τινὸς ἐνόπλου συρράξεως ἣτις ἤθελεν ἀνακύψῃ μεταξὺ δύο ἢ περισσοτέρων τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων μερῶν, καὶ ἂν ἔτι ἢ ἐμπόλεμος κατάστασις δὲν ἀναγνωρίζεται ὑπὸ τινος ἐξ αὐτῶν.

Ἡ σύμβασις θὰ ἐφαρμοσθῇ ἐπίσης εἰς πᾶσαν περίπτωσιν μερικῆς ἢ ὀλικῆς κατοχῆς τοῦ ἐδάφους ἐνὸς τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, καὶ ἂν ἔτι ἢ ἐν λόγῳ κατάληψις δὲν ἀντιμετωπίσῃ ἐνοπλιον ἀντίστασιν.

Καὶ εἰς περίπτωσιν ἀκόμη καθ' ἣν μία τῶν ἐν συρράξει Δυνάμεων δὲν συμμετέχει τῆς παρούσης συμβάσεως, αἱ εἰς ταύτην μετέχουσαι δυνάμεις θὰ ἐξακολουθήσουν δεσμευόμεναι ὑπὸ ταύτης ὡς πρὸς τὰς ἀμοιβαίας τῶν σχέσεις. Θὰ δεσμεύωνται ὁμοίως ἐπὶ πλέον ὑπὸ τῆς Συμβάσεως καὶ ἐν σχέσει μετ' ἑνὸς τῶν Δυνάμειν, ἐὰν αὕτη ἀποδεχθῇ καὶ ἐφαρμόσῃ τὰς διατάξεις αὐτῆς.

Ἄρθρον 3

Εἰς περίπτωσιν ἐνόπλου συρράξεως οὐχὶ διεθνοῦς χαρακτῆρος ἀλλ' ἀνακυπτούσης ἐντὸς τῆς ἐδαφικῆς περιοχῆς ἐνὸς τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ἕκαστον μέρος εἰς τὴν σύρραξιν ὑποχρεοῦται νὰ ἐφαρμόσῃ τοῦλάχιστον τὰς ἀκολούθους διατάξεις :

1) Ἄτομα μὴ λαμβάνοντα ἐνεργὸν μέρος εἰς τὰς ἐχθροπραξίας, συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν μελῶν τῶν ἐνόπλων δυνάμεων τῶν καταθεσάντων τὰ ὅπλα καὶ τῶν τεθνήτων ἐκτὸς μάχης ἕνεκα νόσου, τραυμάτων, κρατήσεως ἢ ἄλλης αἰτίας θὰ τύχουν ἐν πάσῃ περιπτώσει ἀνθρωπιστικῆς μεταχειρίσεως ἀνευ οἰασδήποτε δυσμενοῦς διακρίσεως στηριζομένης εἰς τὴν φυλὴν, τὸ χρῶμα, τὴν θρησκείαν ἢ πίστιν, τὸ φύλον, τὴν γέννησιν ἢ τὸν πλοῦτον ἢ εἰς οἰοδήποτε ἀνάλογον κριτήριον.

Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον εἶναι καὶ θὰ παραμείνουν ἀπηγορευόμενα καθ' οἰονδήποτε χρόνον καὶ τόπον ὡς πρὸς τὰ ἀνωτέρω πρόσωπα :

α) Προσβολαὶ κατὰ τῆς ζωῆς καὶ τῆς σωματικῆς ἀκεραιότητος, ἰδίως ὁ φόνος ὑφ' ὅλους αὐτοὺς τοὺς τύπους, ὁ ἀκρωτηριασμός, ἡ σκληρὰ μεταχειρίσις καὶ τὰ παντὸς εἶδους βασανιστήρια.

β) Ἡ κράτησις ὀμηρῶν.

γ) Αἱ προσβολαὶ κατὰ τῆς ἀνθρωπίνης ἀξιοπρεπειᾶς καὶ εἰδικῶς ἡ ταπεινοτικὴ καὶ ἐξευτελιστικὴ μεταχειρίσις.

δ) Αἱ ἀπαγγελίαι καταδικῶν καὶ αἱ ἐκτελέσεις αἱ γινόμεναι χωρὶς νὰ προηγηθῇ διεξαγωγὴ δίκης ὑπὸ κανονικῶς συσταθέντος δικαστηρίου, παρέχοντος τὰς δικαστικὰς

ἐγγυήσεις τὰς ἀναγνωριζόμενας ὡς ἀπαραιτήτους ὑπὸ τῶν πεπολιτισμένων ἔθνων.

2) Οἱ τραυματῖαι καὶ ἀσθενεῖς θὰ συλλέγωνται καὶ θὰ περιθάλπωνται.

Ἀμερόληπτός τις ἀνθρωπιστικὸς ὀργανισμός, ὡς ἡ Διεθνὴς Ἐπιτροπὴ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ, θὰ δύναται νὰ προσφέρῃ τὰς ὑπηρεσίας του εἰς τὰ μετέχοντα τῆς συρράξεως Μέρη.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ προσπαθήσουν ἐξ ἄλλου νὰ θέσουν ἐν ἰσχύϊ, δι' εἰδικῶν συμφωνιῶν, ὅλας ἢ μέρος τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἡ ἐφαρμογὴ τῶν ἀνωτέρω διατάξεων δὲν θὰ ἐπηρέασθῃ τὴν νομικὴν θέσιν τῶν εἰς τὴν σύρραξιν μετεχόντων Μερῶν.

Ἄρθρον 4.

Ὑπὸ τῆς Συμβάσεως προστατεύονται τὰ πρόσωπα ἐκεῖνα τὰ ὁποῖα εἰς οἰανδήποτε στιγμήν καὶ καθ' οἰονδήποτε τρόπον εὐρίσκονται, ἐν περιπτώσει συρράξεως ἢ κατοχῆς, ὑπὸ τὴν ἐξουσίαν Μέρους μετέχοντος τῆς συρράξεως ἢ Δυνάμεως Κατοχῆς τῆς ὁποίας δὲν τυγχάνουν πολῖται.

Πολῖται κράτους μὴ δεσμευμένου ὑπὸ τῆς Συμβάσεως δὲν προστατεύονται ὑπ' αὐτῆς. Πολῖται οὐδετέρου Κράτους εὐρισκόμενοι εἰς τὸ ἐδαφὸς ἐμπολέμου κράτους καὶ πολῖται συνεμπολέμου κράτους δὲν θεωροῦνται πρόσωπα προστατευόμενα ἐν ὅσω τὸ Κράτος τοῦ ὁποίου τυγχάνουν πολῖται ἔχει κανονικὴν διπλωματικὴν ἐκπροσώπησιν παρὰ τῷ κράτει εἰς τὴν ἐξουσίαν τοῦ ὁποίου εὐρίσκονται.

Ἐν τούτοις αἱ Διατάξεις τοῦ Μέρους II ἔχουν εὐρυτέραν ἐφαρμογὴν ἣτις καθορίζεται εἰς τὸ ἄρθρον 13.

Πρόσωπα προστατευόμενα ὑπὸ τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατείᾳ ἐνόπλων δυνάμεων, τῆς 12 Αὐγούστου 1949, ἢ ὑπὸ τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν, ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν τῶν ἐν θαλάσῃ ἐνόπλων δυνάμεων τῆς 12 Αὐγούστου 1949 ἢ ὑπὸ τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ Μεταχειρίσεως Αἰχμαλώτων Πολέμου τῆς 12 Αὐγούστου 1949 δὲν θεωροῦνται προστατευόμενα πρόσωπα κατὰ τὴν ἔννοιαν τῆς παρούσης συμβάσεως.

Ἄρθρον 5.

Ἐὰν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἐνὸς τῶν ἐν συρράξει Μερῶν, τὸ μέρος τοῦτο ἔχει σοβαροὺς λόγους νὰ θεωρήσῃ ὅτι ἐν τῶν ὑπὸ τῆς παρούσης συμβάσεως προστατευόμενον πρόσωπον προκαλεῖ ἀτομικῶς τὴν δεικνυομένην ὑπόνοιαν ὅτι ἔχει δρᾶσιν ἐπιζημίαν διὰ τὴν ἀσφάλειαν τοῦ Κράτους ἢ ἀποδειχθῇ ὅτι πράγματι ἔχει τοιαύτην δρᾶσιν, τὸ ἐν λόγῳ πρόσωπον δὲν θὰ δικαιούται νὰ ἐπικαλεσθῇ τὰ δικαιώματα καὶ προνόμια τὰ παρεχόμενα ὑπὸ τῆς παρούσης συμβάσεως, ἐὰν ταῦτα παρεχόμενα αὐτῷ ἠδύνατο νὰ ζημιώσουν τὴν ἀσφάλειαν τοῦ Κράτους.

Ἐὰν εἰς καταληφθὲν ἐδαφός, πρόσωπον προστατευόμενον ὑπὸ τῆς Συμβάσεως συλληφθῇ ὡς κατάσκοπος ἢ δολιοφθορεὺς ἢ διότι ὑπάρχει κατ' αὐτοῦ ἀτομικῶς ἢ δεικνυομένη ὑπόνοια ὅτι ἔχει δρᾶσιν ἐπιζημίαν διὰ τὴν ἀσφάλειαν τῆς Δυνάμεως Κατοχῆς, δύναται τὸ ἐν λόγῳ πρόσωπον ἐὰν ἡ στρατιωτικὴ ἀσφάλεια τὸ ἀπαιτῇ ἀπολύτως νὰ στερηθῇ τοῦ ὑπὸ τῆς παρούσης συμβάσεως προβλεπομένου δικαιώματος ἐπικοινωνίας.

Οὐχ' ἤττον, εἰς τοιαύτας περιστάσεις τὰ πρόσωπα περὶ ὧν αἱ ἀνωτέρω παράγραφοι θὰ τύχουν ἀνθρωπιστικῆς μεταχειρίσεως καὶ εἰς περίπτωσιν διώξεως δὲν θὰ στερηθοῦν τῶν δικαιωμάτων δικαίας καὶ κανονικῆς διαδικασίας τῆς προβλεπομένης ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως. Θὰ ἐπανακτῆσουν δὲ ὅλα τὰ δικαιώματα καὶ προνόμια τῶν προστατευομένων προσώπων κατὰ τὴν ἔννοιαν τῆς παρούσης Συμβάσεως, ὅσον ἕνεστι τάχιον λαμβανομένης ὑπ' ὄψις τῆς ἀσφα-

λείας τοῦ Κράτους ἢ τῆς Δυνάμεως Κατοχῆς, ἀναλόγως τῆς περιπτώσεως.

*Ἄρθρον 6.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ ἐφαρμοσθῇ ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως οἰασδήποτε συρράξεως ἢ κατοχῆς ἐκ τῶν ἀναφερομένων εἰς τὸ ἄρθρον 3.

Εἰς τὸ ἐδαφος Μερῶν μετεχόντων τῆς συρράξεως ἢ ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως θὰ παύσῃ ὅταν παύσουν γενικῶς αἱ στρατιωτικαὶ ἐπιχειρήσεις.

Εἰς κατεχομένας περιοχὰς ἢ ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως θὰ παύσῃ ἐν ἔτος μετὰ τὸ γενικὸν τέλος τῶν στρατιωτικῶν ἐπιχειρήσεων οὐχ' ἤττον ἢ κατέχουσα Δύναμις θὰ δεσμεύεται καθ' ὅλην τὴν διάρκειαν τῆς κατοχῆς ἐὰν καὶ ἐφ' ὅσον ἢ ἐν λόγῳ Δύναμις ἀσκή κυβερνητικὰς λειτουργίας ἐπὶ τῆς ἐν λόγῳ περιοχῆς, ὑπὸ τῶν διατάξεων τῶν ἀκολουθῶν ἄρθρων τῆς παρούσης Συμβάσεως.

1 ἕως 12, 27, 29 ἕως 34, 47, 49, 51, 52, 53, 59, 61 ἕως 77, 143.

Προστατευόμενα πρόσωπα τῶν ὁποίων ἢ ἀπελευθέρωσις ὁ ἐπαναπατρισμός ἢ ἡ ἐπανεγκατάστασις θὰ λάβουν χώραν μετὰ τὰς ἡμερομηνίας ταύτας, θὰ ἐξακολουθήσουν ἐν τῷ μεταξύ νὰ τυγχάνουν προστασίας βάσει τῆς παρούσης Συμβάσεως.

*Ἄρθρον 7.

Πλὴν τῶν συμφωνιῶν τῶν ρητῶς ὑπὸ τῶν ἄρθρων 11, 14, 15, 17, 36, 108, 109, 132, 133 καὶ 149 προβλεπομένων, τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη δύνανται νὰ συνάψουν καὶ ἐτέρας εἰδικὰς συμφωνίας ἐπὶ παντὸς θέματος τὸ ὁποῖον θὰ θεωρηθῇ σκόπιμον νὰ ρυθμισθῇ ἰδιαιτέρως. Οὐδεμία εἰδικὴ συμφωνία δύναται ν' ἀποβῇ πρὸς ζημίαν τῆς θέσεως τῶν προστατευομένων προσώπων, ὡς αὕτη καθορίζεται διὰ τῆς παρούσης συμβάσεως οὔτε νὰ περιορίσῃ τὰ δι' αὐτῆς παρεχόμενα εἰς τὰ πρόσωπα ταῦτα δικαιώματα.

Τὰ προστατευόμενα πρόσωπα θὰ ἐξακολουθήσουν ν' ἀπολαύουν τῶν εὐεργετημάτων τῶν τοιούτων συμφωνιῶν ἐφ' ὅσον καὶ ἡ Σύμβασις θὰ εἶναι ἐπ' αὐτῶν ἐφαρμοστέα, ἐκτὸς ἐὰν περιληφθοῦν ρηταὶ περὶ τοῦ ἐναντίου διατάξεις εἰς τὰς προμνησθείσας συμφωνίας ἢ εἰς ἄλλας μεταγενεστέρως συναφθισμένας, ἢ ἐὰν ἐλήφθησαν εὐνοικώτερα δι' αὐτοὺς μέτρα ὑπὸ τοῦ ἐνὸς ἢ τοῦ ἐτέρου τῶν εἰς τὴν σύρραξιν μετεχόντων Μερῶν.

*Ἄρθρον 8.

Τὰ προστατευόμενα πρόσωπα ἐν οὐδεμίᾳ περιπτώσει δύνανται νὰ παραιτηθοῦν ἐν μέρει ἢ ἐν ὅλῳ τῶν δικαιωμάτων τῶν ἐξασφαλισμένων αὐτοῖς ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ ὑπὸ τῶν εἰδικῶν συμφωνιῶν τῶν ἀναφερομένων εἰς τὸ προηγούμενον ἄρθρον ἐὰν συνήφθησαν τοιαῦται.

*Ἄρθρον 9.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ ἐφαρμοσθῇ τῇ συνεργασίᾳ καὶ ὑπὸ τὸν ἔλεγχον τῶν Προστατίδων Δυνάμεων τῶν ἐπιφορτισμένων τὴν περιφρούρησιν τῶν συμπερόντων τῶν μετεχόντων εἰς τὴν σύρραξιν Μερῶν. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον αἱ Προστάτιδες Δυνάμεις δύνανται ἐπὶ πλεόν τοῦ διπλωματικοῦ καὶ προξενικοῦ τῶν προσωπικοῦ, νὰ διορίσουν ἀντιπροσώπους ἐκ τῶν ἰδίων τῶν πολιτῶν ἢ τῶν πολιτῶν ἐτέρων οὐδετέρων Δυνάμεων. Οἱ ὡς ἄνω ἀντιπρόσωποι θὰ ὑπόκεινται εἰς τὴν ἔγκρισιν τῆς Δυνάμεως παρὰ τῇ ὁποίᾳ πρόκειται νὰ ἐνασκήσουν τὰ καθήκοντά των.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ διευκολύνουν κατὰ τὸν εὐρύτερον δυνατὸν τρόπον τὴν ἀποστολὴν τῶν ἀντιπροσώπων ἢ ἀπεσταλμένων τῶν Προστατίδων Δυνάμεων.

Οἱ ἀντιπρόσωποι ἢ ἀπεσταλμένοι τῶν Προστατίδων Δυνάμεων ἐν οὐδεμίᾳ περιπτώσει θὰ ὑπερβαίνουν τὰ ὅρια τῆς ἀποστολῆς των ὡς ταῦτα καθορίζονται διὰ τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Εἰδικῶς θὰ λαμβάνουν ὑπ' ὄψιν τὰς ἐπιτακτικὰς ἀνφορὰς τῆς ἀσφαλείας τοῦ Κράτους ἐν τῷ ὁποίῳ ἐνασκήσονται τὰ καθήκοντά των.

*Ἄρθρον 10.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως δὲν ἐναντιοῦνται εἰς τὴν ἀνθρωπιστικὴν δρᾶσιν ἣν ἡ Διεθνὴς Ἐπιτροπὴ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ ἢ οἰαδήποτε ἄλλη ἀμερόληπτος ἀνθρωπιστικὴ ὀργάνωσις θ' ἀναλάβουν, τῇ συναινέσει τῶν εἰς τὴν σύρραξιν μετεχόντων Μερῶν, διὰ τὴν προστασίαν καὶ βοήθειαν τῶν πολιτῶν.

*Ἄρθρον 11.

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη δύνανται ὅποτεδήποτε νὰ συμφωνήσουν, ἵνα ἀναθέσουν εἰς ὀργανισμὸν παρέχοντα πᾶσαν ἐγγύησιν ἀμεροληψίας καὶ ἰκανότητος τὰ καθήκοντα ἅτινα διὰ τῆς παρούσης Συμβάσεως ἀνατίθενται εἰς τὰς Προστάτιδας Δυνάμεις.

Ὅταν πρόσωπα προστατευόμενα ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως δὲν ἀπολαύουν ἢ παύσουν δι' οἰοδήποτε λόγον ν' ἀπολαύουν τῆς φροντίδος Προστάτιδος Δυνάμεως ἢ τοῦ ὀργανισμοῦ περὶ οὗ προβλέπει ἡ ἀνωτέρω πρώτη παράγραφος, ἢ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ ζητήσῃ εἴτε ἀπὸ οὐδέτερου κράτους εἴτε ἀπὸ ἑνα ἄλλον ἀνάλογον ὀργανισμὸν ν' ἀναλάβουν τὰ καθήκοντα τὰ ἀνατεθέντα ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τὰς προστατίδας Δυνάμεις τὰς ὁρισθείσας ὑπὸ τῶν ἐν συρράξει Μερῶν.

Ἐὰν δὲν καταστῇ δυνατὴ ἢ ὡς ἄνω ἐξασφάλισις τῆς προστασίας ἢ κατακρατοῦσα Δύναμις ὀφείλει νὰ ζητήσῃ ἀπὸ ἀνθρωπιστικῆν τινὰ ὀργάνωσιν, ὡς εἶναι ἡ Διεθνὴς Ἐπιτροπὴ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ, ν' ἀναλάβῃ τὰ ἀνθρωπιστικὰ καθήκοντα ἅτινα ἢ παροῦσα σύμβασις ἀναθέτει εἰς τὰς Προστάτιδας Δυνάμεις ἢ ὀφείλει ν' ἀποδεχθῇ ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος ἄρθρου, τὰς προτάσεις ὑπηρεσίας ἃς ἤθελε λάβῃ παρὰ τοιαύτης ὀργανώσεως.

Πᾶσα οὐδετέρα Δύναμις ἢ πᾶσα ὀργάνωσις καλοῦμένη ὑπὸ τῆς ἐνδιαφερομένης Δυνάμεως ἢ προσφερομένη πρὸς τὸν ἀνωτέρω ἀναφερόμενον σκοπὸν ὀφείλει κατὰ τὴν δρᾶσιν τῆς νὰ ἔχη συναίσθησιν τῆς εὐθύνης τῆς ἐναντι ταῦ ἐν συρράξει Μέρους ἐκ τοῦ ὁποίου ἐξαρτῶνται τὰ διὰ τῆς παρούσης Συμβάσεως προστατευόμενα πρόσωπα καὶ ὀφείλει νὰ παράσχῃ ἐπαρκεῖς ἐγγυήσεις ὅτι εἶναι ἰκανὴ ν' ἀναλάβῃ τὰ περὶ οὗ πρόκειται καθήκοντα καὶ νὰ ἐκτελέσῃ αὐτὰ ἀμερόληπτως.

Οὐδεμία ἐπιτρέπεται παρέκτασις ἀπὸ τῶν ἀνωτέρω διατάξεων δι' εἰδικῆς συμφωνίας μεταξύ Δυνάμεων τῶν ὁποίων ἢ μία εὐρίσκειται, ἔστω καὶ προσωρινῶς, ἀπέναντι τῆς ἄλλης, ἢ τῶν συμμάχων τῆς ἄλλης εἰς μειωνεκτικὴν ἀπὸ ἀπόψεως ἐλευθερίας διαπραγματεύσεως θέσιν λόγῳ στρατιωτικῶν γεγονότων ὡς, λόγῳ χάριν τῆς κατοχῆς ταῦ ὅλου ἢ σημαντικοῦ μέρους τοῦ ἐδάφους τῆς.

Ὅποτεδήποτε γίνεται, εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, μνεία περὶ Προστάτιδος Δυνάμεως, ἢ μνεία αὕτη ἀφορᾷ ὡσαύτως καὶ τὰς ὀργανώσεις αἵτινες δύνανται νὰ τὴν ὑποκαταστήσουν ὑπὸ τὴν ἐννοίαν τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου ἐπεκτείνονται καὶ ἐφαρμόζονται εἰς τὰς περιπτώσεις πολιτῶν οὐδετέρου Κράτους εὐρίσκομένων εἰς κατεχόμενον ἐδαφος ἢ εἰς ἐδαφος ἐμπολέμου κράτους παρὰ τῷ ὁποίῳ τὸ κράτος αὐτὸς τυγχάνουν πολιταὶ δὲν ἔχει κανονικὴν διπλωματικὴν ἀντιπροσωπευσιν.

*Ἄρθρον 12.

Εἰς πᾶσαν περίπτωσιν καθ' ἣν ἤθελον θεωρήσῃ τοῖτο χρήσιμον εἰς τὰ συμφέροντα τῶν προστατευομένων προσώπων ἰδίως δὲ εἰς περιπτώσεις διαφωνίας μεταξύ τῶν ἐν συρράξει Μερῶν ὡς πρὸς τὴν ἐφαρμογὴν ἢ τὴν ἐρμηνείαν τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως, αἱ Προστάτι-

δες Δυνάμεις θά προσφέρουν τὰς καλὰς των ὑπηρεσίας ἐπὶ τῷ τέλει τοῦ διακανονισμοῦ τῆς διαφορᾶς.

Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον ἐκάστη τῶν Προστατίδων Δυνάμεων δύναται εἶτε τῇ προσκλήσει ἐνὸς Μέρους εἶτε ἐξ ἰδίας πρωτοβουλίας νὰ προτείνη εἰς τὰ μετέχοντα τῆς συρράξεως Μέρη σύσκεψιν τῶν ἀντιπροσώπων των καὶ ἰδίως τῶν ἀρχῶν αἵτινες ἔχουν τὴν φροντίδα τῶν προστατευομένων προσώπων εἰ δυνατόν ἐπὶ καταλλήλως ἐκλεγομένου οὐδετέρου ἐδάφους. Τὰ ἐν συρράξει Μέρη ὑποχρεοῦνται νὰ δώσουν συνέχειαν εἰς τὰς τοιαύτας προτάσεις. Αἱ Προστατίδες Δυνάμεις δύνανται, ἐὰν παραστῇ ἀνάγκη νὰ προτείνουν εἰς τὴν ἔγκρισιν τῶν ἐν συρράξει Μερῶν προσωπικότητα ἀνήκουσαν εἰς οὐδετέραν Δύναμιν ἢ ἀπεσταλμένην τῆς Διεθνoῦς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ἐρυθροῦ Στραυροῦ, ἥτις θέλει κληθῆ νὰ λάβῃ μέρος εἰς τὴν τοιαύτην σύσκεψιν.

ΜΕΡΟΣ II.

Γενικὴ Προστασία τῶν πληθυσμῶν ἔναντι ὠρισμένων συνεπειῶν τοῦ πολέμου.

*Ἀρθρον 13.

Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος Μέρους καλύπτουν τὸ σύνολον τῶν πληθυσμῶν τῶν εἰς τὴν σύρραξιν μετεχουσῶν χωρῶν ἄνευ οἰασδῆποτε δυσμενοῦς διακρίσεως στηριζομένης ἰδίᾳ ἐπὶ ζητημάτων φυλῆς, ἐθνικότητος, θρησκείας ἢ πολιτικῶν πεποιθήσεων καὶ τείνουν νὰ μετριάσουν τὰ ὑπὸ τοῦ πολέμου προκαλούμενα δεινά.

*Ἀρθρον 14.

Ἐν καιρῷ εἰρήνης ἤδη τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη καὶ, μετὰ τὴν ἐναρξιν τῶν ἐχθροπραξιῶν, τὰ εἰς τὴν σύρραξιν μετέχοντα Μέρη, δύνανται νὰ ἐγκαταστήσουν ἐπὶ τοῦ ἰδίου αὐτῶν ἐδάφους καὶ, ἢν παραστῇ ἀνάγκη, εἰς τὰς κατεχομένας περιοχάς, ζώνας καὶ τόπους, ὑγειονομικοῦ καὶ ἀσφαλείας, οὕτω ὀργανωμένους ὥστε νὰ προστατεύωνται ἐντὸς αὐτῶν ἀπὸ τῶν ἀποτελέσματος τοῦ πολέμου οἱ τραυματῆται, οἱ ἀσθενεῖς, τὰ ἠλικιωμένα ἄτομα, παιδιὰ κάτω τῶν δεκαπέντε ἐτῶν, ἐγκυμονοῦσαι γυναῖκες καὶ μητέρες τέκνων κάτω τῶν ἐπτὰ ἐτῶν.

Ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως καὶ κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς συρράξεως τὰ ἐνδιαφερόμενα Μέρη δύνανται νὰ συνάπτουν συμφωνίας διὰ τὴν ἀμοιβαίαν ἀναγνώρισιν τῶν δημιουργηθεισῶν ζωνῶν καὶ τόπων. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον δύνανται νὰ θέσουν ἐν ἰσχύϊ τὰς διατάξεις τοῦ εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν προσηρημένου Σχεδίου Συμφωνίας, ἐπιφέρονσαι εἰς αὐτὸ οἷας τροποποιήσεις ἥθελον θεωρήσει ἀναγκαίας.

Αἱ Προστατίδες Δυνάμεις καὶ ἡ Διεθνῆς Ἐπιτροπὴ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ καλοῦνται νὰ προσφέρουν τὰς καλὰς των ὑπηρεσίας ἵνα διευκολυνθῇ ἡ ἐγκαθίδρυσις καὶ ἀναγνώρισις τῶν ἐν λόγῳ ὑγειονομικῶν ζωνῶν καὶ τόπων ἀσφαλείας.

*Ἀρθρον 15.

Οἷονδῆποτε τῶν ἐν συρράξει Μερῶν δύναται νὰ προτείνη εἰς τὸν ἀντίπαλον, εἶτε ἀπ' εὐθείας εἶτε δι' οὐδετέρου Κράτους ἢ ἀνθρωπιστικῆς ὀργανώσεως τὴν ἐγκατάστασιν, εἰς τὰς περιοχάς εἰς ἃς λαμβάνουν χώραν μάχαι, οὐδετεροποιημένων ζωνῶν προοριζομένων νὰ ἐξασφαλίσουν ἀπὸ τοῦς κινδύνους τοῦ πολέμου ἄνευ οἰασδῆποτε διακρίσεως τὰ ἐπόμενα πρόσωπα :

α) τραυματῆται ἢ ἀσθενεῖς μαχόμενοι ἢ ἄμαχοι.

β) πολῖται μὴ λαμβάνοντες μέρος εἰς τὰς ἐχθροπραξίας οἵτινες κατὰ τὴν διαμονὴν των ἐντὸς τῶν ζωνῶν οὐδὲν ἐκτελοῦν ἔργον στρατιωτικοῦ χαρακτῆρος.

Ὅταν τὰ ἐνδιαφερόμενα μέρη συμφωνήσουν ἐπὶ τῆς γεωγραφικῆς τοποθεσίας, τῆς διοικήσεως, τοῦ ἐφοδιασμοῦ διὰ τροφίμων καὶ τοῦ ἐλέγχου τῆς προσταθείσης οὐδετεροποιημένης ζώνης θὰ συναφθῇ καὶ θὰ ὑπογραφῇ ὑπὸ τῶν

ἀντιπροσώπων τῶν ἐν συρράξει Μερῶν ἐγγραφὸς περὶ αὐτοῦ συμφωνία. Ἡ συμφωνία θὰ καθορίζῃ τὴν ἐναρξιν καὶ διάρκειαν τῆς οὐδετεροποιήσεως τῆς ζώνης.

*Ἀρθρον 16.

Οἱ τραυματῆται καὶ ἀσθενεῖς ὡς καὶ οἱ ἀνάπηροι καὶ αἱ ἐγκυμονοῦσαι γυναῖκες θὰ εἶναι ἀντικείμενα ἰδιαιτέρας προστασίας καὶ σεβασμοῦ.

Ἐν ᾧ μέτρῳ ἐπιτρέπουν τοῦτο αἱ στρατιωτικαὶ ἀνάγκαι ἕκαστον τῶν ἐν συρράξει Μερῶν θὰ διευκολύνῃ τὰ μέτρα τὰ λαμβανόμενα πρὸς ἀναζήτησιν τῶν νεκρῶν καὶ τραυματιῶν, πρὸς βοήθειαν τῶν ναυαγῶν καὶ ἄλλων προσώπων ἐκτεθειμένων εἰς δεινὸν κίνδυνον καὶ πρὸς προστασίαν αὐτῶν ἀπὸ τῆς λεηλασίας καὶ τῆς κακομεταχειρίσεως.

*Ἀρθρον 17.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ προσπαθήσουν νὰ συνάψουν τοπικὰς συμφωνίας διὰ τὴν ἐκκένωσιν τῶν τραυματιῶν, ἀσθενῶν, ἀναπήρων καὶ ἠλικιωμένων ἀτόμων, παιδῶν καὶ λεχῶν ἐκ τῶν πολιορκουμένων ἢ περικυκλωμένων περιοχῶν καὶ διὰ τὴν εἰς τὰς περιοχὰς ταύτας εἴσοδον ἱερῶν οἰασδῆποτε θρησκείας, ἱατρικοῦ προσωπικοῦ καὶ ὑγειονομικοῦ ὑλικοῦ.

*Ἀρθρον 18.

Πολιτικὴ νοσοκομεῖα ὀργανωθέντα πρὸς περίθαλψιν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν, ἀναπήρων καὶ λεχῶν εἰς οὐδεμίαν περίπτωσιν δύνανται ν' ἀποτελέσουν στόχον ἐπιθέσεως ἀλλὰ θὰ τυγχάνουν πάντοτε σεβασμοῦ καὶ προστασίας ἐκ μέρους τῶν ἐν συρράξει Μερῶν.

Τὰ μετέχοντα τῆς συρράξεως Κράτη θὰ ἐφοδιάσουν πάντα τὰ πολιτικὰ νοσοκομεῖα διὰ πιστοποιητικῶν ἐμφαινόντων τὸν χαρακτῆρα των ὡς πολιτικῶν νοσοκομείων καὶ ἀποδεικνυόντων ὅτι τὰ ὑπ' αὐτῶν κατεχόμενα κτίρια δὲν χρησιμοποιοῦνται δι' ἕτερον τινὰ σκοπόν, ὅστις συμφῶνως τῷ ἀρθρῷ 19 θὰ ἠδύνατο νὰ στερήσῃ αὐτὰ τῆς προστασίας.

Τὰ πολιτικὰ νοσοκομεῖα θὰ φέρουν τὰ ὑπὸ τοῦ ἀρθροῦ 38 τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς καταστάσεως τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατεία Ἐνόπλων Δυνάμεων τῆς 12 Αὐγούστου 1949, καθοριζόμενα ἐμβλήματα, ἐὰν ἔχουν πρὸς τοῦτο τὴν ἔγκρισιν τοῦ Κράτους.

Τὰ εἰς τὴν σύρραξιν μετέχοντα Μέρη θὰ λάβουν τὰ ἀναγκαῖα μέτρα, ἐφ' ὅσον αἱ στρατιωτικαὶ ἀνάγκαι τὸ ἐπιτρέπουν, ἵνα κατακτήσουν τὰ διακριτικὰ ἐμβλήματα τῶν πολιτικῶν νοσοκομείων εὐδιάκριτα εἰς τὰς κατὰ ξηρὰν, ἀέρα καὶ θάλασσαν δυνάμεις τοῦ ἐχθροῦ ὥστε νὰ ἀποσβεθῇ ἡ δυνατότης ἐπιθετικῆς κατ' αὐτῶν ἐνεργείας.

Ἐν ᾧψι τῶν κινδύνων εἰς οὓς δυνατόν νὰ ἐκτεθοῦν τὰ νοσοκομεῖα ἐὰν εὑρίσκονται πλησίον στρατιωτικῶν ἐγκαταστάσεων θὰ δεῖσθαι νὰ ληφθῇ φροντίς ὥστε τὰ νοσοκομεῖα νὰ κεῖνται εἰς τὴν μεγαλυτέραν δυνατὴν ἀπὸ αὐτὰ ἀπόστασιν.

*Ἀρθρον 19.

Ἡ ὀφειλομένη εἰς τὰ πολιτικὰ νοσοκομεῖα προστασία δὲν θὰ παύσῃ εἰ μὴ μόνον ἐὰν χρησιμοποιοῦνται ἐκτὸς τῶν ἀνθρωπιστικῶν των καθηκόντων, δι' ἐνεργείας ἐπιζήμιας εἰς τὸν ἐχθρὸν. Οὐχ ἤττον ἡ προστασία θὰ παύσῃ μόνον ἀφοῦ δοθῇ κατάλληλος προειδοποίησις καθορίζουσα εἰς ὅλας τὰς δυνατάς περιπτώσεις λογικὴν προθεσίαν καὶ ἀφοῦ παρέλθῃ αὕτη ἄπρακτος.

Ἡ περίθαλψις ἀσθενῶν καὶ τραυματιῶν ἀνηκόντων εἰς τὰς ἐνόπλους δυνάμεις καὶ ἡ ὑπαρξίς φορητῶν ὅπλων καὶ πυρομαχικῶν παραληφθέντων ἐκ τῶν τοιούτων μαχητῶν καὶ μήπω παραδοθέντων εἰς τὴν ἀρμοδίαν ὑπηρεσίαν δὲν θὰ θεωροῦνται ἐπιζήμια διὰ τὸν ἐχθρὸν πράξεις.

*Άρθρον 20.

Τὰ πρόσωπα τὰ ἀσχολούμενα κανονικῶς καὶ ἀποκλειστικῶς μετὰ τὴν λειτουργίαν καὶ διοίκησιν τῶν πολιτικῶν νοσοκομείων, συμπεριλαμβανομένων τῶν προσώπων τῶν ἀσχολούμενων μετὰ τὴν ἀναζήτησιν, διακομηθῆν καὶ μεταφορᾶν καὶ μετὰ τὴν περίθαλψιν τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν πολιτῶν, τῶν ἀναπήρων καὶ τῶν λεγῶν θὰ τυγχάνουν σεβασμοῦ καὶ προστασίας.

Εἰς τὰ κατεχόμενα ἐδάφη καὶ εἰς τὰς ζώνας πολεμικῶν ἐπιχειρήσεων τὸ ἀνωτέρω προσωπικὸν θὰ ἀναγνωρίζεται διὰ δελτίου ταυτότητος βεβαιουῦντος τὴν ιδιότητά του, φέροντος τὴν φωτογραφίαν τοῦ κατόχου καὶ τὴν σφραγίδα τῆς ἀρμοδίας ἀρχῆς καὶ ἐπίσης δι' ἑνὸς περιβραχιονίου ἐσφραγισμένου καὶ ἀνθεκτικοῦ εἰς τὴν ὑγρασίαν ὅπως κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῆς ὑπηρεσίας θὰ φέρεται εἰς τὸν ἀριστερὸν βραχίονα.

Τὸ περιβραχιόνιον τοῦτο θὰ χορηγῆται ὑπὸ τοῦ Κράτους καὶ θὰ φέρῃ τὰ ἐμβλήματα τὰ προβλεπόμενα εἰς τὸ ἄρθρον 38 τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς καταστάσεως τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατεία ἐνόπλων δυνάμεων, τῆς 12 Αὐγούστου 1949.

Τὸ ὑπόλοιπον προσωπικὸν τὸ ἀπασχολούμενον εἰς τὴν λειτουργίαν καὶ διοίκησιν τῶν πολιτικῶν νοσοκομείων θέλει τύχῃ σεβασμοῦ καὶ προστασίας καὶ θὰ δικαιούται κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν καθηκόντων του νὰ φέρῃ τὸ περιβραχιόνιον περὶ οὗ ἀνωτέρω προβλέπεται, ὑπὸ τοὺς ἐν τῷ παρόντι ἄρθρῳ τιθεμένους ὅρους. Τὸ δελτίον ταυτότητος θὰ ἀναγράφῃ τὰ καθήκοντα εἰς ἃ εἰς ἕκαστος ἀπασχολεῖται.

Ἡ διεύθυνσις ἐκάστου νοσοκομείου θὰ τηρῇ πάντοτε εἰς τὴν διάθεσιν τῶν ἀρμοδίων ἀρχῶν ἐθνικῶν ἢ κατοχῆς ἐνημερωμένον πῖνακα τοῦ τοιούτου προσωπικοῦ.

*Άρθρον 21.

Φάλαγγες ὀχημάτων ἢ νοσοκομειακοὶ σιδηροδρομικοὶ συρμοὶ ἢ εἰδικῶς ἐν θαλάσῃ χρησιμοποιούμενα πλοῖα, μεταφέροντα τραυματίας καὶ ἀσθενεῖς πολίτας, ἀναπήρους καὶ λεγούς θὰ τυγχάνουν τοῦ αὐτοῦ σεβασμοῦ καὶ προστασίας ὅπως καὶ τὰ νοσοκομεία περὶ ὧν προβλέπει τὸ ἄρθρον 18, θὰ φέρουν δὲ κατόπιν συνεννοήσεως τοῦ κράτους, ἀνηρτημένον τὸ διακριτικὸν ἐμβλημα περὶ οὗ προνοεῖ τὸ ἄρθρον 38 τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς καταστάσεως τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατεία ἐνόπλων δυνάμεων τῆς 12 Αὐγούστου 1949.

*Άρθρον 22.

Ἀεροσκάφη χρησιμοποιούμενα ἀποκλειστικῶς διὰ τὴν μεταφορὰν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν πολιτῶν, ἀναπήρων καὶ λεγῶν ἢ διὰ τὴν μεταφορὰν ὑγειονομικοῦ προσωπικοῦ καὶ ἐφοδίων, δὲν θὰ ὑφίστανται ἐπίθεσιν, ἀλλὰ θὰ τυγχάνουν σεβασμοῦ ἐφ' ὅσον ἵπτανται εἰς ὕψη, εἰς ὥρας καὶ συμφώνως πρὸς δρομολόγια εἰδικῶς συμφωνημένα μεταξὺ ὄλων τῶν εἰς τὴν σύρραξιν ἐνδιαφερομένων μερῶν.

Δύνανται νὰ φέρουν τὸ διακριτικὸν ἐμβλημα περὶ οὗ προνοεῖ τὸ ἄρθρον 38 τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς καταστάσεως τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατεία ἐνόπλων δυνάμεων τῆς 12 Αὐγούστου 1949.

Ἐξαίρεσει ἐναντίας συμφωνίας πτῆσις ὑπεράνω τοῦ ἐχθρικοῦ ἢ τοῦ ὑπὸ τοῦ ἐχθροῦ κατεχομένου ἐδάφους ἀπαγορεύεται.

Τὰ τοιαῦτα ἀεροσκάφη θὰ ὑπακούουν εἰς ἐκάστην κλήσιν πρὸς προσγειώσιν. Εἰς περίπτωσιν οὕτω ἐπιβληθείσης προσγειώσεως τὸ ἀεροσκάφος μετὰ τῶν ἐν αὐτῷ προσώπων θὰ δύναται νὰ συνεχίσῃ τὴν πτῆσιν τοῦ ἀφοῦ ἐνδεχομένως ὑποστῇ ἔλεγγον.

*Άρθρον 23.

Ἐκαστον τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ ἐπιτρέψῃ τὴν ἐλευθέραν διόδον πάσης ἀποστολῆς φαρμάκων καὶ ὑγειονομικοῦ ὕλικου ὡς καὶ τῶν ἀναγκαίων εἰς τὴν θρησκευτικὴν λατρείαν ἀντικειμένων ἐφ' ὅσον προορίζονται ἀποκλειστικῶς διὰ τὸν ἄμαχον πληθυσμὸν ἐτέρου συμβαλλομένου Μέρους, ἔστω καὶ ἐχθρικοῦ. Θὰ ἐπιτρέψῃ ἐπίσης τὴν ἐλευθέραν διόδον πασῶν τῶν ἀποστολῶν ἀπαραιτήτων τροφίμων, ἐνδυμάτων καὶ δυναμωτικῶν προοριζομένων διὰ παιδιὰ κάτω τῶν δέκα πέντε ἐτῶν, ἐγκυμονούσας γυναῖκας καὶ λεγούς.

Ἡ ὑποχρέωσις Ὑψηλοῦ Συμβαλλομένου Μέρους νὰ ἐπιτρέψῃ τὴν ἐλευθέραν διόδον τῶν ἀναφερομένων εἰς τὴν προηγουμένην παράγραφον ἀποστολῶν ὑπὸκειται εἰς τὸν ὅρον ὅτι τὸ Μέρος τοῦτο θὰ ἔχη βεβαιωθῆ ὅτι οὐδένα ἔχει σοβαρὸν λόγον νὰ φοβῆται :

α) ὅτι αἱ ἀποστολαὶ δυνατὸν νὰ παρεκκλίνουν τοῦ προορισμοῦ των.

β) ὅτι ὁ ἔλεγχος δυνατὸν νὰ μὴ εἶναι ἀποτελεσματικὸς ἢ

γ) ὅτι προφανῆ πλεονεκτήματα δυνατὸν νὰ προκύψουν διὰ τὰς πολεμικὰς προσπάθειάς ἢ τὴν οἰκονομίαν τοῦ ἐχθροῦ ἐκ τῆς ὑποκαταστάσεως ὑπὸ τῶν ἀνωτέρω ἀποστολῶν ἄλλων ἐμπορευμάτων τῶν ὁποίων ἄλλως ἢ προμήθεια ἢ ἢ παραγωγή θὰ ἐγένετο ὑπὸ τοῦ ἐχθροῦ ἢ διὰ ἐλευθερώσεως ὕλικῶν προϊόντων ἢ ὑπηρεσιῶν ἅτινα ἄλλως θὰ ἀπητοῦντο διὰ τὴν παραγωγὴν τοιούτων ἐμπορευμάτων.

Ἡ δύναμις ἢ ἐπιτρέπουσα τὴν διάβασιν τῶν ἀποστολῶν τῶν ἀναφερομένων εἰς τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου δυνατὸν νὰ θέσῃ ὡς ὅρον τῆς παροχῆς τῆς ἀδείας ταύτης ὅτι ἢ διανομὴ εἰς τὰ εὐεργετούμενα πρόσωπα θὰ γίνῃ ὑπὸ ἔλεγγον ἀσκηθησόμενον ἐπὶ τόπου ὑπὸ τῶν Προστατίδων Δυνάμεων.

Αἱ ἀποστολαὶ αὗται θὰ προωθοῦνται ὅσον τὸ δυνατὸν ταχύτερον καὶ ἢ Δύναμις ἧτις ἐπιτρέπει τὴν ἐλευθέραν διόδον των θὰ ἔχη τὸ δικαίωμα νὰ καθορίσῃ τὰς τεχνικὰς συνθήκας ὑφ' ἧς ἐπιτρέπεται ἢ τοιαύτη διόδος.

*Άρθρον 24

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ λάβουν τὰ ἀναγκαῖα μέτρα ὥστε τὰ κάτω τῶν δέκα πέντε ἐτῶν παιδιὰ τὰ καταστάνα ὄρφανα ἢ τὰ ἀποχωρισμένα ἀπὸ τὰς οἰκογενεῖας των ὡς ἐκ τοῦ πολέμου, μὴ ἐγκαταλειφθοῦν ἔρμια τῆς τύχης των, καὶ ἵνα διευκολυνθῆ εἰς πᾶσαν περίπτωσιν ἢ συντήρησιν των, ἢ ἐκτέλεσιν τῶν θρησκευτικῶν καθηκόντων των καὶ ἢ ἐκπαίδευσίν των. Αὕτη θέλει κατὰ τὸ δυνατὸν ἀνατεθῆ εἰς ἄτομα ἀνήκοντα εἰς τὴν αὐτὴν μορφωτικὴν παράδοσιν.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ διευκολύνουν τὴν ἐν οὐδατέρᾳ χώρα φιλοξενίαν τῶν παιδῶν τούτων διὰ τὴν διάρκειαν τῆς συρράξεως, κατόπιν συγκαταθέσεως τῆς προστατίδος Δυνάμεως ἐὰν ὑπάρχῃ τοιαύτη καὶ ἐφ' ὅσον ὑπάρχει ἐγγύησις ὅτι θὰ τηρηθῶν αἱ ἐν τῇ πρώτῃ παραγράφῳ ἀναφερόμεναι ἀρχαί.

Θὰ προσπαθήσουν ἐπὶ πλέον νὰ λάβουν τὰ ἀναγκαῖα μέτρα ὥστε πάντα τὰ κάτω τῶν δώδεκα ἐτῶν παιδιὰ νὰ ἀναγνωρίζωνται διὰ πινακίδος ταυτότητος ἢν θὰ φέρουν, ἢ δι' ἄλλου τινὸς μέσου.

*Άρθρον 25.

Πάντα τὰ ἄτομα τὰ εὐρισκόμενα ἐπὶ ἐδάφους Μέρους μετέγοντος εἰς σύρραξιν ἢ ἐπὶ ἐδάφους κατεχομένου ὑπ' αὐτοῦ θὰ δύνανται νὰ ἀποστέλλουν εἰδήσεις αὐστηρῶς οἰκονομικῆς φύσεως εἰς μέλη τῆς οἰκογενείας των, ὅπουδήποτε καὶ ἂν εὐρίσκονται καὶ νὰ λαμβάνουν εἰδήσεις ἐξ αὐτῶν. Ἡ ἀλληλογραφία αὕτη θὰ διαβιβάζεται ταχέως καὶ ἄνευ ἀδικαιολογήτου καθυστέρησεως.

Ἐὰν ὡς ἐκ τῶν ἐπικρατουσῶν συνθηκῶν καθίσταται δυ-

σχερής ή αδύνατος ή ανταλλαγή οικογενειακής αλληλογραφίας δια του κανονικού ταχυδρομείου τα ενδιαφερόμενα μέρη τα μετέχοντα της συρράξεως θά αποταθούν εις ουδέτερον μεσολαβητήν, ως τὸ Κεντρικὸν Πρακτορεῖον τὸ προβλεπόμενον ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 140, ἵνα καθορίσουν ἐν συνεννοήσει μετὰ τούτου, τὰ λεπτεῖα μέτρα πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς ἐκτελέσεως τῶν ὑποχρεώσεων των ὑπὸ τοὺς καλλιτέρους δυνατοὺς ὄρους, καὶ δὴ ἐν συμπράξει μετὰ τῶν Ἐθνικῶν Ὁργανώσεων τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ (Ἐρυθρᾶς Ἡμισελήνου, Ἐρυθροῦ Λέοντος καὶ Ἡλίου).

Ἐὰν τὰ εἰς τὴν σύρραξιν μετέχοντα μέρη θεωρήσουν ἀναγκαίαν τὴν περιστολὴν τῆς οικογενειακῆς αλληλογραφίας, ἡ περιστολή αὕτη θά περιορισθῇ τὸ πολὺ εἰς τὴν ὑποχρεωτικὴν χρησιμοποίησιν τυποποιημένων ἐντύπων περιεχόντων εἴκοσι πέντε λέξεις ἐλευθέρως ἐκλεγόμενας καὶ εἰς τὸν περιορισμὸν τοῦ ἀριθμοῦ τῶν ἀποστελλομένων τοιούτων ἐντύπων εἰς ἓνα κατὰ μῆνα.

ἄρθρον 26

Ἐκαστον τῶν εἰς τὴν σύρραξιν μετεχόντων μερῶν θά διευκολύνη ἐρεύνας γενομένης ὑπὸ μελῶν διασκορπισμένων, συνεπεία ὑπὸ τοῦ πολέμου, οικογενειῶν με σκοπὸν τὴν ἀποκατάστασιν τῆς μετ᾽ ἐξὸ των ἐπαφῆς καὶ τὴν εἰ δυνατόν συνάντησιν. Θά ἐνθαρρύνῃ δὲ ἰδιαιτέρως τὴν δρᾶσιν τῶν ὀργανώσεων αἰτινες ἀφιερῶνται εἰς τὸ ἔργον τοῦτο, ὑπὸ τὸν ὄρον ὅτι ἔχει ἐγκρίνη τὰς ὀργανώσεις αὐτὰς καὶ ὅτι αὐται συμμορφῶνται πρὸς τὰ μέτρα ἀτινα λαμβάνει διὰ τὴν ἀσφάλειαν του.

ΜΕΡΟΣ III

Κατάστασις καὶ Μεταχείρισις τῶν προστατευομένων Προσώπων

ΤΜΗΜΑ I

Κοινὰ διατάξεις διὰ τὰ ἐδάφη τῶν ἐν συρράξει μερῶν καὶ διὰ τὰ κατεχόμενα ἐδάφη

ἄρθρον 27

Τὰ προστατευόμενα πρόσωπα δικαιῶνται εἰς πᾶσαν περίπτωσιν σεβασμοῦ πρὸς τὸ πρόσωπόν των, τὴν τιμὴν των, τὰ οικογενειακὰ των δικαιώματα, τὰς θρησκευτικὰς των πεποιθήσεις καὶ λατρείας καὶ τὰς συνηθείας των καὶ ἔθιμά των. Θά τυγχάνουν ἀντὶ ἀνθρωπιστικῆς μεταχειρίσεως καὶ προστασίας ἰδίως ἐναντίον πάσης πράξεως βίας ἢ ἀπειλῆς τοιαύτης καὶ ἐναντίον ὕβρεως καὶ δημοσίας περιεργείας.

Αἱ γυναῖκες θά τυγχάνουν ἐιδικῆς προστασίας ἐναντίον πάσης ἐπιθέσεως κατὰ τῆς τιμῆς των, ἰδίως ἐναντίον βιασμοῦ ἐξαναγκασμοῦ εἰς πορνείαν ἢ οἰασδῆποτε μορφῆς ἀσέμνου ἐπιθέσεως.

Λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν διατάξεων τῶν σχετικῶν μετὰ τὴν κατάστασιν τῆς υγείας, τὴν ἡλικίαν καὶ τὸ φύλον, πάντα τὰ προστατευόμενα πρόσωπα θά τυγχάνουν τῆς αὐτῆς μεταχειρίσεως ὑπὸ τοῦ ἐν συρράξει μέρους εἰς τὴν ἐξουσίαν τοῦ ὁποίου εὑρίσκονται, ἀνευ δυσμενοῦς τινὸς διακρίσεως στηριζομένης ἰδίως εἰς τὴν φυλὴν τὴν θρησκείαν ἢ τὰς πολιτικὰς πεποιθήσεις.

Τὰ ἐν συρράξει μέρη θά δύνανται ἐν τούτοις νὰ λάβουν ἐναντι τῶν προστατευομένων προσώπων τὰ μέτρα ἐλέγχου ἢ ἀσφαλείας ἀτινα ὁ πόλεμος καθιστᾷ ἀναγκαῖα.

ἄρθρον 28

Οὐδὲν προστατευόμενον πρόσωπον δύναται νὰ χρησιμοποιηθῇ κατὰ τρόπον ὥστε νὰ ἐξασφαλισθῶν ἀπὸ τῶν πολεμικῶν ἐπιχειρήσεων, ὡς ἐκ τῆς παρουσίας τοῦ προσώπου αὐτοῦ, ὠρισμένα σημεῖα ἢ ὠρισμένα περιοχά.

ἄρθρον 29

Τὸ ἐν συρράξει μέρος εἰς τὴν ἐξουσίαν τοῦ ὁποίου εὑρίσκονται προστατευόμενα πρόσωπα, εἶναι ὑπεύθυνον τῆς με-

ταχειρίσεως ἢν ὑφίστανται ταῦτα ἀπὸ μέρους τῶν ὀργάνων του, ἀσχέτως τῶν ἀτομικῶς ὑπὸ τῶν ὡς ἄνω ὀργάνων ὑπεχομένων εὐθυνῶν.

ἄρθρον 30.

Τὰ προστατευόμενα πρόσωπα θά ἔχουν πᾶσαν εὐκολίαν νὰ ἀποτείνωνται πρὸς τὰς προστατίδας δυνάμεις, τὴν Διεθνή Ἐπιτροπὴν τοῦ Ἐρυθροῦ, Σταυροῦ, τὴν Ὁργάνωσιν τοῦ Ἐθνικοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ (Ἐρυθρᾶς Ἡμισελήνου, Ἐρυθροῦ Λέοντος Ἡλίου) τῆς χώρας ὅπου εὑρίσκονται ὡς καὶ εἰς πᾶσαν ὀργάνωσιν δυναμένην νὰ τοὺς βοηθήσῃ.

Αἱ διάφοροι αὐταὶ ὀργανώσεις θά ἀπολαύουν παρὰ τῶν ἀρχῶν πάσης εὐκολίας πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον ἐντὸς τῶν ὁρίων τὰ ὁποῖα χαράσσουν αἱ στρατιωτικαὶ ἀνάγκαι καὶ ἡ ἀσφάλεια.

Ἐκτὸς τῶν ἐπισκέψεων τῶν ἀπεσταλμένων τῶν Προστατίδων Δυνάμεων καὶ τῆς Διεθνούς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 143 αἱ Κρατοῦσαι ἢ Κατέγουσαι Δυνάμεις θά διευκολύνουν ὅσον τὸ δυνατόν τὰς ἐπισκέψεις εἰς ἃς θά ἐπεθύμουν νὰ προβοῦν πρὸς τὰ προστατευόμενα πρόσωπα ἀντιπρόσωποι ἐτέρων ὀργανώσεων σκοπὸν ἔχουσῶν τὴν χορήγησιν πνευματικῆς ἢ ὑλικῆς βοήθειας πρὸς τὰ πρόσωπα ταῦτα.

ἄρθρον 31

Οὐδεμία φυσικὴ ἢ ἠθικὴ πίεσις θά ἀσκήται ἐπὶ τῶν προστατευομένων προσώπων ἰδίως πρὸς λήψιν πληροφοριῶν παρ' αὐτῶν ἢ παρὰ τρίτων.

ἄρθρον 32

Ἀπαγορεύεται ρητῶς εἰς τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα μέρη ἢ λῆψεις παντὸς μέτρου τοιαύτης φύσεως ὥστε νὰ προκαλεῖ εἴτε σωματικούς πόνους εἴτε τὴν ἐξόντωσιν τῶν εἰς χεῖρας των προστατευομένων προσώπων. Ἡ ἀπαγόρευσις αὕτη ἀφορᾷ οὐχὶ μόνον τὸν φόνον, τὰ βασανιστήρια τὰς σωματικὰς ποινὰς, τὸν ἀκρωτηριασμὸν καὶ τὰ ἱατρικὰ ἢ ἐπιστημονικὰ πειράματα τὰ μὴ ἀναγκαῖα διὰ τὴν ἱατρικὴν περίθαλψιν τοῦ προστατευομένου προσώπου, ἀλλ' ἐπίσης καὶ οἰανδῆποτε ἐτέραν βαναυσότητα προερχομένην εἴτε ἀπὸ πολιτικὰ ὄργανα εἴτε ἀπὸ στρατιωτικὰ τοικῦτα.

ἄρθρον 33

Οὐδὲν προστατευόμενον πρόσωπον θά τιμωρῆται διὰ παράβασιν μὴ προσωπικῶς ὑπ' αὐτοῦ διαπραχθεῖσαν. Ἀπαγορεύονται αἱ συλλογικαὶ ποιναὶ ὡς καὶ πάντα τὰ μέτρα ἐκφοβισμοῦ καὶ τρομοκρατίας.

Ἀπαγορεύεται ἡ λεηλασία

Ἀπαγορεύονται τὰ μέτρα ἀντεκδικήσεως ἐπὶ προστατευομένων προσώπων καὶ τῆς περιουσίας των.

ἄρθρον 34

Ἀπαγορεύεται ἡ λῆψις ὀμήρων

ΤΜΗΜΑ II

Ἄλλοδαποὶ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἐνὸς τῶν ἐν Συρράξει μερῶν

ἄρθρον 35

Πάντα τὰ προστατευόμενα πρόσωπα τὰ ὁποῖα θά ἐπεθύμουν νὰ ἐγκαταλείψουν τὸ ἔδαφος κατὰ τὴν ἐναρξιν ἢ κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς συρράξεως θά ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ πράξουν τοῦτο, ἐκτὸς ἐὰν ἡ ἀναχώρησις των εἶναι ἀντίθετος πρὸς τὰ ἐθνικὰ συμφέροντα τοῦ Κράτους. Αἱ ἀποφάσεις ἐπὶ αἰτήσεων ἀναχώρησεως θά λαμβάνωνται συμφώνως πρὸς κανονικὴν διαδικασίαν καὶ κατὰ τὸν ταχύτερον δυνατόν τρόπον. Τὰ πρόσωπα εἰς ἃ θά ἐπιτραπῇ ἡ ἀναχώρησις δικαιῶνται νὰ ἐφοδιασθῶν μετὰ τὰ ἀναγκαῖα διὰ τὸ ταξείδιον χρήματα καὶ νὰ συναποκομίσουν μίαν λογικὴν ποσότητα εἰδῶν καὶ ἀντικειμένων προσωπικῆς των χρήσεως.

Τὰ πρόσωπα τῶν ὁποίων ἡ ἄδεια ἀναχώρησεως ἐκ τοῦ

εδάφους τῆς κρατούσης Δυνάμεως ἀπερρίφθη θὰ ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ ἐπιτύχουν τὴν ὑπὸ δικαστηρίου ἢ ἀρμοδίου διοικητικοῦ συμβουλίου συσταθέντος πρὸς τοῦτο ὑπ' αὐτῆς, ἐπανεξέτασιν τῆς ἀπορριφθείσης αἰτήσεώς των ἐντὸς τῆς βραχυτέρας δυνατῆς προθεσμίας.

Ἐὰν ὑποβληθῇ σχετικὴ αἴτησις, καὶ ἐφ' ὅσον λόγοι ἀσφαλείας δὲν τὸ ἀπαγορεύουν καὶ οἱ ἐνδιαφερόμενοι δὲν ἐγείρουν ἀντιρρήσεις, ἀντιπρόσωποι τῆς Προστάτιδος Δυνάμεως δύνανται νὰ λάβουν γνῶσιν τῶν λόγων διὰ τοὺς ὁποίους ἀπερρίφθησαν αἰτήσεως ἀδείας ἐγκαταλείψεως τοῦ ἐδάφους ὡς καὶ τὸ ταχύτερον δυνατόν, τῶν ὀνομάτων ὄλων τῶν προσώπων ἄτινα εὐρίσκονται εἰς αὐτὴν τὴν κατηγορίαν.

Ἄρθρον 36

Αἱ ἐπιτραπεῖσαι ὑπὸ τοὺς ὅρους τοῦ ἀνωτέρω ἄρθρου ἀναχωρήσεις θὰ πραγματοποιοῦνται ὑπὸ ἱκανοποιητικούς ὅρους ἀσφαλείας, ὑγιεινῆς, καθαριότητος καὶ διατροφῆς. Πᾶσα σχετικὴ δαπάνη ἀπὸ τοῦ σημείου ἐξόδου ἐκ τοῦ ἐδάφους τῆς Κρατούσης Δυνάμεως θὰ βαρύνῃ τὴν χώραν προορισμοῦ ἢ, εἰς τὴν περίπτωσιν διαμονῆς εἰς οὐδετέραν χώραν, τὴν δύναμιν τῆς ὁποίας οἱ ἐνδιαφερόμενοι τυγχάνουν πολῖται. Αἱ πρακτικαὶ λεπτομέρειαι τῶν τοιούτων μετακινήσεων δύνανται ἐν ἀνάγκῃ νὰ διακωνισθοῦν δι' εἰδικῶν συμφωνιῶν μεταξὺ τῶν ἐνδιαφερομένων δυνάμεων.

Τὰ ἀνωτέρω, θεσπίζονται ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν εἰδικῶν συμφωνιῶν ἄς δυνατόν νὰ συνάψουν τὰ ἐν συρράξει Μέρη διὰ τὴν ἀνταλλαγὴν καὶ παλινόστησιν τῶν εἰς χώρας τοῦ ἐχθροῦ περιελθόντων ὑπηκόων των.

Ἄρθρον 37

Προστατευόμενα πρόσωπα εὐρισκόμενα ἐν προφυλακίσει ἢ ἐκτίουν στερητικὴν τῆς ἐλευθερίας των κοινὴν θέλουν πύχη ἀνθρωπιστικῆς μεταχειρίσεως κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ περιορισμοῦ των.

Ἄμα τῇ ἀπολύσει των δύνανται νὰ ζητήσουν νὰ ἀναχωρήσουν ἐκ τῆς περιοχῆς συμφώνως πρὸς τὰ προηγούμενα ἄρθρα.

Ἄρθρον 38

Ἐξαίρεσει τῶν εἰδικῶν μέτρων ἄτινα ἐνδέχεται νὰ ληφθοῦν δυνάμει τῆς παρούσης Συμβάσεως, εἰδικῶς δὲ βάρσει τῶν ἄρθρων αὐτῆς 27 καὶ 41, ἡ κατάσταση τῶν προστατευόμενων προσώπων θὰ ἐξακολουθήσῃ νὰ ρυθμίζεται κατ' ἀρχὴν ὑπὸ τῶν διατάξεων περὶ ἀλλοδαπῶν ἐν καιρῷ εἰρήνης. Ἐν πάσει περιπτώσει θὰ τοὺς παρέχωνται τὰ κάτωθι δικαιώματα :

(1) Θὰ δύνανται νὰ λάβουν τὰ ἀτομικὰ ἢ συλλογικὰ βοηθήματα ἄτινα θ' ἀποστέλλωνται εἰς αὐτοὺς.

(2) Θὰ ἀπολαμβάνουν ἰατρικῆς μερίμνης καὶ θεραπείας εἰς νοσοκομεῖον, ἐὰν ἡ κατάσταση τῆς υγείας των τὸ ἀπαιτεῖ καθ' ὃ μέτρον καὶ οἱ πολῖται τοῦ ἐνδιαφερομένου Κράτους.

(3) Θὰ τοὺς ἐπιτρέπεται νὰ ἀσκοῦν τὴν θρησκείαν των καὶ νὰ δέχωνται πνευματικὴν ἀρωγὴν ἀπὸ κληρικῶν τῆς πίστεώς των.

(4) Ἐὰν κατοικοῦν εἰς περιοχὴν ἰδιαιτέρως ἐκτεθειμένην εἰς πολεμικοὺς κινδύνους θὰ τοὺς ἐπιτρέπεται ἢ ἐκ τῆς περιοχῆς ταύτης μετακινήσῃ, ἐν ᾧ μέτρῳ καὶ εἰς τοὺς πολίτας τοῦ ἐνδιαφερομένου Κράτους.

(5) Παῖδες κάτω τῶν δεκαπέντε ἐτῶν, γυναῖκες εἰς κατάστασιν ἐγκυμοσύνης καὶ μητέρες παιδιῶν κάτω τῶν ἑπτὰ ἐτῶν θὰ ἀπολαμβάνουν πάσης προνομοιοῦχου μεταχειρίσεως ἐν ᾧ μέτρῳ καὶ οἱ πολῖται τοῦ ἐν λόγῳ Κράτους.

Ἄρθρον 39

Εἰς προστατευόμενα πρόσωπα ἄτινα ὡς ἐκ τοῦ πολέμου ἀπώλεσαν τὰς ἐπικερδεῖς ἀπασχολήσεις των θὰ παρέχεται εὐχέρεια νὰ ἐξεύρουν ἐργασίαν ἐπὶ πληρωμῇ. Πρὸς

τοῦτο θὰ ἀπολαβούν, ὑπὸ ἐπιφύλαξιν λόγῳ ἀσφαλείας, καὶ τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 40, τῶν αὐτῶν πλεονεκτημάτων ὧν ἀπολαβούν καὶ οἱ πολῖται τῆς Δυνάμεως εἰς τὸ ἔδαφος τῆς ὁποίας εὐρίσκονται.

Ἐὰν ἐν τῶν ἐν συρράξει Μερῶν ἐφαρμοσθῇ ἐπὶ προστατευομένου προσώπου μέτρα ἐλέγχου ἄτινα ἔχουν ὡς ἀποτέλεσμα νὰ τὸ καταστήσουν ἀνίκανον νὰ συντηρῇ ἑαυτὸ καὶ εἰδικῶς ἐὰν τὸ πρόσωπον τοῦτο δὲν δύναται διὰ λόγους ἀσφαλείας νὰ ἐξεύρῃ ἐργασίαν ἐπὶ πληρωμῇ ὑπὸ λογικούς ὅρους, τὸ ἐν λόγῳ Μέρους θὰ ἐξασφαλίσῃ τὴν συντήρησιν αὐτοῦ καὶ τῶν ἐξ αὐτοῦ ἐξαρτωμένων προσώπων.

Τὰ προστατευόμενα πρόσωπα δύνανται ἐν πάσει περιπτώσει νὰ λαμβάνουν ἐπιδόματα ἐκ τῆς χώρας καταγωγῆς των, τῆς Προστάτιδος Δυνάμεως ἢ τῶν φιλανθρωπικῶν ὀργανώσεων περὶ ὧν γίνεται μεία εἰς τὸ ἄρθρον 30.

Ἄρθρον 40

Τὰ προστατευόμενα πρόσωπα δύνανται νὰ ἐξαναγκασθοῦν εἰς ἐργασίαν μόνον ἐν ᾧ μέτρῳ καὶ οἱ πολῖται τοῦ ἐν συρράξει Μέρους εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου εὐρίσκονται.

Ἐὰν τὰ προστατευόμενα πρόσωπα ἔχουν ἐχθρικὴν ὑπηκότητα δὲν δύνανται νὰ ὑποχρεωθοῦν παρὰ μόνον εἰς ἐργασίας αἰτίνας εἶναι, ὁμαλῶς ἐχόντων τῶν πραγμάτων, ἀναγκαῖαι πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς διατροφῆς τῆς στεγάσεως, τοῦ ἱματισμοῦ, τῆς μεταφορᾶς καὶ τῆς υγείας τῶν ἀνθρώπων ὑπάρξεων ὑπὸ τὸν ὄρον αἰ ἐργασίαι αὐταὶ νὰ μὴ εἶναι εἰς ἀμεσον σχέσιν μετὰ τὴν διεξαγωγὴν τῶν στρατιωτικῶν ἐπιχειρήσεων.

Εἰς τὰς περιπτώσεις τὰς ἀναφερομένας εἰς τὰ προηγούμενα ἐδάφια, τὰ ὑποχρεούμενα εἰς ἐργασίαν προστατευόμενα πρόσωπα θὰ τυγχάνουν τῶν αὐτῶν συνθηκῶν ἐργασίας καὶ τῶν αὐτῶν μέτρων προστασίας ὅπως καὶ οἱ ἐθνικοὶ ἐργάται, ἰδιαιτέρως ὅσον ἀφορᾷ τὸν μισθὸν τὴν διάρκειαν τῆς ἐργασίας, τὰ ἐφόδια ἐργασίας, τὴν πρῆκαταρτικὴν ἐκπαίδευσιν καὶ τὴν ἐπανόρθωσιν τῶν ἐργατικῶν ἀτυχημάτων ἢ τῶν ἐπαγγελματικῶν ἀσθενειῶν.

Εἰς περίπτωσιν παραβιάσεως τῶν ὡς ἀνω διατάξεων θὰ ἐπιτρέπεται εἰς τὰ προστατευόμενα πρόσωπα νὰ ἀσκήσουν τὸ δικαίωμα τῆς προσφυγῆς, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 30.

Ἄρθρον 41.

Ἐὰν ἡ Δύναμις εἰς τὴν ἐξουσίαν τῆς ὁποίας εὐρίσκονται τὰ προστατευόμενα πρόσωπα θεωρεῖ ἀνεπαρκῆ τὰ ἄλλα μέτρα ἐλέγχου τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὴν παρούσαν Συνθήκην, τὰ αὐστηρότερα μέτρα ἐλέγχου εἰς τὰ ὁποία θὰ δύναται νὰ καταφύγῃ εἶναι ὁ καθορισμὸς ὑποχρεωτικῆς κατοικίας ἢ ὁ περιορισμὸς συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἄρθρων 42 καὶ 43.

Ὅταν ἐφαρμόζει τὰς διατάξεις τοῦ δευτέρου ἐδαφίου τοῦ ἄρθρου 39 εἰς τὰς περιπτώσεις τῶν προσώπων τὰ ὁποία ὑπεχρεώθησαν νὰ ἐγκαταλείψουν τὸν συνήθη τρόπον διαμονῆς των δυνάμει ἀποφάσεως, ἥτις τοὺς περιορίζει εἰς ὑποχρεωτικὴν διαμονὴν εἰς ἄλλον τρόπον, ἢ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ συμμορφοῦται ὅσον τὸ δυνατόν ἐπακριβέστερον μετὰ τοὺς κανόνας τοὺς σχετικούς πρὸς τὴν μεταχειρίσιν τῶν ἐγκλειστών (Τμῆμα IV, Τίτλος III τῆς παρούσης Συνθήκης).

Ἄρθρον 42.

Ὁ περιορισμὸς ἢ ἡ ὑποχρεωτικὴ διαμονὴ τῶν προστατευομένων προσώπων θὰ διατάσσονται μόνον ἐὰν ἡ ἀσφάλεια τῆς Δυνάμεως εἰς τὴν ἐξουσίαν τῆς ὁποίας εὐρίσκονται καθιστᾷ τὰ μέτρα ταῦτα ἀπολύτως ἀναγκαῖα.

Ἐὰν πρόσωπόν τι ζητήσῃ, μέσω τῶν ἀντιπροσώπων τῆς Προστάτιδος Δυνάμεως, τὸν ἐθελούσιον περιορισμὸν του καὶ ἂν ἡ περίπτωσίς του τὸ ἀπαιτῇ, ἡ Δύναμις εἰς τὴν ἐξουσίαν τῆς ὁποίας εὐρίσκεται, θὰ λάβῃ τὸ ὡς ἀνω μέτρον.

"Αρθρον 43.

Πᾶν προστατευόμενον πρόσωπον τὸ ὁποῖον θὰ ἔχη τεθῆ ὑπὸ περιορισμὸν ἢ εἰς τὸ ὁποῖον ἔχει ὀρισθῆ ὑποχρεωτική διαμονὴ θὰ ἔχη τὸ δικαίωμα νὰ ζητήσῃ ὅπως δικαστήριον ἢ ἀρμόδιον διοικητικὸν σῶμα, δημιουργηθησόμενον πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον ὑπὸ τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως, ἀναθεωρήσῃ ὅσον τὸ δυνατόν ταχύτερον τὴν ληφθεῖσαν περὶ αὐτοῦ ἀπόφασιν ταύτην. Ἐὰν ὁ περιορισμὸς ἢ ὁ καθορισμὸς ὑποχρεωτικῆς διαμονῆς διατηρηθῆ τὸ δικαστήριον ἢ τὸ διοικητικὸν σῶμα θὰ προβῆ περιοδικῶς, καὶ τοῦλάχιστον δις τοῦ ἔτους εἰς τὴν ἐξέτασιν τῆς περιπτώσεως τοῦ προσώπου τούτου πρὸς τὸν σκοπὸν ὅπως τροποποιήσῃ ὑπὲρ αὐτοῦ τὴν ἀρχικὴν ἀπόφασιν ἐὰν τὸ ἐπιτρέπουσι αἱ περιστάσεις.

Πλὴν τῆς περιπτώσεως καθ' ἣν τὰ ἐνδιαφερόμενα προστατευόμενα πρόσωπα ἀντιτίθενται εἰς τοῦτο, ἢ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ φέρῃ ὅσον τὸ δυνατόν ταχύτερον, εἰς γνώσιν τῆς προστάτιδος Δυνάμεως τὰ ὀνόματα τῶν προστατευομένων προσώπων τὰ ὁποῖα ἐτέθησαν ὑπὸ περιορισμὸν ἢ εἰς ὑποχρεωτικὴν διαμονήν.

Ὑπὸ τὴν αὐτὴν ἐπιφύλαξιν, αἱ ἀποφάσεις τῶν δικαστηρίων ἢ τῶν σωμάτων, ἅτινα μνημονεύονται εἰς τὸ πρῶτον ἐδάφιον τοῦ παρόντος ἀρθρου θὰ κοινοποιῶνται ἐπίσης ὅσον τὸ δυνατόν ταχύτερον εἰς τὴν Προστάτιδα Δύναμιν.

"Αρθρον 44.

Κατὰ τὴν λήξιν τῶν ὑπὸ τῆς παρούσης συμβάσεως προβλεπομένων μέτρων ἐλέγχου ἢ κατακρατοῦσα Δύναμις δὲν θὰ μεταχειρίζεται ὡς ἐχθρικούς ξένους ἀποκλειστικῶς ἐπὶ τῇ βάσει τῆς κατὰ νόμον ἐξαρτήσεώς των ἀπὸ ἐχθρικοῦ Κράτους, τοὺς πρόσφυγας οἵτινες δὲν ἀπολαμβάνουν εἰς τὴν πραγματικότητά τῆς προστασίας οἰασδήποτε κυβερνήσεως.

"Αρθρον 45.

Τὰ προστατευόμενα πρόσωπα δὲν θὰ δύνανται νὰ παραδοθῶν εἰς Δύναμιν μὴ μέλος τῆς Συμβάσεως.

Ἡ διάταξις αὕτη δὲν δύναται νὰ ἀποτελέσῃ ἐμπόδιον εἰς τὸν ἐπαναπατρισμὸν τῶν προστατευομένων προσώπων ἢ εἰς τὴν ἐπιστροφήν των εἰς τὴν χώραν τῆς διαμονῆς των μετὰ τὸ πέρασ τῶν ἐχθροπραξιῶν.

Τὰ προστατευόμενα πρόσωπα δύνανται νὰ παραδοθῶν ὑπὸ τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως εἰς Δύναμιν μέλος τῆς Συμβάσεως μόνον ἂν οὗ ἢ κατακρατοῦσα Δύναμις διαπιστώσῃ ὅτι ἢ ἐν λόγῳ Δύναμις ἐπιθυμεῖ καὶ εἶναι εἰς θέσιν νὰ ἐφαρμόσῃ τὴν Σύμβασιν. Ὅταν τὰ προστατευόμενα πρόσωπα οὕτω παραδίδονται, ἢ εὐθύνη τῆς ἐφαρμογῆς τῆς Συνθήκης βαρύνῃ τὴν Δύναμιν ἣτις ἐδέχθη νὰ τοὺς φιλοξενήσῃ κατὰ τὴν περίοδον καθ' ἣν παραμένουν ἐμπειστευμένα εἰς αὐτήν. Οὐχ' ἦττον, εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ἢ Δύναμις αὕτη δὲν ἐφήρμοζε τὰ διατάξεις τῆς Συνθήκης, ἐπὶ τινος σημαντικοῦ σημείου, ἢ Δύναμις ὑπὸ τῆς ὁποίας παρεδόθησαν τὰ προστατευόμενα πρόσωπα ὀφείλει, βάσει εἰδοποιήσεως τῆς προστάτιδος Δυνάμεως νὰ λάβῃ ἀποτελεσματικὰ μέτρα διὰ τὴν ἐπανόρθωσιν τῆς κατὰστάσεως ἢ νὰ ζητήσῃ ὅπως τὰ προστατευόμενα πρόσωπα ἐπιστραφῶν εἰς αὐτήν.

Ἡ τοιαύτη αἴτησις πρέπει νὰ γίνῃ δεκτή.

Προστατευόμενον πρόσωπον ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει δύναται νὰ μεταφερθῆ εἰς χώραν ὑποφωβεῖται διωγμούς λόγῳ τῶν πολιτικῶν ἢ θρησκευτικῶν του πεποιθήσεων.

Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος ἀρθρου δὲν ἐμποδίζουν τὴν ἐκδοσιν βάσει συμβάσεως περὶ ἐκδόσεως συναφθεισῶν πρὸ τῶν ἐχθροπραξιῶν, προστατευομένων προσώπων κατηγορουμένων δι' ἐγκλήματα κοινῆς δικαίου.

"Αρθρον 46.

Ἐν ᾧ μέτρῳ δὲν θὰ ἔχουν προηγουμένως καταργηθῆ τὰ ληφθέντα διὰ τὰ προστατευόμενα πρόσωπα περιοριστικὰ

μέτρα, ταῦτα θὰ λήξουν ὅσον τὸ δυνατόν ταχύτερον μετὰ τὴν λήξιν τῶν ἐχθροπραξιῶν.

Τὰ ληφθέντα περὶ τῆς παρουσίας των περιοριστικὰ μέτρα θὰ λήξουν ὅσον τὸ δυνατόν ταχύτερον μετὰ τὴν λήξιν τῶν ἐχθροπραξιῶν, συμφώνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως.

ΤΜΗΜΑ ΙΙΙ

Κατεχόμενα Ἐδάφη.

"Αρθρον 47.

Τὰ προστατευόμενα πρόσωπα ἅτινα εὐρίσκονται ἐπὶ κατεχομένου ἐδάφους ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει καὶ ἐπ' οὐδενὶ λόγῳ θὰ στερηθοῦν τοῦ εὐεργετήματος τῆς παρουσίας Συμβάσεως οὔτε λόγῳ οἰασδήποτε ἐπελοῦσης ἀλλαγῆς συνεπία τῆς κατοχῆς εἰς τοὺς θεσμούς ἢ τὴν κυβέρνησιν τοῦ ἐν λόγῳ ἐδάφους, οὔτε κατόπιν συναφθείσης συμφωνίας μεταξὺ τῶν ἀρχῶν τοῦ κατεχομένου ἐδάφους καὶ τῆς κατεχούσης Δυνάμεως, οὔτε λόγῳ τῆς προσαρτήσεως ὑπὸ τῆς τελευταίας ταύτης μέρους ἢ ὁλοκλήρου τοῦ κατεχομένου ἐδάφους.

"Αρθρον 48.

Τὰ προστατευόμενα πρόσωπα ἅτινα δὲν εἶναι ὑπήκοοι τῆς Δυνάμεως τῆς ὁποίας κατέχεται τὸ ἔδαφος, δύνανται νὰ ἐπικαλεσθοῦν τὸ δικαίωμα νὰ ἐγκαταλείψουν τὸ ἔδαφος συμφώνως πρὸς τοὺς εἰς τὸ ἀρθρον 35 προβλεπομένους ὅρους, αἱ δὲ σχετικαὶ ἀποφάσεις θὰ λαμβάνωνται συμφώνως πρὸς τὴν διαδικασίαν τὴν ὁποίαν ἢ κατέχουσα δύναμις ἔχει ὑποχρέωσιν νὰ θεσπίσῃ συμφώνως πρὸς τὸ ὡς ἂνω ἀρθρον.

"Αρθρον 49.

Αἱ ὑποχρεωτικαὶ ἀτομικαὶ ἢ ὁμαδικαὶ μεταφοραὶ ὡς καὶ ἢ ἐξορία προστατευομένων προσώπων ἔξω τοῦ κατεχομένου ἐδάφους πρὸς τὸ ἔδαφος τῆς κατεχούσης Δυνάμεως ἢ πρὸς τὸ ἔδαφος οἰουδήποτε ἄλλου Κράτους, κατεχομένου ἢ μὴ ἀπαγορεύονται οἰασδήποτε καὶ ἂν εἶναι ἢ αἰτία των.

Οὐχ' ἦττον ἢ κατέχουσα Δύναμις θὰ δύναται νὰ προβῆ εἰς τὴν ὁλοκληρωτικὴν ἢ τὴν μερικὴν ἐκκένωσιν μιᾶς ὀρισμένης κατεχομένης περιοχῆς ἐὰν ἢ ἀσφάλεια τοῦ πληθυσμοῦ ἢ ἐπιτακτικοὶ στρατιωτικοὶ λόγοι τὸ ἀπαιτοῦν. Αἱ ἐκκένωσεις δὲν δύνανται νὰ συνεπαγάγουν τὴν μετακίνησιν τῶν προστατευομένων προσώπων εἰ μὴ μόνον εἰς τὸ ἐσωτερικὸν τοῦ κατεχομένου ἐδάφους, πλὴν τῆς περιπτώσεως ὑλικῆς ἀδυναμίας. Ὁ οὕτω ἐκκένωθεὶς πληθυσμὸς θὰ ἐπαναφέρηται εἰς τὰς ἐστίας του εὐθὺς ὡς λήξουν αἱ ἐχθροπραξίαι εἰς τὸν τομέα τοῦτον.

Ἡ κατέχουσα Δύναμις ἐνεργοῦσα τὰς μεταφορὰς ἢ τὰς ἐκκένώσεις ταύτας, πρέπει νὰ μεριμνήσῃ ἐν ὄλῳ τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ ἵνα τὰ προστατευόμενα πρόσωπα ἐγκατασταθοῦν εἰς εὐπρεπῆ καταλύματα, ἵνα αἱ μετακινήσεις γίνωνται ὑπὸ ἱκανοποιητικῆς συνθήκης καθοριότητος ὑγιεινῆς ἀσφαλείας καὶ τροφῆς καὶ ἵνα τὰ μέλη τῆς αὐτῆς οικογενείας μὴ χωρισθοῦν ἀπ' ἀλλήλων.

Ἡ προστάτις Δύναμις θὰ λαμβάνῃ γνώσιν τῶν μεταφορῶν καὶ ἐκκένώσεων εὐθὺς ὡς αὐταὶ λάβουν χώραν.

Ἡ κατέχουσα Δύναμις δὲν θὰ δύναται νὰ κρατήσῃ τὰ προστατευόμενα πρόσωπα εἰς περιοχὴν ἰδιαίτερώς ἐκτεθειμένην εἰς τοὺς κινδύνους τοῦ πολέμου, ἐκτὸς ἂν ἢ ἀσφάλεια τοῦ πληθυσμοῦ ἢ ἐπιτακτικαὶ στρατιωτικαὶ ἀνάγκαι τὸ ἀπαιτοῦν.

Ἡ κατέχουσα Δύναμις δὲν θὰ δύναται νὰ ἐξορίσῃ ἢ νὰ μεταφέρῃ μέρος τοῦ ἰδικοῦ της ἀμάχου πληθυσμοῦ εἰς τὸ κατεχόμενον ὑπ' αὐτῆς ἔδαφος.

"Αρθρον 50.

Ἡ κατέχουσα Δύναμις θὰ διευκολύνῃ τῇ συνεργασίᾳ τῶν ἐθνικῶν καὶ τοπικῶν ἀρχῶν, τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ἱδρυμάτων τῶν ἀφιερωμένων εἰς τὴν περιποίησιν καὶ τὴν ἐκπαίδευσιν τῶν παιδῶν.

Θά λάβη όλα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα ὅπως διευκολύνῃ τὴν ἀναγνώρισιν τῆς ταυτότητός των. Ἐν οὐδεμίᾳ περιπτώσει θά δύναται νὰ προβῆ εἰς ἀλλοίωσιν τῆς προσωπικῆς των καταστάσεως οὔτε νὰ τοὺς ἐντάξῃ εἰς σχηματισμοὺς ἢ ὀργανώσεις ἐξαρτωμένας ἀπ' αὐτήν.

Ἐάν τὰ τοπικά ἰδρύματα εἶναι ἀνεπαρκῆ, ἢ κατέχουσα Δύναμις ὀφείλει νὰ λάβῃ μέτρα διὰ νὰ ἐξασφαλίσῃ τὴν συντήρησιν καὶ τὴν ἐκπαίδευσιν εἰ δυνατόν διὰ προσώπων τῆς ἐθνικότητος των τῆς γλώσσης των καὶ τῆς θρησκείας των, τῶν ὀρφανῶν παιδῶν ἢ τῶν ἀποχωρισθέντων ἀπὸ τοὺς γονεῖς των λόγῳ τοῦ πολέμου, ἐφ' ὅσον δὲν θά ὑπῆρχε στενὸς συγγενῆς ἢ φίλος, ὅστις θά ἠδύνατο νὰ μεριμνήσῃ σχετικῶς.

Εἰς εἰδικὸν τμήμα τοῦ ἰδρυθησομένου δυνάμει τοῦ ἄρθρου 136 γραφείου θά ἀνατεθῆ νὰ λάβῃ ὅλα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα πρὸς ἐξακρίβωσιν τῆς οἰκογενειακῆς καταστάσεως τῶν παιδῶν τῶν ὁποίων ἢ ταυτότης εἶναι ἀμφίβολος. Αἱ ὑπάρχουσαι πληροφορίαι περὶ τοῦ πατρὸς καὶ τῆς μητρὸς των ἢ περὶ ἄλλων στενῶν συγγενῶν θά καταγραφῶν ἐκεῖ.

Ἡ κατέχουσα Δύναμις δὲν πρέπει νὰ ἐμποδίσῃ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν μέτρων προτιμήσεως ἅτινα θά εἶχον ἐνδεχομένως θεσπισθῆ, πρὸ τῆς κατοχῆς, ὑπὲρ τῶν παιδῶν κάτω τῶν δέκα πέντε ἐτῶν, ὑπὲρ τῶν ἐγκύων γυναικῶν καὶ μητέρων παιδῶν κάτω τῶν ἑπτὰ ἐτῶν, ὅσον ἀπὸ τῆς τροφῆς, τὰς ἰατρικὰς περιποιήσεις καὶ τὴν προστασίαν ἐναντίον τῶν συνεπειῶν τοῦ πολέμου.

Ἄρθρον 51.

Ἡ κατέχουσα Δύναμις δὲν θά δύναται νὰ ὑποχρέωσῃ τὰ προστατευόμενα πρόσωπα νὰ ὑπηρετήσουν εἰς τὰς ἐνόπλους ἢ βοηθητικὰς τῆς δυνάμεις. Ἀπαγορεύεται οἰαδήποτε πίεσις ἢ προπαγάνδα τείνουσα εἰς τὴν διενέργειαν ἐθελοντικῶν κατατάξεων.

Δὲν δύναται νὰ ὑποχρεώσῃ εἰς ἐργασίαν προστατευόμενα πρόσωπα ἐκτὸς ἂν εἶναι ἡλικίας ἄνω τῶν δεκαοκτῶ ἐτῶν. Δὲν θά πρόκειται δὲ πάντως παρὰ μόνον δι' ἐργασίας σχετικὰς μὲ τὰς ἀνάγκας τοῦ στρατοῦ κατοχῆς ἢ διὰ τὰς ὑπηρεσίας δημοσίου ἐνδιαφέροντος διὰ τὴν τροφοδοσίαν, τὴν κατοικίαν, τὸν ἱματισμὸν, τὰς μεταφορὰς ἢ τὴν ὑγείαν τῆς κατεχομένης χώρας. Δὲν θά ὑποχρεῶνται τὰ προστατευόμενα πρόσωπα εἰς οἰανδήποτε ἐργασίαν ἢ τισὶν θά τοὺς ὑπεχρέωνε νὰ συμμετάσχουν εἰς στρατιωτικὰς ἐπιχειρήσεις. Ἡ κατέχουσα Δύναμις δὲν δύναται νὰ ὑποχρέωσῃ τὰ προστατευόμενα πρόσωπα νὰ ἀναλάβουν διὰ τῆς βίας τὴν ἀσφάλειαν τῶν ἐγκαταστάσεων ὅπου ἐκτελοῦν ὑποχρεωτικὴν ἐργασίαν.

Ἡ ἐργασία θά γίνηται μόνον ἐντὸς τοῦ κατεχομένου ἐδάφους ὅπου τὰ περὶ ὧν πρόκειται πρόσωπα εὐρίσκονται. Ἐκαστον προσκαλούμενον εἰς ἐργασίαν πρόσωπον θά διατηρῆται κατὰ τὸ δυνατόν εἰς τὸν συνήθη τόπον ἐργασίας του. Ἡ ἐργασία θά ἀνταμοιβῆται δικαίως καὶ θά εἶναι ἀνάλογος πρὸς τὰς σωματικὰς καὶ διανοητικὰς ἰκανότητας τῶν ἐργαζομένων. Ἡ ἰσχύουσα εἰς τὴν κατεχομένην χώραν νομοθεσία σχετικῶς πρὸς τοὺς ὅρους ἐργασίας καὶ τὰ μέτρα προστασίας, εἰδικῶς ὅσον ἀφορᾷ τὸν μισθὸν, τὴν διάρκειαν τῆς ἐργασίας, τὸν ἐφοδιασμὸν εἰς ἐργαλεῖα τὴν προκαταρτικὴν ἐκπαίδευσιν καὶ τὴν ἐπανόρθωσιν τῶν ἐργατικῶν ἀτυχημάτων, θά ἐφαρμόζηται διὰ τὰ προστατευόμενα πρόσωπα τὰ ὑποβληθησόμενα εἰς τὰς ἐργασίας, αἵτινες ἀναφέρονται εἰς τὸ παρὸν ἄρθρον.

Ἐν οὐδεμίᾳ περιπτώσει, ἢ ἀναγκαστικῇ πρόσκλησις πρὸς ἐργασίαν δύναται νὰ καταλήξῃ εἰς ἐπιστράτευσιν ἐργατῶν, αἵτινες νὰ τεθοῦν ὑπὸ καθεστῶς στρατιωτικῶν ἢ ἡμιστρατιωτικῶν.

Ἄρθρον 52.

Οὐδὲν συμβόλαιον, συμφωνία ἢ κανονισμὸς δύναται νὰ θέξῃ τὸ δικαίωμα παντὸς ἐργάτου ἐθελοντοῦ ἢ μὴ ὅπου οἱ ἄνθρωποι εὐρίσκονται ὅπως ἀπευθύνονται πρὸς τοὺς ἀντιπροσώπους τῆς προστατίδος Δυνάμεως διὰ νὰ ζητήσῃ τὴν ἐπέμβασίν της.

Ἀπαγορεύεται οἰανδήποτε μέτρον τείνον νὰ προκαλέσῃ ἀνεργίαν, ἢ νὰ περιορίσῃ τὰς δυνατότητας ἐργασίας διὰ τοὺς ἐργάτας κατεχομένης χώρας πρὸς τὸν σκοπὸν ὅπως προτραποῦν νὰ ἐργασθοῦν διὰ λογαριασμὸν τῆς κατεχομένης χώρας.

Ἄρθρον 53.

Ἀπαγορεύεται εἰς τὴν κατέχουσαν Δύναμιν νὰ καταστρέψῃ τὴν κινητὴν ἢ ἀκίνητον περιουσίαν τὴν ἀνήκουσαν ἀτομικῶς ἢ ὁμαδικῶς εἰς ἰδιώτας, εἰς τὸ Κράτος ἢ πρόσωπα δημοσίου δικαίου, εἰς κοινωνικὰς ἢ εἰς συνεργατικὰς ὀργανώσεις, ἐκτὸς τῶν περιπτώσεων ὅπου αἱ καταστροφαὶ αὐταὶ θά καθίσταντο ἀπολύτως ἀναγκαῖαι λόγῳ τῶν στρατιωτικῶν ἐπιχειρήσεων.

Ἄρθρον 54.

Ἀπαγορεύεται εἰς τὴν κατέχουσαν Δύναμιν νὰ μεταβάλλῃ τὴν κατάστασιν τῶν Δημοσίων Ἑπαλλήλων ἢ τῶν δικαστῶν τοῦ κατεχομένου ἐδάφους ἢ νὰ ἐπιβάλλῃ κατ' αὐτῶν κυρώσεις ἢ οἰαδήποτε μέτρα ἐξαναγκασμοῦ ἢ διακρίσεως διότι θά ἀπέιχον οὗτοι ἀπὸ τὰ καθήκοντά των διὰ λόγους συνειδήσεως.

Ἡ τελευταία αὐτῆ ἀπαγόρευσις δὲν ἐμποδίζει τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ δευτέρου ἐδαφίου τοῦ ἄρθρου 51. Δὲν θίγει τὸ δικαίωμα τῆς κατεχούσης Δυνάμεως νὰ ἀπομακρύνῃ ἐκ τῶν καθηκόντων των τοῦ κατόχους δημοσίων θέσεων.

Ἄρθρον 55.

Ἡ κατέχουσα Δύναμις ἔχει καθήκον, ἐν ᾧ μέτρῳ ἐπιτρέπουν τὰ μέσα της νὰ ἐξασφαλίσῃ τὸν ἐφοδιασμὸν τοῦ πληθυσμοῦ εἰς τρόφιμα καὶ ἰατρικά. Εἰδικῶς, ὀφείλει νὰ εἰσαγάγῃ τὰ τρόφιμα, τὰ ἰατρικά εἶδη καὶ πᾶν ἄλλο ἀναγκαῖον προῖον ὅταν οἱ πόροι τοῦ κατεχομένου ἐδάφους εἶναι ἀνεπαρκεῖς.

Ἡ κατέχουσα Δύναμις δὲν δύναται νὰ ἐπιτάξῃ τρόφιμα, ἢ εἶδη ἰατρικὰ ὑλικά εὐρισκόμενα εἰς τὸ κατεχόμενον ἐδαφος εἰ μὴ μόνον διὰ τὰς δυνάμεις καὶ τὴν διοίκησιν κατοχῆς: Ὄφειλε νὰ λαμβάνῃ ὑπ' ὄψιν τὰς ἀνάγκας τοῦ ἀμάχου πληθυσμοῦ. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων ἄλλων διεθνῶν συνθηκῶν, ἢ κατέχουσα Δύναμις ὀφείλει νὰ λάβῃ τὰ ἀναγκαῖα μέτρα ὥστε πᾶσα ἐπιτάξις ν' ἀποζημιούται εἰς τὴν πραγματικὴν της ἀξίαν.

Αἱ προστατίδες Δυνάμεις δύναται ὅποτεδήποτε νὰ ἐλέγξουν χωρὶς ἐμπόδια τὴν κατάστασιν τοῦ ἀνεφοδιασμοῦ εἰς τρόφιμα καὶ φάρμακα εἰς τὰ κατεχόμενα ἐδάφη ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν προσωρινῶν περιορισμῶν οἱ ὁποῖοι θά ἐπεβάλλοντο ὑπὸ ἐπιτακτικῶν στρατιωτικῶν ἀναγκῶν.

Ἄρθρον 56.

Ἐν ᾧ μέτρῳ τὸ ἐπιτρέπουν τὰ μέσα της, ἢ κατέχουσα Δύναμις ἔχει καθήκον νὰ ἐξασφαλίσῃ καὶ νὰ διατηρῆσῃ τὴν συνεργασίαν τῶν ἐθνικῶν καὶ τοπικῶν ἀρχῶν, τὰς ἰατρικὰς καὶ νοσοκομειακὰς ὑπηρεσίας, καὶ ἰδρύματα, ὡς ἐπίσης καὶ τὴν ὑγείαν καὶ δημοσίαν ὑγιεινὴν εἰς τὸ κατεχόμενον ἐδαφος, καὶ δὴ νὰ θεσπίσῃ καὶ ἐφαρμόσῃ τὰ ἀναγκαῖα προφυλακτικὰ καὶ προληπτικὰ μέτρα πρὸς καταπολέμησιν τῶν μεταδοτικῶν νόσων καὶ ἐπιδημιῶν. Τὸ ὑγειονομικὸν προσωπικὸν πάσης κατηγορίας θά ἔχη τὴν ἀδειαν νὰ ἐκτελέσῃ τὴν ἀποστολήν του.

Ἐάν νέα νοσοκομεῖα δημιουργοῦνται εἰς κατεχόμενον ἐδαφος καὶ ἂν τὰ ἀρμόδια ὄργανα τοῦ κατεχομένου Κράτους δὲν εὐρίσκονται πλέον ἐν ὑπηρεσίᾳ, αἱ ἀρχαὶ κατοχῆς θά προβοῦν ἂν παραστῆ ἀνάγκη εἰς τὴν ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 18 προβλεπομένην ἀναγνώρισιν. Εἰς παρομοίᾳς περιστάσεις αἱ ἀρχαὶ κατοχῆς ὀφείλουν ἐπίσης νὰ προβοῦν εἰς τὴν ἀναγνώρισιν τοῦ προσωπικοῦ τῶν νοσοκομείων καὶ τῶν μεταφορικῶν ὀχημάτων, δυνάμει τῶν διατάξεων τῶν ἄρθρων 20 καὶ 21.

Ἡ κατέχουσα Δύναμις, ὅταν θεσπίσῃ μέτρα ὑγιεινῆς καὶ μεριμνᾷ διὰ τὴν ἐφαρμογὴν των θὰ λαμβάνῃ ὑπ' ὄψιν τὰς ἠθικὰς ἀπαιτήσεις καὶ συνηθείας τοῦ πληθυσμοῦ τοῦ κατεχομένου ἐδάφους.

Ἄρθρον 57.

Ἡ κατέχουσα Δύναμις δὲν δύναται νὰ ἐπιτάξῃ τὰ πολιτικά νοσοκομεῖα εἰμὴ μόνον προσωρινῶς καὶ ἐν περιπτώσει ἐπείγουσας ἀνάγκης διὰ τὴν νοσηλείαν τῶν στρατιωτικῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν καὶ ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι θὰ ληθούσιν τὰ κατάλληλα μέτρα ἐν εὐθέτω χρόνῳ πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς νοσηλείας καὶ θεραπειᾶς τῶν ἐν νοσοκομείοις νοσηλευτέων, καὶ ἐξασφάλισιν τῶν ἀναγκῶν τοῦ ἀμάχου πληθυσμοῦ.

Τὸ ὑλικὸν καὶ αἱ παρακαταθῆκαι τῶν πολιτικῶν νοσοκομείων δὲν δύναται νὰ ἐπιταχθούσιν, ἐν ὅσῳ εἶναι ἀναγκαῖα διὰ τὸν ἄμαχον πληθυσμὸν.

Ἄρθρον 58.

Ἡ κατέχουσα Δύναμις θὰ ἐπιτρέπῃ εἰς τοὺς ἱερεῖς τῶν διαφόρων θρησκευμάτων νὰ παρέχουν πνευματικὴν ἀρωγὴν εἰς τοὺς ὁμοθρήσκους των.

Θὰ δέχεται ἐπίσης τὰς ἀποστολάς βιβλίων καὶ ἄλλων ἀντικειμένων ἀνταποκρινομένων εἰς θρησκευτικὰς ἀνάγκας καὶ θὰ διευκολύῃ τὴν διανομὴν των ἐντὸς τοῦ κατεχομένου ἐδάφους.

Ἄρθρον 59.

Ὅταν ὁ πληθυσμὸς κατεχομένου ἐδάφους ἢ μέρος τούτου τροφοδοτεῖται ἀνεπαρκῶς, ἢ κατέχουσα Δύναμις θὰ δέχεται τὰς ὑπὲρ τοῦ πληθυσμοῦ τούτου βοηθητικὰς ἐνεργείας καὶ θὰ τὰς διευκολύῃ ἐν ὅλῳ τῶ μέρει τῶν δυνάμεων τῆς.

Αἱ ἐνέργειαι αὗται αἵτινες θὰ δύναται νὰ ἀναλαμβάνωνται εἴτε ὑπὸ Κρατῶν, εἴτε ὑπὸ ἀμερολήπτου ἀνθρωπιστικοῦ ὀργανισμοῦ, ὅπως ἡ Διεθνῆς Ἐπιτροπὴ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ, θὰ συνίστανται εἰδικώτερον εἰς ἀποστολάς τροφίμων, ὑγειονομικοῦ ὑλικοῦ καὶ ἱματισμοῦ. Ἄπαντα τὰ συμβαλλόμενα Κράτη ὀφείλουν νὰ ἐπιτρέπουν τὴν ἐλευθέραν διέλευσιν τῶν ἀποστολῶν τούτων καὶ νὰ ἐξασφαλίζουσιν τὴν προστασίαν των.

Δύναμις ἐπιτρέπουσα τὴν ἐλευθέραν διέλευσιν ἀποστολῶν προοριζομένων δι' ἐδαφος κατεχομένου ὑπὸ ἐχθρικοῦ πρὸς αὐτὴν Μέρους θὰ ἔχη ἐν τούτοις τὸ δικαίωμα νὰ ἐλέγῃ τὰς ἀποστολάς, νὰ κανονίξῃ τὰ τῆς διελεύσεώς των συμφῶνως πρὸς καθωρισμένα δρομολόγια, καὶ νὰ ζητῇ ἱκανοποιητικὴν διαβεβαίωσιν ἐκ μέρους τῆς Προστάτιδος Δυνάμεως ὅτι αἱ ἀποστολαὶ αὗται προορίζονται διὰ τὴν ἀνακούφισιν πληθυσμοῦ εὐρισκομένου εἰς ἀνάγκην, καὶ δὲν χρησιμοποιοῦνται πρὸς ὄφελος τῆς κατεχούσης Δυνάμεως.

Ἄρθρον 60.

Αἱ ἀποστολαὶ βοηθημάτων οὐδαμῶς ἀποδεσμεύουν τὴν κατέχουσαν Δύναμιν ἀπὸ τὰς εὐθύναις ὅς ἐπιβάλλουν αὐτῇ τὰ ἄρθρα 55, 56 καὶ 59. Δὲν θὰ δύναται ἐπ' οὐδενὶ λόγῳ νὰ μεταβάλλῃ τὸν προορισμὸν τῶν ἀποστολῶν βοηθημάτων, ἐκτὸς εἰς τὴν περίπτωσιν ἐπείγουσας ἀνάγκης, πρὸς τὸ συμφέρον τοῦ πληθυσμοῦ τοῦ κατεχομένου ἐδάφους καὶ τῇ συναινέσει τῆς Προστάτιδος Δυνάμεως.

Ἄρθρον 61.

Ἡ διανομὴ τῶν ἀποστολῶν βοηθημάτων τῶν ἀναφερομένων εἰς τὰ προηγούμενα ἄρθρα θὰ γίνηται τῇ συνεργασίᾳ καὶ ὑπὸ τὸν ἐλεγχον τῆς προστατίδος Δυνάμεως. Τὰ καθήκοντα ταῦτα θὰ δύναται ἐπίσης νὰ ἀνατεθοῦν, κατόπιν συμφωνίας μεταξὺ τῆς κατεχούσης Δυνάμεως καὶ τῆς Προστάτιδος Δυνάμεως, εἰς οὐδέτερον Κράτος, εἰς τὴν Διεθνῆ Ἐπιτροπὴν τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ ἢ εἰς οἰονδήποτε ἄλλον ἀμερόληπτον ἀνθρωπιστικὸν ὀργανισμὸν.

Αἱ ἀποστολαὶ αὗται θὰ εἶναι ἀπηλλαγμένοι παντὸς δασμοῦ, τέλους ἢ φόρου εἰς τὸ κατεχομένου ἐδαφος ἐκτὸς ἀν

τούτου εἶναι ἀναγκαῖον πρὸς τὸ συμφέρον τῆς οἰκονομίας τοῦ ἐδάφους. Ἡ κατέχουσα Δύναμις θὰ πρέπει νὰ διευκολύῃ τὴν ταχέειαν διανομὴν τῶν ἀποστολῶν τούτων.

Ἄπαντα τὰ συμβαλλόμενα Μέρη θὰ προσπαθήσουν νὰ ἐπιτρέψουν τὴν δωρεὰν διανεμητικὴν καὶ τὴν μεταφορὰν τῶν βοηθημάτων τούτων τῶν προοριζομένων διὰ τὰ κατεχόμενα ἐδάφη.

Ἄρθρον 62.

Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν ἐπιτακτικῶν ἀνγκῶν ἀσφαλείας, τὰ προστατευόμενα πρόσωπα ἅτινα εὐρίσκονται εἰς τὸ κατεχομένου ἐδαφος, δύναται νὰ λαμβάνουσιν τὰς ἀτομικὰς ἀποστολάς βοηθημάτων, αἵτινες θ' ἀπευθύνονται πρὸς αὐτά.

Ἄρθρον 63.

Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν προσωρινῶν καὶ ἐκτάκτων μέτρων ἅτινα ἤθελον ἐξαιρετικῶς ἐπιβληθῆ συνειρᾷ ἐπιτακτικῶν ἀναγκῶν ἀσφαλείας τῆς κατεχούσης Δυνάμεως:

α) αἱ ἀνεγνωρισμένοι ἐθνικαὶ Ἐταιρεῖαι τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ (τῆς Ἐρυθρᾶς Ἡμισελήνου, τοῦ Ἐρυθροῦ Λέοντος καὶ Ἡλίου) θὰ δύναται νὰ ἐξασκωθῆσιν τὴν σύμφωνον πρὸς τὰς ἀρχὰς τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ δρᾶσιν των ὡς αὐτὴ καθωρίσθη ὑπὸ τῶν διεθνῶν διασκέψεων τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ. Αἱ ἄλλα ἐταιρεῖαι περιθάλψεως πρέπει ἐπίσης ν' ἀφεθοῦν νὰ ἐξασκωθῆσιν τὴν ἀνθρωπιστικὴν των δρᾶσιν ὑπὸ ἀναλόγους ὅρους.

β) Ἡ κατέχουσα Δύναμις οὐδεμίαν δύναται νὰ ἀπαιτήσῃ ὡς πρὸς τὸ προσωπικὸν καὶ τὴν διάρθρωσιν τῶν ἐταιρειῶν τούτων ἀλλαγὴν ἧτις θὰ ἠδύνατο νὰ ζημιώσῃ τὴν ὡς ἀνω δρᾶσιν.

Αἱ αὗται ἀρχαὶ θὰ ἰσχύουν διὰ τὴν δρᾶσιν καὶ τὸ προσωπικὸν τῶν εἰδικῶν ὀργανισμῶν μὴ στρατιωτικοῦ χαρακτῆρος ἢ δὴ ὑπαρχόντων ἢ μὴ μελλόντων νὰ δημιουργηθοῦν πρὸς ἐξασφάλισιν τῶν ὄρων διαβιώσεως τοῦ ἀμάχου πληθυσμοῦ διὰ τῆς διατηρήσεως τῶν ἀπαραιτήτων ὑπηρεσιῶν δημοσίας ὠφελείας, διὰ τῆς διανομῆς βοηθημάτων καὶ τῆς ὀργανώσεως ναυαγο σωστικῆς ὑπηρεσίας.

Ἄρθρον 64.

Ἡ ποινικὴ νομοθεσία τοῦ κατεχομένου ἐδάφους θὰ παραμένῃ ἐν ἰσχύϊ, πλὴν τοῦ μέτρου καθ' ὃ ἐπιτρέπεται ν' ἀκυρωθῇ ἢ νὰ ἀνσταλῇ ὑπὸ τῆς κατεχούσης Δυνάμεως ἐάν ἡ νομοθεσία αὕτη ἀποτελῇ ἀπειλήν διὰ τὴν ἀσφάλειαν τῆς ἐν λόγῳ Δυνάμεως ἢ ἐμπόδιον εἰς τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τοῦ ὡς ἀνω περιορισμοῦ καὶ τῆς ἀνάγκης τῆς ἐξασφαλίσεως τῆς ἀποτελεσματικῆς ἀπονομῆς τῆς δικαιοσύνης τὰ δικαστήρια τοῦ κατεχομένου ἐδάφους θὰ ἐξασκωθοῦν νὰ λειτουργοῦν διὰ πᾶσαν ὑπὸ τῆς νομοθεσίας ταύτης προβλεπομένην παράβασιν.

Οὐχ' ἤττον ἡ κατέχουσα Δύναμις θὰ δύναται νὰ ὑποβάλλῃ τὸν πληθυσμὸν τοῦ κατεχομένου ἐδάφους εἰς διατάξεις ἀπαιτήτους διὰ νὰ ἀποβῇ δυνατὴ ἡ ἐκτέλεσις τῶν ὑποχρεώσεων τῆς τῶν ἀπορρουσῶν ἐκ τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ διὰ νὰ ἐξασφαλισθῇ ἡ κανονικὴ διοίκησις τῆς περιοχῆς ὡς καὶ ἡ ἀσφάλεια τόσον τῆς κατεχούσης Δυνάμεως ὅσον καὶ τῶν μελῶν καὶ τῶν ἰδιοκτησιῶν τῶν δυνάμεων ἢ τῆς διοικήσεως κατοχῆς ὡς ἐπίσης καὶ τῶν ἐγκαταστάσεων καὶ τῶν γραμμῶν συγκοινωνίας αἵτινες χρησιμοποιοῦνται ὑπ' αὐτῆς.

Ἄρθρον 65.

Αἱ θεσπισθεῖσαι ὑπὸ τῆς κατεχούσης Δυνάμεως ποινικαὶ διατάξεις θὰ τίθενται ἐν ἰσχύϊ μόνον ἂν οὐ δημοσιευθοῦν καὶ λάβῃ γνώσιν αὐτῶν ὁ πληθυσμὸς εἰς τὴν γλῶσσαν του, δὲν θὰ δύναται δὲ νὰ ἔχουν ἀναδρομικὴν ἰσχύϊν.

Ἄρθρον 66.

Ἡ κατέχουσα Δύναμις δύναται εἰς περίπτωσιν παράβασεως τῶν ὑπ' αὐτῆς, δυνάμει τοῦ δευτέρου ἐδαφίου τοῦ ἁρθρου 64, ἐκδοθεῖσων ποινικῶν διατάξεων νὰ παραπέμψῃ

έφαρμοζομένης υπό του Δικαστηρίου. Θα λαμβάνη γνώσιν του δικαιώματός του άσκήσεως ένδίκων μέσων, ως και των προθεσμιών έντός των οποίων δύναται να άσκήση ταύτα.

Η ποινική διαδικασία ή προβλεπομένη εις τό παρόν τμήμα θα έφαρμοζέται κατ' αναλογίαν και επί των ένδίκων μέσων. Εάν ή έφαρμοζομένη υπό του δικαστηρίου νομοθεσία δέν προβλέπει δυνατότητα άσκήσεως ένδίκων μέσων ό κατάδικος θα έχη δικαίωμα να προσφύγη κατά τής δικαστικής άποφάσεως και τής καταδίκης εις την άρμοδιαν άρχήν τής κατεχούσης Δυνάμεως.

*Άρθρον 74.

Οί άντιπρόσωποι τής προστάτιδος Δυνάμεως θα έχουν τό δικαίωμα να παρίστανται εις την συνεδρίασιν παντός δικαστηρίου τό όποιον δικάζει προστατευόμενον πρόσωπον, έκτός εάν, έξαιρετικώς, αί συνεδριάσεις δέον να λάβουν χώραν κεκλεισμένων των θυρών διά τό συμφέρον τής ασφαλείας τής κατεχούσης Δυνάμεως. Αυτή θα ειδοποιήση τότε σχετικώς την προστάτιδα Δύναμιν. Κοινοποιήσεις καθορίζουσα τον τόπον και την ήμερομηνίαν τής έναρξεως των συνεδριάσεων δέον να αποστέλληται εις την Προστάτιδα Δύναμιν.

*Ολοι αί καταδικαστικά άποφάσεις θανατικής ποινής ή φυλακίσεως δύο έτών και πλέον θα κοινοποιούνται εις την προστάτιδα Δύναμιν μετά τής σχετικής αιτιολογίας και τοϋτο όσον τό δυνατόν ταχύτερον. Θα ποιώνται μείαν τής γενομένης, συμφώνως προς τό άρθρον 71, κοινοποιήσεως και εις περιπτώσιν καταδικαστικής άποφάσεως εις στέρησιν έλευθερίας θα περιλαμβάνουν τον τόπον όπου ό κατάδικος θα έκτίση την ποινήν του. Αί άλλαι άποφάσεις θα καταγράφονται εις τά πρακτικά του δικαστηρίου και θα δύνανται να έξετασθούν υπό των άντιπροσώπων τής προστάτιδος Δυνάμεως. Είς περιπτώσιν καταδίκης εις θάνατον ή εις στέρησιν τής έλευθερίας επί δύο ή πλείονα έτη αί προθεσμίας προσφυγής θ' αρχίζουν μόνον από τής στιγμής όπου ή προστάτις Δύναμις θα έχη λάβη κοινοποιήσιν τής άποφάσεως.

*Άρθρον 75.

Εν ουδεμιᾷ περιπτώσει τά εις θάνατον καταδικασθέντα πρόσωπα θα στερώνται του δικαιώματος να ζητήσουν χάριν.

Ουδεμία θανατική καταδίκη θα έκτελήται πρό τής παρελεύσεως προθεσμίας τουλάχιστον έξ μηνών άφ' ής στιγμής ή προστάτις Δύναμις θα έχη λάβη κοινοποιήσιν τής οριστικής άποφάσεως τής επικυρούσης την θανατικήν ταύτην καταδίκην ή τής άποφάσεως τής άπορριπτούσης την χάριν.

Η έξάμηνος αυτή προθεσμία δύναται να συντομισθῆ εις ώρισμένας συγκεκριμένας περιπτώσεις, όταν λόγω σοβαρών και κρίσιμων περιστάσεων ή ασφάλεια τής κατεχούσης Δυνάμεως ή των ένόπλων δυνάμεών της είναι έκτεθειμένη εις οργανωμένην άπειλήν. Η προστάτις Δύναμις θα λαμβάνη πάντοτε κοινοποιήσιν τής μειώσεως τής προθεσμίας και θα έχη πάντοτε την δυνατότητα να προβῆ εις παραστάσεις προς τās άρμοδιας άρχάς κατοχής έν σχέσει προς τās έν λόγω θανατικάς καταδικάσας.

*Άρθρον 76.

Τά κατηγορούμενα προστατευόμενα πρόσωπα θα προφυλακίζονται έντός τής κατεχομένης χώρας και, εάν καταδικασθούν, εκεί θα έκτίουν την ποινήν των.

Θα χωρισθούν, ει δυνατόν, των άλλων φυλακισμένων και θα υποβληθούν εις καθεστώς διατροφής και υγιεινής έπαρκές ίνα διατηρηθούν έν καλή καταστάσει υγείας, άνταποκρινόμενον τουλάχιστον εις τό καθεστώς των φυλακών τής κατεχομένης χώρας.

Θα δικαιούνται τής ιατρικής περιθάλψεως την όποιαν επιβάλλει ή κατάσταση τής υγείας των.

Θα έχουν επίσης δικαίωμα να λαμβάνουν την πνευματικήν άρωγήν τής όποιας έχουν ανάγκην.

Αί γυναίκες θα στεγάζονται εις κειχωρισμένα οικήματα και θα είναι υπό την άμεσον επίβλεψιν γυναικών.

Θα ληφθῆ υπ' όψιν τό προβλεπόμενον υπέρ των άνηλικών ειδικόν καθεστώς.

Τά κρατούμενα προστατευόμενα πρόσωπα θα δικαιώνται να δέχονται την επίσκεψιν των εκπροσώπων τής προστάτιδος Δυνάμεως και τής Διεθνούς Έπιτροπής του Έρυθρού Σταυρού συμφώνως προς τās διατάξεις του άρθρου 143.

Εξ άλλου, θα έχουν τό δικαίωμα να λαμβάνουν τουλάχιστον έν δέμα βοήθειας μηνιαίως.

*Άρθρον 77.

Τά προστατευόμενα πρόσωπα τά κατηγορούμενα ή καταδικασθέντα υπό των δικαστηρίων του κατεχομένου έδάφους θα παραδίδονται εις τό τέλος τής κατοχής με τον φακέλλον ό όποιος τους άφορᾷ εις τās άρχάς του άπελευθερωθέντος έδάφους.

*Άρθρον 78.

Εάν ή κατέχουσα Δύναμις θεωρῆ αναγκαῖον δι' επιτακτικούς λόγους ασφαλείας να λάβη μέτρα ασφαλείας έναντι προστατευόμενων προσώπων θα δύναται τό πολύ να τοίς επιβάλλη αναγκαστικήν διαμονήν ή να προβῆ εις τον περιορισμόν των.

Αί σχετικαί με την αναγκαστικήν διαμονήν ή τον περιορισμόν άποφάσεις θα λαμβάνονται κατόπιν τακτικής διαδικασίας ήν ή κατέχουσα Δύναμις θα καθορίση συμφώνως προς τās διατάξεις τής παρούσης Συμβάσεως. Η διαδικασία αυτή οφείλει να προβλέπη τό δικαίωμα έφέσεως των ένδιαφερομένων. Θα λαμβάνηται άπόφασις επί τής έφέσεως ταύτης όσον τό δυνατόν συντομώτερον. Αν διατηρηθῆ ή άρχική άπόφασις, αυτή θα ύπόκειται εις περιοδικήν αναθεώρησιν, ει δυνατόν κατά έξάμηνον τῆ φροντίδι ένός άρμοδιου οργανισμού συγκροτηθησομένου υπό τής έν λόγω Δυνάμεως.

Τά προστατευόμενα πρόσωπα τά υποβληθέντα εις την αναγκαστικήν διαμονήν και υποχρεωμένα συνεπώς να άπομακρυνθούν τής κατοικίας των θα άπολαμβάνουν άνευ ουδενός περιορισμού των διατάξεων του άρθρου 39 τής παρούσης Συμβάσεως.

ΤΜΗΜΑ IV

Κανόνες σχετικοί με την μεταχείρισιν των υπό περιορισμόν τελούντων προσώπων.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ I

Γενικοί κανόνες

*Άρθρον 79.

Τά έν συρράξει Μέρη δέν θα δύνανται να θέσουν υπό περιορισμόν προστατευόμενα πρόσωπα ειμή μόνον συμφώνως προς τās άρθρα 41, 42, 43, 68 και 78.

*Άρθρον 80.

Οί υπό περιορισμόν τελούντες θα διατηρούν τά πλήρη πολιτικά των δικαιώματα και θα έξασκοϋν ταύτα έν ᾧ μέτρο συμβιβάζονται με τον περιορισμόν των.

*Άρθρον 81.

Τά έν συρράξει Μέρη άτινα θα έγκλείουν προστατευόμενα πρόσωπα ύποχρεώνται να φροντίζουν δωρεάν διά την συντήρησιν των και να χορηγοϋν επίσης εις αυτά την ιατρικήν περίθαλψιν την όποιαν απαιτεί ή υγεία των.

Ουδεμία κράτησις θα γίνη επί των επιδομάτων, μισθών ή πιστώσεων των έγκλειστων διά την άποπληρωμήν των έν λόγω έξόδων.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις ὀφείλει νὰ φροντίξῃ διὰ τὴν συντήρησιν τῶν προσώπων τῶν ἐξαρτωμένων ἐκ τῶν ἐγκλείστων ἐὰν ταῦτα στεροῦνται ἐπαρκῶν μέσων διαβίωσης ἢ ἂν εἶναι ἀνίκανα νὰ κερδίσουν μόνα τῶν τὴν ζωὴν των.

Ἄρθρον 82.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ συγκεντρῶνῃ κατὰ τὸ δυνατόν τοὺς ὑπὸ περιορισμὸν τελοῦντας συμφώνως πρὸς τὴν ἐθνικότητά των, τὴν γλῶσσαν των καὶ τὰ ἔθιμά των. Οἱ ἐγκλειστοὶ ὑπήκοοι τῆς αὐτῆς χώρας δὲν θὰ χωρίζονται διὰ τὸν μόνον λόγον ὅτι ἔχουν διάφορον γλῶσσαν.

Καθ' ὅλην τὴν διάρκειαν τοῦ περιορισμοῦ των τὰ μέλη τῆς αὐτῆς οἰκογενείας, καὶ δὴ οἱ γονεῖς καὶ τὰ τέκνα των, θὰ συγκεντρῶνονται εἰς τὸν αὐτὸν τόπον περιορισμοῦ, ἐξαιρέσει τῶν περιπτώσεων καθ' ἃς αἱ ἀνάγκαι τῆς ἐργασίας, λόγοι υγείας, ἢ ἡ ἐφαρμογὴ των εἰς τὸ κεφάλαιον ΙΧ τοῦ παρόντος Τμήματος προβλεπομένων διατάξεων καθιστᾶ ἀναγκαῖον τὸν προσωρινὸν χωρισμὸν. Οἱ ἐγκλειστοὶ θὰ δύνανται νὰ ζητήσουν ὅπως τὰ τέκνα των, ἀφεθέντα ἐλευθερα ἄνευ ἐπιβλέψεως συγγενῶν ἐγκλεισθῶν μετ' αὐτῶν.

Ἐν ὅλῳ τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, τὰ ἐγκλειστα μέλη τῆς αὐτῆς οἰκογενείας θὰ συγκεντρῶνονται εἰς τὰ αὐτὰ οἰκήματα καὶ θὰ στεγάζονται χωριστὰ ἀπὸ τοὺς ἄλλους ἐγκλείστους. Πρέπει ἐπίσης νὰ τοῖς παρέχονται αἱ ἀπαιτούμεναι εὐκολίαι διὰ νὰ δίδουν βίον οἰκογενειακόν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙ

Τόποι περιορισμοῦ

Ἄρθρον 83.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις δὲν δύναται νὰ καθορίσῃ τὸν τύπον περιορισμοῦ εἰς περιοχὰς εἰδικῶς ἐκτεθειμένας εἰς τοὺς κινδύνους τοῦ πολέμου.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ κοινοποιῇ μέσῳ τῶν προστατῆδων Δυνάμεων εἰς τὰς ἐχθρικὰς Δυνάμεις πᾶσαν χρήσιμον πληροφορίαν διὰ τὴν γεωγραφικὴν τοποθεσίαν τῶν τόπων περιορισμοῦ.

Ὅσακις τὸ ἐπιτρέπουν αἱ στρατιωτικαὶ συνθήκαι τὰ στρατόπεδα συγκεντρώσεως θὰ σημειώνονται μετὰ τὰ γράμματα ΙC τοποθετημένα εἰς τρόπον ὥστε νὰ φαίνονται κατὰ τὴν ἡμέραν εὐδιακρίτως ἀπὸ τὸν ἀέρα. Οὐχ ἦττον αἱ ἐνδιαφερόμεναι Δυνάμεις θὰ δύνανται νὰ συμφωνήσουν ἐπὶ ἄλλου τρόπου σημάσεως. Οὐδεμίαν ἄλλην τοποθεσίαν πλὴν τῶν στρατοπέδων συγκεντρώσεως δύναται νὰ ἐπισημανθῇ κατ' αὐτὸν τὸν τρόπον.

Ἄρθρον 84.

Οἱ ἐγκλειστοὶ δέον νὰ στεγάζονται καὶ διαιτῶνται χωρισμένως ἀπὸ τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου καὶ ἀπὸ τὰ πρόσωπα ἅτινα ἐστερήθησαν τῆς ἐλευθερίας των δι' οἵανδήποτε ἄλλην αἰτίαν.

Ἄρθρον 85.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις ἔχει καθῆκον νὰ λάβῃ ὅλα τὰ ἀναγκαῖα καὶ δυνατὰ μέτρα ὅπως τὰ προστατευόμενα πρόσωπα, ἀπὸ τῆς ἀρχῆς τοῦ περιορισμοῦ των, στεγασθῶν εἰς κτίρια ἢ καταυλισμοὺς παρέχοντας ὅλας τὰς ἐγγυήσεις υγιεινῆς καὶ καθαριότητος καὶ ἐξασφαλίζοντας ἀποτελεσματικὴν προστασίαν ἐναντίον τῆς δριμύτητος τοῦ κλίματος καὶ τῶν συνεπειῶν τοῦ πολέμου. Ἐν οὐδεμίᾳ περιπτώσει, οἱ τόποι μονίμου περιορισμοῦ θὰ εὐρίσκονται εἰς ἀνθυγιεῖνὰς περιοχὰς ἢ εἰς περιοχὰς τὸ κλίμα τῶν ὁποίων θὰ ἦτο ἐπιβλαβὲς διὰ τοὺς ἐγκλειστους. Εἰς ὅλας τὰς περιπτώσεις καθ' ἃς ἤθελον προσωρινῶς ἐγκλεισθῆν εἰς ἀνθυγιεῖνὴν περιοχὴν, ἢ εἰς περιοχὴν τῆς ὁποίας τὸ κλίμα θὰ ἦτο ἐπιβλαβὲς διὰ τὴν υγείαν των τὰ προστατευόμενα πρόσωπα δέον νὰ μεταφερθῶν ὅσον αἱ περιστάσεις τὸ ἐπιτρέ-

πουν ταχύτερον εἰς τόπον περιορισμοῦ ὅπου δὲν ὑπάρχουν αἱ κινδύνοι αὐτοί.

Τὰ οἰκήματα θὰ πρέπει νὰ εἶναι ἐντελῶς προφυλαγμένα ἀπὸ τὴν ὑγρασίαν μετὰ ἐπαρκῆ θέρμανσιν καὶ φωτισμὸν ἰδίως μεταξὺ τοῦ λυκόφωτος καὶ τῆς σβέσεως τῶν φῶτων. Οἱ κοιτῶνες θὰ πρέπει νὰ εἶναι ἀρκετὰ εὐρύχωροι καὶ εὐαεροί, καὶ οἱ ἐγκλειστοὶ θὰ διαθέτουν κατάλληλον κλινοστρωμνὴν καὶ ἐπαρκεῖ σκεπάσματα, λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τοῦ κλίματος καὶ τῆς ἡλικίας, τοῦ φύλου καὶ τῆς υγείας τῶν ἐγκλειστων.

Οἱ ἐγκλειστοὶ θὰ διαθέτουν κατὰ τὴν ἡμέραν καὶ κατὰ τὴν νύκτα ὑγειονομικὰς ἐγκαταστάσεις συμφώνους πρὸς τὰς ἀπαιτήσεις τῆς υγιεινῆς καὶ αἱ ὁποῖαι θὰ τηροῦνται διαρκῶς καθαραί. Θὰ χορηγοῦνται εἰς αὐτοὺς ἐπαρκεῖς ποσότητες ὕδατος καὶ σάπωνος διὰ τὴν καθημερινὴν προσωπικὴν καθαριότητα καὶ τὸ πλύσιμον τοῦ ἱματισμοῦ των. Θὰ τοῖς παρέχονται πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον αἱ ἀπαιτούμεναι ἐγκαταστάσεις καὶ αἱ ἀναγκαῖαι εὐκολίαι. Θὰ διαθέτουν ἐπὶ πλέον καταιονηστῆρας καὶ λουτρά. Θὰ τοῖς παρέχεται ὁ ἀπαιτούμενος χρόνος διὰ τὴν ἀτομικὴν των υγιεινὴν καὶ δι' ἔργα καθαριότητος.

Ὅσακις παραστῆ ἀνάγκη, ὡς προσωρινὸν καὶ ἐξαιρετικὸν μέτρον, νὰ στεγασθῶν ἐγκλειστοὶ γυναῖκες αἰτινες δὲν ἀνήκουν εἰς οἰκογενειακὴν ὁμάδα εἰς τὸν αὐτὸν τόπον περιορισμοῦ μετὰ ἄνδρας δέον ὑποχρεωτικῶς νὰ δοθῶν εἰς αὐτὰς χωριστοὶ κοιτῶνες καὶ χωρισταὶ ὑγειονομικαὶ ἐγκαταστάσεις.

Ἄρθρον 86.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ θέτῃ εἰς τὴν διάθεσιν τῶν ἐγκλειστων, οἰαδήποτε καὶ ἂν εἶναι ἡ θρησκεία των κατάλληλα οἰκήματα διὰ τὴν τέλεσιν τῆς λατρείας των.

Ἄρθρον 87.

Πλὴν τῆς περιπτώσεως καθ' ἣν οἱ ἐγκλειστοὶ θὰ διαθέτουν ἄλλας ἀναλόγους εὐκολίας, θὰ ἐγκατασταθῶν πρατήρια εἰς ὅλους τοὺς τόπους περιορισμοῦ ἵνα ἔχουν τὴν δυνατότητα νὰ ἀγοράσουν μετὰ τιμὰς ἐν οὐδεμίᾳ περιπτώσει ἀνωτέρας τῶν τοῦ τοπικοῦ ἐμπορίου, τρόφιμα καὶ ἄλλα κοινῆς χρήσεως εἶδη περιλαμβανομένου τοῦ σάπωνος καὶ τοῦ καπνοῦ, τὰ ὅποια νὰ βελτιώσουν τοὺς ὅρους διαβίωσώς των καὶ τὴν προσωπικὴν των ἀνεσιν.

Τὰ κέρδη τῆς καντίνας θὰ φέρωνται εἰς πίστωσιν ἐδικοῦ ταμείου βοηθείας τὸ ὅποιον θὰ ἰδρυθῆ εἰς κάθε τόπον περιορισμοῦ. Ἡ διαχείρισις τοῦ ἐν λόγω ταμείου θὰ γίνεται πρὸς ὄφελος τῶν ἐγκλειστων τοῦ ἐν λόγω τόπου περιορισμοῦ. Ἡ προβλεπομένη εἰς τὸ ἄρθρον 102 ἐπιτροπὴ ἐγκλειστων θὰ ἔχη τὸ δικαίωμα νὰ ἐλέγχῃ τὴν διαχείρισιν τῆς καντίνας καὶ τοῦ ἀνωτέρου ταμείου.

Ἄμα τῇ διαλύσει ἐνὸς τόπου περιορισμοῦ, τὸ πιστωτικὸν ὑπόλοιπον τοῦ ταμείου βοηθείας θὰ μεταφέρηται εἰς τὸ ταμεῖον βοηθείας ἐνὸς ἄλλου κέντρου περιορισμοῦ διὰ ἐγκλειστους τῆς αὐτῆς ἐθνικότητος, ἢ ἐὰν, δὲν ὑπάρχει τοιοῦτος τόπος, εἰς γενικὸν ταμεῖον βοηθείας ὅπερ θὰ διαχειρίζεται πρὸς ὄφελος ὄλων τῶν ἐγκλειστων οἵτινες παραμένουν ὑπὸ τὴν κατακρατοῦσαν Δύναμιν. Ἐν περιπτώσει γενικῆς ἀπελευθερώσεως τὰ κέρδη ταῦτα θὰ κρατῶνται ὑπὸ τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως, πλὴν ἀντιθέτου συμφωνίας συναφθησομένης μεταξὺ τῶν ἐνδιαφερομένων μερῶν.

Ἄρθρον 88.

Εἰς ὅλους τοὺς τόπους περιορισμοῦ οἵτινες εἶναι ἐκτεθειμένοι εἰς ἀεροπορικὸς βομβαρδισμοὺς καὶ ἄλλους κινδύνους πολέμου, θὰ ἐγκατασταθῶν καταφύγια κατάλληλα καὶ ἐπαρκῆ πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς ἀναγκαίας προστασίας. Ἐν περιπτώσει συναγερμού, οἱ ἐγκλειστοὶ θὰ δικαιούνται νὰ μεταβῶν τὸ ταχύτερον δυνατόν εἰς τὰ καταφύγια, ἐκτὸς ἐκείνων οἵτινες συμμετέχουν εἰς τὴν προστασίαν τῶν κα-

ταυλισμῶν των ἐναντίον τῶν κινδύνων τούτων. Πᾶν μέτρον ἀσφαλείας ὅπερ θὰ ληφθῆ ὑπὲρ τοῦ πληθυσμοῦ θὰ ἐφαρμοσθῆ καὶ εἰς αὐτούς.

Ἐπαρκεῖς προφυλάξεις δεόν νὰ ληφθοῦν εἰς τοὺς τόπους περὶορισμοῦ κατὰ τῶν κινδύνων πυρκαϊᾶς.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ III

Τροφή καὶ ἰματισμός

Ἄρθρον 89.

Ἡ καθημερινὴ τροφή τῶν ἐγκλειστων θὰ εἶναι ἐπαρκῆς εἰς ποσότητα, ποιότητα καὶ ποικιλίαν ἵνα ἐξασφαλισθῆ ἡ κανονικὴ των ὑγεία καὶ ν' ἀποφευχθοῦν αἱ ἐκ τοῦ ὑποσιτισμοῦ διαταραχαί. Θὰ ληφθῆ ἐπίσης ὑπ' ὄψιν ἡ δίαιτα εἰς τὴν ὁποίαν εἶναι συνηθισμένοι οἱ ἐγκλειστοί.

Θὰ δοθοῦν, ἐξ ἄλλου, εἰς τοὺς ἐγκλειστους τὰ μέσα νὰ ἐτοιμάζουσι μόνοι των τὴν συμπληρωματικὴν τροφήν τὴν ὁποίαν θὰ διέθετον.

Θὰ χορηγεῖται εἰς αὐτοὺς ἐπαρκῆς ποσότης ποσίμου ὕδατος. Θὰ ἐπιτρέπεται ἡ χρῆσις καπνοῦ.

Οἱ ἐργάται θὰ λαμβάνουν συμπληρωματικὴν τροφήν ἀνάλογον μετὰ τὴν φύσιν τῆς ἐργασίας τὴν ὁποίαν ἐκτελοῦν.

Αἱ ἔγκυοι καὶ λεγῶ γυναῖκες ὡς καὶ τὰ παιδιὰ κάτω τῶν δέκα πέντε ἐτῶν θὰ λαμβάνουν συμπληρωματικὴν τροφήν ἀνάλογον πρὸς τὰς φυσιολογικάς των ἀνάγκας.

Ἄρθρον 90.

Πᾶσα εὐκολία θὰ παρέχεται πρὸς τοὺς ἐγκλειστους ἵνα ἐφοδιασθοῦν μετὰ ἰματισμόν, ὑποδήματα καὶ ἐσώρουχα ἅμα τῇ συλλήψει των, καὶ ἵνα προμηθευθοῦν τοιαῦτα ἀργότερον ἂν εἶναι ἀνάγκη. Ἐάν οἱ ἐγκλειστοί δὲν ἔχουν ἀρκετὸν ἰματισμόν ἐν συγκρίσει πρὸς τὸ κλίμα καὶ δὲν δύναται νὰ ἐφοδιασθοῦν μετὰ τοιοῦτον ἰματισμόν, ἡ κατακρατούσα Δύναμις θὰ τοῖς χορηγήσῃ τοῦτον δωρεάν.

Τὰ ἐνδύματα ἅτινα θὰ χορηγοῦνται εἰς τοὺς ἐγκλειστους ὑπὸ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως καὶ τὰ ἐξωτερικά σήματα τὰ ὁποῖα ἐνδέχεται νὰ θέσῃ ἐπ' αὐτῶν δὲν πρέπει νὰ ἔχουν χαρακτῆρα ἐξευτελιστικόν ἢ γελοῖον.

Οἱ ἐργαζόμενοι θὰ λαμβάνουν ἐνδύματα ἐργασίας περιλαμβανομένων καὶ τῶν καταλλήλων ἐνδυμάτων προστασίας ἐκεῖ ὅπου ἡ φύσις τῆς ἐργασίας των τὸ ἀπαιτεῖ.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ IV.

Ἵγιεινὴ καὶ ἰατρικὴ περίθαλψις.

Ἄρθρον 91.

Πᾶς χῶρος περιορισμοῦ θὰ ἔχῃ ἀνάλογον ἰατρεῖον τελοῦν ὑπὸ τὰς διαταγὰς ἰατροῦ ἀρμοδίου, ὅπου οἱ ἐγκλειστοί θὰ τυγχάνουν τῆς περιθάλψεως τῆς ὁποίας ἔχουν ἀνάγκην ὡς καὶ τῆς καταλλήλου διαίτης. Ἀπομονωτήρια θὰ ὑπάρχουν διὰ τοὺς ἀσθενεῖς τοὺς προσβληθέντας ὑπὸ μεταδοτικῆς ἢ ψυχικῆς νόσου.

Αἱ λεγῶ καὶ οἱ ἐγκάθειρτοι οἱ προσβληθέντες ὑπὸ σοβαρᾶς ἀσθενείας ἢ τῶν ὁποίων ἡ κατάστασις ἀπαιτεῖ εἰδικὴν θεραπείαν, χειρουργικὴν ἐπέμβασις ἢ νοσοκομειακὴν περίθαλψιν, ὀφείλουσι νὰ γίνωνται δεκτοὶ εἰς κατάλληλον διὰ τὴν νοσηλείαν των ἴδρυμα θὰ τύχουν δὲ ἐκεῖ περιθάλψεως οὐχὶ κατωτέρας τῆς παρεχομένης εἰς τὸ σύνολον τοῦ πληθυσμοῦ.

Ἡ θεραπεία τῶν ἐγκλειστων θὰ παρέχεται, κατὰ πρότιμην, ὑπὸ ὑγειονομικοῦ προσωπικοῦ τῆς ἐθνικότητός των.

Οἱ ἐγκλειστοί δὲν θὰ ἐμποδίζονται νὰ παρουσιασθοῦν εἰς ὑγειονομικάς ἀρχὰς πρὸς ἐξέτασιν. Αἱ ὑγειονομικαὶ ἀρχαί τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως θὰ παραδίδουν εἰς πάντα νοσηλευθέντα ἐγκλειστον τὴν αἰτίσει του, ἐπίσημον δῆλωσιν ἀναγράφουσαν τὴν φύσιν τῆς ἀσθενείας ἢ τῶν τραυμαμάτων του, τὴν διάρκειαν τῆς θεραπείας καὶ τὴν παρασχεθεῖσαν αὐτῷ περίθαλψιν. Ἀντίγραφον τῆς δηλώσεως ταύτης

θ' ἀποστέλλεται εἰς τὸ Κεντρικὸν Πρακτορεῖον τὸ προβλεπόμενον ἐν ἄρθρῳ 140.

Ἡ θεραπεία ὡς καὶ ἡ χορήγησις παντός ἀντικειμένου ἀναγκαίου διὰ τὴν διατήρησιν τῶν ἐγκλειστων εἰς καλὴν κατάστασιν ὑγείας καὶ δὴ τῶν προθέσεων, ὀδοντιατρικῶν ἢ ἄλλων καὶ τῶν ὁματουάτων, θὰ χορηγῶνται δωρεάν εἰς τοὺς ἐγκλειστους.

Ἄρθρον 92.

Ἰατρικαὶ ἐπιθεωρήσεις τῶν ἐγκλειστων θὰ γίνωνται τοῦλάχιστον ἅπαξ τοῦ μηνός. Θὰ ἀποβλέπουν ἰδιαιτέρως εἰς τὸν ἔλεγχον τῆς γενικῆς καταστάσεως ὑγείας καὶ διατροφῆς καὶ τῆς καθαριότητος, ὡς καὶ τὴν ἀνακάλυψιν μεταδοτικῶν νόσων, ἰδίως δὲ τῆς φυματώσεως, τῶν ἀφροδισίων νοσημάτων καὶ τῆς ἐλονοσίας.

Θὰ περιλαμβάνουν ἰδίᾳ τὸν ἔλεγχον τοῦ βάρους ὄλων τῶν ἐγκλειστων καὶ τοῦλάχιστον ἅπαξ τοῦ ἔτους, ἀκτινολογικὴν ἐξέτασιν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ V.

Θρησκεία πνευματικαὶ καὶ σωματικαὶ ἀσκήσεις.

Ἄρθρον 93.

Πλήρης ἐλευθερία θὰ παρέχεται εἰς τοὺς ἐγκλειστους διὰ τὴν ἀσκήσιν τῆς θρησκείας των περιλαμβανομένης καὶ τῆς παρακολούθησεως τῶν λειτουργιῶν τοῦ θρησκευματός των ὑπὸ τὸν ὄρον ὅτι θὰ συμμορφοῦνται πρὸς τὰ ὑπὸ τῶν κατακρατούσων ἀρχῶν ὀριζόμενα συνήθη πειθαρχικὰ μέτρα.

Οἱ ἐγκάθειρτοι οἴτινες τυγχάνουν θρησκευτικοῦ λειτουργοῦ, θὰ ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ ἀσκοῦν πλήρως τὸ ὑποῦργημά των μεταξὺ τῶν ὁμοθρήσκων των. Πρὸς τοῦτο ἡ κρατούσα Δύναμις θὰ μεριμνήσῃ ἵνα οὔτοι κατανεμηθοῦν καταλλήλως μεταξὺ τῶν διαφόρων χῶρων περιορισμοῦ ὅπου ὑπάρχουν ἐγκάθειρτοι ὁμιλοῦντες τὴν αὐτὴν γλῶσσαν καὶ ἀνήκοντες εἰς τὴν αὐτὴν θρησκείαν.

Ἐάν δὲν ὑπάρχουν ἀρκετοὶ λειτουργοί, θὰ παρέχονται εἰς αὐτοὺς αἱ ἀναγκαῖαι εὐκολαὶ καὶ, πλην ἄλλων, τὰ ἀπαιτούμενα μεταφορικῶς μέσα ἵνα μεταβαίνουν ἀπὸ τοῦ ἑνὸς τόπου περιορισμοῦ εἰς τὸν ἄλλον, θὰ εἶναι δὲ ἐξουσιοδοτημένοι νὰ ἐπισκέπτονται τοὺς ἐγκλειστους τοὺς εὐρισκομένους εἰς νοσοκομεῖα.

Οἱ θρησκευτικοὶ λειτουργοὶ θὰ ἔχουν, διὰ τὰ κηθέκαστα τοῦ ὑποῦργηματός των, ἐλευθερίαν νὰ ἄλληλογραφοῦν μετὰ τὰς θρησκευτικὰς ἀρχὰς τῆς χώρας κατακρατήσεως καὶ, ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, μετὰ τὰς διεθνεῖς θρησκευτικὰς ὁργανώσεις τοῦ δόγματός των. Ἡ ἀλληλογραφία αὕτη δὲν θὰ θεωρεῖται ὅτι περιλαμβάνεται εἰς τὸ ἐπὶ τῇ βάσει τοῦ ἄρθρου 107 δυνάμενον νὰ ὀρισθῆ ἀνώτατον ὄριον ἀλλὰ θὰ ὑπόκειται εἰς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 112.

Ὅσῳ οἱ ἐγκλειστοί δὲν διαθέτουν τὴν ἀρωγὴν θρησκευτικοῦ λειτουργοῦ τοῦ δόγματός των ἢ ἐάν οὔτοι δὲν εἶναι ἄρκετοί, ἡ τοπικὴ θρησκευτικὴ ἀρχὴ τοῦ αὐτοῦ δόγματός θὰ δύναται νὰ ὀρίσῃ κατόπιν συμφωνίας μετὰ τῆς κρατούσης Δυνάμεως, λειτουργὸν τοῦ αὐτοῦ δόγματός μετὰ τοὺς ἐγκλειστους, ἢ ἐάν τοῦτο εἶναι ἀδύνατον ἀπὸ δογματικῆς ἀπόψεως, ὀρίσῃ θρησκευτικὸν λειτουργὸν παραπλησίον δόγματός ἢ κατάλληλον λαϊκόν.

Οὔτος θὰ ἀπολαμβάνῃ τῶν εὐκολιῶν τῶν σχετικῶν πρὸς τὰ καθήκοντα τὰ ὁποῖα ἀνέλαβε.

Τὰ οὔτοι ὀρισθέντα πρόσωπα ὀφείλουσι νὰ συμμορφοῦνται πρὸς τοὺς κανονισμοὺς τοὺς καταρτισθέντας ὑπὸ τῆς κρατούσης Δυνάμεως, πρὸς τήρησιν τῆς πειθαρχίας καὶ τῆς ἀσφαλείας.

Ἄρθρον 94.

Ἡ κατακρατούσα Δύναμις θὰ ἐνθαρρύνῃ τὴν ἀπασχόλησιν τῶν ἐγκλειστων εἰς τὸν πνευματικόν, ἐκπαιδευτικόν, ψυχογυμναστικόν καὶ ἀθλητικόν τομέα ἀφήνουσα τούτους ἐντελῶς ἐλευθέρους ὅπως συμμετάσχουν εἰς ταύτην ἡμῆ.

Θά λαμβάνη όλα τὰ δυνατὰ μέτρα ἵνα καταστήτη δυνατὰς τὰς ὡς ἄνω ἀσκήσεις καὶ θά θέσῃ εἰδικῶς εἰς διέθεσιν τῶν ἐγκλειστων κατάλληλα πρὸς τοῦτο διαμερίσματα.

Πᾶσα δυνατὴ διευκόλυνσις θά παρέχηται εἰς τοὺς ἐγκλειστούς ἵνα δυναθῶν νὰ συνεχίσουν τὰς σπουδὰς τῶν ἦ, ν' ἀναλάβουν νέας τοιαύτας. Θά ἐξασφαλισθῇ ἡ ἐκπαίδευσις τῶν παιδῶν καὶ τῶν ἐφήβων, θά δύνανται δὲ οὗτοι νὰ παρακολουθοῦν σχολεῖα εἴτε ἐντὸς εἴτε ἐκτὸς τῶν χώρων περιορισμοῦ.

Οἱ ἐγκλειστοὶ πρέπει νὰ ἔχουν τὴν δυνατότητα νὰ ἐπιδίδωνται εἰς τὴν γυμναστικήν, νὰ συμμετέχουν εἰς τὸν ἀθλητισμὸν καὶ εἰς ὑπαίθρια παίγνια. Δέον νὰ ὑπάρχουν πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον ἐπαρκῆ ἐλεύθερα γήπεδα εἰς πάντας τοὺς χώρους περιορισμοῦ. Εἰδικὰ γήπεδα θά ὑπάρχουν διὰ τὰ παιδιά καὶ τοὺς ἐφήβους.

Ἄρθρον 95.

Ἡ κρατοῦσα Δύναμις θά δύναται νὰ χρησιμοποιοῖ ἐγκλειστούς ὡς ἐργάτας, μόνον ἐὰν οἱ ἐνδιαφερόμενοι τὸ ἐπιθυμοῦν. Πάντως ἀπαγορεύεται πᾶσα ἐργασία ἥτις ἐπιβαλλομένη εἰς προστατευόμενον πρόσωπον μὴ ἐγκλειστον, θά ἀπετέλει παράβασιν τῶν ἀρθρῶν 40 ἢ 51 τῆς παρούσης Συμβάσεως. Ἀπαγορεύεται ἐπίσης ἡ χρησιμοποίησις τῶν ἐγκλειστων εἰς ἐργασίας ἐξευτελιστικῆς ἢ ταπεινωτικῆς χαρακτῆρος.

Μετὰ περίοδον ἐργασίας ἕξ ἑβδομάδων, οἱ ἐγκλειστοὶ θά δύνανται νὰ ἐγκαταλείψουν τὴν ἐργασίαν τῶν ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν, μὲ ὄκταήμερον προειδοποίησιν.

Αἱ ὡς ἄνω διατάξεις δὲν ἀποτελοῦν ἐμπόδιον εἰς τὸ δικαίωμα τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως νὰ ὑποχρεώσῃ τοὺς ἐγκλειστούς ἰατροὺς, ὀδοντιάτρους καὶ ἄλλα μέλη, τοῦ ὑγειονομικοῦ προσωπικοῦ εἰς τὴν ἐξάσκησιν τοῦ ἐπαγγέλματός των ὑπὲρ τῶν ἄλλων ἐγκλειστων, νὰ χρησιμοποιοῖ ἐγκλειστούς εἰς διοικητικὰς ἐργασίας ἢ διὰ τὴν συντήρησιν τοῦ χώρου περιορισμοῦ νὰ ἀναθέτῃ εἰς τὰ πρόσωπα ταῦτα μαγειρικὰς, ἐργασίας ἢ ἄλλας οἰκιακὰς ἐργασίας, τέλος νὰ χρησιμοποιοῖ αὐτὰ εἰς ἔργα προοριζόμενα νὰ προφυλάξουν τοὺς ἐγκλειστούς κατὰ τῶν ἀεροπορικῶν βομβαρδισμῶν ἢ ἄλλων πολεμικῶν κινδύνων. Οὐχ' ἤττον οὐδεὶς ἐγκλειστος δύναται νὰ ὑποχρεωθῇ εἰς ἐκτέλεσιν ἐργασίας διὰ τὴν ὑπόειν, ἰατρὸς τῆς διοικήσεως τὸν ἔχη χαρακτηρίσῃ ἀκατάλληλον.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θά ὑπέχη ὀλόκληρον τὴν εὐθύνην διὰ πάσας τὰς συνθήκας ἐργασίας, τὴν ἰατρικὴν περίθαλψιν, τὴν καταβολὴν τῶν μισθῶν καὶ τὴν ἐπανάρθωσιν τῶν ἀτυχημάτων ἐργασίας καὶ τῶν ἐπαγγελματικῶν νόσων. Αἱ συνθήκαι ἐργασίας ὡς καὶ ἡ ἐπανάρθωσις τῶν ἀτυχημάτων ἐργασίας καὶ τῶν ἐπαγγελματικῶν νόσων θά εἶναι σύμφωνοι πρὸς τὴν ἐθνικὴν νομοθεσίαν καὶ τὰ ἔθιμα, ἐν οὐδεμιᾷ δὲ περιπτώσει κατώτεροι τῶν ἐφαρμοζομένων διὰ ἐργασίαν τῆς αὐτῆς φύσεως εἰς τὴν αὐτὴν περιοχὴν. Οἱ μισθοὶ θά καθορίζωνται δικαίως διὰ συμφωνίας μεταξὺ τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως, τῶν ἐγκλειστων καὶ ἔνδεχομένως τῶν ἐργοδοτῶν ἂν οὗτοι εἶναι ἄλλοι καὶ ὄχι ἡ ἰδία ἢ κατακρατοῦσα Δύναμις. Θά ληφθῇ ὑπ' ὄψιν ἡ ὑποχρέωσις τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως νὰ παρέχῃ δωρεὰν τὴν συντήρησιν τῶν ἐγκλειστων ὡς καὶ τὴν ἰατρικὴν περίθαλψιν τὴν ὁποῖαν δικαιολογεῖ ἡ κατάστασις τῆς υγείας των.

Οἱ ἐγκλειστοὶ οἱ μονίμως χρησιμοποιούμενοι εἰς τὰς ἀναφερομένας εἰς τὴν τρίτην παράγραφον ἐργασίας θά λαμβάνουν παρά τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως δίκαιον μισθόν. Αἱ συνθήκαι ἐργασίας καὶ ἡ ἐπανάρθωσις τῶν ἐργατικῶν ἀτυχημάτων καὶ τῶν ἐπαγγελματικῶν νόσων δὲν θά εἶναι κατώτεροι τῶν ἐφαρμοζομένων διὰ ἐργασίαν τῆς αὐτῆς φύσεως εἰς τὴν αὐτὴν περιοχὴν.

Ἄρθρον 96.

Πᾶν ἀποσπασμα ἐργασίας θά ἐξαρτᾶται ἀπὸ τινα χώρον περιορισμῶν. Αἱ ἀρμόδιαι ἀρχαὶ τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως καὶ ὁ διοικητὴς τοῦ χώρου τοῦτου περιορισμοῦ θά εἶναι

ὑπεύθυνοι διὰ τὴν τήρησιν εἰς τὰ ἀποσπάσματα ἐργασίας τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως. Ὁ διοικητὴς θά κρατῇ ἐνημερωμένον πίνακα τῶν ἀποσπασμάτων ἐργασίας τὰ ὁποῖα ἐξαρτῶνται ἀπ' αὐτὸν καὶ θά κοινοποιῇ τοῦτον εἰς τοὺς ἐκπροσώπους τῆς προστατίδος Δυνάμεως, τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ καὶ τῶν ἄλλων ἀνθρωπιστικῶν ὀργανώσεων αἵτινες θά ἐπισκεφθοῦν τοὺς τόπους περιορισμοῦ.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VI

Προσωπικὴ Ἰδιοκτησία καὶ χρηματικοὶ πόροι.

Ἄρθρον 97.

Οἱ ἐγκλειστοὶ θά ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ διατηροῦν τὰ εἶδη καὶ τὸν ρουχισμὸν τῆς προσωπικῆς των χρήσεως. Τὰ χρηματικὰ ποσά, αἱ ἐπιταγαί, οἱ τίτλοι κλπ. ὡς καὶ τὰ εἰς τὴν κατοχὴν των ἀντικείμενα ἀξίας δὲν δύνανται νὰ τοῖς ἀφαιρηθοῦν εἰ μὴ μόνον συμφώνως πρὸς καθωρισμένην διαδικασίαν. Λεπτομερὴς ἀπόδειξις θά παρέχῃται εἰς αὐτούς.

Τὰ χρηματικὰ ποσά ὀφείλουν ν' ἀχθοῦν εἰς πίστωσιν τοῦ λογαριασμοῦ ἐνὸς ἐκάστου ἐγκλειστοῦ ὡς προβλέπει τὸ ἄρθρον 98. Δὲν δύνανται νὰ μετατραποῦν εἰς ἄλλο νόμισμα ἐκτὸς ἂν ἀπαιτῇ τοῦτο ἡ νομοθεσία τοῦ τόπου εἰς τὸν ὁποῖον ὁ κάτοχος εὐρίσκεται ἐγκλειστος ἢ ἂν ὁ ἐγκλειστος παράσχη τὴν συγκατάθεσίν του.

Δὲν ἐπιτρέπεται ἡ ἀπὸ τὸν ἐγκλειστον ἀφαιρέσις ἀντικειμένων ἐχόντων πρὸ παντὸς προσωπικὴν ἢ αἰσθηματικὴν ἀξίαν.

Ἐγκλειστος γυνὴ δύναται νὰ ἐρευνηθῇ μόνον ὑπὸ ἄλλης γυναικός.

Ἄμα τῇ ἐλευθερώσει των ἢ τῶ ἐπαναπατρισμῶ των, οἱ ἐγκλειστοὶ θά λαμβάνουν, εἰς ρευστόν, τὸ πιστωτικὸν ὑπόλοιπον τοῦ λογαριασμοῦ των τοῦ τηρουμένου συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 98, ὡς καὶ ὅλα τὰ ἀντικείμενα ποσά, ἐπιταγὰς, τίτλους κλπ. τὰ ὁποῖα θά τοῖς εἶχον ἀφαιρηθῇ κατὰ τὸν περιορισμὸν ἐξαιρέσει τῶν ἀντικειμένων ἢ ἀξίων τὰς ὁποῖας ὀφείλει νὰ φυλάξῃ ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις δυνάμει τῆς ἐν ἰσχύϊ νομοθεσίας. Ἐν ἡ περιπτώσει ἀγαθὸν ἀνῆκον εἰς ἐγκλειστον κρατηθῇ λόγῳ τῆς νομοθεσίας ταύτης, ὁ ἐνδιαφερόμενος θά λάβῃ λεπτομερῆ τοῦτου ἀπόδειξιν.

Τὰ οἰκογενειακὰ ἔγγραφα καὶ τὰ πιστοποιητικὰ ταυτότητος τὰ ὁποῖα φέρουν οἱ ἐγκάθειρκοι δύναται νὰ τοῖς ἀφαιρηθοῦν μόνον ἐναντι ἀποδείξεως. Ἐν οὐδεμιᾷ στιγμῇ πρέπει οἱ ἐγκλειστοὶ νὰ μείνουν χωρὶς πιστοποιητικὸν ταυτότητος. Ἐὰν δὲν ἔχουν τοιοῦτον θά λάβουν εἰδικὰ πιστοποιητικὰ ἐκδοθησόμενα ὑπὸ τῶν κατακρατοῦσῶν ἀρχῶν καὶ τὰ ὁποῖα θά χρησιμεύουν εἰς αὐτούς ὡς πιστοποιητικὰ μέχρι τοῦ τέλους τοῦ περιορισμοῦ των.

Οἱ ἐγκλειστοὶ θά δύνανται νὰ ἔχουν ἐπ' αὐτῶν ὀρισμένον ποσόν, εἴτε εἰς χρῆμα εἴτε ὑπὸ μορφὴν δελτίων ἀγορᾶς, ἵνα δύνανται νὰ προβαίνουν εἰς ἀγορᾶς.

Ἄρθρον 98.

Πάντες οἱ ἐγκλειστοὶ θά λαμβάνουν τακτικῶς ἐπιδόματα ἵνα δύνανται νὰ ἀγοράζουσιν τρίψιμα καὶ εἶδη ὡς λ.χ. καπνὸν καὶ εἶδη καθαριότητος. Τὰ ἐπιδόματα ταῦτα δύνανται νὰ ἔχουν μορφὴν πιστώσεων ἢ δελτίων ἀγορᾶς.

Ἐπὶ πλέον οἱ ἐγκλειστοὶ θά δύνανται νὰ λαμβάνουν ἐπιχορηγήσεις ἀπὸ τὴν Δύναμιν τῆς ὁποίας εἶναι ὑπῆκοοι, ἀπὸ πάντα ὀργανισμῶν, ὁ ὁποῖος θά τοὺς ἔλθῃ ἔνδεχομένως ἀρωγὸς ἢ ἀπὸ τὰς οἰκογενεῖας των, ὡς καὶ ἀπὸ τὰ εἰσοδήματα τῆς περιουσίας των συμφώνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως. Ἡ ἀξία τῆς ἐπιχορηγήσεως τῆς παρεχομένης ὑπὸ τῆς Δυνάμεως ἐκ τῆς ὁποίας κατάγονται οἱ ἐγκλειστοὶ θά εἶναι τὸ αὐτὸ διὰ πάντας τοὺς ἐγκλειστούς τῆς αὐτῆς κατηγορίας (ἀνάπηροι, ἀσθενεῖς, ἔγκυοι γυναῖκες κ.λ.π.).

Δέν δύναται νά καθορισθῆ ὑπό τῆς Δυνάμεως ταύτης οὔτε νά διανεμηθῶν αἱ ἐπιχορηγήσεις ὑπό τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως ἐπὶ τῇ βάσει διακρίσεων ἀπαγορευομένων ὑπό τοῦ ἀρθροῦ 27 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θά τηρῆ διὰ πάντα ἐγκλειστον τακτικόν λογαριασμὸν εἰς πίστωσιν τοῦ ὁποίου θά φέρωνται τὰ ἐπιδόματα τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὸ παρὸν ἀρθρον οἱ μισθοὶ τοὺς ὁποίους θά ἔχη καρδίση ὁ ἐγκλειστος ὡς καὶ αἱ γενόμεναι εἰς αὐτὸν ἀποστολαὶ χρημάτων. Θά φέρωνται ἐπίσης εἰς πίστωσίν του, τὰ ποσὰ τὰ ὁποῖα θά τῷ εἶχον τυχόν ἀφαιρηθῆ καὶ τὰ ὁποῖα θά ἦσαν διαθέσιμα βάσει τῆς ἐν ἰσχύϊ εἰς τὸ ἔδαφος ὅπου εὐρίσκεται ὁ ἐγκλειστος νομοθεσίας. Θά παρέχεται πρὸς αὐτὸν πᾶσα εὐκολία συμβιβαζομένη πρὸς τὴν ἰσχύουσαν εἰς τὸ ἐν λόγῳ ἔδαφος νομοθεσίαν ἵνα ἀποστέλλῃ χρηματικὰ βοηθήματα εἰς τὴν οἰκογένειάν του ἢ εἰς τὰ πρόσωπα τὰ ἐξαρτώμενα οικονομικῶς ἀπ' αὐτόν.

Θά δύναται νά προβῆ εἰς τὴν ἀνάληψιν, ἐκ τοῦ λογαριασμοῦ τούτου τῶν ἀναγκαίων διὰ τὰ προσωπικὰ του ἐξοδα ποσῶν ἐντὸς τῶν καθοριζομένων ὑπό τῆς κατακρατοῦσης δυνάμεως ὁρίων. Θά παρέχωνται πρὸς αὐτὸν πάντοτε λογικαὶ εὐκολίαι ἵνα λάβῃ γνῶσιν τοῦ λογαριασμοῦ του ἢ λάβῃ ἀπόσπασμα αὐτοῦ. Ὁ λογαριασμὸς οὗτος θά κοινοποιῆται τῇ αἰτήσει του πρὸς τὴν προστάτιδα Δύναμιν καὶ θά ἀκολουθῆ τὸν ἐγκλειστον εἰς περίπτωσιν μετασταθμεύσεως του.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VII

Διοίκησις καὶ πειθαρχία.

*Ἀρθρον 99.

Πᾶς χώρος περιορισμοῦ θά τεθῆ ὑπό τὴν διοίκησιν ἀξιωματικῆς ἢ ὑπευθύνου ὑπαλλήλου, προερχομένου ἐκ τῶν τακτικῶν στρατιωτικῶν δυνάμεων ἢ ἐκ τῶν στελεχῶν τῆς τακτικῆς πολιτικῆς διοικήσεως τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως. Ὁ ἀξιωματικὸς ἢ ὁ ὑπάλληλος διοικητὴς τοῦ τόπου περιορισμοῦ θά διαθέτῃ εἰς τὴν ἐπίσημον γλῶσσαν ἢ εἰς μίαν τῶν ἐπισήμων γλωσσῶν τῆς χώρας του, τὸ κείμενον τῆς παρούσης Συμβάσεως, θά εἶναι δὲ ὑπεύθυνος διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς. Τὸ ἐποπτικὸν προσωπικὸν θά διδασθῆ τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ τοὺς κανονισμοὺς τοὺς ἀφορῶντας τὴν ἐφαρμογὴν τῆς.

Τὸ κείμενον τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ τὰ κείμενα τῶν εἰδικῶν συμφωνιῶν τῶν συναφθεισομένων συμφώνως πρὸς τὴν παρούσαν Σύμβασιν θά τοιχοκολληθῶν ἐντὸς τοῦ χώρου περιορισμοῦ εἰς γλῶσσαν ἣν ἐννοοῦν οἱ ἐγκλειστοὶ ἢ θά εὐρίσκωνται εἰς χεῖρας τῆς ἐπιτροπῆς τῶν ἐγκλειστών.

Οἱ κανονισμοί, διαταγαί, προειδοποιήσεις καὶ πάσης φύσεως εἰδοποιήσεις ὀφείλου νά κοινοποιῶνται πρὸς τοὺς ἐγκλειστοὺς καὶ νά τοιχοκολλῶνται ἐντὸς τῶν χώρων περιορισμοῦ εἰς γλῶσσαν ἣν οὗτοι ἐννοοῦν.

Ἄπασαι αἱ ἐντολαὶ καὶ διαταγαὶ αἱ ἀπευθυνόμεναι πρὸς τοὺς ἐγκλειστοὺς πρέπει ἐπίσης νά δίδωνται εἰς γλῶσσαν ἣν ἐννοοῦν.

*Ἀρθρον 100

Ἡ πειθαρχία εἰς τοὺς χώρους περιορισμοῦ θά πρέπει νά συμβιβάζεται πρὸς τὰς ἀρχὰς τοῦ ἀνθρωπισμοῦ καὶ ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει θά περιλαμβάνῃ κανονισμοὺς οἵτινες ἐπιβάλλου εἰς τοὺς ἐγκλειστοὺς σωματικὴν κόπωσιν ἐπικίνδυνον διὰ τὴν υγείαν των ἢ βασάνους σωματικὰς ἢ ἠθικὰς. Ἡ ἐνδερμοστικὴ ἢ ἐπιβολὴ σωματικῶν σημάτων ἢ σημείων ταυτότητος ἀπαγορεύεται.

Εἰδικῶς ἀπαγορεύονται αἱ παρατεταμέναι σταθμεύσεις καὶ τὰ παρετεταμένα προσκλητήρια, αἱ σωματικαὶ ἀσκήσεις ὑπό τύπον ποινῆς, αἱ στρατιωτικαὶ ἀσκήσεις καὶ γυμνάσια καὶ οἱ περιορισμοὶ τροφῆς.

*Ἀρθρον 101.

Οἱ ἐγκλειστοὶ θά ἔχουν τὸ δικαίωμα νά παρουσιάσουν

εἰς τὰς ἀρχὰς ὑπό τὴν δικαιοδοσίαν τῶν ἠποίων εὐρίσκονται τὰ σχετικὰ μὲ τὸ καθεστῶς εἰς τὸ ὁποῖον ὑποβάλλονται αἰτήματά των.

Θά ἔχουν ἐπίσης ἀπεριόριστον δικαίωμα νά ἀπευθύνωνται εἴτε μέσῳ τῆς ἐπιτροπῆς τῶν ἐγκλειστών εἴτε κατ' εὐθεῖαν ἂν θεωροῦν τοῦτο ἀναγκαῖον πρὸς τοὺς ἀντιπροσώπους τῆς προστάτιδος δυνάμεως διὰ νά τοὺς ὑποδείξουν τὰ σημεία ἐπὶ τῶν ἠποίων θά εἶχον νά διατυπώσουν παράπονα ὡς πρὸς τὰς συνθήκας περιορισμοῦ.

Τὰ αἰτήματα καὶ παράπονα αὐτὰ ὀφείλου νά διαβιβάζωνται ἐπειγόντως καὶ ἄνευ τροποποιήσεως. Τὰ παράπονα ἔστω καὶ ἂν εἶναι ἀβάσιμα, δέν δύναται νά προκαλέσουν τιμωρίαν.

Αἱ ἐπιτροπαὶ ἐγκλειστών θά δύναται ν' ἀποστέλλουν περιοδικῶς ἀναφορὰς πρὸς τοὺς ἀντιπροσώπους τῆς προστάτιδος Δυνάμεως ἐπὶ τῆς καταστάσεως εἰς τοὺς χώρους περιορισμοῦ καὶ ἐπὶ τῶν ἀναγκῶν τῶν ἐγκλειστών.

*Ἀρθρον 102.

Εἰς πάντα χώρον περιορισμοῦ, οἱ ἐγκλειστοὶ θά ἐκλέγουν ἐλευθέρως κάθε ἐξαμηνίαν καὶ διὰ μυστικῆς ψηφοφορίας, τὰ μέλη ἐπιτροπῆς ἐξουσιοδοτημένης νά τοὺς ἀντιπροσωπεύῃ ἐνώπιον τῶν ἀρχῶν τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως, ἐνώπιον τῶν προστάτιδων Δυνάμεων τῆς Διεθνούς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ καὶ παντὸς ἄλλου ὀργανισμοῦ ὅστις θά τοὺς ἤρχετο ἀρωγός.

Τὰ μέλη τῆς ἐπιτροπῆς ταύτης εἶναι ἐπανεκλέξιμα.

Οἱ ἐκλεγέντες ἐγκλειστοὶ θά ἀναλάβουν τὰ καθήκοντα των ἀφ' οὗ ἡ ἐκλογή των ἐγκριθῆ ὑπὸ τῆς κατακρατοῦσης ἀρχῆς. Τὰ αἷτια τῆς ἀρνήσεως ἢ τῆς ἐνδεχομένης παύσεως των ἀνακοινοῦνται πρὸς τὰς ἐνδιαφερομένας προστάτιδας Δυνάμεις.

*Ἀρθρον 103.

Αἱ ἐπιτροπαὶ ἐγκλειστών ὀφείλου νά συντελοῦν εἰς τὴν σωματικὴν, ἠθικὴν καὶ πνευματικὴν εὐημερίαν τῶν ἐγκλειστών.

Εἰδικῶς εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν οἱ ἐγκλειστοὶ ἀπεφάσισον νά ὀργανώσουν μεταξὺ των σύστημα ἀμοιβαίας βοήθειας ἢ ὀργανώσεις αὐτῆς θά ἦτο τῆς ἀρμοδιότητος τῶν ἐπιτροπῶν ἀνεξαρτήτως τῶν εἰδικῶν καθηκόντων ἄτινα ταῖς ἀνατίθενται διὰ ἄλλων διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως.

*Ἀρθρον 104.

Τὰ μέλη τῶν ἐπιτροπῶν δέν θά ὑποχρεῶνται εἰς ἄλλην ἐργασίαν, ἐὰν τοῦτο δυσχεραίνει τὴν ἐκτέλεσιν τῶν καθηκόντων των.

Τὰ μέλη τῶν ἐπιτροπῶν θά δύναται νά ὀρίσουν μεταξὺ τῶν ἐγκλειστών τοὺς ἀναγκαίους βοηθοὺς των. Πᾶσα ὕλικὴ διευκόλυνσις θά τοῖς παρέχεται καὶ ἰδίως ὀρισμένοι ἐλευθερία κινήσεως ἀναγκαῖαι εἰς τὴν ἐκτέλεσιν τῶν καθηκόντων των. (Ἐπισκέψεις πρὸς τὰ ἀποσπάσματα ἐργασίας, παραλαβὴ ἐμπορευμάτων). κλπ.

Πᾶσα διευκόλυνσις θά παρέχεται ἐπίσης εἰς τὰ μέλη τῶν ἐπιτροπῶν διὰ τὴν ταχυδρομικὴν καὶ τηλεγραφικὴν των ἐπικοινωνίαν μὲ τὰς κατακρατοῦσας ἀρχὰς τὰς προστάτιδας Δυνάμεις, τὴν Διεθνή Ἐπιτροπὴν Ἐρυθροῦ Σταυροῦ καὶ τοὺς ἀπεσταλμένους τῆς ὡς καὶ τοὺς ὀργανισμοὺς οἵτινες θά ἤρχοντο ἐνδεχομένως εἰς βοήθειαν τῶν ἐγκλειστών. Τὰ μέλη τῶν ἐπιτροπῶν τὰ εὐρίσκόμενα εἰς ἀποσπάσματα θά ἀπολαμβάνουν τῶν αὐτῶν εὐκολιῶν διὰ τὴν ἀλληλογραφίαν των μὲ τὴν ἐπιτροπὴν τοῦ κυριωτέρου χώρου περιορισμοῦ. Ἡ ἀλληλογραφία αὐτὴ δέν ὑπόκειται εἰς περιορισμοὺς οὔτε θά θεωρηθῆ ὡς ὑπαγομένη εἰς τὴν ποσόστεισιν περὶ τῆς τὸ ἀρθρον 107.

Οὐδὲν μέλος ἐπιτροπῆς δύναται νά μετατεθῆ χωρὶς νά τῷ δοθῆ λογικὸν χρονικὸν διάστημα διὰ νά ἐνημερώσῃ τὸν διαδοχόν του ἐπὶ τῶν ἐκκρεμῶν ζητημάτων.

ΚΕΦΑΛΙΟΝ VIII

Σχέσεις μετά τοῦ ἐξωτερικοῦ.

Ἄρθρον 105.

Εὐθὺς ὡς ἐγκλείσθω προστατευόμενα πρόσωπα, αἱ κατακρατούσαι Δυνάμεις θὰ φέρουν εἰς γνῶσιν τῶν προσώπων τούτων, τῆς Δυνάμεως τῆς ὑποίας εἶναι ὑπῆκοοι καὶ τῆς Προστάτιδος Δυνάμεως, τὰ προβλεπόμενα μέτρα διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος κεφαλαίου.

Αἱ κατακρατούσαι Δυνάμεις θὰ κοινοποιήσουν κατὰ τὸν αὐτὸν τρόπον πᾶσαν μεταβολήν, ἣτις θὰ ἐπῆρχετο εἰς τὰ μέτρα ταῦτα.

Ἄρθρον 106.

Θὰ παρασχεθῆ εἰς πάντα ἐγκλείστον ἢ δυνατότης εὐθὺς ὡς τεθῆ ὑπὸ περιορισμόν, ἢ τὸ ἀργότερον μίαν ἐβδομάδα μετὰ τὴν ἀφίξιν του εἰς χώραν περιορισμοῦ καὶ ὡσαύτως εἰς περίπτωσιν ἀσθενείας ἢ μεταθέσεως εἰς ἄλλον χώραν περιορισμοῦ ἢ εἰς νοσοκομεῖον, ν' ἀπευθύνῃ κατ' εὐθείαν πρὸς τὴν οἰκογένειαν του, ἀφ' ἑνός, καὶ πρὸς τὸ προβλεπόμενον ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 140 κεντρικὸν Πρακτορεῖον, ἀφ' ἑτέρου, δελτάριον περιορισμοῦ συντεταγμένον, εἰ δυνατόν κατὰ τὸ συνημμένον τῇ παρούσῃ Συμβάσει ὑπόδειγμα ἵνα τοὺς πληροφορήσῃ περὶ τοῦ περιορισμοῦ του, τῆς διευθύνσεώς του καὶ τῆς καταστάσεως τῆς υἰείας του. Τὰ ἐν λόγῳ δελτάρια θὰ διαβιβασθοῦν ὅσον τὸ δυνατόν ταχύτερον κατ' οὐδένα δὲ τρόπον ἐπιτρέπεται ἢ καθυστερήσῃς των.

Ἄρθρον 107.

Οἱ ἐγκλείστοι θὰ δικαιοῦνται νὰ ἀποστέλλουν καὶ νὰ λαμβάνουν ἐπιστολάς καὶ δελτάρια. Ἐὰν ἡ κατακρατούσα Δύναμις θεωρεῖ ἀναγκαῖον νὰ περιορίσῃ τὸν ἀριθμὸν τῶν ἐπιστολῶν καὶ τῶν δελταρίων ἅτινα θὰ ἀποστέλλωνται παρ' ἐκάστου ἐγκλείστου, ὁ ἀριθμὸς/οὗτος δὲν δύναται νὰ εἶναι κατώτερος τῶν δύο ἐπιστολῶν καὶ τεσσάρων δελταρίων μηνιαίως. συντεταγμένον εἰ δυνατόν κατὰ τὰ συνημμένα τῇ παρούσῃ Συμβάσει ὑποδείγματα. Ἐὰν ἐπρόκειτο νὰ ἐπιβληθοῦν περιορισμοὶ καὶ ἐπὶ τῆς ἀπευθυνομένης πρὸς τοὺς ἐγκλείστους ἀλληλογραφίας οὗτοι δύναται νὰ διαταχθοῦν μόνον ὑπὸ τῆς Δυνάμεως τῆς καταγωγῆς των, τῇ αἰτήσῃ ἐνδεχομένως τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως. Αἱ ἐπιστολαὶ καὶ τὰ δελτάρια ταῦτα ὀφείλουν νὰ μεταφέρονται ἐντὸς λογιχοῦ χρονικοῦ διαστήματος, δὲν δύναται δὲ νὰ καθυστερήσῃ ἢ νὰ κατακρατηθοῦν διὰ πειθαρχικούς λόγους.

Οἱ ἐγκλείστοι οἵτινες στεροῦνται ἀπὸ πολλοῦ εἰδήσεων τῆς οἰκογενείας των ἢ οἵτινες δὲν δύναται νὰ λάβουν ἢ νὰ παράσχουν εἰδήσεις διὰ τῆς συνήθους ὁδοῦ, ὡς καὶ ἐκεῖνοι οἵτινες εὐρίσκονται εἰς σημαντικὴν ἀπόστασιν τῆς οἰκογενείας των θὰ δικαιοῦνται νὰ στέλλουν τηλεγραφήματα, ἐναντι καταβολῆς τῶν τηλεγραφικῶν τελῶν διὰ τῶν εἰς διαθεσὶν των νομισμάτων. Θὰ τύχουν ἐπίσης τοιαύτης εὐκολίας ἐν περιπτώσει ἀνεγνωρισμένης ἐπείγουσας ἀνάγκης.

Κατὰ γενικὸν κανόνα, ἡ ἀλληλογραφία τῶν ἐγκλείστων θὰ συντάσσεται εἰς τὴν μητρικὴν των γλῶσσαν. Τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ δύναται νὰ ἐπιτρέψουν τὴν ἀλληλογραφίαν εἰς ἄλλας γλώσσας.

Ἄρθρον 108

Εἰς τοὺς ἐγκλείστους θὰ ἐπιτρέπηται νὰ λαμβάνουν διὰ τῆς ταχυδρομικῆς ὁδοῦ ἢ διὰ παντὸς ἄλλου μέσου ἀτομικὰ ἢ ὁμαδικὰ δέματα καὶ δὴ τοιαῦτα περιέχοντα τρόφιμα, ἱματισμόν, φάρμακα ὡς καὶ βιβλία καὶ ἀντικείμενα προοριζόμενα διὰ τὰς θρησκευτικὰς ἐκπαιδευτικὰς ἢ ψυχαγωγικὰς των ἀνάγκας. Αἱ ἀποστολαὶ αὗται κατ' οὐδένα τρόπον δύναται ἀπαλλάξουν τὴν κατακρατούσαν Δύναμιν τῶν ἐπεβαλλόμενων αὐτῇ, δυνάμει τῆς παρούσης Συμβάσεως, ὑποχρεώσεων.

Εἰς τὴν περιπτώσει καθίστατο ἀναγκαῖος, διὰ λόγους στρατιωτικῆς φύσεως ὁ περιορισμὸς τῆς ποσότητος τῶν ἀποστολῶν τούτων ἢ προστάτις Δύναμις, ἢ διεθνῆς Ἐπιτροπῆ

τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ, ἢ πᾶς ἄλλος Ὄργανισμὸς ἐρχόμενος εἰς ἀρωγὴν τῶν ἐγκλείστων καὶ ἀναλαβὼν τὴν μεταφορὰ τῶν ὡς ἀνω ἀποστολῶν δέον νὰ εἰδοποιηθοῦν σχετικῶς.

Τὰ τῆς ἀποστολῆς τῶν ἀτομικῶν ἢ ὁμαδικῶν δεμάτων ὅ ἀποτελέσουν ἂν παραστῆ ἀνάγκη θέμα εἰδικῶν συμφωνιῶν μεταξὺ τῶν ἐνδιαφερομένων Δυνάμεων αἵτινες ἐπ' οὐδενὶ λόγῳ δύνανται νὰ καθυστερήσουν τὴν παραλαβὴν παρὰ τῶν ἐγκλείστων τῶν ἀποστελλομένων βοηθημάτων. Τὰ δέματα τροφίμων ἢ ἱματισμοῦ δὲν θὰ περιέχουν βιβλία. Τὰ ὑγειονομικὰ βοηθήματα θὰ ἀποστέλλωνται, ἐν γένει, ὑπὸ τύπον ὁμοδικῶν δεμάτων.

Ἄρθρον 109.

Ἐλλείπει εἰδικῶν συμφωνιῶν μεταξὺ τῶν ἐν συρράξει Δυνάμεων ἐπὶ τῶν ὅρων παραλαβῆς ὡς καὶ διανομῆς τῶν ὁμαδικῶν βοηθημάτων, θέλει ἐφαρμοσθῆ ὁ ἐπισυναπτόμενος τῇ παρούσῃ Συμβάσει κανονισμὸς περὶ ὁμαδικῶν ἀποστολῶν.

Αἱ προβλεπόμεναι ὡς ἀνω εἰδικαὶ συμφωνίαι ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει δύναται νὰ περιορίσουν τὸ δικαίωμα τῆς ἐπιτροπῆς ἐγκλείστων νὰ παραλάβῃ τὰς ἀποστολάς ὁμαδικῶν βοηθημάτων τὰς ποσοριζόμενας διὰ τοὺς ἐγκλείστους, νὰ προβῆ εἰς τὴν διανομὴν των, καὶ νὰ τὰ διαθέτῃ πρὸς ὄφελος τῶν παραληπτῶν.

Δὲν δύναται ἐπίσης νὰ περιορίσουν τὸ δικαίωμα τὸ ὁποῖον θὰ ἔχουν οἱ ἀντιπρόσωποι τῆς προστάτιδος Δυνάμεως, τῆς Διεθνούς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ ἢ παντὸς ἄλλου ὀργανισμοῦ ἐρχομένου ἀρωγοῦ εἰς τοὺς ἐγκλείστους καὶ ἔχοντος ἀνάλαβῃ τὴν μεταβίβασιν τῶν ὁμαδικῶν ἀποστολῶν νὰ ἐλέγχουν τὰ τῆς διανομῆς των πρὸς τοὺς παραλήπτας των.

Ἄρθρον 110.

Ἄπασαι αἱ προοριζόμεναι διὰ τοὺς ἐγκλείστους ἀποστολαὶ θὰ εἶναι ἀπηλλαγμέναι ἀπὸ παντὸς δικαίωματος εἰσαγωγῆς τελωνείου ἢ ἄλλου.

Ἄπαντα τὰ εἶδη συμπεριλαμβανομένων τῶν ταχυδρομικῶν δεμάτων βοηθείας ὡς καὶ τὰ χρηματικὰ ἐμβάσματα τὰ προερχόμενα ἀπὸ ἄλλας χώρας καὶ ἀπευθυνόμενα πρὸς τοὺς ἐγκλείστους ἢ ἀποστελλόμενα ὑπὸ αὐτῶν διὰ τοῦ ταχυδρομείου ἢ κατ' εὐθείαν ἢ μέσῳ τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 136 γραφείων πληροφορειῶν ἢ μέσῳ τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸ ἄρθρον 140 κεντρικοῦ Πρακτορείου πληροφοριῶν, ἀπαλλάσσονται παντὸς ταχυδρομικοῦ τέλους τόσο εἰς τὰς χώρας προελεύσεως καὶ προορισμοῦ ὅσον καὶ εἰς τὰς ἐνδιαμέσους χώρας. Εἰδικώτερον, αἱ ἀπαλλαγαὶ αἱ προβλεπόμεναι εἰς τὴν παγκόσμιον ταχυδρομικὴν Συνθήκην τοῦ 1947 καὶ εἰς τὰς συμφωνίας τῆς διεθνούς ταχυδρομικῆς Ἐνώσεως, ὑπὲρ τῶν πολιτῶν ἐχθρικῆς ὑπηκοότητος τῶν κατακρατούμενων εἰς τὰ στρατόπεδα ἢ πολιτικὰς φυλακὰς θέλουν ἐπεκταθῆ καὶ εἰς τὰ ἄλλα ἐγκλείστα πρόσωπα τὰ προστατευόμενα ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως. Αἱ χώραι αἵτινες δὲν συμμετέχουν εἰς τὰς ὡς ἀνω συμφωνίας ὀφείλουν νὰ χορηγοῦν ὑπότους αὐτοὺς ὅρους τὰς προβλεπομένας ἀτελείας.

Τὰ ἔξοδα μεταφορᾶς τῶν ἀποστολῶν βοηθημάτων τῶν προοριζομένων διὰ τοὺς ἐγκλείστους αἵτινες λόγῳ βάρους ἢ δι' οἰανδήποτε ἄλλην αἰτίαν, δὲν δύναται νὰ διαβιβασθοῦν διὰ τῆς ταχυδρομικῆς ὁδοῦ, βαρύνουν τὴν κατακρατούσαν Δύναμιν ἐφ' ὅλης τῆς ἐκτάσεως τῶν ὑπὸ τὸν ἔλεγχον της ἐδαφῶν. Αἱ ἄλλαι μετέχουσαι εἰς τὴν Σύμβασιν Δυνάμεις θὰ ἐπιβαρύνωνται μετὰ τὰ ἔξοδα μεταφορᾶς εἰς τὰ ἀντίστοιχα ἐδάφη των.

Τὰ ἔξοδα τὰ προερχόμενα ἐκ τῆς μεταφορᾶς τῶν ἀποστολῶν τούτων καὶ τὰ ὁποῖα δὲν καλύπτονται ὑπὸ τῶν προηγουμένων παραγράφων θὰ εἶναι εἰς βάρος τοῦ ἀποστολέως.

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ προσπαθήσουν νὰ ἐλαττώσουν ὅσον τὸ δυνατόν περισσότερο τὰ τηλεγραφικὰ τέλη διὰ τὰ τηλεγραφήματα τ' ἀποστελλόμενα ὑπὸ τῶν ἐγκλείστων ἢ τὰ πρὸς αὐτοὺς ἀπευθυνόμενα.

"Άρθρον 111.

Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν αἱ στρατιωτικαὶ ἐπεχειρήσεις θὰ ἠμπόδιζον τὰς ἐνδιαφερομένας Δυνάμεις νὰ ἐκπληρώσουν τὰς ὑποχρεώσεις των ὅπως ἐξασφαλίσουν τὴν μεταφορὰν τῶν προβλεπομένων εἰς τὰ ἄρθρα 106, 107, 108 καὶ 113 ἀποστολῶν, αἱ ἐνδιαφερόμεναι προστάτιδες Δυνάμεις, ἡ διεθνῆς Ἐπιτροπὴ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ, ἢ πᾶς ἄλλος ὀργανισμὸς ἐγκεικλιμένος ὑπὸ τῶν ἐν συρράξει Μερῶν, θὰ δύναται ν' ἀναλάβῃ τὰ ἐξασφαλίσει τὴν μεταφορὰν τῶν ἀποστολῶν τούτων μετὰ κατάλληλα μέσα (σιδηροδρομικὰ ὀχήματα, φορτηγὰ αὐτοκίνητα, πλοῖα ἢ ἀεροπλάνα κ.τ.λ.)

Πρὸς τοῦτο τὰ Ἑψήσια συμβιβαζόμενα μέρη θὰ προσπαθήσουν νὰ τοῖς χορηγήσουν τὰ μέσα ταῦτα μεταφορᾶς καὶ νὰ ἐπιτρέψουν τὴν κυκλοφορίαν των. καὶ δὴ διὰ χορηγείας τῶν ἀναγκαιῶν ἀδειῶν ἐλευθέρως κυκλοφορήσας.

Τὰ τοιαῦτα μεταφορικά μέσα δύναται ἐπίσης νὰ χρησιμοποιηθοῦν καὶ διὰ τὴν μεταφορὰν.

α) τῆς ἀλληλογραφίας τῶν καταλόγων καὶ τῶν ἐκθέσεων τῶν ἀνταλλασσομένων μεταξὺ τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸ ἄρθρον 140 κεντρικοῦ Πρακτορείου πληροφοριῶν καὶ τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 136 ἐθνικῶν Γραφείων.

β) τῆς ἀλληλογραφίας καὶ τῶν ἐκθέσεων τῶν σχετῶν μετὰ τοὺς ἐγκλειστοὺς τὰς ὁποῖας ἀνταλλάσσουν αἱ προστάτιδες Δυνάμεις, ἡ διεθνῆς Ἐπιτροπὴ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ ἢ πᾶς ἄλλος ὀργανισμὸς ὅστις ἔρχεται ὡς ἀρωγὸς πρὸς τοὺς ἐγκλειστοὺς εἴτε μετὰ τοὺς ἰδίους των ἀντιπροσώπους εἴτε μετὰ ἐν συρράξει Μέρη.

Αἱ παροῦσαι διατάξεις κατ' οὐδὲν περιορίζουν τὸ δικαίωμα παντὸς ἐν συρράξει Μέρους νὰ ὀργανώσῃ ἂν τ' ἐπιθυμῇ, ἄλλας μεταφορὰς καὶ νὰ ἐκδώσῃ ἀδείας κυκλοφορίας ὑπὸ συμφωνηθησομένων ἄλλους ὁρους.

Τὰ προκύπτοντα ἐκ τῆς χρησιμοποιήσεως τῶν μεταφορικῶν τούτων μέσων ἐξοδα θὰ ἐπιβαρύνουν κατ' ἀναλογίαν τοῦ ὄγκου καὶ βάρους τῶν ἀποστολῶν τὰ ἐν συρράξει Μέρη τῶν ὁποίων οἱ ὑπὸ ἴκιοι ἀπολαύουν τῶν ὑπηρεσιῶν τούτων.

"Άρθρον 112.

Ἡ λογοκρισία τῆς ἀπευθυνομένης πρὸς τοὺς ἐγκλειστοὺς ἢ ἀποστελλομένης ὑπ' αὐτῶν ἀλληλογραφίας θὰ πρέπει νὰ ἐνεργῆται ἐντὸς τῆς βραχυτέρας δυνατῆς διορίας.

Ὁ ἐλεγχος τῶν προοριζομένων διὰ τοὺς ἐγκλειστοὺς ἀποστολῶν δὲν θὰ πρέπει νὰ διενεργῆται κατὰ τρόπον ἐκθέτοντα εἰς φθορὰν τὰ τρόφιμα ἅτινα περιέχουν, θὰ διενεργῆται δὲ παρουσία τοῦ παραλήπτου ἢ ἄλλου ἐγκλειστοῦ δεόντως ἐξουσιοδοτημένου ὑπ' αὐτοῦ. Ἡ παράδοσις τῶν ἀτομικῶν ἢ τῶν ὁμαδικῶν ἀποστολῶν εἰς τοὺς ἐγκλειστοὺς δὲν θὰ δύναται νὰ καθυστερήσῃ ὑπὸ τὸ πρόσχημα δυσχερεῶν λογοκρισίας.

Πᾶσα ἀπαγόρευσις τῆς ἀλληλογραφίας ἀποφασίζομένη ὑπὸ τῶν ἐν συρράξει Μερῶν, διὰ στρατιωτικούς ἢ πολιτικούς λόγους, δὲν δύναται νὰ εἶναι παρὰ προσωρινή, ἢ δὲ διάρκειά της θὰ εἶναι ὅσον τὸ δυνατόν σύντομος.

"Άρθρον 113

Αἱ κατακρατοῦσαι Ἀρχαὶ θὰ παρέχουν πᾶσαν λογικὴν εὐκολίαν διὰ τὴν διαβίβασιν, μέσω τῆς προστάτιδος Δυνάμεως ἢ τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸ ἄρθρον 140 κεντρικοῦ Πρακτορείου ἢ δι' ἄλλων καταλλήλων μέσων, τῶν διαθηκῶν, τῶν πληρεξουσιῶν, ἢ ἄλλων ἐγγράφων προοριζομένων διὰ τοὺς ἐγκλειστοὺς ἢ προερχομένων ἀπ' αὐτούς.

Αἱ κατακρατοῦσαι Δυνάμεις θὰ διευκολύνουν ἐν πάσῃ περιπτώσει εἰς τοὺς ἐγκλειστοὺς τὴν σύνταξιν καὶ τὴν κανονικὴν νομιμοποίησιν τῶν ἐγγράφων τούτων θὰ τοῖς ἐπιτρέπουν δέ, εἰδικῶς νὰ συμβουλευθῶνται νομομαθεῖς.

"Άρθρον 114.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ χορηγῇ εἰς τοὺς ἐγκλειστοὺς

τοὺς πᾶσιν εὐκολίαν συμβιβασζομένην μετὰ τοὺς ὁρους τοῦ περιορισμοῦ των καὶ τὴν ἰσχύουσιν νομοθεσίαν ἕνα δύνανται νὰ διηχεῖρίζωνται τὴν περιουσίαν των.

Πρὸς τοῦτο δύναται νὰ τοῖς πρᾶσχη ἀδείαν ἐξόδου ἀπὸ τὸν χώρον περιορισμοῦ, εἰς περιπτώσεις ἐπείγουσας ἀνάγκης, καὶ ἂν τὸ ἐπιτρέπουν αἱ περιστάσεις.

"Άρθρον 115.

Εἰς ὅλας τὰς περιπτώσεις καθ' ἃς ἐγκλειστὸς τις μετέχει εἰς δίκην ἐνώπιον δικαστηρίου, οἰονδήποτε καὶ ἂν εἶναι τοῦτο, ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις ὀφείλει, τῇ αἰτήσει τοῦ ἐνδιαφερομένου, νὰ εἰδοποιήσῃ τὸ δικαστήριον περὶ τοῦ περιορισμοῦ του καὶ ὀφείλει, ἐντὸς τῶν νομίμων προθεσμιῶν νὰ μεριμνήσῃ διὰ τὴν λήψιν ὅλων τῶν ἀναγκαίων μέτρων, ὥστε νὰ μὴ ὑποστῇ οὗτος ζημίαν λόγῳ τοῦ περιορισμοῦ των, ὅσον ἀφορᾷ τὴν προπρακτικὴν καὶ τὴν διεξαγωγὴν τῆς δίκης του, ἢ τὴν ἐκτέλεσιν πάσης ἀποφάσεως τοῦ δικαστηρίου.

"Άρθρον 116.

Πᾶς ἐγκλειστὸς θὰ δικαιοῦται νὰ λαμβάνῃ κατὰ τακτικὰ διαστήματα καὶ ὅσον τὸ δυνατόν συχνότερα, ἐπισκέψεις καὶ ἰδίως τῶν συγγενῶν του.

Ἐν περιπτώσει ἐπείγουσας ἀνάγκης καὶ ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ εἰδικῶς δὲ εἰς περίπτωσιν θανάτου ἢ σοβαρᾶς ἀσθενείας συγγενοῦς, θὰ ἐπιτρέπεται εἰς τὸν ἐγκλειστον νὰ μεταβῇ παρὰ τῇ οἰκογενεῖα του.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΧ

Ποινικαὶ καὶ πειθαρχικαὶ ποιναί.

"Άρθρον 117.

Ἐπὶ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος κεφαλαίου θὰ ἐξέχουσι νὰ ἐπικρατοῦν διὰ τοὺς ἐγκλειστοὺς οἵτινες προβάλλουν εἰς πρᾶξεις διαρκούντος τοῦ περιορισμοῦ των, ἢ ἐν ἰσχύϊ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ὅπου εὐρίσκεται νομοθεσίαι.

Ἐὰν οἱ νόμοι, διατάξεις ἢ γενικαὶ διαταχαὶ καταλογίζουσι ὡς τιμωρητέας πράξεις τινὰς τῶν ἐγκλειστων, ἐνῶ αἱ αὐταὶ πράξεις δὲν εἶναι τιμωρητέαι ὅταν διαπράττονται ὑπὸ μὴ ἐγκλειστων προσώπων, αἱ πράξεις αὗται θὰ συνεπάγονται μόνον πειθαρχικὰς κυρώσεις.

Ὁ ἐγκλειστὸς ἀπὸ μόνον δύναται νὰ τιμωρηθῇ διὰ τὴν αὐτὴν πρᾶξιν ἢ τὴν αὐτὴν κατηγορίαν.

"Άρθρον 118.

Τὰ δικαστήρια, ἢ αἱ ἀρχαί, προκειμένου νὰ ὀρίσουν τὴν ποινὴν, θὰ λάβουν ὑπ' ὄψιν, ἐν τῇ εὐρυτέρῃ δυνατῇ μοίρᾳ τὸ γεγονός ὅτι ὁ κατηγορούμενος δὲν εἶναι ὑπὸ ἰσχύος τῆς κατακρατοῦσας Δυνάμεως. Θὰ ἔχουν ἐλευθερίαν νὰ μετριάσουν τὴν διὰ τὴν παράβασιν διὰ τὴν ὁποῖαν κατηγορεῖται ὁ ἐγκλειστὸς ποινὴν καὶ δὲν θὰ ἔχουν σχετικῶς ὑποχρῶσιν νὰ σεβασθοῦν τὸ ἐλάχιστον ὅριον τῆς προβλεπομένης ποινῆς.

Ἀπαγορεύονται πᾶσα κράτησις εἰς διαμερίσματα μὴ φωτισμένα διὰ τοῦ φωτός τῆς ἡμέρας, καὶ, γενικῶς, πάσης μορφῆς σκληρότητες.

Μετὰ τὴν ἐκτίσιν τῶν δικαστικῶς ἢ πειθαρχικῶς ἐπιβληθειῶν ποινῶν οἱ τιμωρηθέντες ἐγκλειστοὶ δὲν θὰ τύχουν μεταχειρίσεως διαφόρου ἐκείνης εἰς ἣν ὑποβάλλονται οἱ ἄλλοι ἐγκλειστοὶ.

Ἡ διάρκεια τῆς προφυλακίσεως ἢν θὰ ὑποστῇ ἐγκλειστὸς ἐκπίπτει πάσης ποινῆς στερητικῆς τῆς ἐλευθερίας, ἢτις θὰ τῷ ἐπιβληθῇ πειθαρχικῶς ἢ δικαστικῶς.

Αἱ Ἐπιτροπαὶ ἐγκλειστων θὰ λαμβάνουν γνώσιν πάσης δικαστικῆς διαδικασίας ἐναντίον τῶν ἐγκλειστων τῶν ὁποίων εἶναι ἀντιπρόσωποι, ὡς καὶ τῶν ἀποτελεσμάτων της.

"Άρθρον 119.

Αί δυνάμει να εφαρμοσθῶν ἐπὶ τῶν ἐγκλειστων πειθαρχικῶν ποινῶν εἶναι αἱ ἑξῆς :

1) πρόστιμον μέχρι ἀναλογίας 500)ο τοῦ μισθοῦ τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸ ἄρθρον 95 καὶ τοῦτο κατὰ τὴν διάρκειαν χρονικοῦ δικστήματος οὐχὶ μεγαλυτέρου τῶν τριάντων ἡμερῶν.

2) κατάρτησις προνομίων παρεχομένων ἐπὶ πλέον τῆς μεταχειρίσεως τῆς προβλεπομένης ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως.

3) ἀγγαρεῖαι μὴ ὑπερβαίνουσι τὰς δύο ὥρας ἡμερησίως καὶ ἐκτελοῦμεναι πρὸς συντήρησιν τοῦ χώρου περιορισμοῦ.

4) σωματικὰ κρατήσεις.

Ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει αἱ πειθαρχικαὶ ποινῶν ἔσονται ἀπάνθρωποι κτηνώδεις ἢ ἐπικίνδυναι διὰ τὴν υἰεῖαν τῶν ἐγκλειστων. Κατὰ τὴν ἐπιβολὴν των δέον νὰ λαμβάνηται ὑπ' ὄψιν ἡ ἰατρικία, τὸ φύλον καὶ ἡ κατάστασις τῆς υἰείας των.

Ἡ διάρκεια μιᾶς μόνης ποινῆς οὐδέποτε θὰ ὑπερβῆ τὸ ἀνώτατον ὄριον τριάντων συναπτῶν ἡμερῶν ἔστω καὶ ἐν ἐγκλειστός τις κατηγορεῖται διὰ πλείονας τῆς μιᾶς πειθαρχικῆς παραβάσεως καθ' ὅν χρόνον δικάζεται ἢ ὑπόθεσις του, εἴτε αἱ παραβάσεις αὗται εἶναι συναφεῖς εἴτε ὄχι.

"Άρθρον 120.

Οἱ δραπετεύσαντες ἐγκλειστοί, ἢ οἱ ἀποπειραθέντες νὰ δραπετεύσουν, οἱ ἐπανασυλλημβανόμενοι θὰ ὑπόκεινται διὰ τὴν πρῶτην ταύτην εἰς πειθαρχικὰς μόνον ποινὰς, ἔστω καὶ ἐν ὑπάρχει ὑποτροπῆ.

Κατὰ παράβασιν τοῦ τρίτου ἐδαφίου τοῦ ἄρθρου 118, οἱ τιμωρηθέντες διὰ δραπέτευσιν ἢ ἀπόπειραν δραπέτευσεως ἐγκλειστοί δύνανται νὰ ὑποβληθῶν εἰς εἰδικὴν ἐπιτήρησιν ὑπὸ τὸν ὅρον ὅμως ὅτι αὐτῇ δὲν θὰ βλάψῃ τὴν κατὰστασιν τῆς υἰείας των, ὅτι ἡ ἐπιτήρησις θὰ ἀσκήσεται ἐντὸς τοῦ χώρου περιορισμοῦ καὶ ὅτι δὲν θὰ συνεπάγεται τὴν κατάρτησιν οὐδεμιᾶς τῶν ἐργουήσεων, αἵτινες τοῖς παρέχονται ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Οἱ ἐγκλειστοί οἱ συμπράξαντες εἰς ἀπόδρασιν ἢ εἰς ἀπόπειραν ἀποδράσεως θὰ ὑπόκεινται σχετικῶς εἰς πειθαρχικὴν μόνον ποινὴν.

"Άρθρον 121.

Ἡ δραπέτευσις ἢ ἡ ἀπόπειρα δραπέτευσεως, ἔστω καὶ ἐν ἐπαναληφθῆ δὲν θὰ θεωρεῖται ὡς ἐπιβρυτικὸν στοιχεῖον ἐν ἡ περιπτώσει παραπεμφθῆ ὁ ἐγκλειστός ἐνώπιον τῶν δικαστηρίων διὰ παραβάσεις διαπραχθείσας διαρκούσης τῆς δραπέτευσεως.

Ἢ ἐν συρράξει Μέρη θὰ μεριμνήσουν ἵνα αἱ ἀρμόδιαι ἀρχαὶ ἐνανθὺν ἐπιεικεῖς κατὰ τὴν ἐκτίμησιν τοῦ ἐν παράβασις τοῦ ἐγκλειστοῦ δέον νὰ τιμωρηθῇ πειθαρχικῶς ἢ δικαστικῶς, καὶ δὴ ὅσον ἀφορᾷ γεγονότα συναφεῖ μετὰ τὴν δραπέτευσιν ἢ τὴν ἀπόπειραν δραπέτευσεως.

"Άρθρον 122.

Τὰ γεγονότα π' ἀποτελοῦντα παραβάσιν τῆς πειθαρχίας θὰ γίνουσι ἀντικείμενον ἀμέσου ἀνακρίσεως. Τοῦτο θὰ ἰσχύῃ ἰδίως διὰ τὴν δραπέτευσιν ἢ τὴν ἀπόπειραν δραπέτευσεως καὶ ὁ ἐπανασυλληφθεὶς ἐγκλειστός θὰ παραδίδεται ὅσον τὸ δυνατόν ταχύτερον εἰς τὰς ἀρμόδιαι ἀρχάς.

Αἱ ὅλους τοὺς ἐγκλειστοὺς, ἢ προφυλάκισις εἰς περιπτώσει πειθαρχικῆς παραβάσεως θὰ περιορίζεται εἰς τὸ ἀνώτατον ἐλάχιστον ὄριον καὶ δὲν θὰ ὑπερβαίνῃ τὰς δέκα τέσσαρας ἡμέρας, ἐν πάσῃ δὲ περιπτώσει ἢ διάρκειᾷ τῆς θὰ ἐκπίπτῃται ἀπὸ τὴν ἐπιβληθησομένην τυχόν στερητικὴν τῆς ἐλευθερίας ποινὴν.

Αἱ διατάξεις τῶν ἄρθρων 124 καὶ 125 θὰ ἰσχύουν διὰ τοὺς λόγῳ πειθαρχικῆς παραβάσεως προφυλακισθέντας ἐγκλειστοὺς.

"Άρθρον 123.

ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἀρμολύτητος τῶν δικαστηρίων καὶ τῶν ἀνωτέρων ἀρχῶν, αἱ πειθαρχικαὶ ποινῶν θὰ ἐπιβλάσκωνται μόνον ὑπὸ τοῦ διοικητοῦ τοῦ χώρου περιορισμοῦ ἢ ὑπὸ ἀξιωματικοῦ ἢ ὑπευθύνου ὑπαλλήλου εἰς τὸν ὅποιον θὰ ἔχῃ μεταβιβάσῃ οὗτος τὴν πειθαρχικὴν του ἐξουσίαν.

Πρὶν ἢ ἐπιβληθῇ πειθαρχικὴ ποινὴ, ὁ κατηγορούμενος ἐγκλειστός θὰ λαμβάνῃ λεπτομερῆ γνῶσιν τῶν πράξεων διὰ τὰς ὁποίας κατηγορεῖται. Ἐὰν τοῦ ἐπιτρέπεται νὰ δικαιολογίῃ τὴν διαγωγὴν του, νὰ ὑπερασπίσῃ ἑαυτὸν νὰ καλέσῃ μάρτυρας, καὶ νὰ καταρῆγῃ ἂν εἶναι ἀνάγκη εἰς τὰς ὑπηρεσίας ἱκανοῦ διεργημέως. Ἡ ἀπόφασις θὰ ἐκδίδεται παρουσίᾳ τοῦ κατηγορουμένου καὶ ἐνὸς μέλους τῆς Ἐπιτροπῆς τῶν ἐγκλειστων.

Δὲν θὰ παρέλθῃ πλέον τοῦ ἐνὸς μηνὸς μεταξὺ τῆς πειθαρχικῆς ἀποφάσεως καὶ τῆς ἐκτελέσεώς της.

Ὅταν ὁ ἐγκλειστός τιμωρηθῇ διὰ νέας πειθαρχικῆς ποινῆς, προθεσμίᾳ τοῦλάχιστον τριῶν ἡμερῶν θὰ μεσολαβήσῃ μεταξὺ τῆς ἐκτελέσεως τῶν δύο ποινῶν, ἐν ἡ περιπτώσει ἢ μία ἐξ αὐτῶν εἶναι διαρκείας δέκα ἡμερῶν ἢ περισσοτέρων.

Ὁ διοικητῆς τοῦ χώρου περιορισμοῦ ὀφείλει νὰ τηρῇ κατὰστασιν τῶν ἐπιβληθεισῶν πειθαρχικῶν ποινῶν, ἥτις θὰ τίθεται εἰς τὴν διάθεσιν τῶν ἀντιπροσώπων τῆς προστάτιδος Δυνάμεως.

"Άρθρον 124.

Ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει δύνανται οἱ ἐγκλειστοί νὰ μεταφερθῶν εἰς σωφρονιστικὰ ἰδρύματα (φυλακί, σωφρονιστήρια, κάτεργα) ἵνα ἐκτίσων ἐκεῖ τὰς πειθαρχικὰς των ποινὰς.

Τὰ οἰκήματα εἰς τὰ ὁποῖα θὰ ἐκτίωνται αἱ πειθαρχικαὶ ποινῶν θὰ εἶναι σύμφωνα πρὸς τὰς ἀπαιτήσεις τῆς υἰεινῆς καὶ δὴ ἐφοδιασμένα μετὰ ἐπαρκεῖς ἐγκαταστάσεις. Εἰς τοὺς τιμωρημένους ἐγκλειστοὺς, θὰ παρέχονται τὰ ἀναγκαῖα μέσα καθαριότητος.

Αἱ ἐγκλειστοί γυναῖκες αἵτινες ὑφίστανται πειθαρχικὴν ποινὴν θὰ κρατῶνται εἰς οἰκήματα χωριστὰ ἀκείνων τῶν ἀνδρῶν καὶ θὰ τελοῦν ὑπὸ τὴν ἀμεσον ἐπιτήρησιν γυναικῶν.

"Άρθρον 125.

Οἱ τιμωρηθέντες διὰ πειθαρχικῆς ποινῆς ἐγκλειστοί θὰ ἔχουν τὴν δυνατότητα ν' ἀσκιῶνται καθημερινῶς καὶ νὰ παραμένουν εἰς τὴν ὑπαιθρον τοῦλάχιστον ἐπὶ δύο ὥρας.

Δικαιοῦνται νὰ παρουσιάζωνται τῇ αἰτίσει των εἰς τὴν καθημερινὴν ἰατρικὴν ἐπιθεώρησιν. Ἐὰν δικαιοῦνται εἰς τὴν περιθάλκιν ἢν καθιστᾷ ἀναγκαίαν ἢ κατὰστασις τῆς υἰείας των καὶ ἐν ἀνάγκῃ θὰ μεταφέρονται εἰς τὸ ἱατρεῖον τοῦ χώρου περιορισμοῦ ἢ εἰς νοσοκομεῖον.

Ἐὰν ἔχουν τὴν θδεῖαν νὰ ἀναγιγνώσκουν καὶ νὰ γράφουν ὡς καὶ νὰ ἀποστέλλουν ἢ νὰ λαμβάνουν ἐπιστολάς. Ἀντιθέτως, ὡς πρὸς τὰ δέματα καὶ τὰς ἐπιταγὰς ἐπιτρέπεται ὅπως τοῖς παραδοθῶν ταῦτα μόνον μετὰ τὴν λήξιν τῆς ποινῆς των. Ἐὰν παραδίδονται ἐν τῷ μεταξὺ εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν τῶν ἐγκλειστων, ἥτις θὰ παραδώσῃ εἰς τὸ ἱατρεῖον τὰ ἐντὸς των ὡς ἀνω δεκτικῶν, τρόφιμα τὰ ὑποκείμενα εἰς φθοράν.

Ὀὐδεὶς ἐγκλειστός πειθαρχικῶς τιμωρημένος θὰ δύναται νὰ στερηθῇ τοῦ εὐεργετήματος τῶν διατάξεων τῶν ἄρθρων 107 καὶ 143.

"Άρθρον 126.

Τὰ ἄρθρα 71 μέχρι 76ου συμπεριλαμβανομένου ἐφαρμόζονται κατ' ἀναλογίαν κατὰ τὰς διώξεις ἐναντίον ἐγκλειστων εὐρισκομένων ἐπὶ τοῦ ἐθνικοῦ ἐδάφους τῆς κατακρατῆσεως Δυνάμεως.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Χ

Μεταστάθμευσις ἐγκλειστων

*Άρθρον 127.

Ἡ μεταστάθμευσις τῶν ἐγκλειστων θὰ ἐκτελεῖται πάντοτε κατὰ τρόπον ἀνθρωπιστικόν. Θὰ γίνηται κατὰ κανόνα σιδηροδρομικῶς ἢ δι' ἄλλων μεταφορικῶν μέσων καὶ ὑπὸ συνθήκας τοῦλάχιστον ὁμοίας πρὸς ἐκείνας ὧν ἀπολαμβάνουν τὰ στρατεύματα τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως κατὰ τὰς μετακινήσεις των. Ἐάν ἐκτάκτως, ἢ μεταστάθμευσις πρόκειται νὰ γίνῃ πεζῇ, αὕτη θὰ λαμβάνῃ χώραν μόνον ἂν ἡ σωματικὴ κατάστασις τῶν ἐγκλειστων τὸ ἐπιτρέπει καὶ ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει θὰ ἐπιβάλλεται εἰς αὐτοὺς, ὑπερβολικὴ κόπωσις.

Ἡ κατακρατούσα Δύναμις θὰ παρέχῃ, κατὰ τὴν μεταφορὰν, εἰς τοὺς ἐγκλειστοὺς πόσιμον ὕδωρ καὶ τροφήν εἰς ἐπαρκῆ ποσότητα, ποιότητα καὶ ποιικίαν ἵνα διατηρηθῶν ἐν καλῇ ὑγείᾳ ὡς καὶ ἰαματισμῶν, κατάλληλα κατὰλύματα καὶ τὰ ἀναγκαῖα μέσα ἰατρικῆς περιθάλψεως. Θὰ λάβῃ ὅλα τὰ κατάλληλα μέτρα ἵνα κατοχυρώσῃ τὴν ἀσφάλειάν των διαρκούσης τῆς μεταφορᾶς καὶ θὰ συντάξῃ, πρὸ τῆς ἀναχωρήσεως, πλήρη κατάλογον τῶν μεταφερομένων ἐγκλειστων.

Οἱ ἀσθενεῖς, τραυματίαι ἢ ἀνάπηροι ἐγκλειστοὶ ὡς καὶ αἱ λεγῶν δὲν θὰ μεταφέρονται ἐφ' ὅσον τὸ ταξείδιον θὰ ἡδύνατο νὰ ἀποβῆ ἐπιζήμιον διὰ τὴν ὑγείαν των ἐκτὸς ἂν τὸ ἀπαιτῆ ἐπιτακτικῶς ἢ ἀσφάλεια των.

Ἐάν τὸ μέτωπον πλησιάζῃ πρὸς χώραν περιορισμοῦ, οἱ εὐρισκόμενοι ἐκεῖ ἐγκλειστοὶ θὰ μετασταθμεύουν μόνον ἂν ἢ μεταφορὰ των δύναται νὰ πραγματοποιηθῇ ὑπὸ ὄρους ἐπαρκοῦς ἀσφαλείας ἢ ἂν διατρέγουν μεγαλύτερον κίνδυνον παραμένοντες ἐπὶ τόπου παρὰ μεταφερόμενοι.

Ἡ κατακρατούσα Δύναμις, ἔταν ἀπορραϊζῇ τὴν μεταστάθμευσιν τῶν ἐγκλειστων δεόν νὰ λάβῃ ὑπ' ὄψιν τὰ συμφέροντά των, καὶ ἰδίως τὸ ζήτημα τῆς μὴ αὐξήσεως τῶν δυσχερειῶν ἐπαναπατρισμοῦ των ἢ ἐπιστροφῆς των εἰς τὰς ἐστίας των.

*Άρθρον 128.

Εἰς περίπτωσιν μετασταθμεύσεως οἱ ἐγκλειστοὶ θὰ εἰδοποιῶνται ἐπισημῶς περὶ τῆς ἀναχωρήσεώς των καὶ τῆς νέας των διευθύνσεως. Ἡ εἰδοποίησις αὕτη θὰ τοὺς παρέχεται ἀρκετὰ ἐνωρὶς ὥστε νὰ δύνανται νὰ ἐτοιμάσουν τὰς ἀποσκευὰς των καὶ νὰ προεξοικονομήσουν τὰς οἰκογενεῖας των.

Θὰ δικαιῶνται νὰ συμπαραλάβουν τὰ ἀτομικὰ των εἶδη, τὴν ἀλληλογραφίαν των καὶ τὰ ἀφικόμενα ὑπὲρ αὐτῶν δέματα. Τὸ βάρος τῶν ἀποσκευῶν τούτων θὰ δύναται νὰ μειωθῇ ἐάν αἱ συνθήκαι μεταφορᾶς τὸ ἀπαιτοῦν, ἀλλ' ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει, εἰς βάρος ὀλιγώτερον τῶν εἰκοσι πέντε χιλιogramm δι' ἕκαστον ἐγκλειστον.

Ἡ ἀλληλογραφία καὶ τὰ δέματα τ' ἀποσταλέντα εἰς τὸν παλαιὸν χώραν περιορισμοῦ δὲ διαβιβάζωνται πρὸς αὐτοὺς ἀνευ καθυστερήσεως.

Ὁ διοικητὴς τοῦ χώρου περιορισμοῦ θὰ λαμβάνῃ ἔπο κοινοῦ μετὰ τῆς Ἐπιτροπῆς ἐγκλειστων, τὰ ἀναγκαῖα μέτρα πρὸς ἐκτέλεσιν τῆς μεταφορᾶς τῆς συλλογικῆς παρουσίας τῶν ἐγκλειστων καὶ τῶν ἀποσκευῶν τὰς ὁποῖας οἱ ἐγκλειστοὶ δὲν δύνανται νὰ συμπαραλάβουν συνεπιεὶς περιορισμῶν ἐπιβαλλομένων δυνάμει τοῦ δευτέρου ἐδαφίου τοῦ παρόντος άρθρου

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΧΙ.

Θάνατοι.

*Άρθρον 129.

Οἱ ἐγκλειστοὶ θὰ δύνανται νὰ παραδώσουν τὰς διαθήκας των εἰς τὰς ὑπευθύνους ἀρχὰς αἰτίας θὰ ἐξασφαλίσουν τὴν φύλαξιν των. Εἰς περίπτωσιν θανάτου τῶν ἐγκλειστων αἱ

διαθήκαι αὗται θὰ μεταβιβάζωνται ταχέως πρὸς τὰ ὑπὸ τῶν ἐγκλειστων ὀριζήμενα πρόσωπα.

Ὁ θάνατος ἐκάστου ἐγκλειστοῦ θὰ πιστοποιῆται ὑπὸ ἰατροῦ καὶ θὰ συντάσσεται πιστοποιητικὸν ἐκθέτον τὸς λόγους τοῦ θανάτου καὶ τὰς συνθήκας ὑπὸ τὰς ὁποῖας συνέβη.

Ἐπίσημος κληρονομικὴ πράξις, δεόντως κατεχωρημένη θὰ συντάσσεται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τὰς ἰσχυροῦσας εἰς τὸ ἔδαφος ὅπου εὐρίσκεται ὁ χώρος περιορισμοῦ καὶ κενυρομένου ἀντίγραφον ταύτης θὰ ἀποστέλλεται ταχέως εἰς τὴν Προστάτιδα Δύναμιν ὡς καὶ εἰς τὸ ἐν άρθρῳ 140 προβλεπόμενον Κεντρικὸν Πρακτορεῖον.

*Άρθρον 130.

Αἱ κατακρατούσαι ἀρχαὶ θὰ φροντίζουν ὅπως οἱ ἀποβιώσαντες ἐν περιορισμῷ ἐγκλειστοὶ ἐνταφιασθῶν μετὰ τῶν προσκελευσῶν τιμῶν, εἰ δυνατόν συμφώνως μετὰ τὸ τυπικὸν τῆς θρησκείας εἰς τὴν ὁποίαν ἀνήκον, ὅπως οἱ τάφοι των παραμένουν σεβαστοί, ὅπως συντηρηθῶν οὗτοι εὐπρεπῶς καὶ σημειωθῶν κατὰ τρόπον ὥστε νὰ δύνανται πάντοτε ν' ἀνευρεθῶν.

Οἱ ἀποβιώσαντες ἐγκλειστοὶ θὰ ἐνταφιάζωνται κενυρομένως πλὴν περιπτώσεως ἀνωτέρας βίας, ἥτις θὰ ἐπέβαλε ὁμαδικὴν ταφήν. Τὰ σώματα θὰ ἀποτεφρώνονται μόνον δι' ἐπιτακτικὸς λόγους ὑγιεινῆς, ἢ λόγω τῆς θρησκείας τοῦ ἀποβιώσαντος ἢ ἀκόμη ἐάν ἐξέφρασεν οὗτος τολαυτὴν ἐπιθυμίαν. Εἰς περίπτωσιν ἀποτεφρώσεως θὰ γίνῃ μνηεὶα τοῦ γεγονότος τούτου καὶ τῶν αἰτίων του ἐπὶ τῆς κληρονομικῆς πράξεως θανάτου τοῦ ἐγκλειστοῦ. Ἡ τέφρα θὰ διατηρηθῇ μετὰ προσοχῆς ὑπὸ τῶν κατακρατουσῶν ἀρχῶν καὶ θὰ παραδοθῇ ὅσον ἐνεστι συντομώτερον εἰς τοὺς συγγενεῖς, ἐάν οὗτοι τὸ ζητήσουν.

Εὐθὺς ὡς αἱ περιστάσεις τὸ ἐπιτρέψουν καὶ τὸ ἀργότερον εἰς τὸ τέλος τῶν ἐμβροπραξιῶν, ἢ κατακρατούσα Δύναμις, θὰ μεταβιβάσῃ, μέσω τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 136 Γραφείων πληροφοριῶν, εἰς τὰς Δυνάμεις ἀπὸ τὰς ὁποῖας ἐξήρτωντο οἱ ἀποθανόντες, καταλόγους τῶν τάφων τῶν ἀποθανόντων ἐγκλειστων. Οἱ ἐν λόγω κατάλογοι θὰ παρέχουν πᾶσαν λεπτομέρειαν ἀναγκαῖαν διὰ τὴν ἀναγνώρισιν τῶν ἀποθανόντων ἐγκλειστων καὶ τὸν ἀκριβῆ προσδιορισμὸν τῶν τάφων αὐτῶν.

*Άρθρον 131.

Πᾶς θάνατος ἢ πᾶς σοβαρὸς τραυματισμὸς ἐγκλειστοῦ ὅστις προεκλήθη ἢ ὑπάρχει ὑπόνοια ὅτι προεκλήθη ὑπὸ σκοποῦ, ὑπὸ ἄλλου ἐγκλειστοῦ ἢ ὑπὸ οἰουδήποτε ἄλλου προσώπου, ὡς καὶ πᾶς ἄλλος θάνατος τοῦ οὐοῦ ἢ αἰτία εἶναι ἄγνωστος θὰ ἀκολουθῆται ἀμέσως ὑπὸ ἐπισημοῦ ἀνακρίσεως ἀπὸ μέρους τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως.

Σχετικὴ κοινοποίησις θὰ διαβιβάζηται ἀμέσως εἰς τὴν προστάτιδα δύναμιν. Θὰ συλλέγωνται αἱ καταθέσεις παντός μάρτυρος καὶ ἀναφορὰ περιέχουσα ταύτας θὰ συντάσσεται καὶ θὰ κοινοποιῆται πρὸς τὴν ἐν λόγω Δύναμιν.

Ἐάν ἢ ἀνάκρισις ἀποδείξῃ τὴν ἐνοχλήν ἐνὸς ἢ πλείονων ἀτόμων, ἢ κατακρατούσα Δύναμις θὰ λάβῃ ὅλα τὰ μέτρα διὰ τὴν δικαστικὴν δίωξιν τοῦ ἢ τῶν ὑπευθύνων.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΧΙΙ.

Ἀπελευθερώσις, ἐπαναπατρισμοὶ καὶ νοσηλεῖα εἰς οὐδετέρας Χώρας.

*Άρθρον 132.

Πᾶν πρόσωπον ἐγκλειστον θὰ ἀπελευθεροῦται ὑπὸ τῆς κατακρατούσης δυνάμεως εὐθὺς ὡς αἱ λόγοι αἰτίας ἐπέφεραν τὸν περιορισμὸν ἐπαυσαν νὰ ὑφίστανται.

Ἑπὶ πλέον τὰ ἐν διενέξει Μέρη θὰ προσπαθήσουν νὰ συνάξουν, διαρκουσῶν τῶν ἐμβροπραξιῶν συμφωνίας διὰ τὴν ἀπελευθερώσιν, τὸν ἐπαναπατρισμὸν, τὴν ἐπιστροφήν εἰς τὰς οἰκείας των ἢ τὴν φιλοξενίαν εἰς οὐδετέραν χώραν

ώρισμένων κατηγοριῶν ἐγκλειστων καὶ ἰδιαίτερος παιδιῶν, γυναικῶν ἐγκύων καὶ μητέρων ἐγκύων βρέφη καὶ παιδιά εἰς μικρὰν ἡλικίαν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν ἢ ἐγκλειστων ἐχόντων ὑποστῆ μακρὰν αἰχμαλωσίαν.

Ἄρθρον 133.

Ὁ περιορισμὸς θὰ παύσῃ τὸ ταχύτερον δυνατὸν μετὰ τὸ πέρας τῶν ἐχθροπραξιῶν.

Ἐν τούτοις, οἱ εἰς τὸ ἐδάφος ἐνὸς ἐνσυρράξει Μέρους ἐγκλειστοί, οἵτινες θὰ ἐδιώκοντο ποινικῶς δι' ἀδικήματα, μὴ συνεπαγόμενα ἀποκλειστικῶς πειθαρχικὴν μόνον ποινὴν, δύνανται νὰ κρατηθοῦν μέχρι πέρας τῆς διαδικασίας καὶ ἐνδεχομένως μέχρι τῆς ἐκτίσεως τῆς ποινῆς. Τὸ αὐτὸ θὰ συμβῆ καὶ διὰ τοὺς ἤδη καταδικασθέντας εἰς ποινὴν στερητικὴν τῆς ἐλευθερίας τῶν.

Διὰ συμφωνίας μεταξύ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως καὶ τῶν ἐνδιαφερομένων Δυνάμεων, δέον μετὰ τὸ πέρας τῶν ἐχθροπραξιῶν ἢ τῆς κατοχῆς τοῦ ἐδάφους νὰ καταρτισθοῦν ἐπιτροπὴ διὰ τὴν ἀναζήτησιν τῶν διεσκορπισμένων ἐγκλειστων.

Ἄρθρον 134.

Τὰ Ἑψηλὰ συμβαλλόμενα Μέρη θὰ προσπαθήσουν, εἰς τὸ τέλος τῶν ἐχθροπραξιῶν ἢ τῆς κατοχῆς νὰ ἐξασφαλίσουν τὴν ἐπιστροφήν ὅλων τῶν ἐγκλειστων εἰς τὸν τελευταῖον τόπον διαμονῆς των, ἢ νὰ διευκολύνουν τὴν ἐπαναπατρισμὸν των.

Ἄρθρον 135.

Ἡ κατακρατούσα Δύναμις θὰ ὑποστῆ τὰ ἐξοδα τῆς ἐπιστροφῆς τῶν ἀπελευθερωμένων ἐγκλειστων εἰς τὸν τόπον ὅπου εἶχον τὴν κατοικίαν των κατὰ τὸν χρόνον τοῦ περιορισμοῦ των ἢ, ἐάν συνέλαβεν αὐτοὺς κατὰ τὴν διάρκειαν ταξιδίου των ἢ εἰς ἀνοικτὴν θάλασσαν, τὰ ἀναγκαῖα ἐξοδα διὰ νὰ τοὺς ἐπιτραπῆ νὰ συμπληρώσουν τὸ ταξιδιδίον των ἢ νὰ ἐπιστρέψουν εἰς τὸ σημεῖον τῆς ἀναχωρήσεώς των.

Ἐάν ἡ κατακρατούσα Δύναμις ἀρνηθῆ τὴν ἀδειαν μονίμου παράμονης εἰς ἀπελευθερωθέντα ἐγκλειστον, ὅστις, προηγουμένως εἶχε τὴν μόνιμον κατοικίαν του ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς, αὕτη θὰ καταβάλλῃ τὰ ἐξοδα ἐπαναπατριسمοῦ του.

Οὐχ' ἤττον, ἐάν ὁ ἐγκλειστος προτιμῆ νὰ ἐπιστρέψῃ εἰς τὴν πατρίδα του, ὑπὸ ἰδίαν αὐτοῦ εὐθύνην, ἢ ἵνα ὑπακούσῃ εἰς ἐντολὴν τῆς Κυβερνήσεως εἰς τὴν ὁποίαν ὀφείλει ὑπακοήν, ἢ κατακρατούσα Δύναμις δὲν ὑποχρεοῦται εἰς τὴν καταβολὴν τῶν δαπανῶν του πέραν τοῦ ἐδάφους τῆς. Ἡ κατακρατούσα Δύναμις δὲν ὑποχρεοῦται νὰ καταβάλλῃ τὰ ἐξοδα ἐπαναπατριسمοῦ ἐγκλειστοῦ ὅστις θὰ εἶχεν ἐγκλεισθῆ τῇ αἰτίσει του.

Ἐάν οἱ ἐγκλειστοὶ μετασταθμεύσουν συμφώνως τῷ ἀρθρῷ 45 ἡ μεταφέρουσα τούτους Δύναμις καὶ ἡ ὑποδεχομένη αὐτοὺς θέλουσιν συνεννοηθῆ ἐπὶ τῆς ἀναλογίας τῶν ἐξόδων τῶν ὑποκρίνων θὰ καταβάλλῃ ἑκάστη.

Αἱ ὡς ἀνω διατάξεις δὲν θίγουν τὰς εἰδικὰς συμφωνίας αἱ ὁποῖαι θὰ ἠδύναντο νὰ συναφθοῦν μεταξύ τῶν ἐν συρράξει Δυνάμεων περὶ τῆς ἀνταλλαγῆς καὶ τοῦ ἐπαναπατρισμοῦ τῶν εἰς ἐχθρικὰς χεῖρας εὐρισκομένων ὑπηκόων των.

ΤΜΗΜΑ V.

Γραφεῖα καὶ Κεντρικὸν Πρακτορεῖον Πληροφοριῶν.

Ἄρθρον 136.

Ἄμα τῇ ἐνάρξει τῆς συρράξεως καὶ εἰς ὅλας τὰς περιπτώσεις κατοχῆς ἑκάστον τῶν ἐν διενέξει Μερῶν θὰ συγκροτήσῃ ἐπίσημον Γραφεῖον πληροφοριῶν ὑπεύθυνον διὰ τὴν λήψιν καὶ μετάδοσιν πληροφοριῶν περὶ τῶν ὑπὸ τὴν ἐξουσίαν του εὐρισκομένων προστατευομένων προσώπων.

Ἐκαστον τῶν ἐν συρράξει Μερῶν θὰ διαβιβάζῃ ἐντὸς τῆς βραχυτέρας δυνατῆς προθεσμίας εἰς τὸ ἐν λόγῳ Γραφεῖον, πληροφορίας περὶ τῶν ὑπὸ τούτου ληφθέντων μέτρων κατὰ ἐκαστὸν προστατευομένου προσώπου, συλληφθέντος ἀπὸ

πλέον τῶν δύο ἐβδομάδων, ὑποβληθέντος εἰς ἀναγκαίαν διαμονὴν ἢ περιορισθέντος. Ἐπὶ πλέον θὰ ἀναθέσῃ εἰς τὰς ἐνδιαφερομένας ὑπηρεσίας του ὅπως παράσχουν ταχέως εἰς τὸ προμνησθὲν γραφεῖον πληροφορίας σχετικῶς μετὰ τὰς ἐπισυμβάσας εἰς τὴν κατάστασιν τῶν προστατευομένων τούτων προσώπων, μεταβολὰς, οἷον μετακινήσεις, ἀπελευθερώσεις, ἐπαναπατρισμοί, δραπέτεύσεις, νοσηλείαι εἰς νοσοκομεῖα, γεννήσεις καὶ θάνατοι.

Ἄρθρον 137.

Τὸ ἐθνικὸν γραφεῖον πληροφοριῶν θὰ ἀποστέλλῃ ἀμέσως διὰ τῶν ταχυτέρων μέσων καὶ μερίμνη, ἀπ' ἐνὸς τῶν Προστάτιδων Δυνάμεων καὶ ἀπ' ἑτέρου, τοῦ εἰς τὸ ἀρθρον 140 προβλεπομένου Κεντρικοῦ Πρακτορείου, τὰς σχετικὰς πρὸς τὰ προστατευόμενα πρόσωπα πληροφορίας, εἰς τὴν Δύναμιν τῆς ὁποίας τὰ ἀνω ἀναφερόμενα πρόσωπα εἶναι ὑπήκοοι ἢ εἰς τὴν Δύναμιν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς ὁποίας εἶχον ταῦτα τὴν κατοικίαν των. Τὰ γραφεῖα θὰ ἀπαντοῦν ἐπίσης εἰς ὅλας τὰς αἰτήσεις αἰτινες θὰ τοῖς ἀπευθύνωνται περὶ προστατευομένων προσώπων.

Τὰ γραφεῖα πληροφοριῶν θὰ διαβιβάζουν τὰς σχετικὰς πρὸς προστατευόμενον πρόσωπον πληροφορίας, ἐκτὸς ἐάν ἡ μετάδοσις των ἐπρόκειτο νὰ ζημιώσῃ τὸ ἐνδιαφερόμενον πρόσωπον ἢ τὴν οἰκογενεὶάν του. Ἀλλὰ καὶ εἰς τὴν περίπτωσιν ἀκόμη ταύτην τὰ γραφεῖα δὲν θὰ δύνανται ν' ἀρνηθοῦν τὴν ἀποστολὴν πληροφοριῶν πρὸς τὸ Κεντρικὸν Πρακτορεῖον τὸ ὁποῖον, προειδοποιούμενον περὶ τῶν περιστάσεων, θὰ λάβῃ τὰ ὑποδεικνυόμενα εἰς τὸ ἀρθρον 140 ἀναγκαῖα προφυλακτικὰ μέτρα.

Πᾶσαι αἱ ὑπὸ τοῦ Γραφείου συντασσόμεναι ἐγγραφαι ἀνακρινόμεναι θὰ ἐπιστημοποιοῦνται δι' ὑπογραφῆς ἢ σφραγίδος.

Ἄρθρον 138.

Αἱ εἰς τὸ Γραφεῖον πληροφοριῶν λαμβανόμεναι καὶ ὑπ' αὐτοῦ μεταδιδόμεναι πληροφορίαι θὰ εἶναι τοιαύτης φύσεως ὥστε νὰ ἐπιτρέπουν τὴν ἐξακρίβωσιν τῆς ταυτότητος τοῦ προστατευομένου προσώπου καὶ τὴν ταχείαν εἰδοποίησιν τῆς οἰκογενείας του. Θὰ περιλαμβάνουν δι' ἑκαστον πρόσωπον τοῦλάχιστον τὸ ὄνοματεπώνυμον, τὸν τόπον καὶ τὴν πλήρη ἡμερομηνίαν γεννήσεως, τὴν ἐθνικότητα, τὸν τόπον τῆς τελευταίας κατοικίας, τὰ ἰδιαίτερα χαρακτηριστικὰ, τὸ ὄνομα πατρὸς καὶ τὸ οἰκογενειακὸν ὄνομα τῆς μητρὸς τῆς ἡμερομηνίας καὶ τὴν φύσιν τοῦ ἐναντίου τοῦ προσώπου ληφθέντος μέτρου, ὡς καὶ τὸν τόπον ὅπου τὸ μέτρον τοῦτο ἐλήφθη, τὴν διεύθυνσιν εἰς τὴν ὁποίαν δύναται νὰ τῷ ἀπευθύνεται ἢ ἀλληλογραφία του ὡς καὶ τὸ ὄνομα καὶ τὴν διεύθυνσιν τοῦ προσώπου τὸ ὁποῖον πρέπει νὰ εἰδοποιηθῇ.

Ὡσαύτως πληροφορίας περὶ τῆς καταστάσεως τῆς υγείας τῶν εἰς σβάρὰν θέσιν ἀσθενῶν ἢ τραυματιῶν ἐγκλειστων, θὰ μεταδίδονται τακτικῶς καὶ εἰ δυνατόν καθ' ἐβδομάδα.

Ἄρθρον 139.

Τὸ ἐθνικὸν γραφεῖον πληροφοριῶν θὰ εἶναι, ἐξ ἄλλου ἐντεταλμένον τὴν συλλογὴν ὅλων τῶν προσωπικῶν ἀντικειμένων ἀξίας, τῶν ἐγκαταλειφθέντων ὑπὸ τῶν προστατευομένων προσώπων τῶν ἀναφερομένων εἰς τὸ ἀρθρον 136 καὶ δι' ἀπὸ τὸν ἐπαναπατρισμὸν των, τὴν ἀπελευθερώσιν των, τὴν δραπέτευσίν των ἢ τὸν θάνατόν των, ὡς καὶ τὴν ἀποστολὴν τούτων εἰς τοὺς ἐνδιαφερομένους ἀπ' εὐθείας ἢ ἐν ἀνάγκῃ μέσῳ τοῦ Κεντρικοῦ Πρακτορείου. Τὰ ἀντικείμενα ταῦτα θὰ ἀποστέλλονται ἐντὸς δεμάτων ἐσφραγισμένων ὑπὸ τοῦ Γραφείου. Εἰς τὰ δέματα ταῦτα θὰ ἐπισυνάπτονται δηλώσεις καθορίζουσαι μετ' ἀκριβείας τὴν ταυτότητα τῶν προσώπων εἰς τὰ ὅποια τὰ ἀντικείμενα ταῦτα ἀνήκουν, ὡς καὶ πλήρως κατ' ὅλον τοῦ περιεχομένου τοῦ δέματος. Ἡ παραλαβὴ καὶ ἀποστολὴ ἀντικειμένων ἀξίας θὰ σημειοῦται λεπτομερῶς εἰς τὴν οἰκείαν βιβλίαν.

"Άρθρον 140.

Κεντρικόν Πρακτορείον πληροφοριών δια τὰ προστατευόμενα πρόσωπα, ιδίως προκειμένου περί ἐγγλείστων, θά ιδρυθῇ, εἰς οὐδετέραν χώραν. Ἡ διεθνὴς ἐπιτροπὴ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ θά προτείνῃ εἰς τὰς ἐνδιαφερομένας Δυνάμεις ἐὰν θεωρεῖ τοῦτο ἀναγκαῖον τὴν ὀργάνωσιν τοῦ Πρακτορείου τούτου ὅπως δύναται νὰ ταυτίζηται μετὰ τὸ προβλεπόμενον ἐν ἄρθρῳ 123 τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης τῆς 12ης Αὐγούστου 1949 περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου.

Τὸ Πρακτορείον τοῦτο θά ἐπιφορτισθῇ μετὰ τὴν συγκέντρωσιν ὅλων τῶν πληροφοριῶν περί ὧν προβλέπει τὸ ἄρθρον 136, τὰς ὁποίας θά δυνηθῇ νὰ λάβῃ ἐξ ἐπισήμων ἢ ἰδιωτικῶν πηγῶν· θά διαβιβάσῃ ταύτας τὸ ταχύτερον δυνατόν εἰς τὴν χώραν καταγωγῆς ἢ κατοικίας τῶν ἐνδιαφερομένων προσώπων, ἐκτὸς τῆς περιπτώσεως καθ' ἣν ἡ μετάδοσις αὕτη θά ἠδύνατο νὰ βλάψῃ τὰ πρόσωπα ἢ τὰς οἰκογενείας τὰς ὁποίας ἀφοροῦν αἱ πληροφορίες.

Θά τύχῃ ἀπὸ μέρους τῶν ἐν συρράξει Μερῶν πάσης λογικῆς εὐκολίας διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἐν λόγῳ κοινοποιήσεων.

Τὰ Ὑψηλὰ συμβαλλόμενα Μέρη, καὶ ἰδιαίτερος ἐκεῖνα τῶν ὁποίων οἱ ὑπῆκοοι ἀπολαμβάνουν τῶν ὑπηρεσιῶν τοῦ Κεντρικοῦ Πρακτορείου, προσκαλοῦνται ὅπως παράσχουν εἰς τοῦτο τὴν ὑλικὴν ὑποστήριξιν τῆς ὁποίας θά εἶχεν ἀνάγκη.

Αἱ ἀνωτέρω διατάξεις δὲν πρέπει νὰ ἐρμηνευθοῦν ὡς περιορίζουσαι τὴν ἀνθρωπιστικὴν δρᾶσιν τῆς Διεθνούς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ καὶ τῶν Ἐταιρειῶν Περιθάλψεως τῶν ἀναφερομένων ἐν ἄρθρῳ 142.

"Άρθρον 141.

Τὰ Ἐθνικὰ Γραφεῖα πληροφοριῶν καὶ τὸ Κεντρικόν Πρακτορείον πληροφοριῶν θά ἀπολαύουν ταχυδρομικῆς ἀτελείας ἐπὶ πάσης ταχυδρομικῆς ἀποστολῆς ὡς καὶ τῶν ἐν ἄρθρῳ 110 προβλεπομένων ἀπαλλαγῶν καί, κατὰ τὸ δυνατόν, τῆς τηλεγραφικῆς ἀτελείας ἢ τοῦλάχιστον σημαντικῆς ἐκπτώσεως ἐπὶ τῶν τηλεγραφικῶν τελεῶν.

ΤΙΤΛΟΣ ΙΥ

Ἐκτέλεσις τῆς Συμβάσεως.

ΤΜΗΜΑ Ι

Γενικαὶ Διατάξεις.

"Άρθρον 142.

ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν μέτρων ἅτινα θά ἐθεώρουν ἀπαραίτητα διὰ τὴν περιφρούρησιν τῆς ἀσφαλείας τῶν ἢ διὰ τὴν ἀντιμετώπισιν πάσης ἀλλῆς λογικῆς ἀνάγκης, αἱ Κατακρατούσαι Δυνάμεις θά ἐπιφυλάξουν τὴν καλλιτέραν ὑποδοχὴν εἰς τὰς θρησκευτικὰς ὀργανώσεις, τὰς ἐταιρείας περιθάλψεως ἢ πάντα ἄλλον ὀργανισμόν, ὅστις θά ἤρηχτο ἀρωγῆς πρὸς τὰ προστατευόμενα πρόσωπα. Θά παράσχουν πρὸς αὐτοὺς ὡς καὶ πρὸς τοὺς δεόντως ἐξουσιοδοτημένους ἀντιπροσώπους τῶν πάσης τῆς ἀναγκαίας εὐκολίας διὰ τὴν ἐπίσκεψιν τῶν προστατευομένων προσώπων, διὰ τὴν πρὸς ταῦτα διανομὴν βοηθημάτων, ὑλικῶς πάσης προελεύσεως προοριζομένου διὰ μερρωτικῶν ψυχολογικῶν ἢ θρησκευτικῶν σκοποῦς, ἢ διὰ τὴν παροχὴν βοήθειας πρὸς ὀργάνωσιν τῆς ψυχολογίας τῶν ἐντὸς τῶν χωρῶν περιορισμοῦ.

Αἱ προαναφερθεῖσαι ἐταιρεῖαι ἢ ὀργανισμοὶ δύνανται νὰ ιδρυθῶν εἴτε ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως, εἴτε εἰς ἄλλην χώραν, ἢ καὶ νὰ ἔχουν διεθνή χαρακτῆρα.

Ἡ κατακρατούσα Δύναμις δύναται νὰ περιορίσῃ τὸν ἀριθμὸν τῶν ἐταιρειῶν καὶ ὀργανισμῶν εἰς τοὺς ἐκπροσώπους τῶν ὁποίων θά ἐπιτραπῇ ἡ ἀσκῆσις τῶν καθηκόντων τῶν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς καὶ ὑπὸ τὸν ἔλεγγον τῆς, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅμως ὅτι ὁ τοιοῦτος περιορισμὸς δὲν θά παρεμποδίσῃ τὴν παροχὴν

ἀποτελεσματικῆς καὶ ἐπαρκῆς ἀρωγῆς πρὸς ὅλα τὰ προστατευόμενα πρόσωπα.

Ἡ ἰδιαίτερα θέσις τῆς Διεθνούς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ ἐπὶ τοῦ πεδίου τούτου θά τύχῃ ἐν παντὶ καιρῷ ἀναγνωρίσεως καὶ σεβασμοῦ.

"Άρθρον 143.

Οἱ ἀντιπρόσωποι ἢ ἀπεσταλμένοι τῶν προστατιδῶν Δυνάμεων θά ἐξουσιοδοτηθοῦν νὰ μεταβαίνουν εἰς ὅλα τὰ μέρη ὅπου εὐρίσκονται προστατευόμενα πρόσωπα, ιδίως δὲ εἰς τοὺς χώρους περιορισμοῦ, φυλακίσεως καὶ ἀργασίας.

Θά τοῖς ἐπιτρέπεται ἡ εἴσοδος εἰς ὅλα τὰ διαμερίσματα τὰ χρησιμοποιούμενα ὑπὸ τῶν προστατευομένων προσώπων καὶ θά δύναται νὰ συνομιλήσῃ μετ' αὐτῶν ἀνευ τῆς παρούσης μάρτυρος τῆ βοήθειᾳ δερμηνέως ἐὰν εἶναι τοῦτο ἀναγκαῖον.

Αἱ ἐπισκέψεις αὗται δὲν δύναται νὰ ἀπαγορευθοῦν εἰ μὴ μόνον λόγῳ ἐπιτακτικῶν στρατιωτικῶν ἀναγκῶν τοῦτο δὲ μόνον ἐξαιρετικῶς καὶ προσωρινῶς. Ἡ συχνότης καὶ ἡ διάρκεια τῶν ἐπισκέψεων δὲν δύναται νὰ περιορισθῇ.

Θά παρέχεται πᾶσα ἐλευθερία ἐκλογῆς τῶν τόπων ἐπισκέψεως εἰς τοὺς ἀντιπροσώπους καὶ τοὺς ἐκπροσώπους τῶν προστατιδῶν Δυνάμεων. Ἡ κατακρατούσα ἢ κατέχουσα Δύναμις, ἢ προσάτις Δύναμις καὶ, ἐνδεχομένως, ἡ Δύναμις ἐξ ἧς κατὰρχονται τὰ ἐπισκεπτὰ πρόσωπα δύναται νὰ συνεχισθῶν ὥστε νὰ ἐπιτραπῇ καὶ εἰς συμπατριώτας τῶν ἐγγλείστων νὰ μετέχουν τῶν ἐπισκέψεων.

Οἱ ἐκπρόσωποι τῆς Διεθνούς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ θά ἀπολαύουν τῶν ἰδίων προνομίων. Ὁ διορισμὸς τῶν ἐκπροσώπων τούτων θά ὑποβάλλεται εἰς τὴν ἐγκρισίν τῆς Δυνάμεως ὑπὸ τὴν ἐξουσίαν τῆς ὁποίας εὐρίσκονται τὰ ἐδάφη ὅπου πρόκειται ν' ἀναπτύξουν τὴν δρᾶσιν των.

"Άρθρον 144.

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως διαδώσουν ὅσον τὸ δυνατόν εὐρύτερον ἐν καιρῷ εἰρήνης καὶ ἐν καιρῷ πολέμου, τὸ κείμενον τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τὰς χώρας των καὶ δὴ ὅπως περιλάβουν τὴν μελέτην ταύτης εἰς τὰ προγράμματα στρατιωτικῆς καὶ εἰ δυνατόν, πολιτικῆς ἐκπαιδεύσεως ὥστε αἱ ἀρχαὶ τῆς ν' ἀποβοῦν γνωσταὶ εἰς τὸ σύνολον τοῦ πληθυσμοῦ.

Αἱ πολιτικά, στρατιωτικά, ἀστυνομικά καὶ ἄλλαι ἀρχαὶ αἵτινες ἐν καιρῷ πολέμου ἀναλαμβάνουν εὐθύναν ἐναντι τῶν προστατευομένων προσώπων, δεόν ὅπως κατέχουν τὸ κείμενον τῆς Συμβάσεως καὶ ὅπως ἔχουν ἐκπαιδευθῇ ἰδιαίτερος ἐπὶ τῶν διατάξεων τῆς.

"Άρθρον 145.

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θά κοινοποιήσῃ πρὸς ἀλλήλα μὲσω τοῦ Ὁμοσπονδιακοῦ Ἐλβετικοῦ Συμβουλίου καὶ, κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν ἐχθροπραξιῶν, μὲσω τῶν προστατιδῶν Δυνάμεων, τὰς ἐπισήμους μεταφράσεις τῆς παρούσης Συμβάσεως, ὡς καὶ τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοὺς ὁποίους θά υἱοθετήσῃ ἐνδεχομένως πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς ἐφαρμογῆς.

"Άρθρον 146.

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ὑποχρεοῦνται νὰ λάβουν ἅπαντα τὰ ἀναγκαῖα νομοθετικὰ μέτρα διὰ τὸν καθορισμὸν τῶν ἐνδεδειγμένων ποινικῶν κυρώσεων τῶν ἐπιβλητέων εἰς τὰ πρόσωπα ἅτινα προέβησαν ἢ ἔδωσαν εἰς ἄλλους διαταγήν νὰ προβοῦν εἰς οἰκνὴποτε σοβαρὰν παράβασιν τῆς παρούσης Συμβάσεως ὡς αἱ παραβάσεις αὗται καθορίζονται εἰς τὸ ἐπόμενον ἄρθρον.

Ἐκαστὸν Συμβαλλόμενον Μέρος θά ἔχῃ τὴν ὑποχρέωσιν ν' ἀναζητήσῃ τὰ πρόσωπα τὰ κατηγορούμενα ὅτι προέβησαν ἢ ἔδωσαν εἰς ἄλλους διαταγήν νὰ προβοῦν εἰς οἰκνὴποτε τῶν σοβαρῶν τούτων παραβάσεων καὶ ἀφείλει νὰ παρεπέμψῃ τὰ πρόσωπα ταῦτα ἐνώπιον τῶν δικαστηρίων

του οιαδήποτε και αν είναι ή εθνικότητος των. Δύναται επίσης, εάν τὸ προτιμᾷ, καὶ ὑπὸ τοὺς προβλεπομένους ὑπὸ τῆς ἰδίας αὐτοῦ νομοθεσίας ὅρους, νὰ παραδώσῃ τὰ εἰρημμένα πρόσωπα πρὸς ἐκδίκασιν εἰς ἕτερον Συμβαλλόμενον Μῆρος, τὸ ὁποῖον ἐνδιαφέρεται διὰ τὴν διώξιν των, ἐφ' ὅσον τὸ Συμβαλλόμενον τοῦτο Μῆρος ἔχει ἐναντίον των ἐπαρκεῖς λόγους διώξεως.

Ἐκαστον συμβαλλόμενον Μῆρος θὰ λάβῃ τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν κατάπαυσιν ἐνεργειῶν ἀντικειμένων εἰς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως, καὶ πέραν των σοβαρῶν παραβάσεων, αἵτινες καθορίζονται εἰς τὸ ἐπόμενον ἄρθρον.

Εἰς πᾶσαν περίστασιν οἱ μνηνόμενοι θ' ἀπολαμβάνουσι ἐγγυήσεων δικονομικῶν καὶ ἐλευθέρας υπερασπίσεως οὐχὶ κατωτέρων των προβλεπομένων εἰς τὰ ἄρθρα 10ῃ καὶ ἐπόμενα τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ μεταχειρίσεως των αἰχμαλώτων πολέμου τῆς 12ης Αὐγούστου 1949.

Ἄρθρον 147.

Αἱ σοβαραὶ παραβάσεις, περὶ των ὁποίων προκηρύσσεται τὸ προηγούμενον ἄρθρον, εἶναι ἐκεῖναι αἱ ὁποῖαι συνεπύχονται οἰανδήποτε των ἀκολούθων πράξεων, ἐφ' ὅσον διαπράττονται ἐναντίον προσώπων ἢ ἰδιοκτησιῶν προστατευομένων ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἐκ προθέσεως φόνος, ἢ βία, ἢ ἄλλη ἀπάνθρωπος μεταχείρισις περιλαμβανομένων των βιολογικῶν πειραμάτων ἐκ προθέσεως πρόκλησις μεγάλης ὀδύνης ἢ σοβαρὰ προσβολὴ κατὰ τῆς σωματικῆς ἀκεραιότητος ἢ τῆς υγείας, πικρὸς ἐξορία ἢ μεταφορὰ ἢ πικρὸς περιορισμὸς. ἐξαναγκασμὸς προστατευομένου τινὸς προσώπου ὅπως ὑπερηγήσῃ εἰς τὰς ἐνόπλους δυνάμεις ἐχθρικῆς Δυνάμεως ἢ ἐκ προθέσεως στέρησις τοῦ δικαιώματος τοῦ ἐκδικάζεσθαι κατὰ τρόπον κανονικὸν καὶ ἀμερόληπτον κατὰ τὰ ὀριζόμενα εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν, σίλληψις ὁμήρων, καταστροφή ἢ ἰδιοποιήσις ἀγαθῶν μὴ δικαιολογούμενη ὑπὸ των στρατιωτικῶν ἀναγκῶν καὶ λαμβανουσα χώραν εἰς μεγάλην κλίμακα κατὰ τρόπον παράνομον καὶ αὐθαίρετον.

Ἄρθρον 148.

Οὐδὲν των Συμβαλλομένων Μερῶν δύναται ν' ἀπαλλάξῃ ἐκ τῆς οὐδὲ ν' ἀπαλλάξῃ ἕτερον Συμβαλλόμενον Μῆρος των εὐθυνῶν ἅς αὐτὸ τοῦτο ἢ ἄλλο Συμβαλλόμενον Μῆρος ὑπέχουν λόγω των εἰς τὸ προηγούμενον ἄρθρον προβλεπομένων παραβάσεων.

Ἄρθρον 149.

Αἰτήσῃ ἐνὸς των ἐν συρράξει Μερῶν, θὰ διεξαχθῇ ἀνέκρισις, ἥς ὁ τρόπος ἐνεργείας θὰ καθορισθῇ ὑπὸ των ἐνδιαφερομένων Μερῶν, ἐπὶ πάσης καταγγελίας περὶ παραβάσεως τῆς Συνθήκης.

Ἐάν δὲν ἐπέλθῃ συμφωνία ἐπὶ τῆς διαδικασίας τῆς ἀνακρίσεως, τὰ Μῆρα θὰ συνεννοηθοῦν διὰ τὴν ἐκλογὴν δικαιοκρίτου, ὅστις θ' ἀποφασίσῃ περὶ τῆς ἀκολουθητέας διαδικασίας.

Ἄπαξ διαπιστωθῇ ἢ παράβασις τὰ ἐν συρράξει Μῆρα θὰ θέσουσι τέρμα εἰς αὐτὴν καὶ θὰ ἐπιβάλλουν ὅσον τὸ δυνατόν ταχύτερον τὰς δεούσας κυρώσεις.

Τελικαὶ Διατάξεις.

Ἄρθρον 150.

Ἡ παρούσα Σύμβασις ἐγένετο εἰς τὴν γαλλικὴν καὶ τὴν ἀγγλικὴν. Ἀμφότερα τὰ κείμενα εἶναι ἐξ ἴσου αὐθεντικά.

Τὸ Ἐλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον θέλει μεριμνήσῃ διὰ τὰς ἐπισημοὺς μεταφράσεις τῆς Συμβάσεως εἰς τὴν ρωσικὴν καὶ τὴν ἰσπανικὴν γλῶσσαν.

Ἄρθρον 151.

Ἡ παρούσα Σύμβασις ἢ ὁποία φέρει τὴν ἡμερομηνίαν τῆς ἡμέρας εἶναι ἀνοικτὴ πρὸς ὑπογραφήν μέχρι τῆς 12ης

Φεβρουαρίου 1950 ἀπὸ μέρους των Δυνάμεων των ἀντιπροσωπευθεισῶν εἰς τὴν ἀρξαμένην ἐν Γενεύῃ τὴν 21ην Ἀπριλίου 1949 συνδιάσκεψιν.

Ἄρθρον 152.

Ἡ παρούσα Σύμβασις θὰ ἐπικυρωθῇ ὅσον τὸ δυνατόν συντομώτερον αἱ δὲ ἐπικυρώσεις τῆς θὰ κατατεθοῦν ἐν Βέρνη.

Δι' ἐκάστην κατάθεσιν ὁργάνου ἐπικυρώσεως θέλει συνταχθῇ πρωτόκολλον οὐτινος ἀκριβὲς ἀντίγραφον θέλει ἐπιδοθῇ ὑπὸ τοῦ Ἐλβετικοῦ Ὁμοσπονδιακοῦ Συμβουλίου πρὸς ὅλας τὰς Δυνάμεις ἐπ' ὀνόματι των ὁποίων θὰ ἔχῃ ὑπογραφή ἢ Σύμβασις ἢ των ὁποίων θὰ ἔχῃ κοινοποιηθῇ ἢ προσχωρήσεις.

Ἄρθρον 153.

Ἡ παρούσα Σύμβασις θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ἐξ ἑξ ἡμερῶν μετὰ τὴν κατάθεσιν δύο τοῦλάχιστον ὁργάνων ἐπικυρώσεως.

Κατόπιν, θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ δι' ἐκαστὸν Ὑψιλὸν Συμβαλλόμενον Μῆρος ἐξ ἑξ ἡμερῶν μετὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ ὁργάνου ἐπικυρώσεως αὐτοῦ.

Ἄρθρον 154.

Εἰς τὰς σχέσεις μεταξύ Δυνάμεων δεσμευομένων ὑπὸ τῆς Συμβάσεως τῆς Χάγης περὶ Νόμων καὶ Ἐθίμων τοῦ κατὰ ξηρὰν πολέμου, εἴτε πρόκειται περὶ τῆς ἐπὶ ὑπογραφείσης τὴν 29ην Ἰουλίου 1899 εἴτε τῆς ὑπογραφείσης τὴν 18ην Ὀκτωβρίου 1907, καὶ συμμετεχουσῶν εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν, θὰ θεωρηθῇ αὕτη συμπλήρωμα των Τμημάτων II καὶ III τοῦ προσηρητημένου εἰς τὴν προαναφερθεῖσαν Σύμβασιν τῆς Χάγης κανονισμοῦ.

Ἄρθρον 155.

Ἡ παρούσα Σύμβασις θὰ εἶναι ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ἰσχύος τῆς ἀνοικτὴ εἰς τὴν προσχώρησιν πάσης Δυνάμεως ἐπ' ὀνόματι τῆς ὁποίας δὲν ἔχει ὑπογραφήν.

Ἄρθρον 156.

Αἱ προσχωρήσεις θὰ κοινοποιῶνται ἐγγράφως εἰς τὸ Ἐλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον καὶ θὰ καθίστανται ἐνεργοὶ ἐξ ἑξ ἡμερῶν μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν θὰ τῷ ἔχωσι περιέλθῃ.

Τὸ Ἐλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον θὰ ἀνακοινώσῃ τὰς προσχωρήσεις πρὸς ὅλας τὰς Δυνάμεις ἐπ' ὀνόματι των ὁποίων ἔχει ὑπογραφήν ἢ Σύμβασις ἢ των ὁποίων ἔχει κοινοποιηθῇ ἢ προσχωρήσεις.

Ἄρθρον 157.

Αἱ εἰς τὰ ἄρθρα 2 καὶ 3 προβλεπόμεναι καταστάσεις θὰ προσδώσουσι ἄμεσον ἰσχύϊ εἰς τὰς πρὸ ἢ μετὰ τὴν ἐναρξιν των ἐχθροπραξιῶν ἢ τῆς κατοχῆς κατατεθείσας ἐπικυρώσεις καὶ κοινοποιηθείσας προσχωρήσεις των ἐν συρράξει Μερῶν. Ἡ κοινοποίησις των ληφθησομένων ἐπικυρώσεων ἢ προσχωρήσεων των ἐν συρράξει Μερῶν θὰ γίνηται ὑπὸ τοῦ Ἐλβετικοῦ Ὁμοσπονδιακοῦ Συμβουλίου διὰ τῆς ταχυτέρας ὁδοῦ.

Ἄρθρον 158.

Ἐκαστον των Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων μερῶν ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ καταγγεῖλῃ τὴν παρούσαν Σύμβασιν.

Ἡ καταγγελία θὰ κοινοποιῆται ἐγγράφως πρὸς τὸ Ἐλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον ὅπου θ' ἀνακοινώσῃ τὴν κοινοποίησιν πρὸς τὰς Κυβερνήσεις ὅλων των Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἡ καταγγελία θὰ καθίσταται ἐνεργὸς ἐν ἑτοίμῃ μετὰ τὴν κοινοποίησιν τῆς πρὸς τὸ Ἐλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον. Οὐχ ἥττον, καταγγελία κοινοποιηθεῖσα καθ' ὅν χρόνον ἢ καταγγέλουσα Δύναμις ἔχει ἐμπλακῆ εἰς σύρραξιν δὲν καθίσταται ἐνεργὸς ἐφ' ὅσον δὲν θὰ ἔχῃ συναφθῇ εἰρήνη, καὶ ἐν οὐδεμίᾳ περιπτώσει πρὸ τοῦ τερματισμοῦ τοῦ

έργου ἀπελευθερώσεως καὶ ἐπαναπατρισμοῦ τῶν προστα-
τευομένων ὑπὸ τῆς Συμβάσεως προσώπων.

Ἡ καταγγελία θὰ ἰσχύη μόνον ἐναντι τῆς καταγγελ-
λοῦσης Δυνάμεως. Αὕτη οὐδεμίαν θὰ ἔχη ἐπίδρασιν ἐπὶ τῶ-
ν υποχρεώσεων ἄς τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ παραμείνουν
ὑπόχρεα νὰ ἐκπληρώσουν δυνάμει τῶν ἀρχῶν τοῦ Διεθοῦν
δικαίου ὡς αὐταὶ προκύπτουν ἐκ τῶν παραδεδεγμένων με-
ταξὺ πεπολιτισμένων ἔθνῶν ἐθίμων, τῶν κανόνων ἀνθρω-
πισμοῦ καὶ τῶν ἀπαιτήσεων τῆς δημοσίας συνηδείσεως.

* Ἄρθρον 159.

Τὸ ἐλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον θὰ μερίμνησῇ
διὰ τὴν κατοχύρωσιν τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τὴν
Γραμματεῖαν τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν. Τὸ Ἑλβετικὸν Ὁ-
μοσπονδιακὸν Συμβούλιον θὰ πληροφόρησιν ἐπίσης τὴν
Γραμματεῖαν τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν περὶ τῶν ἐπικυ-
ρώσεων, προσχωρήσεων καὶ καταγγελιῶν ἕως θὰ λάβῃ
περὶ τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἐφ' ᾧ, οἱ ὑπογεγραμμένοι, ἔχοντες καταθέσῃ εἰς
ἕκαστος τὰ πληρεξούσια των, ὑπέγραψαν τὴν παρούσαν
Σύμβασιν.

Ἐγένετο ἐν Γενεύῃ, τὴν 12ην Αὐγούστου 1949, εἰς
γαλλικὴν καὶ ἀγγλικὴν γλῶσσαν, τοῦ πρωτοτύπου μέλλοντος
νὰ κατατεθῇ εἰς τὰ Ἀρχεῖα τῆς Ἑλβετικῆς Ὁμοσπονδίας.
Τὸ Ἑλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον θὰ διαβιβάσῃ
ἀκριβὲς ἀντίγραφον τῆς Συμβάσεως εἰς ἕκαστον τῶν ὑπο-
γραφάντων Κρατῶν ὡς καὶ εἰς τὰ Κράτη ἅτινα θὰ ἔχουν
προσχωρήσῃ εἰς τὴν Συνθήκην.

Διὰ τὸ Ἀφγανιστάν :
Μ. ΟΣΜΑΝ ΑΜΙΡΙ

Διὰ τὴν λαϊκὴν δημοκρατίαν τῆς Ἀλβανίας :
Μετὰ τῶν συνημμένων ἐπιφυλάξεων ἐπὶ τῶν ἀρθρῶν 11
καὶ 45 (1)
Ζ. ΜΑΛΟ

Διὰ τὴν Ἀργεντινὴν :
Μετὰ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (2)
ΓΚΟΥΙΑΕΡΜΟ Α. ΣΠΕΡΟΝΙ

Διὰ τὴν Αὐστραλίαν :
Ἐπὶ αἵρεσιν ἐπικυρώσεως (3)
ΝΟΡΜΑΝ Ρ. ΜΙΤΣΕΛ

Διὰ τὴν Αὐστρίαν :
Δρ. ΡΟΥΝΤ ΜΠΛΥΝΤΟΡΝ

Διὰ τὸ Βέλγιον :
ΜΩΡΙΣ ΜΠΟΥΡΚΕΝ

Διὰ τὴν Λευκορωσικὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν
Δημοκρατίαν :
Μετὰ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις εἰς τὰ ἀρθρα 11 καὶ 45 (4)
ὁ ἀρχηγὸς τῆς Ἀντιπροσωπείας τῆς Α.Σ.Σ.Δ.
Ν. ΚΟΥΤΣΕΙΝΙΚΩΦ

Διὰ τὴν Βολιβίαν :
Γ. ΜΕΝΤΕΪΡΟΣ

Διὰ τὴν Βραζιλίαν :
Μετὰ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (5)
ΙΟΑΟ ΠΙΝΤΟ ΝΤΑΣΙΛΒΑ
Στρατηγὸς ΦΛΟΡΙΑΝΟ ΝΤΕ ΛΙΜΑ ΜΠΡΑΙΝΕΡ

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Βουλγαρίας :
Μετὰ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (1)
Κ.Β. ΣΒΕΤΛΩΦ

Διὰ τὸν Καναδὸν :
Μετὰ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις
ΜΑΞ. Χ. ΒΕΡΣΩΦ

Διὰ τὴν Χιλήν :
Φ. ΣΙΣΤΕΡΝΑΣ ΟΡΤΙΖ

Διὰ τὴν Κίναν :
ΓΟΥ-ΝΑΝ-ΤΣΟΥ

Διὰ τὴν Κολομβίαν :
ΡΑΦΑΕΛ ΡΟΚΑ ΣΛΟΣ

Διὰ τὴν Κούβα :
Ι. ΝΤΕ ΛΑ ΛΟΥΖ. ΛΕΩΝ

Διὰ τὴν Δανεμαρκίαν :
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΚΟΝ.
ΠΑΥΛΟΣ ΓΥΕΝ
ΜΗΛΓΚΕ

Διὰ τὴν Αἴγυπτον :
Α. Κ. ΣΑΦΟΥΑΤ

Διὰ τὸν Ἰσμηρινόν :
ΑΛΕΞ. ΓΚΑΣΤΕΛΟΙ

Διὰ τὴν Ἰσπανίαν :
ΛΟΥΙΣ ΚΑΛΝΤΕΡΟΝ

Διὰ τὰς Ἑνωμένας Πολιτείας τῆς Ἀμερικῆς :
Μετὰ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (2)
ΙΩΑΝΝΗΣ ΚΑΡΤΕΡ ΒΙΝΣΕΝΤ

Διὰ τὴν Αἰθιοπίαν :
ΓΚΑΤΣΑΟΥ ΖΕΛΛΕΚΕ

Διὰ τὴν Φιλανδίαν :
ΡΕΙΝΟΑΝΤ ΣΒΕΝΤΟ

Διὰ τὴν Γαλλίαν :
Γκ. ΚΑΕΝ-ΣΑΛΒΑΝΤΟΡ ΖΑΚΙΝΟ

Διὰ τὴν Ἑλλάδα :
Μ. ΠΕΣΜΑΤΖΟΓΑΤΙ

Διὰ τὴν Γουατεμάλαν :
Α. ΝΤΥΠΟΝ-ΒΙΛΛΕΜΙΝ

Διὰ τὴν Οὐγγρικὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν :
Μετὰ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (3)
ΑΝΝΑ ΚΑΡΑ

Διὰ τὰς Ἰνδίας :
ΝΤ. ΜΠ. ΝΤΕΣΑΙ

Διὰ τὸ Ἰράν :
Α. Χ. ΜΕΙΚΑΝΤΕΧ

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἰρλανδίας :
ΣΗΝ-ΜΑΚ-ΜΠΡΑΙΝΤ

Διὰ τὸ Ἰσραήλ :
Μετὰ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (4)
Μ. ΚΑΧΑΝΙ

Διὰ τὴν Ἰταλίαν :
ΤΖΑΤΣΙΝΤΟ ΛΟΥΡΙΤΙ
ΕΤΤΟΡΕ ΜΠΑΙΣΤΡΟΚΙ

Διὰ τὸν Λίβανον :
ΜΙΚΑΟΥΙ

Διὰ τὸ Λιχτενστάιν :
Κόμης Φ. ΒΙΑΤΣΕΚ

Διὰ τὸ Λουξεμβούργον :
Ι. ΣΤΟΥΡΜ

(1) Ἰδε κείμενον ἐπιφυλάξεων εἰς σελίδα

(2) " " " " " "

(3) Κατὰ τὴν ὑπογραφήν ὁ Αὐστραλιανὸς Πληρεξούσιος ἐδήλω-
σεν ὅτι ἡ Κυβέρνησις του διετήρησεν τὸ δικαίωμα νὰ δικτυώσῃ ἐπι-
φυλάξεις ἄμα τῇ ἐπικυρώσει.

(4) Ἰδε κείμενον ἐπιφυλάξεων εἰς σελίδα

(5) " " " " " "

(1) Ἰδε κείμενον ἐπιφυλάξεων εἰς σελίδα

(2) " " " " " "

(3) " " " " " "

(4) " " " " " "

Διὰ τὸ Μεξικό :
ΠΕΤΡΟ ΝΤΕ ΑΛΜΠΙΑ
B. P. ΚΑΣΤΡΟ

Διὰ τὸ Πριγκιπάτον τοῦ Μονακό :
M. ΛΟΖΕ

Διὰ τὴν Νικαράγουα :
ΛΙΦΣΙΤΣ

Διὰ τὴν Νορβηγίαν :
ΡΟΛΦ ΑΝΤΕΡΣΕΝ

Διὰ τὴν Νέαν Ζηλανδίαν :
Μὲ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (1)
G. P. ΔΕΚΙΝΚ

Διὰ τὸ Πακιστάν :
Σ. Μ. Α. ΦΑΡΟΥΚ Μ. Γ. Α. Χ. ΣΑΙΧ

Διὰ τὴν Παραγουάη :
ΚΟΥΡΑΝΤ ΦΕΡ

Διὰ τὰς Κάτω Χώρας :
Μὲ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (2)
I. ΜΙΟΣ ΝΤΕ ΡΟΖΕΝΤΑΛ

Διὰ τὸ Περού :
ΓΚΟΝΖΑΛΟ ΜΙΖΑΡΟ

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῶν Φιλιππίνων : (3)
Γ. ΣΕΜΠΑΣΤΙΑΝ

Διὰ τὴν Πολωνίαν :
Μὲ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (4)
ΖΟΥΛΙΑΝ ΠΡΖΥΜΠΟΣ

Διὰ τὴν Πορτογαλίαν :
Μὲ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (5)
K. ΚΑΛΑΝΤΕΙΡΑ ΚΟΕΛΟ

Διὰ τὴν Ρουμανικὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν :
Μὲ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (6)
I. ΔΡΑΓΟΜΙΡ

Διὰ τὸ Ἠνωμένον Βασίλειον τῆς Μεγ. Βρετανίας
καὶ Βορείου Ἰρλανδίας :

Μὲ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (7)
ΡΟΜΠΕΡΤ ΚΡΕΪΓΚΙ
X. Α. ΣΠΡΟΥΤ
B. X. ΓΚΑΡΔΝΕΡ

Διὰ τὴν Ἁγίαν Ἐδρην :
ΦΙΛΙΠΠΟΣ ΜΠΕΡΝΑΡΤΙΝΙ

Διὰ τὸ ΕΛ Σαλβαντόρ :
P. A. ΜΠΟΥΣΤΑΜΑΝΤΕ

Διὰ τὴν Σουηδίαν :
Μὲ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἐπικυρώσεως παρὰ τῆς Α. Μ. τοῦ
Βασιλέως τῆς Σουηδίας καὶ τὴν ἔγκρισιν τοῦ Ρίξσταγκ
ΣΤΑΦΑΝ ΣΕΝΤΕΡΜΠΛΟΜ

Διὰ τὴν Ἑλβετίαν :
ΜΑΞ ΠΕΤΙΠΙΕΡ Συνταγματάρχης ΜΕΡ. ΝΤΥ ΠΑΣΚΙΕ
ΙΛΑΙΝΙΟ ΜΠΟΛΛΑ Φ. ΖΟΥΤΤΕΡ Χ. ΜΕΛΙ

Διὰ τὴν Συρίαν :
ΟΜΑΡ ΕΛ ΝΤΖΑΜΠΡΙ, Α. ΤΖΕΝΑΟΥΙ

Διὰ τὴν Τσεχοσλοβακίαν :
Μὲ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (8)
ΤΑΟΥΜΠΕΡ

Διὰ τὴν Τουρκίαν :
ΡΑΝΑ ΤΑΡΧΑΝ

Διὰ τὴν Οὐκρανικὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν Δημο-
κρατίαν :

Μὲ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις ἐπὶ τῶν ἀρθρῶν 11 καὶ 45
Κατὰ πληρεξουσιότητα τῆς Κυβερνήσεως ΟΥ.Σ.Σ.Δ. (1)
Καθηγητῆς : Ο. ΜΠΟΓΚΟΜΟΛΕΤΣ

Διὰ τὴν Ἑνωσιν τῶν Σοβιετικῶν σοσιαλιστικῶν δη-
μοκρατιῶν :

Μὲ ἐπιφυλάξεις ἐπὶ τῶν ἀρθρῶν 11, 45 ὁ ἀρχηγὸς τῆς ἀντι-
προσωπείας τῆς Ε.Σ.Σ.Δ. (2)
N. ΣΛΑΒΙΝ

Διὰ τὴν Οὐγγαρίαν :
Σύμβουλος Συντ/ρχῆς ΕΚΤΩΡ Ι. ΜΠΛΑΝΚΟ

Διὰ τὴν Βενεζουέλαν :
Α. ΠΟΣΕ ΝΤΕ ΡΙΒΑΣ

Διὰ τὴν Ὁμοσπονδιακὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς
Γιουγκοσλαβίας :
Μὲ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις
ΜΙΑΑΝ ΡΙΣΤΙΤΣ

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Ι.

Σχέδιον συμφωνίας ἀφορώσης ὑγειονομικὰς ζώνας καὶ πε-
ριοχὰς ἀσφαλείας.

"Ἄρθρον 1.

Αἱ ζῶναι ὑγειονομικαὶ καὶ ἀσφαλείας θὰ ἐπιφυλαχθοῦν
αὐστηρῶς διὰ τὰ πρόσωπα τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὸ ἄρθρον 23
τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς κατα-
στάσεως τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατεία
ἐνόπλων δυνάμεων, τῆς 12ης Αὐγούστου 1949 καὶ εἰς τὸ
ἄρθρον 14 τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ προστασίας
τῶν πολιτῶν ἐν καιρῷ πολέμου τῆς 12ης Αὐγούστου 1949
ὡς καὶ διὰ τὸ προσωπικὸν εἰς τὸ ὅποιον ἔχει ἀνατεθῆ ἡ
ὀργάνωσις καὶ διοίκησις τῶν ζωνῶν καὶ περιοχῶν αὐτῶν
καὶ ἡ περίθαλψις τῶν ἐν αὐταῖς συγκεντρωθησομένων
ἀτόμων.

Οὐχ' ἤττον, πρόσωπα τῶν ὁποίων ἡ μόνιμος κατοικία
εὐρίσκειται ἐντὸς τοιούτων περιοχῶν θὰ ἔχουν τὸ δικαίωμα
νὰ παραμείνουν ἐκεῖ.

"Ἄρθρον 2.

Οὐδὲν πρόσωπον ἐκ τῶν εὐρισκομένων, ὑπὸ οἰανδήποτε
ιδιότητα, ἐντὸς ζώνης τινὸς ὑγειονομικῆς καὶ ἀσφαλείας,
δύναται νὰ ἐκτελέσῃ οἰανδήποτε ἐργασίαν, ἀμεινον σχέσιν
ἔχουσαν μὲ τὰς στρατιωτικὰς ἐπιχειρήσεις ἢ μὲ τὴν παρα-
γωγὴν πολεμικοῦ ὕλικου ἐντὸς ἢ ἐκτὸς τῆς ζώνης.

"Ἄρθρον 3.

Ἡ δημιουργοῦσα ζώνην ὑγειονομικὴν καὶ ἀσφαλείας
Δύναμις, θὰ λάβῃ ὅλα τὰ ἀπαιτούμενα μέτρα πρὸς ἀπαγό-
ρευσιν τῆς εἰσόδου εἰς ὅλα τὰ πρόσωπα τὰ ὅποια δὲν ἔχουν
τὸ δικαίωμα νὰ μεταβοῦν ἢ νὰ παραμείνουν ἐκεῖ.

"Ἄρθρον 4.

Αἱ ζῶναι ὑγειονομικαὶ καὶ ἀσφαλείας θὰ πληροῦν τοὺς
κάτωθι ὅρους:

- α') Θὰ περιλαμβάνουν μικρὸν μόνον τμήμα τοῦ ἐδάφους
τὸ ὅποιον ἐλέγχει ἡ δημιουργήσασα τὴν ζώνην Δύναμις.
β') Θὰ εἶναι ἀραιῶς κατοικημένοι ἐν σχέσει πρὸς τὰς
δυνατότητας ἐγκαταστάσεως.

(1) Ἴδε κείμενον ἐπιφυλάξεων εἰς σελίδα
(3) " " " " " "

(1) Ἴδε κείμενον ἐπιφυλάξεων εἰς σελίδα
(2) " " " " " "
(3) Ὑπὸ αἵρεσιν ἐπικυρώσεως ὑπὸ τῆς Γερουσίας τῶν Φιλιππίνων ἐν
Συμφῶνι πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Συντάγματος 1939
(4) Ἴδε κείμενον ἐπιφυλάξεων εἰς σελίδα
(5) " " " " " "
(6) " " " " " "
(7) " " " " " "
(8) " " " " " "

γ') Θα κείνται μικράν και θα στεραϋνται παντός στρατιωτικοῦ στόχου και πάσης σημαντικῆς βιομηχανικῆς ἢ διοικητικῆς ἐγκαταστάσεως.

δ') Δὲν θα τοποθετηθοῦν εἰς περιοχὰς αἱ ὁποῖαι, κατὰ πᾶσαν πιθανότητα δυνατόν νὰ ἔχουν σημεῖον διὰ τὴν διαξαγωγὴν τοῦ πολέμου.

Ἄρθρον 5.

Αἱ ζῶναι ὑγειονομικαὶ και ἀσφαλείας θα ὑπόκεινται εἰς τὰς ἀκολουθούσας ὑποχρεώσεις:

α') Τὸ δίκτυον συγκοινωνιῶν και τὰ μέσα μεταφορᾶς τὰ ὁποῖα ἐνδέχεται νὰ περιλαμβάνουν δὲν θα χρησιμοποιοῦνται διὰ τὴν μεταφορὰν στρατιωτικοῦ προσωπικοῦ ἢ ὑλικοῦ ἔστω και ἐν ἀπλῇ διαμετακομίσει.

β') Ἐν οὐδεμίᾳ περιπτώσει θα ὑπερασπίζονται στρατιωτικῶς.

Ἄρθρον 6.

Αἱ ζῶναι ὑγειονομικαὶ και ἀσφαλείας θα ἐπισημαίνωνται διὰ διαγωνίων ἐρυθρῶν ταινιῶν ἐπὶ βάθους λευκοῦ τοποθετουμένων ἐπὶ τῆς περιφερείας τῆς ζώνης και ἐπὶ τῶν κτιρίων. Αἱ προοριζόμεναι ἀποκλειστικῶς διὰ τραυματίας και ἀσθενεῖς ζῶναι δύνανται νὰ σηματοδοτοῦν δι' ἐρυθρῶν σταυρῶν (Ἐρυθρῶν ἡμισελήνων, ἐρυθροῦ Λέοντος και Ἡλίου) ἐπὶ βάθους λευκοῦ.

Δύνανται ἐπίσης νὰ ἐπισημανθοῦν νύκτωρ διὰ καταλλήλου φωτισμοῦ.

Ἄρθρον 7.

Ἡδὴ ἐν καιρῷ εἰρήνης ἢ κατὰ τὴν ἐναρξιν τῶν ἐχθροπραξιῶν ἐκάστη Δύναμις θα κοινοποιήσῃ πρὸς ἅπαντα τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη κατάλογον τῶν ζωνῶν ὑγειονομικῶν και ἀσφαλείας αἵτινες, ἐδημιουργήθησαν ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν τὰ ὁποῖα ἐλέγχει. Θα τὰ τηρήσῃ ἐπίσης ἐν ἡμέρᾳ τῆς δημιουργίας πάσης νέας ζώνης διαρκούσης τῆς συρράξεως.

Εὐθὺς ὡς τὸ ἀντίπαλον Μῆρος λάβῃ τὴν ἀνωτέρω κοινοποίησιν, ἡ ζώνη θα ἔχη κανονικῶς συγκροτηθῇ.

Ἐὰν τὸ ἀντίπαλον Μῆρος θεωρεῖ, οὐχ' ἦττον, ὅτι εἰς τῶν τιθεμένων ὑπὸ τῆς παρούσης συμφωνίας ὄρων προφανῶς δὲν τηρεῖται, δύνανται ν' ἀρνηθῇ τὴν ἀναγνωρίσιν τῆς ζώνης κοινοποιοῦν ἐπείγοντως τὴν ἀρνήσιν του πρὸς τὸ Μῆρος ἀπὸ τοῦ ὁποῖου ἡ ζώνη ἐξαρτᾶται, ἢ νὰ ἐξαρτήσῃ τὴν ἀναγνωρίσιν τῆς ἀπὸ τὴν ἐγκατάστασιν τοῦ ἐλέγχου περὶ οὗ προβλέπει τὸ ἄρθρον 8.

Ἄρθρον 8.

Πᾶσα Δύναμις ἔχουσα ἀναγνωρίσει μίαν ἢ περισσοτέρας ζώνας ὑγειονομικῆς και ἀσφαλείας συσταθείσας ὑπὸ τοῦ ἀντιπάλου μέρους δικαιούται νὰ ζητήσῃ ὅπως μία ἢ πλείονες εἰδικαὶ ἐπιτροπαὶ ἐλέγξουν κατὰ πόσον ἡ ζώνη πληροῖ τὰς ὑποχρεώσεις και τοὺς ὄρους τοὺς συνομολογηθέντας διὰ τῆς παρούσης συμφωνίας.

Πρὸς τοῦτο τὰ μέλη τῶν εἰδικῶν ἐπιτροπῶν θα ἔχουν ἀνά πᾶσαν στιγμὴν ἐλευθέραν εἴσοδον εἰς τὰς διαφόρους ζώνας και θα δύνανται ἀκόμη και νὰ διαμείνουν ἐκεῖ μονίμως. Θα παρασχεθῇ δὲ εἰς αὐτὰ πᾶσα εὐκολία διὰ τὴν ἀσκήσιν τῆς ἐλεγκτικῆς τῶν ἀποστολῆς.

Ἄρθρον 9.

Ἐν ἡ περιπτώσει αἱ ἐπιτροπαὶ διαπιστώσουν γεγονότα τὰ ὁποῖα θα τοῖς ἐφαίνοντο ἀντίθετα πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης συμφωνίας, θα εἰδοποιήσουν πάρχυτα τὴν Δύναμιν ἐξ ἧς ἡ ζώνη ἐξαρτᾶται και θα παράσχουν εἰς αὐτὴν διορίαν πέντε τὸ πολὺ ἡμερῶν πρὸς διόρθωσιν τῶν κακῶς ἐγόντων. Θα εἰδοποιήσουν σχετικῶς και τὴν δύναμιν ἢ ὁποῖα ἔχει ἀναγνωρίσῃ τὴν ζώνην.

Ἐὰν ἅμα τῇ λήξει τῆς διορίας ἡ Κυβέρνησις ἐξ ἧς ἐξαρτᾶται ἡ ζώνη δὲν ἔχει δώση συνέχειαν εἰς τὴν ἀπευθυνθεῖσαν αὐτῇ εἰδοποίησιν, τὸ ἀντίπαλον Μῆρος δύνανται νὰ

δηλώσῃ ὅτι δὲν δεσμεύεται πλέον ὑπὸ τῆς παρούσης συμφωνίας ὡς πρὸς τὴν ζώνην ταύτην.

Ἄρθρον 10.

Ἡ ἰδρῦσασα μίαν ἢ πλείονας ζώνας ὑγειονομικῆς και ἀσφαλείας και τὰ ἀντίπαλα Μέρη πρὸς τὰ ὁποῖα ἡ ὑπαρξίς τῶν ζωνῶν αὐτῶν ἔχει γνωστοποιηθῆ ἢ διορίσουν ἢ θα ζητήσουν ἀπὸ τὰς Προστάτιδας Δυνάμεις ἢ ἀπὸ ἄλλας οὐδετέρας Δυνάμεις νὰ διορίσουν ἐκεῖναι τὰ πρόσωπα τὰ ὁποῖα νὰ συμμετάσχουν τῶν ἀναφερομένων ἐν ἀρθροῖς 8 και 9 εἰδικῶν ἐπιτροπῶν.

Ἄρθρον 11.

Αἱ ζῶναι ὑγειονομικαὶ και ἀσφαλείας ἐν οὐδεμίᾳ περιπτώσει δύνανται νὰ γίνουν στόχος ἐπιθέσεως ἀλλὰ θα εἶναι πάντοτε ἀντικείμενον προστασίας και σεβασμοῦ διὰ τὰ ἐν συρράξει Μέρη.

Ἄρθρον 12.

Εἰς περίπτωσιν κατοχῆς ἐδαφους τινὸς αἱ ἐν αὐτῷ ζῶναι ὑγειονομικαὶ και ἀσφαλείας θα ἐξακολουθήσουν νὰ τυγχάνουν σεβασμοῦ και νὰ χρησιμοποιοῦνται ὡς τοιαῦται.

Οὐχ' ἦττον ἡ κατέχουσα Δύναμις δύνανται νὰ μεταβάλῃ τὸν προορισμὸν τῶν ἀφοῦ ἐξασφαλίσῃ τὴν τύχην τῶν ἐν αὐταῖς περιθλαπομένων προσώπων.

Ἄρθρον 13.

Ἡ παρούσα Συμφωνία ἔχει ἐπίσης ἐφαρμογὴν προκειμένου περὶ τοποθεσιῶν τὰς ὁποίας αἱ Δυνάμεις ἠθέλον χρησιμοποιήσῃ διὰ τὸν ἴδιον σκοπὸν εἰς τὸ ὁποῖον ἀποβλέπουν αἱ ζῶναι ὑγειονομικαὶ και ἀσφαλείας.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΙΙ.

Σχέδιον Κανονισμοῦ ἀφορῶντος τὰ συλλογικὰ βοηθήματα πρὸς ἐγκλείστους πολίτας.

Ἄρθρον 1.

Αἱ ἐπιτροπαὶ ἐγκλείστων θα διανέμουν τὰς ἀποστολὰς συλλογικῶν βοηθημάτων διὰ τὰς ὁποίας εἶναι ὑπεύθυνοι εἰς ὅλους τοὺς ἐγκλείστους τοὺς διοικητικῶς ἐξαρτωμένους ἀπὸ τὸν τόπον τοῦ περιορισμοῦ τῶν καθὼς και εἰς τοὺς εὐρισκομένους εἰς νοσοκομεῖα, φυλακὰς ἢ ἄλλα σωφρογιστικὰ ἰδρύματα.

Ἄρθρον 2.

Ἡ διανομὴ τῶν ἀποστολῶν συλλογικῆς βοήθειας θα διενεργῆται συμφώνως πρὸς τὰς ὁδηγίας τῶν δωρητῶν και βάσει σχεδίου τῆς Ἐπιτροπῆς Ἐγκλείστων. Οὐχ' ἦττον ἡ διανομὴ τῶν ἱατρικῶν βοηθημάτων θα γίνεσθαι κατὰ προτίμησιν κατόπιν συνεννοήσεως μετὰ τοὺς ἀνωτέρους ὑγειονομικοὺς ἀξιωματικούς. Οὗτοι προκειμένου περὶ νοσοκομείων και ἀπομονωτηρίων, δύνανται νὰ παρίδουν τὰς ρηθείσας ὁδηγίας ἐὰν αἱ ἀνάγκαι τῶν ἀσθενῶν τῶν τῶ ἀπαιτοῦν. Ἐντὸς τοῦ οὕτω καθοριζομένου πλαισίου ἡ διανομὴ θα διεξάγεται πάντοτε κατὰ τρόπον ἀκριβοδικαίον.

Ἄρθρον 3.

Ἦνα καταστή δυνατὴ ἡ ἐξακριβώσις τῆς ποιότητος και ποσότητος τῶν παραλαμβανομένων ἐμπορευμάτων και ἡ σύνταξις λεπτομερῶν ἐκθέσεων πρὸς χρῆσιν τῶν δωρητῶν, θα ἐπιτραπῇ εἰς τὰ μέλη τῶν Ἐπιτροπῶν ἐγκλείστων νὰ μεταβιβάζουν εἰς τοὺς σταθμούς και ἄλλους τόπους ἀφίξεως παρακειμένους εἰς τὸν χώρον περιορισμοῦ ὅπου καταφθάνουν αἱ ἀποστολαὶ συλλογικῶν βοηθημάτων.

Ἄρθρον 4.

Εἰς τὰς Ἐπιτροπὰς θα παρασχεθοῦν αἱ ἀναγκαῖαι εὐκολαὶ ἵνα ἐξακριβώσουν ἐὰν ἡ διανομὴ τῶν συλλογικῶν βοηθημάτων ἐκτελεῖται συμφώνως πρὸς τὰς ὁδηγίας τῶν εἰς ὅλα τὰ τμήματα και παραρτήματα τοῦ χώρου περιορισμοῦ.

"Άρθρον 5.

Θά ἐπιτρέπεται εἰς τὰς Ἐπιτροπὰς ἐγκλείστων νὰ συμπληροῦν οἱ ἴδιοι καὶ νὰ ἐπιμελοῦνται τήν, ὑπὸ μελῶν τῆς ἐπιτροπῆς ἐγκλείστων εἰς τὰ ἀποσπάσματα ἐργασίας ἢ ὑπὸ τῶν ἀνωτέρων ὑγειονομικῶν ἀξιωματικῶν τῶν ἀπομονωτηρίων καὶ νοσοκομείων συμπλήρωσιν ἐγγράφων ἢ ἐρωτηματολογίων προοριζομένων διὰ τοὺς δωρητὰς καὶ σχετικῶν πρὸς τὰ συλλογικὰ βοηθήματα (διανομή, ἀνάγκαι, ποσότητες κ.λ.π.). Τὰ τοιαῦτα ἐγγράφα καὶ ἐρωτηματολόγια, προσηκόντως συμπεπληρωμένα θά διαβιβάζωνται εἰς τοὺς δωρητὰς ἄνευ χρονοτριβῆς.

"Άρθρον 6.

Πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς κανονικῆς διανομῆς τῶν συλλογικῶν βοηθημάτων εἰς τοὺς ἐγκλείστους τοῦ οἰκείου χώρου περιορισμοῦ καὶ πρὸς ἐνδεχομένην ἀντιμετώπισιν τῶν ἀναγκῶν αἱ ὁποῖαι δυνατόν νὰ προκύβουν ἐκ τῆς ἀφίξεως νέων ομάδων ἐγκλείστων, θά ἐπιτρέπεται εἰς τὰς Ἐπιτροπὰς ἐγκλείστων νὰ σχηματίσουν καὶ διατηρήσουν ἐπαρκῆ ἀποθέματα, συλλογικῶν βοηθημάτων. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον θά ἔχουν εἰς τὴν διάθεσιν των καταλλήλους ἀποθήκας, ἐκάστη ἀποθήκη θά ἔχη δύο κλειῖθρα. Ἡ Ἐπιτροπὴ Ἐγκλείστων θά κρατῇ τὰς κλειῖδας τοῦ ἐνὸς καὶ ὁ διοικητὴς τοῦ χώρου περιορισμοῦ τὰς κλειῖδας τοῦ ἐτέρου.

"Άρθρον 7.

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη καὶ εἰδικῶς αἱ κατακρατοῦσαι Δυνάμεις θά ἐπιτρέπουν, ἐν ὅλῳ τῷ δυνατῷ μέτρῳ, καὶ ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν περὶ ἀνεφοδιασμοῦ τοῦ πληθυσμοῦ κανονισμῶν, πᾶσαν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους των ἀγορὰν πρὸς διανομὴν συλλογικῶν βοηθημάτων εἰς τοὺς ἐγκλείστους. Θά διευκολύνουν ἐπίσης τὰ ἐμβάσματα κεφαλαίων καὶ ἄλλα δημοσιονομικά, τεχνικὰ ἢ διοικητικὰ μέτρα σχετικὰ πρὸς τὰς ἀγοράς.

"Άρθρον 8.

Αἱ ἀνωτέρω διατάξεις δὲν ἀντιτίθενται εἰς τὸ δικαίωμα τῶν ἐγκλείστων νὰ λαμβάνουν συλλογικὰ βοηθήματα πρὸ τῆς ἀφίξεώς των εἰς τὸν χώρον περιορισμοῦ ἢ κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς μεταφορᾶς των, οὔτε καὶ εἰς τὴν δυνατότητα τὴν ὁποῖαν ἔχουν οἱ ἀντιπρόσωποι τῆς προστάτιδος Δυνάμεως, τῆς Διεθνoῦς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ ἢ οἰασθῆποτε ἄλλης ἀνθρωπιστικῆς ὀργανώσεως ἐρχομένης ἀρωγοῦ εἰς τοὺς ἐγκλείστους καὶ ἐπιφορτισμένης τὴν διαβίβασιν τῶν βοηθημάτων τούτων νὰ ἐξασφαλίσουν τὴν πρὸς τοὺς παραλήπτας διανομὴν των δι' ὅλων τῶν μέσων ἅτινα ἤθελον κρίνῃ ἐνδεδειγμένα.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΙΙΙ.

Δελτάριον. Περιορισμοῦ.

ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΠΟΛΙΤΙΚΩΝ ΚΡΑΤΟΥΜΕΝΩΝ

Ἐλεύθερον ταχ. τελῶν

ΤΑΧΥΔΡΟΜΙΚΟΝ ΔΕΛΤΑΡΙΟΝ

Π ρ ο σ ο χ ῆ.

1. Ἐμπροσθία ὄψις:

Τὸ δελτάριον τοῦτο δέον ὅπως συμπληρωθῇ ὑπὸ ἐκάστου ἐγκλείστου εὐθὺς ὡς οὗτος περιορισθῇ καὶ ὁσάκις ἢ διεύθυνσις του ἀλλάξῃ κατόπιν μεταφορᾶς του εἰς ἄλλον χώρον περιορισμοῦ ἢ εἰς Νοσοκομεῖον.

Τὸ δελτάριον τοῦτο εἶναι ἄσχετον τοῦ εἰδικοῦ δελταρίου τοῦ ὁποῖον ἐπιτρέπεται εἰς τὸν ἐγκλείστον ν' ἀποστείλῃ πρὸς τὴν οἰκογενεῖάν του.

ΚΕΝΤΡΙΚΟΝ ΠΡΑΚΤΟΡΕΙΟΝ
ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΩΝ ΠΡΟΣΤΑΤΕΥΟΜΕΝΩΝ
ΠΡΟΣΩΠΩΝΔΙΕΘΝΗΣ ΕΠΙΤΡΟΠΗ
ΤΟΥ ΕΡΥΘΡΟΥ ΣΤΑΥΡΟΥ

Γράψατε εὐαναγνώστως μὲ κεφαλαῖα γράμματτα. 1. Ἐθνικότης

2. Ἐπώνυμον

3. Ὄνομα (πλῆρες)

4. Ὄνομα πατρὸς

5. Χρονολογία γεννήσεως

6. Τόπος Γεννήσεως

2. Ὁπισθία πλευρά:

7. Ἐπάγγελμα

8. Διεύθυνσις πρὸ τῆς κρατήσεως

9. Διεύθυνσις οἰκογενείας

10. Περιορίσθη τὴν

Προερχόμενος ἀπὸ (νοσοκομεῖον κλπ.)

11. Κατάστασις ὑγείας

12. Παροῦσα Διεύθυνσις

13. Χρονολογία

14. Ὑπογραφή

Διαγράψατε ὅτι δὲν σὰς ἀφορᾷ. -Μὴν προσθέσετε ἄλλον τι προσέξατε τὰς ὑπισθὲν τοῦ παρόντος ἐξηγήσεις.

(Μέγεθος τοῦ δελταρίου περιορισμοῦ. 10X15 ἐκκτ. τοῦ μέτρου).

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΙΙΙ.

ΙΙ. Ἐπιστολή

Ἑπίσημα Πολιτικῶν Κρατοῦμένων.

Ἐλεύθερον ταχυδρομικῶν τελῶν.

Πρὸς.....

Ὅδος καὶ ἀριθμὸς

Τόπος προορισμοῦ (μὲ κεφαλαῖα)

Ἐπαρχία ἢ Νομαρχία

Χώρα (μὲ κεφαλαῖα)

Ἀποστέλλεται ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω
 χρονολογία καὶ τόπος γεννήσεως,
 ἑθνικὸν καὶ ὄνομα.

(Μέγεθος ἐπιστολῆς - 29X15 ἑκατοστάμετρων).

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΙΙΙ.

ΕΠΙΣΤΟΛΙΚΟΝ ΔΕΛΤΑΡΙΟΝ

ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΠΟΛΙΤΙΚΩΝ ΚΡΑΤΟΥΜΕΝΩΝ

Ἐλεύθερον ταχυδρομικῶν τελῶν

1. Ἐμπροσθία ἔψεις:

Ἀποστέλλεται:

Ἐπώνυμον καὶ ὄνομα.

Τόπος καὶ χρονολογία γεννήσεως.

Διεύθυνσις τόπου κρατήσεως.

ΤΑΧΥΔΡ. ΔΕΛΤΑΡΙΟΝ

Πρὸς

Ὅδος καὶ ἀριθμὸς

Τόπος προορισμοῦ (μὲ κεφαλαῖα)

Ἐπαρχία ἢ Νομαρχία.

Χώρα (μὲ κεφαλαῖα)

Ἡμερομηνία :

2. Ὅπισθία ἔψεις:

Γράψατε μόνον ἐπὶ τῶν γραμμῶν καὶ πολὺ εὐανάγνωστα

(Διαστάσεις δελταρίου: 10X15 ἑκατοστάμετρα).

ΕΠΙΦΥΛΑΞΕΙΣ

Γενόμεναι ἐπ' εὐκαιρίᾳ τῆς ὑπογραφῆς τῶν Συμβάσεων τῆς
Γενεύης τῆς 12ης Αὐγούστου 1949

(περὶ προστασίας τῶν θυμάτων πολέμου)

ΛΑΙΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ ΤΗΣ ΑΛΒΑΝΙΑΣ

Ὁ κ. ΜΑΛΟ, πρῶτος γραμματεὺς τῆς ἐν Παρισίοις
Ἀλβανικῆς Πρεσβείας :

1) Σύμβασις διὰ τὴν βελτίωσιν τῆς τύχης τῶν τραυμα-
τιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατείᾳ ἐνόπλων δυνάμεων.
Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 10. «Ἡ Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς Ἀλβα-
νίας θὰ ἀναγνωρίσῃ αἰτήσιν προσερχομένην ἀπὸ κατακρατοῦ-
σαν Δύναμιν καὶ ἀπευθυνομένην πρὸς ἀνθρωπιστικὸν ὄργα-
νισμόν ἢ οὐδέτερον Κράτος, περὶ ὑποκαταστάσεως τῆς προ-
στάτιδος Δυνάμεως, ὡς κανονικὴν μόνον ἐν περιπτώσει συγ-
καταθέσεως τῆς Δυνάμεως τῆς ὁποίας τὰ προστατευόμενα
πρόσωπα εἶναι ὑπήκοοι.

2) Σύμβασις περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυμα-
τιῶν ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν τῶν κατὰ θάλασσαν ἐνόπλων
δυνάμεων.

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 10 : «Ἡ Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς Ἀλ-
βανίας θ' ἀναγνωρίσῃ αἰτήσιν προσερχομένην ἀπὸ κατακρα-
τοῦσαν Δύναμιν καὶ ἀπευθυνομένην πρὸς ἀνθρωπιστικὴν
ὀργάνωσιν ἢ οὐδέτερον Κράτος περὶ ὑποκαταστάσεως τῆς
προστάτιδος Δυνάμεως, ὡς κανονικὴν μόνον ἐν περιπτώσει
συγκαταθέσεως τῆς Δυνάμεως τῆς ὁποίας τὰ προστατευό-
μενα πρόσωπα εἶναι ὑπήκοοι.

3) Σύμβασις περὶ τῆς μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων
πολέμου.

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 10 : «Ἡ Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς Ἀλβα-
νίας θ' ἀναγνωρίσῃ αἰτήσιν, προσερχομένην ἀπὸ κατακρατοῦσαν
Δύναμιν καὶ ἀπευθυνομένην πρὸς ἀνθρωπιστικὴν ὀργάνωσιν
ἢ οὐδέτερον Κράτος περὶ ὑποκαταστάσεως τῆς προστατίδος
Δυνάμεως, ὡς κανονικὴν μόνον ἐν περιπτώσει συγκατα-
θέσεως τῆς Δυνάμεως τῆς ὁποίας οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου εἶναι
ὑπήκοοι.

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 12 : «Ἡ Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς Ἀλ-
βανίας θεωρεῖ ὅτι ἐν περιπτώσει αἰχμάλωτοι πολέμου παρα-
δοθοῦν ὑπὸ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως εἰς ἄλλην Δύναμιν
ἢ εὐθὺν τῆς ἐφαρμογῆς τῆς Συμβάσεως εἰς τοὺς αἰχμαλώ-
τους πολέμου τούτους θὰ ἐξακολουθῇ πάντοτε νὰ βαρύνῃ
τὴν δύναμιν ἢ ὁποία τοὺς ἠχμαλώτησε».

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 85 : «Ἡ Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς Ἀλ-
βανίας θεωρεῖ ὅτι πρόσωπα καταδικασθέντα κατὰ τὴν νο-
μοθεσίαν τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως συμφώνως πρὸς τὰς
ἀρχὰς τῆς δίκης τῆς Νυρεμβέργης, διὰ ἐγκλήματα πολέμου καὶ
ἐγκλήματα κατὰ τῆς ἀνθρωπότητος δέον νὰ τύχουν τῆς αὐτῆς
μεταχειρίσεως μετὰ πρόσωπα καταδικασθέντα εἰς τὴν ἐν λόγῳ
χώρῳ. Ἡ Ἀλβανία συνεπῶς δὲν θεωρεῖ ἑαυτὴν δεσμευο-
μένην ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 85 εἰς ὅτι ἀφορᾷ τὴν ἀναφερομένην
εἰς τὴν παροῦσαν ἐπιφύλαξιν κατηγορίαν προσώπων».

4) Σύμβασις περὶ προστασίας πολιτῶν ἐν καιρῷ πολέμου.

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 11. «Ἡ Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς Ἀλ-
βανίας θ' ἀναγνωρίσῃ αἰτήσιν προσερχομένην ἀπὸ κατακρα-
τοῦσαν Δύναμιν καὶ ἀπευθυνομένην πρὸς ἀνθρωπιστικὴν
ὀργάνωσιν ἢ οὐδέτερου χώραν περὶ ὑποκαταστάσεως τῆς
προστάτιδος δυνάμεως ὡς κανονικὴν μόνον ἐν περιπτώσει
συγκαταθέσεως τῆς Δυνάμεως τῆς ὁποίας τὰ προστατευόμενα
πρόσωπα εἶναι ὑπήκοοι.

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 45 : «Ἡ Λαϊκὴ Δημοκρατία θεωρεῖ
ὅτι εἰς περιπτώσει καθ' ἣν προστατευόμενα πρόσωπα παρα-
δοθοῦν εἰς ἄλλην Δύναμιν ὑπὸ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως
ἢ εὐθὺν τῆς ἐφαρμογῆς τῆς Συμβάσεως εἰς τὰ προστατευό-
μενα αὐτὰ πρόσωπα θὰ ἐξακολουθῇ νὰ βαρύνῃ τὴν κατακρα-
τοῦσαν Δύναμιν».

ΑΡΓΕΝΤΙΝΗ

Ὁ κ. ΣΠΕΡΟΝΙ, πρῶτος γραμματεὺς τῆς ἐν Βέρνη
Ἀργεντινῆς Πρεσβείας διατύπωσε τὴν κάτωθι ἐπιφύλαξιν
ἐπὶ τῶν τεσσάρων Συμβάσεων τῆς Γενεύης.

«Ἡ Ἀργεντινὴ κυβέρνησις παρηκολούθησε τὰς ἐργα-
σίας τῆς διασκέψεως μετὰ ἐνδιαφέροντος καὶ ἡ Ἀργεντινὴ
ἀντιπροσωπεῖα εὐχαρίστως ἔλαβεν μέρος εἰς αὐτάς. Τὸ
ἔργον ὑπῆρξεν δυσχερὲς ἀλλὰ ὡς εἶπε καὶ ὁ Πρόεδρος ἡμῶν
κατὰ τὴν τελευταίαν συνεδρίασιν, ἐπετύχαμεν τοῦ σκοποῦ
μας.

«Ἡ Ἀργεντινὴ, κύριοι, ἔλαβε πάντοτε θέσιν πλέον
προκεχωρημένην πολλῶν ἄλλων ἐθνῶν ἐπὶ τῶν θεμάτων περὶ
ῶν περιστράφησαν αἱ συζητήσεις μας. Θὰ ὑπογράψω
συνεπῶς τὰς τέσσαρας Συμβάσεις ἐν ὀνόματι τῆς Κυβερνή-
σεώς μου, καὶ Ad Referendum μετὰ τὴν ἐπιφύλαξιν ὅτι τὸ
ἄρθρον 3 κοινὸν εἰς τὰς τέσσαρας συμβάσεις θὰ εἶναι τὸ
μόνον ἄρθρον, ἀποκλειομένου παντὸς ἄλλου τὸ ὅποιον θὰ
ἔχη ἐφαρμογὴν εἰς περιπτώσει ἐνόπλου συρράξεως οὐχὶ
διεθνοῦς χαρακτῆρος. θὰ ὑπογράψω ὡσαύτως τὴν σύμβασιν
περὶ προστασίας πολιτῶν μετὰ ἐπιφύλαξιν ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 68».

ΣΟΒΙΕΤΙΚΗ ΣΟΣΙΑΛΙΣΤΙΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ
ΤΗΣ ΛΕΥΚΩΡΩΣΙΑΣ

Ὁ κ. Κουτέινικοφ ἀρχηγὸς τῆς ἀντιπροσωπείας τῆς
Σοβιετικῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Λευκορω-
σίας.

1. Κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τῆς Συμβάσεως περὶ βελτιώ-
σεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκ-
στρατείᾳ ἐνόπλων δυνάμεων, ἡ Κυβέρνησις τῆς Σοσιαλι-
στικῆς Δημοκρατίας τῆς Λευκορωσίας διατυποῖ τὴν ἀκό-
λουθον ἐπιφύλαξιν :

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 10 : «Ἡ Σοβιετικὴ Σοσιαλιστικὴ
Δημοκρατία τῆς Λευκορωσίας δὲν θ' ἀναγνωρίσῃ ὡς ἐγκύ-
ρους τὰς αἰτήσεις τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως πρὸς οὐ-
δέτερον κράτος ἢ ἀνθρωπιστικὴν ὀργάνωσιν ἵνα ἀναλάβουν
τὸ ἔργον προστατίδων Δυνάμεων εἰ μὴ μόνον ἐὰν συναι-
νέσῃ ἡ Δύναμις τῆς ὁποίας τὰ προστατευόμενα πρόσωπα
εἶναι ὑπήκοοι.

2. Κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τῆς Συμβάσεως περὶ βελτιώ-
σεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν τῶν
κατὰ θάλασσαν ἐνόπλων δυνάμεων ἡ Σοβιετικὴ Σοσιαλι-
στικὴ Δημοκρατία τῆς Λευκορωσίας διατυποῖ τὴν ἀκό-
λουθον ἐπιφύλαξιν.

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 10 «Ἡ Σοβιετικὴ Σοσιαλιστικὴ Δη-
μοκρατία τῆς Λευκορωσίας δὲν θὰ ἀναγνωρίσῃ ὡς ἐγκύ-
ρους τὰς αἰτήσεις τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως πρὸς οὐ-
δέτερον Κράτος ἢ πρὸς ἀνθρωπιστικὴν ὀργάνωσιν ἵνα ἀνα-
λάβῃ τὸ ἔργον προστατίδος Δυνάμεως εἰ μὴ μόνον ἐὰν συ-
ναινέσῃ ἡ Δύναμις τῆς ὁποίας τὰ προστατευόμενα πρόσωπα
εἶναι ὑπήκοοι.

3. Κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τῆς Συμβάσεως περὶ τὴν με-
ταχείρισιν τῶν αἰχμαλώτων πολέμου ἡ Κυβέρνησις τῆς
Σοβιετικῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Λευκορω-
σίας διατυποῖ τὰς ἀκολουθοῦσας ἐπιφύλαξεις.

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 10. «Ἡ Σοβιετικὴ Σοσιαλιστικὴ Δη-
μοκρατία τῆς Λευκορωσίας δὲν θ' ἀναγνωρίσῃ ὡς ἐγκύρους
τὰς αἰτήσεις τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως πρὸς οὐδέτερον
Κράτος ἢ πρὸς ἀνθρωπιστικὴν ὀργάνωσιν, ὅπως ἀναλάβῃ
τὸ ἔργον Προστάτιδος Δυνάμεως εἰμὴ ἐὰν μόνον συναινέσῃ
ἡ Δύναμις τῆς ὁποίας οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου εἶναι ὑπή-
κοοι».

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 12. «Ἡ Σοβιετικὴ Σοσιαλιστικὴ Δη-
μοκρατία τῆς Λευκορωσίας δὲν θεωρεῖ ἔγκυρον τὴν ἀπαλ-
λαγὴν κατακρατούσης Δυνάμεως ἢ ὁποία μετέφερον αἰχ-
μαλώτους πολέμου, εἰς ἄλλην δύναμιν, ἀπὸ τῆς εὐθὺνης
ἐφαρμογῆς τῆς συμβάσεως ἐπὶ τῶν αἰχμαλώτων πολέμου

καθ' ὃ διάστημα ἔχει ἐμπιστευθῆ αὐτοὺς εἰς Δύναμιν ἣτις ἐδέχθη νὰ τοὺς φιλοξενήσῃ.

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 85. «Ἡ Σοβιετικὴ Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς Λευκορωσίας δὲν θεωρεῖ ἑαυτὴν δεσμευμένην ὑπὸ τῆς ὑποχρέωσης τῆς προκυπούσης ἐκ τοῦ ἄρθρου 85 περί ἐπεκτάσεως τῆς ἐφαρμογῆς τῆς συμβάσεως εἰς αἰχμαλώτους πολέμου καταδικασθέντας κατὰ τοὺς νόμους τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως καὶ συμφώνως πρὸς τὰς ἐπικρατήσασα κατὰ τὴν δίκην τῆς Νυρεμβέργης ἀρχάς, δι' ἐγκλήματα πολέμου καὶ ἐγκλήματα κατὰ τῆς ἀνθρωπότητος, δεδομένου ὅτι πρόσωπα καταδικασθέντα διὰ τοιαῦτα ἐγκλήματα πρέπει νὰ ὑπόκεινται εἰς τὸ προβλεπόμενον ἐν τῇ ἐν λόγω χώρα καθεστῶς διὰ τὰ πρόσωπα τὰ ἐκτίοντα τὰς ποινὰς των.

4. Κατὰ τὴν ὑπογραφήν τῆς Συμβάσεως τῆς σχετικῆς μετὰ τὴν προστασίαν πολιτῶν ἐν καιρῷ πολέμου ἢ Κυβέρνησις τῆς Σοβιετικῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Λευκορωσίας θεωρεῖ ἐπ' ἀναγκῆς νὰ δηλώσῃ τὰ ἑξῆς :

«Καίτοι ἡ παρούσα Σύμβασις δὲν καλύπτει τὸν πολιτικὸν πληθυσμὸν πέραν τῶν κατεχομένων ὑπὸ τοῦ ἐχθροῦ ἐδαφῶν καὶ δὲν ἀνταποκρίνεται, συνεπῶς, πλήρως πρὸς τὰς ἀνάγκας τοῦ ἀνθρωπισμοῦ, ἢ ἀντιπροσωπεῖ τῆς Σοσιαλιστικῆς Σοβιετικῆς Δημοκρατίας τῆς Λευκορωσίας, ἀναγνωρίζουσα ὅτι ἡ εἰρημένη σύμβασις περιέχει ἀξιωματικὸν προσπάθειαν διὰ τὴν προστασίαν τοῦ πολιτικοῦ πληθυσμοῦ, εἰς κατεχόμενα ἐδάφη, καὶ εἰς ὠρισμένας ἄλλας περιπτώσεις, δηλοῖ ὅτι εἶναι ἐξουσιοδοτημένη ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Σοβιετικῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Λευκορωσίας νὰ ὑπογράψῃ τὴν παρούσαν Σύμβασιν μετὰ τῶν ἀκολούθων ἐπιφυλάξεων :

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 11 : «Ἡ Σοβιετικὴ Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς Λευκορωσίας δὲν θ' ἀναγνωρίσῃ τὸ κύριον αἰτήσεων τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως πρὸς οὐδέτερον Κράτος ἢ ἀνθρωπιστικὴν τινὰ ὀργάνωσιν, ἵνα ἀναλάβουν τὸ ἔργον προστασίας Δυνάμεως, ἐκτὸς ἐὰν συναινέσῃ ἡ χώρα τῆς ὁποίας τὰ προστατευόμενα πρόσωπα εἶναι ὑπήκοοι».

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 45 : «Ἡ Σοβιετικὴ Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς Λευκορωσίας δὲν θ' ἀναγνωρίσῃ ὡς ἔγκυρον τὴν ἀπαλλαγὴν τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως, ἢ ὁποία ἔχει παραδώσῃ προστατευόμενα πρόσωπα εἰς ἄλλην Δύναμιν, ἀπὸ τῆς εὐθύνης τῆς ἐφαρμογῆς τῆς Συμβάσεως εἰς τὰ μεταφερθέντα πρόσωπα καθ' ὃν χρόνον ταῦτα εὐρίσκονται ὑπὸ τὴν ἐπιτήρησιν τῆς Δυνάμεως ἣτις ἐδέχθη νὰ τὰ φιλοξενήσῃ.

ΒΡΑΖΙΛΙΑ

Ὁ κ. ΠΙΝΤΟ ΝΤΑ ΣΙΑΒΑ, Γενικὸς Πρόξενος τῆς Βραζιλίας ἐν Γενεύῃ, διατυπῶ τὰς ἀκολούθους ἐπιφυλάξεις ὅσον ἀφορᾷ τὴν Σύμβασιν τῆς Γενεύης περὶ τῆς προστασίας τῶν πολιτῶν ἐν καιρῷ πολέμου.

«Ἐπογράφουσα τὴν Σύμβασιν τὴν σχετικὴν μετὰ τὴν προστασίαν τῶν πολιτῶν ἐν καιρῷ πολέμου, ἡ Βραζιλία ὀφείλει νὰ διατυπώσῃ δύο ρητὰς ἐπιφυλάξεις, ὡς πρὸς τὸ ἄρθρον 41, διότι ἐνδέχεται νὰ παραβλάψῃ τὴν ἐνέργειαν τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως, καὶ ὡς πρὸς τὸ ἄρθρον 46, διότι τὸ περιεχόμενον τοῦ ἐδαφίου 2 τοῦ ἄρθρου αὐτοῦ ἐξέρχεται τῶν ὁρίων τῆς Συμβάσεως, τῆς ὁποίας κύριος καὶ εἰδικὸς ἀντικειμενικὸς σκοπὸς εἶναι ἡ προστασία τῶν προσώπων καὶ οὐχὶ τῆς ἰδιοκτησίας των».

ΛΑΤΙΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ ΤΗΣ ΒΟΥΛΓΑΡΙΑΣ

Ὁ κ. ΚΩΣΤΑ Β. ΣΒΕΤΛΩΦ, Πρόεδρος τῆς Βουλγαρίας ἐν Ἑλβετίᾳ, ποιεῖται τὴν κάτωθι δήλωσιν :

«Ὡς ἀντιπρόσωπος τῆς Κυβερνήσεως τῆς Λατικῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας, ἔχω τὸ εὐχάριστον καθήκον νὰ ἐκφράσω ἐδῶ τὴν ἰκανοποίησίν μου διότι ἠδυνήθη νὰ συμ-

μετάσχω εἰς τὴν διατύπωσιν ἀνθρωπιστικῆς πράξεως μεγίστης διεθνούς σημασίας, τῶν συμβάσεων διὰ τὴν προστασίαν τῶν θυμάτων πολέμου.

«Οὐχ' ἤπτον, ἐκφράζω τὴν εὐχὴν ὅπως ἡ ἐφαρμογὴ των μὴ καταστῇ ἀναγκία, δηλαδή, ὅπως ὅλοι ἡμεῖς ἀναπτύξομεν ἀπάσας τὰς προσπαθείας μας διὰ νὰ ἐμποδίσωμεν ἕνα νέον πόλεμον, ὅσπερ νὰ μὴ χρειασθῇ νὰ παρέχωμεν κατόπιν βοήθειαν εἰς τὰ θύματά του, βάσει τῶν κανόνων τῆς Συμβάσεως.

«Ὁφείλω νὰ ἐκφράσω πρωτίστως τὴν βαθύαν λύπην τῆς Κυβερνήσεως μου διὰ τὴν μὴ ἀποδοχὴν ὑπὸ τῆς πλευρῆς τῆς διπλωματικῆς διασκεψέως, τῆς προτάσεως τῆς Σοβιετικῆς Ἐνώσεως τῆς ἀφορώσης τὴν ἀνευ ὄρον ἀπαρίθρευσιν τῶν ἀτομικῶν καὶ ἄλλων ὅπλων μαζικῆς ἐξουδεσίσεως πλοθησμάτων».

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Λατικῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας, ὑπογράφουσα τὰς συμβάσεις, διατυπῶ τὰς ἀκολούθους ἐπιφυλάξεις, αἵτινες ἀποτελοῦν ἀναπόσπαστον μέρος αὐτῶν.

1. Σύμβασις τῆς Γενεύης περὶ προστασίας τῶν πολιτῶν ἐν καιρῷ πολέμου, τῆς 12ης Αὐγούστου 1949.

Ἐπογράφουσα τὴν παρούσαν Σύμβασιν, ἡ Κυβέρνησις τῆς Λατικῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας, διατυπῶ τὰς ἀκολούθους ἐπιφυλάξεις, ἐπιφυλάξεις αἵτινες ἀποτελοῦν ἀναπόσπαστον μέρος τῆς Συμβάσεως, ἐπὶ τοῦ ἀρθρου 11.

«Ἡ Λατικὴ Δημοκρατία τῆς Βουλγαρίας δὲν θ' ἀναγνωρίσῃ ὡς ἔγκυρον τὸ γεγονός ὅτι, Δύναμις κατακρατούσα πολιτίας ἐν καιρῷ πολέμου θὰ ἀπευθυνθῇ πρὸς οὐδέτερον Δύναμιν ἢ ἀνθρωπιστικὸν ὄργανισμὸν ἵνα τοῖς ἐμπιστευθῇ τὴν προστασίαν των, ἀνευ τῆς συγκαταθέσεως τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Κράτους τοῦ ὁποίου εἶναι οὗτοι ὑπήκοοι».

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 45 : «Ἡ Λατικὴ Δημοκρατία τῆς Βουλγαρίας δὲν θὰ ἀναγνωρίσῃ Δύναμιν κατακρατούσαν πολιτίας ἐν καιρῷ πολέμου, ἣτις παρέδωσε τοὺς πολιτίας ταύτης εἰς ἑτέραν τινὰ Δύναμιν δεχθεῖσαν νὰ τοὺς φιλοξενήσῃ, ὡς ἀπηλλομαμένην τῆς εὐθύνης τῆς ἐφαρμογῆς εἰς τὰ ἐν λόγω πρόσωπα τῶν διατάξεων τῆς Συμβάσεως καθ' ὃν χρονικὸν διάστημα κατακρατοῦνται ταῦτα ὑπὸ τῆς ἄλλης Δυνάμεως».

2. Σύμβασις τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν, ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν τῶν κατὰ θάλασσαν ἐνόπλων δυνάμεων, τῆς 12ης Αὐγούστου 1949.

Ἐπογράφουσα τὴν παρούσαν Συνθήκην, ἡ Κυβέρνησις τῆς Λατικῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας διατυπῶ τὴν κάτωθι ἐπιφυλάξιν, ἣτις ἀποτελεῖ ἀναπόσπαστον τμήμα τῆς Συνθήκης :

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 10 : «Ἡ Λατικὴ Δημοκρατία τῆς Βουλγαρίας δὲν θὰ ἀναγνωρίσῃ ὡς ἔγκυρον τὸ γεγονός ὅτι Δύναμις κατακρατούσα τραυματίας, ἀσθενεῖς καὶ ναυαγῶν ἢ ὕγειονομικῶν προσωπικῶν τῶν κατὰ θάλασσαν ἐνόπλων δυνάμεων ἀπευθύνεται πρὸς οὐδέτερον δύναμιν ἢ ἀνθρωπιστικὸν ὄργανισμὸν, μετὰ σκοπὸν νὰ τῷ ἐμπιστευθῇ τὴν προστασίαν των, ἀνευ τῆς συγκαταθέσεως τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Κράτους ὁποῖος εἶναι ὑπήκοος».

3. Σύμβασις τῆς Γενεύης περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου τῆς 12ης Αὐγούστου 1949.

Ἐπογράφουσα τὴν παρούσαν Σύμβασιν, ἡ Κυβέρνησις τῆς Λατικῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας διατυπῶ τὰς ἑξῆς ἐπιφυλάξεις αἵτινες ἀποτελοῦν ἀναπόσπαστον μέρος τῆς Συμβάσεως :

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 10 : «Ἡ Λατικὴ Δημοκρατία τῆς Βουλγαρίας δὲν θ' ἀναγνωρίσῃ ὡς ἔγκυρον τὸ γεγονός ὅτι Δύναμις κατακρατούσα αἰχμαλώτους πολέμου ἀπευθύνεται εἰς οὐδέτερον Δύναμιν ἢ εἰς ἀνθρωπιστικὸν ὄργανισμὸν ἵνα τῷ ἐμπιστευθῇ τὴν προστασίαν των ἀνευ τῆς συγκαταθέσεως τῆς χώρας τῆς ὁποίας εἶναι ὑπήκοοι».

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 12 : «Ἡ Λατικὴ Δημοκρατία τῆς Βουλγαρίας δὲν θὰ θεωρήσῃ Δύναμιν κατακρατούσαν αἰχμαλώτους

πολέμου ήτις παρέδωκεν αυτούς εις άλλαν Δύναμιν δεχθεισαν να τους φιλοξενήση, ως απηλλαγμένην τής ευθύνης τής έφραμογής εις τὰ εν λόγω πρόσωπα τής Συμβάσεως, καθ' ό χρσνικόν διάστημα κατακρατούνται ταύτα υπό τής άλλης Δυνάμεως».

Έπι του άρθρου 85 : «Η Λαϊκή Δημοκρατία τής Βουλγαρίας δέν θεωρεί έαυτήν υπόχρεον να εφαρμογή κατ' επέκτασιν τας διατάξεις του άρθρου 85 εις αιχμαλώτους πολέμου, καταδικασθέντας δυνάμει τής νομοθεσίας τής κατακρατούσης Δυνάμεως καί συμφώνως προς τας αρχάς τής δικής τής Νυρεμβέργης διά έγκλήματα πολέμου ή έγκλήματα κατά του ανθρωπισμού, διαπραχθέντα πριν ή συλληφθούν αιχμαλώτοι, καθ' όσον οι καταδικοι ούτοι πρέπει να υποβληθούν εις τους κανονισμούς τής χώρας εις την όποιαν πρόκειται να εκτίσσουν την ποινήν των».

4. Σύμβασις τής Γενεύης τής 12ης Αυγούστου 1949, περί βελτιώσεως τής τύχης των τραυματιών και άσθενών των εν εκστρατεία ενόπλων δυνάμεων.

Υπογράφουσα την παρούσαν Σύμβασιν ή Κυβέρνησις τής Λαϊκής Δημοκρατίας τής Βουλγαρίας διατυποι την εζής επιφύλαξιν ήτις αποτελεί αναπόσπαστον μέρος τής Συμβάσεως.

Έπι του άρθρου 10 : «Η Λαϊκή Δημοκρατία τής Βουλγαρίας δέν θ' αναγνωρίση ως έγκυρον τό γεγονός ότι Δύναμις κατακρατούσα τραυματίας, αιχμαλώτους ή υγειονομικών προσωπικών των εν εκστρατεία ενόπλων δυνάμεων απευθύνεται εις ουδέτεραν Δύναμιν ή ανθρωπιστικόν όργανισμόν ίνα τω αναθέση την προστασίαν των άνευ τής συγκαταθέσεως τής χώρας τής όποιας τὰ πρόσωπα ταύτα είναι υπόχκοι».

ΚΑΝΑΔΑΣ

Ό κ. ΟΥΕΡΣΩΦ, Σύμβουλος, Πρεσβείας ύπηρετών παρά τή Ύπάτη Αρμοστεία του Καναδά εν Λονδίνο, διατυποι την εζής επιφύλαξιν εν σχέσει προς την προστασίαν των ιδιωτών εν καιρώ πολέμου :

«Ό Καναδάς επιφυλάσσει τό δικαίωμα να εφαρμογή την θανατικήν ποινήν, συμφώνως προς τας διατάξεις του δευτέρου εδαφίου του άρθρου 68, άσχετως του γεγονότος ότι αι μνημονευόμενοι εις τό κείμενον τουτο παραβάσεις δύνανται ή μη να τιμωρηθούν διά τής θανατικής ποινής συμφώνως προς τον νόμον του κατεχομένου εδάφους καθ' ήν εποχήν αρχίζει ή κατοχή».

ΙΣΠΑΝΙΑ

Ό κ. ΚΑΛΤΕΡΟΝ Υ ΜΑΡΤΙΝ, Πρεσβευτής τής Ισπανίας εν Έλβετία, διατυποι την εζής επιφύλαξιν όσον άφορξ την Σύμβασιν τής Γενεύης περί μεταχειρίσεως των αιχμαλώτων πολέμου. Το κείμενον τής ανωτέρω επιφυλάξεως κατετέθη εις την Ισπανικήν, την Γαλλικήν και την Αγγλικήν :

«Εις ζητήματα έγκυρήσεως διαδικασίας ως και ποινικών και πειθαρχικών κυρώσεων, ή Ισπανία θά παρέχει εις τους αιχμαλώτους πολέμου την αυτήν μεταχείρισιν ήν προβλέπει ή νομοθεσία τής προκειμένου περι των ιδίων της ενόπλων δυνάμεων».

Διά των λέξεων «εν ισχύι διεθνές δικαίον» (άρθρον 99) ή Ισπανία έννοει ν' αποδεχθή μόνον διατάξεις δικαίου έγούσας συμβατικήν πηγήν ή εκείνας ας θά έχουν προηγουμένως έπεξεργασθή όργανισμοί εις τους όποιους ή ίδια συμμετέχει.

ΗΝΩΜΕΝΑΙ ΠΟΛΙΤΕΙΑΙ ΑΜΕΡΙΚΗΣ

Ό κ. ΒΙΝΣΕΝΤ, Πρεσβευτής των Η.Π.Α. εν Έλβετία προβαίνει εις την ακόλουθον δήλωσιν κατά την υπογραφήν τής Συμβάσεως τής Γενεύης περί προστασίας των πολιτών εν καιρώ πολέμου, τής 12ης Αυγούστου 1949 :

«Η Κυβέρνησις των Ηνωμένων Πολιτειών τής Αμερικης εγκρίνει πλήρως τους σκοπούς ούς επιδιώκει ή Σύμβασις τής Γενεύης σχετικώς με την προστασίαν των πολιτών εν καιρώ πολέμου.

«Έλαβον οδηγίαν από την Κυβέρνησιν μου να υπογράψω την Σύμβασιν ταύτην με την εζής επιφύλαξιν αναφορικώς προς τό άρθρον 68 :»

«Αί Ηνωμένοι Πολιτείαί τής Αμερικης, επιφυλάσσουν έαυτοίς τό δικαίωμα να εφαρμόσουν την θανατικήν ποινήν συμφώνως προς τας διατάξεις του άρθρου 68, παράγραφος 2, άσχετως προς τό γεγονός ότι αι αναφερόμενοι παραβάσεις καταδικάζονται ή μη διά τής θανατικής ποινής συμφώνως προς τον νόμον του κατεχομένου εδάφους καθ' ήν εποχήν αρχίζει ή κατοχή».

Λαϊκή Δημοκρατία τής Ούγγαρίας

Η ΚΑ ΚΑΡΑ διατυποι τας εζής επιφυλάξεις :

«Η αντιπροσωπεία τής Λαϊκής Δημοκρατίας τής Ούγγαρίας, έπεφυλάχθη, κατά την συνεδρίασιν τής 11ης Αυγούστου 1949, τής διπλωματικής Διασκέψεως, τό δικαίωμα να προβή εις ρητάς επιφυλάξεις κατά την υπογραφήν των συμβάσεων άφ' ού τας εζετάση. Παρετήρησε, διαρκούτος του εκφωνηθέντος, κατά την συνεδρίασιν εκείνην λόγου της, ότι δέν ήτο σύμφωνος με όλας τας διατάξεις των Συμβάσεων τουτων. Κατόπιν έπισταμένης εζετάσεως των κειμένων τής Συμβάσεως, ή Κυβέρνησις τής Λαϊκής Δημοκρατίας τής Ούγγαρίας άπεφάσισε να υπογράψη τας Συμβάσεις παρά τας καταφανείς ανεπαρκείας των διότι είναι τής γνώμης ότι αι Συμβάσεις αποτελούν πρόοδον εν συγκρίσει με την σημερινήν κατάστασιν τόσον από άπόψεως εφαρμογής ανθρωπιστικών αρχών όσον και από άπόψεως προστασίας των θυμάτων πολέμου.»

«Η Κυβέρνησις τής Λαϊκής Δημοκρατίας τής Ούγγαρίας υποχρεούται να διαπιστώση ότι τὰ πραγματικά αποτελέσματα τής διπλωματικής Συνδιασκέψεως ήτις έληξε την 12ην Αυγούστου δέν ανταποκρίνονται προς τας έλπίδας της, δεδομένου ότι ή πλειοψηφία των μελών τής Συνδιασκέψεως δέν ένέκρινε τὰ σχέδια τής σοβιετικής αντιπροσωπείας όσον άφορξ τό ατομικόν όπλον και τὰ άλλα μέσα μζικής εξοντώσεως των πληθυσμών».

«Η Αντιπροσωπεία τής Λαϊκής Δημοκρατίας τής Ούγγαρίας, έσημείωσε μετά λύπης την άποψιν ταύτην τής πλειοψηφίας τής Συνδιασκέψεως ήτις είναι αντίθετος προς την επιθυμίαν των λαών των εμπλεκέντων εις τον άγώνα ύπερ τής ειρήνης και τής ελευθερίας των. Η αντιπροσωπεία τής Λαϊκής Δημοκρατίας τής Ούγγαρίας είναι πεπεισμένη ότι ή άποδοχή των σοβιετικών προτάσεων θ' απέτέλη τό αποτελεσματικώτερον μέτρον προστασίας των θυμάτων πολέμου. Η αντιπροσωπεία τής Λαϊκής Δημοκρατίας τής Ούγγαρίας επιθυμεί ιδιαίτερος να καταδείξη τας υψισωδεστέρας έλλείψεις τής Συμβάσεως σχετικώς με την προστασίαν των πολιτών εν καιρώ πολέμου, έλλείψεις επί των όποιων επέστησε, διαρκουσών των συνεδριάσεων, την προσοχήν των Κρατών άτινα συμμετείχον εις την Συνδιάσκεψιν. Πρόκειται ιδιαίτερος διά τό άρθρον 4 τής Συμβάσεως δυνάμει του όποιου αι διατάξεις τής Συμβάσεως περί προστασίας των πολιτών δέν επεκτείνονται εις πρόσωπα τινά, διότι τό Κράτος του όποιου είναι υπήκοοι δέν προσεχώρησεν εις την Σύμβασιν. Η Κυβέρνησις τής Λαϊκής Δημοκρατίας τής Ούγγαρίας, θεωρεί ότι αι διατάξεις αυται είναι αντίθετοι προς τας ανθρωπιστικάς αρχάς τας όποιας θέλει να εξασφαλίση ή Σύμβασις».

«Η Κυβέρνησις τής Λαϊκής Δημοκρατίας τής Ούγγαρίας έχει επίσης σοβαράς αντιρρήσεις επί του άρθρου 5 τής εν λόγω συμβάσεως, δυνάμει του όποιου δεδικαστομένη ύπόψις περί δούσεως επίζημίας διά την ασφάλειαν του Κράτους άρκει ήδη ίνα στερήση τὰ προστατευόμενα

πρόσωπα τῆς ὑπὸ τῆς Συμβάσεως ἐξασφαλιζομένης προστασίας. Ἡ Κυβέρνησις τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐγγαρίας εἶναι τῆς γνώμης ὅτι ἡ διάταξις αὕτη καθιστᾷ ἐκ τῶν προτέρων ἀπατηλὴν τὴν ἐφαρμογὴν τῶν βασικῶν ἀρχῶν τῆς Συμβάσεως.

Αἱ ρηταὶ ἐπιφυλάξεις τῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐγγαρίας σχετικῶς μετὰ τὴν ὑπογραφήν τῆς Συμβάσεως, εἶναι αἱ ἀκόλουθοι :

1. «Κατὰ τὴν γνώμην τῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐγγαρίας, αἱ διατάξεις τοῦ ἄρθρου 10 τῶν Συμβάσεων «τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν», «θαλάσσης» καὶ «αἰχμαλώτων πολέμου» ὡς καὶ τὸ ἄρθρον 11 τῆς Συμβάσεως περὶ προστασίας τῶν πολιτῶν, αἱ ἀφορῶσαι τὴν ἀντικατάστασιν τῆς προστατίδος Δυνάμεως, δύνανται νὰ ἐφαρμοσθοῦν μόνον εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ἡ Κυβέρνησις τοῦ Κράτους τοῦ ὁποίου ὑπῆκοοι εἶναι τὰ προστατευόμενα πρόσωπα δὲν ὑφίστανται πλέον.

2. «Ἡ Κυβέρνησις τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐγγαρίας δὲν δύναται νὰ ἐγκρίνη τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 11 τῶν Συμβάσεων «τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν», «θαλάσσης» καὶ «αἰχμαλώτων πολέμου» καὶ τοῦ ἄρθρου 12 τῆς Συμβάσεως περὶ προστασίας τῶν πολιτῶν, συμφώνως πρὸς τὰς ὁποίας ἡ ἀρμοδιότης τῆς προστατίδος Δυνάμεως ἐπεκτείνεται καὶ εἰς τὴν ἐρμηνείαν τῶν Συμβάσεων.

3. «Ὡς πρὸς τὸ ἄρθρον 12 τῆς Συμβάσεως περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου, ἡ Κυβέρνησις τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐγγαρίας ἐπιμένει ἐπὶ τῆς ἀπόψεώς της κατὰ τὴν ὁποίαν ἐν περιπτώσει παραδόσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου ὑπὸ μιᾶς Δυνάμεως εἰς ἄλλην, ἡ εὐθύνη διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῶν Συμβάσεων βαρύνει τὰς δύο ταύτας Δυνάμεις.

4. «Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐγγαρίας ἐπαναλαμβάνει τὴν διαμαρτυρίαν ἣν ἤγειρε κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν συνεδριάσεων τῶν σχετικῶν μετὰ τὸ ἄρθρον 85 τῆς Συμβάσεως περὶ αἰχμαλώτων πολέμου καὶ ἐπιμένει ὅτι οὗτοι δικαζόμενοι δι' ἐγκλήματα πολέμου καὶ δι' ἐγκλήματα ἐναντίον τῆς ἀνθρωπότητος συμφώνως πρὸς τὰς ἀρχὰς τῆς Νυρεμβέργης, δεῦν νὰ τύχουν τῆς αὐτῆς μεταχειρίσεως ὡς καὶ οἱ ἐγκληματῆται οἱ καταδικασθέντες δι' ἄλλα ἐγκλήματα.

5. «Ἡ Κυβέρνησις τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐγγαρίας διατηρεῖ τελικῶς τὴν ἐκφρασθεῖσαν ἀποψίν της, σχετικῶς μετὰ τὸ ἄρθρον 45 τῆς Συμβάσεως τῆς ἀφορώσεως τὴν προστασίαν τῶν πολιτῶν, συμφώνως πρὸς τὴν ὁποίαν, ἐν περιπτώσει μεταβιβάσεως τῶν προστατευομένων προσώπων ἀπὸ μιᾶς Δυνάμεως εἰς τὴν ἄλλην, ἡ εὐθύνη διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς Συμβάσεως ὑφείλει νὰ ἐπιβαρύνῃ τὰς δύο ταύτας Δυνάμεις».

ΙΣΡΑΗΛ

Ὁ Κύριος ΚΑΧΑΝΥ, ἀντιπρόσωπος τοῦ Ἰσραὴλ παρὰ τῶν εὐρωπαϊκῶν Γραφείων τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῆ Διεθνῆ Ἐπιτροπῆ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ, προβαίνει εἰς τὴν κάτωθι δήλωσιν :

«Συμφώνως πρὸς τὰς ὁδηγίας ἃς ἔλαβον παρὰ τῆς Κυβερνήσεώς μου, θὰ ὑπογράψω τὴν Σύμβασιν τῆς Γενεύης περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου ἀνευ οὐδεμιᾶς ἐπιφυλάξεως. Ἀλλὰ δι' ἑκάστην τῶν τριῶν ἄλλων Συμβάσεων ἡ ὑπογραφή μας θὰ συνοδεύηται ὑπὸ τῶν ἐξῆς ἐπιφυλάξεων :

1. Σύμβασις τῆς Γενεύης διὰ τὴν βελτίωσιν τῆς τύχης τῶν αἰχμαλώτων καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατείᾳ ἐνόπλων δυνάμεων.

«Ἰπὸ τὴν ἐπιφυλάξιν ὅτι, καίτοι σεβόμενον τὸ ἀπαρβίαστον τῶν διακριτικῶν ἐμβλημάτων καὶ σημάτων τῆς Συμβάσεως, τὸ Ἰσραὴλ θὰ χρησιμοποιήσῃ τὴν Ἐρυθρὰν Ἀσπίδα τοῦ Δαυὶδ ὡς διακριτικὸν ἐμβλημα καὶ σῆμα τῆς ὑγειονομικῆς ὑπηρεσίας τῶν ἐνόπλων τῶν δυνάμεων),

2. «Σύμβασις τῆς Γενεύης διὰ τὴν βελτίωσιν τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν, ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν τῶν κατὰ θάλασσαν ἐνόπλων δυνάμεων.

«Ἰπὸ τὴν ἐπιφυλάξιν ὅτι, καίτοι σεβόμενον τὸ ἀπαρβίαστον τῶν διακριτικῶν ἐμβλημάτων καὶ σημάτων τῆς Συνθήκης, τὸ Ἰσραὴλ θὰ χρησιμοποιήσῃ τὴν Ἐρυθρὰν Ἀσπίδα τοῦ Δαυὶδ ἐπὶ τῶν σημαίων, τῶν περιβραχιονίων, ὡς καὶ ἐφ' ὀλοκλήρου τοῦ ὕλικου τῆς ὑγειονομικῆς ὑπηρεσίας (περιλαμβανομένων καὶ τῶν νοσοκομειακῶν σκαφῶν)».

3. Ἡ Σύμβασις τῆς Γενεύης περὶ προστασίας τῶν πολιτῶν ἐν καιρῷ πολέμου.

«Ἰπὸ τὴν ἐπιφυλάξιν ὅτι, καίτοι σεβόμενον τὸ ἀπαρβίαστον τῶν διακριτικῶν ἐμβλημάτων καὶ σημάτων τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 38 τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατείᾳ ἐνόπλων δυνάμεων τῆς 12ης Αὐγούστου 1949, τὸ Ἰσραὴλ θὰ χρησιμοποιήσῃ τὴν Ἐρυθρὰν Ἀσπίδα τοῦ Δαυὶδ ὡς διακριτικὸν ἐμβλημα καὶ σῆμα προβλεπόμενον εἰς τὴν Σύμβασιν ταύτην.»

ΙΤΑΛΙΑ

Ὁ Κύριος ΛΟΥΡΙΤΙ, Πρέσβυς τῆς Ἰταλίας, προβαίνει εἰς τὰς ἐξῆς δηλώσεις ὅσον ἀφορᾷ τὴν Σύμβασιν περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου καὶ τὰς Ἀποφάσεις ὑπ' ἀριθ. 6, 7 καὶ 9 τῆς διπλωματικῆς Συνδιασκέψεως τῆς Γενεύης :

1. Σύμβασις τῆς Γενεύης περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου.

«Ἡ Ἰταλικὴ Κυβέρνησις δηλοῖ ὅτι ἔχει ἐπιφυλάξεις ὅσον ἀφορᾷ τὸ τελευταῖον ἐδάφιον τοῦ ἄρθρου 66 τῆς Συμβάσεως περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου.

2. Ἀπόφασις Νο 6 τῆς διπλωματικῆς Συνδιασκέψεως τῆς Γενεύης.

«Ἐπειδὴ ἡ Συνδιασκέψις ἐξέφρασε τὴν ἐπιθυμίαν αὐτῶν τὰ Ἰψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ἀναθέσθαι εἰς τὸ προσεχὲς μέλλον εἰς Ἐπιτροπὴν Ἐμπειρογνομόνων τὴν φροντίδα νὰ ἐξετάσῃ τὴν τεχνικὴν βελτίωσιν τῶν συγχρόνων μέσων ἐπικοινωνίας μεταξύ ἀφ' ἑνὸς τῶν νοσοκομειακῶν πλοίων καὶ ἀφ' ἑτέρου τῶν πολεμικῶν πλοίων, σκαφῶν καὶ στρατιωτικῶν ἀεροσκαφῶν, ἡ Ἰταλικὴ Κυβέρνησις ἐκφράζει τὴν ἐλπίδα ὅτι ἡ ἐν λόγῳ Ἐπιτροπὴ Ἐμπειρογνομόνων θὰ συγκληθῇ, εἰ δυνατόν, κατὰ τοὺς προσεχέεις μῆνας διὰ τὴν ἐπεξεργασίαν διεθνoῦς κώδικος κανονίζοντος κατὰ τὸν τρόπον ἀκριβῆ τὴν χρησιμοποίησιν τῶν ἀνωτέρω μέσων.

Αἱ Ἰταλικαὶ ἐνοπλὸι δυνάμεις ἀνέλαβον ἤδη τὴν ἐπισημασμένην μελέτην τοῦ ζητήματος τούτου καὶ θὰ ᾔσαν ἔτοιμοι νὰ παρουσιάσουν, ἐν παραστῇ ἀνάγκῃ, συγκεκριμένας τεχνικὰς προτάσεις αἰτίνας θὰ ἠδύναντο νὰ χρησιμοποιηθοῦν ὡς βᾶσις συζητήσεως».

3. Ἰπ' ἀριθ. 7 Ἀπόφασις τῆς διπλωματικῆς Συνδιασκέψεως.

«Ἡ Ἰταλικὴ Κυβέρνησις εἶναι ἐτοιμὴ νὰ λάβῃ διὰ τὰ χρήσιμα μέτρα ἵνα τὰ νοσοκομειακὰ πλοῖα ἐκπέμπουν ἀνὰ συχνὰ καὶ κανονικὰ διαστήματα ὕλας τὰς πληροφορίες τὰς σχετικὰς μετὰ τὴν θέσιν των, τὴν κατεῦθυνσίν των καὶ τὴν ταχύτητά των.

4. Ἰπ' ἀριθ. 9 Ἀπόφασις τῆς διπλωματικῆς Συνδιασκέψεως.

«Ὅσον ἀφορᾷ τὴν δευτέραν παράγραφον τῆς ὑπ' ἀριθ. 9 Ἀποφάσεως ἡ Ἰταλικὴ Κυβέρνησις εἶναι τῆς γνώμης ὅτι αἱ ὑπηρεσίαι τηλεπικοινωνίας τῶν Ἰψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ὑφείλουν νὰ συνεργασθοῦν ἵνα δημιουργήσουν σύστημα συγκεντρώσεως τηλεγραφημάτων τῶν αἰχμαλώτων πολέμου ὥστε νὰ διευκολυνθῇ ἡ διαβίβασις κρυπτογραφημένων σημάτων πρὸς ἀποφυγὴν καθῶν καὶ διπλῶν διεθνῶν διαβιβάσεων συνεπαγομένων ἀξίαν τῆς

ΛΟΥΞΕΜΒΟΥΡΓΟΝ

Ὁ Κύριος ΣΤΟΥΡΝ, Ἐπιτετραμμένος τοῦ Μεγάλου Δουκάτου τοῦ Λουξεμβούργου, ἐν Ἑλβετία, δεόντως ἐξουσιοδοτούμενος ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως του, υπέγραψε σήμερον τὴν 8ην Δεκεμβρίου 1949, τὴν καταρτισθεῖσαν ὑπὸ τῆς διπλωματικῆς Συνδιασκέψεως τῆς Γενεῦης Σύμβασιν περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν :

«Ὅτι ὁ ὑπάρχων ἐθνικὸς νόμος θὰ ἐξακολουθήσῃ ἰσχύων ὡς πρὸς τὰς ὑπὸ διεκπεραίωσιν διαδικασίας».

ΝΕΑ—ΖΗΛΑΝΔΙΑ

Ὁ Κύριος Ροβέρτος ΛΑΙΚΙΚΚ, Σύμβουλος παρὰ τῆ Προσβεία τῆς Νέας Ζηλανδίας ἐν Οὐασινγκτόνι, προβαίνει εἰς τὴν ἀκόλουθον δήλωσιν :

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Νέας Ζηλανδίας ἐπιθυμεῖ ὅπως δηλώσω, ἅμα τῇ υπογραφῇ τῶν τεσσάρων Συμβάσεων τῶν καταρτισθεισῶν ὑπὸ τῆς διπλωματικῆς Συνδιασκέψεως τῆς Γενεῦης τοῦ 1949, ὅτι ἐπειδὴ δὲν εἶχε ἀρκετὸν χρόνον ἵνα ἐξετάσῃ τὰς διατυπωθείσας ὑπὸ ἄλλων Κρατῶν ἐπιφυλάξεις, ἐπιφυλάσσει πρὸς τὸ παρὸν τὰς ἀπόψεις τῆς ὅσον ἀφορᾷ τὰς ἐν λόγῳ ἐπιφυλάξεις.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Νέας Ζηλανδίας ἐπιθυμεῖ ὅπως ἅμα τῇ υπογραφῇ τῆς Συμβάσεως, περὶ προστασίας τῶν πολιτῶν ἐν καιρῷ πολέμου, προβῶ εἰς τὰς ἐξῆς ἐπιφυλάξεις :

1. «Ἡ νέα Ζηλανδία ἐπιφυλάσσεται τὸ δικαίωμα νὰ ἐπιβάλλῃ τὴν θανατικὴν ποινὴν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 68, παράγραφος δευτέρα, ἀνεξαρτήτως τοῦ ἂν αἰ ἐν αὐτῷ ἀναφερόμεναι παραβάσεις εἶναι τιμωρητέαι ἢ μὴ διὰ τῆς θανατικῆς ποινῆς κατὰ τὸν νόμον τοῦ κατοχομένου, ἐδάφους, καθ' ἣν ἐποχὴν ἀρχίζει ἢ κατοχῇ.

2. «Δεδομένου ὅτι ἡ Γενικὴ Συνέλευσις τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἀφ' οὗ ἐνέκρινε τὰς τεθείσας ὑπὸ τοῦ χάρτου καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Δικαστηρίου τῆς Νυρεβέργης ἀρχάς, ἀνέθεσεν εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν Διεθνούς Δικαίου νὰ συμπεριλάβῃ τὰς ἀρχάς ταύτας εἰς γενικὸν κώδικα τῶν παραβάσεων κατὰ τῆς εἰρήνης καὶ τῆς ἀσφαλείας τῆς ἀνθρωπότητος, ἡ Νέα Ζηλανδία ἐπιφυλάσσει ἐαυτῇ, τὸ δικαίωμα νὰ λάβῃ τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ νὰ ἐξασφαλίσῃ τὴν τιμωρίαν τοιαύτων παραβάσεων, παρὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 70, παράγραφος πρώτη».

ΚΑΤΩ—ΧΩΡΑΙ

Ὁ Κύριος ΜΠΟΣ, Ἰππότης ΝΤΕ ΡΟΖΕΝΤΑΛ, Προσβευτῆς τῶν Κάτω—Χωρῶν ἐν Ἑλβετία, δηλοῖ τὰ ἑξῆς :

Ἡ Κυβέρνησις μου, μοι παρέσχε ὁδηγίαν νὰ υπογράψω τὰς τέσσαρας Συμβάσεις τὰς καταρτισθείσας ὑπὸ τῆς διπλωματικῆς Συνδιασκέψεως ἧτις συνήλθε εἰς τὴν Γενεῦην ἀπὸ 21ης Ἀπριλίου μέχρι 12ης Αὐγούστου 1949. Ἡ Κυβέρνησις μου ἐπιθυμεῖ οὐχ ἤττον νὰ διατυπώσῃ τὴν ἐξῆς ἐπιφύλαξιν ὅσον ἀφορᾷ τὴν Σύμβασιν τῆς Γενεῦης περὶ προστασίας τῶν πολιτῶν ἐν καιρῷ πολέμου.

Τὸ Βασίλειον τῶν Κάτω—Χωρῶν ἐπιφυλάσσει ἐαυτῷ τὸ δικαίωμα νὰ ἐφαρμόσῃ τὴν θανατικὴν ποινὴν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 68 παράγραφος 2, ἀνεξαρτήτως τοῦ ἂν αἰ ἀναφερόμεναι ἐν αὐτῷ παραβάσεις εἶναι τιμωρητέαι ἢ ὅχι διὰ τῆς θανατικῆς ποινῆς κατὰ τὸν νόμον τοῦ ἐδάφους τοῦ καταληφθέντος καθ' ἣν ἐποχὴν ἀρχίζει ἢ κατοχῇ.

ΠΟΛΩΝΙΑ

Ὁ Κύριος ΠΣΥΜΠΙΟΣ, Προσβευτῆς τῆς Πολωνίας ἐν Ἑλβετία διατυπῶ τὰς ἐξῆς ἐπιφυλάξεις ὅσον ἀφορᾷ τὰς τέσσαρας Συμβάσεις τῆς Γενεῦης :

1. «Υπογράφων τὴν Σύμβασιν τῆς Γενεῦης περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν ἀσθενῶν καὶ τραυματιῶν τῶν ἐν ἐκστρατεία ἐνόπλων δυνάμεων δηλώ ὅτι ἡ Κυβέρνησις τῆς Πολωνικῆς Δημοκρατίας προσχωρεῖ εἰς τὴν ἐν λόγῳ Σύμβασιν με ἐπιφύλαξιν ὅσον ἀφορᾷ τὸ ἀρθρον 10 αὐτῆς.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Πολωνικῆς Δημοκρατίας δὲν θὰ θεωρήσῃ ὡς νόμιμον αἴτησιν κατακρατούσης Δυνάμεως ἀποβλέπουσαν εἰς τὸ ν' ἀναλάβῃ οὐδέτερον Κράτος, ἢ διεθνῆς ὄργανισμὸς ἢ ἀνθρωπιστικὸς ὄργανισμὸς τὰ καθήκοντα τὰ ἀνατεθέντα ὑπὸ τῆς παρουσίας Συμβάσεως εἰς τὰς προστατίδας Δυνάμεις ὡς πρὸς τοὺς τραυματίας καὶ ἀσθενεῖς ἢ τὰ μέλη τοῦ ὑγειονομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ, ἐφ' ὅσον ἡ Κυβέρνησις τῆς ὁποίας εἶναι οὗτοι ὑπήκοοι δὲν παράσχη τὴν συγκατάθεσιν τῆς.

2. Υπογράφων τὴν Σύμβασιν τῆς Γενεῦης περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν τῶν ἐν θαλάσσῃ ἐνόπλων δυνάμεων δηλώ ὅτι ἡ Κυβέρνησις τῆς Πολωνικῆς Δημοκρατίας προσχωρεῖ εἰς τὴν ἐν λόγῳ Σύμβασιν, με ἐπιφύλαξιν ὅσον ἀφορᾷ τὸ ἀρθρον 10 αὐτῆς.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Πολωνικῆς Δημοκρατίας δὲν θὰ θεωρήσῃ ὡς νόμιμον αἴτησιν κατακρατούσης Δυνάμεως ἀποβλέπουσαν εἰς τὸ ν' ἀναλάβῃ οὐδέτερον Κράτος ἢ διεθνῆς ὄργανισμὸς ἢ ἀνθρωπιστικὸς ὄργανισμὸς τὰ καθήκοντα τὰ ἀνατεθέντα ὑπὸ τῆς παρουσίας Συμβάσεως εἰς τὰς προστατίδας Δυνάμεις ὡς πρὸς τοὺς τραυματίας ἀσθενεῖς καὶ ναυτικούς ἢ τὰ μέλη τοῦ ὑγειονομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ, ἐφ' ὅσον ἡ Κυβέρνησις τῆς ὁποίας εἶναι οὗτοι ὑπήκοοι δὲν παράσχη τὴν συγκατάθεσιν τῆς.

3. Υπογράφων τὴν Σύμβασιν τῆς Γενεῦης περὶ τῆς μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου δηλώ ὅτι ἡ Κυβέρνησις τῆς Πολωνικῆς Δημοκρατίας προσχωρεῖ εἰς τὴν ἐν λόγῳ Σύμβασιν ὑπὸ ἐπιφύλαξιν ὅσον ἀφορᾷ τὰ ἀρθρα τῆς 10, 12 καὶ 85.

Ὅσον ἀφορᾷ τὸ ἀρθρον 10 ἡ Κυβέρνησις τῆς Πολωνικῆς Δημοκρατίας δὲν θὰ θεωρήσῃ νόμιμον τὴν αἴτησιν κατακρατούσης Δυνάμεως ἀποβλέπουσαν εἰς τὸ ν' ἀναλάβῃ οὐδέτερον Κράτος ἢ διεθνῆς ὄργανισμὸς ἢ ἀνθρωπιστικὸς ὄργανισμὸς τὰ καθήκοντα τὰ ἀνατεθέντα ὑπὸ τῆς παρουσίας Συμβάσεως εἰς τὰς προστατίδας Δυνάμεις ὡς πρὸς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου ἐφ' ὅσον ἡ Κυβέρνησις τῆς ὁποίας εἶναι οὗτοι ὑπήκοοι δὲν παράσχη τὴν συγκατάθεσιν τῆς.

Ὅσον ἀφορᾷ τὸ ἀρθρον 12 ἡ Κυβέρνησις τῆς Πολωνικῆς Δημοκρατίας δὲν θὰ θεωρήσῃ ὡς νόμιμον τὴν ἀπαλλαγὴν Δυνάμεως ἧτις προβαίνει εἰς τὴν μεταβίβασιν αἰχμαλώτων πολέμου ἀπὸ τῆς εὐθύνης τῆς διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς Συμβάσεως, ἔστω καὶ διὰ τὸν χρόνον καθ' ὃν οἱ αἰχμαλώτοι οὗτοι θὰ ἔχουν περιέλθῃ εἰς τὴν Δύναμιν ἧτις ἐδέχθη νὰ τοὺς φιλοξενήσῃ.

Ὅσον ἀφορᾷ τὸ ἀρθρον 85, ἡ Κυβέρνησις τῆς Πολωνικῆς Δημοκρατίας δὲν θὰ θεωρήσῃ ὡς νόμιμον τὴν συνέχισιν τῆς ὑπαγωγῆς ὑπὸ τὰς διατάξεις τῆς παρουσίας Συμβάσεως αἰχμαλώτων πολέμου καταδικασθέντων δι' ἐγκλήματα πολέμου καὶ ἐγκλήματα κατὰ τῆς ἀνθρωπότητος ὑπὸ τὴν ἐννοίαν τῶν εἰς τὴν δίκην τῆς Νυρεμβέργης ἀναπτυχθεισῶν ἀρχῶν δεδομένου ὅτι οἱ καταδικασθέντες διὰ τὰ ἐγκλήματα ταῦτα αἰχμαλώτοι πολέμου δέον νὰ ὑπόκεινται εἰς τοὺς ἐν ἰσχύι ἐν τῇ ἐνδιαφερομένη χωρᾷ κανονισμοὺς περὶ ἐκτίσεως τῶν ποινῶν.

4. Υπογράφων τὴν Σύμβασιν τῆς Γενεῦης περὶ τῆς προστασίας τῶν πολιτῶν ἐν καιρῷ πολέμου, δηλώ ὅτι ἡ Κυβέρνησις τῆς Πολωνικῆς Δημοκρατίας προσχωρεῖ εἰς τὴν ἐν λόγῳ Σύμβασιν ὑπὸ ἐπιφύλαξιν τῶν ἀρθρων αὐτῆς 11 καὶ 45.

Ὅσον ἀφορᾷ τὸ ἀρθρον 11, ἡ Κυβέρνησις τῆς Πολωνικῆς Δημοκρατίας δὲν θὰ θεωρήσῃ ὡς νόμιμον αἴτησιν κατακρα-

τούσης Δυνάμεως ἀποβλέπουσαν εἰς τὸ ν' ἀναλάβῃ οὐδέτερον Κράτος ἢ διεθνῆς ὄργανισμὸς ἢ ἀνθρωπιστικὸς ὄργανισμὸς τὰ καθήκοντα τὰ ἀνατεθέντα ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τὰς Προστάτιδας Δυνάμεις ὡς πρὸς τὰ προστατευόμενα πρόσωπα, ἂν ἡ Κυβέρνησις τῆς ὑποίας εἶναι οὗτοι ὑπῆκοι δὲν παράσχη τὴν συγκατάθεσίν τῆς.

Ὅσον ἀφορᾷ τὸ ἄρθρον 45, ἡ Κυβέρνησις τῆς Πολωνικῆς Δημοκρατίας δὲν θὰ θεωρήσῃ νόμιμον τὴν ἀπαλλαγὴν Δυνάμεως ἣτις προβαίνει εἰς παράδοσιν προστατευομένων προσώπων, ἀπὸ τῆς εὐθύνῃς ὅπως ἐφαρμόσῃ τὴν Σύμβασιν ἔστω καὶ διὰ τὸν χρόνον καθ' ὃν τὰ προστατευόμενα πρόσωπα θὰ ἔχουν περιέλθῃ εἰς τὴν Δύναμιν ἣτις ἐδέχθη νὰ τὰ φιλοξενήσῃ.

ΠΟΡΤΟΓΑΛΛΙΑ

Ὁ Κύριος ΓΚΟΝΣΑΛΟ ΚΑΛΝΤΕΙΡΑ ΚΟΕΛΟ, Ἐπιτετραμμένος τῆς Πορτογαλίας ἐν Ἑλβετίᾳ, διατυποῖ τὰς ἐξῆς ἐπιφυλάξεις :

α') Ἄρθρον 3, κοινὸν καὶ τὰς τέσσαρας Συμβάσεις «Δεδομένου ὅτι δὲν καθορίσθη ἐπακριβῶς τί δέον νὰ κληθῇ σύρραξις οὐχὶ διεθνoῦς χαρακτήρος καὶ δεδομένου ὅτι ἐν ἡ περιπτώσει ὁ ὄρισμὸς οὗτος ἀναφέρεται μόνον εἰς τὸν ἐμφύλιον πόλεμον, δὲν καθορίζεται σαφῶς πότε ἐνοπλος ἀνταρσία ἐσωτερικῆς φύσεως πρέπει νὰ θεωρῆται ὡς τοιοῦτος, ἡ Πορτογαλία ἐπιφυλάσσει τὸ δικαίωμα νὰ μὴ ἐφαρμόσῃ εἰς ὅλα τὰ ὑπὸ τὴν κυριαρχίαν τῆς ἐδάφη εἰς οἰονδήποτε μέρος τοῦ κόσμου, τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 3 εἰς ὅ,τι δύναται ν' ἀντιτίθεται πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Πορτογαλικοῦ Νόμου.

β') Ἄρθρον 10, τῶν Συμβάσεων I, II, III καὶ ἄρθρον 11 τῆς Συμβάσεως IV.

Ἡ Πορτογαλικὴ Κυβέρνησις δέχεται τὰ ὡς ἄνω ἄρθρα μὲ τὴν ἐπιφυλάξιν ὅτι αἱ ἀπευθυνόμεναι αἰτήσεις ὑπὸ τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως πρὸς οὐδέτερον Κράτος ἢ πρὸς ἀνθρωπιστικὸν ὄργανισμὸν ἵνα ἀναλάβῃ τὰ καθήκοντα τὰ ἀνατεθέντα κανονικῶς εἰς τὰς προστατίδας Δυνάμεις θέλουν τύχει τῆς συγκατάθεσεως ἢ τῆς ἐγκρίσεως τῆς Κυβερνήσεως τῆς ὑποίας εἶναι ὑπῆκοι τὰ προστατευομένα πρόσωπα (Δυνάμεις καταγωγῆς).

γ') Ἄρθρον 13 τῆς Συμβάσεως I καὶ ἄρθρον 4 τῆς Συμβάσεως III.

Ἡ Πορτογαλικὴ Κυβέρνησις διατυποῖ ἐπιφυλάξιν ὡς πρὸς τὴν ἐφαρμογὴν τῶν ἀρθρῶν τούτων εἰς ὅλας τὰς περιπτώσεις κατὰ τὰς ὁποίας ἡ νόμιμος Κυβέρνησις ἔχει ἤδη ζητήσει καὶ ἀποδεχθῆ ἀνακωχὴν ἢ οἰασδήποτε φύσεως ἀναστολὴν τῶν στρατιωτικῶν ἐπιχειρήσεων, ἀκόμη καὶ ἂν αἱ ἐν ἐκστρατεία ἐνοπλοὶ δυνάμεις δὲν ἔχουν εἰσέτι συνθηκολογήσειν.

δ') Ἄρθρον 60 τῆς Συμβάσεως III.

Ἡ Πορτογαλικὴ Κυβέρνησις ἀποδέχεται τὸ ἄνωτέρω ἄρθρον μὲ τὴν ἐπιφυλάξιν ὅτι ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει θὰ ὑποχρεοῦται νὰ καταβάλλῃ εἰς τοὺς αἰχμαλώτους μισθὸν ἀνώτερον τοῦ 50 ο)ο τοῦ μισθοῦ τοῦ καταβαλλομένου εἰς τοὺς πορτογάλους στρατιωτικοὺς ἰσοτίμου βαθμοῦ ἢ κατηγορίας οἵτινες εὐρίσκονται ἐν ἐνεργῶ ὑπηρεσίᾳ εἰς τὴν ζώνην τῆς μάχης».

ΛΑΤΙΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ ΤΗΣ ΡΟΥΜΑΝΙΑΣ

Ὁ Κύριος ΙΩΑΝΝΗΣ ΝΤΡΑΓΚΟΜΠ, Ἐπιτετραμμένος τῆς Ρουμανίας ἐν Ἑλβετίᾳ, προβαίνει εἰς τὴν ἀκόλουθον δῆλωσιν :

1. Ὑπογράφουσα τὴν Σύμβασιν περὶ βελτιώσεως τῆς τύχῃς τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατεία ἐνόπλων δυνάμεων, ἡ Κυβέρνησις τῆς Λατικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας διατυποῖ τὴν ἀκόλουθον ἐπιφυλάξιν :

Ἄρθρον 10: Ἡ Λατικὴ Δημοκρατία τῆς Ρουμανίας δὲν θὰ ἀναγνωρίσῃ ὡς ἐγκύρους αἰτήσεις ἀπευθυνόμενας

ὑπὸ κατακρατοῦσης Δυνάμεως πρὸς οὐδέτερον Κράτος ἢ ἀνθρωπιστικὸν ὄργανισμὸν ἵνα ἀναλάβῃ τὰ καθήκοντα τὰ ἀνατεθέντα εἰς τὰς προστατίδας Δυνάμεις ἐφ' ὅσον δὲν ἐπιτευχθῇ ἢ συγκατάθεσις τῆς χώρας τῆς ὑποίας τὰ προστατευόμενα πρόσωπα εἶναι ὑπῆκοι.

2. Ὑπογράφουσα τὴν Σύμβασιν περὶ βελτιώσεως τῆς τύχῃς τῶν τραυματιῶν, ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν τῶν κατὰ θάλασσαν ἐνόπλων δυνάμεων, ἡ Κυβέρνησις τῆς Λατικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας διατυποῖ τὴν ἐξῆς ἐπιφυλάξιν:

Ἄρθρον 10 : Ἡ Λατικὴ Δημοκρατία τῆς Ρουμανίας δὲν θ' ἀναγνωρίσῃ ὡς ἐγκύρους αἰτήσεις ἀπευθυνόμενας ὑπὸ κατακρατοῦσης Δυνάμεως πρὸς οὐδέτερον Κράτος ἢ ἀνθρωπιστικὸν ὄργανισμὸν ἵνα ἀναλάβῃ τὰ καθήκοντα τ' ἀνατεθέντα εἰς τὰς προστατίδας δυνάμεις ἐφ' ὅσον δὲν ἐπιτευχθῇ ἢ συγκατάθεσις τῆς χώρας τῆς ὑποίας τὰ προστατευόμενα πρόσωπα εἶναι ὑπῆκοι.

3. Ὑπογράφουσα τὴν Σύμβασιν περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου, ἡ Κυβέρνησις τῆς Λατικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας διατυποῖ τὰς ἐξῆς ἐπιφυλάξεις :

Ἄρθρον 10 : Ἡ Λατικὴ Δημοκρατία τῆς Ρουμανίας δὲν θὰ θεωρήσῃ ὡς ἐγκύρους αἰτήσεις ἀπευθυνόμενας ὑπὸ κατακρατοῦσης Δυνάμεως πρὸς οὐδέτερον Κράτος ἢ ἀνθρωπιστικὸν ὄργανισμὸν ἵνα ἀναλάβῃ τὰ καθήκοντα τ' ἀνατεθέντα εἰς τὰς προστατίδας Δυνάμεις, ἐφ' ὅσον δὲν ἐπιτευχθῇ ἢ συγκατάθεσις τῆς χώρας τῆς ὑποίας οἱ αἰχμαλωτοὶ πολέμου εἶναι ὑπῆκοι.

Ἄρθρον 12 : Ἡ Λατικὴ Δημοκρατία τῆς Ρουμανίας δὲν θὰ θεωρήσῃ ὡς ἐγκυρον τὴν ἀπαλλαγὴν τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως, ἣτις μετεβίβασε τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου εἰς ἄλλην Δύναμιν, ἀπὸ τῆς εὐθύνῃς τῆς ἐφαρμογῆς τῆς Συμβάσεως εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου καθ' ὃν χρόνον οὗτοι εὐρίσκονται ὑπὸ τὴν προστασίαν τῆς Δυνάμεως ἣτις ἐδέχθη νὰ τοὺς φιλοξενήσῃ.

Ἄρθρον 85 : Ἡ Λατικὴ Δημοκρατία τῆς Ρουμανίας δὲν θεωρεῖ ἐαυτὴν δεσμευμένην ὑπὸ τῶν ὑποχρεώσεων τῶν ἀπορρουσῶν ἀπὸ τοῦ ἀρθροῦ 85 ὅπως ἐπεκτείνῃ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς Συμβάσεως εἰς αἰχμαλώτους πολέμου καταδικασθέντας δυνάμει τῆς νομοθεσίας τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως, συμφῶνως πρὸς τὰς ἀρχὰς τῆς δίκῃς τῆς Νυρεμβέργης, δι' ἐγκλήματα πολέμου καὶ ἐγκλήματα κατὰ τῆς ἀνθρωπότητος, καθ' ὅσον τὰ διὰ τοιαῦτα ἐγκλήματα καταδικασθέντα πρόσωπα δέον νὰ ὑποβάλλωνται εἰς τὸ προβλεπόμενον ἐν τῇ χώρᾳ αὐτῇ καθεστῶς ὡς πρὸς τὴν ἐκτίσιν τῶν ποινῶν.

4. Ὑπογράφουσα τὴν Σύμβασιν περὶ προστασίας τῶν πολιτῶν ἐν καιρῶ πολέμου, εἶμαι ἐξουσιοδοτημένος νὰ δηλώσω τὰ ἐξῆς :

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Λατικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας θεωρεῖ ὅτι ἡ Σύμβασις αὕτη λόγω τοῦ ὅτι δὲν ἰσχύει διὰ τὸν ἀμυχον πληθυσμὸν ὅστις εὐρίσκεται ἐκτὸς τοῦ ὑπὸ τοῦ ἐξῆρου καταχομένου ἐδάφους, δὲν ἀνταποκρίνεται πλήρως πρὸς τὰς ἀπαιτήσεις τοῦ ἀνθρωπισμοῦ.

«Παρὰ ταῦτα, λαμβανομένου ὑπ' ὄψιν τοῦ γεγονότος ὅτι ἡ Σύμβασις προτίθεται ὅπως ὑπερασπίσῃ τὰ συμφέροντα τοῦ ἀμυχον πληθυσμοῦ τοῦ εὐρισκομένου εἰς τὸ κατεχόμενον ἐδαφός, εἶμαι ἐξουσιοδοτημένος ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Λατικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας νὰ ὑπογράψω τὴν ἐν λόγω Σύμβασιν μὲ τὰς ἐξῆς ἐπιφυλάξεις ἐπὶ τοῦ ἀρθροῦ 11.

Ἡ Λατικὴ Δημοκρατία τῆς Ρουμανίας δὲν θ' ἀναγνωρίσῃ ὡς ἐγκύρους αἰτήσεις ἀπευθυνόμενας ὑπὸ τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως πρὸς οὐδέτερον Κράτος ἢ ἀνθρωπιστικὸν ὄργανισμὸν ὅπως ἀναλάβῃ τὰ καθήκοντα τὰ ἀνατεθέντα εἰς τὰς προστατίδας Δυνάμεις ἐφ' ὅσον δὲν ἐπιτευχθῇ ἢ συγκατάθεσις τῆς Χώρας τῆς ὑποίας τὰ προστατευόμενα πρόσωπα εἶναι ὑπῆκοι». ἐπὶ τοῦ ἀρθροῦ 45 : Ἡ Λατικὴ Δημοκρατία τῆς Ρουμανίας δὲν θὰ θεωρήσῃ ὡς ἐγκυρον τὴν ἀπαλλαγὴν τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως ἣτις μετεβίβασε

σε τὰ προστατευόμενα πρόσωπα εἰς ἄλλην Δύναμιν, ἀπὸ τῆς εὐθύνης τῆς ἐφαρμογῆς τῆς Συμβάσεως εἰς τὰ μεταφερθέντα πρόσωπα καθ' ὃν χρόνον ταῦτα εὐρίσκονται ὑπὸ τὴν προστασίαν τῆς Δυνάμεως ἣτις ἐδέχθη νὰ τὰ φιλοξενήσῃ.

ΗΝΩΜΕΝΟΝ ΒΑΣΙΛΕΙΟΝ ΤΗΣ ΜΕΓΑΛΗΣ ΒΡΕΤΑΝΙΑΣ ΚΑΙ ΤΗΣ ΒΟΡΕΙΟΥ ΙΡΛΑΝΔΙΑΣ

Ὁ Ἐντιμότατος Σέρ Ρόμπερτ ΚΡΑΙΓΚΙ, τοῦ Ὑπουργείου τῶν Ἐξωτερικῶν, προέβη εἰς τὴν ἀκόλουθον δῆλωσιν :

« Ἡ Κυβέρνησις τῆς Αὐτοῦ Μεγαλειότητος μου ἀνέθεσε νὰ διατυπώσω τὴν ἐξῆς ἐπιφυλάξιν κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης διὰ τὴν προστασίαν τῶν πολιτῶν ἐν καιρῷ πολέμου.

Τὸ Ἠνωμένον Βασίλειον τῆς Μεγάλης Βρετανίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας ἐπιφυλάσσει τὸ δικαίωμα νὰ ἐφαρμόσῃ τὴν θανατικὴν ποινὴν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 68, παράγραφος 2, ἀνεξαρτήτως τοῦ ἂν αἰ ἀναφερόμεναι ἐν αὐτῷ παραβιάσεις εἶναι τιμωρητέαι ἢ μὴ διὰ τῆς θανατικῆς ποινῆς κατὰ τὸν νόμον τοῦ καταληφθέντος ἐδάφους, καθ' ἣν ἐποχὴν ἀρχίζει ἢ κατοχῇ.

ΤΣΕΧΟΣΛΟΒΑΚΙΑ

Ὁ Κύριος ΤΑΟΥΜΠΕΡ, Πρεσβευτῆς τῆς Τσεχοσλοβακίας ἐν Ἑλβετίᾳ διατυποῖ τὰς ἐξῆς ἐπιφυλάξεις :

« Προβαίνων εἰς τὴν ὑπογραφὴν τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατείᾳ ἐνόπλων δυνάμεων, δηλῶ ὅτι ἡ Κυβέρνησις τῆς Τσεχοσλοβακικῆς Δημοκρατίας προσχωρεῖ εἰς τὴν ἐν λόγῳ Σύμβασιν, με ἐπιφυλάξιν ὅσον ἀφορᾷ τὸ ἀρθρον 10 αὐτῆς.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Τσεχοσλοβακικῆς Δημοκρατίας δὲν θὰ θεωρήσῃ ὡς νόμιμον τὴν αἴτησιν κατακρατούσης Δυνάμεως ἀποβλέπουσαν εἰς τὴν ἀνάληψιν ὑπὸ οὐδετέρου Κράτους, ἢ διεθνoῦς ὀργανισμοῦ ἢ ἀνθρωπιστικοῦ ὀργανισμοῦ τῶν καθηκόντων τῶν ἀνατεθέντων ὑπὸ τῆς παρουσίας Συμβάσεως εἰς τὰς προστάτιδας Δυνάμεις ὡς πρὸς τοὺς τραυματίας καὶ ἀσθενεῖς ἢ τὰ μέλη τοῦ ὑγειονομικοῦ ἢ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ ἂν ἡ Κυβέρνησις τῆς ὁποίας εἶναι οὗτοι ὑπήκοοι δὲν παράσχη τὴν συγκατάθεσιν τῆς.

1. Προβαίνων εἰς τὴν ὑπογραφὴν τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν, ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν τῶν κατὰ θάλασσαν ἐνόπλων δυνάμεων, δηλῶ ὅτι ἡ Κυβέρνησις τῆς Τσεχοσλοβακικῆς Δημοκρατίας προσχωρεῖ εἰς τὴν ἐν λόγῳ Σύμβασιν με ἐπιφυλάξιν ἐπὶ τοῦ ἀρθροῦ 10, αὐτῆς.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Τσεχοσλοβακικῆς Δημοκρατίας δὲν θὰ θεωρήσῃ ὡς νόμιμον αἴτησιν κατακρατούσης Δυνάμεως ἀποβλέπουσαν εἰς τὴν ἀνάληψιν ὑπὸ οὐδετέρου Κράτους ἢ διεθνoῦς ὀργανισμοῦ ἢ ἀνθρωπιστικοῦ ὀργανισμοῦ τῶν καθηκόντων τῶν ἀνατεθέντων ὑπὸ τῆς παρουσίας Συμβάσεως εἰς τὰς προστάτιδας Δυνάμεις ὡς πρὸς τοὺς τραυματίας καὶ ἀσθενεῖς ἢ τὰ μέλη τοῦ ὑγειονομικοῦ ἢ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ, ἂν ἡ Κυβέρνησις τῆς ὁποίας εἶναι οὗτοι ὑπήκοοι δὲν παράσχη τὴν συγκατάθεσιν τῆς.

2. Προβαίνων εἰς τὴν ὑπογραφὴν τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν, ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν τῶν κατὰ θάλασσαν ἐνόπλων δυνάμεων, δηλῶ ὅτι ἡ Κυβέρνησις τῆς Τσεχοσλοβακικῆς Δημοκρατίας προσχωρεῖ εἰς τὴν ἐν λόγῳ Σύμβασιν με ἐπιφυλάξιν ἐπὶ τοῦ ἀρθροῦ 10 αὐτῆς.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Τσεχοσλοβακικῆς Δημοκρατίας δὲν θὰ θεωρήσῃ ὡς νόμιμον αἴτησιν κατακρατούσης Δυνάμεως ἀποβλέπουσαν εἰς τὴν ἀνάληψιν ὑπὸ οὐδετέρου Κράτους ἢ διεθνoῦς ὀργανισμοῦ ἢ ἀνθρωπιστικοῦ ὀργανισμοῦ τῶν καθηκόντων τῶν ἀνατεθέντων ὑπὸ τῆς παρουσίας Συμβάσεως

εἰς τὰς προστάτιδας Δυνάμεις ὡς πρὸς τοὺς τραυματίας, τοὺς ἀσθενεῖς καὶ ναυαγούς ἢ τὰ μέλη τοῦ ὑγειονομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ, ἂν ἡ Κυβέρνησις τῆς ὁποίας εἶναι οὗτοι ὑπήκοοι δὲν παράσχη τὴν συγκατάθεσιν τῆς.

3. Προβαίνων εἰς τὴν ὑπογραφὴν τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου, δηλῶ ὅτι ἡ Κυβέρνησις τῆς Τσεχοσλοβακικῆς Δημοκρατίας προσχωρεῖ εἰς τὴν ἐν λόγῳ Σύμβασιν με ἐπιφυλάξεις ὅσον ἀφορᾷ τὰ ἀρθρα 10, 12 καὶ 85.

Ὅσον ἀφορᾷ τὸ ἀρθρον 10 ἡ Κυβέρνησις τῆς Τσεχοσλοβακικῆς Δημοκρατίας δὲν θὰ θεωρήσῃ ὡς νόμιμον αἴτησιν τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως ἀποβλέπουσαν εἰς τὴν ἀνάληψιν ὑπὸ οὐδετέρου Κράτους ἢ διεθνoῦς ὀργανισμοῦ, ἢ ἀνθρωπιστικοῦ ὀργανισμοῦ τῶν καθηκόντων τῶν ἀνατεθέντων ὑπὸ τῆς παρουσίας Συμβάσεως εἰς τὰς προστάτιδας Δυνάμεις ὡς πρὸς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου, ἂν ἡ Κυβέρνησις τῆς ὁποίας εἶναι οὗτοι ὑπήκοοι δὲν παράσχη τὴν συγκατάθεσιν τῆς.

Ὅσον ἀφορᾷ τὸ ἀρθρον 12, ἡ Κυβέρνησις τῆς Τσεχοσλοβακικῆς Δημοκρατίας δὲν θὰ θεωρήσῃ ὡς νόμιμον τὴν ἀπαλλαγὴν μιᾶς Δυνάμεως ἣτις προβαίνει εἰς τὴν μεταβίβασιν αἰχμαλώτων πολέμου ἀπὸ τῆς εὐθύνης διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς Συμβάσεως, ἔστω καὶ διὰ τὸν χρόνον καθ' ὃν, οἱ αἰχμάλωτοι οὗτοι θὰ φιλοξενοῦνται ὑπὸ τῆς Δυνάμεως ἣτις τοὺς ἐδέχθη.

Ὅσον ἀφορᾷ τὸ ἀρθρον 85, ἡ Κυβέρνησις τῆς Τσεχοσλοβακικῆς Δημοκρατίας δὲν θὰ θεωρήσῃ ὡς νόμιμον τὸ γεγονός ὅτι αἰχμάλωτοι πολέμου καταδικασθέντες δι' ἐγκλήματα πολέμου καὶ ἐγκλήματα ἐναντίον τῆς ἀνθρωπότητος ὑπὸ τὴν ἐννοίαν τῶν ἀρχῶν τῆς Νυρεμβέργης, ἐξακολουθοῦν νὰ τυγχάνουν τοῦ εὐεργετήματος τῆς παρουσίας Συμβάσεως, δεδομένου ὅτι οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου οἱ καταδικασθέντες διὰ τὰ ἐγκλήματα ταῦτα πρέπει νὰ ὑποβάλλωνται εἰς τὸ ἐν ἰσχύϊ εἰς τὸ Κράτος ὅπου κατεδικάσθησαν καθ' ἑστῶς περὶ ἐκτίσεως τῶν ποινῶν.

4. Προβαίνων εἰς τὴν ὑπογραφὴν τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ προστασίας τῶν πολιτῶν ἐν καιρῷ πολέμου, δηλῶ ὅτι ἡ Κυβέρνησις τῆς Τσεχοσλοβακικῆς Δημοκρατίας προσχωρεῖ εἰς τὴν ἐν λόγῳ Σύμβασιν, με ἐπιφυλάξεις ἐπὶ τῶν ἀρθρων 11 καὶ 45.

Ὅσον ἀφορᾷ τὸ ἀρθρον 11, ἡ Κυβέρνησις τῆς Τσεχοσλοβακικῆς Δημοκρατίας, δὲν θὰ θεωρήσῃ ὡς νόμιμον αἴτησιν κατακρατούσης Δυνάμεως ἀποβλέπουσαν εἰς τὴν ἀνάληψιν ὑπὸ οὐδετέρου Κράτους ἢ διεθνoῦς ὀργανισμοῦ ἢ ἀνθρωπιστικοῦ ὀργανισμοῦ τῶν καθηκόντων τῶν ἀνατεθέντων ὑπὸ τῆς παρουσίας Συμβάσεως εἰς τὰς προστάτιδας Δυνάμεις ὡς πρὸς τὰ προστατευόμενα πρόσωπα ἂν ἡ Κυβέρνησις τῆς ὁποίας εἶναι ταῦτα ὑπήκοοι δὲν παράσχη τὴν συγκατάθεσιν τῆς.

Ὅσον ἀφορᾷ τὸ ἀρθρον 45, ἡ Κυβέρνησις τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Τσεχοσλοβακίας δὲν θὰ θεωρήσῃ ὡς νόμιμον τὸ γεγονός ὅτι Δύναμις ἣτις προβαίνει εἰς τὴν μεταβίβασιν προστατευομένων προσώπων ἀπαλλάσσεται τῆς εὐθύνης διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς Συμβάσεως ἔστω καὶ διὰ τὸν χρόνον καθ' ὃν τὰ προστατευόμενα ταῦτα πρόσωπα φιλοξενοῦνται ὑπὸ τῆς Δυνάμεως ἣτις τὰ ἐδέχθη.

Σοβιετικὴ Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς Οὐκρανίας

Ὁ Κύριος ΜΠΟΥΚΟΜΟΛΕΤΖ, Ἀρχηγὸς τῆς ἀντιπροσωπείας τῆς Σοβιετικῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐκρανίας :

1. Ὑπογράφουσα τὴν Σύμβασιν περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατείᾳ ἐνόπλων Δυνάμεων, ἡ Κυβέρνησις τῆς Σοβιετικῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐκρανίας διατυποῖ τὰς ἐξῆς ἐπιφυλάξεις ἐπὶ τοῦ ἀρθροῦ 10 : « Ἡ Κυβέρνησις τῆς Σο-

βιετικής Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας της Ουκρανίας δὲν θὰ θεωρήσῃ ἐγκύρους αἰτήσεις κατακρατοῦσης Δυνάμεως ἀποβλεπούσας εἰς τὴν ἀνάληψιν παρ' οὐδετέρου Κράτους ἢ ἀνθρωπιστικοῦ ὀργανισμοῦ τῶν καθηκόντων τῶν ἀνατεθέντων ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς προστάτιδας Δυνάμεις ἐὰν ἡ Κυβέρνησις τῆς χώρας τῆς ὁποίας τὰ προστατευόμενα πρόσωπα εἶναι ὑπήκοοι δὲν παράσχη τὴν συγκατάθεσίν της.

2. Ὑπογράφουσα τὴν Σύμβασιν περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν, ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν τῶν κατὰ θάλασσαν ἐνόπλων δυνάμεων, ἡ Κυβέρνησις τῆς Σοβιετικῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐκρανίας, διατυποῖ τὴν ἐξῆς ἐπιφύλαξιν :

Ἐπὶ τοῦ ἀρθροῦ 10 : « Ἡ Κυβέρνησις τῆς Σοβιετικῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐκρανίας δὲν θὰ θεωρήσῃ ἐγκύρους αἰτήσεις κατακρατοῦσης Δυνάμεως ἀποβλεπούσας εἰς τὴν ἀνάληψιν παρ' οὐδετέρου Κράτους ἢ ἀνθρωπιστικοῦ ὀργανισμοῦ τῶν καθηκόντων τῶν ἀνατεθέντων εἰς τὰς προστάτιδας Δυνάμεις, ἐὰν ἡ Κυβέρνησις τῆς χώρας τῆς ὁποίας τὰ προστατευόμενα πρόσωπα εἶναι ὑπήκοοι δὲν παράσχη τὴν συγκατάθεσίν της.

3. Ὑπογράφουσα τὴν Σύμβασιν περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου, ἡ Κυβέρνησις τῆς Σοβιετικῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐκρανίας διατυποῖ τὰς ἐξῆς ἐπιφυλάξεις :

Ἐπὶ τοῦ ἀρθροῦ 10 : « Ἡ Σοβιετικὴ Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς Οὐκρανίας δὲν θὰ θεωρήσῃ ὡς ἐγκύρους αἰτήσεις κατακρατοῦσης Δυνάμεως ἀποβλεπούσας εἰς τὴν ἀνάληψιν παρ' οὐδετέρου Κράτους ἢ ἀνθρωπιστικοῦ ὀργανισμοῦ τῶν καθηκόντων τῶν ἀνατεθέντων εἰς τὰς προστάτιδας Δυνάμεις ἐὰν ἡ Κυβέρνησις τῆς χώρας τῆς ὁποίας οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου εἶναι ὑπήκοοι δὲν παράσχη τὴν συγκατάθεσίν της.

Ἐπὶ τοῦ ἀρθροῦ 12 : « Ἡ Κυβέρνησις τῆς Σοβιετικῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐκρανίας δὲν θὰ θεωρήσῃ ὡς ἐγκυρον τὴν ἀπαλλαγὴν τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως ἥτις μετεβίβασε εἰς ἄλλην Δύναμιν αἰχμαλώτους πολέμου, ἀπὸ τὴν εὐθύνην τῆς ἐφαρμογῆς τῆς Συμβάσεως εἰς τοὺς αἰχμαλώτους τούτους καθ' ὃν χρόνον οὗτοι θὰ φιλοξενοῦνται ὑπὸ τῆς Δυνάμεως ἥτις τοὺς ἐδέχθη.

Ἐπὶ τοῦ ἀρθροῦ 85 : « Ἡ Σοβιετικὴ Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς Οὐκρανίας δὲν θεωρεῖ ἐαυτὴν δεσμευμένην ὑπὸ τῆς ὑποχρέσεως τῆς προκυπτούσης ἀπὸ τοῦ ἀρθροῦ 85 νὰ ἐπεκτείνῃ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς Συμβάσεως εἰς αἰχμαλώτους πολέμου καταδικασθέντας δυνάμει τῆς νομοθεσίας τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως συμφώνως πρὸς τὰς ἀρχὰς τῆς δίκης τῆς Νυρεμβέργης δι' ἐγκλήματα πολέμου καὶ ἐγκλήματα ἐναντίον τῆς ἀνθρωπότητος, δεδομένου ὅτι διὰ τὰ ἐγκλήματα ταῦτα τὰ καταδικασθέντα πρόσωπα δέον νὰ υποβάλλωνται εἰς τὸ καθιερωθὲν ὑπὸ τῆς ἐν λόγῳ χώρας καθεστῶς περὶ ἐκτίσεως τῶν ποινῶν».

4. Ὑπογράφουσα τὴν Σύμβασιν περὶ προστασίας τῶν πολιτῶν ἐν καιρῷ πολέμου, ἡ Κυβέρνησις τῆς Σοβιετικῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐκρανίας νομίζει ὅτι ἔχει καθήκον νὰ δηλώσῃ τὰ ἐξῆς :

Καίτοι ἡ παρούσα Σύμβασις δὲν ἐπεκτείνεται εἰς τὸν ἀμαχὸν πληθυσμὸν τὸν εὐρισκόμενον πέραν τοῦ ὑπὸ τοῦ ἐχθροῦ κατεληγμένου ἐδάφους καὶ ὡς ἐκ τούτου δὲν ἀνταποκρίνεται πλήρως πρὸς τὰς ἀπαιτήσεις τοῦ ἀνθρωπισμοῦ, ἢ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Σοβιετικῆς Σοσιαλιστικῆς Κυβερνήσεως τῆς Οὐκρανίας ἀναγνωρίζουσα ὅτι ἡ ἐν λόγῳ Σύμβασις μεριμνᾷ διὰ τὰ συμφέροντα τοῦ εὐρισκόμενου εἰς κατεχόμενον ἔδαφος ἀμάχου πληθυσμοῦ, καὶ διὰ ὀρισμένας ἄλλας περιπτώσεις, δηλοῖ ὅτι εἶναι ἐξουσιοδοτημένη ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Σοβιετικῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐκρανίας νὰ υπογράψῃ τὴν παρούσαν Σύμβασιν μὲ τὰς ἐξῆς ἐπιφυλάξεις :

Ἐπὶ τοῦ ἀρθροῦ 11 : « Ἡ Σοβιετικὴ Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς Οὐκρανίας δὲν θὰ θεωρήσῃ ὡς ἐγκύρους αἰτήσεις κατακρατοῦσης Δυνάμεως ἀποβλεπούσας εἰς τὴν ἀνάληψιν παρ' οὐδετέρου Κράτους, ἢ ἀνθρωπιστικοῦ ὀργανισμοῦ τῶν καθηκόντων τῶν ἀνατεθέντων εἰς τὰς προστάτιδας δυνάμεις, ἐὰν ἡ Κυβέρνησις τῆς χώρας τῆς ὁποίας τὰ προστατευόμενα πρόσωπα εἶναι ὑπήκοοι δὲν παράσχη τὴν συγκατάθεσίν της.

Ἐπὶ τοῦ ἀρθροῦ 45 : « Ἡ Σοβιετικὴ Σοσιαλιστικὴ Κυβέρνησις τῆς Οὐκρανίας δὲν θὰ θεωρήσῃ ὡς ἐγκυρον τὴν ἀπαλλαγὴν τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως ἥτις μετεβίβασεν εἰς ἄλλην Δύναμιν προστατευόμενα πρόσωπα ἀπὸ τὴν εὐθύνην τῆς ἐφαρμογῆς τῆς Συνθήκης εἰς τὰ μεταφερόμενα πρόσωπα καθ' ὃν χρόνον ταῦτα θὰ φιλοξενοῦνται ὑπὸ τῆς Δυνάμεως ἥτις τὰ ἐδέχθη».

ΕΝΩΣΙΣ ΤΩΝ ΣΟΒΙΕΤΙΚΩΝ ΣΟΣΙΑΛΙΣΤΙΚΩΝ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΩΝ

Ὁ Στρατηγὸς ΣΑΑΒΙΝ, Ἀρχηγὸς τῆς Ἀντιπροσωπείας τῆς Ἐνώσεως τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν :

1. Ὑπογράφουσα τὴν Σύμβασιν περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατεῖᾳ ἐνόπλων δυνάμεων, ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἐνώσεως τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν διατυποῖ τὴν ἐξῆς ἐπιφύλαξιν :

Ἐπὶ τοῦ ἀρθροῦ 10 : « Ἡ Ἐνωσις τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν δὲν θ' ἀναγνωρίσῃ ὡς ἐγκύρους αἰτήσεις ἀπευθυνθείσας ὑπὸ κατακρατοῦσης Δυνάμεως πρὸς οὐδέτερον Κράτος ἢ ἀνθρωπιστικὸν ὀργανισμὸν ὅπως ἀναλάβουν τὰ καθήκοντα τὰ ἀνατεθέντα εἰς τὰς προστάτιδας Δυνάμεις ἐὰν ἡ Κυβέρνησις τῆς Χώρας τῆς ὁποίας τὰ προστατευόμενα πρόσωπα εἶναι ὑπήκοοι δὲν παράσχη τὴν συγκατάθεσίν της.»

2. Ὑπογράφουσα τὴν Σύμβασιν περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν, ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν τῶν κατὰ θάλασσαν ἐνόπλων δυνάμεων, ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἐνώσεως τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν, διατυποῖ τὴν ἐξῆς ἐπιφύλαξιν :

Ἐπὶ τοῦ ἀρθροῦ 10 : « Ἡ Ἐνωσις τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν δὲν θ' ἀναγνωρίσῃ ὡς ἐγκύρους αἰτήσεις ἀπευθυνόμενας ὑπὸ κατακρατοῦσης Δυνάμεως πρὸς οὐδέτερον Κράτος ἢ ἀνθρωπιστικὸν ὀργανισμὸν ἵνα ἀναλάβουν τὰ καθήκοντα τὰ ἀνατεθέντα εἰς τὰς προστάτιδας Δυνάμεις ἐὰν ἡ Κυβέρνησις τῆς Χώρας τῆς ὁποίας τὰ προστατευόμενα πρόσωπα εἶναι ὑπήκοοι δὲν παράσχη τὴν συγκατάθεσίν της.»

3. Ὑπογράφουσα τὴν Σύμβασιν περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου, ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἐνώσεως τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν διατυποῖ τὰς ἐξῆς ἐπιφυλάξεις :

Ἐπὶ τοῦ ἀρθροῦ 10 : « Ἡ Ἐνωσις τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν δὲν θ' ἀναγνωρίσῃ ὡς ἐγκύρους τὰς αἰτήσεις τὰς ἀπευθυνόμενας ὑπὸ κατακρατοῦσης Δυνάμεως πρὸς οὐδέτερον Κράτος ἢ πρὸς ἀνθρωπιστικὸν ὀργανισμὸν, ὅπως ἀναλάβουν τὰ καθήκοντα τὰ ἀνατεθέντα εἰς τὰς προστάτιδας δυνάμεις, ἐὰν ἡ Κυβέρνησις τῆς Χώρας τῆς ὁποίας οἱ αἰχμάλωτοι εἶναι ὑπήκοοι δὲν παράσχη τὴν συγκατάθεσίν της.»

Ἐπὶ τοῦ ἀρθροῦ 12 : « Ἡ Ἐνωσις τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν, δὲν θ' ἀναγνωρίσῃ ὡς ἐγκυρον τὴν ἀπαλλαγὴν τῆς κατακρατοῦσης Δυνάμεως, ἥτις μετεβίβασε εἰς ἄλλην Δύναμιν αἰχμαλώτους πολέμου, ἀπὸ τῆς εὐθύνης τῆς ἐφαρμογῆς τῆς Συμβάσεως εἰς τοὺς αἰχμαλώτους τούτους καθ' ὃν χρόνον οὗτοι θὰ εἶναι ἐμπειπιστευμένοι εἰς τὴν Δύναμιν ἥτις ἐδέχθη νὰ τοὺς φιλοξενήσῃ».

Ἐπὶ τοῦ ἀρθροῦ 85 : « Ἡ Ἐνωσις τῶν Σοβιετικῶν

Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν δὲν θεωρῆ ἑαυτὴν δεσμευμένην ὑπὸ τῆς υποχρέωσης τῆς προκυπτούσης ἐκ τοῦ ἀρθροῦ 85 νὰ ἐπεκτείνῃ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς Συμβάσεως εἰς αἰχμαλώτους πολέμου καταδικασθέντας δυνάμει τῆς νομοθεσίας τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως, συμφώνως πρὸς τὰς ἀρχὰς τῆς δίκης τῆς Νυρεμβέργης, διότι διέπραξαν ἐγκλήματα πολέμου καὶ ἐγκλήματα ἐναντίον τοῦ ἀνθρωπισμοῦ, δεδομένου ὅτι πρόσωπα καταδικασθέντα διὰ τοιαῦτα ἐγκλήματα δέον νὰ υποβάλλωνται εἰς τὸ καθιερωμένον ὑπὸ τῆς ἐν λόγῳ Χώρας καθεστὸς περὶ προσώπων ἐκτιόντων τὴν ποινὴν των».

4. Ὑπογράφουσα τὴν Σύμβασιν περὶ προστασίας τῶν πολιτῶν ἐν καιρῷ πολέμου, ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἑνώσεως τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν νομίζει ὅτι ἔχει καθήκον νὰ δηλώσῃ τὰ ἑξῆς :

Καίτοι ἡ παροῦσα Σύμβασις δὲν ἐπεκτείνεται εἰς τὸν ἀμαχὸν πληθυσμὸν τὸν εὐρισκόμενον πέραν τοῦ ὑπὸ τοῦ ἐχθροῦ κατελημμένου ἐδάφους καὶ ὡς ἐκ τούτου δὲν ἀνταποκρίνεται πλήρως πρὸς τὰς ἀπαιτήσεις τοῦ ἀνθρωπισμοῦ, ἡ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Ἑνώσεως τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν ἀναγνωρίζουσα ὅτι ἡ ἐν λόγῳ Σύμβασις μεριμνᾷ διὰ τὰ συμφέροντα τοῦ εἰς τὸ κατεχόμενον ἐδάφος εὐρισκόμενου ἀμάχου πληθυσμοῦ καὶ δι' ὠρισμένας ἄλλας περιπτώσεις, δηλοῖ ὅτι εἶναι ἐξουσιοδοτημένη ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑνώσεως τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν νὰ υπογράψῃ τὴν παροῦσαν Σύμβασιν μετὰ τὰς ἑξῆς ἐπιφυλάξεις :

Ἐπὶ τοῦ ἀρθροῦ 11 : « Ἡ Ἑνωσις τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν, δὲν θὰ θεωρήσῃ ἐγκύρους αἰτήσεις ἀπευθυνομένας ὑπὸ κατακρατούσης Δυνάμεως πρὸς οὐδέτερον Κράτος ἢ ἀνθρωπιστικὸν ὄργανισμὸν ὅπως ἀναλάβουν τὰ καθήκοντα τὰ ἀνατεθέντα εἰς τὰς προστάτιδας Δυνάμεις ἂν ἡ Κυβέρνησις τῆς χώρας τῆς ὁποίας τὰ προστατευόμενα πρόσωπα εἶναι ὑπήκοοι δὲν παρέχῃ τὴν συγκατάθεσιν τῆς».

Ἐπὶ τοῦ ἀρθροῦ 45 : « Ἡ Ἑνωσις τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν δὲν θὰ θεωρήσῃ ἐγκυρον τὴν ἀπαλλαγὴν ἀποκράτουσης Δυνάμεως, ἥτις μετεβίβασε εἰς ἄλλην Δύναμιν τὰ προστατευόμενα πρόσωπα, ἀπὸ τῆς εὐθύνης τῆς ἐφαρμογῆς τῆς Συμβάσεως εἰς τὰ μεταβιβασθέντα πρόσωπα καθ' ἕνα χρόνον ταῦτα εἶναι ἐμπεπιστευμένα εἰς τὴν Δύναμιν ἥτις ἐδέχθη νὰ τὰ φιλοξενήσῃ».

ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑΚΗ ΛΑΙΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ ΤΗΣ ΓΙΟΥΓΚΟΣΛΑΥΙΑΣ

Ὁ Κύριος Μίλαν ΡΙΣΤΙΤΣ, Πρεσβευτὴς τῆς Γιουγκοσλαυίας ἐν Ἑλβετίᾳ προβαίνει εἰς τὴν ἑξῆς δήλωσιν :

1. « Ὑπογράφων τὴν Σύμβασιν τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατεῖᾳ ἐνόπλων δυνάμεων, δηλοῦ ὅτι ἡ Κυβέρνησις τῆς Ὀμοσπονδιακῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυίας προσχωρεῖ εἰς τὴν εἰρημένην Σύμβασιν ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τοῦ ἀρθροῦ 10 αὐτῆς :

« Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ὀμοσπονδιακῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυίας δὲν θὰ θεωρήσῃ νόμιμον τὴν αἴτησιν κατακρατούσης Δυνάμεως ὅπως οὐδέτερον Κράτος ἢ Διεθνῆς Ὀργάνωσις ἢ Ἀνθρωπιστικὴ Ὀργάνωσις ἀναλάβῃ τὰ καθήκοντα προστάτιδος Δυνάμεως τὰ προβλεπόμενα ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως ἐναντι τῶν τραυματιῶν, ἀσθενῶν ἢ τοῦ ὑγειονομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ προσω-

πικοῦ, ἐὰν ἡ Κυβέρνησις τῆς ὁποίας οὗτοι εἶναι ὑπήκοοι δὲν παράσχη τὴν συγκατάθεσιν τῆς.

2. Ὑπογράφων τὴν Σύμβασιν τῆς Γενεύης, περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν, ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν τῶν κατὰ θάλασσαν ἐνόπλων δυνάμεων, δηλοῦ ὅτι ἡ Κυβέρνησις τῆς Ὀμοσπονδιακῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυίας προσχωρεῖ εἰς τὴν ρηθεῖσαν σύμβασιν μετ' ἐπιφυλάξεως ἐπὶ τοῦ ἀρθροῦ 10 αὐτῆς.

« Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ὀμοσπονδιακῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυίας δὲν θὰ θεωρήσῃ νόμιμον τὴν αἴτησιν κατακρατούσης Δυνάμεως ὅπως οὐδέτερον Κράτος ἢ Διεθνῆς Ὀργάνωσις, ἢ Ἀνθρωπιστικὴ Ὀργάνωσις ἀναλάβῃ τὰ καθήκοντα προστάτιδος Δυνάμεως τὰ προβλεπόμενα ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως ἐναντι τῶν τραυματιῶν, ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν ἢ τοῦ ὑγειονομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ ἐὰν ἡ Κυβέρνησις τῆς ὁποίας οὗτοι εἶναι ὑπήκοοι δὲν παράσχη τὴν συγκατάθεσιν τῆς.

3. Ὑπογράφων τὴν Σύμβασιν τῆς Γενεύης περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου, δηλοῦ ὅτι ἡ Κυβέρνησις τῆς Ὀμοσπονδιακῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυίας προσχωρεῖ εἰς τὴν ρηθεῖσαν Σύμβασιν μετὰ τὰς ἐπιφυλάξεις ὡς πρὸς τὰ ἀρθρα 10 καὶ 12 αὐτῆς :

« Ἐν σχέσει πρὸς τὸ ἀρθρον 10, ἡ Κυβέρνησις τῆς Ὀμοσπονδιακῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυίας δὲν θὰ θεωρήσῃ νόμιμον τὴν αἴτησιν κατακρατούσης Δυνάμεως ὅπως οὐδέτερον Κράτος ἢ Διεθνῆς Ὀργάνωσις ἢ Ἀνθρωπιστικὴ Ὀργάνωσις ἀναλάβῃ τὰ καθήκοντα προστάτιδος δυνάμεως τὰ προβλεπόμενα ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως ἐναντι τῶν αἰχμαλώτων πολέμου ἐὰν ἡ Κυβέρνησις τῆς ὁποίας οὗτοι εἶναι ὑπήκοοι δὲν παράσχη τὴν συγκατάθεσιν τῆς.

« Ἐν σχέσει πρὸς τὸ ἀρθρον 12, ἡ Κυβέρνησις τῆς Ὀμοσπονδιακῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυίας δὲν θὰ θεωρήσῃ νόμιμον τὴν ἀπαλλαγὴν ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως χώρας ἢ ὁποία μετεβίβασε αἰχμαλώτους πολέμου, καθ' ὅλον τὸ χρονικὸν διάστημα κατὰ τὸ ὅποιον οἱ αἰχμαλῶτοι οὗτοι θὰ εὐρισκῶνται παρὰ τῆς Δυνάμει ἥτις ἐδέχθη νὰ τοὺς φιλοξενήσῃ.

4. « Ὑπογράφων τὴν Συνθήκην τῆς Γενεύης περὶ προστασίας τῶν πολιτῶν ἐν καιρῷ πολέμου, δηλοῦ ὅτι ἡ Κυβέρνησις τῆς Ὀμοσπονδιακῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυίας, προσχωρεῖ εἰς τὴν ρηθεῖσαν Συνθήκην μετ' ἐπιφυλάξεων ὡς πρὸς τὰ ἀρθρα 11 καὶ 45 αὐτῆς.

« Ὅσον ἀφορᾷ τὸ ἀρθρον 11 ἡ Κυβέρνησις τῆς Ὀμοσπονδιακῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυίας δὲν θὰ θεωρήσῃ νόμιμον τὴν αἴτησιν κατακρατούσης Δυνάμεως ὅπως οὐδέτερον Κράτος, ἢ Διεθνῆς Ὀργάνωσις ἢ Ἀνθρωπιστικὴ Ὀργάνωσις ἀναλάβῃ τὰ καθήκοντα προστάτιδος Δυνάμεως τὰ προβλεπόμενα ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως ἐναντι τῶν προστατευόμενων προσώπων ἐὰν ἡ χώρα τῆς ὁποίας ταῦτα εἶναι ὑπήκοοι δὲν παράσχη τὴν συγκατάθεσιν τῆς.

« Ὅσον ἀφορᾷ τὸ ἀρθρον 45, ἡ Κυβέρνησις τῆς Ὀμοσπονδιακῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυίας δὲν θὰ θεωρήσῃ νόμιμον τὴν ἀπαλλαγὴν ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως Δυνάμεως ἢ ὁποία μετεβίβασε προστατευόμενα πρόσωπα εἰς ἄλλην δύναμιν καθ' ὅλον τὸ χρονικὸν διάστημα κατὰ τὸ ὅποιον τὰ προστατευόμενα ταῦτα πρόσωπα θὰ εὐρισκῶνται παρὰ τῆς Δυνάμει ἥτις ἐδέχθη νὰ τὰ φιλοξενήσῃ».

Η ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Από 1^{ης} Ιανουαρίου 1956 ή τησίο συνδρομή τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, τῆς τμηματικῶς πωλουμένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης καὶ τῷ Παράρτηματι τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καθωρίσθησαν ὡς κάτωθι:

Α. ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

	Ἐσωτ.	Ἐξωτ.		
1. Διὰ τὸ τεῦχος Α'.....	Δρχ. 250	350	Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ποσοστὸν ἐπὶ τῶν ἄνωτέρω συνδρομῶν ὠρίσθη ὡς ἑξῆς:	
2. » » Β'.....	» 150	200	1. Διὰ τὸ τεῦχος Α'.....	Δρχ. 7,50
3. » » Γ'.....	» 150	200	2. » » Β'.....	» 7,50
4. » » Παράρτημα.....	» 150	200	3. » » Γ'.....	» 7,50
5. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν.....	» 400	500	4. » » Παράρτημα.....	» 7,50
6. » » τεῦχος «Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ. Δ. κλπ.».....	» 150	200	5. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν.....	» 20.-
7. » » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας.....	» 100	150	6. » » τεῦχος «Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π.».....	» 7,50
3. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία.....	» 1.000	1.500	7. » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας.....	» 5.-
			8. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη.....	» 50.-

Οἱ Δήμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἡμισυ τῶν ἄνωτέρω συνδρομῶν.

Β. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἐκαστον φύλλον, ἐξαιρέσει ἐιδικῶν περιπτώσεων, τιμᾶται δραχ. 2.

Γ. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

1. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης:			10. Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων.....	» 500
Α'. Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν.			11. Τῶν περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἄλλοδαπῶν Ἐταιρειῶν.....	» 200
1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων.....	Δρχ.	200	12. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν.....	» 1.000
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν.....	»	3.000	Β'. Δημοσιεύματα Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης.	
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν.....	»	500	1. Τῶν Καταστατικῶν.....	Δρχ. 500
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰ συνελεύσεις ὡς καὶ τῶν κατὰ τὸ ἀρθρον 32 τοῦ Ν. 3221)24 γνωστοποιήσεων.....	»	300	2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν Καταστατικῶν.....	» 200
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ.20)5)1939.....	»	100	3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων.....	» 100
6. Τῶν Ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν.....	»	1.000	4. Τῶν Ἰσολογισμῶν.....	» 300
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἐταιρειῶν.....	»	300	II. Εἰς τὸ Παράρτημα:	
8. Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ ἀναβολῆς συγκλήσεως τῶν γενικῶν συνελεύσεων τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν.....	»	150	1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων.....	» 100
9. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν.....	»	100	2. Τῶν ἀδειῶν πωλήσεως λαματικῶν ὑδάτων.....	» 200
			Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν γένει ὠρίσθη εἰς 5 ο)ο.	

Δ. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

- Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεία ἐναντὶ ἀποδεικτικοῦ εἰσπραξέως, ὅπερ μερίμνη τοῦ ἐνδιαφερομένου ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.
- Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύναται ν' ἀποστέλλωνται καὶ εἰς ἀνάλογον συναλλάγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.
- Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἄνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεία, ἅτινα ἀποδίδουσι τοῦτο εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὀριζόμενα εἰς τῆς ὑπ' ἀριθ. 192378)3639 τοῦ ἔτους 1947 (ΡΟΝΕΟ 185) ἐγκυκλίου διαταγῆς τῆς Γενικῆς Διευθύνσεως Δημοσίου Λογιστικοῦ. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστελλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναποστέλλεται διὰ τῶν ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστὸν.

Ο ΔΙΕΥΘΥΝΤΗΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΧΡ. ΤΡΥΦΩΝΑΣ